



Avec les Nuls, tout devient facile !

La Seconde Guerre mondiale POUR **LES NULS**

- ✓ Les grandes batailles
- ✓ La vie quotidienne des Français sous l'Occupation
- ✓ Les crimes de l'Allemagne nazie et du Japon
- ✓ L'épopée de la Résistance et la Libération

Robert Belot

Professeur à l'université de technologie de Belfort-Montbéliard

Klaus-Peter Sick

Chercheur au Centre Max-Planck de Berlin



***La Seconde
Guerre mondiale***
POUR
LES NULS

Robert Belot et Klaus-Peter Sick

FIRST
Éditions

« Pour les Nuls » est une marque déposée de Wiley Publishing, Inc.

« For Dummies » est une marque déposée de Wiley Publishing, Inc.

© Éditions First-Gründ, Paris, 2011. Publié en accord avec Wiley Publishing, Inc.

60, rue Mazarine
75006 Paris – France
Tél. 01 45 49 60 00
Fax 01 45 49 60 01

Courriel : firstinfo@efirst.com

Internet : www.editionsfirst.fr

En partenariat avec le CNL.

ISBN numérique : 9782754021913

Dépôt légal : avril 2011

Imprimé en France

Ouvrage dirigé par Benjamin Arranger

Secrétariat d'édition : Capucine Panissal

Correction : Jacqueline Rouzet

Index : Emmanuelle Mary

Dessins humoristiques : Marc Chalvin

Cartographies : De Visu

Couverture et mise en page : **Reskator** ■

Fabrication : Antoine Paolucci

Production : Emmanuelle Clément

Cette oeuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette oeuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de

poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

À propos des auteurs

Robert Belot, historien français, est professeur des universités à l'université de technologie de Belfort-Montbéliard, où il dirige le laboratoire RECITS et la revue *Les Cahiers de RECITS*. Spécialiste de l'histoire politique et intellectuelle de la France au xx siècle, ses travaux, internationalement reconnus, sont principalement consacrés au phénomène de l'engagement. Premier biographe de l'écrivain fasciste Lucien Rebatet et du résistant et fédéraliste européen Henri Frenay (Le Seuil), ses derniers ouvrages traitent de la Résistance : *Les Résistants. L'histoire de ceux qui refusèrent* (dir.), Larousse, 2003 (réédition, 2006, coll. « L'œil des archives »), *La Résistance sans de Gaulle* (Fayard, 2006), *L'Affaire suisse. La Résistance a-t-elle trahi de Gaulle ?* (Armand-Colin, 2009).

Robert Belot est lauréat du prix Joseph du Teil (Académie des sciences morales et politiques), lauréat du prix des Écrivains combattants et lauréat du prix Philippe Viannay-Défense de la France.

Klaus-Peter Sick est l'un des historiens allemands le plus familier avec la France. Après l'unification de l'Allemagne de 1990, il est l'un des tout premiers chercheurs ouest-allemands à enseigner l'histoire contemporaine de la France et de l'Allemagne à l'université Humboldt, dans la partie autrefois est-allemande de Berlin. En 2002, il rejoint l'équipe de chercheurs et enseignants du Centre Marc-Bloch, l'Institut franco-allemand de recherches en sciences sociales de Berlin où il dirige le groupe de recherche sur « Les régimes autoritaires ». Il est également associé à

l'université de Belfort où il enseigne régulièrement depuis 2004.

Consultant des médias dans la capitale allemande pour des questions d'actualité politique ou historique, Klaus-Peter Sick est aussi correspondant pour les pays de langue allemande de la revue *Vingtième Siècle*. Spécialiste de l'histoire des idées politiques et de l'histoire sociale, il s'y est consacré, entre autres, aux rapports entre la France et l'Allemagne à l'époque de la Troisième République et de Vichy. Il est l'auteur de nombreux articles dans les revues scientifiques les plus prestigieuses des deux pays, dont *Geschichte und Gesellschaft* et la *Revue d'histoire moderne et contemporaine*.

Dédicace

À nos grands-pères, combattants de part et d'autre, qui nous ont enseigné l'amour de la paix.

Remerciements

Les auteurs tiennent à rendre un hommage particulier à Carine Bourgeois, assistante de recherche au laboratoire RECITS, qui a joué un rôle essentiel dans la phase de mise au point du texte. Son efficacité, sa rigueur et son soutien moral leur ont été précieux.

La seconde guerre mondiale PLN

Sommaire

[Page de titre](#)

[Page de Copyright](#)

[À propos des auteurs](#)

[Dédicace](#)

[Remerciements](#)

[Introduction](#)

[À propos de ce livre](#)

[Les conventions utilisées dans ce livre](#)

[Comment ce livre est organisé](#)

[Première partie : L'Europe contre l'Europe](#)

[Deuxième partie : Guerres, victoires et défaites](#)

[Troisième partie : L'Europe à l'heure allemande](#)

[Quatrième partie : La guerre des cinq continents](#)

[Cinquième partie : La guerre totale](#)

[Sixième partie : Résistances et renaissances](#)

[Septième partie : Reconquêtes militaires et libérations](#)

[Huitième partie : 1945 : la quête d'un nouveau monde](#)

[Neuvième partie : La partie des Dix](#)

[Annexes](#)

[Les icônes utilisées dans cet ouvrage](#)

[Et maintenant, par où commencer ?](#)

[Première partie - L'Europe contre l'Europe](#)

[Chapitre 1 - La paix après la Grande Guerre](#)

[Une guerre « issue » de la guerre ?](#)

[Une guerre « issue » de la paix ?](#)

[La « paix de Versailles » : sévère sans compromettre l'avenir de l'Allemagne](#)

[Le sentiment \(exacerbé\) d'être gratuitement humilié](#)

[La thèse \(facile\) d'être économiquement exploité](#)

L'impression (cultivée) d'appartenir à une nation morcelée
Le rejet (nourri) des limitations de la souveraineté
Chapitre 2 - L'Allemagne sur le chemin de la guerre...
La crise de 1929 et la montée du nazisme
Le dernier gouvernement parlementaire de la République
La droite classique fait le jeu des extrêmes
Hitler chancelier d'Allemagne sans coup d'État
Un racisme de conquête au pouvoir
Le fond et la façade de la politique nazie
Le nazisme est d'abord un racisme
Chapitre 3 - ... et ceux qui sont attachés à la paix la laissent faire
Haro sur le Traité !
L'Italie fasciste contre l'Allemagne nazie ?
Une césure capitale : le 7 mars 1936
La guerre d'Espagne
Naissance de « l'Axe »
Fin 1937 : Hitler annonce la guerre de conquête à l'Est
L'Autriche absorbée
La Tchécoslovaquie menacée
« Munich », apogée de l'apaisement et de la lâcheté
Le coup sur Prague et la fin de l'apaisement
Enfin des bornes à l'expansionnisme nazi
Chapitre 4 - Hitler donne la main à Staline
L'URSS et la politique occidentale
Staline veut éviter la foudre de la guerre
Apaisement et intérêts britanniques et français
Partout on discute les grandes alternatives
La ruée vers Moscou
Moscou entre l'option franco-britannique et l'option nazie
Le pacte et le protocole secret
Chapitre 5 - Comment l'Allemagne et les Allemands sont-ils entrés dans la guerre ?
La mobilisation et la manipulation des esprits
Une armée « éducatrice »
Endoctriner les esprits

[La mise au pas](#)
[La mobilisation matérielle](#)
[La guerre économique](#)
[Financer l'économie allemande par des conquêtes](#)
[Chapitre 6 - Comment la France et les Français sont-ils entrés dans la guerre ?](#)
[Pourquoi la France est-elle entrée en guerre ?](#)
[Raisons diplomatiques](#)
[Raisons géopolitiques](#)
[Raisons idéologiques](#)
[Comment la France est-elle entrée en guerre ?](#)
[« Un honorable pied d'égalité »](#)
[La France bien placée pour une guerre économique](#)
[Défaïtistes, les Français ?](#)
[Un pacifisme tendancieux](#)
[Entre résolution et résignation](#)
[Un patriotisme lucide et déterminé](#)
[Accepter le risque de la guerre](#)
[L'extrême droite finit par se mobiliser](#)

[Deuxième partie - Guerres, victoires et défaites](#)

[Chapitre 7 - La Pologne, victime des deux «blocs»](#)
[La guerre germano-polonaise au sein du projet hitlérien](#)
[L'entrée en guerre : prétexte et mystification](#)
[Vers la défaite de la Pologne](#)
[L'entrée en guerre de l'URSS](#)
[Deux dictatures de proie dépècent un territoire](#)
[Un découpage ethnique](#)
[Une politique de terreur menée de concert par les Soviétiques et les nazis](#)
[Chapitre 8 - Guerre au nord](#)
[La guerre continue](#)
[L'ouragan de la guerre se déplace vers l'Europe scandinave](#)
[Le Goliath soviétique et le David finnois](#)

Terreur soviétique sur Helsinki

La Finlande résiste

Britanniques et Français s'engagent aux côtés de la Finlande

Avril 1940 : le Danemark et la Norvège envahis

Chapitre 9 - Le «Cas jaune» : l'attaque éclair de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg

Vers un «nouveau plan» d'attaque

Vingt-neuf dates pour le jour «J» !

Aspirer et piéger les troupes franco-britanniques : un pari audacieux

La guerre germano-néerlandaise

L'Allemagne joue la surprise

90 tonnes de bombes sur Rotterdam

La guerre en Belgique et au Luxembourg

Le «coup de fauille»

La légende du Blitzkrieg

Les deux erreurs capitales des Français et des Anglais

L'éénigme de Dunkerque

Chapitre 10 - L'effondrement de la France

«Drôle de guerre» ou «guerre fantôme»

La « vraie » guerre

Un changement de généralissimes qui ne change rien

Les Français en déroute, le gouvernement à la dérive

Inexplicable et « étrange » défaite ?

La faute à la Troisième République ?

Les vraies causes de la défaite

Chapitre 11 - L'Angleterre résiste seule

« Du sang, du labeur, de la sueur et des larmes »

L'Angleterre sera-t-elle détruite ?

Londres sous les bombes : le « Blitz »

Solitude intraitable de l'Angleterre

Roosevelt se décide à venir en aide à Churchill

Troisième partie - L'Europe à l'heure allemande

Chapitre 12 - Une Europe colonisée et vassalisée

Le mythe de « l'Europe nouvelle »
Les « idiots utiles » de la nouvelle Europe
La grande mystification
Incorporer et assimiler les « Volksdeutsche »
Rassembler le sang allemand
Alsaciens et Mosellans sous la coupe
Coloniser les pays vaincus
Les naziphiles aux commandes
Le statut hybride de la France
Politique de germanisation
Vassaliser des pays plus ou moins indépendants
Chapitre 13 - L'illusion tragique de la « Kollaboration » dans l'Europe hitlérienne
Triomphe de l'Europe antidémocratique et antinationale
Mépris des cultures nationales
Dépeçages territoriaux
Le paradoxe politique de la collaboration
Les collaborationnistes contre la politique de collaboration
Vichy : pas assez fasciste
Une politique de division
Les naziphiles « sans peuple » n'ont pas la faveur des occupants
Impopularité des leaders pronazis
Les extrémistes tenus en lisière
Hitler souhaite-t-il une Europe fasciste ?
Goebbels donne des leçons de modération !
Chapitre 14 - Le régime de Vichy ou la servitude volontaire
Le prestige anesthésiant du maréchal Pétain
Le sabordage « légal » de la République
Le mythe du « double jeu » de Pétain
La France, « province favorite » !
Le « sabre » et le « bouclier »
Une politique liberticide qui ne doit rien à l'occupant
Mise à mort de la République
Une politique d'exclusion
Une collaboration « sincère » revendiquée

Pétain renie les engagements de la France

La collaboration militaire : un risque de pré-belligérance

Laval : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne »

Chapitre 15 - Piller et produire : l'Occupation et l'économie de guerre

L'obsession de la pénurie

Économie de guerre

Création d'un « espace vital »

Des vaches à abattre ou des vaches à traire ?

L'horreur économique

L'ex-Pologne pillée

Une politique plus souple vis-à-vis des Pays-Bas

La France dans un nœud coulant

Le butin de guerre

Une économie planifiée

Marché noir

Chapitre 16 - La vie quotidienne en France et en Allemagne

Réfugiés, repliés, absents

Les femmes et la pénurie

Rationnement

Marché noir et système D

L'Allemagne veut préserver le « consommateur moyen »

Les joues roses des Allemands

La femme allemande protégée

La France coupée en deux

La culture et le moral des Allemands

Cinéma

Radio

Littérature

Créer, écrire, chercher, inventer en France

Littérature

Sciences

Musique

Cinéma

Théâtre

Chapitre 17 - Le racisme allemand et la persécution des juifs jusqu'en 1941

Une discrimination de plus en plus sévère

L'exclusion et la «souillure raciale»

Les pogromes de la «Nuit de cristal»

L'escalade de la violence

Le retranchement de la communauté

Les premières étapes de la « solution finale »

Les premières déportations

La «solution finale territoriale»

Quatrième partie - La guerre des cinq continents

Chapitre 18 - L'attaque de l'URSS

Barbarossa - la vraie guerre nationale-socialiste

Une décision solitaire

Préparer une nouvelle «guerre éclair»

La «Wehrmacht» fraie son chemin vers Moscou

L'aviation allemande frappe fort

La Grande-Bretagne se rapproche de l'URSS

673 000 Soviétiques faits prisonniers

Sur la pente : les crimes de guerre à l'Est

Des « millions d'hommes vont périr de faim »

Une guerre d'annihilation idéologique et raciale

Staline paralysé

Chapitre 19 - Le Japon impérialiste et belliciste

Le Japon sur le chemin de l'impérialisme belliciste

La Chine en ligne de mire

Invasion de la Mandchourie

Une guerre pour «la renaissance de l'Asie de l'Est» ?

Un fascisme à la japonaise

Nationalisme radical et guerrier

Une société sous contrôle

Les horreurs de la guerre contre la Chine
Profiter de la faiblesse de la France en Indochine
Ultimatum du Japon à la France
La France lâchée par les Anglais et les Américains
Faiblesse de la France
La France, première victime du Japon
La collaboration franco-nippone
Chapitre 20 - Le Japon oblige l'Amérique à entrer dans la guerre
Les Américains n'aideront pas la France contre le Japon
Roosevelt accuse le «Vichy French»
La France dénonce la passivité des Américains
L'étrange clémence des États-Unis vis-à-vis du Japon
Les Américains se réveillent
Jeu de poker menteur entre Japonais et Américains ?
L'attaque surprise et foudroyante de Pearl Harbor
Un jour d'infamie pour les Américains
Les conquêtes japonaises et la stratégie du « jiu-jitsu »
Campagne de Birmanie
Une nouvelle technique de débarquement
De la Thaïlande aux îles Salomon
Supériorité militaire des Japonais
Chapitre 21 - La Méditerranée et l'Afrique en guerre
L'étincelle de la guerre saute en Afrique
Mers-el-Kébir
Une partie du continent africain se rallie à la France libre
La «neutralité malveillante» de l'Espagne
Rêveries impériales de l'Italie fasciste
L'Axe conquiert les Balkans
L'Italie fasciste rate son entrée en guerre
La Yougoslavie soumise
La Crète en feu
La guerre dans le désert africain
La révolte en Irak et la guerre au Levant
Offensive en Cyrénaïque
Les premiers revers italo-allemands en Méditerranée

Chapitre 22 - Stalingrad : échec au rêve de domination continentale

Une première contre-attaque

Les troupes de l'Axe progressent en direction du Caucase

Problèmes de pétrole pour l'armée allemande

L'Armée rouge résiste sur les rives de la Volga

Stalingrad - le tournant de la guerre ?

« Opération Uranus »

Janvier 1943 : début de l'offensive soviétique

La « guerre totale »

Cinquième partie - La guerre totale

Chapitre 23 - Exploitation totale : les économies de guerre 1942-1945

La puissance des Alliés

L'économie de la « guerre totale » en Allemagne

Le continent exploité

Un véritable « plan de la faim »

La France fabrique pour l'Allemagne

Et les neutres ?

La main-d'œuvre corvéable des camps

Volontaires, contraints, rafles : les travailleurs civils étrangers

La France et le Service du travail obligatoire

Chapitre 24 - Exclus, réfugiés, déportés

Européens réfugiés en Europe dès l'avant-guerre

L'accueil des « bannis »

Exil, exode, déplacements

Le « Lebensraum » : déportation à l'Est

Les premiers déportés de France

Chapitre 25 - L'extermination des juifs

La Shoah par balles

La mort est leur métier : les « Einsatzgruppen »

Les populations complices

Une intention annoncée

Les juifs doivent « payer »
Les Allemands savaient-ils ?
Le meurtre à échelle industrielle
Les juifs d'Allemagne « expulsés » à l'Est
La conférence de Wannsee
Auschwitz, camp de la mort
Un nouvel esclavage
L'usine de la mort ?
Belzec
Sobibor
Treblinka
Chapitre 26 - L'État français et le crime contre l'humanité
Les rafles et la déportation des juifs de France
Vichy organise la ségrégation légale
Des Français réagissent
Participation de l'État français au génocide

Sixième partie - Résistances et renaissances

Chapitre 27 - L'opposition au nazisme : en Allemagne aussi – mais surtout en Europe occupée
Qui est « résistant » ?
Comment devient-on résistant ?
La Résistance allemande
La résistance « de gauche »
La résistance « bourgeoise »
La résistance éthique
La résistance militaire
Attentats contre Hitler
Chapitre 28 - L'incroyable aventure de la France libre commence à Londres
De Gaulle, cet inconnu
L'homme du 18 Juin
La solitude extrême
L'appel du 18 Juin a-t-il existé ?
« Ce n'est pas sans tourment que nous sommes demeurés à

Londres »
Une entreprise illégale et illégitime
L'exil ou la fuite ?
« Que dois-je faire ? Et envers qui ? »
La déraisonnable ambition de vouloir « assumer la France »
Dieu et la Patrie
Libération de la Patrie mais aussi libération de l'Homme
Chapitre 29 - Remettre la France et son empire au combat
L'Afrique du Nord a failli basculer
La reconquête par l'empire
Frémissements dans le Pacifique
L'Afrique équatoriale française bascule
« Ramasser le tronçon du glaive » : les FFL
Leclerc, héros gaullien
Koufra : le serment et la renaissance
Le gouverneur général d'Indochine vient prêter main-forte au Général
Un « 5 étoiles » fait allégeance à un général de brigade
Le renfort d'un marin
Les forces aériennes
Chapitre 30 - La France « underground »
La résistance sans héroïsme : le renseignement
Les deux types de renseignement
L'action contre-informationnelle
Codeurs et courriers
Vichy sombre dans l'impopularité et le déshonneur
Jean Moulin, envoyé du général de Gaulle
Des résistances à la Résistance
Chapitre 31 - De Gaulle gagne de justesse : la bataille de la légitimité
Les Américains : pour Pétain, contre de Gaulle
Les préjugés américains contre le gaullisme
De Gaulle fait des gestes en direction des États-Unis
Roosevelt veut « tenir à l'écart » de Gaulle du débarquement en Afrique du Nord
Les Américains jouent Darlan et Giraud contre de Gaulle

À Alger, le général Giraud, rival de De Gaulle

Giraud, un général populaire

La guerre des deux France

Chemins d'Espagne, chemins de liberté

Un seul combat pour une seule patrie ?

Gaullisation et républicanisation des esprits

Un désir d'unité

Le retour de la République

De Gaulle élimine Giraud

Chapitre 32 - Une politique nouvelle pour la France de demain

De Gaulle « fait » de la politique

Le CNR, première crise politique de la Résistance

Les chefs de la Résistance s'opposent aux vieux partis politiques

Moulin, iconostase de la Résistance, mis en accusation

Emmanuel d'Astier de La Vigerie contre la fonctionnarisation de la Résistance

La Résistance est dépassée

Le sacrifice politique de la Résistance

La révolution est soluble dans la politique

Septième partie - Reconquêtes militaires et libérations

Chapitre 33 - La longue lutte pour libérer l'Italie

La « porte italienne »

Libérer la Sicile pour entrer en Europe

« Opération Husky »

La fin du premier fascisme

Mussolini destitué par le roi et le Conseil fasciste

Armistice italien et représailles allemandes

La République de Salò

Franchir la « ligne Gustav », la « ligne César » et la « ligne Gothique »

Monte Cassino
Des Brésiliens dans la bataille
Mussolini est pendu et l'Italie est libérée le 2 mai 1945
Chapitre 34 - L'Armée rouge à la reconquête de l'Europe orientale
La bataille légendaire de Koursk
Opération «Zitadelle»
Mythe et réalité
L'Armée rouge reprend définitivement l'initiative
Le « mur de l'Est »
Victoires de l'Armée rouge en Ukraine, mais à quel prix ?
« Opération Bagration » en Biélorussie
Chapitre 35 - L'Europe libérée, mais soviétisée
Les riverains de la Baltique résistent aux Soviétiques
Finlande
L'Europe danubienne cueillie par l'URSS
Roumanie
Bulgarie
Hongrie
La fin du rêve polonais d'indépendance
L'insurrection de Varsovie et l'incroyable attitude des Soviétiques
« Le bluff le plus grand depuis Genghis Khan»
Chapitre 36 - L'Amérique débarque en France
Opération « Overlord »
«L'assaut vertical» pour préparer le deuxième front
La bataille des plages : de Ouistreham à Utah
Le calvaire de la bataille de Normandie
Acharnement des Allemands
Amère victoire ?
Opération « Anvil/Dragoon » en Provence
Un assaut foudroyant
De Toulon à Montélimar à grande vitesse
Libération de Lyon, capitale de la Résistance
Chapitre 37 - La libération militaire et politique de la France

D'une âme de « vainqueurs » à une âme de « conquérants »
La France existe-t-elle militairement pour les Alliés ?
La France existe-t-elle politiquement pour les Alliés ?
La Grande-Bretagne préfèrera « toujours le grand large » à la France
À Bayeux, de Gaulle affirme l'autorité de l'État malgré les Alliés
Paris libéré « par lui-même » et par des Blancs
Chapitre 38 - L'affront de la défaite ne sera lavé que sur le Rhin
La longue marche vers le Rhin
Strasbourg libérée : « Maintenant on peut crever ! »
Les Français auront-ils l'autorisation de porter la guerre en Allemagne ?
« Les roses de la gloire ne peuvent être sans épines »
Le chapeau tricolore flotte sur le nid d'aigle d'Hitler
Chapitre 39 - La fin du nazisme
Les Alliés entrent en Allemagne
La folie suicidaire d'Hitler
Échec de la plus grande opération aéroportée des Alliés
Hitler lance la sanglante contre-offensive des Ardennes
La bataille de la Rhénanie
L'Armée rouge conquiert la moitié orientale de l'Allemagne
La bataille de Berlin
La fin du régime nazi et le suicide d'Hitler
Chapitre 40 - La découverte des camps
Les premières informations
Le terrifiant secret
À Maly Trostenëts, les SS tentent de supprimer les traces de leurs crimes
Majdanek : les Soviétiques découvrent la vérité sur les chambres à gaz
Des survivants à Chelmno et Auschwitz témoignent de l'horreur
À l'ouest, les Américains libèrent les camps et en appellent à l'opinion
Camp d'Ohrdruf
À Buchenwald, les déportés prennent le contrôle du camp

À Dora, les SS veulent faire disparaître les corps
Les détenus de Dachau accueillent leurs libérateurs américains
Les troupes britanniques et canadiennes libèrent Bergen-Belsen et Neuengamme
Les responsables SS des camps doivent rendre des comptes
Transformer des lieux de mort en lieux de mémoire et de justice
Chapitre 41 - Les Américains gagnent la bataille du Pacifique
La capitale du Japon frappée par l'aviation américaine
Les Américains se lancent dans la nouvelle guerre aéronavale
Moresby et Midway : le tabou de l'invincibilité nippone est brisé
Débarquement américain à Guadalcanal : la défaite de Pearl Harbor conjurée
Une nouvelle stratégie pour une guerre «inter-hémisphères»
L'invention de la « Task Force »
La « victoire par les airs »
La sanglante reconquête des îles
Lutte à mort
Des Philippines à Okinawa
Horreurs de la guerre et diabolisation
Massacres et arrachage de dents
Un phénomène inimaginable de « brutalisation »

Huitième partie - 1945 : la quête d'un nouveau monde

Chapitre 42 - Le recours à l'atome contre le Japon était-il nécessaire ?
L'archipel du Japon sous les bombes
Les Américains veulent en finir
La bombe préparée sous Roosevelt : « Manhattan project »
Une décision collective
Des avertissements au gouvernement japonais restés sans suite
Hiroshima et Nagasaki : « la mort et la ruine tombent du ciel »
La capitulation du Japon
Chapitre 43 - Le rêve des Nations unies rattrapé par Staline

[La charte de l'Atlantique annonce-t-elle la domination anglo-saxonne ?](#)

[Une Grande Alliance pour des « Nations unies »](#)

[Le « club des Trois » décide de l'Europe de demain](#)

[À Yalta, Staline rafle la mise](#)

[Les Alliés ont-ils trahi l'Europe ?](#)

[Chapitre 44 - Nuremberg, le procès du nazisme](#)

[Une grande idée fait son chemin](#)

[Arrêter et réunir les grands inculpés](#)

[Les figures clés de l'Etat nazi](#)

[La mise en place du tribunal de Nuremberg](#)

[Les témoins accusent](#)

[Réaction des accusés](#)

[« La paix par le droit ? »](#)

[Chapitre 45 - La France dans le camp des vainqueurs](#)

[Le triomphe des valeurs républicaines](#)

[Consensus sur l'avènement d'un État social et d'une économie dirigée](#)

[Démocratie, efficacité, modernité](#)

[Discordances franco-françaises sur l'Allemagne et l'Europe](#)

[Un front gaullo-communiste pour une Europe antiallemande ?](#)

[Retour aux fondamentaux de la géopolitique française](#)

[À Yalta, la France devient « allié-vainqueur »](#)

[Chapitre 46 - L'Allemagne occupée et «rééduquée»](#)

[Un « rideau de fer » est tombé sur l'Europe](#)

[Des milliers d'Allemands transférés de gré ou de force](#)

[Les Soviétiques en position de force](#)

[Occupation et dénazification](#)

[La politique de « démocratisation » : déjà deux Allemagnes ?](#)

[La fin de l'après-guerre : de la division à la réunification](#)

[Neuvième partie - La partie des Dix](#)

[Chapitre 47 - Dix films sur la Seconde Guerre mondiale](#)

[«To be or not to be» \(États-Unis, 1942\)](#)

[« Apocalypse » \(France, 2009\)](#)

[«Le Chagrin et la Pitié» \(France, 1971\)](#)
[«Das Boot/Le Bateau» \(Allemagne, 1981\)](#)
[«L'Armée des ombres» \(France, 1969\)](#)
[«Le Pont de la rivière Kwaï» \(Grande-Bretagne, 1957\)](#)
[«Va et regarde» \(Union soviétique, 1985\)](#)
[«Sobibor, 14 octobre 1943, 16 heures» \(France, 2001\)](#)
[«Il faut sauver le soldat Ryan» \(États-Unis, 1998\)](#)
[«Rome, ville ouverte» \(Italie, 1945\)](#)

[Chapitre 48 - La Seconde Guerre mondiale en dix chansons](#)

[«Ça fait d'excellents Français !» \(1939\)](#)
[«Katioucha» \(1938\)](#)
[«Maréchal, nous voilà !» \(1941\)](#)
[«Lili Marleen» \(1938-1942\)](#)
[Le «Horst-Wessel-Lied» \(1929\)](#)
[«Nuit et brouillard» \(1963\)](#)
[«Blood on the Risers» \(1942\)](#)
[«Le Chant des partisans \(Chant de la Libération\)» \(1943\)](#)
[«Kadimah \(En avant\)» \(1943\)](#)
[«Fischia il vento \(Le vent siffle\)» \(1943\)](#)

[Chapitre 49 - Dix musées et mémoriaux à visiter](#)

[Le mont Valérien, mémorial de la France combattante \(Suresnes, France\)](#)
[Oradour-sur-Glane \(Limousin, France\)](#)
[Mémorial et musée d'Auschwitz-Birkenau \(Oswiecim, Pologne\)](#)
[Hiroshima \(Japon\)](#)
[Carlton Gardens \(Londres, Grande-Bretagne\)](#)
[Churchill War Rooms \(Londres\)](#)
[Mémorial de Stalingrad \(Volgograd, Russie\)](#)
[Le camp des Milles \(France\)](#)
[Le Mémorial aux juifs assassinés d'Europe \(Berlin, Allemagne\)](#)
[Musée de l'Insurrection de Varsovie \(Varsovie\)](#)

[Annexes](#)

[Annexe A - Chronologie](#)

[Annexe B - Cartes](#)

Annexe C - Pour aller plus loin

Quelques livres marquants sur la Seconde Guerre mondiale

Généralités

Allemagne

France

Génocide et captivités

Romans

Quelques documentaires DVD sur la Seconde Guerre mondiale

Quelques sites internet sur la Seconde Guerre mondiale

Index des personnes

Index des lieux

Introduction

Le passé n'est jamais passé. Sans même que nous en ayons toujours conscience, il fait partie de nous, de notre histoire, de nos valeurs. Ceci est encore plus vrai avec la Seconde Guerre mondiale. L'actualité de cet événement, qualifié parfois comme le plus énorme événement de l'humanité, n'a jamais été aussi vive.

Car la Seconde Guerre mondiale n'est pas un événement comme un autre. C'est aussi un *avènement*. Sur la condamnation de ce qu'a représenté le nazisme (le racisme meurtrier, la volonté d'hégémonie mondiale, la guerre totale, la dictature absolue) s'est édifié *a contrario* le système de valeurs qui forme notre horizon d'attente morale : droits de l'homme, refus du racisme, un ordre international fondé sur la liberté, la démocratie et le pluralisme. Ces valeurs sont « durables », précisément dans la mesure où elles représentent un idéal permanent mais toujours à construire, jamais acquis définitivement. C'est par elles que la France et l'Allemagne ont pu mettre un terme à des siècles de conflits et construire une Europe pacifiée et unifiée.

C'est pourquoi le souvenir même de cette catastrophe est devenu un « devoir de mémoire ». Ici, le message dépasse l'événement. Il est universel et toujours actuel. Cette guerre, blessure d'où l'Europe et nos nations d'aujourd'hui viennent, a toujours quelque chose à nous dire.

Mais cette obsession mémorielle, souvent instrumentalisée par le politique ou par des groupes

sociaux animés par des soucis communautaristes, a tendance à constituer un *écran* entre l'événement et son histoire. La mémoire se substitue à l'histoire. Le politique à l'historien. La fidélité prend parfois le pas sur la vérité. L'affectif supplante la réflexion.

Il nous a semblé qu'il était temps et utile de dépasser cette invasion du commémoratif qui fige l'événement dans une interprétation moralisatrice et qui finit par mépriser l'histoire. Un retour à l'histoire de cette tragédie fondatrice qu'a été la Seconde Guerre mondiale s'imposait.

À propos de ce livre

Mais c'est une nouvelle approche qui est proposée ici. Habituellement, l'histoire de cette guerre européenne, puis mondiale, est écrite et enseignée à travers le prisme national. La France raconte sa guerre ; l'Allemagne raconte sa guerre. Quel Français sait par exemple que, pour les Allemands, la « Grande Guerre » est non pas la Première Guerre mondiale (comme en France) mais la Seconde Guerre mondiale ? Pour l'Allemagne, les pertes militaires (en millions) s'élèvent à 1,8 pour la Première Guerre, et à 3,85 pour la Seconde Guerre, alors que l'ordre de grandeur est inverse pour la France : 1,38 pour la Première Guerre, contre 0,21 pour la Seconde. Quel Allemand peut vraiment saisir le phénomène de la Résistance française compte tenu de l'absence, si honteuse mais si confirmée, d'une opposition répandue au Führer charismatique jusque dans les derniers mois du régime ?

Notre parti pris est résolument européen : cette Seconde Guerre mondiale est écrite selon un point de

vue franco-allemand. Bien que s'adressant à un public non spécialiste, les auteurs, qui sont aussi des chercheurs, ont eu le souci de mettre à la disposition de ce public les dernières avancées de l'historiographie.

Un double regard, français et allemand, qui essaie de dépasser l'ornière nationale pour prendre en compte la dimension véritablement mondiale de cette guerre. Une démarche délibérément chronologique qui vise à donner toute leur épaisseur aux événements, connus ou peu connus, et qui n'hésite pas à remettre en cause de nombreuses mystifications.

Les conventions utilisées dans ce livre

Chaque fois que nous utilisons des mots étrangers, nous les mettons en *italique*. Par exemple, *Anschluss* (annexion de l'Autriche en 1938).

Quand nous parlons d'un organisme ou d'une organisation politique pour la première fois, si, dans le langage courant, cet organisme ou cette organisation est désigné par un sigle (par exemple, FFI), nous donnons son nom complet à la première occurrence en le faisant suivre de l'abréviation entre parenthèses ; par la suite, nous l'écrivons normalement en utilisant simplement l'abréviation usuelle.

Comment ce livre est organisé

Cet ouvrage compte neuf parties, découpées en quarante-neuf chapitres. Il suit une démarche simple. La première partie examine les années où la guerre, déclenchée par l'Allemagne nazie le 1 septembre 1939, a

été préparée. La deuxième partie aborde la guerre elle-même. Ou plus précisément sa première période où l'Allemagne parvient à imposer sa domination sur le continent européen par une série de campagnes militaires rapides et victorieuses. Dans la troisième partie, nous proposons, dans une première « coupe transversale », une analyse de l'Europe - et tout particulièrement de la France - à l'heure allemande. Trois notions la caractérisent : terreur, racisme, pillage. La quatrième partie renoue avec la chronologie de la guerre en présentant l'élargissement du conflit en guerre mondiale en Asie, en focalisant sur le Japon. La cinquième partie présente le monde à l'époque de la guerre totale, ce monde de la mobilisation à outrance et d'une violence inouïe dont en premier lieu le crime singulier de l'extermination des juifs par l'Allemagne nazie. La sixième partie se consacre aux Résistances - et en particulier à la Résistance en France - qui malgré la répression par les nazis tracent la voie vers un meilleur avenir. La septième partie revient à la guerre proprement dite en présentant les différents théâtres d'opérations. Cette troisième phase de la guerre, la phase des reconquêtes, est celle des batailles et des opérations militaires gigantesques. La huitième partie est consacrée à l'après-guerre. À ce monde (encore) divisé en vainqueurs et vaincus où les défis sont différents, mais tout aussi grands qu'à l'époque des combats. Enfin, ce livre se conclut, comme tous les livres « Pour les Nuls », par la « partie des Dix » et des annexes.

Première partie : L'Europe contre l'Europe

Cette première partie s'intéresse aux causes de la Seconde Guerre mondiale. Car si, en effet, la question

des *responsabilités* est parfaitement claire – cette guerre a eu lieu parce que l'Allemagne nazie l'a déchaînée le 1 septembre 1939 après y avoir tendu comme le fleuve vers la mer – , on n'a pas pourtant répondu à la question de ses *causes* plus profondes.

Chez les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, les espoirs étaient immenses en 1918 : on parlait volontiers de la « der des der », de la dernière guerre que les hommes auront été assez fous pour se faire. Il faudra par conséquent voir comment ces vainqueurs, et en particulier les Français, non seulement optimistes mais puissants, ont échoué à consolider dans la durée cette paix si durement acquise. À la recherche d'une réponse, on verra que c'est en effet le grand mécontent de la paix de 1919, l'Allemagne, qui cherche immédiatement à remettre en cause l'ordre international issu de la guerre sous la forme des traités de paix de 1919 et de 1920. À l'époque de la République de Weimar, née elle-même à l'issue de la guerre, elle cherche à réviser dans le respect de la paix. Mais il n'en est plus de même dans les années trente. C'est bien tout d'abord l'Allemagne nationaliste, puis nationale-socialiste qui sape, puis mine et enfin détruit la paix en Europe.

Cela dit, on verra aussi qu'il y avait, chez les nations attachées à la paix, des peurs et des inconséquences dans la pensée et l'action qui, au lieu de rendre la paix plus solide comme ils avaient pu le penser, ont fini par la rendre moins sûre. Dès mars 1936, Hitler a détruit des parties si essentielles de l'édifice de la paix que les contemporains lucides se demandent s'ils ne vivent pas déjà dans un entre-deux-guerres ! Leurs soupçons deviennent certitude en 1939, avec la destruction, en mars, de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie, et

par la signature du Pacte germano-soviétique, en août. Dès lors, c'est la guerre.

Deuxième partie : Guerres, victoires et défaites

Cette partie aborde les campagnes – d'abord en Pologne, puis en Europe du Nord et enfin en Europe occidentale et en Europe du Sud-Est – par lesquelles l'Allemagne victorieuse parvient à établir sa domination. Pourquoi donc ce succès scandaleux de la violence ? Pourquoi cet effondrement de la France que tous avaient considérée comme la première puissance ? Et d'où vient que la Grande-Bretagne parvient à résister seule, elle qui fait maintenant figure, devant les côtes de l'Europe, de fief de la liberté occidentale face à un continent des dictatures, occupé ici et surtout par l'Allemagne nazie, là par l'Italie fasciste et ailleurs encore par l'URSS stalinienne ? Cette partie apporte des éléments de réponse à ces questions.

Troisième partie : L'Europe à l'heure allemande

La quatrième partie présente l'Europe occupée de 1940 ou de 1941. Des hommes qui, partant souvent de l'affirmation qu'un « réaliste » ne saurait nier la défaite, en viennent à défendre la « collaboration » avec l'Allemagne nazie. Certains, parmi eux, aperçoivent plus ou moins vite les réalités plus essentielles telles qu'elles sont immédiatement perçues par les premiers résistants : les régimes d'occupation de la « puissance tutélaire » servent surtout à entretenir l'appétit insatiable de sa machine de guerre et à drainer vers le

« peuple de seigneurs » germanique les ressources de l'Europe. Vivre dans cette Europe à l'heure allemande signifie donc, pour beaucoup d'hommes, être exposés tous les jours à la pénurie, à la discrimination, à la persécution. Mais on verra aussi que la vie continue malgré tout.

Quatrième partie : La guerre des cinq continents

Cette partie s'intéresse au moment où la guerre devient véritablement mondiale, en 1941 : la première étape de la globalisation de la guerre est franchie en juin avec l'assaut, par l'Allemagne nazie, de l'URSS. Plus encore que ce projet déjà mégalomane, l'évolution en 1941 démontre à quel point les succès militaires précédents avaient obnubilé Hitler et les nazis au pouvoir : jugeant visiblement que leur puissance était devenue quasi illimitée, ils ne s'étaient pas bornés à maintenir la *Wehrmacht* en Afrique où ils l'avaient envoyée au printemps pour y combattre contre l'ennemi britannique une guerre périphérique à côté de l'allié italien. Le 11 décembre 1941, Hitler (qui, pourtant, s'est enlisé devant la capitale soviétique) croit utile de déclarer la guerre aux États-Unis, forcés quatre jours auparavant par le Japon impérialiste à entrer dans la guerre du Pacifique. À partir de ce moment, c'est vraiment le monde qui se trouve embrasé.

La partie se termine par un chapitre consacré au point culminant de la puissance de l'Axe. À ce moment où la bataille qui reste la plus célèbre de toute la Seconde Guerre mondiale, la bataille de Stalingrad, inaugure une nouvelle phase du conflit : celle des reconquêtes et des libérations.

Cinquième partie : La guerre totale

Cette partie éclaire les aspects sociaux, économiques et culturels qui ont fait de la Seconde Guerre mondiale, plus encore que ne l'a déjà été la Première, une « guerre totale ». « Totale » dans la mesure où les nations belligérantes se sont transformées pleinement, avec la mondialisation du conflit, en sociétés de guerre : il n'y a quasiment plus personne qui ne soit happé, d'une manière ou d'une autre, par cet énorme événement.

Les chapitres de cette partie traitent des deux phénomènes clés qui font avant tout cette réalité : la mobilisation, aussi compréhensive que possible, des hommes et des choses ; la violence inouïe qui se manifeste non seulement sur les champs de bataille, mais aussi à l'arrière et là, tout particulièrement, derrière les barbelés de ces « camps ». Un chapitre aborde le cauchemar de l'extermination des juifs par l'Allemagne nazie, commencé par l'exécution, par balles, de centaines de milliers d'êtres humains derrière le front en Europe centrale puis orientale, pour être continué par l'assassinat industrialisé à Auschwitz, à Sobibor, et ailleurs encore. Quelle a été la part prise par la France de Vichy dans ce crime ? Un dernier chapitre de cette partie répond à cette question cruciale.

Sixième partie : Résistances et renaissances

Les chapitres successifs de cette septième partie sont consacrés aux évolutions françaises, si complexes (et si cruciales pour la compréhension même de la France d'aujourd'hui), qui ont mené de la défaite de juin 1940, via l'épopée de la France libre, au conflit de légitimité

opposant les deux généraux Giraud et de Gaulle pour incarner la Résistance et, au-delà, la France de demain. On verra pourquoi c'est finalement ce dernier qui en émerge victorieux, sauvant l'honneur de la France et lui permettant d'être à la table des vainqueurs.

Septième partie : Reconquêtes militaires et libérations

Cette septième partie revient sur la trame de la guerre proprement dite. Elle en présente l'histoire – la bien longue histoire puisqu'elle dure encore plus de deux années et demie – après le point de basculement de la puissance de l'Axe en Europe et en Asie. Après leur victoire en Afrique du Nord, les alliés occidentaux débarquent en Sicile au printemps 1943. Commence dès lors la dramatique épopée de la libération de l'Italie, où la *Wehrmacht* s'agrippe et livre aux alliés occidentaux (dont la France combattante) une guerre particulièrement dure qui ne s'achève que deux ans plus tard. Dans le même temps, l'Armée rouge progresse en Europe orientale, puis en Europe centrale au prix de lourdes pertes matérielles et surtout humaines.

Après le temps des premières reconquêtes, vient le temps des débarquements et des victoires décisives des Américains dans le Pacifique. À partir de l'été 1944, la France est libérée. Dès la fin de l'été et le début de l'automne, les armées américaines à l'ouest et les armées soviétiques à l'est ont rejoint les frontières de l'Allemagne. Commence dès lors la dernière phase de la guerre, huit mois des plus atroces en ce qui concerne la dureté des combats, mais aussi en ce qui concerne les découvertes macabres faites par les troupes victorieuses lors de leur progression : les camps

d'extermination de Biélorussie, de Pologne et d'Allemagne, où les armées russes, américaines puis britanniques libèrent les déportés émaciés qui n'ont pas succombé à la barbarie nazie.

Huitième partie : 1945 : la quête d'un nouveau monde

Avec la capitulation de l'Allemagne nazie, le 8 mai 1945, la guerre est finie en Europe. Mais elle continue en Asie où les États-Unis combattent un Japon aux abois, mais toujours féroce. Cette partie est consacrée aux traits significatifs de l'après-guerre : la bombe atomique, larguée à Hiroshima le 6 et à Nagasaki le 9 août, qui inaugure l'âge atomique ; la création des Nations unies, en 1945, qui couronne la thèse, affirmée avec une ferveur particulière par Roosevelt, que le futur risque d'être sombre si l'on ne bâtit pas un nouvel ordre international ; enfin, l'ouverture du grand procès de Nuremberg, en 1945, qui résulte de la conviction que pour réussir l'avenir, il faut d'abord faire œuvre de justice et condamner les horreurs du passé.

Cette huitième partie se termine par deux chapitres consacrés aux après-guerres de la France, puis de l'Allemagne. On verra que, même aujourd'hui où l'après-guerre est définitivement clos, la mémoire de cette guerre reste un référent primordial pour nos identités politiques et morales.

Neuvième partie : La partie des Dix

Cette dernière partie porte plus encore que les parties précédentes la marque personnelle des auteurs de ce

livre. Car choisir parmi l'inépuisable filmographie de la Seconde Guerre mondiale, choisir dix chansons « représentatives » de l'époque et dix mémoriaux relève de la gageure. On nous pardonnera donc nos oubliés. Mais une chose est certaine : avec la disparition des derniers témoins oculaires, nous entrons définitivement dans une nouvelle époque, celle de la mémoire. Cette partie tient à démontrer sa variété (nationale, par exemple). Mais elle fait voir plus encore que cette mémoire dépend toujours des intérêts, des intentions et des influences du présent.

Annexes

Vous trouverez dans les annexes plusieurs outils qui peuvent vous aider à mieux vous orienter tout au long de la lecture de ce livre. D'abord, une chronologie vous aidera à replacer les informations dans le contexte plus large de la guerre. Des cartes pourront vous renseigner sur les théâtres de la guerre, dans le Pacifique ou en Europe de l'Est par exemple, dont la plupart d'entre nous sont sans doute peu familiers. Enfin, vous sera proposé un choix de livres, de DVD documentaires et de sites internet au sujet de la Seconde Guerre mondiale.

Les icônes utilisées dans cet ouvrage

Des icônes placées dans la marge tout au long de ce livre vous aideront à repérer en un clin d'œil le type d'informations proposées selon les passages du texte. Elles orientent votre lecture au gré de vos envies ou vous aident à revenir sur tel ou tel point précis ; en voici la liste :



Cette icône signale une histoire vraie, un fait d'arme..., une « petite histoire » en marge de la Grande.



La Seconde Guerre mondiale n'est pas à l'abri des controverses. Cette icône signale une idée reçue, une confusion possible, voire une conception totalement erronée.



Comme son nom l'indique, ce symbole indique une opération militaire, des combats.



Une date importante, un événement déterminant, un « tournant »...



Cette icône signale une information méconnue.



Un fait notable, un point particulièrement important... En un mot, ce symbole met « le doigt » sur ce que vous devez retenir.



Cette icône signale des indications biographiques sur un acteur célèbre (ou non) de la guerre.

Et maintenant, par où commencer ?

Le lecteur est d'abord invité à lire *La Seconde Guerre mondiale pour les Nuls* en suivant le schéma proposé. Une fois équipé des connaissances nécessaires, il pourra aborder tel ou tel aspect de la guerre (la Shoah, les prisonniers de guerre, la Résistance, le Débarquement...) en le replaçant dans un contexte plus général. Le lecteur pressé ou intéressé par un aspect particulier trouvera toutefois dans le sommaire et l'index le moyen d'accéder directement à l'information recherchée. Vous pouvez donc naviguer au sein de ce livre à votre guise, en partant des chapitres qui vous intéressent particulièrement, pour ensuite les enrichir des informations nécessaires.

Première partie

L'Europe contre l'Europe



Dans cette partie...

Quand, le 11 novembre 1918, des coups de canon enfin réguliers annoncent à Paris la fin des combats, les Français éprouvés mais victorieux sont convaincus qu'ils en ont fini avec la guerre (et avec l'Allemagne) pour bien longtemps sinon pour toujours. Pourquoi la situation si favorable aux Alliés, et tout particulièrement à la France, s'est-elle tant détériorée ensuite et

avec une telle rapidité ? Comment une Allemagne défaite a-t-elle pu redevenir si belliciste et, par surcroît, si puissante qu'elle a pu établir par la violence son hégémonie sur l'Europe, avant de subir la défaite la plus totale de l'Histoire ? Vous allez découvrir que la paix a été en effet *perdue*, en partie. Perdue par ceux-là mêmes qui avaient non seulement été, comme vainqueurs, les plus forts à l'issue de la Grande Guerre, mais aussi les plus pacifiques. Mais vous allez découvrir surtout que cette paix a été, pour une partie beaucoup plus grande, *détruite* par ceux – et en particulier par l'Allemagne – qui s'étaient considérés comme ses laissés-pour-compte.

En 1933, à Berlin, l'homme dénoncé à juste titre par ses adversaires comme « l'homme de la guerre » devient chancelier. Pour comprendre le retour de la guerre six ans plus tard, il faut donc savoir pourquoi cet homme, Adolf Hitler, a pu arriver au pouvoir. Et il faut aussi connaître le programme qu'il s'est proposé pour l'action. Car si le nazisme peut en effet être considéré comme une forme de fascisme, il en est une variante particulièrement radicale et guerrière : il est, avant toute autre chose, un racisme de conquête.

Chapitre 1

La paix après la Grande Guerre

Dans ce chapitre

- ► La « mauvaise » paix de 1919-1920 : sévère pour les vaincus sans compromettre leur avenir
- ► La solution de facilité du côté des vaincus : refouler la défaite et accabler les traités
- ► La solution de facilité du côté des vainqueurs : faire payer, retourner aux alliances

On dit parfois que les deux guerres mondiales et la période de paix de vingt et un ans qu'elles encadrent formeraient ensemble une « seconde guerre de Trente Ans ». Faire ce parallèle est tentant, mais il induit en erreur : la comparaison suggère une unité d'époque et une relation de cause à effet qui n'ont pas existé.

Une guerre « issue » de la guerre ?



L'existence incontestable de parallèles *dans le déroulement* des deux guerres elles-mêmes – il y en a, on le verra, en ce qui concerne par exemple le « fanatisme d'extermination » ou encore le pillage de l'Europe orientale par l'Allemagne – ne suffit pas à

expliquer la Seconde Guerre mondiale, et elle ne suffit surtout pas à expliquer *son avènement*. Il en est de même pour ce qui concerne la politique de l'époque de la paix après la Première Guerre mondiale. Il faut cependant connaître cette politique pour mesurer sa part dans le cheminement qui mène l'Europe de nouveau à la guerre. D'une part, il y a la politique (ou plutôt *les politiques*) des vainqueurs, unis par leur souci de rendre la paix de 1918 durable. On peut considérer que, à la lumière de cette grande ambition initiale, le fait même du retour de la guerre en 1939 ratifie leur échec.

D'autre part, il y a la politique (ou plutôt *les politiques*) des vaincus, et surtout celle de l'Allemagne. Cette dernière est immédiatement mécontente de la paix qu'elle signe en 1919. Devenue République en 1918, elle ne conçoit pas son action, au niveau des acteurs décisifs, comme une politique guerrière. Cela dit, la République de Weimar mène bien une politique visant à modifier l'ordre issu de la guerre. Mais à la différence de la période hitlérienne, elle réclame de poursuivre son « révisionnisme » dans le respect de la paix. Pour ces révisionnistes allemands pacifiques, s'ils le sont restés jusqu'en 1939, le retour à la violence a également marqué leur échec.

Si l'on veut retracer le chemin qui va de la paix de 1918 à la guerre de 1939, il faut donc répondre à quatre questions successives :

1. Pourquoi d'abord existe-t-il, en Allemagne, ce fort mécontentement de l'ordre international, c'est-à-dire cette hostilité avec les traités de paix signés en 1919 et en 1920 ?
2. Pourquoi ensuite les vainqueurs de 1918, la France, la Grande-Bretagne, les États-Unis, pourtant si forts et si pacifiques, échouent-ils à consolider cette paix dans les

années vingt, alors qu'ils trouvent en Allemagne des interlocuteurs sans doute mécontents avec l'ordre de 1919, mais qui partagent leur souci fondamental de la paix et de la démocratie ?

3. Pourquoi, en Allemagne, ces hommes certes mécontents mais hostiles à la guerre sont-ils remplacés par des révisionnistes toujours plus intransigeants et enfin par les nazis à l'évidence bellicistes ?
4. Pourquoi enfin les nations si attachées à la paix, comme la France et la Grande-Bretagne, échouent-elles dans les années trente à défendre cette paix à laquelle elles sont si attachées, au besoin par la force, alors qu'elles voient bien que leurs interlocuteurs outre-Rhin ne sont plus les sociaux-démocrates ou les libéraux des années vingt, mais des nationalistes puis des nationaux-socialistes qui prônent une politique de la violence ?

Une guerre « issue » de la paix ?

Le « révisionnisme » désigne communément la politique des vaincus qui tentent de remplacer l'ordre international tel qu'il est établi en 1919 et en 1920 par les divers traités de paix conclus entre les cinq vaincus et les vingt-sept vainqueurs. La notion s'applique en tout premier à l'Allemagne et sa politique étrangère qui est en effet essentiellement dirigée contre « son » traité de paix, le traité de Versailles signé le 28 juin 1919. La lutte contre ce que beaucoup d'Allemands appellent « le système de Versailles » constitue dès ce jour le grand thème d'un discours souvent violent – et vociféré à l'excès par l'extrême droite où, déjà, un certain fantassin inconnu, Adolf Hitler, affirme que c'est précisément le sentiment d'une défaite militaire et d'un règlement de paix ressentis comme profondément injustes qui l'aurait décidé à entrer dans l'arène politique.



L'Allemagne signataire de « son » traité de paix, il faut le savoir, n'est en effet déjà plus celle « à casque pointu », monarchique, de l'Empire qui a mené la guerre. Elle est une nation en transformation, en passe de devenir par la révolution de novembre 1918, la première République allemande, appelée « la République de Weimar ». Mais République ou non, les vainqueurs ont décidé de ne pas donner à l'Allemagne (et aux autres vaincus) le droit de participer, à Paris, à la conférence de la Paix où ils se réunissent à partir de janvier 1919. Ils ont de plus refusé aux représentants allemands de discuter le projet de traité qu'ils leur remettent début mai. D'où le terme de *Diktat* accolé immédiatement outre-Rhin à ces 440 articles contre lesquels se forme un front du refus quasi général.



Il faudra la menace d'une invasion militaire par les vainqueurs pour que l'Assemblée nationale allemande, siégeant à Weimar (d'où le nom de la « nouvelle Allemagne »), autorise enfin le ministre des Affaires étrangères, un social-démocrate, à apposer la signature au Traité. Le protocole allié a choisi à dessein comme lieu où se tiendrait la cérémonie la galerie des Glaces du château de Versailles, c'est-à-dire l'endroit même où, suite à la perte de la guerre de 1870-1871 par la France, le roi de Prusse avait pu être proclamé empereur de ce Reich allemand qui venait de s'écrouler dans la défaite et la révolution de 1918.

La *forme* que prennent ainsi en 1919 la remise des conditions tout comme la signature de la paix est, de fait, inhabituelle dans l'histoire de la diplomatie. Elles

ont constitué une vexation délibérée de l'Allemagne que les vainqueurs ont estimée nécessaire après cette guerre qui avait été la plus cruelle de l'Histoire. De surcroît, le *fond* du Traité est sévère. La nation allemande – elle vient de sacrifier 1,8 million d'hommes au combat et compte 4,2 millions de blessés – perd un huitième de son territoire au profit d'États limitrophes. De ce fait, 10 % de sa population, 15 % de sa production agricole et 20 % de sa production minière et métallurgique lui sont enlevées. Par ailleurs, le Traité décrète la responsabilité exclusive de l'Allemagne et de ses alliés dans le déclenchement de la guerre. Et il exige que les responsables de « crimes de guerre », dont l'empereur (exilé aux Pays-Bas depuis la révolution allemande), doivent être jugés par une Cour internationale. Le Traité prévoit que l'Allemagne perdra ses colonies et qu'elle subira un désarmement radical et, *last but not least*, il ordonne à l'Allemagne de payer aux vainqueurs des réparations en espèces et en nature d'un montant tel que leur règlement prendra plusieurs décennies ! Ce n'est qu'en 2010 que ce contentieux sera apuré.

La « paix de Versailles » : sévère sans compromettre l'avenir de l'Allemagne

L'une des origines du bras de fer autour de l'ordre international de 1919-1920 doit être recherchée dans la manière dont la plupart des Allemands ont perçu leur défaite. Ils n'ont pas saisi qu'un échec aussi complet dans une guerre aussi cruelle devait avoir des conséquences lourdes. S'ils ne l'ont pas vu, c'est parce qu'ils n'ont pas saisi que leur pays était vraiment, dès le mois d'août 1918, au bout du rouleau. Au moment de la demande d'armistice, le front passe encore en Belgique

et en France, et le bourrage de crâne fait croire à l'arrière jusqu'au bout que la victoire est toujours possible. La vérité (que beaucoup se refusent à regarder en face), c'est que l'armistice du 11 novembre 1918 a bien valeur de capitulation. Aussi, en se bornant à considérer la carte à la fin des combats, bon nombre d'Allemands préfèrent se bercer au son doux d'un double mensonge : leur pays et ses alliés auraient été « invaincus sur le champ de bataille » et la défaite aurait été l'œuvre funeste de la Révolution à l'arrière.

Nourris ainsi d'illusions, refoulant la défaite, de nombreux Allemands pensent qu'il faut renouer immédiatement avec une politique offensive. Une politique qui ne pourra que provoquer les plus lourds conflits avec les nations que leur pays vient tout juste de combattre. Il y a, bien entendu, des désaccords profonds sur la manière de faire, sur la méthode, sur la vitesse, sur l'objet de l'effort. Mais il existe un quasi-consensus quant à la nécessité du « révisionnisme », c'est-à-dire la révision, la renégociation des traités. Celui-ci devient donc le cœur de la politique allemande dès la signature du Traité, même chez les républicains, même sur leur aile gauche sociale-démocrate. Ceux qui regrettent, après coup, que l'Allemagne n'ait pas pratiqué dès 1919 (comme cela a été le cas après 1945) la grande politique alternative, celle qui aurait opté pour la sécurité collective en renonçant à corriger désespérément les résultats de la guerre, doivent admettre que cela aurait demandé au préalable un immense effort d'éducation politique.

Le sentiment (exacerbé) d'être gratuitement humilié

Ainsi l'Allemagne, y compris l'Allemagne officielle, dépense une énergie énorme, obsessionnelle, à déprécier la thèse contenue selon eux dans le célèbre paragraphe 231 du traité de Versailles qui est considéré de tous comme le plus humiliant. En fait, les rédacteurs du Traité n'ont nullement soupçonné que ce paragraphe déclencherait un tel tollé. Son but avait été, de manière assez prosaïque, de fournir une base juridique sur laquelle pouvait être construit en bonne et due forme l'édifice compliqué des réparations à payer.

La clause du traité de Versailles qui accuse

« Les Gouvernements alliés et associés déclarent et l'Allemagne reconnaît que l'Allemagne et ses alliés sont responsables, pour les avoir causés, de toutes les pertes et de tous les dommages subis par les Gouvernements alliés et associés et leurs nationaux en conséquence de la guerre qui leur a été imposée par l'agression de l'Allemagne et de ses alliés. »

Les Allemands sont bien rares qui, en 1919, consentiraient à dire que leur pays serait le « responsable » de l'avènement de la guerre en 1914, et plus rares encore sont ceux qui parleraient volontiers à ce propos d'une « culpabilité » de l'Allemagne. Culpabilité que le fameux paragraphe 231 ne formule d'ailleurs pas, et qu'il ne formule surtout pas comme « culpabilité seule et unique de l'Allemagne », comme l'affirme furieusement la droite nationaliste afin de mieux rameuter la population contre « Versailles ». En

fait, la droite souhaite faire de la lutte contre ce qu'elle appelle le « mensonge de la culpabilité » le levier qui lui permettrait de disloquer, avec le Traité, la République qu'elle déteste. Elle refuse de regarder en face l'âpre vérité, celle de la chute vertigineuse de l'Allemagne qui va de son insolence de 1914 à son impuissance de 1919.

La thèse (facile) d'être économiquement exploité

Mis à part la question de l'amour-propre, l'hostilité à l'égard du « paragraphe sur la culpabilité de guerre » de l'Allemagne sert à mettre radicalement en question les réparations à payer par le vaincu aux vainqueurs. Car la lutte contre ces réparations devient rapidement le but principal du révisionnisme allemand. Le Traité avait stipulé qu'une commission devra évaluer le montant total des réparations à payer par l'Allemagne, fixera les délais de paiement et déterminera la répartition parmi les vainqueurs. Une conférence en juin 1920 énonce le chiffre de 269 milliards de marks-or à payer en quarante-deux annuités, montant réévalué aussitôt et fixé enfin en avril 1921 à 132 milliards de marks-or. Une somme qui semble toujours faramineuse.

Quoi qu'il en soit, la taille même du chiffre incite les Allemands à mettre immédiatement au compte des « réparations » tous les maux financiers et économiques qu'ils vont dès lors rencontrer, sans plus croire nécessaire une véritable analyse des causes (qui sont autres) et sans plus daigner regarder de plus près les sommes véritablement transférées (qui sont plus petites que celles exigées). Le premier mal est l'effondrement de la monnaie allemande, si total en 1923 qu'il provoque une grave crise sociale. Le second est la grande crise

économique de 1929 qui heurte l'Allemagne plus durement que les autres grandes nations industrielles de l'Europe. Le discours de la nation saignée à blanc par les réparations n'a donc été qu'un discours de la facilité. Mais il a accrédité la thèse selon laquelle « l'étranger » souhaite le malheur de l'Allemagne.

L'impression (cultivée) d'appartenir à une nation morcelée

L'autre source de ressentiment concerne le nouveau tracé des frontières. Parmi les modifications apportées à la carte politique de l'Europe lors de la révolution territoriale qui résulte de la défaite des trois Empires allemand, austro-hongrois et ottoman, mais aussi de la Russie tsariste en 1918, la nouvelle frontière franco-allemande (qui fait suite au retour immédiat à la France des trois départements alsaciens et lorrain) est la mieux acceptée outre-Rhin. Il n'en est pas de même pour sa frontière avec la Pologne qui compte en 1921 toujours environ sept cent mille germanophones.

Sont également contestées les frontières créées à la suite de la disparition de l'Empire austro-hongrois. Plusieurs millions de germanophones autrefois gouvernés par Vienne deviennent en effet citoyens des « États successeurs » de la monarchie austro-hongroise : de la nouvelle République tchécoslovaque, de la Pologne restaurée, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Serbie, de la Yougoslavie ou de l'Italie qui se voient agrandies. De plus, le traité de Paix avec Vienne interdit le rattachement de l'Autriche, réduite à la portion congrue, à sa grande voisine germanique, ce que souhaitait alors une large majorité des deux côtés de la frontière germano-autrichienne par conviction que la

petite République alpine de six millions d'hommes créée à la conférence de Paris ne serait pas apte à survivre.

Le rejet (nourri) des limitations de la souveraineté

Pour la nation allemande imprégnée si fortement, si caricaturalement même par le militarisme – les garçons arborent l'uniforme de la marine nationale le dimanche ; l'horreur des jeunes hommes est d'être réformés pour myopie du service militaire – , les stipulations de « Versailles » sur son désarmement constituent une blessure d'amour-propre si profonde qu'elle revient à une crise d'identité. On accepte qu'on devra livrer son matériel de guerre. Mais on tolère beaucoup plus difficilement l'interdiction d'avoir une armée de l'air ou des tanks. Et il y a plus grave encore : on impose à Berlin de se contenter d'une armée professionnelle de cent mille soldats et d'une marine minuscule. Ces mesures seront surveillées par une commission interalliée qui aura le droit d'enquêter librement sur le territoire de l'Allemagne.

C'est peut-être parce que ce désarmement est présenté par le Traité comme une première étape vers le désarmement de toutes les nations que ces limitations de souveraineté semblent un brin moins graves que deux stipulations jugées comme totalement inacceptables. D'une part, l'Allemagne devra accepter une large zone démilitarisée face à ses quatre voisins occidentaux dont la France, ce « glacis » d'opérations devant permettre aux alliés une sanction militaire rapide en cas de comportement jugé irrecevable. D'autre part, l'Allemagne devra accepter que soient créées sur une partie de ce territoire démilitarisé trois zones

d'occupation militaire aussi grandes que l'Alsace et la Franche-Comté réunies. Trois zones qui seront évacuées ou conservées par les Alliés durant la quinzaine d'années à venir, au vu du comportement de l'Allemagne, c'est-à-dire selon sa volonté de collaborer ou non à l'exécution du Traité. C'est en fait cette présence de militaires étrangers sur son sol qui est ressentie par l'Allemagne comme l'humiliation suprême qu'elle veut par conséquent voir cesser dans un avenir aussi proche que possible.



Si ses stipulations sont dures, la paix de Versailles ne met pas pour autant en question les structures de la société allemande et elle préserve par conséquent sa capacité à se régénérer. On peut même considérer que comparée aux exigences de départ, cette Paix constitue un compromis réussi. Non pas entre vainqueurs et vaincus, mais entre alliés et surtout entre les gouvernants et leurs peuples qui, au sortir de l'horreur de la guerre, formulent des attentes toujours plus élevées. « Versailles » préserve par exemple l'unité de l'Allemagne, contrairement à ce qu'auraient souhaité beaucoup de Français. Bref, une politique étrangère « dans le respect du Traité » est possible du côté de l'Allemagne. C'est dire que la Seconde Guerre mondiale n'est pas plus issue de *la paix* de 1919 que de *la guerre* de 1914. L'autre raison – celle qui se situe sur le plan de la politique intérieure de l'Allemagne – est le fait que « Versailles » n'a été ni le facteur matériel, ni le facteur psychologique *déterminant* de la montée du nazisme. La perspective reste ouverte à l'Allemagne de rejoindre, sous condition de faire preuve de patience, de tact et en particulier de compréhension pour les inquiétudes de la France, le peloton de tête des nations. Mais la masse

des Allemands pense le contraire. Ils affirment dès 1919 que leur pays doit non pas exécuter mais miner un traité perçu comme une immense injustice.

Chapitre 2

L'Allemagne sur le chemin de la guerre...

Dans ce chapitre :

- ► Le parti nazi et sa montée foudroyante dans le contexte de la « grande crise » de 1929
- ► La droite classique devient le fossoyeur de la République
- ► Nazisme et fascisme
- ► Un racisme de conquête au pouvoir

L'Allemagne, si elle reconnaît sa frontière Ouest, s'oppose à sa frontière Est et poursuit sa campagne révisionniste. Stresemann, homme d'État opposé à la violence, figure de la République de Weimar, reste national-allemand jusqu'à la moelle de ses os. La France s'engage pour endiguer le penchant de l'Allemagne à réunir ses minorités et à accroître son territoire. Certains vont jusqu'à penser qu'à la lumière de ces données fondamentales, Hitler ou pas, l'explosion de l'ordre international de 1919-1920 aurait eu lieu. Ces spéculations deviennent superflues dès le moment où l'homme accède au pouvoir qui, en effet, « signifie la guerre » comme le dit alors la gauche en Allemagne. Il faut l'affirmer clairement : sans la crise économique et sociale de 1929, l'homme de la guerre, Adolf Hitler, n'aurait pas remporté les succès électoraux qui l'ont amené, étape par étape, au cœur du pouvoir. Et c'est pourquoi il faut brièvement jeter une lumière dans ce

livre consacré à la guerre de 1939 sur la crise qui commence aux États-Unis en 1929.

La crise de 1929 et la montée du nazisme

Le fait que la guerre constitue bien le pivot du programme hitlérien ressort d'une manière très nette dans les années vingt, alors que le parti nazi est encore minuscule. Après 1930, quand il songe à devenir le parti le plus fort par la voie électorale, cette agressivité originale n'est plus de mise. Hitler sait bien qu'il y a chez les Allemands, comme chez toutes les nations qui avaient combattu en 1914, une grande lassitude à l'égard de la guerre. En même temps, la volonté de réviser « Versailles », au besoin par la violence, est si répandue outre-Rhin qu'elle tend à devenir *le* lien qui subsiste encore entre les hommes d'une nation éclatée par la crise. Et le démagogue Hitler joue magistralement sur ce fait dans les nombreuses campagnes électorales qui ont lieu dans le contexte de la « grande crise » où son parti se dilate comme une éponge jetée à l'eau.



Or, il faut le dire tout de suite : les succès électoraux ne suffisent pas à expliquer l'accession au pouvoir d'Hitler, le 30 janvier 1933. Car – et on le sait trop peu – le parti d'Hitler, le NSDAP, n'a jamais obtenu plus que 37,4 % des voix dans des élections libres ! Il faut donc bien accorder toute l'attention nécessaire à la crise de 1929 comme *condition économique et sociale* préalable à la montée du nazisme. Mais il faut ensuite aller plus loin et préciser les *conditions politiques* sans lesquelles il n'y aurait pas eu ce qu'on appelle souvent à tort la « prise de pouvoir », l'accession d'Hitler au poste

de chancelier puis la mutation subite de son gouvernement en dictature.



Répétons-le : il faut savoir pourquoi Hitler a pu devenir dictateur parce que, sans lui et son parti, il n'y aurait très probablement pas eu de Seconde Guerre mondiale. Ou plus précisément et plus prudemment : il n'y aurait pas eu la guerre dans les dimensions qu'elle a connues.



Aujourd'hui, on voit souvent dans l'Allemagne de Weimar une sorte de grande puissance culturelle dont les chefs-d'œuvre semblent comme intemporels : les bâtiments de Walter Gropius, les romans de Thomas Mann, le théâtre de Bertolt Brecht, l'ameublement de Marcel Breuer, les tableaux de Franz Marc, les films de Georg Wilhelm Pabst suffisent pour évoquer ce qui fut, en effet, une grande époque. Mais ce qui semble aujourd'hui éternel a été conçu dans un temps tout fragile. Quand l'Allemagne sort fin 1923 de l'instabilité de la période d'après-guerre, elle reste un pays faible. Non seulement par rapport aux grandes nations victorieuses, mais encore par rapport à ce qu'elle avait été elle-même, avant 1914. Elle n'a jamais retrouvé ses taux de croissance du passé ; elle n'a plus atteint ni le volume de sa production industrielle, ni le volume de son exportation ; la balance de ses paiements eût toujours été négative si elle n'avait pas profité d'un flux de crédits étrangers. C'est donc un pays fragile qui est frappé de plein fouet par la grande crise qui vient, depuis le « vendredi noir » d'octobre 1929, des États-Unis.

Au plus fort de la crise en 1932, le PIB n'atteint plus que 50 % environ de sa valeur de 1913 ! Il y a six millions de chômeurs dont beaucoup, en fin de droits, tombent dans la misère absolue. Les prix agricoles chutent de 36 %, ce qui provoque une détresse effrayante des populations rurales : en effet, ce sont les paysans qui votent les premiers en masse pour Hitler. Leur emboîtent le pas les classes moyennes indépendantes qui trouvent séduisant le programme nazi, à la fois antimarxiste et anticapitaliste. Mais il y a aussi parmi les électeurs d'Hitler, dès le début, des employés, des fonctionnaires et des bourgeois. Et il ya bien des ouvriers – relativement peu, mais plus qu'on n'a voulu le croire longtemps. Le seul grand groupe qui résiste, au début, est celui des catholiques du sud et de l'ouest de l'Allemagne.



À partir de 1929, toutes les formations non socialistes ou non catholiques se vident de leur substance, à tel point qu'il faut bientôt chercher à la loupe les partis libéraux qui avaient joué les premiers rôles dans la République à ses origines. Le centre ainsi éventré, le système politique ne peut plus fonctionner. Les gouvernements mènent dès lors leur politique en recourant aux décrets. Voici que la République glisse vers un autre régime, déjà autoritaire.

Les succès du nazisme s'expliquent, en effet, aussi par l'incapacité des partis et des hommes politiques traditionnels dans leur gestion de la crise. Car, lorsque Hitler accède au pouvoir, le 30 janvier 1933, les courbes des indicateurs économiques sont en train de remonter en Allemagne depuis plusieurs mois ! C'est en février 1932 que le chômage a atteint son taux record ; le PIB

progresse depuis juillet. Contrairement aux Français, les Allemands ont depuis lors traversé le moment le plus grave de la crise. Mais il y a outre-Rhin une incapacité des élites non seulement à communiquer sur leur politique anticrise, mais aussi à communiquer sur les succès.

Le dernier gouvernement parlementaire de la République



Avec la dégradation rapide de la situation économique et des finances publiques à partir de 1930, les appels du patronat allemand (depuis les petits commerçants jusqu'aux plus gros industriels) deviennent toujours plus pressants. Les patrons ne se bornent plus seulement à exiger une politique budgétaire restrictive. Ils souhaitent en finir une bonne fois pour toutes avec « le système » (la République sous influence d'une gauche forte) qui avait rendu possibles ces largesses excessives. Et voilà que tombe, le 27 mars 1930, le cabinet du chancelier social-démocrate Hermann Müller qui avait gouverné depuis deux ans sur la base d'une majorité large de grande coalition allant des sociaux-démocrates à gauche aux libéraux à droite (où se trouvent des représentants influents du patronat au *Reichstag*). Au sein de la majorité, on n'arrive plus à se mettre d'accord sur la meilleure manière d'adapter l'assurance chômage aux défis posés par la crise. Ce cabinet aura été le dernier gouvernement *parlementaire* de la République.

Le conservateur Heinrich Brüning devient chancelier, résolu à lutter contre la Crise par une déflation budgétaire rigoureuse. Il ne trouve plus de majorité au *Reichstag*, mais use à fond de la possibilité de gouverner avec le recours aux décrets présidentiels. Et de gouverner ainsi à la fois contre la gauche et la droite extrémiste. C'est pourquoi le nouveau chancelier est non pas soutenu mais « toléré » par le parti qui reste, encore, le plus fort : il fallait beaucoup de courage aux sociaux-démocrates pour avaler les couleuvres de Brüning – la baisse des traitements, des salaires et des allocations de chômage. Mais l'enjeu est désormais la survie de la République. Il est vrai que le Parlement est affaibli, mais pas mis à sac : le *Reichstag* conserve le pouvoir de décider, après coup, de la légalité des décrets.



En août 1930 cependant, Brüning fait dissoudre le *Reichstag* afin de mieux être en mesure – croit-il – de mener son programme anticrise. C'est une grave erreur de calcul, parce que les élections du 14 septembre apportent un raz-de-marée en faveur des extrêmes, de gauche (le parti communiste qui avait 54 sièges en obtient 77 sur les 577 à pourvoir) et surtout de droite (le parti nazi qui avait 12 sièges seulement en obtient 107 mais reste moins fort que les sociaux-démocrates avec 143 sièges). Brüning arrive à se maintenir au pouvoir. Mais la population se radicalise davantage dans un contexte économique dramatique. Au printemps 1932, alors que l'Allemagne se trouve au plus profond de la crise, a lieu l'élection présidentielle. L'ambiance est à un cheveu de la guerre civile. Au deuxième tour, le 10 avril, s'affrontent le président sortant, le maréchal Hindenburg – soutenu, signe des temps, par tous les

partis « républicains » – , le candidat du parti communiste et le candidat du parti nazi, Adolf Hitler.



Mais Hitler est devancé – et non pas d'une courte tête, mais par six millions de voix ! Et ce n'est pas tout. La violence répandue par les nationaux-socialistes contre leurs opposants a été telle que Brüning interdit le 23 avril les formations paramilitaires nazies, les SA (*Sturmabteilung* – division d'assaut) et les SS (*Schutzstaffel* – escadron de protection). Est-ce un sursaut de la République ?

La droite classique fait le jeu des extrêmes

Pas vraiment parce que cette victoire est de courte durée. Quelques semaines plus tard, Hindenburg cède à son propre penchant et aux conseils de son entourage qui n'est pas républicain, mais composé de réactionnaires (de ces grands terriens originaires, comme le vieux président lui-même, des provinces agraires de l'Allemagne orientale). Hindenburg, lui, trouve très peu convenable le fait qu'il doive sa réélection à des voix de gauche, et très gênant aussi que « son » chancelier Brüning doive, ici et là, donner des gages aux sociaux-démocrates pour qu'ils continuent à le tolérer au pouvoir. C'est pourquoi le président tâche de signaler sa fidélité à son propre camp.

Sans doute Hindenburg trouve-t-il ces hitlériens inquiétants ! Mais ne sont-ils pas, tout de même, de bons « nationaux » ? Le président se sépare donc, sans qu'il y ait eu nécessité, du chancelier Brüning et le remplace le 1 juin 1932 par un personnage qui se situe

beaucoup plus à droite : l'ex-diplomate Franz von Papen. Celui-ci non seulement lève aussitôt l'interdiction qui frappe les SA et les SS, mais se fait aussi « tolérer » au *Reichstag* non plus par la gauche, mais... par les nazis ! Et cela au prix de concessions exorbitantes. Papen ne répugne pas, en effet, à s'accorder avec Hitler sur une nouvelle dissolution du *Reichstag*, à mi-chemin de la législature.



C'est là un nouveau pas accompli par la droite classique en direction des nazis, sans qu'il y ait nécessité. Car les élections ainsi provoquées apportent, le 31 juillet 1932, un résultat catastrophique. Les extrêmes se renforcent au point que les adversaires absolus de la République, de gauche et de droite réunis, ont une majorité négative au *Reichstag*. Avec 230 députés, le parti nazi a une centaine de sièges de plus que les sociaux-démocrates ! Mais en même temps, les nazis ne réunissent *toujours pas* la majorité des 608 sièges au *Reichstag*. Il n'y a désormais plus aucune solution parlementaire, et cela parce qu'Hitler refuse d'emblée les règles de jeu de la République. Hitler veut les pouvoirs d'un chancelier autoritaire, autorisé par le président à gouverner par décrets.



Et voilà, surprise ! Le vieux Hindenburg s'y refuse ! Il préfère recourir une nouvelle fois à la dissolution du *Reichstag* en songeant un instant – mais seulement un instant – à porter une entorse mineure à la Constitution : il pense reporter de nouvelles élections au-delà du délai maximum des soixante jours autorisés, un acte qui aurait pu, qui sait, changer le cours de l'Histoire.

Mais les Allemands vont finalement voter comme prévu au 6 novembre 1932, sans que ces élections apportent aucune embellie. La situation reste la même qu'auparavant, sauf sur un point qui s'avère décisif : le parti communiste *gagne* (onze sièges) et le parti national-socialiste... *en perd* ! Et pas moins de deux millions de voix par rapport aux élections de juillet, ce qui représente trente-quatre sièges au *Reichstag*. Goebbels, le chef de propagande du parti nazi, note dans son journal : « Nous sommes tous très déprimés, d'autant plus que le danger est réel que notre parti se décompose... Il est grand temps que nous arrivions au pouvoir. Mais pour l'instant, il n'y a aucune lueur d'espoir. »

Hitler chancelier d'Allemagne sans coup d'État



Face à ce double résultat de gains communistes et de pertes nazies, les réflexes anticomunistes et nationalistes deviennent déterminants.

Un groupe clé, profondément réactionnaire, garde alors, pour des raisons sociales autant que culturelles, un pouvoir d'initiative démesuré en Allemagne. C'est dans cette élite composée de propriétaires terriens, de patrons de l'industrie lourde et de militaires que l'on parvient, au cours du mois de janvier 1933, à la conclusion qu'une alliance entre la droite classique et les nationaux-socialistes est nécessaire pour écarter la « menace rouge ».

C'est à ce moment *seulement* – il faut le souligner – que s'ouvre la porte à un cabinet dirigé par Hitler. Mais ce cabinet serait, espère Papen, un cabinet où les ministères importants seraient occupés par la droite classique. Par des hommes qui, en somme, auraient le pouvoir d'apprioyer la bête nationale-socialiste. Le 30 janvier 1933, les onze membres du nouveau cabinet Hitler prêtent serment... à la Constitution de la République ! Et outre le nouveau chancelier Adolf Hitler, il n'y a effectivement que deux autres nazis, le ministre de l'Intérieur Wilhelm Frick et le ministre sans portefeuille Hermann Göring. Voici le national-socialisme arrivé au cœur de l'État, sans avoir jamais réussi à obtenir les voix d'une majorité d'Allemands, mais aussi sans coup d'État violent. Prise de pouvoir ? Oui, mais le pouvoir lui avait été en même temps rendu !

Pouvant disposer désormais non seulement de ses propres « bataillons bruns » (la couleur de l'uniforme des SA), mais aussi de la police et de l'armée de l'État, le national-socialisme aurait pu étouffer instamment une réaction violente de la gauche, d'ailleurs profondément désunie. Et Hitler sait aussitôt user à fond des leviers du pouvoir : il arrive – contre la volonté des optimistes béats qui avaient prétendu « l'encadrer », les conservateurs au sein de son propre cabinet – à dissoudre à nouveau le *Reichstag*. Les nouvelles élections auront lieu le 5 mars 1933. Les nazis vont tout faire pour remporter une large victoire électorale. Le célèbre « décret sur la protection du peuple et de l'État » du 28 février est à cet égard décisif : mettant hors service les droits fondamentaux du citoyen, ce décret transpose l'Allemagne dans un régime de fait (la Constitution de Weimar ne sera en effet jamais

formellement abolie) que l'on peut qualifier d'état d'exception permanent.

Les nazis remportent les élections : avec 288 députés, ils ont doublé les sociaux-démocrates et triplé les communistes. Le centre et la droite modérée sont pulvérisés. Mais les députés du parti nazi NSDAP ne réunissent toujours pas la majorité absolue des 647 députés. C'est pourquoi Hitler a besoin d'une vis supplémentaire : c'est la loi du 24 mars 1933 (qui préfigure assez précisément ce qui se passera en France, à Vichy, le 10 juillet 1940) sur le transfert du pouvoir législatif sur l'exécutif. Le *Reichstag* abdique lui-même en faveur du chancelier Adolf Hitler par une majorité qui inclut, en effet, outre les députés nationaux-socialistes, ceux de la droite classique et du centre, mais contre laquelle votent en bloc les sociaux-démocrates (les députés communistes, déjà emprisonnés, en exil, ou, en effet, tués, ne prennent pas part au vote). Suit dès lors la série de « lois » qui démantèlent le fédéralisme allemand.

On peut considérer que la mort du président Hindenburg, le 2 août 1934, à 86 ans, suivie aussitôt par la reprise de ses fonctions par Hitler, désormais chef de gouvernement et chef de l'État en même temps, clôt la phase de la « prise du pouvoir ». Le propagandiste nazi, Joseph Goebbels, n'avait-il pas averti ceux qui voulaient le savoir : « Une fois que nous serons au pouvoir, avait-il dit en août 1932, nous n'allons jamais plus le quitter ! Sauf à nous faire quitter sur une civière nos ministères et nos places. »

Un racisme de conquête au pouvoir



En janvier 1933, accède donc au pouvoir en Allemagne un leader aux idées les plus radicales, ultranationalistes, impérialistes, antidémocratiques et racistes. Bien entendu, le national-socialisme n'est pas un phénomène isolé. Il participe à l'apparition à travers l'Europe, à l'extrême droite, d'une nouvelle forme de mouvements de masse, inconnue avant la guerre de 14. Ces mouvements sont nés de la guerre dans la mesure où ils continuent à affirmer, même en temps de paix, le rôle de la violence en politique et la nécessité d'un leader auquel on doit selon eux une fidélité absolue. Ces mouvements – y inclus ceux qui restent le plus éloignés du pouvoir comme par exemple celui d'Oswald Mosley en Grande-Bretagne ou les groupuscules « fascistes » dans la France de la crise du franc en 1926 (tel le « Faisceau » de Georges Valois) ou du Front populaire de 1936 (tel le Parti populaire français, PPF, de Jacques Doriot) – jouent sur deux rejets et deux peurs : le capitalisme et, plus encore, le communisme. Et tous ces mouvements (sauf peut-être, en effet, ceux en France) comptent conjurer cette peur par le nationalisme le plus chauviniste. Beaucoup de contemporains, surtout de gauche, interprètent alors ces mouvements à l'aune du mouvement pionnier qui a exercé un pouvoir d'imitation considérable, ou bien par fascination ou bien, au contraire, par prévention, c'est-à-dire par la volonté d'éviter une contagion : celui qui a réussi le premier à devenir un parti de masse, propulsé par un « grand homme » charismatique légitimé de manière plébiscitaire, et exerçant le pouvoir à l'aide de deux moyens spécifiques, la propagande et la terreur : le fascisme italien mené par Benito Mussolini.



Et disons-le tout net, parce que ce point est souvent discuté : il n'est pas faux de voir dans le national-socialisme une forme de fascisme. Mais à condition d'y voir une modalité particulièrement radicale. Car le concept de fascisme n'arrive pas à épuiser ce que fut le nazisme.



Un Français qui a vécu, jeune homme, dans l'Allemagne de Weimar et qui devait devenir un interprète sagace du national-socialisme, Raymond Aron (1905-1983), expliquera qu'il est impossible de comprendre le nazisme sans accorder une place centrale au personnage et à la pensée d'Adolf Hitler. Aron sera l'un des premiers à considérer le nazisme comme une « religion politique » aspirant à saisir l'homme tout entier. Ce caractère de « religion séculaire » du nazisme apparaît en effet de manière nette dans son racisme foncier : d'une part dans son *idée utopique* de domination totale par la race aryenne, une sorte de fin de l'Histoire qui serait atteinte par l'établissement de l'hégémonie absolue, globale, d'un grand Empire germanique peuplé de l'« homme nouveau » racial. Et d'autre part dans son *idée apocalyptique* selon laquelle l'humanité elle-même – «l'œuvre du Seigneur » écrit l'antichrétien Hitler dans *Mein Kampf* – serait menacée si elle ne réussissait pas à combattre « le juif » et son « œuvre de destruction ». Ce sont ces deux obsessions primitives qui vont ordonner désormais, au plus profond, la pensée – et l'action – hitlérienne.

Le fond et la façade de la politique nazie

Ce fait est important dans la mesure où se développent nombre d'institutions chargées de la politique étrangère en Allemagne nazie. Mais quand il s'agit de déterminer le cours de la politique, c'est toujours le « Führer » qui tranche. Ni Hermann Göring (communément considéré comme le « numéro deux » du régime), ni Joachim von Ribbentrop (le « conseiller » spécial pour la politique étrangère), ni Alfred Rosenberg (le directeur de politique étrangère au parti) n'ont pu imprégner leur marque sur la politique étrangère. Ni encore les diplomates de carrière, bien que le conservateur von Neurath garde son portefeuille jusqu'en 1938.

Ce dernier fait ne passe pas inaperçu à l'étranger où l'on veut souvent croire au succès de la stratégie du nazisme « encadré » par les forces traditionnelles. On pense donc, à Paris ou à Londres, que le but de la politique étrangère d'Hitler reste celui de la République de Weimar : refaire de l'Allemagne la grande puissance qu'elle avait été en 1913. On escompte donc qu'Hitler accomplira un grand effort de renforcement économique, financier et aussi militaire. On pense que le dictateur essayera d'obtenir des révisions sur la frontière orientale de l'Allemagne, sous la pression, certes, mais dans le respect de la paix. Et peut-être renouera-t-il avec le projet de rattacher l'Autriche à l'Allemagne.



Mais ce qu'on ne sait pas, en effet, c'est que dès le 3 février 1933 le nouveau chancelier définit dans un discours *secret* ses buts véritables : bien entendu, dit Hitler, il pourrait essayer de résoudre la question du

manque d'« espace » des Allemands (un diagnostic faux auquel il accorde une valeur axiomatique) au moyen de victoires économiques, c'est-à-dire au moyen de conquêtes de parts de marché. Mais pourquoi ne pas choisir une solution alternative : la conquête d'un « nouvel espace vital à l'Est ». Un espace qu'il s'agirait de « germaniser » sans égard pour les populations qui s'y trouvent. Bien sûr, en public et surtout devant l'étranger, Hitler ne parle que de la première variante. Ainsi dans son « discours de paix » du 23 mars 1933 où il souligne que son premier souci est de sortir les Allemands de leur misère actuelle, et qu'il veut les en sortir dans la paix. Mais pour Hitler, ce ne sont là que des mots.



Mein Kampf

Ce qui compte, pour Hitler, ce sont les idées fixées dans le livre *Mein Kampf*. Écrit en partie dans une prison bavaroise (où Hitler avait été emprisonné durant une année suite à sa tentative échouée de coup d'État à Munich en novembre 1923), publié en deux volumes, en 1925 et 1926, fondus en 1930 dans une « édition populaire », le livre s'est vendu à 287 000 exemplaires avant janvier 1933. Dans l'année après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, le livre devient un énorme succès de vente. Jusqu'en 1943, le tirage total atteindra plus de dix millions d'exemplaires. Le texte original, écrit selon l'un des nazis de la première heure, Otto Strasser (qui deviendra un renégat célèbre), « dans un style d'écolier de sixième », avait été, semble-t-il, remanié

par le prêtre catholique Bernhard Stempfle, un publiciste antisémite et nationaliste. Le livre sera ensuite constamment remanié et élargi jusqu'en 1945, et de nouvelles études démontrent que, contrairement à une légende tenace, les Allemands ne l'ont pas seulement acheté ou reçu : ils l'ont vraiment lu et connu. Un grand institut de recherche historique de Munich prépare pour 2015 la première édition scientifique de *Mein Kampf* : les droits d'auteur (détenus par l'État de Bavière) arriveront alors à leur fin. En fait, sa réimpression est actuellement interdite et poursuivie par l'État de Bavière sous le chef d'inculpation d'« incitation à la haine raciale ».



L'essence de la politique et de la pensée nationales-socialistes apparaît dans ces textes avec la dernière clarté : antisémitisme et antimarxisme (souvent conjoints car Hitler a vu dans le marxisme le déguisement le plus dangereux de l'influence juive) ; anticomunisme en général et « antibolchevisme » en particulier, c'est-à-dire la destruction de l'Union soviétique ; antilibéralisme et antiparlementarisme. Et ce programme largement « anti- » est augmenté de trois idées « positives ». La conception d'un socialisme national à opposer à l'idéologie de la lutte des classes, d'un socialisme « non pas de l'expropriation des possédants » mais « de l'accession à la propriété des non-possédants » ; les conceptions de la « communauté du peuple » allemand et de « l'État germanique sous l'autorité du Führer » à opposer à la société pluraliste et à la démocratie occidentale. Enfin et surtout la conquête par les Allemands, au moyen d'une « guerre de race » qui détruirait l'Union soviétique, d'un vaste « espace vital à l'Est ». D'un espace vital jetant les bases d'un grand Empire racial germanique qui disposera de la puissance nécessaire afin de dominer l'Europe tout entière.

Le nazisme est d'abord un racisme

Le racisme constitue donc bel et bien le fond de la pensée hitlérienne. Racisme d'abord sous la forme de l'idée d'un « peuple des seigneurs » germanique, ensuite sous la forme de l'antisémitisme et enfin sous celle de l'antislavisme. Dès 1920, le programme du parti nazi avait énuméré les mesures antisémites à réaliser. Hitler a laissé clairement entendre qu'il comptait résoudre le « problème juif » d'une manière radicale : il parle dès

lors d'« extirpation » ou d'« annihilation » qui ne s'arrêterait que quand « l'Allemagne sera nettoyée du dernier juif ». Et dès l'époque de *Mein Kampf*, il paraît tout aussi clair que le projet hitlérien d'établir un « empire de l'Est » ne vise pas seulement l'éradication du bolchevisme, mais également l'annihilation des juifs d'Europe orientale.

Voilà ce qui distingue, dans une très large mesure, l'idéologie du national-socialisme allemand de celle du *fascismo* italien, dont la politique vise d'abord à rétablir la domination sur la Méditerranée et à refaire de l'Italie une puissance impériale. Voilà ce qui distingue aussi l'Allemagne des nombreux autres pays, surtout des « nouveaux pays » de l'Europe centrale et orientale entraînés par la vague autoritaire et anticomuniste. Telle la Pologne de l'ère des colonels par exemple, où l'on observe des violences antisémites, où des camps sont créés pour interner des hommes pour délits d'opinion, mais où l'idéologie déterminante reste réactionnaire et militariste. Tels encore les pays baltes où la droite traditionaliste essaie de contrer la montée en puissance des idées simili-nazies en se radicalisant elle-même. Telle l'Autriche de l'« austro-fascisme ». Idem pour la Roumanie et la Hongrie. Et telle surtout, enfin, l'Espagne où, face à la montée en puissance d'une gauche communiste ou anarchiste, les forces de la réaction se crispent et se coalisent dans le « franquisme » pour livrer durant trois années une sanglante guerre civile.



Et ce qui distingue sans aucun doute le nazisme des autres « fascismes », ce sont les idées sur le rôle d'un « Empire germanique » à l'échelle globale. Afin d'établir sa domination mondiale, Hitler comptait s'appuyer d'abord sur un empire en Europe. Partant de ce fief, il s'agirait de conquérir un espace colonial en Afrique, garni de bases maritimes dans les océans Atlantique et Indien. Dans une étape ultime, le but serait de vaincre les États-Unis, en s'associant au Japon lui aussi « fascistoïde » et, si possible, à la « race fraternelle aryenne » britannique. La puissance des États-Unis – si dangereuse car fondée, pense Hitler, sur la combinaison d'une « réussite raciale », c'est-à-dire sur la prédominance effective du « pouvoir aryen » dans la société américaine, et d'un « gouvernement juif » – devait tout d'abord être repoussée pour enfin être annihilée dans une sorte de combat des géants établissant l'hégémonie mondiale du grand Empire germanique racial.



Or, on fait bien de distinguer deux niveaux – assez distincts – dans cette « idéologie ». D'une part, il y a le niveau des idées « ultimes » d'Hitler, quasi mythiques, auxquelles il a tenu avec une constance de fanatique. D'autre part, il y a le niveau des idées plus concrètes concernant les premières étapes de sa politique où Hitler s'avérera d'une flexibilité parfois étonnante. Et c'est pourquoi la politique du *révisionnisme* classique, très populaire en Allemagne, a pu s'allier à celle de l'*expansionnisme* guerrier et révolutionnaire telle qu'elle a existé dans le cerveau d'Hitler – et dans une minorité minuscule, extrémiste, de la société allemande

dès 1919. On verra par la suite que les contradictions entre ces deux conceptions n'apparaissent tout simplement pas dans les premières années après 1933.

Chapitre 3

... et ceux qui sont attachés à la paix la laissent faire

Dans ce chapitre :

- ► L'Allemagne, du révisionnisme classique de 1933 au révisionnisme quasi guerrier de 1938
- ► L'Italie hésite à choisir son camp mais opte en 1936 pour « l'Axe »
- ► La France et l'Angleterre sur la route vers « Munich »

C'est précisément la trappe dans laquelle tombent en dehors de l'Allemagne nazie les leaders, et une fraction large, sinon majoritaire, des populations si fortement attachées à la paix. Hitler sait d'ailleurs parfaitement, après 1933, qu'il dépend, à l'extérieur (comme à l'intérieur), de ces forces « conservatrices » : celles qui, en France ou en Angleterre, consentent à le tolérer au pouvoir en s'abstenant de l'en déloger par la force, malgré l'agressivité toute belliciste dont il a fait preuve à leur égard durant toute sa carrière préalable (et qui correspondent ainsi à ceux qui, en Allemagne même, ont rendu possible son arrivée au pouvoir et qui continuent à participer à son cabinet).

Haro sur le Traité !

Hitler voit donc bien qu'il doit s'abstenir, pour rester chancelier, de révéler ses buts ultimes de politique étrangère ! Il voit bien qu'il doit se contenter d'afficher une politique bien sûr révisionniste, mais assez modérée pour qu'elle accrédite la thèse selon laquelle son radicalisme d'antan appartiendrait définitivement au passé. Il poursuit donc pour l'instant le révisionnisme classique qui vient de mener en 1932 à deux succès éclatants : sur les « réparations » et sur « l'égalité » *de principe* en ce qui concerne les armements militaires de l'Allemagne. Quand les anciens alliés de la guerre de 14 réitèrent en 1933, à la conférence de désarmement de Lausanne, leur refus d'aller jusqu'à lui accorder l'égalité *de fait*, Hitler décide, mi-octobre 1933, de quitter non seulement la conférence de Lausanne, mais aussi la Société des Nations (SDN) de Genève.

Voilà l'Allemagne isolée ! Non pas parce qu'elle aurait été rejetée par la France ou la Grande-Bretagne (qui auraient pu être excédées par son gouvernement déjà terroriste et raciste), mais par sa propre politique étrangère. Isolée ? Pas longtemps en tout cas, car le chancelier-dictateur réussit sur un plan inattendu : le 20 juillet 1933, Hitler conclut un concordat avec le Saint-Siège, ce qui stabilise doublement son régime. À l'intérieur par le ralliement des catholiques allemands (dont beaucoup étaient restés hostiles au nazisme), à l'extérieur par la bénédiction internationale apportée par le Pape.



Et à peine six mois plus tard – c'est là une politique hitlérienne à laquelle les conservateurs allemands (comme les observateurs étrangers) assistent partagés entre le vertige et la rage – , l'Allemagne signe avec la Pologne (qui à cette occasion s'abstient de chercher l'autorisation chez son allié le plus important, la France) une déclaration de non-agression (26 janvier 1934) stipulant que tous les litiges, et en particulier les questions territoriales, seraient dorénavant réglés dans le respect de la paix. Voilà une nouvelle reconnaissance de l'Allemagne, voilà une nouvelle action qui permet de croire à un Hitler assagi et voilà, enfin, une action qui prouve la fragilité de la position de la France en Europe centrale.

L'Italie fasciste contre l'Allemagne nazie ?

En 1934, Hitler doit néanmoins avaler une pilule amère. Conscient que le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, la fusion *légale*, ne serait jamais toléré, Hitler travaille à une fusion austro-allemande *dans les faits*. Cette fusion se ferait par l'arrivée au pouvoir, à Vienne, d'une variante autrichienne du nazisme. La tentative de coup d'État qui correspond à ce plan (et durant laquelle le chancelier Édouard Dollfuss est assassiné) échoue cependant au 25 juillet 1934. Le dictateur fasciste, Benito Mussolini, réagit vigoureusement. Il concentre ses troupes à la frontière italo-autrichienne, au Brenner, et signale à Hitler que rien ne saurait se passer en Autriche sans son assentiment. Voilà que se dessine un rapprochement dangereux pour Hitler, entre l'Italie, même fasciste, et la

France et la Grande-Bretagne, démocratiques, contre une Allemagne révisionniste à outrance.

Six mois plus tard, Hitler engage toutefois une nouvelle étape, la réintégration de la Sarre dans le Reich. La Sarre, territoire de la taille d'un petit département français, mais riche en fer et en houille, avait été détachée de l'Allemagne suite au traité de Versailles. Elle était administrée par la France (sous un mandat de la SDN) qui l'avait intégrée aussitôt dans son espace économique. Mais dès 1919, un référendum avait été prévu, pour 1935, par lequel les Sarrois auraient à s'exprimer sur leur avenir : retour à l'Allemagne, continuation du *statu quo* ou rattachement à la France. Le 13 janvier 1935, le résultat ne peut être plus net : 90 % des votants optent pour le Reich, même devenu dictature ! La France doit se contenter de 1,5 %. La gauche sarroise qui avait plaidé pour le maintien du *statu quo* obtient 8,9 %.



Ce plébiscite encourage Hitler à oser un pas supplémentaire. Il choisit – comme il le fera souvent par la suite – un week-end, celui du 16 mars 1935, pour mettre les vainqueurs de 1918 devant un fait accompli : il déclare caduc le crucial article du traité de Versailles stipulant que l'Allemagne doit se borner à entretenir une petite armée professionnelle. Hitler introduit le service militaire obligatoire et annonce l'augmentation de son armée de 100 000 à 550 000 hommes. En fait, le dictateur nazi crée l'instrument pour la guerre en changeant la *Reichswehr* (défense du Reich) en *Wehrmacht* (l'armée de défense, c'est depuis lors que l'armée de l'Allemagne nazie s'appelle par ce nom).

C'en est trop cette fois-ci ! Non seulement pour les Français et les Britanniques, mais aussi, à nouveau, pour les Italiens. Leurs représentants se réunissent à Stresa, au pied des Alpes italiennes et déclarent, le 14 avril, qu'ils s'opposeront à l'avenir à une telle répudiation unilatérale de traités. Un consensus apparaît : les trois grandes puissances occidentales tombent d'accord pour s'opposer à une Allemagne qu'elles considèrent comme une menace pour l'Europe. Mais deux mois plus tard, ce « front de Stresa » s'effrite !



La Grande-Bretagne, soucieuse de tenir à distance l'Allemagne dans le domaine qui lui importe avant tout, choisit de déclarer, le 18 juin, que la flotte allemande ne pourra dépasser les 35 % du tonnage de la flotte britannique. Autant dire qu'elle permet à l'Allemagne de réarmer, puisque « Versailles » a été beaucoup plus sévère sur sa marine ; autant notifier à Hitler qu'il peut désormais construire des cuirassés, des croiseurs et surtout des sous-marins. Hitler triomphe ! Non seulement il a réussi à dissoudre l'entente occidentale, mais c'est Londres qui légitime une entorse à « Versailles ». Il parle alors du « plus beau jour de sa vie ».

C'est une guerre qui vaachever de détruire le « front de Stresa » : la guerre commencée par Mussolini en Éthiopie, où l'Angleterre ne peut pas tolérer sa présence. Londres s'oppose donc à cette cruelle guerre coloniale en se présentant comme le protecteur de l'Éthiopie, État indépendant et membre de la SDN. Et elle arrive à faire punir l'Italie par la SDN. C'est l'heure de l'Allemagne : elle sabote les sanctions édictées par Genève. Elle livre du matériel de guerre à l'Italie et aussi, mais sans que

Mussolini le sache, à l'Éthiopie. Car le machiavélique Hitler tient avant tout à faire durer ce conflit qui sème la discorde entre les « alliés » de Stresa.

En effet, les relations entre les trois s'enveniment au point que Mussolini menace de retirer ses troupes, toujours pointées sur la frontière italo-autrichienne. Il les laisse finalement en place, mais est tellement déçu par Londres et Paris, qu'il signale à Berlin son accord sur deux choses. D'une part, il ne s'opposera pas à ce que l'Allemagne remilitarise sa zone rhénane dépourvue d'ouvrages militaires suivant les traités de Versailles et de Locarno ; d'autre part, il tolérera un accord germano-autrichien qui signifie l'absorption de fait de l'Autriche par l'Allemagne.

Une césure capitale : le 7 mars 1936

Plusieurs facteurs incitent ainsi Hitler à oser un nouveau week-end révisionniste. D'abord le fait que l'Italie ait choisi son camp auprès de l'Allemagne ; puis le fait que l'opinion occidentale se préoccupe plus, pour l'instant, de l'Éthiopie que de l'Europe ; enfin, la ratification au 27 février 1936, par le Parlement français, du traité d'assistance entre la France et l'URSS. Ce traité se présente comme une réaction à « la menace évidente de la sécurité de la France par les préparatifs de guerre de l'Allemagne fasciste ». Hitler y trouve le prétexte pour le considérer comme un acte d'agression. Comme une infraction au traité de Locarno où les signataires s'étaient engagés à une politique pacifique. Hitler annonce donc qu'il ne se sentira plus lié par « Locarno » si la France ratifie son traité avec l'URSS.



Mais voilà qui est fait : le matin du samedi 7 mars 1936, trois bataillons de la *Wehrmacht* entrent en zone démilitarisée. L'action est immédiatement notifiée aux signataires de Locarno en faisant valoir l'argument du traité franco-soviétique. Le Parlement est aussitôt dissous afin de donner, dit le chancelier-dictateur, « au peuple allemand l'occasion d'exprimer solennellement son assentiment » à sa politique. Hitler obtient 99 % de voix favorables, le 29 mars 1936. Il n'y a pas de doute : l'assentiment populaire à sa politique atteint alors de nouveaux records. Car quatre jours après l'audace du 7 mars, Hitler signe un accord germano-autrichien où l'Autriche affirme se « considérer comme un État allemand ».

Le gouvernement français réagit d'abord vigoureusement. Il demande à ses militaires de préparer certaines unités pour l'action. Mais le haut commandement français (qui surestime alors largement, on le sait aujourd'hui, la force militaire de l'Allemagne) déconseille d'aller à la guerre, même sous la forme d'une frappe punitive ! Et le gouvernement doit admettre que l'opinion publique est loin d'être unanime sur la question de la guerre. L'argument décisif est cependant le fait qu'outre-Manche on ne partage pas l'interprétation française de ce qui est survenu le 7 mars. Pour Paris, la remilitarisation de la Rhénanie est assimilable à une « attaque, non provoquée, de la part de l'Allemagne », ce qui doit conduire la Grande-Bretagne à s'engager aux côtés de la France ! Mais à Londres, on ne ressent aucune menace. On parle du 7 mars comme de « l'occupation de l'Allemagne par elle-même », somme toute légitime. La France en est bientôt

réduite à se contenter d'une réunion des signataires du traité de Locarno, puis du conseil de la SDN.

La guerre d'Espagne

La réaction des deux signataires de Locarno à cette répudiation unilatérale par l'Allemagne du Traité de 1925, réaction modérée à l'excès, encourage Hitler à envisager désormais une action beaucoup plus ample : dans un mémorandum secret d'août 1936, il exige que l'armée et l'économie allemandes soient capables de soutenir une guerre majeure en 1940.

La guerre civile espagnole qui commence en juillet, opposant très violemment le gouvernement et les défenseurs de la République aux insurgés antirépublicains menés par le général Francisco Franco, tombe à point nommé. L'intérêt de l'Allemagne est de prolonger ce conflit. D'une part, il présente l'avantage d'attirer l'attention de Paris et de Londres sur l'Europe occidentale et de la détourner de l'Europe centrale où Berlin entend opérer. D'autre part, il met à l'épreuve l'accord entre les deux capitales occidentales parce qu'il est évident que depuis les élections du Front populaire de mai 1936, Paris, de gauche, se sent beaucoup plus proche que Londres, conservatrice, de la République du *Frente popular* à Madrid. Et enfin la guerre espagnole, où Mussolini avait immédiatement opté pour Franco, présente l'occasion d'améliorer encore les rapports entre Rome et Berlin. Le premier mot d'ordre à Berlin est donc de « chauffer » la guerre espagnole sans s'y mêler de trop près.

Mais rapidement Hitler décide de soutenir, lui aussi, les antirépublicains espagnols. C'est qu'il n'apprécie pas la

situation de 1936 où l'Allemagne se situe entre deux pôles « rouges » en Europe : le pôle soviétique et le pôle formé par les Républiques espagnole et française à majorité Front populaire. Les républicains espagnols sont soutenus, eux aussi, depuis l'étranger. Par des armes provenant de l'Union soviétique et, d'une manière beaucoup plus limitée, de la France. Devant le danger d'un embrasement général, tout le monde s'accorde dès août à poursuivre, officiellement, une politique de non-intervention en Espagne, ce qui n'empêche pas que des armes parviennent chez les uns comme chez les autres sur la péninsule Ibérique. Ni les républicains ni les insurgés ne sont en mesure de remporter une victoire rapide. La guerre civile s'enlise – et donne l'occasion aux intervenants de fait de perfectionner leurs outils de guerre.

Le nord de l'Espagne convoité pour ses grandes richesses naturelles tombe, toutefois, rapidement sous le contrôle des franquistes qui permettent aussitôt à l'Allemagne de se pourvoir en métaux essentiels pour son réarmement. Pourtant, l'Espagne franquiste ne deviendra pas une alliée active de l'Allemagne nazie.



Guernica

Jusqu'à nos jours, le raid aérien du 26 avril 1937 de la légion Condor sur la ville basque sacrée de Guernica – la première mission de la toute nouvelle armée de l'air allemande à l'étranger et la première attaque totale d'une cible civile de cette taille par air

dans l'histoire militaire – reste le symbole de la cruauté de l'Allemagne nazie en Espagne. Guernica a été bombardée comme partie intégrante de la « ceinture d'acier» autour de la grande ville industrielle de Bilbao. Deux jours après l'attaque, des troupes franquistes prennent possession de la ville dont l'anéantissement reste connu par le célèbre tableau monumental, fortement influencé par la peinture religieuse, que Pablo Picasso lui a consacré aussitôt. La représentation par Picasso d'une ville incendiée, d'une femme fuyante, d'une autre qui a pris feu, d'un enfant mort dans les bras de sa mère, fait du tableau consacré aux victimes civiles la représentation la plus émouvante de la guerre totale du xx siècle. C'est pourquoi une copie (l'original se trouve au Prado de Madrid) orne le hall d'entrée de la salle des séances du Conseil de sécurité des Nations unies à New York.

Naissance de « l'Axe »



Comme l'avait souhaité Hitler, la coopération militaire en Espagne finit par attirer l'Italie dans le giron de l'Allemagne. Le 1 novembre 1936, Mussolini proclame la naissance de « l'axe Berlin-Rome ». Le dictateur fasciste espère sortir ainsi de son isolement consécutif à la guerre éthiopienne. Le dictateur nazi veut utiliser l'« Axe » comme un moyen de pression sur la Grande-Bretagne. Il n'a pas abandonné l'idée d'amener Londres à un accord sur la répartition de deux zones d'influence. Mais outre-Manche, on reste ferme.

C'est la raison pour laquelle la politique nazie se réoriente pour aboutir à l'accord du 25 novembre 1936, dit « pacte anti-Komintern ». Ce pacte conclu entre Berlin et Tokyo stipule que les deux capitales s'engagent à combattre *l'Internationale communiste* et précise, dans un protocole additionnel secret, que chacun s'en tient à une neutralité bienveillante dans le cas d'une guerre de l'un ou de l'autre avec l'URSS. Le 6 novembre 1937, l'Italie adhère au pacte germano-japonais. À bien le considérer, ce traité qui se proclame anticomuniste est aussi (et peut-être surtout) un pacte antibritannique car il regroupe les trois États qui opèrent dans des zones de tension où sont en jeu des intérêts britanniques : l'Europe continentale, la Méditerranée, l'Asie orientale.

Fin 1937 : Hitler annonce la guerre de conquête à l'Est



En effet, dans l'un de ses discours *secrets* les plus importants, Hitler explique au 5 novembre 1937 qu'il a abandonné l'idée d'une entente avec Londres. Il s'agit, annonce le dictateur aux sommités de la hiérarchie militaire et diplomatique, de « résoudre la question de l'espace allemand au plus tard vers 1943/1945 ». Sans le dire mot pour mot, Hitler annonce qu'il veut mener à brève échéance la guerre de conquête à l'Est. Ce qu'il dit clairement, par contre, c'est qu'il souhaite l'annexion immédiate de l'Autriche et en finir avec la République tchécoslovaque. Voilà pour la première fois énoncé un but qui n'a jamais figuré sur l'agenda du révisionnisme classique en Allemagne.

Et puisque les conservateurs qui participent toujours, en cette fin 1937, au gouvernement Hitler osent enfin signaler leur désaccord, le dictateur les en chasse aussitôt. Le 4 février 1938, il renvoie von Neurath, son ministre des Affaires étrangères depuis 1933, pour le remplacer par le nazi Joachim Ribbentrop. Hitler lui-même prend le commandement suprême de la *Wehrmacht*. Ainsi, la « vieille Allemagne » se trouve expropriée du reste de l'influence qu'elle avait conservée dans l'Allemagne nazie. Le Reich entre dans une nouvelle phase où il ne s'agit plus de « réviser », mais de créer un « nouvel ordre », un ordre nazi en Europe. Et à cette fin, Hitler envisage désormais froidement la guerre avec la France et la Grande-Bretagne.

L'Autriche absorbée

Hitler l'avait dit en novembre : il veut désormais en finir avec l'Autriche. À cette fin, il invite, le 12 février 1938, le chancelier autrichien Schuschnigg, dans son lieu de villégiature pompeux, le Berghof, dans les Alpes bavaroises. Faisant fi de l'accord germano-autrichien de 1936, Hitler exige de son interlocuteur d'obtempérer à des mesures qui reviennent à une ingérence immédiate de Berlin : alignement de la politique étrangère et économique ; nomination d'un nazi comme ministre de l'Intérieur ; consultations régulières des états-majors de l'armée ; liberté d'action pour les nazis autrichiens. Schuschnigg, intimidé, se croyant abandonné par la France et l'Angleterre, décide de signer l'« accord de Berchtesgaden », espérant sauver au moins l'existence de l'Autriche. Pour se couvrir, il veut se faire plébisciter par un référendum sur un texte où il est question d'une « Autriche libre et allemande, indépendante et sociale, chrétienne et unie ».

Ce n'est pas du goût d'Hitler qui mobilise dès le 9 mars une armée afin de préparer un autre de ses terribles week-ends de surprise : vendredi 11 mars, Schuschnigg est forcé de démissionner au profit du nazi Seyss-Inquart ; Göring écrit et envoie lui-même le télégramme factice par lequel Seyss-Inquart aurait demandé l'envoi de troupes allemandes en Autriche.

Le samedi 12 mars 1938, 65 000 Allemands appartenant à l'armée, à la police et à la SS déferlent sur l'Autriche ; ils y sont accueillis souvent, très souvent, par une population enthousiaste, en effervescence pan-allemande. Dimanche 13 mars, le *Reichstag* vote la « loi » sur la « réunification de l'Autriche avec le Reich ». L'Autriche où Hitler est né en 1889 – il n'a pris la citoyenneté allemande qu'en 1932 – cesse d'exister : elle est intégrée sous le nom de « Marches de l'Est » dans le Reich.

Dès les premiers jours du gouvernement Seyss-Inquart, 72 000 hommes sont emprisonnés. Dans cette atmosphère de terreur, le régime organise le 10 avril 1938 un plébiscite qui est censé donner la caution « légale » à l'annexion de fait de l'Autriche, à l'« *Anschluss* » comme on dit depuis lors. Durant un mois, les moulins de la propagande travaillent à fond les cerveaux et produisent le résultat escompté : 99,73 % des Autrichiens, 99,08 % des Allemands ovationnent la politique d'Hitler. Mais propagande ou pas : on ne peut malheureusement pas douter que le dictateur aurait obtenu des scores époustouflants, même dans des élections libres.

La Tchécoslovaquie menacée

Hitler commence aussitôt son travail de sape de l'État voisin en mobilisant ses fidèles au sein de la République menacée : en effet, la frange frontalière de celle-ci avec le Reich, la chaîne de montagnes de Bohême et de Moravie, est peuplée sur toute sa longueur par de très nombreux germanophones. Des germanophones qui avaient été gouvernés voici vingt ans encore, à l'époque de l'Empire austro-hongrois, depuis Vienne qui vient d'être absorbée par le Reich. Depuis 1935 déjà, le parti nazi est le parti le plus fort parmi ces 3,3 millions de citoyens tchécoslovaques de langue et de culture allemandes qu'on rassemble depuis 1919 sous le nom de « Sudètes ». Et chez eux, l'annexion de l'Autriche a provoqué de grandes manifestations de sympathie sous le mot d'ordre de la « rentrée dans le Reich », c'est-à-dire d'un séparatisme dont le but est de s'agréger à l'Allemagne.

Deux semaines seulement après l'*Anschluss* de Vienne, Hitler convoque le chef du parti nazi des « Sudètes » à Berlin pour lui expliquer qu'il doit désormais poser à Prague des exigences plus fortes que jamais. En avril 1938, les nazis sudètes demandent l'égalité de droit de la minorité allemande au sein de l'État, son autonomie politique et la réparation des torts subis comme minorité depuis 1919.

C'est alors que le Premier ministre britannique réalise pleinement la gravité de la situation. Neville Chamberlain souhaite rencontrer aussitôt Adolf Hitler afin de désamorcer une crise en train de devenir la plus sérieuse menace pour la paix. En effet, Paris étant l'allié militaire de Prague, Londres se trouve par ricochet engagé. Mais de fil en aiguille, les gouvernements occidentaux concluent qu'ils doivent conseiller à Prague de céder. Le gouvernement tchèque ainsi instruit ne voit

dès lors pas d'autre possibilité que de se soumettre. Il accorde le 21 septembre la cession des territoires à majorité germanophone, mais dans un processus surveillé et échelonné. La crise semble s'apaiser. Mais Hitler ose rejeter cette proposition au plus haut point conciliante ! Chamberlain, personnellement atteint par l'insolence d'Hitler, refuse d'aller plus loin. Prague mobilise son armée le 23 septembre ; le 25, Londres donne à Paris la garantie de son assistance pour le cas où la France honorerait son alliance avec la Tchécoslovaquie. Le 26 septembre, la France ordonne sa mobilisation partielle. La guerre semble imminente.

« Munich », apogée de l'apaisement et de la lâcheté

Pourtant, Chamberlain envoie un nouvel émissaire en Allemagne. Hitler tient un discours public où il présente l'annexion des Sudètes comme son ultime exigence de révision des Traités. Le lendemain, il affirme qu'il respectera les frontières d'une nouvelle République tchécoslovaque diminuée de ses territoires à majorité germanophone. Et le surlendemain, Hitler ajourne la mobilisation de la *Wehrmacht* et accepte de participer à une conférence qui aura lieu le 29 septembre. C'est ainsi que dans la capitale bavaroise, à Munich, se retrouvent les chefs de gouvernement de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de l'Allemagne – sans avoir invité la République tchécoslovaque considérée comme un simple objet !



Le 30 septembre, ils y signent les célèbres « accords de Munich » où le président du Conseil français Daladier, Chamberlain et Mussolini accordent à

Hitler l'annexion par le Reich des territoires des Sudètes, immédiatement et sans référendum. Dès le lendemain, 1 octobre, les troupes allemandes occupent le territoire cédé par Prague. Et le 2 octobre, la Pologne emprunte la route frayée par l'Allemagne et fait pénétrer – en provoquant des troubles profonds chez ses amis en France – ses propres troupes dans le district d'Olsa, un territoire polonophone situé en République tchécoslovaque, et l'annexe toute honte bue. Mais bientôt viendra son tour.

« Munich » est devenu aujourd'hui le synonyme – et à juste titre – de la faiblesse inacceptable des démocraties face à l'agression délibérée des dictatures. Et le nom de la ville bavaroise est devenu aussi le synonyme de la thèse selon laquelle c'est une erreur de penser qu'on peut éviter par la conciliation la guerre des démocraties contre une dictature belliciste. « Munich » semble ainsi représenter surtout un grand succès pour le Reich. L'amputation de la Tchécoslovaquie a représenté une victoire stratégique et géopolitique : ses fortifications se situaient dans les territoires frontaliers abandonnés à l'Allemagne ; sans elles, le nouvel État était sans défense sérieuse.

La France a cédé parce que ses leaders de l'époque, les radicaux Édouard Daladier et Georges Bonnet, croient devoir rendre compte de l'état de leur propre nation tel qu'ils l'aperçoivent. D'une part, ils sont sûrs et certains qu'une minorité de Français seulement iraient avec conviction à la guerre. D'autre part, ils entendent, comme en 1936, les doutes (exagérés) de leurs militaires qui affirment que la France n'est pas vraiment prête pour la guerre ! Y aurait-il eu la possibilité d'un retournement subit de l'opinion une fois la guerre

déclarée, comme l'avaient pensé certains ? Personne ne le sait.

Force est de noter la ferveur avec laquelle le président du Conseil Daladier est accueilli en France à son retour de Munich. Une majorité de Français (comme des hommes politiques) qui défendent l'apaisement sont au fond convaincus qu'une nouvelle grande guerre risque de signifier la fin de la civilisation européenne. Ils sont convaincus que les démocraties, supérieures sur le plan de l'intelligence humaine et donc sur le plan de l'efficacité industrielle et technique, gagneront une nouvelle grande guerre une fois qu'elles y seront acculées. Mais ils sont convaincus *aussi* que (notamment par suite de l'impréparation militaire de l'Angleterre), une guerre *en 1938* risque de profiter dans un premier temps à l'Allemagne qu'il serait d'autant plus difficile de subjuger par la suite. Comme le dira Léon Blum, leader socialiste, c'est un « lâche soulagement » qui domine.

Le coup sur Prague et la fin de l'apaisement

Quelques jours après l'accord, Hitler donne déjà l'ordre secret d'« en finir avec la Tchécoslovaquie croupionne » et de reprendre à la Lituanie le territoire, à population largement lituanophone, situé au nord de la rivière Memel, qui avait été la partie la plus septentrionale de la Prusse-Orientale allemande d'avant 1919. Hitler renie spectaculairement sa parole sur le respect de l'intégrité de la Tchécoslovaquie. Il prouve ainsi que l'argument de l'autodétermination des peuples, qu'il avait continuellement véhiculé depuis 1933, n'a jamais été qu'un artifice. Car désormais, il sort de la logique visant à récupérer les territoires de langue et de culture

allemandes. Pour décomposer la République de Prague, Hitler avait fait appel, en été 1938, à la Pologne. Maintenant il entend instrumentaliser les Slovaques, et joue avec diabolisme sur leurs tensions avec les Tchèques au sein de la République.

Le 14 mars 1939, Hitler est au but : Bratislava déclare l'indépendance par rapport à Prague. En fait, le dictateur nazi avait annoncé la veille au chef du gouvernement slovaque, Tiso, l'occupation imminente de la partie tchèque. Il avait aussi fait comprendre qu'à cette occasion la partie slovaque serait occupée par la Hongrie si les Slovaques n'allait pas prendre le devant en se détachant de Prague. Tiso avait donc cédé à une immense pression. Et c'est sous cette même pression que le même jour, le président de la République tchécoslovaque en dissolution, le Tchèque Háchà, fait le voyage à Berlin où il veut assurer au moins la survie de son propre État. Or, on ne lui laisse qu'un seul choix : ou bien laisser agir les troupes allemandes en terre tchèque, ou bien leur résister les armes à la main. Souhaitant épargner à son peuple un combat désespéré, Háchà consent à « mettre en pleine confiance le destin du peuple et du pays tchèques dans les mains du Führer du Reich ». C'est la conquête, à nouveau sans guerre mais sous la menace quasi guerrière, de la moitié occidentale de l'ancienne République tchécoslovaque.

Le 15 mars, la *Wehrmacht* entre à Prague. Le lendemain est créé le « Protectorat de Bohême et de Moravie » qui conserve un gouvernement composé de Tchèques, mais qui est tenu à une laisse très courte par Berlin et surveillé sur place par un « protecteur du Reich ». Économiquement, le « Protectorat » est immédiatement intégré dans le Reich qui profite, en particulier, de la

grande industrie de l'armement de l'ex-République. Le 23 mars, la Slovaquie déclare pour sa part désirer la « protection » de Berlin. La voilà devenue État satellite. Et comme pour couronner ce qui apparaît aux nazis comme un immense succès, la Lituanie cède, le même jour, le territoire de Memel réclamé par le Reich.

Enfin des bornes à l'expansionnisme nazi

En France et en Grande-Bretagne, la plupart de ceux qui avaient jusqu'alors défendu l'apaisement rejoignent désormais ceux auxquels ils s'étaient opposés. Sans que l'on souhaite à Paris comme à Londres la rupture totale, il n'y a plus, ni au sein des gouvernements, ni au sein des parlements, ni au sein des populations, d'oppositions fortes à l'égard de la fermeté et même à l'égard de la guerre contre l'Allemagne. Le 31 mars, les gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France donnent une déclaration de garantie à la Pologne ; deux semaines plus tard, ils étendent la même garantie à la Roumanie et la Grèce ; et le 12 mai, ils entérinent une déclaration d'assistance à la Turquie. Le 19 mai, la France conclut avec la Pologne une convention militaire renouvelée, très précise, qui dope le moral à Varsovie : dans le cas d'une attaque de la Pologne par l'Allemagne, la France promet d'attaquer immédiatement à l'aide de son armée de l'air ; de procéder dès le troisième jour à des attaques sur terre ; et de commencer dès le quinzième jour une grande offensive sur la frontière occidentale du Reich.

Faisant oublier l'embellie des relations avec la Pologne entre 1934 et 1938, contre toute attente, Hitler reprend alors les exigences classiques des révisionnistes : réintégration de la ville libre de Dantzig au Reich,

modification des stipulations territoriales de « Versailles » sur le « corridor polonais ». Et Hitler joue à nouveau sur les tensions et les ressentiments qui existent en effet au sein de son adversaire. En Pologne, 30 % des citoyens appartiennent à des minorités – des germanophones, mais aussi des Ukrainiens, des Biélorusses, des Lituaniens, des juifs. Après avoir répudié unilatéralement, le 27 avril, l'accord germano-britannique de 1935 sur l'armement naval, il fait de même, le lendemain, avec le traité de non-agression germano-polonais de 1934. Un mois plus tard, il exprime dans un discours devant le haut commandement de l'armée qu'il ne sera plus possible d'obtenir l'acquiescement international quant aux exigences allemandes posées à la Pologne. Qu'il y aura donc la guerre. Et il ordonne que la *Wehrmacht* prépare dans tous ses détails l'attaque de la voisine polonaise.



C'est donc Hitler qui cherche le conflit. C'est lui qui cherche la guerre. Car, la garantie que Paris et Londres avaient donnée à Varsovie ne concernait que l'existence d'un État polonais, non le *statu quo* de ses frontières. Mais Hitler écarte délibérément les suggestions britanniques ou françaises selon lesquelles il y aurait encore, à certaines conditions, la marge de manœuvre pour un nouveau changement sans conséquence guerrière.

Chapitre 4

Hitler donne la main à Staline

Dans ce chapitre :

- ► Quatre Grands contre l'URSS ?
- ► L'alternative : politique avec Moscou
- ► Le pacte Hitler-Staline et son protocole secret

Dans ses desseins agressifs à l'égard de la Pologne, l'Allemagne nazie est fortement encouragée par une évolution qui est en train de transformer en 1939 la politique d'un État tiers, celle de l'Union soviétique. D'ennemi idéologique du Reich, l'URSS devient son allié de fait et facilite la mise en œuvre de ses terribles plans. Incroyable retournement !

L'URSS et la politique occidentale

L'événement décisif a été la conférence de Munich où, en effet, l'URSS n'a pas été invitée. Cette absence remarquable a résulté de l'accord spontané sur ce point entre les dictateurs nazi et fasciste d'un côté, et les leaders démocratiques de l'autre. Neville Chamberlain, surtout, mais aussi le ministre des Affaires étrangères français, Georges Bonnet, ont souhaité régler les différends en Europe comme une affaire de famille, motivés en particulier par leur hostilité vive à l'égard du communisme, et plus encore à l'égard du régime

soviétique. Elle est portée par la thèse, moins explicite, selon laquelle l'Allemagne ou l'Italie transformées par le national-socialisme ou le fascisme seraient restées, tout compte fait et à ce *moment-là*, plus proches de la civilisation d'Occident que la Russie transformée depuis deux décennies par le communisme. Ceux qui restent à l'écart peuvent interpréter la politique des quatre Grands de l'Europe, telle qu'elle s'est pratiquée à Munich en septembre 1938, comme une attitude d'exclusion, délibérément menée *sans* et même *contre* les deux puissances émergentes, l'URSS et, aussi, les États-Unis d'Amérique.

Staline veut éviter la foudre de la guerre

En effet, ceux qui, à Londres, défendent l'*appeasement* à l'égard de l'Allemagne par un accord entre les quatre Grands le font aussi sur la base d'un froid calcul sur les forces limitées de la Grande-Bretagne à l'échelle globale : défendre son statut actuel de plus grande puissance maritime face aux États-Unis, toujours plus forts, exige que Londres puisse s'investir autant que possible en dehors de l'Europe et qu'elle sache par conséquent la maintenir dans la paix, même au prix fort. À Paris, l'intérêt de limiter la puissance soviétique et l'influence communiste a été relativement plus important qu'à Londres, compte tenu de considérations de politique intérieure surtout : le Parti communiste français est devenu toujours plus fort dans les années trente.

À Moscou, Staline n'a cependant jamais exclu de donner à sa politique une toute nouvelle direction. Des observateurs français attentifs ont toujours fait état de certaines oscillations, parfois seulement esquissées,

dans l'action et le discours de Staline. Mais pour la plupart, l'URSS a fait un choix définitif en 1934 : sous la direction du commissaire des Affaires étrangères Maxim Litvinov – un diplomate profondément imprégné par l'Occident, vivant à Londres depuis 1918 – , elle avait opté pour une politique de la sécurité collective. Une politique misant sur l'entente avec les démocraties capitalistes, la France et la Grande-Bretagne, contre l'Italie et l'Allemagne, elles aussi capitalistes, mais surtout anticomunistes.

Mais voici que Staline et Litvinov entendent à Munich ce concert donné par les quatre grandes nations capitalistes ! Un concert qui comporte surtout à leurs oreilles, sans qu'ils entendent les graves dissonances politiques et idéologiques entre les participants, un fort accord final antisoviétique. Pour Staline, il s'agit de tout faire pour que ce concert ne soit jamais rejoué. Après s'être rapproché des démocraties afin de mieux désunir l'Europe capitaliste, il emprunte désormais le chemin alternatif pour arriver au même but : se rapprocher des dictatures, en faisant la sourde oreille à leur anticomunisme. Car Staline veut éviter à tout prix que la foudre de la guerre – qu'il croit sûre et certaine, contrairement aux leaders occidentaux à ce moment – ne tombe à l'est de l'Europe et chez lui. Et à cette fin, il faut augmenter, coûte que coûte, les tensions entre les nations capitalistes pour qu'elles arrivent un jour à s'entredétruire. C'est aussi l'intérêt d'Hitler !

Apaisement et intérêts britanniques et français

C'est pourquoi on observe à Moscou d'un très mauvais œil le cours de la politique britannique et française

après « Munich ». Pour le Premier ministre britannique, l'*appeasement* n'est en effet nullement une politique opportuniste. Elle correspond, au contraire, à des choix conscients, motivés par les intérêts britanniques. On peut dire de même pour une partie des ministres français – une partie seulement mais qui détermine pour l'instant la politique étrangère. Ils partent de l'idée que les intérêts de la France, au niveau de la nation surtout (afin de gagner du temps pour le réarmement) mais aussi au niveau de l'Europe et du monde, et en particulier en Afrique, sont mieux préservés par l'apaisement à l'égard de l'Allemagne nazie. Et cela, même au prix de concessions territoriales ; même au risque de la domination de fait de l'Allemagne sur l'Europe centrale et danubienne ; même s'il faut se résoudre à négocier avec un gouvernement dont on juge la politique intérieure, et en particulier sa dimension antisémite, répugnante.

Pour cette « école », la conséquence de « Munich » doit être la poursuite des conversations avec Berlin. C'est Chamberlain qui ouvre le ban, en signant le jour même de « Munich » une déclaration germano-britannique. Le gouvernement français suit. Le 6 décembre, Georges Bonnet et Ribbentrop signent la déclaration de Paris. Ce que des hommes comme Bonnet souhaitent à ce moment, c'est arriver – dans le respect des traités mais en leur donnant des interprétations d'une flexibilité telle que leurs adversaires la jugent déshonorante voire proche de la trahison – au règlement des litiges franco-allemands (armement, économie et colonies).

Partout on discute les grandes alternatives

Mais à Paris comme à Londres cette politique est de plus en plus violemment contestée. Dans les deux capitales il y a, à gauche surtout, mais pas uniquement, loin de là, ceux qui pensent qu'il est possible de revenir avec Moscou et Staline à l'« alliance russe » telle qu'elle avait existé en 1914. Et même parmi les « munichois », il y a ceux qui soutiennent que le « repli occidental » ne doit pas être interprété comme une politique antisoviétique. Hitler balance, lui aussi, entre la poursuite de sa politique anglaise et la réévaluation de ses rapports avec l'URSS. Mais depuis la fin de l'hiver 1938-1939, il penche toujours plus en faveur de la dernière option. C'est que ses velléités de gagner la Pologne à une politique de conquête en Europe orientale (il devait s'agir de mettre ensemble la main sur l'Ukraine) ont buté sur des refus répétés.

Fin mars, il est clair aussi que Varsovie ne va pas céder d'un pouce sur les exigences révisionnistes du Reich. Alors que d'autres nazis, tels Göring, poursuivent toujours le but d'un règlement germano-britannique, Hitler, lui, entame le changement de cap : au lieu d'avaler avec la Pologne un morceau de l'URSS (l'Ukraine), pourquoi ne pas envisager l'inverse ? S'arranger avec son ennemi par excellence parce que cela donnerait l'occasion d'en découdre avec la Pologne quitte à se tourner ensuite – et sans plus aucune peur d'être attaqué dans le dos – contre la France et la Grande-Bretagne. Voilà une perspective si séduisante qu'Hitler est prêt à permettre à Staline ce que les Occidentaux lui ont toujours refusé : l'expansion soviétique dans la zone du « cordon sanitaire » s'étendant entre la Finlande au nord et la mer Noire au sud.

Alors que la France et la Grande-Bretagne réagissent à la destruction de la République tchécoslovaque du 15 mars par la garantie qu'elles donnent à la Pologne, Staline, lui, se tourne vers Berlin ! Le dictateur soviétique, un paranoïaque du complot, avertit Londres et Paris qu'il ne se laissera pas pousser dans un conflit en Europe orientale par des « fauteurs de guerre habitués à se faire tirer par d'autres les marrons du feu ». La raison profonde de cet avertissement, c'est que Staline comprend qu'il ne peut plus miser – au moins exclusivement – sur la Grande-Bretagne et la France pour la sécurité soviétique : l'Allemagne s'est rapprochée de la frontière soviétique au nord par l'absorption du territoire de Memel ; au sud par le traité économique qu'elle vient de conclure avec la Roumanie, toujours alliée à la France mais désormais aussi le fournisseur attitré de la *Wehrmacht* en pétrole ; et au sud-ouest de l'Europe, l'Allemagne a pu joindre l'Espagne, devenue entièrement franquiste, à son pacte « anti-Komintern ».

Staline, impressionné autant par la puissance allemande que par les hésitations occidentales, soucieux de gagner du temps pour son pays, pourrait offrir à Hitler tout un morceau de Pologne. Hitler se prend à rêver d'un pacte conclu entre le plus anticomuniste des régimes et la plus anti-nationale-socialiste des dictatures qui sèmerait le trouble à Paris et à Londres au point qu'on s'y abstienne d'honorer l'engagement pris envers Varsovie. Enfin, s'arranger avec Moscou pourrait donner accès aux richesses naturelles soviétiques, raison pour laquelle des pourparlers économiques germano-soviétiques ont déjà été poursuivis sans bruit durant tout l'hiver 1938-1939. En effet, l'URSS s'intéresse aux machines allemandes dont son propre effort d'armement a besoin.

La ruée vers Moscou

C'est pourquoi Hitler freine aussitôt la politique germano-italo-japonaise antisoviétique en la réduisant à la conclusion du « pacte d'acier », plutôt symbolique, avec l'Italie, le 22 mai 1939. Le lendemain, il parle aux hiérarques de la *Wehrmacht* de sa volonté de procéder dans un court délai à la révision de la situation germano-polonaise. Et cette fois-ci, précise Hitler, il ne révisera plus selon le style de « Munich », mais selon un mode violent. Autrement dit, Hitler vient d'opter pour la politique d'ouverture à l'égard de Staline.



Il faut le dire nettement : l'initiative vient d'Hitler. Car Staline, lui, hésite encore sur la meilleure manière de protéger les intérêts de l'URSS. Un jour après avoir esquissé un pas vers Berlin, il propose à Londres, le 18 avril, un traité d'assistance militaire mutuelle, élargie aux États baltes, à la Pologne et à la Finlande. C'est que Staline voit bien que les Occidentaux reviennent, depuis le coup hitlérien sur Prague, sur l'apaisement à l'égard de l'Allemagne. Il voit bien aussi que leurs velléités d'exclure l'URSS de l'Europe appartiennent au passé : le 14 avril 1939 c'est Georges Bonnet qui évoque le projet d'un traité d'assistance mutuelle franco-soviétique, projet aussitôt repris par Maxime Litvinov.

Mais les négociations anglo-franco-soviétiques qui s'engagent ne sont pas menées avec beaucoup d'entrain. Pour les Français et les Britanniques, il s'agit tout d'abord d'adresser à l'Allemagne un signe clair et net ; inclure désormais l'URSS leur sert à augmenter la pression. Il ne s'agit pas de fermer la porte à l'Allemagne

ou de l'ouvrir toute grande à l'URSS. Vis-à-vis de Moscou, Paris et Londres sont freinés par leur anticomunisme et leur scepticisme (d'ailleurs justifié !) quant à la valeur de l'Armée rouge telle qu'elle se présente en 1939.



En effet, des milliers de cadres qualifiés viennent d'être épurés, assassinés, emprisonnés, déportés ou destitués ; trois maréchaux sur cinq, quatre généraux d'armée sur quatre, 27 généraux de corps d'armée sur 27, 85 généraux de division sur 95 et ainsi de suite. Les Soviétiques sont freinés par leur méfiance (d'ailleurs non dépourvue de fondement !) quant aux intentions profondes des Occidentaux : les démocraties « bourgeoises » seraient-elles prêtes à attaquer à l'ouest pour garantir à l'est la survie d'un État qui se définit par son opposition à l'ordre capitaliste ? Enfin, il y a les Polonais qui refusent obstinément leur territoire à l'Armée rouge : cette armée, se demandent-ils (avec perspicacité !), accepterait-elle vraiment repartir, une fois la menace nazie subjuguée ?

Le changement au sommet de la diplomatie soviétique, le 3 mai 1939, est un mauvais présage : Litvinov, tancé par Staline pour ses « jugements erronés », est remplacé par Viatcheslav Molotov, apprécié à Berlin, qui opère aussitôt un changement de contenu, de style et de personnel politiques. Pour Molotov, un arrangement tactique avec l'Allemagne ne comporte pas seulement l'avantage du répit donné à l'URSS sur le plan de l'armement militaire. Il pourrait permettre la récupération des vastes territoires perdus par la Russie révolutionnaire en mars 1918 quand elle a été obligée par l'Allemagne impériale de signer le traité de Brest-Litovsk. Cette chaîne continue d'États, entre la Finlande

au nord et la Roumanie au sud, tous issus de la guerre, tous censés isoler la Russie communiste de l'Europe plus à l'ouest. Molotov poursuit donc les pourparlers avec la France et la Grande-Bretagne. Mais il ne se ferme pas non plus aux avances allemandes, toujours plus explicites.

Hitler, quant à lui, joue sur le fait que les Soviétiques ne sont nullement favorables à « Versailles ». Et qu'ils sont particulièrement hostiles aux Polonais qui incarnent à leurs yeux ce Traité. Le 3 août a lieu, à Moscou, la conversation décisive entre Molotov et l'ambassadeur d'Allemagne.

Molotov déclare que les négociations avec la France et l'Angleterre, « aux buts purement défensifs », ne signifient nullement que l'URSS n'aspire pas à une « amélioration » des relations germano-soviétiques. Le 12 août commencent, toujours à Moscou, les conversations militaires entre l'URSS et une délégation anglo-française. Mais le fait que cette dernière n'apparaît guère pressée (elle a effectué son voyage par bateau au lieu d'arriver par avion), que ses chefs ne sont pas de premier rang et qu'ils n'ont pas été pourvus des pleins pouvoirs a été mal pris à Moscou. Staline s'exclame : « Londres et Paris veulent encore jouer au poker ! » De fait, les Britanniques ont reçu l'instruction d'avancer « très lentement » ; les Français ont été plus convaincus, mais leur chef de délégation avoue alors à son homologue britannique que son rôle est de « ne rien dire ».

Moscou entre l'option franco-britannique et l'option nazie

Ce que l'URSS demande aux Occidentaux, c'est qu'ils lui accordent qu'elle « garantisse » les États de l'Europe centrale sans avoir obtenu leur consentement et sans qu'elle ne précise comment elle entend mettre en œuvre cette « garantie ». Il paraît que Paris et Londres ont signalé à Moscou, dès le 24 juillet, avec malaise et sous le sceau du secret, leur accord général. Mais quand Molotov veut des précisions claires sur ces points trois semaines plus tard, ses interlocuteurs français et anglais restent muets. Ils sentent trop qu'ils abandonneraient leur culture et leurs valeurs ; ils sentent trop qu'ils s'approprieraient eux-mêmes le cynisme qu'ils ont vu à l'œuvre en 1938 et en 1939. Donner l'accord à Moscou aurait signifié d'une part trahir leur respect de la souveraineté (ici polonaise ou roumaine) et d'autre part oublier leurs doutes quant aux intentions de l'Armée rouge. Le « droit de passage » qu'on lui accorderait ne serait-il pas bientôt interprété comme un droit de rester, voire un droit de reprendre les territoires autrefois russes ? Et surtout : qu'est-ce qui permet d'être certain que l'Armée rouge, installée en Pologne afin d'y attendre la guerre germano-polonaise, y intervienne vraiment dès le début des hostilités ? Son intérêt n'est-ce pas plutôt d'attendre le moment où la partie orientale d'une Pologne affaiblie par la guerre tombe comme un fruit mûr dans la main soviétique ?

Suite au silence franco-britannique, les négociations sont suspendues à partir du 17 août. En fait, contrairement à la Grande-Bretagne, la France essaie avec toujours plus d'insistance, quand les conversations reprennent cinq jours plus tard, d'amener son allié polonais à accepter les troupes soviétiques sur son sol. Mais rien à faire : Varsovie, pourtant très bien informé par ses espions sur les mouvements de troupes en Allemagne, mais terriblement candide sur sa propre

capacité militaire, se méfie plus de l'URSS de Staline que de l'Allemagne d'Hitler !



Voici donc la semaine fatidique de mi-août 1939 durant laquelle l'URSS achève son grand tournant politique. Persuadé que les négociations avec Londres et Paris ne peuvent plus aboutir, convaincu surtout qu'il faut à tout prix éviter que l'URSS soit contrainte à se battre trop tôt avec l'Allemagne nazie, sachant que la guerre germano-polonaise va éclater à très brève échéance, Staline opte pour la «variante allemande». Et cette option est facilitée par le fait que l'Allemagne opère simultanément une offensive diplomatique foudroyante. Le 17 août, son ambassadeur déclare que Berlin serait prêt à signer rapidement le traité de non-agression souhaité. Le 21 août, l'Allemagne et l'URSS signent à Berlin le traité économique négocié depuis mai. Un texte ouvrant les vannes pour de vastes livraisons de matières premières à l'Allemagne et qui permet en retour à l'URSS de se pourvoir en machines pour son propre effort d'armement. Et ce même jour, Molotov accomplit le pas décisif et accorde la venue à Moscou de son homologue nazi, tant demandée par Berlin, pour qu'on discute de derniers détails et signe aussitôt les textes préparés. Staline lui-même envoie le télégramme correspondant à Hitler. Quand la délégation franco-britannique signale, le 22 août, qu'elle aimerait reprendre les conversations, quand la France se trouve enfin prête à aller jusqu'à la signature d'une convention militaire, Staline avait déjà renoncé à l'option occidentale !

Le pacte et le protocole secret

Le 23 août 1939, Ribbentrop arrive avec une trentaine de personnes à Moscou, par avion. On a pris soin de les faire précéder par un télégramme personnel d'Hitler précisant que son émissaire disposera de tous les pouvoirs. L'arrivée du ministre a donc été préparée par une série de négociations. Mais celles-ci ont été si radicalement secrètes que même les fidèles parmi les fidèles de Staline sont littéralement atterrés par la nouvelle de l'arrivée du ministre nazi. D'ailleurs, pour accueillir Ribbentrop, flatté par le décor de l'aéroport moscovite orné de drapeaux nazis à côté des drapeaux soviétiques, le protocole a été contraint de puiser, en dernière minute, dans le fonds des accessoires d'un atelier de cinéma où l'on tournait à l'époque un film de propagande antifasciste !

Le dictateur soviétique n'avait, jusqu'alors, jamais participé à des négociations internationales. Et il déclare pour commencer que, certes, l'URSS et l'Allemagne nazie s'étaient « versé mutuellement des seaux de lisier », mais que leur opposition idéologique ne devrait pas les empêcher de revenir à de bonnes relations. Le temps entre 18 heures du soir et 2 heures du matin suffit ainsi pour tomber d'accord. Ribbentrop et Molotov flanquent rudement sur le comptoir leurs arguments et leurs cartes en faisant volontiers fi des politesses convenues. Dès avant une première pause faite après trois heures, on ne discute plus du Traité, mais déjà du « protocole additionnel ». C'est-à-dire de la répartition de zones d'influence en Europe orientale dans « le cas » – non défini, mais on s'entend – d'une « refonte territoriale et politique ».



Le « festin »

Ribbentrop «déborde littéralement d'enthousiasme pour Molotov et Staline » et déclarera plus tard qu'il s'était senti « aussi bien au Kremlin qu'entre vieux camarades du parti nazi ». En témoignent les clichés pris par le photographe attitré d'Hitler. Staline porte un toast à Hitler – un homme qu'il n'avait jamais vu et qu'il ne verra jamais, mais dont il a suivi la montée, sidéré et fasciné à la fois : « Je sais combien la nation allemande aime son Führer. Il est un *molodjez*, un type épanté. J'aimerais donc lever mon verre à sa santé. » D'humeur excellente, Ribbentrop et Staline se laissent alors emporter à des condamnations sommaires de l'Angleterre dans laquelle on s'accorde à voir le coupable, contre laquelle, dit Ribbentrop bientôt imbibré de vodka, le pacte anti-Komintern serait dirigé.



Le Pacte, d'une durée limitée à dix ans, prévoit que les signataires s'engagent mutuellement à ne pas soutenir un ou des adversaires éventuels dans le cas où l'un parmi eux se trouverait en guerre. Ils s'engagent à ne pas joindre une alliance dirigée contre l'autre. Ce texte diplomatique est immédiatement rendu public. Il en va différemment du protocole additionnel – rigoureusement contraire aux normes juridiques en vigueur à l'époque – qui fixe les limites des zones d'intérêts respectives en Europe centrale et orientale. Ce protocole consacre une alliance impérialiste : l'Allemagne fait valoir ses intérêts sur la Lituanie ; par contre, au nord-est de l'Europe, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande sont considérées zone d'influence soviétique, tout comme la Bessarabie au sud-est. La Pologne, elle, sera divisée une quatrième fois dans son histoire, suivant une ligne précisée avec soin par les deux prédateurs. Ce protocole additionnel est tenu si secret que, lors de la ratification du pacte de non-agression le 31 août à Moscou, ni le peuple, ni les députés du Soviet suprême, ni même les leaders du Parti communiste ne savent rien de son existence.

Le lendemain, Hitler se tourne encore une fois vers l'Angleterre : si Londres lui accordait « la main libre » à l'Est, signale Hitler, il donnerait sa garantie de ne pas remettre en question la frontière occidentale de l'Allemagne. Et il fait miroiter un règlement général, germano-britannique. Mais les mêmes hommes qui avaient prôné à Londres, avant le 15 mars 1939, la politique de l'apaisement, s'avèrent imperturbables.

Chamberlain décline immédiatement ce qu'Hitler appelle une « offre généreuse » et ce refus amène Hitler à ne pas attaquer la Pologne comme prévu le 26. Il veut encore labourer le champ politique avant d'aller à la guerre : mais il ne s'agit plus que de demander à la Pologne, soumise à un ultimatum implacable, des concessions qu'elle doit à l'évidence rejeter. Une fois le refus polonais notifié, estime Hitler, l'attaque apparaîtrait plus compréhensible pour ceux qui, encore nombreux dans les démocraties occidentales, refusent une guerre dans laquelle ils ne voient toujours pas une riposte inéluctable à des prétentions hégémoniques, mais un combat trop coûteux pour assurer le *statu quo* de « Versailles ».



Hitler veut la guerre non seulement pour des raisons idéologiques, politiques et stratégiques, mais aussi parce que l'économie de guerre a acculé l'Allemagne nazie à ce moment à la quasi-faillite ! L'un de ses buts de guerre sera par conséquent d'alimenter les caisses du Reich par les réserves monétaires et d'or trouvées dans les coffres-forts des États envahis. Le 31 août, Hitler signe sa « directive numéro un » qui fixe l'attaque de la Pologne au 1 septembre.



Le traité germano-soviétique aura largement facilité ce choix de la guerre. Mais ce serait trop que d'affirmer qu'« Hitler n'aurait pas attaqué Varsovie sans s'assurer de la neutralité de Staline, de sa complicité active même ». Cette hypothèse est contredite par le fait que les préparatifs de guerre étaient déjà très avancés quand Staline a fini par opter pour l'Allemagne. La guerre aurait commencé sans le pacte Hitler-Staline.

Mais beaucoup d'événements dans les mois à venir auraient changé d'aspect si les relations entre l'URSS et la Grande-Bretagne ou la France n'avaient pas été aussi compromises qu'elles ne l'avaient été au 1 septembre 1939, le jour où Hitler a déclenché la guerre.

Chapitre 5

Comment l'Allemagne et les Allemands sont-ils entrés dans la guerre ?

Dans ce chapitre :

- ► Un peuple militarisé, mais réticent à l'idée d'une grande guerre
- ► Un pays réarmé, mais seulement pour la guerre courte

La préparation de l'Allemagne à la guerre a toujours été conçue par les nazis comme une entreprise qui doit saisir et galvaniser la nation tout entière. L'« armement de la nation » ne s'épuise nullement avec le réarmement matériel de l'Allemagne, qui jusqu'en 1933 est bridée par le traité de Versailles. Il s'agit aussi d'un « armement de la pensée et des âmes » dont le but est de transformer l'Allemagne et les Allemands en une « communauté de destin » cohésive et combative.

La mobilisation et la manipulation des esprits

Le projet de mobilisation intellectuelle et psychologique constitue, comme l'opposition contre le traité de Versailles, l'un des terrains où peuvent s'entendre les nazis et les conservateurs qui continuent à être très influents au sein de l'armée. Les deux groupes ont fait les mêmes expériences clés : la guerre de 14, la défaite,

la révolution de 1918. Ils s'accordent sur les conclusions à tirer de cette suite d'événements désastreux : afin d'éviter à l'avenir qu'une Allemagne en état de guerre ne revive pareille histoire, afin de remporter une victoire militaire, il faut non seulement une armée opérationnelle, mais aussi une nation d'où « l'ennemi intérieur » (les pacifistes, la gauche, les juifs, toute voix critique) est méthodiquement éliminé.

Une armée « éducatrice »

L'armée a à cet égard à jouer le rôle d'éducatrice qu'elle avait nécessairement perdu à l'époque de l'après-« Versailles », à l'époque de l'armée de métier. C'est pourquoi Hitler a exigé dès 1920 d'en finir aussitôt que possible avec l'armée professionnelle, ce « réservoir d'officiers et de sergents » imposé à l'Allemagne. Il voulait revenir à « l'armée populaire », seule « vraiment allemande », qui formaterait la nation en cultivant les fondamentaux du national-socialisme : l'instinct de survie dans la lutte existentielle, la valeur de la race, la personnalité de l'individu fort qui se condensent dans l'idéal du « combattant du front » héroïque, fêté dans un flot de littérature nationale-socialiste. Et le rôle éducateur de l'armée devait bien entendu être complété par celui du ministère de la Propagande, ce ministère sans équivalent dans l'Histoire conçu par les nazis dès 1932 afin de donner, comme l'écrivit alors Joseph Goebbels, son titulaire entre 1933 et 1945, « un fondement spirituel à notre exercice du pouvoir et de non seulement conquérir l'appareil de l'État mais le peuple dans sa totalité ».



Le démagogue en personne

Né en 1897 dans une famille modeste de la Rhénanie, Joseph Goebbels reste probablement, avec Hitler, l'homme politique le plus connu de l'Allemagne nazie. Élève studieux, étudiant assez brillant, docteur ès lettres en 1921, Goebbels rejoint le parti nazi en 1922, alors que ce dernier est encore minuscule. Oscillant entre un radicalisme nationaliste et socialiste, parfois plutôt d'extrême droite, parfois plutôt d'extrême gauche, Goebbels devient en 1928 député nazi au *Reichstag*. Dès cette époque, Goebbels se distingue par un antisémitisme vociférant. Après 1933, alors ministre de la Propagande, il devient l'un des promoteurs les plus actifs de la persécution des juifs, notamment lors des pogromes de la « Nuit de cristal » de novembre 1938. Comme ministre de la Propagande dès 1933, Goebbels joue un rôle clé dans l'établissement de la dictature se servant des nouveaux médias de masse, de la radio et du film en particulier. Organisateur de la « mise au pas » dans le domaine de la culture, Goebbels contrôle d'une main de fer la vie intellectuelle en Allemagne du début jusqu'à la fin de la dictature nazie. De taille modeste et infirme - il avait été atteint d'ostéomyélite en bas âge sur son pied droit - , ses concurrents ou ennemis le caricaturent souvent comme « Germain rétréci ». Homme blessé et chargé de ressentiments, Goebbels compense par des aventures sentimentales avec des femmes particulièrement belles. Non content d'avoir épousé en 1931 une femme rayonnante qui remplit à merveille son rôle de première hôtesse du régime et de mère exemplaire (le couple aura six enfants), il

a de nombreuses affaires de cœur dont la plus connue est celle avec l'actrice tchèque Lida Baarová. Sa voix toute chargée de fanatisme et certaines de ses phrases (en particulier celle sur la « guerre totale » de son discours au Palais des Sports de Berlin de 1943) restent présentes dans la mémoire collective. Fidèle parmi les fidèles d'Hitler, Goebbels se suicide le 1 mai 1945. Le journal tenu de 1923 à 1945 par le propagandiste en chef du nazisme est une source capitale pour l'histoire du III Reich.

Endoctriner les esprits



Longtemps on avait parlé de l'« endoctrinement » pur et simple des Allemands, « séduits » et « manipulés » par une démagogie sans pareil. En réalité, le but des leaders nazis est d'arriver à une mobilisation autonome mais contrôlée des individus en faveur d'une adaptation de chacun à la politique et la pensée nazies. Mobilisation en vue non de la « nation belligérante », comme dans les nations occidentales, mais de la « communauté du peuple allemand » raciale et hiérarchique. Mobilisation entreprise par les médias dont Goebbels exige qu'ils soient politisés tout en étant, et presque plus encore, divertissants. La « revue de la semaine » (*Wochenschau*) par exemple, produite d'une manière extrêmement professionnelle, obligatoire avant la projection de tout film de cinéma depuis 1938, a été vue en moyenne par vingt millions d'Allemands ! Par cette voie a été créée, parmi les millions de spectateurs (ou auditeurs de radio cloués simultanément aux « postes récepteurs

populaires », *Volksempfänger*, qui atteignent les neuf millions dès 1938), une vaste communauté d'expérience où chacun devait se sentir « comme un élément de l'ensemble, de l'unité du peuple». Il faut convenir que la loyauté (même dans l'indifférence et le scepticisme) des Allemands fut atteinte par les nazis *plus* par cette voie que par celle de la terreur, non seulement en 1939, mais aussi en 1943 et même en 1945.

Dès avril 1933, la « réorganisation nécessaire de l'éducation nationale de la jeunesse » est mise en œuvre. Il y a partage des tâches : le parti nazi entreprend la « transformation générale de la pensée entière» des Allemands dans le sens de la militarisation de la société en vue de la guerre future ; l'armée se charge elle-même, contrairement à ce qu'on a voulu croire après 1945, de sa politisation dans le sens du «nouvel ordre étatique révolutionnaire et national-socialiste », y compris « la question des races » (les soldats juifs sont d'ailleurs exclus de l'armée en février 1934). La raison en est simple, comme le dit en septembre 1933 le ministre de la Guerre, Werner von Blomberg : « Croyez-moi, il n'y a jamais eu d'homme d'État qui eût accordé plus de soutien [qu'Adolf Hitler] à l'armée allemande, devant laquelle s'ouvre un avenir plein de promesses. » Avec la réintroduction de la conscription et donc le retour, frénétiquement salué par la population, à « l'armée du peuple » en février 1935, le service militaire devient pour les jeunes hommes allemands « l'étape ultime et suprême » de leur formation à la fois en combattants bien formés, en « seigneurs des armes », selon le jargon consacré, et en hommes imbus de leur « germanitude » vouant « à leur peuple, à leur patrie, à leur Führer un amour sans faille ».

La mise au pas



La terreur aidant – dans la seule année 1933, on compte plus de cent mille arrestations et six cents meurtres d’opposants –, l’Allemagne a été transformée largement, jusqu’en 1939, en cette « communauté du peuple militarisée » répondant au vœu d’Hitler. À l’été 1939, plus de la moitié des Allemands sont organisés d’une manière ou d’une autre, directement ou par institutions intermédiaires, par le parti nazi. Ce parti, organisé en une quarantaine de *Gaue* (« districts ») subdivisés en huit cents « directions de circonscriptions » rassemblant les 28000 « groupes locaux », a réussi à encadrer et à discipliner la population. Une armée de 1,2 million de fonctionnaires du parti (dont vingt mille à titre professionnel) a contribué inlassablement à cette gigantesque entreprise de « commandement », de « gestion des hommes ». En janvier 1939, Hitler a pu ainsi parler de « la croyance fanatique à la victoire finale » du peuple allemand dans une guerre mondiale éventuelle, une guerre qui serait alors menée par l’Allemagne, comme il précise devant le cercle plus sélect des commandants d’armée réunis au mois de février, comme « une guerre pure des idéologies, c’est-à-dire consciemment une guerre de peuples et de races ».



Les Allemands, dans leur ensemble, n'ont cependant pas été enthousiastes à l'idée d'une nouvelle guerre, loin de là. Mais ils étaient prêts à s'y laisser conduire par le dictateur dont la volonté belliciste était inconditionnelle. C'est vrai également pour une bonne partie des élites nazies (Göring, en particulier) et militaires où les réticences à l'égard de la guerre restaient fortes, surtout quand il fallait envisager une guerre sur deux fronts.

La mobilisation matérielle

Qu'en est-il de la préparation matérielle de la guerre ? Pour y répondre, il faut rappeler que le national-socialisme a été doublement favorisé sur le plan économique par la crise de 1929. D'une part, par les difficultés énormes à trouver une issue internationale, libérale à la Crise : la conférence de Londres, où 68 États ont voulu fixer les modalités d'une relance par le rétablissement organisé du libre-échange, s'est terminée en 1933 par un échec éclatant. Dès lors, l'anticapitalisme du nazisme et son concept de l'autosuffisance, de l'autarcie des nations, peuvent devenir plus populaires. D'autre part, par le fait que les nazis, une fois arrivés au pouvoir, profitent paradoxalement (tout en clamant leurs idées sur l'autarcie) de la reprise de l'économie mondiale. Entrée plus précocement dans la crise, l'Allemagne en sort en effet plus tôt que les autres nations européennes dont surtout la France.

La guerre économique

Dès les premiers mois de 1933, les Allemands s'aperçoivent du recul du chômage – recul dû aussi à des mesures de relance, conçues d'ailleurs à l'époque des prédecesseurs d'Hitler, mais appliquées par son gouvernement dans un contexte déjà plus favorable. La perception de cette embellie par les Allemands donne une grande bouffée d'oxygène au nouveau régime. Elle contribue à ce qu'il faut bien appeler un ralliement populaire. On parle à l'époque de « relèvement national » ou de « révolution nationale-socialiste ». Ainsi les nazis arrivent à intégrer dès septembre 1933, sans coup férir et par ce processus qu'ils appellent la *Gleichschaltung* – « la mise au pas » – , les syndicats ouvriers dans leur Front allemand du travail, un organisme rassemblant le patronat, les employés et les travailleurs. Il en est de même dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie. L'industrie qui, tout en étant violemment antirépublicaine, avait beaucoup moins subventionné le parti nazi avant 1933 qu'on ne l'a souvent cru, mais qui avait commencé à y diriger ses largesses dès l'échec de son propre projet de l'État autoritaire (avec Papen et Schleicher) en janvier 1933.

Depuis lors, il y a bien une coïncidence entre les intérêts du patronat et ceux des nazis : restreindre l'importation, propulser l'exportation et relancer la production industrielle. Le fait que cette relance ait été soutenue par Hitler, au moyen d'un système astucieux par lequel l'État arrive à ouvrir les vannes du crédit, ne gêne pas. D'autant moins que cette invention de celui qu'on a appelé le « dictateur économique » du Reich, Hjalmar Schacht, revient à un énorme crédit ouvert par l'économie privée à l'État dont les dettes ainsi contractées n'apparaissent – avantage décisif – nulle part au budget. Les noms mêmes des entreprises qui s'y sont engagées les premières, Krupp et Siemens,

suffisent à indiquer une vérité toute simple : il s'agit d'allumer la relance dans le secteur militaire, tout particulièrement sollicité par le nouveau régime. La santé de ce secteur ainsi dopée, calcule-t-on, se répercute sur l'économie tout entière. Et il faut avouer que ce qui avait commencé ainsi comme une formidable jonglerie financière a fonctionné terriblement bien. Jusqu'en mars 1938, 12 milliards de Reichsmark, un peu moins de 50 % du total dépensé dans l'industrie militaire, le sont sans apparaître nulle part dans le budget public ! Il s'agit d'une économie militarisée, sur laquelle trois institutions différentes se disputent l'influence : le ministère de l'Économie, l'état-major économique de l'armée et l'Office du « plan quadriennal » dirigé par Göring.

Financer l'économie allemande par des conquêtes

Quand Schacht et d'autres proposent de revenir à des finances plus solides (et réduire les dépenses militaires), ils sont forcés de se rendre à l'évidence : Hitler ne veut nullement réduire les dettes faramineuses accumulées par le Reich en imposant les Allemands ou en réduisant les dépenses de l'État. Contre l'avis par exemple du chef de l'Office économique de l'armée, Hitler proclame maintenant en cercle fermé que la guerre de conquête pourra permettre de régler la facture avec les devises et l'or raflés dans les coffres-forts de nations occupées. Ceux qui ne veulent pas partager sa politique agressive partent d'eux-mêmes ou sont chassés de leurs postes. Depuis 1936, l'armée, la marine, l'armée de l'air allemandes commencent à développer des scénarios d'action franchement agressifs. Et leur équipement matériel et personnel est augmenté et amélioré à une

vitesse ahurissante, angoissante pour tout observateur étranger. Dans cet effort frénétique, l'intégration de l'Autriche puis, et surtout, de la Bohême dans l'espace économique du Reich a constitué un gain de taille : l'Allemagne a immédiatement intégré dans son effort d'armement non seulement l'équipement excellent de l'ancienne armée tchécoslovaque, mais aussi les capacités de production et la main-d'œuvre tchèques.



Mais la *Wehrmacht* n'est toujours pas, en 1939, une véritable armée de guerre. Contrairement à la France, par exemple, l'Allemagne nazie ne peut disposer que de *trois* promotions de jeunes hommes, ceux qui ont fait leur service militaire depuis 1935 ! Tous les hommes âgés de 25 à 41 ans, arrivés à l'âge d'adulte à l'époque de la petite armée professionnelle d'après-« Versailles », n'ont aucune expérience militaire. Une armée allemande devant entreprendre *une guerre longue* serait donc en bonne partie composée de réservistes d'âge moyen, rapidement formés ou d'hommes encore plus âgés, formés à l'époque de la guerre de 14-18. C'est pourquoi l'armée de terre reste, dans son ensemble, frileuse à l'égard des projets guerriers. Elle ne dispose alors que d'un nombre réduit d'unités mobiles (légèrement) cuirassées. Elle déplore, en 1939, une pénurie de matériel et de munitions, raison pour laquelle elle déploie un effort fiévreux pour compléter les lignes de fortification à l'ouest et à l'est du Reich. L'armée de l'air, la *Luftwaffe*, avait fait un effort frénétique d'armement accompli par une industrie flambant neuve dont le matériel et le personnel avaient été en action en Espagne. Mais beaucoup d'installations restent en construction ou n'existent que sur le papier, et les avions modernes – les *Junkers Ju 88* par exemple,

ou les *Stukas* – commencent tout juste à sortir des usines. Il est cependant vrai que cette arme a été la plus innovatrice, sur le plan tactique et technique : ainsi la *Luftwaffe* présente en août 1939 le premier avion à réaction, le *Heinkel He 178*. Dans le domaine de l'armement naval, c'est le contraire : impressionnée par le prestige de la *Royal Navy*, l'amirauté allemande poursuit la construction d'une grande flotte classique, au lieu de favoriser la seule arme par laquelle elle serait capable de gêner l'Angleterre, les sous-marins. Ce n'est pour l'instant que dans la seule mer Baltique, où la *Kriegsmarine* peut tenir en échec ses ennemis potentiels. Dans l'ensemble, le gigantesque effort d'armement de l'Allemagne nazie l'a mise en état de gagner – peut-être – une guerre courte, grâce notamment à sa technologie et sa formation avancées. Mais elle devait à tout prix éviter, pour l'instant, une guerre longue, une guerre d'usure, et rejeter la perspective de combattre sur plusieurs fronts à la fois.

Chapitre 6

Comment la France et les Français sont-ils entrés dans la guerre ?

Dans ce chapitre :

- ► Raisons diplomatiques, idéologiques, géopolitiques
- ► Mensonges et mythes
- ► Défaïtistes, les Français ?

Une question a longtemps fait polémique en France : comment les Français et la France sont-ils entrés dans la guerre ? Une question qui renvoie à une autre interrogation : comment la France a-t-elle pu perdre la guerre de manière aussi rapide ? Il ne faut jamais oublier qu'une défaite d'une telle ampleur constitue une tragédie, un traumatisme. Il est vrai que l'image de la France a été sévèrement touchée par ce drame, de même que sa substance et son rang. Des travaux de recherche ont montré la nécessité de réviser certaines idées reçues, idéologiquement orientées, qui ont longtemps dominé l'opinion française.

Pourquoi la France est-elle entrée en guerre ?

Le 3 septembre 1939, la France et le Royaume-Uni déclarent la guerre à l'Allemagne. Pourquoi ? L'Allemagne a depuis quelques années montré sa

volonté de puissance sur l'Europe. Jusqu'en septembre 1939, elle a conduit une « guerre pacifique », comme on disait à l'époque : réoccupation de la Rhénanie (1936), guerre d'Espagne (1936-1937), *Anschluss* de l'Autriche (mars 1938), rattachement à l'Allemagne des Sudètes (octobre 1938). Pour les Sudètes, Anglais et Français rejettent la possibilité d'une réaction violente. C'est la fameuse conférence de Munich et le « lâche soulagement » dont Léon Blum a parlé... La Tchécoslovaquie (rare pays démocratique, pur produit de la paix de 1919...) ne mérite-t-elle pas un geste de solidarité active ? Pays sacrifié « pour la paix ». Mais quelle paix ? Pour la Pologne, Français et Anglais estimeront qu'une autre attitude est justifiée. Pourquoi, la Pologne, un an après « Munich », est jugée digne d'être secourue ? Alors que la situation, précision utile, est plus préoccupante qu'en 1938, quand la France pouvait (pensait pouvoir) compter sur l'appui de la Russie soviétique. Or, le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 ruine toute possibilité de soutien russe...

Raisons diplomatiques

Les engagements militaires et diplomatiques envers la Pologne jouent leur rôle. France et Angleterre, ayant pris la mesure de la politique nazie après le drame tchécoslovaque, entendent soutenir les pays menacés ; elles offrent une garantie d'assistance en cas d'agression. Le 31 mars 1939, Neville Chamberlain, Premier ministre anglais, proclame que son pays se portera garant de l'indépendance polonaise. Une alliance anglo-polonaise est conclue en août. De son côté, la France est l'allié de la Pologne. Les bases d'une collaboration militaire ont été mises en place à l'occasion des accords passés à Rambouillet au cours de

l'été 1936 entre les deux pays. Les premières livraisons de chars ont lieu en juillet 1939 seulement !

Raisons géopolitiques

Au-delà de l'amitié franco-polonaise tant proclamée, la France de 1919 souhaite utiliser la Pologne comme allié de revers contre l'Allemagne. On sait que la Pologne va profiter du dépeçage de l'Allemagne (la Haute-Silésie polonaise ou Dantzig). Il se peut que la France ait surestimé la capacité de résistance militaire de la Pologne. Pierre de Froment (un membre de la mission militaire française en Pologne) constate sur place en 1939 que « le Polonais est pourri d'orgueil et plein de confiance en lui». Il se croit « invincible » ; sa victoire sur les Bolcheviks en 1921 l'a grisé, et il en oublie l'aide passée de la France. Pour certains, le concours d'alliés ne serait même pas nécessaire pour parvenir à une victoire rapide.

Raisons idéologiques

Même si cette dimension fut assez peu mise en avant, il est clair que les dirigeants de la France et de la Grande-Bretagne légitiment leur action comme un combat de la démocratie contre le nazisme et l'expansionnisme. Chamberlain déclare le 24 août 1939 à la Chambre des communes que la guerre, si elle a lieu, serait livrée non « pour l'avenir politique d'une ville lointaine d'un pays étranger », mais pour préserver les principes fondamentaux du droit international. Daladier déclare à la radio, le 3 septembre : « Nous faisons la guerre parce qu'on nous l'a imposée. Chacun de nous est à son poste, sur le sol de France, sur cette terre de liberté où le

respect de la dignité humaine trouve un de ses derniers refuges. »

Pourtant, le gouvernement français, en discutant avec les Anglais des buts de guerre, demande que l'on efface la distinction « Allemands »/« nazis » : la guerre est une nouvelle guerre « franco-allemande », la troisième en soixante-dix ans. Il est vrai que la Pologne est un régime autoritaire, piètre illustration du combat démocratique...

Le régime de Vichy a « jugé » la défaite à l'occasion du procès de Riom (février 1942). Pour des raisons idéologiques, Vichy a dédouané le haut commandement pour mieux accuser le système politique de la Troisième République : la faute à la troupe, à la semaine de quarante heures, aux nationalisations, aux Anglais, aux politiques...



En fait, il est admis désormais que la responsabilité incombe à l'incapacité stratégique du haut commandement, qui misait sur une guerre d'usure. L'accent mis sur la carence matérielle visait d'abord à faire porter le chapeau de la défaite au politique. En fait, la défaite est essentiellement le produit :

- ➤ Des faiblesses de l'organisation du haut commandement ;
- ➤ Des erreurs tactiques commises dans la bataille ;
- ➤ Des conceptions stratégiques erronées : on ne croit pas à une guerre de mouvement.

Comment la France est-elle entrée en guerre ?



S'y était-elle préparée, matériellement et moralement ? Disons-le d'emblée : contrairement à une légende, le Front populaire n'explique pas la défaite ! L'historien Robert Frank a fait un sort à ce mythe. En fait, c'est la politique sociale (la « pause ») qui a pâti de la politique de réarmement, et non pas l'inverse.

« Un honorable pied d'égalité »

La France s'est plutôt bien préparée à la guerre. En termes d'effectifs, elle peut aligner presque autant que la *Wehrmacht* : 110 divisions combattantes contre 103 pour l'Allemagne. En termes de matériels, le réarmement (commencé en septembre 1938) n'est pas encore achevé, mais le décalage avec l'Allemagne est presque comblé ; il y a égalité quantitative dans le domaine des chars. Sur mer, la supériorité alliée anglo-française est écrasante : 514 navires contre 104 allemands. Enfin, l'économie française en 1939 connaît une embellie spectaculaire.

Mais on note l'existence de déficits au niveau des canons antichars et antiaériens. La faiblesse de l'aviation ne fait guère de doute : l'Allemagne compte deux fois plus d'appareils. Mais ce n'est pas *un retard* (le premier plan de réarmement est commencé en 1934 avec Pierre Cot...), plutôt un excès de la commande (1000 avions) par rapport aux capacités de l'industrie aéronautique française et à ses méthodes trop artisanales. C'est d'ailleurs une des causes de la non-réactivité française au moment de « Munich ».

Le gouvernement français a conscience de ce décalage, il le surestime même, mais considère qu'il sera comblé en 1941. Daladier est assez lucide ; il dit au général Gamelin (commandant en chef) en août 1939 : « Nous pouvons affronter la lutte : nous sommes sur un honorable pied d'égalité pour ce qui est du matériel. »

La France bien placée pour une guerre économique

André Labarthe, né en 1902, personnage ambitieux, séduisant, imprévisible, est à l'origine un physicien renommé. En 1937, il dirige l'Office national des inventions et des recherches scientifiques. Il fonde en 1940 la *Revue de la France libre* et, après la guerre, la revue *Constellation*. Très « Front populaire », il appartient à l'entourage de Pierre Cot, patron du Rassemblement universel pour la paix (RUP) et ministre de l'Air. Il se lie d'amitié avec Jean Moulin (qu'il rencontre en août 1936 lorsque Moulin est directeur de cabinet de Cot) avant d'être nommé chef de cabinet du sous-secrétaire d'État à l'Air en 1937. Il participe aux actions clandestines en faveur des républicains espagnols. À la veille de la guerre, il dirige le groupe des laboratoires de Bellevue (CNRS) et la Station nationale de recherches et d'expériences techniques.

Il publie un livre : *La France devant la guerre. La balance des forces*, en juin 1939. C'est un essai sur la guerre économique et une étude comparative sur le potentiel économique de la France et de l'Allemagne. Il prend le contre-pied de l'obsession « décliniste » en vogue dans les milieux fascisants et dans une large partie de l'opinion de droite.

Il estime au contraire que l' Allemagne n'a pas de «réserves suffisantes » pour soutenir une guerre longue et que dans la guerre à venir, une « guerre économique », la France est bien placée. «L'Allemagne a par contre des moyens formidables et déjà tout prêts pour faire une guerre intensive moyens formidables et déjà tout prêts pour faire une guerre intensive pendant quelques mois. »



Il cite un rapport allemand de 1937 où on lit : «L'industrie française des armements est, de par son importance et son rendement, la plus puissante d'Europe. »

Conclusion, exprimée par l'historien Jean-Pierre Azéma : «C'est moins l'insuffisance des moyens que la manière de s'en servir qui a pénalisé les armées françaises. »

Défaïtistes, les Français ?



Là aussi, il convient de déconstruire certains mythes ! Selon les discours d'après la défaite, celle-ci était inévitable. Plus qu'une défaite des armes, ça a été une capitulation des âmes : le peuple aurait été affaibli par la démocratie, le Front populaire, les juifs, etc. On a dit, à Vichy notamment et bien longtemps après, que les Français étaient *entrés dans la guerre à reculons*, que le peuple français était en décadence, impropre à toute réaction virile et morale. L'écrivain Louis-Ferdinand Céline développe ce thème depuis 1938, avec ses livres *Bagatelle pour un massacre* et *L'École des cadavres*, où l'on

peut lire : « [...] je préférerais douze Hitler plutôt qu'un Blum omnipotent. Hitler encore je pourrais le comprendre, tandis que Blum c'est inutile, ça sera toujours le pire ennemi, la haine à mort, absolue. »



Un thème qui parcourt le best-seller de l'Occupation, *Les Décombres*, écrit par Lucien Rebatet en 1942. Pour ce journaliste et écrivain, il est devenu clair depuis « Munich » que la France n'était pas plus en état de réagir « qu'un grand malade arraché de son lit par un sursaut d'énergie ou de colère, et qui risque d'y succomber ». Il voit la France comme un pays « aux trois quarts épuisé dans son sang, dans son or, dans son âme » depuis qu'il a subi la « gabegie blumesque ». Un « pays d'eunuques ne se bat pas », résume-t-il.

Un pacifisme tendancieux

Pour sûr, il existe un fond de pacifisme structurel en France, constitué essentiellement par le rejet de la « boucherie » de 14-18. On a cru au mythe de la « der des der ». À gauche comme à droite, on veut d'abord éviter une nouvelle guerre. Ce n'est pas assimilable à du défaitisme. Il y a le pacifisme idéaliste, comme Aristide Briand a pu l'incarner. Il y a le pacifisme antiguerre et anticapitaliste de la gauche, tel que la CGT l'a représenté. Et il y a le pacifisme de ceux qui sont convaincus que la « civilisation occidentale » ne souffre pas d'une nouvelle grande guerre.

Le fait nouveau est constitué par la naissance (au milieu des années trente) d'une certaine droite nationaliste à affirmer un « néopacifisme » lié à la croyance que le nazisme pourrait constituer un rempart anticomuniste

et antisémite. Des figures de la gauche rejoignent ce camp. Comme Marcel Déat, «néosocialiste», déclarant dans son journal le 20 février 1940 : « Si on avait compris ce qu'était la France et mesuré la chute de son potentiel après la saignée de la guerre, il aurait été possible de lui éviter, par une politique intelligente et simple, l'épreuve folle où on l'a jetée. Il était fou, totalement fou, de s'accrocher à des alliés mendigots, à des puissances fallacieuses, à des nations inexistantes, comme la Tchécoslovaquie, comme la Pologne, comme la Roumanie aussi, et la Yougoslavie.» Le 4 mai 1939, il écrira dans *L'Œuvre* son fameux éditorial : «Mourir pour Dantzig ?».

Entre résolution et résignation

Mais il convient de relativiser cette vague pacifiste et la resituer dans une chronologie fine.

Lors de « Munich », 553 députés approuvent les accords, 75 s'y opposent, dont 73 communistes, un socialiste et un nationaliste (Henri de Kerillis). Selon un sondage IFOP, 37 % des Français s'y opposent, ce qui est beaucoup. On note un décalage entre le peuple et ses représentants.

Or, un an après, en août 1939, un sondage demande aux Français s'il faut empêcher l'Allemagne, y compris par la force, de s'emparer de Dantzig : 76 % des personnes interrogées répondent oui. Le 15 mars 1939 quand, en violation des accords de Munich, les troupes allemandes pénètrent en Bohême, pour de nombreux « munichois », la fin des illusions a sonné.

Comme à l'été 1914 (et contre l'autre mythe de « la fleur au fusil »), il convient de parler de « résolution tranquille » (R. Frank). « Quelque chose d'intermédiaire entre résolution et résignation » (le préfet de Lyon en septembre 1939).

Un patriotisme lucide et déterminé

Il faut donc réviser l'image répandue d'un peuple qui refuse la guerre, et s'affranchir de la vision perverse que le vichysme a imposée : la défaite serait due au défaitisme des Français et à la décadence de la France. Malgré ce courant pacifiste hétéroclite, on assiste à un mouvement d'acceptation de la guerre et de l'unité nationale. À partir de la fin de l'année 1938, le pacifisme est devenu minoritaire. La mobilisation s'effectue dans de bonnes conditions. Quatre millions et demi de Français se retrouvent sous l'uniforme. Le nombre des insoumissions et des désertions n'est pas plus élevé qu'en 1914...

Accepter le risque de la guerre

La position du Quai d'Orsay est en phase avec Robert Coulondre, ambassadeur de France à Berlin, qui confie à un collaborateur de Saint-John Perse le 27 août 1939 : « Il faut tenir, Hitler devant la force est homme à reculer. »

Les députés communistes votent le 2 septembre 1939 les crédits de guerre demandés par Daladier. Cela n'empêche pas le Parti communiste français (PCF) d'être frappé d'interdiction le 26 septembre, pour cause de pacte germano-soviétique. C'est après la défaite que

L'Humanité clandestine dénoncera une « guerre de brigands capitalistes». La Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) est divisée. Mais Léon Blum défend l'idée qu'il faut, «pour éviter la guerre [...], accepter d'en courir le risque». Les pacifistes de gauche (comme Jacques Maritain) peuvent prôner les vertus de la « guerre de civilisation».

Chez les catholiques, on se résigne à la guerre et on rechante le cantique : «Catholique et Français de toujours. » Au début de septembre 1939, la *Semaine religieuse de Paris* dénonce « ces deux idéologies monstrueuses que le grand pape Pie XI avait solennellement condamnées : le racisme et le bolchevisme... C'est vraiment une croisade que nos soldats commencent, la croisade de la vraie liberté, de la fraternité chrétienne, la croisade de notre civilisation ». On retrouve le même état d'esprit dans la communauté juive, par exemple dans *L'Univers israélite* du 15 septembre 1939 : « La France marche à la tête de la civilisation. Et les israélites qui lui doivent tant sont prêts à donner jusqu'à leur dernière goutte de sang. » La presse juive immigrée incite les immigrés à s'engager : trente mille le feront à Paris. On tente même de créer une « Légion juive », regroupant les émigrés.

L'extrême droite finit par se mobiliser

La droite républicaine retrouve ses réflexes patriotiques. Et l'extrême droite remise son défaitisme idéologique et sa peur du communisme. Devant l'imminence de la guerre, on assiste même à une « flambée belliqueuse» contre l'Allemagne. Le fait que l'URSS soit l'agresseur facilite la conversion à l'acceptation de la guerre. L'hebdomadaire extrémiste *Gringoire* titre : « Battre

l'Allemagne, c'est battre l'URSS. Battre l'URSS, c'est battre l'Allemagne. » L'Allemagne redevient l'ennemi. Dès la fin de l'année 1938, les mirages fascistoïdes de l'équipe de *Je suis partout* sont mis à rude épreuve quand la diplomatie italienne revendique Djibouti, la Tunisie, la Corse, Nice et la Savoie. Le rédacteur en chef de *Je suis partout* dit « au revoir » à l'Italie en allant jusqu'à affirmer que « c'est l'Allemagne et l'Italie qui ont déconsidéré le fascisme». Dans l'hebdomadaire du futur « collabo » Robert Brasillach, on entend combattre maintenant « contre les capitulards», on se félicite que « la nation est unie derrière Monsieur E. Daladier».



Les chansons «va-t-en-guerre» connaissent un grand succès. Comme celle que chante en octobre 1939 le maître de la chanson française, Maurice Chevalier : *Tout ça fait d'excellents Français* :

« Et tout ça fait
D'excellents Français
D'excellents soldats
Qui marchent au pas
En pensant que la République
C'est encore le meilleur régime ici-bas.
Et tous ces gaillards
Qui pour la plupart
N'étaient pas tous du même avis politique
Les v'là tous d'accord
Quel que soit leur sort
Ils désirent désormais
Qu'on leur fiche une bonne fois la Paix ! »

Deuxième partie

Guerres, victoires et défaites



Dans cette partie...

Il n'a pas fallu dix-huit mois pour qu'Hitler mette l'Europe à genoux. C'est ce qu'on a appelé, après coup, la « guerre éclair » (*Blitzkrieg*). En fait, ce terme est employé pour la première fois par le *Time Magazine* le 25 septembre 1939, et il n'a été théorisé qu'au début des années cinquante. Même si ce succès est une surprise pour les Allemands, il repose largement sur une alliance

inédite entre le char et l'aviation et sur le mouvement, ce que le général de Gaulle, en vain, appelait de ses vœux pour la France !

Fin septembre, la Pologne est à terre. Novembre 1939-mars 1940 : attaque de la Finlande par l'URSS. Avril 1940 : les troupes allemandes se lancent sur le Danemark et la Norvège. 10 mai : attaque de la Belgique et des Pays-Bas. Puis c'est au tour de la France de s'effondrer en moins de six semaines. La victoire est aussi rapide que totale. Elle paraît durable. « Le Reich pour mille ans » va-t-il devenir une réalité ? Un pays refuse d'y croire. C'est la Grande-Bretagne qui, seule contre tous, tente le pari fou de résister.

Chapitre 7

La Pologne, victime des deux «blocs»

Dans ce chapitre :

- ► Comment Hitler a déchaîné la guerre
- ► Une guerre courte et sanglante
- ► Deux occupants se partagent la proie polonaise

La guerre qui commence au petit matin du 1 septembre 1939 n'est pas la grande guerre telle qu'Hitler la projette, la guerre pour la conquête d'un « espace vital » en Europe centrale et orientale. Mais elle n'est pas non plus une forme plus violente du révisionnisme territorial pratiqué par l'Allemagne hitlérienne en mars et septembre 1938, puis en mars 1939. Il s'agit d'autre chose que d'un conflit armé localisé dont l'enjeu serait seulement une modification des frontières.

La guerre germano-polonaise au sein du projet hitlérien



Dès le 22 août, Hitler souligne devant le haut commandement de l'armée allemande que le but de la guerre qui viendra sera non pas d'arriver à une « certaine ligne de démarcation » ; il s'agit « d'anéantir les

forces vitales » de la Pologne. Et Hitler ajoute qu'il attend de la *Wehrmacht* qu'elle procède de la manière la plus dure, « sans ménagements » et en se « raidissant contre toutes considérations de commisération». Si la guerre contre la Pologne n'est pas présentée comme la première étape de la guerre de conquête contre l'URSS, de cette lutte dont Hitler avait espéré qu'elle puisse être tolérée par une Grande-Bretagne qu'il avait crue à tort plus antisoviétique qu'antinazie, c'est d'abord parce qu'Hitler attaque avec l'accord non pas de la Grande-Bretagne, mais de l'URSS. Par rapport aux espoirs initiaux d'Hitler, la situation est donc inversée : Londres ne tolère pas cette guerre. Elle la déclare elle-même, suivie aussitôt par Paris, le 3 septembre, ce qui crée un immense soulagement à Varsovie où l'on espère désormais une victoire rapide. Et voici que Moscou acquiert, par l'avènement de l'état de guerre entre les nations «capitalistes», la position privilégiée à laquelle Staline avait aspiré : il peut attendre l'évolution du conflit pour arrêter sa position définitive. Position confortable, aux antipodes de celle qu'Hitler avait attribuée au «bolchevisme» dans *Mein Kampf*.



Or, contrairement à ce qui a pu être le cas pour Staline, la conclusion du traité germano-soviétique du 23 août 1939 n'a nullement fait évoluer la position d'Hitler sur son but ultime : la conquête de l'« espace vital » en Russie. Hitler vient tout simplement, comme il le dit lui-même, de « conclure un pacte avec Satan pour chasser Belzébuth ». C'est pourquoi il lance le 25 août une dernière offre de collaboration « compréhensive » à Londres et laisse Hermann Göring, au-delà même du 3 septembre, entretenir par l'intermédiaire de l'industriel suédois Dahlerus des contacts germano-britanniques.

C'est pourquoi Hitler compte sur une réussite militaire très rapide en Pologne. Une réussite si foudroyante qu'elle détournerait d'abord, espère Hitler, les alliés français et britannique de la Pologne, d'une belligérance active sur le front occidental et qu'elle les amènera ensuite à réagir favorablement à une nouvelle « offre de paix». Si les deux alliés occidentaux n'alleraient pas y consentir, il y aurait toujours, pense Hitler, la possibilité d'un plan B : à savoir, les amener à composer avec son grand projet à l'Est par un succès tout aussi foudroyant à l'Ouest, tant sur le front franco-allemand, que sur le front germano-polonais. Après avoir réussi, songe Hitler, à redresser la situation de septembre 1939, l'Allemagne pourrait enfin retourner à sa vraie guerre, celle *contre* l'Union soviétique et le «bolchevisme juif» qui serait en même temps celle *pour* la conquête de l'«espace vital» pour la race germanique.

L'entrée en guerre : prétexte et mystification



C'est ce que doit penser Hitler quand il fait monter le soir du 31 août une série d'opérations de diversion dans le but de livrer le prétexte pour une riposte militaire. La plus connue reste celle qui a eu lieu à Gleiwitz. Dans cette ville industrielle de la Silésie allemande, un commando SS déguisé en corps francs polonais pénètre dans les locaux de l'émetteur radio en prenant les techniciens sur place en otage. Les prétendus Polonais diffusent ensuite par l'émetteur la nouvelle fictive d'un soulèvement de la minorité polonaise en Silésie allemande. Pour rendre encore plus crédible la fiction d'un raid violent, la SS laisse sur place

le corps d'un Silésien polonophile kidnappé la veille puis assassiné qui aurait été tué lors de la libération des otages par la police frontalière allemande. Le matin du 1 septembre, toute la presse du Reich divulgue la nouvelle de l'« attaque ». Dans son discours à la radio, ce même matin, Hitler ne mentionne pas l'épisode, mais prétend que « cette nuit, la Pologne a eu pour la première fois recours à des armes sur notre propre territoire, y inclus par des soldats réguliers. Depuis 5 h 45, nous répondons par nos armes. Et nous allons désormais venger chaque bombe avec une autre bombe».



Voilà comment l'Allemagne nationale-socialiste a tenté de travestir l'épouvantable vérité : une vingtaine d'années seulement après la sortie de l'Europe de l'enfer de la guerre, c'est elle qui l'y replonge à nouveau. Quand Hitler fait bombarder à 4 h 45 au matin du 1 septembre par un croiseur le fort de Westerplatte qui se situe comme une enclave polonaise au sein du territoire de la « ville libre de Dantzig », il aimeraït pouvoir localiser la guerre qu'il déclenche. Il espère bien vaincre ses adversaires par une série de campagnes militaires foudroyantes qui n'exigeraient pas des Allemands le prix élevé d'une guerre longue à l'image de celle de 14-18. Mais il se trompe sur toute la ligne. C'est une nouvelle guerre mondiale qu'il va déclencher, plus sanglante encore et plus longue que la précédente. Mais pour l'instant, le premier souci d'Hitler est de réussir rapidement. Et c'est pourquoi il « oublie » même de déclarer la guerre le 1 septembre ! Car, suggère le dictateur nazi à tous ceux qui (en France, en Angleterre mais aussi en Allemagne même) ne se sont pas encore résignés à la guerre, ne s'agit-il pas plutôt d'une opération de police, de punition à l'égard d'une nation

arrogante, outrageuse à l'égard des demandes légitimes formulées par l'Allemagne et foulant aux pieds les droits de la minorité germanophone sur son sol ?

Vers la défaite de la Pologne

Mais personne n'en est dupe, ni à Varsovie, ni à Paris, ni à Londres. La mobilisation est décrétée aussitôt chez les Alliés et on adresse un ultimatum à Berlin. L'Italie fasciste, après avoir cherché à frayer la voie à un second « Munich », ne se sent pas prête à la guerre ; Mussolini la déclare « non-belligérante ». Mais dans la capitale allemande, on reste sourd aux déclarations des uns et on considère les autres comme des couards. C'est que les troupes de la *Wehrmacht* (qui ont traversé la frontière polonaise simultanément au nord, à l'ouest et au sud du pays le 1 septembre) progressent à la vitesse espérée ! Elles avancent même si promptement qu'Hitler ose espérer l'impossible, à savoir mettre la France et l'Angleterre devant le fait accompli avant même qu'elles ne soient prêtes à intervenir. Espoir bientôt déçu car Londres puis Paris lui déclarent la guerre. Et dans les deux capitales on procède bien à l'occidentale, en bonne et due forme, après avoir mûrement réfléchi et en comptant justement non pas sur une guerre courte selon Adolf Hitler, mais sur une nouvelle guerre longue, et même très longue, où la bataille de Pologne ne comptera finalement pas pour grand-chose.



Concrètement, sur les champs de bataille, la guerre reste pour l'instant circonscrite et correspond donc aux vœux d'Hitler. Les États-Unis restent neutres et l'URSS est liée par le traité du mois d'août. Voilà qui est capital, car le rapport entre les forces militaires qui s'opposent en septembre n'est nullement favorable à l'Allemagne : celle-ci vient de mettre sous les armes 4,6 millions d'hommes en 103 divisions. La moitié environ de ces forces garde la frontière occidentale dont les fortifications avaient été plutôt bâclées que vraiment terminées. Et seulement la moitié des soldats allemands sont intégrés dans des formations de combat. La seule armée française avec ses 5 millions d'hommes est plus nombreuse que celle de l'Allemagne.

S'y ajoutent les 400 000 hommes du corps britannique et les 1,3 million d'hommes de l'armée polonaise. La marine de guerre allemande est minuscule par rapport à celles des Alliés. Dans le domaine de l'air, les chiffres donnent une avance à l'Allemagne – et cette avance impressionne trop les stratégies alliés : en fait, l'Allemagne dispose de 4000 appareils, soit 500 de plus que la France, la Grande-Bretagne et la Pologne.

Mais l'armée allemande progresse imperturbablement en Pologne. Ses six divisions de blindés sont soutenues par une aviation terriblement efficace et suivies par quarante-huit divisions d'infanterie qui mènent une guerre impitoyable, souvent en contradiction flagrante avec le droit de la guerre. Des milliers et des milliers de civils sont tués dans des conditions atroces. Fonçant sur la capitale dans le but de former un cercle autour de

Varsovie, la *Wehrmacht* bute souvent sur une résistance acharnée et héroïque.



L'histoire d'un régiment de cavalerie est devenue célèbre au point de rester présente à la mémoire jusqu'à ce jour : apprenant le 19 septembre qu'il est encerclé par des tanks, le colonel ordonne de ne pas cesser le combat mais de tenter le passage par une brèche toujours plus étroite où ses hommes sont tous massacrés. La propagande nationale-socialiste (qui en fait un long-métrage en 1941) annonce aussitôt que la Pologne réduit ses braves hommes à attaquer les panzers le sabre à la main. Mais bien souvent, la résistance polonaise se reforme après le passage des blindés et arrive à les couper de l'infanterie censée les suivre.

Pourtant, une semaine après le début des hostilités, un premier régiment de panzers allemands se trouve déjà devant Varsovie. Trop souvent l'armée polonaise n'a même pas trouvé le temps de s'organiser selon ses plans d'opérations. L'une des raisons est le fait qu'elle avait ralenti ses préparatifs de guerre à la fin du mois d'août suite à une demande de ses alliés : à Paris et à Londres, on voulait en effet éviter que l'on puisse à nouveau dire un jour que tout le monde était tombé victime du mécanisme implacable des alliances, comme on a pu le dire après juillet 1914 ; on tenait à conserver jusqu'à la dernière heure des chances à la paix. Mais c'est aussi pourquoi l'armée allemande surprend des soldats polonais qui sont seulement en train de gagner leurs unités de combat. Et puis, le 3 septembre, la Slovaquie envahit pour sa part sa voisine en appuyant les troupes allemandes sur le front Sud. Deux faits

massifs font disparaître tout espoir du côté polonais : le 15 septembre, il faut se rendre à l'évidence que la promesse donnée par les alliés occidentaux, et par le général en chef de leurs troupes, Maurice-Gustave Gamelin en personne, d'investir « le gros de nos forces » au quinzième jour de la guerre, ne sera pas suivie d'actes. En fait, les Alliés se sont bornés, au désespoir des Polonais, à mener une guerre largement aérienne et navale.



Une nouvelle cause de désespoir surgit enfin à partir de 3 heures dans la nuit du 17 septembre, quand l'Armée rouge commence à son tour à traverser la frontière polonaise.

L'entrée en guerre de l'URSS

À l'instar de l'Allemagne, l'Armée rouge ne déclare pas la guerre. Elle aussi avance rapidement.



Aux endroits où la *Wehrmacht* dépasse la ligne de démarcation germano-soviétique, selon le protocole secret de Moscou (dont les généraux allemands n'avaient pas connaissance), comme c'est le cas par exemple à Lvov, Hitler ordonne le retrait de ses troupes pour que l'Armée rouge puisse prendre possession de ces lieux. À cette fin, les hiérarques de la *Wehrmacht* et de l'Armée rouge paraphent un nouveau protocole secret, très précis, à Moscou le 21 septembre. L'accord entre les nazis et les Soviétiques est parfait ! L'armée soviétique avait entre-temps désarmé les bataillons de réserve stationnés en Pologne orientale qui, souvent, ont à peine résisté.

Et elle pousse devant elle en direction occidentale les unités polonaises combattantes. Le 23 septembre, Lvov et Wilna qui avaient été assiégées par l'Armée rouge, tombent. Tous les territoires que la jeune Pologne avait conquis par les deux guerres polono-ukrainienne de 1918-1920 et polono-soviétique de 1920-1921 sont à présent occupés par Moscou.

Pour légitimer sa propre guerre contre la Pologne, Staline fait valoir, à l'instar d'Hitler, le droit des minorités : l'Armée rouge intervient, explique candidement la diplomatie soviétique, pour venir en aide aux « frères biélorusses et ukrainiens » dans une situation qui est en effet celle de la décomposition de l'État polonais – le gouvernement vient de quitter le sol de la Pologne et de partir en exil. Et à Paris comme à Londres, on veut bien croire cette histoire pour ne pas fermer la porte à l'URSS si jamais celle-ci devait revenir à une politique pro-occidentale et antinazie. D'ailleurs, sur la partie de la Pologne occupée par l'Union soviétique se trouve seulement une population d'environ 13 millions d'hommes, dont 4,4 millions parlent le polonais, 5 millions parlent l'ukrainien, 2 millions le biélorusse et 1,3 million le yiddish. Surtout dans le plat pays de la Pologne orientale, peuplée de paysans de culture ukrainienne ou biélorusse, mais aussi dans la population juive, l'Armée rouge est souvent – pas toujours – saluée comme un libérateur ! La vérité est bien que ces allophones avaient été trop souvent des citoyens de second ordre, discriminés.



Parmi les Ukrainiens de Pologne, l'enthousiasme de voir attaqué l'État dans lequel ils vivent a été si grand qu'il y a eu, dès les premiers jours de la guerre germano-polonaise, avant l'intervention de l'URSS, des soulèvements spontanés, durement réprimés par la police polonaise qui jette des milliers d'insurgés en prison.

Contrairement à ce qui se passe dans les territoires conquis par la *Wehrmacht*, l'Armée rouge épargne lors de son passage les populations civiles ou, plus précisément, elle en épargne la majeure partie. Si elle combat d'abord l'armée polonaise, l'Armée rouge a aussi l'ordre de combattre ceux qui sont considérés par Moscou comme des « ennemis de classe ». Les gros propriétaires terriens et les fonctionnaires de l'État polonais sont purement et simplement exécutés. Et souvent la population locale, les Ukrainiens ou les Biélorusses sur place, prend le relais des troupes soviétiques : des milliers de Polonais qui appartiennent à la couche supérieure de la population sont assassinés durant l'automne sanglant de 1939.



Dès le 23 septembre, l'armée polonaise ne peut plus opposer de résistance organisée aux envahisseurs. Parmi les grandes villes, il n'y a plus que Modlin et Varsovie qui résistent. Le 26 a lieu, dans les salles souterraines de la Banque centrale de Pologne, une conférence où les leaders polonais prennent acte de la défaite certaine et discutent le projet d'une armée secrète.

La capitale polonaise tombe le 28 après avoir subi des bombardements terribles par la *Luftwaffe* qui font 26 000 victimes et détruisent tout espoir de résistance.



Le 6 octobre, les dernières unités de l'armée polonaise capitulent. On estime à quelque 66 000 les morts polonais, à 133 000 les blessés. 694 000 Polonais deviennent prisonniers de guerre allemands. La *Wehrmacht* dénombre 15 000 morts et 30 000 blessés, l'Armée rouge 700 morts et 1800 blessés après avoir désarmé 230 000 soldats polonais. Une petite fraction de l'armée polonaise seulement – quelque 90 000 hommes – réussit à s'évader par la Roumanie. Elle rejoint l'armée française pour former ensuite, à Londres, le noyau d'une nouvelle armée servant sous le général Sikorski le gouvernement polonais en exil.

Vers la bombe atomique allemande ?

À Berlin, on se dit que l'énorme puissance destructrice et meurtrière des bombes classiques ne suffirait peut-être plus, un jour, pour gagner une grande guerre. Le 27 septembre 1939 a eu lieu, à Berlin, une conférence ultrasecrète où des scientifiques discutent de l'énergie nucléaire. Du côté de la *Wehrmacht*, on accorde immédiatement des crédits illimités pour la recherche à cette fin, initiée par la réussite, en décembre 1938 par Otto Hahn à Berlin, d'une fission nucléaire induite par neutrons. Des physiciens célèbres (dont Heisenberg et Weizsäcker) participent au projet, mais aussi l'Agence pour l'armement de l'armée (*Heereswaffenamt*) qui arrive un moment à

concentrer la majeure partie de la recherche dans sa propre institution rigoureusement secrète, non loin de Berlin. En 1940, les chercheurs allemands parviennent à rassembler l'uranium et l'eau lourde nécessaires pour pousser plus avant leur recherche. Et jusqu'en 1942, le «projet uranium » allemand fait des progrès notables. Il s'enlise par la suite, aussi parce que les Alliés, qui en ont eu vent, réussissent à détruire les usines clés livrant la matière première, l'usine d'eau lourde en Norvège et l'usine d'uranium de Francfort. Ainsi les chercheurs allemands n'arrivent (heureusement !) pas jusqu'en 1945 à soutenir une réaction en chaîne contrôlée. Dès 1943, ils ont été dépassés par leurs concurrents américains. Des recherches très récentes ont démontré que des physiciens ont poussé plus avant la recherche nucléaire qu'on ne l'avait soupçonné et qu'ils ont fait des essais jusqu'en mars 1945.

Deux dictatures de proie dépècent un territoire



Sur le territoire de la Pologne, les deux « blocs » qui l'écrasent vont bientôt se juxtaposer d'une manière parfaite. Le 22 septembre a lieu à Brest – dans la ville même où la Russie révolutionnaire a été contrainte de signer le traité de paix avec l'Allemagne en mars 1918 – une cérémonie de victoire troublante dont les images (un film en témoigne) contredisent radicalement celles de la mémoire collective aujourd'hui : on y voit des officiers souriants de l'armée de l'Union soviétique avec des officiers tout aussi détendus de l'armée de l'Allemagne nazie. On lit à haute voix des discours qui expriment, dans une atmosphère débonnaire, « le profond respect » mutuel pour les glorieux combats et l'espoir d'une bonne collaboration à l'avenir. On y voit le général « panzer » Heinz Guderian et le commandant de brigade Semen Krivosein côté à côté sur un piédestal saluant des blindés soviétiques et des camions allemands qui alternent dans une file continue. Sur les poitrines fièrement bombées ici l'étoile rouge, là la croix de fer. Décidément, voici des hommes qui s'unissent dans leur satisfaction commune d'en avoir fini avec la Pologne, cet État qu'ils avaient considéré de part et d'autre comme la créature la plus difforme conçue à l'époque de « Versailles ».

Un découpage ethnique



Le 28 septembre, le sort de la Pologne est scellé. Le ministre des Affaires étrangères allemand arrive alors à Moscou pour signer un traité d'amitié et clarifier les questions territoriales restées ouvertes après le 23 août précédent. Outre la Pologne, la Lituanie est concernée : en échange d'un gain territorial en Pologne même, l'Allemagne consent à ce que ce troisième État balte fasse partie, comme l'Estonie et la Lettonie, de la zone d'intérêt soviétique. En Pologne, la frontière entre les deux sphères d'influence est précisée. Et l'Allemagne nazie et l'URSS s'accordent à ne pas tolérer dans leurs zones respectives la moindre « agitation polonaise ». Enfin, les deux signataires déclarent dans un « protocole confidentiel » qu'ils souhaitent un transfert de populations de l'une vers l'autre des zones d'influence : des personnes de culture germanique résidant dans la zone orientale seraient invitées à la quitter pour la zone occidentale ; des personnes de culture ukrainienne ou biélorusse quitteraient, à l'inverse, la zone occidentale.



Voici le début d'une politique à caractère ethnique, appelée en Europe centrale et orientale à un long avenir. Une politique qui bouleversera en l'espace de plusieurs décennies sa carte ethnographique et linguistique.

Au point que cette partie de l'Europe, où des cultures, des langues et des religions avaient coexisté – parfois très difficilement, mais parfois aussi plus facilement qu'on n'a aujourd'hui tendance à le croire – , a perdu aujourd'hui ce qui a fait sa particularité et son identité.

Lors des négociations à Moscou l'atmosphère est à nouveau excellente. Staline lui-même est présent lors du grand banquet donné le soir au Kremlin. L'Allemagne nazie et l'URSS stalinienne installent en septembre leurs régimes d'occupation. Du côté allemand, la partie du territoire de la Pologne défaite qui avait appartenu avant le traité de Versailles à la Prusse est tout simplement réannexée par le Reich, augmentée de portions de provinces polonaises. Dans cette nouvelle partie orientale de l'Allemagne nazie commence dès lors une « germanisation » forcenée, menée avec une brutalité outrancière : trente mille hommes de nationalité polonaise et appartenant aux élites locales sont assassinés ; des centaines de milliers de Polonais sont ou « germanisés » de force ou expulsés ; à l'inverse, des centaines de milliers de personnes de culture et de langue germaniques, qui arrivent comme convenu, de la zone d'influence soviétique, sont transformées en « colons » sur l'ancienne terre polonaise. Les autres parties de l'ex-Pologne qui se situent dans la « zone d'influence » du Reich sont transformées par Hitler fin octobre en ce qui est appelé le *Generalgouvernement*. Un territoire soumis à une administration de terreur par l'Allemagne qui est établie non pas à Varsovie (dégradée en chef-lieu de province), mais à Cracovie. Sa tâche est non seulement d'organiser l'accueil du demi-million de Polonais expulsés des territoires ex-polonais annexés par l'Allemagne, mais d'exploiter toutes les ressources matérielles et humaines polonaises.

Dans la « zone d'influence » soviétique, les choses procèdent avec la même vitesse : dès le 28 septembre, l'URSS conclut un « traité d'assistance » avec l'Estonie, quelques jours plus tard des traités du même genre sont conclus avec la Lettonie puis la Lituanie. Ils

prévoient la création de bases militaires qui servent en fait de vecteurs à la transformation des trois États baltes en républiques soviétiques dès 1940. Dans les territoires ex-polonais à population majoritairement ukrainienne et biélorusse, Moscou organise le 22 octobre des « élections » à la mode soviétique d'où sortent des « assemblées populaires » qui déclarent aussitôt leur souhait de s'unir aux deux républiques respectives en URSS. C'est chose faite en novembre. Un tiers du million de Polonais sont alors expulsés de ces territoires pour être déportés en Sibérie ou au Kazakhstan. La Finlande, seule, résiste pour l'instant à cette politique d'annexion de fait pratiquée par l'Union soviétique, politique déguisée en politique de « libération » et d'« unification nationale ».

Une politique de terreur menée de concert par les Soviétiques et les nazis



Les similitudes germano-soviétiques qui se manifestent dans cette politique d'annexion se retrouvent (avec des différences caractéristiques cependant que l'on aurait tort de gommer !) dans les deux régimes de police nazi et soviétique qui s'installent sur le territoire de la Pologne déchue. Du côté allemand, des commandos spéciaux commencent immédiatement après le passage des troupes de la *Wehrmacht* une terreur meurtrière contre les résistants (supposés) et les juifs. Des milliers de juifs polonais sont ainsi sauvagement exécutés aux ordres de Heinrich Himmler dès septembre. Et ses services ne tardent pas à composer des listes avec les noms de l'élite politique

polonaise. Des milliers d'hommes sont ainsi emprisonnés et le plus souvent assassinés par les SS jusqu'à la fin de l'année 1939, ce qui suscite d'ailleurs, à ce moment, des protestations chez certains officiers et soldats allemands de la *Wehrmacht*.



Dans les territoires occupés puis annexés par l'URSS, les groupes d'intervention spéciale du chef de la police secrète soviétique, Lavrentii Beria, éliminent les anciennes élites polonaises. Ils arrêtent 110 000 Polonais classés « éléments dangereux » (capitalistes, bourgeois, nobles, hommes politiques, policiers, officiers, fonctionnaires, syndicalistes, etc.) dont environ 3 000 sont exécutés, après avoir subi des procès sommaires (contrairement à ce qui se passe du côté nazi). À ces morts s'ajoute en avril et mai 1940, le meurtre, tristement célèbre, d'environ 4 400 officiers polonais exécutés à Katyn, un village de la Russie occidentale près de Smolensk, où ces hommes avaient été déportés comme prisonniers de guerre.



Le massacre de Katyn : un mensonge d'État révélé en 1990

Ce massacre n'en est qu'un parmi une série commise sur ordre de Staline par le NKVD en différents endroits, en Ukraine et en Biélorussie, où un total de 22 000 citoyens polonais appartenant aux élites – outre les militaires, des policiers et des

intellectuels – ont été assassinés. Le charnier de Katyn a été découvert par des soldats allemands en février 1943, découverte aussitôt rendue publique par la propagande nazie. Quand le gouvernement polonais en exil à Londres demande que les corps soient analysés par une commission internationale de la Croix-Rouge, l'URSS s'y oppose. Mais une commission internationale de médecins de renom fait tout de même le voyage à Katyn et établit la date de décès des morts exhumés, tous tués par balles dans la nuque « en mars et avril 1940 ». Fin 1943, alors que l'Armée rouge a repris Katyn à la *Wehrmacht*, l'URSS fait établir une contre-expertise établissant que les «fascistes allemands» auraient tué les hommes en 1941 – fondant la contre-vérité qui a eu cours en URSS et dans les pays du pacte de Varsovie jusqu'en 1989. Depuis lors, trois présidents ont contribué à rétablir la vérité : en 1990, Gorbatchev admet que l'élite politique de l'URSS de l'époque avait été responsable des assassinats ; en 1992, Eltsine donne aux Polonais une copie des archives russes sur Katyn ; en 2010, Medvedev fait publier sur Internet des documents supplémentaires suite à la première commémoration commune, polono-russe, soixante-dix années après les faits, avec la participation des deux Premiers ministres, Putin et Tusk, au 7 avril 2010. Quand le président de Pologne, Lech Kaczynski, veut se rendre avec de nombreuses personnalités polonaises à Katyn, trois jours plus tard, son avion s'écrase près de Smolensk. Toutes les personnes à bord sont tuées. On parle de la « malédiction de Katyn », continuant à peser sur les relations polono-russes malgré des progrès très substantiels au sujet du travail de mémoire sur les événements historiques.



Si donc dans la partie orientale de la Pologne occupée par l'URSS la mort est certaine pour des milliers de personnes jugées par Moscou comme des « ennemis déclarés du pouvoir soviétique », il en est de même dans la partie occidentale de la Pologne, occupée par l'Allemagne nazie, pour ceux qui sont jugés par Berlin comme des ennemis absous : les juifs polonais. Du côté allemand, les commandos de la terreur procèdent le jour, souvent après avoir annoncé publiquement les exécutions à venir, sans donc prendre aucun soin de cacher leur besogne d'assassins. Dans le *Generalgouvernement* de Pologne qui devient une sorte de « colonie » sauvagement exploitée (parfois à l'aide d'une collaboration polonaise dont une jeune génération d'historiens ose écrire l'histoire depuis peu, y inclus celle des *szmalkownicy*, ces Polonais qui ont dénoncé ou menacé de dénoncer des juifs aux Allemands afin de s'enrichir), la SS et la police aux ordres d'Himmler essayeront bientôt de détruire jusqu'aux liens sociaux à la base de toute société. Dès octobre 1939, le « gouvernement » allemand commence ce travail destructif chez les juifs, non sans parfois susciter, à ce moment, des protestations de la part de l'administration militaire : les communautés juives sont dissoutes ; des ghettos sont créés ; le travail forcé pour les juifs âgés de 15 à 60 ans est introduit. Voici le nazisme déjà sur la pente qui le mènera dans les deux ans à venir jusqu'au meurtre systématique des juifs.

Du côté soviétique, où il n'y a pas d'exécutions publiques, la police secrète opère la nuit et tâche d'éviter des témoins. Du côté allemand, les Polonais, juifs ou non-juifs, perdent leur propriété dans les

territoires annexés au profit d'« Aryens » ou de l'État allemand ; il en est de même dans le *Generalgouvernement*, sauf pour la propriété rurale et de petites ou moyennes entreprises. Du côté soviétique, la propriété privée est abolie en principe, sauf pour les petits paysans et les petites entreprises, cependant subordonnés à l'État. Ainsi dominée et pressurisée aussi bien par l'Allemagne nationale-socialiste que par l'Union soviétique, la Pologne dépecée devient bien malgré elle un élément important pour préparer les actions militaires à venir : la guerre contre la Finlande commencée par l'URSS fin novembre 1939 ; les attaques contre le Danemark et la Norvège puis, surtout, la France. Dès le 9 octobre 1939, quatre jours après s'être rendu à Varsovie pour la parade de la victoire sur la Pologne défaite – filmée par la femme qui personnifiera jusqu'à sa mort en 2003 le cinéma national-socialiste, Leni Riefenstahl – , Hitler donne l'ordre de préparer la guerre contre les voisins de l'Allemagne en Europe occidentale.

Chapitre 8

Guerre au nord

Dans ce chapitre :

- ► Hitler souhaite la guerre en Europe occidentale
- ► Garder ouverte, ou fermer la porte à l'Europe continentale
- ► La « guerre d'hiver »

Jeudi 5 octobre 1939, avant même que la Wehrmacht achève la dernière bataille en Pologne, à une centaine de kilomètres au sud-est de Varsovie, Hitler se rend dans la capitale polonaise pour y passer ses troupes en revue. À cette occasion, il encourage les journalistes étrangers sur place à « bien regarder » car, avertit-il, « je pourrais faire pareil avec toute ville en Europe».

La guerre continue



Hitler atteint son but : dans les jours qui suivent la défaite de la Pologne (il n'y a jamais eu de capitulation officielle), la presse occidentale regorge de photos prises dans Varsovie défigurée par le feu de l'artillerie lourde et par les bombes incendiaires de la terrible attaque du 25 septembre menée par 400 avions. L'intention d'Hitler est évidente : semer la panique parmi les habitants de Paris ou de Londres. Il compte ainsi les préparer à son discours du 6 octobre qui fait partie de l'« initiative de paix » conçue dès le 28 septembre avec le ministre soviétique Molotov. Il s'adresse aux Français et aux Anglais moyens pour leur demander s'ils veulent vraiment continuer la guerre pour une Pologne qui n'existe plus. « Pourquoi continuer cette guerre à l'Ouest ? », demande Hitler. « Pour que la Pologne soit un jour restaurée ? Mais la Pologne du traité de Versailles ne renaîtra jamais. » Le 31 octobre, Molotov joue sur le même registre devant le Soviet suprême en soulignant que la disparition de la Pologne dans ses anciennes frontières, ce « rejeton monstrueux » du traité de Versailles, signifie que l'Allemagne est désormais devenue un « État qui aspire à la cessation la plus rapide de la guerre ».

Il est trop évident que de telles suggestions ne visent qu'à introduire la discorde au sein des nations occidentales. Raison pour laquelle la France comme l'Angleterre opposent une fin de non-recevoir à toutes les initiatives (comme celles de la Hollande et de la Belgique) lancées dans le but de ramener les belligérants à la paix. Hitler lui-même ne considère son « discours de paix » que comme une opération de diversion. En fait, Hitler donne, le 9 octobre, la directive

de préparer le *Fall Gelb* (le «Cas jaune»), c'est-à-dire l'attaque, «avec la puissance maximale», des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg. Et cela, afin de donner un coup décisif à l'armée de la France qui s'y avancerait sans aucun doute et afin de constituer les bases de départ pour la guerre qui viendra ensuite, la guerre aérienne et navale contre la Grande-Bretagne. Hitler veut donc passer à l'attaque en Europe occidentale. Non seulement parce qu'il est convaincu que le temps joue en faveur des Alliés (dont les industries de guerre produisent désormais des armes à une vitesse et un volume inégalés). Hitler pense aussi que la fidélité de l'URSS aux traités germano-soviétiques – et donc la possibilité de combattre sur un seul front – est limitée dans le temps ; que les États-Unis ne vont pas rester neutres de toute éternité.



Le but de la guerre à l'Ouest, précise Hitler, sera de « détruire avec la puissance militaire la possibilité des nations occidentales de s'opposer à la consolidation et à l'épanouissement du peuple allemand en Europe ».

Pour Hitler, il s'agit donc de faire vite. Mais son agressivité n'est pas partagée au sein de l'armée où l'on fait valoir qu'on n'est pas prêt à l'attaque, et tout d'abord parce que la moitié du matériel roulant vient d'être mis hors service en Pologne. Pourtant les succès allemands dans la guerre à l'Ouest menée depuis le 3 septembre 1939, une guerre largement marine et donc hautement technique, fournissent un argument en faveur d'une attaque rapide.

En novembre, l'Allemagne met en service une mine révolutionnaire, la mine magnétique qui, déposée par

avion, sème une véritable panique dans les eaux britanniques où elle coule un grand nombre de bateaux. Le 14 octobre, un sous-marin allemand coule dans le port naturel en Écosse de Scapa Flow (depuis toujours la base principale de la *Royal Navy*), le cuirassé *Royal Oak* qui emporte avec lui 833 marins.



Pour Hitler, un argument plus important en faveur d'une attaque rapprochée est le fait qu'il échappe de justesse, le 9 novembre 1939, à un attentat préparé par un individu isolé : le menuisier communisant Georg Elser (à qui on ne fait que tout récemment en Allemagne la place qu'il mérite dans la mémoire collective) a pu cacher une bombe dans la brasserie munichoise où Hitler doit parler. La bombe explose et tue six personnes, huit minutes après le départ du « Führer-chancelier » qui vient de partir plus tôt que prévu après avoir donné un discours violemment anti-anglais. Voici pour Hitler un signe du destin, un appel à remplir sa « mission germanique » avec encore plus de zèle et de célérité. D'ailleurs, le Congrès américain vient tout juste de retirer le *Neutrality Act*, la proposition qui avait interdit depuis 1937 de livrer des armes et d'octroyer des crédits aux États en situation de guerre. Hitler fixe donc aussitôt la date de l'attaque à l'ouest au 12 novembre 1939.



Mais les arguments avancés par ses généraux finissent, pour une fois, par faire réfléchir Hitler qui reporte, et qui reportera encore, la date fatidique.

L'ouragan de la guerre se déplace vers l'Europe scandinave

Si l'on ne considère Hitler que par ses actes, et non par ses mots ou projets alors largement inconnus, il semble mener (en dehors de la Pologne occupée où il continue sa politique radicale et raciste) une politique assez prudente durant les mois qui suivent sa victoire d'octobre. Ainsi Hitler adopte un profil bas dans la guerre qui oppose depuis le 30 novembre l'URSS à la Finlande : conformément au protocole germano-soviétique, cet État appartient à la zone d'influence de Moscou.



Et Hitler laisse faire d'autant plus volontiers que Staline lui livre depuis novembre, et en quantités massives, des céréales, du pétrole et d'autres matières premières importantes. En contrepartie, l'Allemagne exporte en URSS des machines, des constructions d'équipement et même des calques bleus pour les armes les plus récentes, y inclus ceux du fleuron de la marine allemande, le cuirassé *Bismarck*. Cet échange s'intensifie au point que l'URSS ne peut plus être considérée de fait, bien qu'elle le reste de droit, comme un État neutre dans la guerre qui oppose les Alliés à l'Allemagne. C'est l'un des motifs qui amènent la France et l'Angleterre à réfléchir sur l'envoi d'un corps expéditionnaire pour soutenir la Finlande contre l'URSS. Un autre motif est de forcer l'Allemagne à déplacer son attention au nord de l'Europe, loin de la frontière franco-allemande. Et à cet égard, les Alliés sont conscients que le temps presse.



Le 10 janvier 1940, un avion léger allemand qui devait atterrir à Cologne s'égare de son trajet pour brume et vents latéraux, pénètre dans l'espace aérien belge et doit atterrir d'urgence sur un champ près de Mechelen-sur-Meuse, tout près de la frontière hollandaise. À bord de l'appareil se trouve un officier qui porte sur lui des papiers ultrasecrets : une bonne partie des plans pour une attaque allemande sur le front occidental, prévue à ce moment pour le 17 janvier ! L'officier essaie aussitôt de brûler les papiers en se faisant aider par un bon fermier belge. Il est alors découvert et arrêté par deux gardes frontières et transporté dans leur poste où il essaie de jeter ces papiers, déjà en partie calcinés, dans un poêle à bois. Mais il se brûle les doigts, hurle et c'est alors que les deux gardes belges réalisent l'importance des documents que leur détenu souhaite détruire avec tant d'acharnement. Ils en sauvent autant qu'ils peuvent, et en l'espace de quelques heures, le contenu est connu dans les capitales occidentales.

Mais enfin, ces plans-là, réfléchit-on, cet atterrissage forcé, ne sont-ils pas montés de toutes pièces pour mettre les Alliés sur une mauvaise piste ? La tension augmente encore à la suite de l'une des épopées les plus célèbres de toute la Seconde Guerre mondiale.



Le 16 février, trois destroyers de la *Royal Navy* repèrent enfin le navire allemand qu'ils avaient traqué depuis des semaines. Mais l'*Altmark*, le bateau d'approvisionnement du cuirassé *Admiral Graf Spee*, se trouve à ce moment dans les eaux neutres de la

Norvège. Les trois navires britanniques essaient aussitôt de l'éloigner de la côte. Mais le navire allemand s'enfuit plus profondément encore dans les eaux norvégiennes en pénétrant dans un fjord. La nuit venue, les croiseurs le suivent et essaient de l'éperonner. Le navire allemand s'échoue alors sur le fond et il est abordé, après une escarmouche, par les soldats britanniques qui peuvent libérer trois cents de leurs camarades qui se trouvent à bord de l'*Altmark*. Ces soldats avaient été faits prisonniers de guerre deux mois plus tôt, à des milliers de miles de distance, dans l'Atlantique sud : au large de l'Argentine, l'*Admiral Graf Spee* avait été particulièrement efficace dans la guerre commerciale germano-britannique en coulant neuf navires en deux mois et demi (sans faire aucun mort lors de ces prises).

En février 1940, la Norvège proteste formellement auprès de la Grande-Bretagne contre la violation de ses eaux territoriales lors de l'incident de l'*Altmark*. Elle proteste avant tout parce qu'elle craint que l'Allemagne ne prenne prétexte du précédent britannique pour violer de sa part son intégrité territoriale. Et Oslo le craint à juste titre car on élabore depuis bien longtemps des plans à Berlin dans le but de déplacer en Norvège la base d'opérations de la *Kriegsmarine*. Son commandant en chef, l'amiral Erich Raeder, essaie de gagner Hitler à ce projet. Ses navires seraient ainsi en mesure de protéger les transports maritimes des matières premières scandinaves vers l'Allemagne ; ils pourraient contrôler l'entrée dans la mer Baltique ; et ils serviraient de bouclier atlantique aux projets de développement racial du Nord « germanique » chers à Hitler.

Le dictateur allemand avait en effet toujours inclus comme une sorte d'évidence les « blonds » scandinaves dans ses délires racistes. Rêves d'ailleurs partagés par

quelques Scandinaves dont l'ancien ministre de la Guerre norvégien, Vidkun Quisling, le président d'un petit parti d'extrême droite. Dès septembre 1939, les stratèges allemands ont ainsi sondé les possibilités d'un coup sur l'Europe du Nord. Coup dont ils savent qu'il doit être soigneusement préparé compte tenu des conditions très difficiles : les longues distances à franchir, la topographie extrême de la côte et de l'arrière-pays norvégiens, le froid et, surtout, l'immense supériorité des marines de guerre britannique et française. On concrétise dès décembre des plans – si secrets que même Göring n'en est pas informé – pour la mobilisation totale de la marine allemande, soutenue par seulement huit divisions de l'armée de terre, une brigade et une division de tanks. L'armée de l'air, qui reste, comme l'armée de terre, stationnée le long de la frontière occidentale de l'Allemagne, n'interviendrait que par trois escadres de combat et trois escadres de chasse, mais appuierait l'effort en fournissant la totalité de ses capacités de transport.

Le Goliath soviétique et le David finnois

Mais pour l'instant, c'est Staline qui précède Hitler en Europe du Nord. En septembre 1939, Staline a posé à la Finlande diverses exigences territoriales : la Carélie, la province la plus méridionale de Finlande près de Leningrad, mais aussi l'extrême nord et l'extrême sud du pays où la Finlande donne sur la mer Arctique et la mer Baltique. La Finlande refuse et Staline choisit d'attaquer ce pays qui – il faut le savoir – avait fait partie, comme un grand-duché autonome, de l'empire des Tsars entre 1809 et la révolution d'Octobre de 1917 où il choisit de se déclarer indépendant. Staline procède donc après avoir monté (à l'instar d'Hitler) un incident frontalier, et

sans déclaration de guerre, et jette contre le petit voisin au 30 novembre une formidable machine de guerre de 450 000 hommes soutenus par un millier d'avions.

Terreur soviétique sur Helsinki

Le but est – comme pour l'Allemagne – de réviser par la violence la situation issue de la guerre de 14 et de reprendre possession d'un pays autrefois dominé. Il s'agit surtout d'éloigner la frontière de la deuxième ville de l'URSS, Saint-Pétersbourg devenue Leningrad en 1924. Ville quasi frontalière depuis 1918 car la Finlande commence une vingtaine de kilomètres seulement plus au nord. Comme Hitler l'avait fait avec Varsovie, Staline envoie dès le premier jour de la guerre une escadre d'avions sur Helsinki pour y semer la terreur et la mort. Vu l'inégalité criante des forces, tous les observateurs s'accordent pour prévoir sa victoire rapide. C'est pourquoi Moscou n'a même pas pris la peine d'équiper l'Armée rouge pour le froid. Et c'est aussi pourquoi Staline installe aussitôt sur un bout de la Finlande du Sud rapidement occupé un « gouvernement populaire ». Avec ce gouvernement, mené par un communiste finnois devenu un leader célèbre de l'Internationale communiste, Otto Kuusinen, Staline signe le 2 décembre un traité d'amitié où la frontière est fixée selon ses souhaits. Mais son but véritable va beaucoup plus loin ; il souhaite transformer la Finlande en État satellite.

La Finlande résiste

Au lieu de déstabiliser le moral des Finnois, le raid aérien du 30 novembre et l'installation de Kuusinen

provoquent le contraire. Les photos d'Helsinki bombardée, la nouvelle de la soixantaine de civils assassinés suscitent jusque dans la ferme la plus reculée de ce pays une indignation féroce et une volonté de résister. Début décembre, l'Armée rouge progresse encore quelque peu, en particulier en extrême nord. Mais le front résiste aux autres points clés, en particulier le long de la frontière fortifiée de cent quarante kilomètres au sud du pays. Là, à une cinquantaine de kilomètres de Leningrad, la Finlande avait édifié une frontière militaire d'une centaine de blockhaus en béton – la «ligne Mannerheim» – gardée par 150 000 soldats qui s'opposent avec succès aux 250 000 soldats soviétiques. Et les attaques des trois ports finnois sur la Baltique, Porvoo, Hango et Turku, échouent également.



Cette résistance du David finnois contre le Goliath soviétique suscite une immense sympathie de par le monde. Et tout particulièrement en France et en Angleterre – et même en Allemagne nazie. Bien entendu, Berlin soutient l'effort de Moscou. Mais l'admiration de l'Allemand moyen va à la Finlande, à laquelle Göring vend d'ailleurs des armes en cachette. Dès le 7 décembre, la Grande-Bretagne a annoncé la vente aux Finnois d'une trentaine d'avions de combat et le 11 décembre, l'URSS est exclue de la SDN. Un jour plus tard commence en Finlande centrale une bataille devenue légendaire.



La bataille des «cocktails Molotov»

Près de la petite ville de Suomussalmi, les troupes commandées par le colonel Hjalmar Siilasvuo s'opposent avec seulement 3 600 hommes durant un mois aux 14 000 troupes soviétiques du général Alexei Vinogradov dans de féroces combats d'homme à homme. Dépourvus d'artillerie lourde et d'armes antichars, les Finnois arrivent à tenir grâce à leur tactique de guérilla. Et ils réussissent même à passer à la contre-attaque. Capables de déplacements rapides dans les vastes forêts à bicyclette ou à skis, utilisant contre les tanks l'arme improvisée de bouteilles d'alcool enflammé jetées sur les moteurs ou les tourelles des tanks – c'est depuis lors qu'on appelle «cocktails Molotov» ces engins, immédiatement fabriqués en centaines de milliers d'exemplaires par une distillerie finnoise – , les défenseurs parviennent à repousser deux divisions soviétiques jusqu'en Russie. Échec flagrant que Vinogradov payera de sa vie ; il est exécuté par Staline. Tandis que les Finnois perdent 350 hommes, plus de 9000 soldats soviétiques ont trouvé la mort dans la neige, immobilisés sur les routes par leurs engins trop lourds pour la guerre mobile pratiquée par leurs adversaires, mal préparés pour les rudes conditions climatiques, déstabilisés par les attaques surprises depuis la forêt, alors que les températures descendent à moins trente-cinq degrés.

Et l'armée de Finlande tient avec le même courage et les mêmes armes sommaires sur d'autres secteurs. Mais

analysant ses échecs répétés, l'Armée rouge change sa tactique en janvier 1940. Dès le 14, des avions soviétiques bombardent inlassablement les lignes de communication, les villes et villages pour ensuite enfoncer les lignes finnoises. Mais la Finlande commence à recevoir désormais une aide matérielle substantielle : la Grande-Bretagne envoie une trentaine d'avions vétustes, la France une trentaine d'avions modernes et l'Italie (en passant outre l'opposition de son allié allemand) 35 avions flambant neufs. L'apport le plus sérieux vient de Suède qui envoie, outre 130 000 fusils et 330 canons, un tiers de ses avions de guerre et des aviateurs expérimentés. Des volontaires affluent en nombre toujours plus élevé.

Britanniques et Français s'engagent aux côtés de la Finlande

Le 29 janvier, l'URSS consent à des pourparlers secrets en vue d'une paix négociée. Dès lors – le gouvernement Kuusinen est aussitôt dissous – , il est évident qu'il ne s'agit plus d'une conquête mais d'obtenir sous la pression de la guerre des gains territoriaux aussi substantiels que possible. Pour y parvenir, l'Armée rouge commence aussitôt sa plus puissante offensive dans le Sud de la Finlande. Durant plusieurs jours, elle mène une attaque combinée de tanks, d'avions et d'infanterie lourde, mais les Finnois résistent. C'est à ce moment, au 5 février, que les chefs de gouvernement français et britannique, Daladier et Chamberlain, décident d'envoyer un corps expéditionnaire de 100 000 soldats britanniques et de 35 000 soldats français en Scandinavie. On demande à la Norvège et la Suède des droits de passage. Les Alliés sont donc résolus à ce moment à la guerre avec l'URSS et c'est un fait qu'à cet

égard la France est plus décidée que la Grande-Bretagne.



C'est la France aussi qui aura finalement vendu à la Finlande l'arsenal d'armes le plus important dont 145 avions, 500 canons de gros calibre, 5 000 mitrailleuses et 400 000 fusils.



La décision clé des Alliés est donc un encouragement important. Mais les semaines passent et les soldats soviétiques, contrairement aux soldats alliés, sont déjà en Finlande. Staline amplifie encore son effort : le 11 février, l'Armée rouge parvient à enfoncer les lignes finnoises dans le sud du pays : 460 000 soldats soviétiques, 3 000 pièces d'artillerie lourde, 3 000 tanks et 1 300 avions soviétiques y combattent 150 000 soldats finnois soutenus par quelques avions et quelques pièces d'artillerie. L'armée de Mannerheim parvient à se retirer dans une seconde ligne de défense. Le 19 février cependant, cette deuxième ligne cède sur quelques centaines de mètres où les troupes soviétiques ne cessent d'affluer en vagues successives, selon une nouvelle tactique développée par le maréchal Voroshilov. Le 28 février, les défenseurs sont à bout. C'est face à cette évolution dramatique que les Alliés abandonnent le projet de leur corps expéditionnaire, le 4 mars : il est évident qu'il n'arrivera plus à temps pour appuyer la Finlande. Les hésitations qui ont mené à cette situation sont d'ailleurs durement critiquées à Paris comme à Londres. À Paris, Édouard Daladier est contraint de démissionner. Le 21 mars, il est remplacé à la tête du gouvernement par Paul Reynaud.



Le jour même où les Alliés choisissent de ne plus envoyer leurs soldats en Finlande, l'Armée rouge parvient à faire passer sur l'épaisse couche de glace qui couvre à ce moment le golfe de Finlande, des unités entières de tanks, de tirailleurs et de cavalerie. Le hasard des conditions climatiques aidant, les fortifications de la ligne Mannerheim peuvent ainsi être contournées et Viipuri, la deuxième ville de Finlande, va être attaquée en venant de la mer. Le 5 mars, Moscou offre une nouvelle fois une paix négociée. Et cette fois-ci le gouvernement finnois cède. Le 8 mars, le Premier ministre finnois arrive à Moscou. Le 13 mars, il se voit contraint de signer, après cent cinq jours de guerre, le traité de Moscou. Les conditions sont dures : Helsinki doit en particulier céder, au sud, la Carélie (dont Viipuri) qui représente avec un dixième de la population la partie la plus prospère de la Finlande. 400 000 Caréliens ne veulent pas vivre en Union soviétique et sont alors rapidement transférées. Plus de 27 000 soldats finnois ont été tués, le nombre des morts soviétiques reste inconnu, mais il se situe entre 58 000 et 200 000 soldats.

Par la paix de Moscou, l'URSS continue sa politique, commencée avec l'occupation de l'Est de la Pologne, suivie de celle des trois États baltes, de créer une zone-tampon d'États annexés ou, au moins, « finlandisés », comme on dira par la suite. Le but est de s'isoler de la guerre chaude que Staline attend à brève échéance entre l'Allemagne et les Alliés. La leçon militaire de la « guerre d'hiver » prolonge celle de la guerre de Pologne : l'outil de l'armée de l'air est décisif pour l'attaque. En ce qui concerne l'Armée rouge, Français et Anglais concluent que (nonobstant ses débuts très

difficiles), elle s'avère mieux organisée et plus tenace qu'ils n'avaient voulu l'admettre. En Allemagne, au contraire, on retient les problèmes de préparation, de logistique, de matériel et de commandement manifestes de l'Armée rouge en Finlande. Les Finnois ont été déçus par les promesses d'assistance des alliés occidentaux et choqués par la dureté des conditions de la paix de Moscou. Ils sont désormais à la recherche d'une revanche.

Les Français s'excitent pour la Finlande

L'attaque, le 30 novembre 1939, de l'URSS contre la Finlande provoque un émoi surprenant dans l'opinion française. Charles Maurras, le leader de l'extrême droite, souhaite la guerre : « Vous voulez vivre ? Mieux : vous ne voulez pas mourir ? Alors, secourez la Finlande ! » Les fascistes de *Je suis partout* sont sur la même longueur d'onde et quittent leur néopacifisme : « L'Occident a le devoir de secourir et de sauver le pays victime de l'abjecte agression des Russes. » Léon Blum, chef de file des socialistes, semble lui répondre : « Oui, vite !... La Finlande doit être sauvée et tout ce qui est nécessaire pour son salut doit être fait. »

Au nom du droit international, Paris convainc Londres d'ouvrir un front scandinave. Étrange paradoxe ! La France est en guerre contre l'Allemagne mais c'est contre l'URSS, avec laquelle elle n'est pas en guerre, qu'elle semble vraiment vouloir se battre ! Daladier promet l'envoi de 50 000 hommes au gouvernement finlandais.

Avril 1940 : le Danemark et la Norvège envahis

Trois semaines et demie après la fin des combats en Finlande, c'est Hitler qui entre en action dans une autre partie de la Scandinavie, et Staline signale immédiatement qu'il laissera faire. Le 1 mars, Hitler a donné l'ordre de passer à l'attaque en Norvège. Les Alliés, par contre, abandonnent peu après leur propre projet d'occuper de manière préventive quatre ports norvégiens. Quelques jours avant le début de l'action fixée au dimanche 7 avril, les navires de la marine de guerre allemande se rassemblent en mer du Nord. Sans en avoir eu connaissance, la Grande-Bretagne envoie le 5 avril une série de navires sur un voyage afin de déposer des mines dans les eaux norvégiennes. Ils arrivent avec quelques petites heures de retard ! Dans la nuit du 8 au 9 avril, la marine allemande a déjà débarqué une avant-garde de soldats dans les ports de Trondheim, Stavanger, Kristiansand, Bergen et Oslo, mais aussi au nord, dans le port de Narvik, où les troupes allemandes sont saluées par un commandant norvégien ami de Quisling.



Le Danemark, dont les stratèges allemands ont décidé en février qu'il devra être inclus dans l'action norvégienne, décide le matin de ce même 9 avril qu'il n'ira pas à la guerre. Il est occupé par la *Wehrmacht* qui ne rencontre qu'une résistance armée rare et éparsillée. On ne déplore que dix-sept morts. À Copenhague, Hitler installe un «plénipotentiaire» qui assure l'exploitation des ressources considérables, surtout agroalimentaires, du Danemark.

La Grande-Bretagne réagit en occupant les grandes îles de l'Atlantique nord, l'Islande et les îles Faroe. Cette action, qui assure le contrôle britannique de la mer du Nord, empêche cependant que la *Royal Navy* ne gêne, plus au sud, l'arrivée du gros des troupes allemandes en Norvège qui y sont transportées à ce moment par bateaux. Au soir du 9 avril, tous les ports et aéroports du sud du pays sont donc occupés par la *Wehrmacht* et le collaborateur norvégien Vidkun Quisling est aussitôt nommé Premier ministre.



Mais contrairement à ce qu'on espère à la légère en Allemagne, la Norvège ne réagit pas comme sa voisine danoise. Le roi Hakoon, mais aussi le gouvernement et le Parlement quittent la capitale et la côte pour s'installer à l'intérieur du pays, non occupé. La campagne militaire elle-même commence à devenir difficile pour l'Allemagne. Dans les eaux qui bordent la côte norvégienne, elle perd une série de combats contre la marine britannique. Et bien que la *Wehrmacht* ait réussi à transférer en Norvège 107 000 soldats avec un énorme matériel de guerre (dont 20 000 voitures et 16 000 chevaux), elle n'avance plus aussi rapidement que prévu. Car les Alliés, eux aussi, ont amené des troupes en Norvège, en trois endroits stratégiques. Commence alors une lutte acharnée durant laquelle un seul fait s'avère décisif : la *Wehrmacht* a réussi la première à équiper deux bases aériennes, l'une à Oslo, l'autre à Trondheim. Partant de ces bases, l'armée de l'air allemande peut attaquer tout bateau qui s'approche de la côte, et elle peut aussi harceler les forces alliées terrestres qui essaient de s'agripper mais sont forcées de quitter la Norvège fin avril. C'est à Narvik seulement que les Alliés, avec des troupes polonaises, réussissent :

ils reprennent, le 28 mai, la ville et son port aux Allemands qui se retirent dans l'arrière-pays.



S'engage alors une bataille très dure où les Alliés s'avèrent supérieurs. Mais peu avant d'avoir infligé aux troupes allemandes la défaite décisive, les Alliés sont forcés de cesser le combat : l'évolution en France même exige leur rapatriement et Narvik est évacuée le 8 juin. Deux jours plus tard, l'armée norvégienne capitule à Trondheim. Le 7 juin, le roi de Norvège part pour Londres où il présidera à son gouvernement en exil.



L'Allemagne a remporté la bataille de Scandinavie. Sa victoire comporte des avantages considérables, malgré le fait qu'elle immobilise continuellement 350 000 soldats pour garder les milliers de kilomètres de ligne côtière, et malgré son coût très élevé pour la *Kriegsmarine* qui vient de perdre les trois quarts de ses destroyers. Mais cette même marine dispose désormais de ports beaucoup plus favorables à l'action que ses ports en Allemagne. La victoire assure l'exploitation du minerai de fer suédois. Et on peut aller jusqu'à dire que, depuis lors, la Suède, restée neutre, est intégrée de fait à l'espace économique dirigé par Berlin. Enfin, la victoire donne la possibilité de raids aériens sur le nord de la Grande-Bretagne en partant de Norvège. Mais la Grande-Bretagne se raidit davantage : tenu pour responsable de la défaite en Norvège, Neville Chamberlain perd sa majorité parlementaire. Le 10 mai 1940, Winston Churchill le remplace, « l'homme de la victoire à tout prix ».

Chapitre 9

Le «Cas jaune» : l'attaque éclair de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg

Dans ce chapitre :

- ► L'armée allemande hésite à suivre Hitler dans la guerre à l'ouest
- ► Un « nouveau plan » d'attaque
- ► Cinq jours de guerre choc aux Pays-Bas
- ► Le « coup de fauille » en Belgique et au nord de la France

Quand, à l'aube du 10 mai 1940, Hitler commence ce qu'on peut appeler sa «troisième guerre» dans la guerre, celle qui se déroule en Europe occidentale, il n'a pas encore tout à fait bouclé sa deuxième guerre, celle au nord, en Norvège. Mais s'il ne s'était agi que d'Hitler, cette «troisième guerre» aurait déjà commencé beaucoup plus tôt.

Vers un «nouveau plan» d'attaque

La guerre en Europe occidentale aurait commencé dès l'automne 1939 quand Hitler, ragaillardi par sa rapide victoire en Pologne, a donné l'ordre de préparer aussitôt l'attaque. Or, le dictateur nazi doit constater que ses chefs militaires sont non seulement épouvantés, mais qu'ils ne sont pas préparés. Contrairement à ce qui avait

été le cas en juillet 1914, lors de l'autre guerre, l'état-major est incapable de sortir des tiroirs un plan d'attaque ficelé ! Pris au dépourvu par Hitler, l'état-major lui présente une version hâtivement actualisée du plan d'attaque de 1914, de ce célèbre plan de Schlieffen qui avait échoué. Et les généraux font valoir qu'ils ne peuvent pas réussir face à la formidable frontière militaire de la France. Cette ligne Maginot faite de centaines de blockhaus qui s'étendent de la frontière suisse à la frontière belge et que l'on croit infranchissable. Se jeter contre ces tranchées coulées en béton, craint l'état-major allemand, reviendrait à recommencer la terrible guerre de 14. Cette guerre d'usure qui se terminera probablement avec une nouvelle victoire de la France.

Vingt-neuf dates pour le jour «J» !

Pour mener une nouvelle guerre en Europe occidentale, il faut recommencer à zéro. Et il convient d'abord, réfléchit Hitler, de saper ce très grand respect pour l'armée française que l'on manifeste au sein de la *Wehrmacht*. On fait valoir depuis lors les mauvaises conditions météorologiques, on exprime des doutes fondamentaux sur le niveau de préparation d'une guerre qui pourrait être longue. Une préparation incomplète sur le plan de l'économie nationale (contrairement à ce qu'on pense de l'Allemagne à Paris ou à Londres). De plus, on observe que les Allemands ne manifestent pas un véritable enthousiasme guerrier.



La date de l'attaque est ainsi repoussée de l'automne à l'hiver, et de l'hiver au printemps. On comptera en fin de compte vingt-neuf dates

consécutives pour le jour «J», au désespoir d'Hitler qui pense que cette manière de faire ne joue qu'en faveur des Alliés. Mais la *Wehrmacht* remplit son stock de munitions et corrige les lacunes et défauts qui s'étaient manifestés en Norvège et Pologne. Et surtout, l'incident de Mechelen-sur-Meuse du 10 janvier finit par avoir raison des versions actualisées du plan Schlieffen qu'on discute depuis octobre à l'état-major.



L'homme qui a développé et défendu depuis octobre 1939 une alternative radicale, le « nouveau plan », est un général de 52 ans, issu d'une illustre famille d'officiers prussiens et élevé en partie en Alsace annexée jusqu'à l'âge de 20 ans. Ce général, Erich von Manstein, dont les idées sont très contestées au sein même de l'état-major, est soutenu par son collègue du même âge, chargé de toutes les unités motorisées de l'armée, le fameux Heinz Guderian. Le 17 février 1940, Manstein présente son plan à Hitler qui se laisse convaincre par ce non-conformisme risqué parce que le « nouveau plan » comporte à ses yeux un avantage décisif, celui de ne pas être anticipé par ses adversaires. Depuis l'adoption définitive du plan, l'état-major prévoit des manœuvres minutieuses en vue des situations censées se produire dans deux «cas» successifs : d'abord le *Fall Gelb* - le «Cas jaune» - c'est-à-dire l'attaque de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg puis les troupes frontalières de la France. Et ensuite le *Fall Rot* - le « Cas rouge » - c'est-à-dire les combats principaux contre les troupes alliées sur le sol de la France, dans le cas où la *Wehrmacht* aurait réussi le « Cas jaune ».

Aspirer et piéger les troupes franco-britanniques : un pari audacieux

Dans le «Cas jaune», il s'agit en fait surtout d'enfoncer le front allié dans le secteur précis où, compte tenu de la topographie du terrain, il est depuis septembre 1939 le moins bien garni par des troupes. Grâce à l'appui massif de l'armée de l'air, la *Wehrmacht* doit réussir la percée d'un nombre très important d'unités mobiles au niveau des Ardennes. C'est une région frontalière entre la France, le Luxembourg et la Belgique, montagneuse et boisée, dépourvue de grandes routes.



Toute l'élite militaire traditionnelle, qu'elle soit française, belge ou allemande, pense que cet espace ne peut pas être traversé par les blindés et l'artillerie lourde. Mais Manstein soutient que cet exploit est possible et qu'il pourra être suivi d'une traversée de la Meuse au niveau de Sedan afin de progresser ensuite rapidement en direction de la Manche. Alors que ces troupes mobiles seraient acheminées à travers le Luxembourg et la Belgique vers la frontière française, escampte Manstein, les alliés franco-britanniques avanceront certainement selon leurs plans depuis la France du Nord en Belgique et dans le Sud des Pays-Bas où elles attendent la *Wehrmacht* mais où elles seront en fait coupées de leur arrière dans ce qui sera devenu la « trappe belge ». L'attaque initiale selon le «Cas jaune» – l'attaque de la Hollande, de la Belgique et du Luxembourg – serait donc sur la plus grande partie du front, sauf dans celui des Ardennes, une attaque traditionnelle, frontale, mais qui ne serait entreprise que pour aspirer depuis la France, sur les plaines belges et

néerlandaises, autant de troupes franco-britanniques que possible.

Les campagnes de Pologne, du Danemark et de la Norvège n'ont pas vraiment épuisé le potentiel de l'armée allemande : hormis quelques batailles – celle de la Bzura en Pologne par exemple – qui ont été très dures mais brèves, la *Wehrmacht* a remporté des victoires par des actions fulgurantes contre des adversaires militairement et structurellement beaucoup plus faibles. Et des pans entiers des trois pays attaqués ont été occupés sans combats. Cette fois-ci, les militaires allemands sont conscients que la victoire repose sur une sorte de pari. Ils savent que la victoire à l'Ouest ne pourra être acquise que par une guerre audacieuse.

La guerre germano-néerlandaise



Cent trente-cinq divisions allemandes réunissant environ trois millions d'hommes se trouvent le matin du 10 mai face aux forces militaires alliées, franco-britanniques, belges, hollandaises et luxembourgeoises. Ces cinq pays disposent de 151 divisions et de trois millions et demi de soldats. En ce qui concerne l'artillerie, leur supériorité est nette : ils réunissent 14 000 pièces contre 7 400 ; ils disposent de 4 200 tanks contre seulement 2 400.



Et ce rapport se manifeste aussi – contrairement à une légende tenace – dans le domaine de l'armée de l'air : 4 400 avions sont à la disposition des

cinq États occidentaux, contre 3 500 à la disposition de l'Allemagne nazie. Cette dernière compte par conséquent profiter au maximum de ce que les Alliés, la France et la Grande-Bretagne, ont à nouveau exclu pour leur propre compte : être les premiers qui violeront le droit international en ce qui concerne la neutralité des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg. Bien entendu, à Paris et à Londres, on ne se résigne pas pour autant à l'abandon de ces trois pays s'ils étaient attaqués par l'Allemagne. Et tout d'abord pour le simple fait que leur force armée est considérable. Avec ses vingt-deux divisions, l'armée belge à elle seule est plus importante que le corps expéditionnaire de onze divisions composé par la Grande-Bretagne pour combattre avec la France sur le continent ! La France elle-même a déployé sur son front Nord-Est trois divisions de tanks, huit autres divisions motorisées et pas moins de quatre-vingt-cinq divisions d'infanterie. Le plan allié est donc d'avancer très rapidement en Belgique et même jusqu'au Brabant, la province la plus méridionale des Pays-Bas, pour y appuyer les huit divisions de l'armée néerlandaise. Mais seulement *après avoir été appelé* au secours par ces deux États neutres qui, très soucieux de leur neutralité, ont refusé de coordonner leurs efforts avec celui des Alliés. À ce problème de taille s'en ajoute un autre : les Alliés auront à engager leurs meilleures forces – celles qui sont pleinement mobiles et bien entraînées – sur terre étrangère, en Belgique et aux Pays-Bas.

L'Allemagne joue la surprise



L'Allemagne, elle, indique cyniquement à ses trois voisins occidentaux, à 5 h 45 au matin du 10 mai 1940, qu'elle ne conçoit l'action militaire qu'elle vient de commencer que comme une sorte de caution militaire donnée à leur neutralité. Mais en fait, la *Wehrmacht* vient de déclencher un premier coup, dévastateur, de son armée de l'air. Une heure et quart après avoir reçu la note d'Hitler, les deux gouvernements de La Haye et de Bruxelles demandent l'assistance de Londres. Le Premier ministre britannique, Chamberlain, décide aussitôt d'envoyer des avions pour déposer des mines dans le Rhin. Mais on apprend à Londres que Berlin a été plus rapide : à 6 heures du matin, des avions allemands ont miné la rivière de l'Escaut pour éviter que des bateaux alliés ne puissent remonter à Anvers. En effet, l'Allemagne compte profiter autant que possible, ce 10 mai, de l'instant de la surprise, détruisant par exemple dès les premières heures de l'attaque trois cent cinquante avions qui n'avaient pas eu le temps de décoller de leurs aéroports.

Et l'Allemagne réussit, aux Pays-Bas, au prix de pertes importantes cependant, une série d'assauts aéroportés sur des ponts stratégiques. Plus important encore est le fait que la *Wehrmacht* arrive à enfoncer très profondément, dès le premier jour de l'attaque, un coin en Hollande qui séparera dès le lendemain (avec l'arrivée des troupes allemandes à l'embouchure de la Meuse), la Hollande du reste du pays plus au sud, et ainsi, des troupes alliées. Suite à leur refus de coordonner leurs efforts militaires avec ceux des Français, les Néerlandais ont en effet choisi de se retirer non vers le sud mais vers le nord. Autour des villes

d'Amsterdam, d'Utrecht et de Rotterdam, leur armée aurait à tenir un réduit, la « forteresse de Hollande». Mais ce réduit est déjà rongé : des parachutistes allemands y ont été déposés et ils maîtrisent les principaux ponts traversant les rivières de la Meuse, du Waal et du Lek. Les voilà en possession des clés qui ouvrent les portes de la « forteresse ».

90 tonnes de bombes sur Rotterdam

Le 13 mai, les pointes de blindés allemands arrivent devant Rotterdam, sans disposer d'assez de force pour pouvoir oser l'attaque. On leur demande cependant de « casser la résistance de Rotterdam avec tous les moyens » et on envisage, selon les précédents de Guernica de 1937 et de Varsovie de 1939, le bombardement aérien massif de la deuxième ville des Pays-Bas. On escompte, en clair, des milliers de victimes parmi les civils. Le 14 mai commencent toutefois des négociations entre les défenseurs et les attaquants de la ville. Mais l'information sur ces pourparlers arrive trop tard pour que le commandement puisse encore arrêter la première escadre de bombardiers ; il n'arrive qu'à faire retourner sur ses bases la deuxième escadre qui avait, elle aussi, déjà décollé. Une cinquantaine d'avions déversent ainsi 90 tonnes de bombes sur l'une des plus belles cités d'Europe. Huit cents civils périsseont, un chiffre immédiatement multiplié par trente par la rumeur, 25 000 maisons sont détruites, 78 000 hommes n'ont plus où dormir. Voyant qu'il n'y a plus aucune chance d'obtenir un soutien efficace, ni par le voisin belge, ni par les alliés franco-britanniques, craignant d'autres bombardements de villes selon le précédent terrible de Rotterdam, l'armée néerlandaise capitule le 15 mai. À ce moment, la reine et son cabinet ont déjà

traversé la Manche pour établir à Londres un gouvernement en exil.

La guerre en Belgique et au Luxembourg



Cinq jours auparavant, l'Allemagne avait violé pour la deuxième fois au xx siècle la neutralité de la voisine des Pays-Bas. Et en Belgique, l'armée de l'air réussit également, ce 10 mai 1940, une série de manœuvres aéroportées : des chasseurs parachutistes mettent la main sur une série de ponts clés ; des avions planeurs déposent silencieusement des combattants d'élite sur les forts qui gardent les routes vers la Belgique centrale. Dès le premier jour de la guerre, les divisions belges sont cependant rejoints en Belgique par les troupes franco-britanniques. La 9 armée française les complète au sud. La septième au nord. Et la 1 armée française forme avec le corps expéditionnaire britannique (lui aussi parti de ses bases en France du Nord-Ouest), au centre de la Belgique derrière la première ligne de défense tenue par l'armée belge, une deuxième ligne qui suit la rivière Dyle. La ligne de défense la plus proche de l'Allemagne, celle exclusivement garnie par l'armée belge, relie comme un grand arc Anvers via Liège à Namur. Et à son point le plus exposé, le plus oriental, là où le canal Albert rejoint la Meuse, la Belgique a érigé sur une petite montagne durant sept années jusqu'en 1939 le fort le plus gigantesque jamais construit dans l'histoire militaire.



Le fort d'Eben-Emael

Avec une superficie d'un peu moins d'un kilomètre carré, avec des couloirs souterrains de cinq kilomètres, avec une vingtaine de canons de très gros calibre, le plus important fort militaire jamais érigé monte la garde de la Belgique. En 1940, l'armée de l'air allemande en avait pris des centaines de photos. Leur évaluation apportait qu'il était impossible de prendre le fort et son équipage de 1 200 soldats avec des moyens traditionnels. Mais les photos maintenaient aussi que le «toit» du fort, hérissé des tourelles cuirassées de l'artillerie lourde, était non seulement quasiment dépourvu de canons antiaériens mais qu'il n'était pas non plus équipé de mines : on pouvait y observer des soldats en train de jouer au foot. C'est en partant de ces deux observations qu'une unité d'élite s'était entraînée à prendre le fort d'Eben-Emael par des moyens non-conformistes. Des ingénieurs allemands avaient été les premiers à mettre au point, dans les années trente, l'arme des charges perforantes – ces armes qui deviendront les poings antichars ou bazookas. Leur puissance explosive permettait, en théorie, de frayer un chemin à l'intérieur du fort. Mais la condition était de placer ces charges, en pratique, avec précision au-dessus des coupoles. Il fallait donc les y amener aussi près que possible. Il était exclu d'utiliser des chasseurs parachutistes parce que ce nouveau genre de charges était très sensible aux secousses. C'est pourquoi on avait pensé à de grands planeurs de transport les déposant silencieusement sur le «toit» du fort belge.

Dans les premières heures du 10 mai, des avions à hélice montent ainsi sept de ces planeurs dans le ciel de nuit de l'Allemagne, à trente kilomètres de distance d'Eben-Emael. Et ces planeurs parviennent tous au petit matin à leur destination sans avoir été identifiés. En l'espace de quelques minutes, la cinquantaine de soldats placent leurs charges au-dessus des tourelles et des postes d'observation cuirassés en réussissant à les mettre hors service par une série d'explosions infernales qui secouent toute la montagne. Assistés par d'autres soldats déposés par avions, les Allemands réussissent non seulement à tenir le «toit» du fort, mais commencent à y pénétrer. Terrorisés par les énormes tremblements des charges, bouleversés par la destruction subite de leur armement lourd, les soldats belges résistent, mais doivent abandonner les combats le 11 mai vers midi. Hitler qui s'était littéralement embrassé lui-même de joie à la nouvelle de la chute d'Eben-Emael tentera par la suite de convaincre Franco, le dictateur espagnol, d'entrer à ses côtés dans la guerre en lui promettant de lui « prêter » son équipe d'élite pour sa propre conquête du fort britannique de Gibraltar.

Un jour après la prise du fort d'Eben-Emael, des blindés parviennent à traverser la Meuse belge, quatre-vingts kilomètres plus au sud, vers Dinant. Et le lendemain 13 mai, encore quatre-vingts kilomètres plus au sud, les tanks de Guderian arrivent à enjamber sur un troisième endroit cette même rivière clé, vers Sedan. Ces pointes blindées du groupe des armées de la *Wehrmacht* avaient en effet traversé le Luxembourg, dépourvu de

fortifications, d'un seul trait le 10 mai : les 1 300 gendarmes du Grand-Duché ont reçu l'ordre de ne pas résister à un adversaire armé jusqu'aux dents qui ne s'était guère laissé ralentir par la soixantaine de barrages routiers érigés par les Luxembourgeois.



Derrière les chars s'est formé le 11 mai, dans un couloir étroit qui s'est prolongé sur une longueur de pas moins de deux cent cinquante kilomètres, le plus grand embouteillage de l'Histoire. Un bouchon de 41 000 véhicules de tous genres dont la pointe s'est trouvée en Belgique et la fin en Allemagne, quatre-vingts kilomètres à l'est du Rhin ! Même divisée lors de la traversée de la Belgique du Sud en plusieurs tronçons, c'est une énorme déferlante mécanique avec laquelle se trouvent soudainement confrontés les 2 et 9 armées françaises de Huntziger et Corap.

Le «coup de fauille»

Leurs troupes stationnées dans le secteur des Ardennes, mal équipées et trop peu nombreuses, cèdent rapidement, après avoir subi durant toute la journée du 13 mai des bombardements intensifs.



Le 14 mai, alors que la Meuse est traversée à Sedan dans une seule journée par 60 000 troupes et 22 000 véhicules dont 850 blindés, les Alliés deviennent conscients du danger que leur adversaire puisse s'élancer d'un bond vers la Manche. Et qu'il réussisse ainsi à séparer de leurs bases situées en France occidentale les armées française et britannique qui se déplacent encore ce jour sur terre étrangère, entre le Zeeland via Bruxelles jusqu'aux Ardennes. Le 16 mai, le généralissime français, Maurice Gamelin, ordonne à ses troupes de se retirer vers la France. Mais le général des panzers allemands Heinz Guderian a entre-temps progressé encore d'une centaine de kilomètres sur terre française vers la Picardie en ayant déclenché une dynamique à laquelle les chefs des autres unités blindées, plus au nord, ne peuvent résister. Parmi eux, il y a en particulier un autre commandant de panzers célèbre, Erwin Rommel, qui parcourt les soixante-dix kilomètres depuis Dinant vers la frontière française en deux jours.

La légende du Blitzkrieg



C'est en effet sur les champs de bataille de la France du Nord que naît dans ces jours dramatiques après le 13 mai – non de manière prémeditée, mais par hasard – ce qui est devenu une légende, la légende du *Blitzkrieg* : l'utilisation massive de tanks, assistés de près d'avions adaptés, les *Stuka*, qui restent avec leur bruit infernal de sirènes un symbole de la guerre de 1940. Un

emploi massif donc d'engins de guerre aptes à désorienter et à littéralement terroriser l'attaqué. Allemands comme Français ont été surpris par le succès de cette « invention » : la guerre de mouvement sous une forme radicalement nouvelle, très mécanisée, très technicienne, vient de supplanter la guerre des tranchées qu'on avait connue en 14-18. Or, cette nouvelle forme très rapide de la guerre exige un commandement sachant prendre et implémenter ses décisions avec une vitesse correspondante.

Les deux erreurs capitales des Français et des Anglais

Et c'est à ce niveau du commandement que se situent les deux erreurs capitales franco-britanniques. La première incombe à Gamelin qui a laissé trop de troupes dans la ligne Maginot et envoyé un nombre trop élevé de ses meilleures unités dans l'expédition inutile aux Pays-Bas et en Belgique. L'armée française n'a donc pas pu colmater le front percé des Ardennes. Mais ce résultat est aussi dû à la deuxième erreur, à savoir l'absence d'un commandement interallié efficace : à l'absence de structures adéquates s'ajoutent trop d'hésitations, de rivalités et d'incompétences. Il y a aussi une hostilité trop systématique à l'égard de nouvelles *idées* et une négligence trop fréquente quant à l'introduction de nouvelles *pratiques*, telles que l'entraînement sur le terrain du soutien de l'armée de terre par une armée de l'air équipée à cette fin. Après une sorte de course entre les différents corps de blindés allemands en route vers la Manche – une course qui éprouve les nerfs des leaders militaires et d'Hitler lui-même qui relève le 17 mai un bref instant Guderian de ses fonctions – , les panzers arrivent à Amiens le 20 mai

puis descendant le lendemain la Somme jusqu'à la mer. Une contre-attaque britannique à Arras échoue de justesse ce même 21 mai. L'opération qui vise à couper les troupes alliées franco-britanniques de leur arrière en France même vient de réussir. C'est ce qu'on a souvent comparé, après coup, par une métaphore assenée par Churchill, à un « coup de fauille ».

Lénigme de Dunkerque

Dans ces combats extrêmement durs, l'armée allemande régulière est renforcée par endroits d'une formation de mercenaires redoutables, la 3 division SS «Tête de mort», totalement imbus de l'idéologie nazie et qui se distinguent tout de suite par leur sauvagerie dans la conduite de la guerre. Désormais des centaines de milliers de soldats se trouvent dans une grande trappe, coupés de leurs ravitaillements. Les voici dans une poche comprenant des bouts de territoires français, belge et néerlandais, longue de cent quatre-vingts kilomètres, large de cent kilomètres à son endroit le plus étendu au 20 mai. Les soldats belges s'y battent à reculons. Les soldats alliés espèrent en être évacués sains et saufs par bateau.

En fait, l'attaquant ignore le nombre exact des soldats pris dans la poche. Ne sachant pas qu'il s'y trouve 400 000 troupes alliées et belges, il part de l'idée qu'il n'y en aurait pas plus de cent mille. Et parce qu'il croit pouvoir à volonté empêcher leur départ en bombardant les plages de la Manche, le commandement allemand considère que réduire la « poche de l'Artois et de Flandre » est une tâche secondaire et qu'il est plus urgent de se tourner tout de suite vers Paris.

Le général allemand, von Rundstedt, qui a été en charge de l'attaque de la poche, y renonce par conséquent et ordonne au contraire, au soir du 23 mai, de s'« arrêter demain » et cette décision est reprise à son compte par Hitler. Les chefs militaires sont contents de cette pause accordée à leurs troupes et leur matériel, éprouvés après deux semaines de combats. Le soir, le chef d'état-major de l'armée de terre allemande, Franz Halder, ordonne pourtant l'attaque de Dunkerque.



Mais Rundstedt refuse. Il souhaite faire durer le répit. Sa décision célèbre sauve en fait la vie de nombre de soldats alliés. Il en est ainsi par exemple à Boulogne-sur-Mer où peuvent s'embarquer au 24 mai un millier de soldats avant que le port ne soit occupé le lendemain par les troupes allemandes ayant repris leur offensive en Artois. Il en est de même plus au nord où commence le 25 mai autour de la ville d'Ypres, tristement célèbre depuis la guerre de 1914, une nouvelle bataille opposant Belges et Allemands. Les soldats belges résistent et contre-attaquent même, mais n'arrivent pas à refermer une brèche qui s'est ouverte ce jour entre eux et l'armée britannique. Trois jours plus tard, l'armée belge est au bout. Elle capitule au matin du 28 mai. Ce n'est pas un armistice. Contre l'avis de son gouvernement, le roi Léopold ne part pas en exil mais se constitue prisonnier sur place.



L'armée de l'air allemande bombarde cependant inlassablement, le 24 et le 25, les ports de la côte de l'Artois et de la Flandre. Mais au matin du 26 mai, pas moins de vingt-deux navires britanniques se trouvent à Dunkerque. Quand les avions de reconnaissance

allemands découvrent ce rassemblement impressionnant, Hitler réalise la dimension de la chance qu'il avait, de fait, accordée aux Alliés en ayant suivi « l'appel d'arrêt » du 24 : s'ils recourent à un emploi massif de leurs armées de l'air, s'ils arrivent à préserver pendant quelques jours une supériorité aérienne, s'ils arrivent à tenir la poche de Calais et de Dunkerque large encore d'une cinquantaine de kilomètres, ils pourraient parvenir à faire partir un nombre très élevé de soldats outre-Manche. C'est pourquoi les combats reprennent avec une intensité terrible le 27. Une nouvelle fois, des unités de la division SS « Tête de mort » renforcent la *Wehrmacht*. L'une d'elles commet alors au lieu-dit « Le Paradis » près de Hazebrouck un massacre sur une centaine de soldats britanniques qui s'étaient constitués prisonniers, faute de munitions, après une bataille très dure avec les SS. Les SS placent leurs prisonniers, souvent blessés, devant un mur, les mitraillent puis achèvent ceux qui ne sont pas encore morts avec des baïonnettes. Aujourd'hui encore, ce massacre rappelle la triste vérité : non seulement en Pologne, mais aussi en France, à l'ouest, des Allemands ont commis dès 1940 des crimes de guerre. (Le commandant de cette unité SS sera d'ailleurs pendu, après un procès à Hambourg, en 1948.) Mais les troupes alliées arrivent à tenir au prix des combats les plus durs, et l'opération d'évacuation commence comme prévu.



L'«opération Dynamo»

Le 27 mai, des centaines de navires de tout gabarit venus de toute la côte sud de l'Angleterre se ruent vers Dunkerque pour rentrer aussitôt avec des soldats. Durant neuf jours, l'opération d'évacuation se poursuit. Et le bilan penche nettement du côté des Alliés en ce qui concerne le combat aérien : 176 avions de la *Luftwaffe* sont descendus, 106 avions britanniques. Le seul jour du 27 mai, une cinquantaine d'avions allemands sont descendus. Ces succès ne suffisent pas toujours pour garantir un départ réussi : des avions allemands arrivent à percer, à bombarder et à mitrailler les plages, et à couler une trentaine de navires dans la Manche. Mais le bilan est nettement favorable aux Alliés : le 2 juin, le dernier jour de l'« opération Dynamo », trois mille soldats britanniques et français sont encore évacués de Dunkerque. En tout, 338 000 hommes environ – 224 000 Britanniques et 114 000 Français – partis sur 220 vaisseaux et 660 bateaux privés ont pu éviter ainsi de tomber en captivité. Ainsi « Dunkerque » 1940 évoque aujourd'hui autant une défaite que deux premières victoires alliées : une défaite sur terre – 34 000 soldats britanniques sont faits prisonniers de guerre par les troupes allemandes entre le 23 mai et le 2 juin, ils laissent dans la région 475 tanks, un millier de canons lourds, 90 000 fusils, 50 000 véhicules de tous genres, 7 000 tonnes de munitions – , mais une victoire sur mer et aussi une victoire très significative, annonciatrice, de la *Royal Air Force* contre la *Luftwaffe* dans l'air. On peut dire que « le miracle de Dunkerque » constitue l'un des premiers tournants de la guerre. Mais comme le dit Churchill, « les guerres ne se gagnent pas avec des évacuations».



Il est d'ailleurs significatif que les trois pays occupés par l'Allemagne dans le cadre du «Cas jaune», le Luxembourg, les Pays-Bas, la Belgique, ne tergiversent pas sur l'essentiel, leur appartenance au camp antinational-socialiste. La reine néerlandaise comme la grande-ducasse luxembourgeoise se trouvent à Londres, leurs gouvernements, comme celui du roi Léopold de Belgique, sont désormais en exil outre-Manche. Les colonies néerlandaises, avantageusement réparties sur le globe, ne tombent pas sous la férule des nazis allemands, mais continuent la guerre aux côtés des Alliés. Et il en est de même du Congo belge en Afrique, un territoire extrêmement important car pourvu d'une bonne partie des richesses mondiales en cuivre. Et, *last but not least*, l'un des résultats les plus importants des semaines dramatiques entre le 10 mai et le 2 juin est le fait que les leaders alliés abandonnent, suite au bombardement de Rotterdam, leurs consignes très strictes à leurs aviateurs lors de leurs propres actions au-dessus de l'Allemagne : le 15 mai, lors d'un bombardement dans la région de la Ruhr, leurs cibles ne sont plus, pour la première fois, uniquement et rigoureusement militaires, mais aussi industrielles et ferroviaires. Il n'empêche que ce fut bien l'Allemagne qui, la première, a violé le droit de la guerre.

Chapitre 10

L'effondrement de la France

Dans ce chapitre :

- ► La guerre qu'on a qualifiée de « drôle »
- ► La foudroyante défaite militaire de la France
- ► Pourquoi un effondrement aussi rapide et total ?

En dix-huit mois, Hitler va dominer militairement l'Europe. Fin septembre, la Pologne est à terre. Novembre 1939-mars 1940 : attaque de la Finlande par l'URSS. Avril 1940 : les troupes allemandes se lancent sur le Danemark et la Norvège. 10 mai : attaque de la Belgique et des Pays-Bas. Puis c'est au tour de la France.

L'effondrement de la France est massif et rapide. Il n'a pas fallu plus de six semaines pour que la catastrophe devienne réalité. Le 13 mai, la Meuse est éventrée. L'armistice intervient le 22 juin. Pétain entre en scène. Que s'est-il passé entre la déclaration de guerre de la France (3 septembre 1939) et le début de cette offensive foudroyante ?

«Drôle de guerre» ou «guerre fantôme»



Ce fut ce qu'on a appelé la «drôle de guerre». L'expression est de l'écrivain Roland Dorgelès, concernant la précédente guerre. Pour les Anglais, c'est la *bore war*, la « guerre de l'ennui », ou la *phoney war*, la « guerre comme si ». La guerre est déclarée mais il ne se passe rien... Jean-Paul Sartre, mobilisé, note dans ses *Carnets* : «Une guerre fantôme. Une guerre à la Kafka. » Le front occidental semble gelé. Une longue attente commence. Tout semble se passer comme si on voulait laisser Hitler agir à sa guise, avec son propre agenda. Ne pas prendre l'initiative. Il est vrai que la rapidité de la défaite polonaise a surpris.

Les Français semblent bercés par le mythe de la ligne Maginot qui protège la frontière nord-est. À défaut de la « vraie » guerre, on pense à la guerre économique. On échafaude des plans pour couper l'Allemagne de ses sources de ravitaillement car on sait, du côté des Alliés, que l'Allemagne ne peut tenir, économiquement parlant, une guerre longue. On envisage, par la Syrie, de s'attaquer aux gisements de pétrole du Caucase. On pense à envoyer en Finlande, pour aider ce pays à résister à l'envahisseur soviétique, quelques divisions, ce qui permettrait d'accéder à la Scandinavie, d'où le Reich tirait une partie de son ravitaillement en fer. Le magnat de la métallurgie allemande, Thyssen, affirmait que le fait de couper la « route du fer » de la Ruhr mettrait l'Allemagne à genoux en quelques semaines. Une expédition est préparée. Mais les Allemands réagissent très rapidement et les précèdent sur le terrain. De plus, la Suède préfère défendre sa neutralité contre les Franco-Anglais, alors que la Norvège tombe entre les mains du pronazi Quisling.

Cet échec, qui est à l'origine de la démission du Premier ministre anglais Chamberlain et de la nomination de Churchill, le 10 mai 1940, ne doit pas dissimuler quelques réussites, comme le débarquement à Narvik de 25 000 soldats français et britanniques qui réussissent à faire partir les troupes allemandes.

L'inconscient des états-majors français est structuré par la croyance en une guerre longue, croyance sur laquelle s'est construite une stratégie défensive et attentiste. D'où une volonté temporisatrice. Ce temps de latence sera effectivement utilisé pour combler le retard dans certains domaines de l'armement. Cette stratégie est globalement en phase avec l'opinion. Marc Bloch, ancien combattant de 14-18, la ratifie ; il considère qu'au lieu de se précipiter au secours de la Pologne, il vaudrait mieux continuer à fourbir nos armes. « Quand on a vu les massacres de 1915, on n'est pas porté à [les] regretter. »

La situation est donc marquée par un paradoxe : la France, qui a déclaré la guerre, semble ne pas vouloir faire la guerre. Elle est sur la défensive et refuse de prendre l'initiative. L'offensive, fatale, viendra de l'Allemagne.

La « vraie » guerre

Après la Belgique vient le tour de la France. On a pu dire que les batailles engagées en Hollande et en Belgique étaient des opérations de diversion destinées à attirer les troupes françaises et britanniques loin de la frontière française. C'est dans l'espace intermédiaire, tel un maillon faible, se trouvant entre ces troupes éloignées et la ligne Maginot, que tout va se jouer. Les Allemands

attaquent là où l'état-major français ne les attendait pas : le flanc droit, à partir du «secteur non dangereux » des Ardennes.



Dans les esprits français, cette forêt constituait un obstacle naturel, réputé infranchissable. Qui aurait osé mettre en cause la parole du maréchal Pétain énonçant de manière péremptoire, le 7 mars 1934 devant le Sénat, alors qu'il est ministre de la Défense : «La forêt des Ardennes est impénétrable» ? Avec la Meuse, autre obstacle naturel, il y avait là un véritable verrou imprenable. Qui aurait osé s'opposer au général Gamelin, commandant en chef, assurant que la Meuse est «le meilleur obstacle antichar qui existe en Europe» ?

Les forces ennemis ne pouvaient que le contourner. Soit vers le sud, mais la ligne Maginot, telle une muraille de béton, les arrêterait. Ce qui, notons-le au passage, n'a pas empêché le stationnement purement vain autour de la ligne de 36 divisions, alors que seulement 19 divisions allemandes leur font face. Soit vers le nord, mais là, Anglais et Français assurerait le comité d'accueil. Les forces alliées sont massées au nord. En effet, les généraux français et anglais sont obnubilés par le nord. Ils sont dans l'incapacité totale d'imaginer que le danger mortel pourrait venir du flanc droit ! Forêt infranchissable, sauf pour de solides forces blindées conduites par des chefs audacieux ! C'est à cet endroit improbable que la masse des *Panzerdivisionen* a été lancée. Les Allemands vont alors mettre en œuvre une innovation stratégique qui va paralyser les Alliés. C'est le fameux « coup de fauille ».

Un changement de généralissimes qui ne change rien

Le 15 mai, à 7 h 30, le président Reynaud appelle le Premier ministre anglais, Winston Churchill, qui a été investi cinq jours avant. Le choc de la percée de Sedan l'a ébranlé. L'inévitable est proche. Il lui dit : « Nous sommes vaincus, nous avons perdu la bataille. » Churchill tente de le réconforter en lui rappelant des exemples de reprises inattendues de contre-offensives lors de la Grande Guerre. Le soir de cette journée maudite, le ministre de la Guerre, Daladier, apprend au téléphone, par Gamelin, qu'une colonne de chars allemands se trouve aux abords de Laon et de Rethel, à un peu plus de cent vingt kilomètres de la capitale.

Le chef du gouvernement français, Paul Reynaud, tente une initiative qui se retournera contre lui. Le 17 mai, il remplace le généralissime Gamelin par le général Maxime Weygand, ancien chef d'état-major de Foch. Il fait entrer dans son gouvernement un autre galonné, le maréchal Pétain, vieillard de 84 ans, comme vice-président du Conseil. « Il est celui, déclare Reynaud à la radio, grâce à qui les assaillants de 1916 n'ont pas passé. » Édouard Daladier est évincé. Mais les changements d'hommes ne peuvent rien contre la force des choses, ni d'ailleurs les croyances aux miracles. Les Anglais, de leur côté, montrent un fléchissement. À Arras, ils tentent une action d'ampleur contre la percée allemande, mais ils renoncent à une offensive et opèrent un repli vers les ports de la mer du Nord.



L'ultime bataille va se jouer sur la Somme et l'Aisne, en seulement cinq jours. Nous sommes sur le front de la ligne Maginot. Weygand dispose de 50 divisions et de 180 appareils de chasse. Les Britanniques n'entendent pas accéder aux demandes de la France tendant à obtenir un concours aérien significatif ; il faut des escadrilles pour défendre l'Angleterre. Seules deux divisions sont mises en œuvre. De leur côté, les Allemands alignent 127 divisions, dont 10 sont blindées. Rommel enfonce le front de Somme et se dirige vers Mantes, tandis que von Kleist défonce le front de l'Aisne au nord de Reims. C'est la fin. Le 10 juin, c'est Paris qui est menacé. Le gouvernement quitte la capitale, déclarée «ville ouverte». C'est le choc, l'humiliation. Au même moment, toute honte bue, Mussolini décide de donner le coup de pied de l'âne et de participer à la curée : il annonce que l'Italie entre en guerre. Sans combattre, l'Italie compte bien récupérer des miettes de la victoire allemande qui se profile de plus en plus nettement.

Les Français en déroute, le gouvernement à la dérive

Les longues et pathétiques colonnes de réfugiés annoncent la fin de l'aventure militaire et accroissent le désarroi. Sur les routes, c'est la déroute. Les villes du Nord se vident. Lille passe de 200 000 à 20 000 habitants. C'est l'exode. Le flot de réfugiés gagne la capitale le 16 mai. Paris se prépare au pire. Dans les ministères, on brûle des archives. Les journaux commencent à replier leurs machines dans le Midi.



Le 6 juin, alors qu'il vient d'être promu général, de Gaulle est nommé au gouvernement comme sous-secrétaire d'État à la Guerre. C'est la reconnaissance, tardive, de la justesse de ses conceptions qui heurtaient la haute société militaire. D'ailleurs, sa nomination suscite l'hostilité de Pétain et de Weygand. Aussitôt, de Gaulle demande à Paul Reynaud, président du Conseil, de se rendre auprès du nouveau Premier ministre anglais, Winston Churchill. Il s'agit de donner une image plus «énergique» du gouvernement français. Le 9 juin, de Gaulle est à Londres. Il déclare à Churchill : « Par ailleurs, j'ai été chargé par M. Paul Reynaud... de vous répéter que le gouvernement français est décidé à continuer la lutte par tous les moyens en son pouvoir. S'il y a eu parfois des hésitations, je puis vous certifier qu'elles appartiennent au passé et c'est avant tout ce que je suis venu vous affirmer. »



Le 14 juin, alors que les Allemands font leur entrée dans Paris, le gouvernement se réfugie à Bordeaux. De Gaulle embarque à Brest sur le contre-torpilleur le *Milan* pour Londres. Le 16 juin, il discute avec Churchill du projet d'union franco-britannique prévoyant la fusion totale et immédiate des deux pays et de leurs institutions... De Gaulle prend l'avion pour Bordeaux afin de remettre le texte de l'Union. Mais c'est pour apprendre que Reynaud vient de démissionner.

L'heure de la fin est proche. En fait, Paul Reynaud est sur la pente du fléchissement. Comme le 13 juin à Tours, lors d'une réunion interalliée, où il demande au gouvernement britannique : «[...] l'Angleterre

accepterait-elle que la France demandât à l'ennemi quelles seraient, pour elles-mêmes, les conditions d'un armistice ?»



Au Conseil des ministres du 15 juin, Reynaud demande au général Weygand, commandant en chef de l'ensemble des théâtres d'opérations, de mettre fin aux hostilités, sur terre et dans la métropole, par une capitulation de l'armée. Cela permettrait au gouvernement de continuer la lutte en Afrique du Nord avec la flotte et l'aviation (ce qui est une idée du général de Gaulle). Rappelons que la France est à la tête d'un empire et que l'Algérie est un département français. Le général Weygand ose refuser cet ordre du politique. « Jamais je n'accepterai de jeter une telle honte sur les drapeaux de l'armée française. » La capitulation est un acte militaire, alors que l'armistice est un acte politique aux conséquences plus importantes.

Refusant d'en endosser la responsabilité, Paul Reynaud est au bout de sa mission. Ultime démarche : il demande à Roosevelt, le président américain, d'intervenir auprès d'Hitler, et il espère en une entrée en guerre des États-Unis. En vain. Il donne sa démission au président de la République Albert Lebrun le 16 juin au soir. Il désigne comme son successeur le maréchal Pétain. Celui-ci, le 17 juin, va jusqu'au bout de la logique et demande l'armistice. C'est la fin. L'engrenage fatal qui conduit à Vichy est amorcé. Ce même jour, de Gaulle s'envole pour Londres. Seul, et contre tous. Le 22 juin, l'armistice est signé à Rethondes, là où l'armistice de 1918 avait été signé par les Allemands en qualité de vaincus. La chute de la France est consommée.

Inexplicable et « étrange » défaite ?

Le caractère radical de cette défaite militaire, qui allait entraîner une crise politique majeure et une rétrogradation historique de la France, a causé un véritable traumatisme. Vichy n'allait pas manquer de l'exploiter pour opérer une brutale dérépublicanisation des institutions françaises et entraîner la France dans le reniement de la Révolution.



Certes, l'effondrement est rapide et historique : défaite en quelques semaines et invasion des deux tiers du territoire. Mais les Français ont bien combattu : plus de 92 000 morts (les Allemands en déplorent 45 000) ; 200 000 blessés ; 1,8 million de prisonniers de guerre. Il faut se déprendre d'une certaine légende selon laquelle cette campagne fut une balade touristique pour les Allemands. Les engagements furent sévères et les forces françaises mirent souvent les forces allemandes dans de graves difficultés.



Par exemple, les combats furent acharnés autour du village de Stonne. Village imprenable qui changea dix-sept fois de mains entre le 15 et le 17 mai ! S'y illustre et s'y blesse le capitaine Pierre Billotte (fils du général), qui commande la 1 compagnie du 41 bataillon de chars. Ces hommes ont été animés d'un véritable esprit de sacrifice. On peut lire dans un rapport d'opérations d'un régiment d'infanterie de la division *Grossdeutschland* : « Stonne ! Pour nous, ce mot est devenu un concept. Le nom de ce massif est entré avec du sang dans l'histoire de notre régiment. »



De même, le 15 mai à La Horgne, au sud-ouest de Sedan, la 3 brigade de spahis met en échec la 1 *Panzerdivision*, qui se rue vers l'ouest, pendant huit heures. Verdict du futur général allemand Balck : « Je me suis battu contre les ennemis dans les deux guerres, et toujours au cœur des batailles. Rares sont ceux qui ont combattu de façon aussi remarquable que la 3 brigade de spahis. [...] Sur les 27 officiers de la brigade, 12 tombèrent, 7 furent blessés, et 610 spahis furent tués ou blessés. La brigade avait cessé d'exister. Elle s'était sacrifiée pour la France. J'ai donné l'ordre que l'on traitât particulièrement bien les quelques prisonniers. »

On pourrait citer également l'action du colonel de Gaulle. Sa mission : « Barrer la route de Paris. » Il veut marcher sur l'ennemi. Il a à sa disposition la 4 division cuirassée, qui vient de se constituer, forte de 85 chars. Il la met en branle les 17 et 18 mai. Mais lors de ces attaques autour de Montcornet, il lui manque de l'essence, un appui d'infanterie et un soutien d'aviation, alors que l'ennemi possède des armes antichars et des stukas. Les pertes sont lourdes, témoignant de la violence de l'opération : 23 chars sont hors de combat.

La faute à la Troisième République ?



Le mythe de la lâcheté du soldat français doit être révisé. Il serait injuste de lui imputer la responsabilité de cette insoutenable défaite. Dans *La Guerre des cinq continents*, un ouvrage paru à Londres en

1943, le critique militaire de la *Revue de la France libre* écrit : « Défaite brutale, complète, soit ! Défaite qui déshonore les soldats ou disqualifie un peuple, non ! » Ce jugement peut être ratifié par les historiens d'aujourd'hui.

Il convient donc de se déprendre de la lecture idéologique que le régime de Vichy a voulu imposer et qui connaît encore des adeptes. En effet, le régime de Vichy a « jugé » la défaite. Ce fut le pitoyable procès de Riom (février 1942) qui enfonça encore un peu plus la France dans le déshonneur et le pathétique. Pour des raisons idéologiques, Vichy a blanchi et dédouané le haut commandement pour mieux accuser le système politique de la Troisième République : la faute à la troupe, à la semaine de quarante heures, aux nationalisations, au Front populaire, aux Anglais, aux juifs, aux politiques, à la République.

Charles de Gaulle juge le procès de Riom

« Les malheureux qui ont livré la France par la capitulation essaient de tromper l'opinion sur leur propre crime. Ils se hâtent donc d'inculper les autres. Ils accusent ceux-ci d'avoir consenti à la guerre, ceux-là de l'avoir mal préparée. Ils affectent d'admettre qu'Hitler et Mussolini ne sont pas du tout ce qu'ils sont, c'est-à-dire des conquérants sans scrupule. Ils affirment qu'on aurait fort bien pu, avant d'en venir aux mains, se concilier leur bienveillance.

[...] Je crois qu'il y a lieu, en effet, de condamner les responsables et je vais dire lesquels. Ceux qui sont, devant Dieu et devant les hommes, coupables d'avoir voulu la guerre et qui, d'ailleurs, le proclament hautement, portent un nom, ma foi assez connu : ils s'appellent M. Hitler et M. Mussolini. Ceux qui chez nous sont coupables d'avoir mal préparé la guerre sont tout bonnement ceux-là mêmes qui avaient la charge de la préparer. Cette guerre fut une guerre mécanique et nos armées furent foudroyées par la force mécanique allemande. Ceux donc qui, ministres de la Guerre ou généralissimes, ont négligé de réformer à temps la force française, voilà les grands responsables de nos désastres sur les champs de bataille. Or, je crois bien qu'au moins deux de ceux-là se trouvent à présent à la tête du soi-disant Gouvernement de Vichy. »

En fait, la responsabilité incombe à l'incapacité stratégique du haut commandement, qui misait sur une guerre d'usure. Les Français et les Anglais ont abordé cette nouvelle guerre avec les schémas de pensée de l'autre guerre. Une illustration de cette pensée du passé : l'idée d'un « front solide », d'une ligne de front linéaire et cohérente qui courrait de la mer du Nord à Belfort. Les Français se sont ainsi enfermés dans ce scénario. Et ce d'autant plus facilement que leur système de commandement, construit *a priori*, n'a pas permis de réagir à l'imprévu, à l'inattendu. Les militaires français ont été dans l'incapacité de saisir et de s'adapter à la révolution de la guerre opérationnelle et tactique que la campagne de l'Ouest a expérimentée : vitesse, surprise, autonomie.

L'accent mis par le régime de Vichy sur la carence matérielle visait d'abord à faire porter le chapeau de la défaite sur le politique. On a vu que ce n'est pas le cas.



Des légendes sont à réviser. À l'exception de la supériorité de la *Luftwaffe* face à l'aviation alliée, on observe une supériorité matérielle des Alliés (canons, chars etc.). L'analyse que le général Gamelin, devant Churchill, fait du désastre de Sedan (« infériorité en nombre, infériorité en armement, infériorité en tactique »), est erronée, sauf pour la tactique...

Les vraies causes de la défaite

En fait, la défaite est le produit :

- ➤ Des faiblesses de l'organisation du haut commandement ;
- ➤ D'un système de communication défaillant ;
- ➤ Des erreurs tactiques commises dans la bataille ;
- ➤ D'un manque de coordination entre les armées française, britannique et belge ;
- ➤ De l'incapacité à détecter les mesures de « déception » et de diversion des Allemands ;
- ➤ Des conceptions stratégiques erronées.

Prenons le cas des chars. La France avait autant de chars que l'Allemagne, et des chars de meilleure qualité (comme l'épaisseur des blindages), à l'exception des systèmes de radio embarqués qui étaient moins perfectionnés. Mais le parc de chars était dispersé tout au long du front. Seules trois divisions cuirassées

étaient constituées, une quatrième était en cours de constitution avec le général de Gaulle. De plus, on avait privé ces divisions d'une autonomie de manœuvre et d'initiative.



On n'a pas su utiliser le potentiel de l'arme cuirassée et quitter le moule de la tactique de la Grande Guerre. Au lieu d'exploiter la mobilité que cette arme pouvait offrir, on a pensé de manière linéaire. Alors que les Allemands étaient déjà dans une approche « interarmes », sollicitant les stukas pour frayer le passage aux chars, les Français n'ont pas réussi à combiner le char et l'avion. Les Allemands mirent en œuvre une véritable révolution dans ce domaine. D'abord, le général Guderian (et à sa suite le général von Kleist qui le remplace) a réussi à obtenir que l'arme blindée soit indépendante de l'infanterie, afin de lui assurer l'autonomie opérationnelle. En fait, l'armée allemande a mis en œuvre les conceptions du général de Gaulle ! C'est lui qui a prophétisé, avant tout le monde, le rôle que pourraient et devraient jouer les chars lors des prochains conflits. Dès 1934, dans *L'Armée de métier*, il écrivait : « Devant l'assaillant s'ouvrira le chemin des grandes victoires, celles qui, par leurs effets profonds et rapidement étendus, provoqueront chez l'ennemi un ébranlement général, comme la rupture d'un pilier fait, quelquefois, crouler la cathédrale. »

Une fois de plus se vérifiait l'adage selon lequel nul n'est prophète en son pays ! C'est parce qu'elle a osé tenter « la mise en jeu opérationnelle de l'arme blindée autonome » (Frieser) que l'armée allemande a permis l'écroulement de la cathédrale France. Le 3 juin 1940, de Gaulle, dépité d'avoir eu raison trop tôt, écrit à Paul

Reynaud, président du Conseil : « [...] Notre première défaite provient de l'application par l'ennemi de conceptions qui sont les miennes et du refus de notre commandement d'appliquer les mêmes conceptions... »

Chapitre 11

L'Angleterre résiste seule

Dans ce chapitre :

- ► Churchill promet « du sang, du labeur, de la sueur et des larmes »
- ► La « Luftwaffe » attaque l'Angleterre
- ► Les États-Unis au secours de l'Angleterre

Après l'armistice signé par la France (qui rompt son engagement avec la Grande-Bretagne), l'Angleterre est le seul pays européen à vouloir continuer la guerre. L'avenir du continent repose sur elle. Le Premier Ministre rappelle aussitôt huit bataillons des Indes et huit bataillons de Palestine. Il a pris soin également, malgré les objurgations des Français, de conserver sur l'Île une forte proportion des escadrilles de chasse britanniques. L'Angleterre doit affronter une terrible bataille aérienne conduite par la *Luftwaffe*. Les États-Unis se résolvent à renoncer discrètement à leur neutralité pour lui venir en aide.

Week-end à Zuydcoot

Robert Merle, auteur à succès, obtient le prix Goncourt en 1949 pour son livre *Week-end à Zuydcoot*. Il s'agit d'un roman historique qui raconte

la survie d'un groupe de soldats français dans la poche de Dunkerque, entre mitraillages et bombardements. Le personnage central du groupe est le sergent Julien Maillat, confronté à des situations tragiques ou cocasses produites par des circonstances exceptionnelles. Ni héros ni antihéros, il s'agit d'un Français moyen qui est confronté tout à coup à des interrogations majeures sur la mort, la guerre, le sens de ces événements, l'Histoire. Julien ne parviendra pas à rejoindre l'Angleterre. Le roman de Robert Merle devint un film, réalisé par Henri Verneuil en 1964, avec Jean-Paul Belmondo, Catherine Spaak, Jean-Pierre Marielle.

« *Du sang, du labeur, de la sueur et des larmes* »



Le *Prime Minister* anglais, qui est aussi ministre de la Défense, Winston Churchill, est né en 1874. Grande figure du parti conservateur, militaire devenu homme politique, maintes fois ministre, il a annoncé la couleur trois jours après avoir pris la tête d'un gouvernement de coalition, le 10 mai 1940.



Dans un fameux discours à la Chambre des communes, le 13 mai, il annonce qu'il est là pour préparer les combats, à « l'aube de l'une des plus grandes batailles de l'Histoire ». Il explique aux parlementaires que son discours sera bref, car le temps n'est plus à la politique, mais à l'action. Et de prononcer cette phrase célèbre : « Je n'ai rien à vous offrir que du sang, du labeur, de la sueur et des larmes. »

Il proclame : « Mener la guerre, sur mer, sur terre et dans les airs, avec toute la volonté et toute la force que Dieu voudra nous donner ; mener la guerre contre cette monstrueuse tyrannie, jamais dépassée dans le catalogue sombre et lamentable des crimes humains. Vous me demandez quel est notre but ? Je vous répondrai d'un seul mot : la victoire, la victoire à tout prix, la victoire en dépit de la terreur, la victoire aussi longue et difficile que puisse paraître la route ; parce que sans victoire, il n'y aura pas de survie. » La résolution est totale. La prescience inouïe. Sans Churchill, l'histoire de l'Europe aurait pu être tout autre. C'est lui et c'est l'Angleterre, dans une solitude extrême, dans une foi qui paraît à certains, à ce moment, quasi déraisonnable, qui vont constituer le pôle de la résistance à l'hitlérisme triomphant. Le désastre français n'entame pas cet engagement.

Le 18 juin 1940, Churchill prend acte du « désastre militaire » de la France dont la cause principale revient, selon lui, au haut commandement. Mais il salue « la résistance héroïque de l'armée française » qui a infligé des pertes considérables à l'ennemi. Avec ou sans la France, sa détermination est totale : « [...] quelle que soit la tournure que prendraient les événements de France, cela ne changerait rien à la résolution de la Grande-Bretagne et de l'Empire britannique de continuer à se battre, des années durant s'il le faut, et seuls s'il le faut. » Trois jours après, Pétain signe l'armistice.

Après avoir énuméré les forces dont il dispose, en Angleterre ou dans les dominions, il évoque ce qui constitue l'angoisse majeure des Anglais : l'invasion de l'Île. Cette invasion, assure-t-il, ne peut se faire par la mer. Les forces navales britanniques, soutenues par les

sous-marins, sont « supérieures » à celles de l'ennemi. Reste la voie des airs : « Sommes-nous en mesure de détruire la puissance de feu aérienne d'Hitler ? » Il convient et déplore que la force aérienne britannique est inférieure à celle des Allemands. Il se félicite d'avoir pris la décision « douloureuse » de ne pas répondre aux vœux du gouvernement français qui, pendant la bataille, souhaitait que l'Angleterre mette à sa disposition des escadrilles supplémentaires : « [...] en dépit des pressions de toutes sortes, nous n'avons jamais permis que soit dissipée la force de combat métropolitaine de l'Air Force ».

« J'attends avec impatience, dit Churchill, et en toute confiance, les exploits de nos pilotes de chasse, ces hommes splendides, cette brillante jeunesse, qui connaîtront la gloire de sauver leur terre natale, leur île et tout ce qu'ils aiment de la plus meurtrière des attaques. » Pour finir, il assure qu'il y a « de bons et raisonnables motifs d'espérer que nous finirons par l'emporter ».

La bataille de France est terminée. Va commencer la bataille d'Angleterre.

L'Angleterre sera-t-elle détruite ?

Le 2 juillet 1940, Hitler signe sa première directive pour l'invasion de l'Angleterre. Le 16 juillet est signée la directive « Lion de mer » (*Seelöwe*). Il devient vite évident que la *Navy* ne pourrait que repousser victorieusement toute tentative de franchissement du *Channel*. Il ne reste donc que la voie des airs. Le 15 août, des vagues de bombardiers *Junkers*, assistés de *Messerschmitt*, partent à l'assaut des villes industrielles et des aéroports du sud

de l'Île. La ville de Londres est atteinte. L'Angleterre est sous le choc. La guerre se trouve à présent sur son territoire. Son insularité ne la protège plus.



Les Allemands donnent un retentissement international à cette nouvelle campagne. L'opinion publique est assommée par la propagande. Partout en Allemagne est diffusée la chanson *Bomben auf England* (« des bombes pour l'Angleterre »).

Pourtant, la réussite n'est pas au rendez-vous. Au premier jour, si les Anglais perdent 34 chasseurs, les Allemands déplorent la perte de 75 bombardiers. Göring a sous-estimé le temps dont disposent ses chasseurs : les quatre-vingt-dix minutes d'autonomie sont trop peu pour choisir les cibles avec soin. Et ils ne peuvent assurer avec efficacité la protection des bombardiers. Göring a sous-estimé également la réactivité des chasseurs anglais *Hurricane* et *Spitfire* (« cracheur de feu »), inventés par les ingénieurs anglais. Ils sont maniables, rapides, et bien armés. Les escadrilles sont vite reconstituées. C'est par deux et demi que la production de chasseurs est multipliée en seulement un mois, en juillet ! Il faut dire que 750 000 ouvriers travaillent dans les usines d'aviation, alors qu'ils n'étaient que 28 000 en 1935, au moment du lancement du programme d'armement. Un plan d'urgence est décidé pour la formation des pilotes.

Göring a également négligé le réseau de radars des Anglais. C'est une arme dont Churchill n'a pas parlé dans son discours du 18 juin. Et pour cause ! La puissance allemande est mise en échec par la ruse et la technique.

L'électronique est une arme secrète qui assure aux chasseurs de Sa Majesté une réelle supériorité.

Les chiffres parlent. Le 16 août, 75 appareils de la *Luftwaffe* sont descendus. Le 18, ce sont 71. En deux semaines, 167 bombardiers sont détruits.

Göring réagit. Le 24 août, conscient des causes de son échec, il donne l'ordre de pilonner aérodromes et stations de radars des alentours de Londres. Il renforce l'escorte des chasseurs qui accompagnent les bombardiers. Trois cents chasseurs anglais tombent dans le mois d'août. Par représailles, des avions lourds bombardent Berlin. L'Angleterre a osé attaquer le sanctuaire du III Reich. Les Berlinois sont paniqués. Le mythe de l'invincibilité de l'armée allemande est entamé.

Londres sous les bombes : le « Blitz »



Hitler décide alors de s'en prendre également à la capitale britannique. Des raids de représailles sont conduits le 7 septembre. Mille appareils sont engagés. La ville est en feu. L'épreuve dure soixante-quinze nuits. Des tonnes de bombes explosives et incendiaires sont larguées sur la tête des Londoniens. Ceux-ci apprennent à vivre sous terre, dans le métro, dans les tunnels, dans les caves. Un *War Cabinet* est construit pour que le gouvernement puisse se réunir en toute sécurité. On appelle ce *bunker* le « Paddock ». Le *Home Office* organise un système de guet sur les toits, toutes les nuits, afin de signaler les points d'impact des bombes et

organiser les secours de manière plus rapide. Le courage des Londoniens est une arme redoutable.

Au mois d'octobre, 300 bombardiers allemands ont été détruits. Göring n'a plus que 750 appareils à sa disposition qu'il va utiliser pour frapper d'autres villes (Birmingham, Liverpool, Bristol, Plymouth et Coventry) et des objectifs industriels.

Il faut attendre le début du mois de novembre pour que le harcèlement de la *Luftwaffe* se calme. Le bilan est terrible. On déplore 60 000 morts. Les dégâts matériels sont immenses : deux maisons sur trois ont été endommagées. La ville est désorganisée. Les Londoniens sont épuisés. Mais ils sont plus unis que jamais autour de leur Premier Ministre et plus décidés que jamais à combattre l'hydre nazie.

Toute la nation est en guerre. Le nombre des mobilisés s'élève à 2,5 millions. Le gouvernement met hommes et femmes au travail, avec une formation professionnelle si besoin. En juin, une loi institue la conscription industrielle. Les usines fonctionnent à plein régime. Les industries civiles se convertissent. Le chômage a disparu. Des taxations de toutes sortes sont décrétées, ainsi que des mesures renforçant l'épargne et contrôlant prix et consommation. On assiste à la naissance d'une véritable économie de guerre.



Hitler et Göring comprennent que, faute de la maîtrise du ciel, la bataille d'Angleterre est perdue. Un débarquement ne pourra avoir lieu dans ces conditions. L'intransigeance et le courage de Churchill ont payé.

Solitude intraitable de l'Angleterre

La France, en raison de l'armistice qu'elle a signé et de la politique de « collaboration » qu'elle engage, peut désormais représenter un danger. Notamment sa flotte susceptible de passer sous le contrôle allemand. C'est dans ce cadre qu'intervient le drame de Mers-el-Kébir.

En Algérie, à côté d'Oran, se trouve la base française de Mers-el-Kébir où mouillent deux croiseurs de bataille, flanqués de cuirassés, de destroyers, de sous-marins et de croiseurs. Un véritable arsenal. La France aurait pu expédier ces croiseurs en Angleterre, conformément à l'alliance qui unissait les deux pays. Churchill considère que cette flotte représente un danger. Le 1 juillet, il décide le lancement de l'opération *Catapult*. Un ultimatum est proposé aux Français : s'ils refusent de rallier les ports anglais, ou de continuer le combat avec la *Navy*, ou d'être désarmés, la flotte sera détruite. L'amiral Gensoul, qui n'aurait pas transmis tous les termes de l'ultimatum au gouvernement français, reçoit l'ordre de ne pas obtempérer.



Aussitôt, le 3 juillet, l'aviation britannique s'abat sur la flotte et la réduit à néant. 1 300 marins sont tués. En France, l'émoi est profond. Le gouvernement Pétain orchestre une campagne de dénigrement de l'Angleterre. Désormais, la rupture entre les deux anciens Alliés est consommée, pour le plus grand bien d'Hitler. Mais l'image d'un Churchill indomptable et prêt à tout pour la victoire s'impose. Ses gestes seront à la hauteur de ses paroles : le message est clair.

La solitude de l'Angleterre est extrême, mais sa volonté de faire la guerre est tout aussi extrême. Après la bataille d'Angleterre, les forces sont épuisées. Churchill se tourne alors vers le Commonwealth et les États-Unis. Les dominions n'ont généralement pas d'armée en propre, puisque c'est la métropole qui assumait cette fonction. Mais l'apport est important, en hommes (avec l'appel autoritaire des hommes sous les drapeaux), en divisions puis en usines destinées à participer à l'effort de guerre. Y participent le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud ou l'Inde.

Les gouvernements exilés apportent à Churchill un soutien psychologique et symbolique qu'il convient de ne pas négliger : Norvège, Hollande, Tchécoslovaquie, Pologne, Belgique. Ces représentations exilées sont des signes à leurs populations qui leur permettent de ne pas désespérer et d'encourager un processus de défiance, puis de résistance à l'encontre de l'occupant. Mais la résistance organisée est encore une réalité bien lointaine.

Roosevelt se décide à venir en aide à Churchill



C'est surtout des États-Unis que le salut peut venir. Churchill envoie une supplique le 8 décembre 1940 au président Roosevelt. Mais celui-ci est soumis au bon vouloir du Congrès qui n'entend pas rompre avec l'isolationnisme. L'opinion américaine hésite. La défaite de la France l'a ébranlée. La solitude de l'Angleterre l'a touchée. Un sondage réalisé à l'automne indique que 75 % des Américains souhaitent aider la Grande-Bretagne, mais que 83 % sont opposés à une participation à la guerre.

Un puissant mouvement d'opinion, *America First Movement*, naît en septembre qui prône une posture pacifiste. Y militent des figures célèbres, comme Charles Lindbergh, héros de la traversée de l'Atlantique, ou Henry Ford, le fondateur de l'industrie automobile américaine.

Des avancées ont déjà eu lieu, comme la loi *Cash-and-Carry* (« payez et emportez ») votée en septembre 1939, qui autorise l'achat d'armes américaines par les Alliés. Mais les réserves en devises de l'Angleterre ont fondu. Roosevelt est conscient que la défaite de la France change la donne pour l'Amérique. C'est pourquoi, dès le 2 septembre, le président américain signe avec la Grande-Bretagne l'accord des « bases et des contre-torpilleurs ». En échange de 50 destroyers de type ancien (mais indispensables à la flotte britannique pour faire la chasse aux sous-marins et escorter les convois), la Grande-Bretagne cède aux États-Unis pour quatre-vingt-dix-neuf ans des bases navales et aériennes aux Bermudes, à Terre-Neuve, aux Bahamas, aux Antilles et en Guyane. Le 16 septembre, le Congrès vote le service

militaire obligatoire, ce qui permet l'enrôlement de 16 millions d'hommes. Par cette même loi, pleins pouvoirs sont donnés au président pour réquisitionner, en cas de besoin, les usines susceptibles de travailler pour l'armement. Une dotation budgétaire de 16 milliards de dollars permet de lancer un mégaprogramme d'armement.



Le 5 novembre 1940, Roosevelt est réélu. Dès le 11 novembre, le nouveau président déclare publiquement que le conflit européen ne saurait être circonscrit à l'Europe : c'est en fait une lutte idéologique entre les démocraties et les dictatures. Devant le Congrès, le 17 décembre, Roosevelt explique qu'il faut aider l'Angleterre pour ne pas dégarnir le front de l'Atlantique nord, ce qui pourrait constituer un danger mortel pour la sécurité de l'Amérique. À ses concitoyens, il explique le 30 décembre que l'Amérique doit devenir « l'arsenal des démocraties ».

Il annonce la mise au point d'un nouveau dispositif, le *Lend-and-Lease* (« prêt et bail ») : le matériel de guerre est « prêté » à tout gouvernement dont la défense est considérée comme vitale pour la sécurité des États-Unis, sachant que les navires de guerre anglais auront un droit de priorité absolu dans les chantiers de réparation américains. La loi est votée le 11 mars 1941 pour un montant de 13 milliards de dollars, malgré une campagne violente du comité *America First*. Le maître d'œuvre de cette loi, Edward R. Stettinius, vice-président de General Motors et responsable de la mobilisation industrielle, reconnaîtra qu'il a été surpris par les résistances de l'opinion américaine : celle-ci, écrira-t-il, éprouvait « un mal infini » à imaginer qu'une victoire de

l'Axe puisse constituer un danger, que la défense de l'Europe était aussi la défense de l'Amérique.



Il n'empêche que l'Angleterre n'est plus seule. Elle a enclenché le processus qui va conduire la plus grande démocratie du monde à s'impliquer dans le conflit. Ainsi, le 14 août 1941, à bord du yacht du président, Winston Churchill et Franklin Roosevelt signent la fameuse *charte de l'Atlantique*, que les représentants exilés des pays occupés signeront également. Cet accord prévoit, notamment, qu'aucun changement territorial ne pourra être réalisé s'il n'est conforme à la volonté librement exprimée des peuples intéressés ; il retient le principe de la liberté des peuples à choisir leur gouvernement, l'accès de tous les États au commerce et aux matières premières, l'établissement d'une paix durable et l'abandon du recours à la force. Un beau programme, mais pour l'après-guerre...

Troisième partie

L'Europe à l'heure allemande



Dans cette partie...

L'Europe à l'heure allemande est une sorte de manteau d'Arlequin où cohabitent, dans la terreur, des régimes aux statuts d'occupation très divers soumis à une entreprise d'exploitation. Par-delà la diversité des situations et les mythes européistes, les politiques de « collaboration » répondent à cette logique. Elles consacrent la fin de l'idée démocratique et de l'ère nationale. À

Londres, en 1943, le philosophe Raymond Aron résume ainsi la politique européenne d'Hitler : « Tisser entre l'envahisseur et ses victimes une apparente complicité, cacher aux yeux du monde la relation de conquérant à sujet, répandre l'illusion d'une collaboration volontaire entre le maître allemand et les nations soumises. »

Chapitre 12

Une Europe colonisée et vassalisée

Dans ce chapitre :

- ► Le mythe de « l'Europe nouvelle »
- ► Incorporer et assimiler les « Volksdeutsche »
- ► Coloniser les vaincus
- ► Vassaliser des pays plus ou moins indépendants

Les conquêtes militaires du Reich conduisent, comme déjà lors de la Première Guerre mondiale, à l'instauration de régimes d'occupation. L'Europe qui naît des victoires allemandes, avant toutes considérations d'ordre idéologique ou raciste, est d'abord destinée à pourvoir aux besoins de la machine de guerre allemande. On observe une distorsion absolue entre les discours hitlériens annonçant l'avènement de l'Europe, pour encourager les partisans de la collaboration avec le Reich, et la pratique des relations entre le Reich et les États qu'il a soumis, fondées sur la subordination et l'exploitation.

Le mythe de « l'Europe nouvelle »

En 1945, l'Europe a mauvaise presse. Le discours européiste est suspect, comme délégitimé. Pourquoi ? Parce que le régime hitlérien a cultivé ce mythe pour justifier ses guerres et sa politique d'exploitation des

ressources des autres pays européens. Les « collabos », comme en France, ont chanté les vertus de l'Europe unie pour cacher une véritable entreprise de dénationalisation et d'intelligence avec l'ennemi.

Les « idiots utiles » de la nouvelle Europe

Dès 1938, le pamphlet *L'École des cadavres* indiquait le chemin : l'écrivain Louis-Ferdinand Céline, porté par son antisémitisme délirant, faisait scandale en stigmatisant la droite nationaliste française, celle d'Action française notamment, et en recommandant à la France de conclure une « alliance franco-allemande », « à la vie à la mort », pour faire naître une « confédération des États aryens d'Europe ».

On retrouve une sensibilité à ce thème du côté des « collabos » venant de la gauche. L'ancien député socialiste Marcel Déat, par exemple, justifie *a posteriori* son pacifisme défaitiste en se faisant le propagandiste, dès l'été 1940, d'une collaboration idéologique avec le vainqueur. Il soutient que le but de guerre de l'Allemagne n'est rien de moins que la construction d'une Europe « révolutionnaire » débarrassée des tares du capitalisme et libérée des égoïsmes nationaux au sein de laquelle la France peut avoir un rôle à jouer.

Certains donnent dans le mysticisme européiste, comme Alphonse de Châteaubriant qui déclare en décembre 1940 : « Collaborer, ce ne sera plus seulement accomplir un geste ou prendre une position de principe, c'est donner son adhésion et, comme on le voit, son adhésion totale, nous dirions organique, à l'acte constitutif de la nouvelle Europe, et consentir à faire partie intégrante et solidairement du grand

fonctionnement de son activité unifiée. » Il en est qui tentent de se convaincre de l'intérêt de cette Europe en imaginant un héritage culturel et spirituel indivis, transnational, à l'instar d'un Alfred Fabre-Luce, dans son *Anthologie de la nouvelle Europe* parue en 1942.

D'aucuns, moins pragmatiques, considèrent que la défaite française et la guerre sont le produit de la désunion des nations européennes. Ils regardent, parfois sincèrement, cette Europe en train de naître comme une opportunité à saisir. D'autres pensent que la nécessité impose de collaborer à cette idée d'Europe pour en tirer parti, même si l'égalité entre les composantes de cette Europe n'existe pas. « Point de fédération sans hégémonie. L'égalité n'existe pas. Une hégémonie déclarée vaut mieux qu'une hégémonie dissimulée » (Pierre Drieu la Rochelle).

Le discours pro-européen d'Hitler a remarquablement fonctionné pour susciter et encourager ceux qu'on désignera dans un contexte de la guerre froide comme des « idiots utiles ».

La grande mystification

Dans un premier temps, à partir de l'été 1940, le discours nazi met l'accent sur les intérêts économiques de l'Europe et ses projets de création de grands ensembles économiques coordonnés (*Grossraumwirtschaft*). Puis, après l'attaque contre la Russie soviétique, la thématique de la guerre idéologique et la « défense de la civilisation européenne » prend le dessus. Les anticomunistes de tout poil s'y rallient volontiers. Ils reconnaissent à Hitler une certaine suite dans les idées. Celui-ci, par exemple

dans le discours prononcé au *Reichstag* le 7 mars 1936, se présentait en défenseur de l'Europe contre le communisme : « Je tremble pour l'Europe à la pensée de ce que deviendrait notre vieux continent surpeuplé si, par l'irruption de cette idéologie asiatique et destructrice qui renverse toutes les valeurs établies, le chaos de la révolution bolchevique triomphait. »

À la fin de l'année 1941, le directeur de la presse allemande (*Reichspressechef*), Otto Dietrich, met en avant « les fondements spirituels de la nouvelle Europe » et vante l'avènement d'un ordre nouveau fondé « non sur le principe des priviléges de telle ou telle nation, mais sur celui de l'égalité des chances pour toutes ». Ce mythe de « l'Europe nouvelle » est la plus grande mystification de la propagande hitlérienne !



La vérité de la politique d'Hitler tient dans cette remarque que Joseph Goebbels glissa aux journalistes allemands, perturbés par la présence à Berlin, en novembre 1940, de Molotov, le ministre des Affaires étrangères de Staline : « Nous ne nous battons pas en premier lieu pour un ordre nouveau en Europe, mais pour la défense et la sécurité de nos intérêts vitaux. » Göring lui répond quelques mois plus tard, en parlant aux fonctionnaires de l'Office du plan quadriennal : « Dans le passé, le pillage était de règle. Les formes extérieures sont devenues plus humaines. Néanmoins, j'ai l'intention de piller, et de piller abondamment. »

Incorporer et assimiler les « Volksdeutsche »

L'Europe qui se reconfigure sous la baguette d'Hitler et l'évolution de la guerre répond à des exigences

économiques mais aussi à des considérations idéologico-raciales. Dans la vision du monde nazie, une hiérarchie des « races » est établie. Au sommet de l'échelle figurent les Aryens, la « race maîtresse », au bas les Slaves et les Juifs, et entre les deux se situent les Latins. Cette hiérarchie est quelque peu perturbée en fonction de l'alliance entre l'Allemagne et l'Italie peuplée de Latins !

C'est ainsi que le recrutement des volontaires pour les *Waffen-SS* concerne d'abord les *Völker* germaniques : Flamands, Hollandais, Danois, Norvégiens.

Rassembler le sang allemand

La première mission de la nouvelle Europe est de rassembler les peuples germaniques à partir d'une politique d'annexion et d'incorporation.

Les pays annexés ne sont pas nombreux, contrairement à ce qu'on pourrait penser. L'annexion a pour effet de dissoudre complètement l'autonomie et l'identité du pays ou de la région. Des transferts autoritaires de populations ont lieu pour homogénéiser ces nouvelles provinces, Hitler voulant conserver « le sang allemand le meilleur, le plus sain ». Près d'un million de Polonais et de juifs, dont les biens furent confisqués, sont obligés de rejoindre le « dépotoir » qui correspond à ce qui reste de la Pologne, devenue le « Gouvernement général ».

À l'inverse, une politique d'implantation d'Allemands de « souche », dispersés comme minorité depuis des siècles en Europe orientale, par exemple dans les Pays baltes, est lancée pour peupler et germaniser ces provinces. C'est le retour au Reich, que choisirent 500

000 Allemands. L'invasion de la Russie ouvre des horizons à Hitler ; obsédé par le *Lebensraum* (« l'espace vital »), il imaginera d'organiser des colonies de peuplement visant jusqu'à cent millions de *Volkdeutsche* sur plusieurs générations...

Alsaciens et Mosellans sous la coupe

Cette logique de regroupement sur critères « ethniques » fut appliquée, dans une moindre mesure, au Luxembourg, à une partie de la Lorraine et à l'Alsace, réputés de culture germanique. Pour l'Alsace-Lorraine, c'était la résurgence d'une politique qui avait déjà été appliquée en 1871, après la victoire de la Prusse. En fait, cette mesure concerne trois départements : la Moselle, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin. Cette région de la France de l'Est était repassée dans le giron français après 1918. Un peu plus de vingt ans après, c'est le retour à 1871. Ce n'est donc pas une innovation hitlérienne ! Les nazis considèrent les Alsaciens et Mosellans comme des *Volksdeutsche*, c'est-à-dire comme des composantes du peuple allemand. À ce titre, ils doivent faire l'objet d'une protection particulière et ne pas être mélangés aux éléments « inférieurs ». Après dix ans d'incubation culturelle, Hitler estime qu'ils pourront recevoir la nationalité allemande.

La Moselle est rattachée au *Gau* Sarre-Palatinat (qui devient « Westmark » et dont la capitale est Sarrebruck) et placée sous la coupe du *Gauleiter* nazi Josef Bürckel. Les deux départements alsaciens sont rattachés au *Gau* de Bade, qui devient l'*Oberrhein* (capitale Strasbourg) dirigé par un autre *Gauleiter* nazi, Robert Wagner. Comme en 1871, des bornes frontières en grès sont érigées sur la crête des Vosges.



Afin de donner des signes positifs, Hitler fait libérer les prisonniers de guerre alsaciens et mosellans le 2 juillet 1940. Il encourage le retour des réfugiés du Sud-Ouest. Une politique d'intégration/assimilation est ensuite mise en œuvre. Elle rend obligatoire, par exemple, l'usage de la langue allemande. Les noms et prénoms doivent être germanisés. La germanisation se traduit par la dotation des bibliothèques des écoles en livres allemands. Les fonctionnaires en poste doivent signer des engagements de fidélité au Reich et à son Führer. Les rétifs à cette intégration forcée sont expulsés en France, ou envoyés en rééducation au camp de « sûreté » de Schirmeck.

L'appartenance au *Volkstum* allemand crée des obligations particulières. Comme, par exemple, de participer à l'effort de guerre. C'est ainsi qu'est introduit le RAD (*Reichsarbeitsdienst*), service militaire du travail, qui est rendu obligatoire à partir de mai 1941. Il faut attendre janvier 1942 pour que l'adhésion aux Jeunesses hitlériennes et à l'Union des filles allemandes devienne une obligation pour les jeunes de 10 à 18 ans. Enfin, le service militaire en bonne et due forme est rendu obligatoire à partir du 3 septembre 1942 : c'est l'incorporation de force dans la *Wehrmacht*. Un crime de guerre, selon la convention de La Haye de 1907. Mesure accessoire : les conscrits obtiennent la nationalité allemande.

Coloniser les pays vaincus

Il s'agit de mettre en œuvre une politique coloniale sans s'embarrasser de faux-semblants. Des territoires sont

ainsi directement administrés par le vainqueur, vidant de tout contenu l'identité nationale et la souveraineté des pays en question.

Le premier pays à faire les frais de cette politique est la Pologne. Ainsi fut créé le « Gouvernement général des territoires polonais occupés » qui regroupa 12 millions de Polonais. Un nazi fut nommé à sa tête : Hans Frank, relevant directement d'Hitler. Pour Hitler, la nation polonaise n'avait plus d'existence. Elle était rayée de la carte. Les Polonais étaient donc des apatrides. Ils deviennent des « citoyens tutélaires » dénués de certains droits fondamentaux (posséder des biens immobiliers, recevoir une éducation supérieure, former des associations, fréquenter les salles de spectacle, etc.). S'ils sont juifs ou tsiganes, ils n'ont aucun droit.

Les naziphiles aux commandes

L'évolution de la guerre fit entrer dans cette catégorie des pays nouvellement conquis. Ce fut le cas de la Norvège et de la Hollande, dont les souverains se réfugièrent à Londres. Mais leur statut ne fut en rien semblable à celui de la Pologne.



En Norvège, c'est un homme politique norvégien qui est placé par le Reich : Vidkun Quisling, aussi naziphile que docile à l'occupant. Il devient chef de gouvernement avec pour mission d'intégrer la Norvège dans la nouvelle Europe et de réorganiser le commerce extérieur de son pays vers la Baltique. En fait, il installe la répression et la corruption. Son impopularité est telle que le commissaire du Reich, Josef Terboven, doit assumer la réalité du pouvoir. Il sera condamné à mort en 1945. La Hollande, pour des raisons ethniques, est considérée par l'administration nazie comme un « peuple libre national-socialiste germanique ». Elle a un parti nazi dirigé par Anton Mussert, dont l'influence politique sur le pays est nulle. Ce statut étrange n'empêche pas Hitler de lui imposer un haut-commissaire du Reich, l'Autrichien intraitable Seyss-Inquart qui va exploiter ce pays, réprimer la Résistance et déporter les juifs. Deux pays relèvent d'administrateurs militaires : la Belgique et la France (une partie du moins).

Une partie de la Belgique (les cantons germanophones d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith) est rattachée au Reich. Les prisonniers de guerre flamands sont libérés, pas les Wallons. Cela n'empêche pas le fondateur avant-guerre du rexisme, Léon Degrelle, de mettre sur pied une légion Wallonie qui combattra sur le front de l'Est. La Belgique est placée sous la férule d'un commandant militaire, le général von Falkenhausen. Il a fort à faire pour rendre servile l'administration.

Le statut hybride de la France



La France connaît un statut hybride. La moitié sud est théoriquement autonome et placée sous l'autorité du maréchal Pétain et du régime dit « de Vichy ». Car c'est dans la capitale thermale de Vichy que le gouvernement français siège. Il s'agit de la zone « non occupée », dite « zone libre ». Libre de payer des frais d'occupation très lourds. La moitié nord a fait l'objet d'un charcutage complexe. À l'est, outre la zone annexée, de Metz à Mulhouse, le vainqueur a créé une zone « réservée », tout le long de la zone annexée, de Mézières à Lons-le-Saulnier, dans le Jura, en passant par Belfort, et, dans l'extrême nord, autour d'Arras, les départements du Nord et du Pas-de-Calais constituent une zone « rattachée » au commandement allemand de Bruxelles. Des Pyrénées à Amiens et de Chaumont à Brest, s'étale la zone directement occupée par l'ennemi.



C'est cette zone, intégrant Paris, qui est soumise au commandant militaire, le général Otto von Stülpnagel. Il a tout pouvoir : fixer les prix, réquisitionner hommes, denrées et matériels, donner des ordres aux préfets, contrôler le ravitaillement, maintenir l'ordre. Son autorité repose sur l'énorme administration du « MBF » (Commandement militaire en France) qui siège à l'hôtel Majestic. Un état-major est chargé des affaires militaires (dirigé par Hans Speidel, dont l'adjoint est l'écrivain Ernst Jünger), un autre est chargé des affaires administratives. L'appareil d'occupation comprend également deux services qui reçoivent leurs instructions de Berlin mais qui sont hébergés au Majestic : la *Propaganda-Abteilung*, dont la mission est le contrôle de l'opinion, et un commando de

25 personnes, dirigées par Helmut Knochen (remplacé en 1942 par Carl Oberg), chargé de combattre les « ennemis idéologiques » du Reich (juifs, communistes, francs-maçons, chrétiens, etc.).

Entre les deux zones, une ligne de démarcation constitue une véritable frontière gardée sévèrement par l'occupant. La France est devenue étrangère à elle-même. Le gouvernement de Vichy a un « ambassadeur », un délégué, en zone occupée. Sa mission est de pure figuration.

Tout est organisé de telle sorte que la France soit privée des moyens d'un redressement endogène et d'une résistance à une politique d'exploitation délibérée et assumée. Mais Hitler n'a pas voulu faire subir à la France le sort de la Pologne. Il l'a divisée pour lui interdire tout effet de nuisance et la rendre inoffensive, mais il a tenu à lui laisser une certaine liberté pour mieux l'intégrer dans l'effort de guerre allemand et pour mieux la neutraliser. Goebbels la voit comme une « grande Suisse ».

Politique de germanisation

Après l'attaque contre l'URSS en juin 1941 (voir plus loin), d'autres territoires subiront ce régime et furent placés sous la tutelle d'un *Reichskommisariat*. L'*Ostland*, qui regroupe les États baltes (précédemment envahis par l'Armée rouge et annexés à l'URSS) et la Biélorussie. Mais les régions baltes, à la différence du cas français (si l'on met de côté le cas des Alsaciens et Mosellans), font l'objet d'une politique de germanisation, qui se traduira selon le *Generalplan Ost* (élaboré par des historiens et des géographes qui ont essayé de taire plus tard leur

collaboration à ce genre de racisme) par un transfert de population germanique.

Puis vint le tour de l'Ukraine, transférée le 1 septembre 1941 en « Commissariat général ». Les Ukrainiens, après une longue soumission aux Russes, puis aux Soviétiques, regardaient leur nouvel occupant comme un libérateur. Ce ne fut pas le cas : malgré des 30 000 hommes constituant une division de la *Waffen-SS*, trois millions d'Ukrainiens seront enrôlés de force comme travailleurs. Là aussi, une politique de recensement des éléments germaniques fut engagée : 300 000 personnes furent détectées qui devaient devenir des colons modèles ! À l'inverse, un plan visait à transplanter en Allemagne des jeunes Ukrainiennes. Utilisées comme domestiques, elles pourraient avoir le privilège, en se mariant avec des Allemands, de rejoindre le *Herrenvolk*. Quinze mille d'entre elles se laissèrent prendre à ce piège.

Vassaliser des pays plus ou moins indépendants

Des pays, qui ont accepté l'ordre européen nouveau, ont bénéficié d'une relative autonomie et vécurent une administration indirecte.

C'est le cas, on vient de le voir, avec la France de la zone non occupée sur laquelle veille le maréchal Pétain. Un régime proche fut mis en place au Danemark (où un gouvernement régulier a pu fonctionner jusqu'en 1943) et en Grèce. En Yougoslavie (ou du moins ce qu'il en reste), trois pays donnent l'apparence de vrais États indépendants alors qu'ils ne peuvent que manger dans la main d'Hitler ou dans celle de Mussolini. La Croatie, sous l'influence italienne, est sous l'emprise du fasciste

Ante Pavelić. La Serbie, réduite à la portion congrue, est sous la coupe du général Milan Nedić. Le destin du Monténégro est confié à un conseil de profascistes ayant fait allégeance au *Duce*, leur modèle. C'est aussi le cas avec la Slovaquie, devenue indépendante en mars 1939. Elle bénéficie d'une « protection amicale » du Reich et s'administre théoriquement seule. Ce statut lui est accordé en raison du fait qu'elle a servi de base de départ aux armées hitlériennes en partance pour la Pologne. C'est en fait un État vassal dirigé par Monseigneur Joseph Tiso, le chef du parti populiste d'avant-guerre qui proclama l'indépendance de son pays contre la Tchéquie. Renversé par l'Armée rouge, il sera condamné à mort.

Dans la catégorie des pays « satellites » on peut ranger la Roumanie, la Hongrie et la Bulgarie. La Roumanie est sous la coupe du dictateur Antonescu, qui tente de juguler l'activisme des hitlérophiles de la Garde de Fer créée par Codreanu. Toutes ses décisions sont visées par l'ambassadeur du Reich, dont la mission est d'assurer un minimum de stabilité pour garantir la sécurité des approvisionnements en pétrole de l'Allemagne. La Roumanie, docile, pourvoit l'Allemagne en militaires (450 000 soldats sur le front Est) et en travailleurs, mais n'obtient en retour que des amputations de son territoire.

Les Allemands ont bien voulu que subsiste en Hongrie le régime autoritaire de l'amiral Nicolas Horthy mis en place avant la guerre. La Hongrie faisait partie des pays vaincus en 1919. Soucieux de son indépendance et hostile aux extrémistes du parti fasciste Les Croix fléchées, Horthy donne des gages au Reich, comme le libre passage des troupes allemandes sur le territoire

hongrois ou des renforts d'hommes sur le front Est (200 000 soldats).



La Bulgarie a réussi à conserver son roi, système qu'Hitler considère comme totalement dépassé. Le roi Boris III, s'il déclara pour la forme la guerre à la Grande-Bretagne et aux États-Unis lointains, réussit à ne pas déclarer la guerre à l'URSS pour éviter d'y envoyer des troupes. Son souci d'indépendance irrita souvent le Führer, qui le qualifia de « rusé renard », mais il sait qu'il a une « relation forte » avec son peuple. Sa mort, en août 1943, laisse un pays qui tente de préserver les acquis du roi, récupérant quelques morceaux de territoires perdus en 1919. On se plaisait à dire qu'en Bulgarie, le roi est proallié, l'armée proallemande, le peuple prorusse...

Chapitre 13

L'illusion tragique de la « Kollaboration » dans l'Europe hitlérienne

Dans ce chapitre :

- ▶ Triomphe de l'Europe antidémocratique et antinationale
- ▶ Les collaborationnistes contre la politique de collaboration
- ▶ Les naziphiles « sans peuple » n'ont pas la faveur des occupants

L'Europe hitlérienne est une tentative de recentrement sur l'espace continental. Il s'agit donc d'assurer l'autosuffisance de l'Europe, sachant que l'Allemagne est le pays organisateur et bénéficiaire d'un système (économique, technique, politique, militaire) pensé en fonction de ses intérêts et de la logique de guerre dont elle ne sortira pas. Le Reich, comme le qualifie la revue militaire allemande *Wissen und Wehr* en 1943, est « l'État européen dirigeant ».

Triomphe de l'Europe antidémocratique et antinationale

En dépit de la diversité des statuts des États qui composent l'Europe née des victoires militaires de l'Allemagne nazie, un trait commun s'impose : le rejet de toute forme de démocratie et de libéralisme.



Même s'il convient de noter qu'Hitler n'a jamais cherché à créer une Europe fasciste ou à faire du III Reich un modèle à suivre, il n'a jamais imaginé qu'une Europe inégalitaire et utilitaire.

Mépris des cultures nationales

La Grande-Bretagne fait, là aussi, figure d'isolée. Mais par son rapprochement avec les États-Unis, elle va faire de la lutte pour la démocratie un but de guerre. La charte de l'Atlantique (août 1941) réaffirme le principe démocratique selon lequel tous les peuples ont le droit de choisir la forme du gouvernement qu'ils souhaitent. Ce principe entraîne le respect d'un autre principe : celui de la souveraineté des nations.

En effet, jamais les cultures nationales et les nationalismes n'ont été à ce point marginalisés que dans l'Europe d'Hitler.



C'est un monumental paradoxe : presque tous les dirigeants des États vassalisés sont issus de mouvements nationalistes ! Le nationalisme n'existe que pour le Reich qui impose partout une politique unilatérale de subordination, dite improprement de « collaboration », à ceux qui se revendiquaient et se revendiquent du nationalisme voire du fascisme.

Comme on aime à le dire en France du côté des anti-vichystes, « la collaboration c'est : donne-moi ta montre, je te dirai l'heure qu'il est» !

Dépeçages territoriaux

La nation polonaise n'existe plus. Les Slovaques ont un État, mais pas de nation dans le sens démocratique de la notion. Le territoire français est couturé de zones et coupé en deux. Les Serbes sont réduits à un territoire minuscule. La Roumanie, pourtant en phase avec l'ordre nazi (au point qu'elle combattrra contre l'URSS), connaît un véritable dépeçage. En juin 1940, en effet, les troupes soviétiques sont entrées sur le territoire roumain, en Bessarabie et obtiennent l'évacuation des Roumains de cette province. Enhardies, la Hongrie réclame la Transylvanie (que le traité de Trianon avait attribuée à la Roumanie) tandis que la Bulgarie revendique la Dobroudja. Devant le danger, en juillet, le roi Carol se rapproche de l'Allemagne. Il insiste auprès d'Hitler sur sa volonté de coopération et sa volonté de « parler la même langue que l'Allemagne ». Joignant le geste à la parole, il nomme un gouvernement d'inspiration hitlériophile, avec des représentants de la Garde de Fer fasciste et de la Ligue antisémite. Des gages antifrançais sont même donnés avec l'expulsion d'ingénieurs français qui travaillent dans les entreprises pétrolières roumaines. Ce n'est pas pour autant qu'Hitler va aller dans son sens ! Il donne finalement raison à la Hongrie et à la Bulgarie, traitant la Roumaine en pays vaincu.

Le roi Carol abdique en faveur de son fils, Michel, qui va encore plus loin dans la compromission. Il appelle au pouvoir le général Antonescu qui prend le titre de *Conducator* et instaure, avec l'aide de la Garde de Fer, un régime proto-fasciste. Mais son pouvoir repose sur un territoire mutilé, réduit à la portion congrue. Malgré les manifestations de sa bonne volonté, Antonescu ne gagne pas pour autant la confiance de ses maîtres :

Joseph Goebbels le dépeint comme un « général délivrant et sans peuple ».

On voit le peu d'estime et d'intérêt que le nazisme accorde aux autres nations (même si elles lui sont acquises) et, en général, au fait national.

Le paradoxe politique de la collaboration

Les idéologues de la collaboration, d'où qu'ils parlent, pour tenter de gérer ce type de contradiction, mettent en avant l'idée d'une transmutation des valeurs politiques : à la nation doit être préférée la « révolution » transnationale que le nazisme apporte au bout du fusil.

Les « collabos » issus de la gauche (comme Doriot, Déat ou Bergery) tentent de trouver un argumentaire qui permette de réconcilier intérêt national et nécessité européenne. Ainsi Jacques Doriot, lors d'un congrès du PPF en mai 1941 : « J'ai trois raisons de poursuivre la politique de collaboration : comme Français, j'évite le pire à mon pays ; comme Européen, j'aide à unifier le continent ; comme révolutionnaire, je pousse la France dans la voie de la révolution nationale et sociale, la seule qui puisse lui redonner son unité. »



Cet argumentaire est décliné dans toute l'Europe par les partisans de l'Europe allemande. Mais les « fascistes révolutionnaires » des pays occupés ou satellisés oublient la contradiction majeure où ils se trouvent : ils rêvent d'une révolution qui ferait triompher une sorte de morale nietzschéenne, fondée sur un volontarisme héroïco-guerrier, résolument antihumaniste et antidémocratique, au moment même où ils ne font que se plier à la nécessité de l'ordre allemand et à ses exigences.

Le monde marche à fronts renversés : c'est la démocrate Angleterre qui fait une leçon d'affirmation nationale aux régimes croupions qui se réclament du fascisme, c'est elle qui fait la preuve de ses vertus guerrières. De même, c'est dans les mouvements de Résistance à l'Occupation que se manifeste l'exigence nationale ; « c'est dans la lutte contre la tyrannie étrangère, remarque Raymond Aron, que les Français pratiquent les vertus qui remplissent les sermons des collaborateurs », et qu'ils sont fidèles à la grandeur de la France.



Ainsi l'écrivain Lucien Rebatet, dans son célèbre livre, *Les Décombres* (1942), fait-il le procès de Charles Maurras, le fondateur du nationalisme français, son ancien maître à penser. Il lui reproche en 1939 d'avoir, comme en 1914, revêtu « un kaki moral » et prôné « l'abjecte union sacrée » quand la patrie dut entrer en guerre. En 1942, il est de bon ton de ridiculiser à souhait les « zozos tricolores » et les patriotes. En retour, le vieux Maurras, soutien actif du maréchal Pétain et chantre du

régime de Vichy, stigmatise ceux qui « se mirent à faire de l'Internationale blanche et à préférer l'idéologie naziste (*sic*) aux réalités de la patrie blessée ».

Rebatet prédit la fin du nationalisme et condamne symétriquement « le vieux coup de clairon jacobin » de la gauche et le « chauvinisme étriqué » de la droite. Il annonce l'avènement d'un nationalisme du troisième type, un nationalisme qui se devrait d'être « pacifique » et « révolutionnaire » même, car prêt à « casser le moule national » sur l'autel de la « vraie paix, la paix franco-allemande » dans le cadre d'une Europe hitlériisée.

Cet étonnant nationalisme contre la nation est naturellement le produit des circonstances : un collaborationniste conséquent se doit de consentir au sacrifice suprême, à savoir subordonner le sort de sa patrie à celui de son vainqueur. Mais il est aussi la conséquence inévitable d'une lente imprégnation idéologico-raciste qui a habitué Lucien Rebattet à considérer la défense de la nation comme un impératif second par rapport à des enjeux plus vastes, tels la lutte de l'Europe contre la démocratie, le communisme et le judaïsme.

Les collaborationnistes contre la politique de collaboration

Les ultras de la collaboration rejettent le nationalisme et le patriotisme, mais aussi, souvent, les régimes mis en place avec l'accord d'Hitler. Ainsi en est-il du régime de Vichy. Les collaborationnistes ne supportent pas un régime qui est plus contre-révolutionnaire que révolutionnaire, plus conservateur que fasciste,

insuffisamment impliqué dans le processus d'européisation.

Vichy : pas assez fasciste

Lucien Rebabet passe les premiers mois de l'Occupation à Vichy. Il a tout le loisir d'observer la naissance de ce régime qui officiellement collabore avec son vainqueur. Il quitte Vichy car il estime que Pétain n'est pas disposé à doter la France d'un système politique fasciste et qu'il ne va pas assez loin dans l'intégration de la France au Reich. De retour à Paris, il fait renaître un hebdomadaire qui sera l'emblème du collaborationnisme : *Je suis partout*. Du 4 avril au 12 mai 1941, dans six volumineuses contributions, il relate par le menu sa brève expérience vichyssoise. Le titre de cette enquête : « La fin d'un monde. Ce que j'ai vu à Vichy. » C'est en fait la première attaque d'envergure contre le régime de Vichy venant du clan collaborationniste. Le gouvernement de Vichy « déconcerte d'innombrables Français », annonce-t-il. Par son action gouvernementale désordonnée, tout d'abord, qui lui fait songer aux « vieilles manœuvres de style démocratique et parlementaire », révélatrice à ses yeux d'un « imbroglio de faiblesses et de contradictions ». Par le décalage existant entre le discours et l'action : « Ce gouvernement déclare se ranger à la seule politique logique, celle de la collaboration franco-allemande, et il chasse avec éclat le meilleur ouvrier de cette collaboration [Pierre Laval]. Il annonce la justice et c'est pour renvoyer *sine die* le procès de Riom. [...] Il assure les travailleurs de sa sollicitude, et c'est pour renforcer le pouvoir des trusts, de toutes les grandes coalitions de l'argent. Il dénonce les perfidies de l'Angleterre, mais

laisse ses agents grouiller sur notre territoire et prendre pied jusque dans ses conseils. »

Le divorce est donc public entre Vichy et les ultras de la collaboration. Le régime de Vichy, en 1941, n'a pas encore les défaveurs des Français, qui croient en son utilité. Les collaborationnistes se condamnent donc à une certaine marginalité. Leur audience sera toujours très limitée car leurs excès les privent de toute espèce de crédibilité.

Une politique de division

L'occupant le sait. Pour ce qui concerne la France, il préfère jouer la carte Pétain plutôt que celle des collaborationnistes qu'il sait très peu populaires et qu'il entend diviser pour mieux régner. C'est pourquoi Bernhard Payr, patron de l'Office nazi de littérature, dans le bilan qu'il dresse en 1942 de la vie littéraire française depuis la défaite, va juger ce brûlot intraduisible : *Les Décombres* « à cause du grand nombre de ses excentricités, de ses entêtements et de ses descriptions trop crues »...

Otto Abetz, l'ambassadeur du Reich en France, se plaît à utiliser la minorité collaborationniste pour exercer une pression permanente sur le gouvernement de Vichy. Il regarde avec mépris les groupuscules qui se réclament de l'ordre nouveau et font des leçons de fascisme aux occupants. Avec un art consommé de la manipulation, il maintient et attise la zizanie qui règne entre les prétendants fascistes au pouvoir, tout particulièrement entre Jacques Doriot (PPF) et Marcel Déat (RNP). La ligne d'Abetz, que les « collabos » ont tardé à percevoir, c'est qu'il n'y ait pas deux forces politiques en France, l'une à

Vichy, l'autre à Paris. Seul Déat entrevoit assez tôt que « les Allemands font du jardinage politique»...

Abetz flatte, finance à l'occasion, encourage l'espoir ou l'ambition des uns et des autres, mais il reste à distance. Les membres des services d'occupation ont pour instruction de ne pas participer, à titre personnel, à des réunions, privées ou publiques, organisées par les clans collaborationnistes.

Les collaborationnistes, pour Hitler, « n'étaient que des instruments, et de bien faibles, au service de ses objectifs : diviser les Français et assouplir Vichy » (Philippe Burin). Pour Pétain, qui partage ce mépris, ce sont des agents de perturbation de son action qui contreviennent à sa volonté de présenter une France vaincue mais unie pour entreprendre une « révolution nationale ».

On observe le même phénomène en Belgique. Les franges pronazies sont divisées entre Wallons et Flamands. Une concurrence, entretenue, s'installe entre le flamingant Staff de Clercq et le rexiste Léon Degrelle. Ils sont tenus en lisière du pouvoir, celui-ci devant compter avec une administration très rétive à toute intrusion des extrémistes. La solution : c'est l'envoi de Degrelle sur le front de l'Est où il servira dans une unité SS.

Les naziphiles « sans peuple » n'ont pas la faveur des occupants

De manière générale, Hitler préfère jouer la carte de la collaboration institutionnelle, plus stable et profitable que celle de la collaboration idéologique. L'utilisation

des naziphiles et collaborationnistes, trop impopulaires, impropres à l'art de gouverner, est jugée contre-productive.

Impopularité des leaders pronazis

Un Quisling, en Norvège, qui se veut l'homme lige d'Hitler et un ardent partisan d'une Europe allemande, est rejeté par le peuple norvégien qui le prend pour un « traître ». L'occupant le sait. Hitler lui-même le tient prudemment à l'écart, contre le vœu d'un Goebbels. Le commissaire du Reich, Terboven, finit par le nommer Premier ministre en février 1942. Mais il doit reprendre la main devant l'impopularité de cet activiste sans envergure et le maintenir dans une existence apparente.

La Hollande est soumise à l'activisme d'un Anton Mussert, fondateur du parti nazi hollandais, qui se prend pour un second Hitler et veut prendre le pouvoir. Il obtient même d'Hitler de se faire proclamer *Leider* (« Führer ») des Pays-Bas ! Mais à son apogée son parti ne compta pas plus de cent mille personnes, vivier de recrues pour la *Waffen-SS*. Les Pays-Bas furent ainsi le plus grand contributeur à cette formation en Europe occidentale ! Le commissaire du Reich, Seyss-Inquart, préfère travailler avec la haute fonction publique et tenir Mussert en respect. Commentaire de Goebbels : « Seyss-Inquart mène ici aussi une politique retenue, qui n'est certes pas entièrement nationale-socialiste, mais qui est tout de même valable. »

Joseph Goebbels, ministre de la Propagande, gardien de la doctrine nazie, a bien saisi les limites d'une politique de nazification des pays vaincus ou satellites ; il écrit

dans son *Journal* dès 1941 : « Nous ne soutenons les tenants du nationalisme que lorsqu'ils n'ont aucun peuple derrière eux. Comme Mussert et Quisling. Quel malheur ! »



Une expérience unique de consultation des peuples lui donne raison. Les Allemands auraient voulu faire du Danemark une vitrine de la politique de collaboration, en utilisant le roi Christian pour maintenir une façade d'indépendance. En mars 1943, les Allemands autorisent des élections au Parlement danois (les seules qui se soient déroulées en Europe occupée pendant toute la guerre...). Le résultat fut éloquent : le parti nazi, dirigé par Frits Clausen, arrive péniblement à faire 2 % des voix ! Le Parlement est aussitôt dissous et la loi martiale instaurée.

Les extrémistes tenus en lisière

Pour toutes ces raisons, l'occupant allemand ne souhaite pas encourager ce genre de figures extrêmes. C'est surtout, d'ailleurs, le point de vue du ministère des Affaires étrangères allemand. Cette politique de temporisation est moquée par des hommes comme Goebbels, par exemple, qui ironise dans son *Journal* sur la « remarquable stérilité politique » dont la diplomatie allemande ferait preuve.

En France, l'occupant considère qu'un Rebattet, par ses excès, peut nuire à la relation franco-allemande parce qu'il n'est pas suivi par la population. Il tient à distance du pouvoir des hommes politiques, pourtant dotés d'appareils partisans et résolument hitléophiles, comme Marcel Déat, chef du Rassemblement national

populaire (RNP), ou Jacques Doriot, chef du Parti populaire français (PPF). Déat a été celui qui est allé le plus loin dans la justification intellectuelle de l'Europe nazie. Il fut, pour cela, un des pourfendeurs les plus assidus et les plus violents du régime de Vichy dans son journal, *L'Œuvre*. Dès la fin de l'année 1940, il quitte Vichy pour Paris, convaincu qu'il n'y a rien à tirer d'*« un gouvernement de notables réactionnaires, de capitalistes, de militaires et de curés assoiffés de revanche »*. Il devra se contenter d'un strapontin ministériel de *« ministre du Travail et de la Solidarité nationale »* (*sic*) concédé en mars 1944, au moment où le pouvoir n'existe plus et la débâcle imminente.

La Hongrie comptait l'un des mouvements fascistes les plus nombreux et les mieux structurés de l'Europe orientale : les Croix fléchées de Ferenc Szálasi. Mais c'est au vieil amiral Nicolas Horthy que les Allemands firent confiance. Pour lui, la collaboration relevait plus de la nécessité que du choix. Il tente de négocier. S'il signe le Pacte tripartite, s'il envoie une force sur le front de l'Est, il protège les juifs de Budapest contre la déportation et l'extermination. Considéré finalement comme trop indépendant et pas assez sûr, Hitler fait occuper militairement le pays en mars 1944. Horthy, qui cherchait à renverser ses alliances au profit de l'URSS, est arrêté en octobre, et remplacé par Szálasi qui attendait son heure. Celui-ci ne put gouverner que quatre mois, avant l'arrivée des Soviétiques. Le temps d'instaurer un régime de terreur et de faire disparaître 200 000 juifs qui jusque-là avaient été protégés. Il sera pendu en 1946.

Hitler souhaite-t-il une Europe fasciste ?

Autre exemple, la Roumanie. Malgré les affronts que son pays a subis de la part de l'Allemagne, Antonescu décide d'adhérer au Pacte tripartite le 27 septembre 1940 entre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Il envoie deux divisions rejoindre la *Wehrmacht* lorsque celle-ci attaque la Russie en juin 1941 (l'armée roumaine sera décimée à Stalingrad). La collaboration dans le domaine de la déportation des juifs est totale : 270 000 juifs roumains trouveront la mort suite à leur déportation. Surtout, Antonescu met à la disposition du Reich ses puits de pétrole, ce qui constitue un élément vital.

En janvier 1941, Antonescu est en conflit ouvert avec la Garde de Fer, le parti pronazi roumain dirigé par Horia Sima. Une tentative de putsch est déjouée. Un début de guerre civile s'annonce, des massacres sont commis. Ce désordre ne convient pas aux Allemands, qui ont besoin de la docilité des gouvernements satellites. D'ailleurs, Antonescu a signé un plan décennal de collaboration économique. Aussi prennent-ils le parti du gouvernement (malgré le peu d'estime qu'ils ont pour Antonescu) et lâchent-ils Sima, peut-être totalement inféodé au nazisme mais trop impopulaire... Goebbels prend parti pour « l'idéaliste » Sima, bien que regrettant les « erreurs folles » des légionnaires de la Garde de Fer. Il voit Antonescu entouré de francs-maçons et manipulé par les juifs. Pourtant Hitler choisit de soutenir le chef du gouvernement roumain, par intérêt militaire et économique. Sima, chef de la Garde de Fer, sera exilé en Allemagne puis interné.



Preuve, s'il en était besoin, qu'Hitler ne souhaite pas l'avènement d'une Europe fasciste mais qu'il a besoin, pour administrer son empire et gérer une guerre qui n'en finit pas, de déléguer une part des responsabilités à des autorités locales compétentes et dociles.

Goebbels donne des leçons de modération !



Si l'on met de côté la Norvège, un seul des pays occupés ou satellites d'Europe a été gouverné par un parti fasciste : c'est la Croatie, qui naît en 1941, dirigée par Ante Pavelić, chef des oustachis, parti fondé en 1929, opposé à la monarchie serbe. Revenu d'exil en Italie, ce protégé de Mussolini fit régner une terreur antisémite et antiserbe, créant des camps de concentration et procédant à des ethnicides. Son protecteur, qui en profite pour lui arracher la Dalmatie et la majorité des îles dalmates, finit par s'en inquiéter, de même que les Allemands qui prirent la relève des Italiens pour tenter d'encadrer Pavelić et limiter ses excès. Hitler juge contre-productive cette terreur qui suscite des mouvements insurrectionnels. Goebbels juge sévèrement, dès 1941, « une situation passablement désespérée » et donne des leçons de modération : « Pour réussir, dit-il, une révolution doit toujours être arrêtée au bon moment. Elle ne peut être un état permanent. » Le fasciste germanophile finit par accepter comme roi un prince italien, le duc de Spolète, qui eut la sagesse de différer sa prise de pouvoir de telle

sorte qu'elle n'ait jamais lieu ! Pavelić s'enfuit en Argentine en 1945 pour éviter une fin violente et mourra de sa belle mort en 1959. À l'évidence, cette expérience n'a pas donné satisfaction aux maîtres du III Reich.

Chapitre 14

Le régime de Vichy ou la servitude volontaire

Dans ce chapitre :

- ► Le prestige anesthésiant du maréchal Pétain
- ► Le sabordage « légal » de la République
- ► Le mythe du « double jeu » de Pétain
- ► Une collaboration « sincère » revendiquée

La création du régime de Vichy est peut-être le coup politique le plus réussi d'Hitler. En utilisant la figure du maréchal Pétain, un homme de la Grande Guerre qui incarne l'antagonisme franco-allemand, il a réussi à transformer la France en pays modèle (et demandeur) de sa politique de « collaboration » qui ne pouvait que desservir les intérêts de la France et entacher son honneur !

Pour comprendre ce phénomène incroyable, il convient de faire un effort pour oublier l'idée que nous avons aujourd'hui du régime de Vichy et de Pétain et nous replacer dans le contexte mental des Français de l'époque.

Nous découvrons que ce régime était extrêmement populaire, du moins à ses débuts. Bien sûr, l'image de Vichy va évoluer avec le temps et le divorce d'avec les

Français va s'approfondir au fur et à mesure de l'avancée de la guerre et de l'évolution de ce régime.

Le prestige anesthésiant du maréchal Pétain

Tout commence avec l'armistice, engrenage de la politique de collaboration. Les Français sont désespérés par la défaite, mais ils sont majoritairement convaincus qu'il fallait arrêter cette descente aux enfers que fut la bataille de France avec son cortège de morts et de réfugiés. L'armistice n'est pas perçu comme un désastre politique ou une trahison, mais comme un soulagement. L'élément fondamental qui a joué dans cette perception et cette acceptation, c'est d'abord l'aura du maréchal Pétain dans sa triple dimension de sage (que lui confère son âge), de patriote (il déclare vouloir rester sur le sol national pour partager et soulager le sort des Français) et de militaire (le « vainqueur de Verdun »).

Les Français (bien sûr à des degrés divers et pour une période plus ou moins longue) se réfugient derrière le « mythe Pétain » pour éviter de voir la réalité en face. C'est un écran, une illusion tragique. Son prestige est naturellement un gage de protection. Il est le rempart, le chêne. Mis à part le général de Gaulle, qui n'est au départ guère audible et crédible, il ne viendrait à personne l'idée de dénoncer la responsabilité de Pétain dans l'élaboration de la doctrine militaire qui a mis la France en situation d'être vaincue militairement par l'Allemagne. C'est un armistice, pas une capitulation.

Le double traumatisme de la défaite et de l'Occupation produit un effet de tétanie sur le corps social qui le fige dans la passivité, la détresse et la lassitude. L'abandon

au vieux Maréchal, qui lui-même exige une obéissance aveugle, joue comme un transfert de responsabilité.

C'est ce mécanisme mental (et non une adhésion de nature politique) qui, de l'été 1940 à l'hiver 1940-1941, peut rendre compte à la fois de cette disponibilité pour ce que représente le pétainisme et de cette incapacité à envisager l'aventure gaulliste comme une solution.

La détresse du peuple français vue par le grand résistant Henri Frenay en 1943

« Il faut avoir vécu en France ces heures tragiques, parmi ces millions de réfugiés pour comprendre le désarroi des âmes et l'insoudable détresse du peuple français. Cette chute était d'autant plus douloureuse et brutale pour la France qu'elle tombait de haut. Le peuple fut comme frappé de stupeur, hébété, anesthésié. Toutes ses conceptions s'effondraient. Les vérités d'hier paraissaient comme de faibles et criminels mensonges, et par-dessus cette misère planait le spectre terrifiant de l'armée allemande qui paraissait d'autant plus puissante qu'elle avait réussi à vaincre en quelques jours une armée hier encore réputée invincible. Dans cette détresse, un peuple en perdition, frappé dans sa chair et dans son orgueil, cherchait en vain la bouée de sauvetage à laquelle s'accrocher pour reprendre force et espoir. C'est alors que le maréchal Pétain apparut et parla à la France. [...] Les paroles d'un père à ses enfants, et c'est bien de cela que la France avait besoin dans sa douleur et

son abandon. En écoutant parler ce vieil homme, cette population à la dérive trouva ce point d'amarre qu'elle cherchait, une justification de sa défaite et des promesses d'avenir. »

Le sabordage « légal » de la République



Le deuxième élément est politique et institutionnel. C'est le fameux vote de l'Assemblée nationale du 10 juillet 1940. Pour certains (une infime minorité), c'est un « coup d'État » (René Cassin). Pour la majorité, c'est un acte qui va sauver la France. L'abandon au Maréchal est comme sanctifié politiquement par ce geste de la représentation nationale. Par un vote, députés et sénateurs réunis en Assemblée nationale confient les pleins pouvoirs au maréchal Pétain : 570 sénateurs et députés pour, 80 contre (les représentants communistes n'étant pas pris en compte puisqu'ils sont hors la loi, suite à la signature du pacte germano-soviétique). Ce vote fatidique a bénéficié de la caution éminente de deux parangons de la républicanité : Jules Jeanneney, président du Sénat, et Édouard Herriot, président de la Chambre des députés. Celui-ci déclare : « Autour de Monsieur le maréchal Pétain, dans la vénération que son nom inspire à tous, notre action s'est groupée en sa détresse. Prenons garde de ne pas troubler l'accord qui s'est établi sous son autorité. »

Ce sabordage de la République par elle-même n'a pas été vécu comme tel sur le moment. Tout au plus a-t-on vu un projet de révision. On considère que seulement un tiers de ceux qui votèrent oui l'ont fait avec l'intention

de participer à la naissance d'un ordre nouveau, la majorité y voyant d'abord un expédient provisoire. Sur le terrain, dans leurs circonscriptions, ils ont compris que la situation était désespérée. Ils ne voient pas de solution hors de l'armistice qu'ils considèrent comme un pis-aller, une mesure de sauvegarde en attendant. Les proclamations d'apolitisme du maréchal Pétain rassurent les élus et leur permettent de penser que l'unité nationale sera préservée dans un premier temps. Le régime de Vichy peut revendiquer un semblant de légalité et de légitimité.



Si l'enterrement de la Troisième République se passe sans état d'âme et crise majeure, c'est que la République défunte n'était plus guère soutenue. C'est elle, finalement, qui avait conduit le pays à la défaite. Ses mœurs politiques n'étaient pas non plus exemplaires. Ses hommes politiques sont atteints par une culpabilité diffuse et adoptent un profil bas. À gauche comme à droite, on pense qu'il y a besoin d'un renouveau fondamental. La défaveur qui frappe les institutions de la Troisième République est partagée par nombre de résistants. C'est pourquoi, à partir de 1943 et la naissance du Conseil national de la Résistance (CNR), les grands leaders des mouvements de Résistance feront tout pour s'opposer à la réintégration des partis dans les institutions de la Résistance et dans le jeu politique renaissant à la Libération. Ce n'est pas non plus du côté des Français libres de Londres, du moins jusqu'en 1941, que l'on trouvera des nostalgiques de la République défunte !

Le mythe du « double jeu » de Pétain

Il faut ajouter à cela la funeste thèse du « double jeu » à laquelle vont croire beaucoup de patriotes, et notamment de futurs résistants. Le « vainqueur de Verdun », croit-on, ne peut pas vouloir sincèrement la collaboration. C'est un subterfuge qui doit lui donner du temps et des forces pour préparer dans l'ombre la revanche contre l'occupant, but ultime de son action.

D'ailleurs, on se plaît à mettre en valeur ce que l'armistice peut avoir de positif. Certes, l'armée est réduite à cent mille hommes, le territoire national amoindri et les charges d'occupation énormes. Mais on note avec satisfaction que les armées nazies auraient pu aller jusqu'en Méditerranée. Le général Guderian avait d'ailleurs proposé à Hitler de pousser jusqu'en Afrique du Nord et ne s'arrêter qu'en Égypte.

Hitler n'a pas exigé la livraison de la Flotte et ne formule pas d'exigence concernant l'empire colonial français. Le gouvernement pourrait trouver là des ressources pour continuer la guerre, le moment venu. Certains pressent Pétain pour qu'il gagne l'Afrique du Nord afin de préserver la liberté et la souveraineté de la France et reprendre le combat. Encore en décembre 1940, Churchill envisage cette hypothèse : « Si jamais le gouvernement français décidait de passer en Afrique du Nord ou de reprendre la guerre contre l'Italie et l'Allemagne... »

La France, « province favorite » !

Surtout, on insiste sur le fait qu'un élément de souveraineté est préservé par l'existence d'une zone « libre », gérée de manière autonome (théoriquement du moins) par « l'État français ». Il est vrai que le premier

projet de convention d'armistice de l'OKW (*Oberkommando der Wehrmacht*) prévoyait l'occupation totale du territoire français. Mais Hitler a souhaité dominer sa victoire par intérêt cynique, et non par compassion. L'assurance qu'un gouvernement français pouvait fonctionner en France métropolitaine prémunissait le double risque d'un départ du gouvernement à Londres ou dans l'empire et de la livraison de la Flotte aux Anglais, l'obsession d'Hitler. De plus, comme il l'a confié à ce moment, l'existence de ce gouvernement en France lui évitera la « responsabilité désagréable » d'administrer directement le pays. Il a besoin de tranquillité de ce côté pour pouvoir enfin réaliser son ambition : l'attaque de l'URSS.

Le maréchal Pétain lui-même s'illusionne. À en croire un témoin d'importance, l'ambassadeur des États-Unis en France William Bullitt, Pétain veut y voir « un désir de collaborer » de l'Allemagne. Conclusion du rapport de Bullitt envoyé au Département d'État : « La défaite physique et morale de la France a été si totale que ses dirigeants acceptent qu'elle devienne une province de l'Allemagne nazie, avec l'espoir qu'elle en soit la province favorite. »

Le « sabre » et le « bouclier »

La thèse du « double jeu » a produit une thèse annexe, totalement erronée mais assez répandue, y compris dans la période d'après-guerre : le « sabre » et le « bouclier ». De Gaulle et Pétain seraient complices dans une stratégie commune : dans sa liberté londonienne, le chef de la France libre fourbit les armes de la revanche et le fait savoir au monde, alors que Pétain, soumis au régime d'occupation, organise discrètement sur place

les conditions d'un retour de De Gaulle pour, dans un effort commun, le moment venu, réunir les Français et bouter l'ennemi hors du territoire.



Il arrive même que certaines publications clandestines issues des premiers groupements de Résistance attribuent à Pétain une intention de « résistance » et le rapprochent du gaullisme dans un hommage commun. C'est le cas d'un tract issu du groupe de zone non occupée initié par l'industriel Jean Arthuys, préfiguration de l'Organisation civile et militaire (OCM), et diffusé en décembre 1940. Ce texte réfute la philosophie nazie et appelle à une révolution politique, mais tout en voulant croire à la possibilité d'un rassemblement de tous les Français dans la lutte pour la liberté « sans haine inutile ».

Le mythe du «double jeu » s'effondre en novembre 1942. Le 8 novembre, les Anglo-Américains débarquent en Afrique du Nord française et l'« occupent ». Ils désignent l'amiral Darlan, puis le général Giraud, un militaire très aimé des Français. La réplique de l'autorité occupante est de supprimer la ligne de démarcation et d'envahir la zone « libre » le 11 novembre.

Vichy devient un régime « fantoche » : privé d'armée, de Flotte, de zone « libre » et d'empire (la Tunisie exceptée). Dans l'opinion, c'est la fracture. Pétain est définitivement atteint.

Une politique liberticide qui ne doit rien à l'occupant

Le régime de Vichy a dès le début profité de la défaite et des circonstances pour mettre en œuvre une politique autochtone, sans même que l'occupant lui demande de le faire. L'espace de souveraineté que le Reich lui a concédé, il le met à profit, non pas pour préparer la « revanche », comme beaucoup l'imaginent avec force autosuggestion, mais pour engager la société française dans une démarche idéologique qui vise à lui faire renier ses fondements philosophiques.



La société française et l'historiographie ont longtemps voulu ne pas reconnaître cette dimension fondamentale de Vichy. Il a fallu, notamment, le livre de Robert Paxton, historien américain, qui a fait l'effet d'une bombe : *La France de Vichy* (1973).

Mise à mort de la République

Rappelons déjà que les institutions vichystes tournent le dos aux principes démocratiques : le Parlement étant aboli, aucune instance n'est plus en mesure de contrôler l'exécutif. La Constitution est supprimée, remplacée par quelques textes dits « constitutionnels » de juillet 1940. Les ingrédients de la dictature sont réunis. La ligne principale, c'est René Guilloin, un thuriféraire de Pétain qui la résume : « Le nouvel État est national, autoritaire, hiérarchique, social. En tant qu'autoritaire, il s'inscrit en faux contre la liberté-principe ; en tant que hiérarchique, il s'inscrit en faux contre l'égalité-principe. »

L'acte constitutionnel du 14 août 1941 donne corps à cette dictature et la personnalise en obligeant les militaires (puis les magistrats et ensuite tous les fonctionnaires) de « jurer fidélité à la personne du chef

de l'État, promettant de lui obéir en tout ce qu'il [leur] commandera pour le bien du service et le succès des armes de la France ». Par cette mesure, Vichy tourne le dos à la morale républicaine et établit le serment personnel, amorce d'un processus totalitaire. Les dogmes militaires en vigueur à l'époque stipulent que « l'inférieur doit obéissance au supérieur dans tout ce qu'il commande pour le bien du service, l'exécution des règlements militaires et *l'observation des lois* » : la mention de la loi exclut l'obéissance aveugle. L'obéissance militaire est conditionnelle dans la mesure où elle ne saurait porter atteinte, par exemple, à l'intérêt supérieur de la patrie, à l'honneur ou à la conscience. C'est ce que rappellera à sa manière le tribunal de Nuremberg aux militaires allemands qui se cachent derrière les ordres reçus : « Chacun doit trouver en soi et dans sa conscience la limite au-delà de laquelle l'obéissance, elle-même, devient criminelle. »

Cette mesure transforme les militaires français en autant de « partisans » obligés à un « attachement total » au nouveau régime. Elle crée un émoi considérable dans le corps le plus acquis au nouveau pouvoir. Il devient clair que ce régime profite de la défaite pour détourner la France de la République.

Une politique d'exclusion



Une politique d'exclusion fondée sur le rejet des valeurs et traditions républicaines est décidée dès les premiers pas du régime de Vichy. Par exemple, le premier statut des juifs, d'octobre 1940, qui sacrifie toute une catégorie de Français sur l'autel de l'idéologie

du vainqueur. Ce statut exclut les juifs de la fonction publique ; instaure un *numerus clausus* dans les professions libérales ; interdit aux juifs tout emploi à responsabilité dans le journalisme, le théâtre, le cinéma et la radio. Il donne le droit aux préfets d'assigner à résidence ou d'interner dans des camps spéciaux les juifs étrangers. Il est admis aujourd'hui que ce statut ne doit rien à l'occupant, contrairement à ce que beaucoup pensaient pendant la guerre. D'ailleurs, il convient de noter que la définition du juif qui préside à ce statut va plus loin que celle de l'occupant (qui impose des restrictions aux juifs en zone occupée) : elle introduit un critère racial et non plus religieux en considérant comme juive une personne ayant plus de deux grands-parents juifs.

La politique de dénaturalisation tourne le dos à la République et suscite elle aussi une réaction hostile. La France n'est plus la patrie des droits de l'Homme.

Une collaboration « sincère » revendiquée

La signature de l'armistice le 22 juin 1940 portait en elle une logique de soumission et d'asservissement avec le vainqueur. Elle s'inscrit dans la perspective d'une victoire allemande et d'une défaite de l'Angleterre. C'est contre cela que met en garde le général de Gaulle dans son discours à la BBC du 22 juin qui en appelle à « l'honneur », au « bon sens », à « l'intérêt supérieur de la partie».

Le premier signe avant-coureur apparaît dans le « message aux Français » que Pétain prononce le 11 octobre 1940 : « Le régime nouveau, s'il entend être national, doit se libérer de ces amitiés ou de ces

inimitiés, dites traditionnelles. [...] » C'est clairement l'annonce d'un bouleversement des alliances diplomatiques et historiques de la France. Pétain, avec un art consommé de la rhétorique, plaide pour un nouveau nationalisme qui, en « renonçant à se concentrer sur lui-même », doit tenter de se dépasser « pour atteindre la collaboration internationale ». Pétain affirme croire que l'Allemagne, après sa victoire, au lieu de choisir une « paix traditionnelle d'oppression », pourrait opter pour « une paix toute nouvelle de collaboration ».

Pétain renie les engagements de la France



« Collaboration. » Le mot est lâché. La chose arrive treize jours plus tard, avec l'incroyable entrevue qui a lieu le 24 octobre 1940 à Montoire, entre Pétain et Hitler (dont la poignée de main sera en photographie dans toute la presse). Le 30 octobre, le chef de l'État français diffuse un message pour dissiper les « inquiétudes » que cette rencontre a suscitées. Il affirme n'avoir subi aucune pression et que c'est de manière tout à fait libre qu'il accepte le principe de collaboration au nom des « intérêts de la France » : « C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française, une unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen, que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration. » Et d'affirmer que cette collaboration « doit être sincère ».

Il dit pouvoir en obtenir des avantages en faveur des prisonniers de guerre, d'une diminution des frais d'occupation et l'assouplissement de la ligne de

démarcation. Le résultat ne sera jamais à la hauteur de cet espoir. Hitler est satisfait. Il ne s'est engagé à rien de précis, et la France lui offre un opportun glacis stratégique.

Cette poignée de main et cet engagement « libre » provoquent des interrogations, des craintes, de l'hostilité. Le roi George VI écrit une lettre personnelle au maréchal Pétain le 25 octobre pour, d'une part lui réaffirmer la volonté de la Grande-Bretagne de « continuer la lutte jusqu'au bout », d'autre part lui faire part de son désappointement suite à cet engagement au service de la collaboration avec l'Allemagne qui n'était pas prévu dans les clauses de l'armistice : « Des rapports me sont parvenus au sujet des tentatives faites par le gouvernement allemand en vue de vous faire prendre des engagements qui dépasseraient largement les conditions que vous avez acceptées au moment de l'armistice. » Le roi se trompe sur un point : c'est Pétain qui était demandeur dans cette affaire...

La collaboration militaire : un risque de pré-belligérance

Par l'armistice, Vichy s'engageait à la neutralité militaire. Or une rupture intervient par rapport à cet engagement au printemps 1941, qui provoque un nouvel émoi et renforce l'image négative du régime chez certains.

Les journaux annoncent, le 13 mai 1941, que l'amiral Darlan, devenu en février vice-président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, mais aussi dauphin de Pétain, a rendu visite le 11 mai à Hitler dans son nid d'aigle à Berchtesgaden. C'est à cette occasion que Darlan annonce la nouvelle qu'Hitler attendait : Pétain a

donné l'ordre à l'armée française de défendre la Syrie et l'Afrique contre les Anglais et les Américains. Darlan se déclare favorable à la livraison à l'Irak des deux tiers des armements français stockés en Syrie. De même, il répond favorablement à Hitler qui lui demande de faire transiter des canons par Tunis pour renforcer le front de Libye. Sans aucune contrepartie, Darlan, l'amiralissime, le créateur de la flotte française, se dit prêt à apporter au Reich toute l'aide navale nécessaire.



Dix jours après, c'est la ratification des « protocoles de Paris ».

Le gouvernement français accepte officiellement de céder armement et bases logistiques à l'Allemagne (Irak, Afrique du Nord et Afrique occidentale française). Ainsi, les troupes allemandes pourront utiliser le port de Bizerte, au nord de la Tunisie, et les convois militaires allemands pourront être escortés par la marine française. Sur la côte atlantique, la France met Dakar, port du Sénégal, capitale de l'Afrique occidentale française (AOF), à la disposition des navires de guerre allemands, mais aussi aux sous-marins et à la *Luftwaffe*. En échange, Vichy obtient la libération de cinq mille prisonniers de guerre, c'est-à-dire une goutte d'eau.

Surtout, un protocole complémentaire mentionne que ces mesures « peuvent conduire à un conflit armé immédiat avec l'Angleterre ou les États-Unis ». De la neutralité, on passe à la non-belligérance, voire à la pré-belligérance. Même le général Maxime Weygand, délégué général du gouvernement pour l'Afrique française depuis septembre 1940, proteste, ce qui lui vaut d'être débarqué. Il avait demandé à ce que des

compensations plus importantes soient obtenues (comme, par exemple, la réduction du taux de l'indemnité d'occupation).

Laval : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne »



Darlan installe effectivement Vichy dans la politique de collaboration qui, à ses yeux, est « le seul moyen de faire face à la prolongation du régime d'armistice au-delà de la courte période qui avait initialement été envisagée ». C'est un pas de plus vers l'intégration de la France dans l'Europe allemande. Le Maréchal approuve et cautionne. Pour les plus lucides, il brise son image. Lorsque le maréchal Pétain rappelle à ses côtés, en avril 1942, Pierre Laval, l'homme de Montoire, le régime de Vichy s'enfonce dans la compromission totale avec le Reich. Le 22 juin, dans un discours célèbre, il annonce la couleur : « Je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que, sans elle, le bolchevisme s'installera partout. La France ne peut rester indifférente devant l'immensité des sacrifices que l'Allemagne consent pour édifier une Europe dans laquelle nous devons prendre place. »

Les illusions sur le « double jeu » sont définitivement brisées. Le prestige de Pétain est ruiné. Les Français sont affranchis sur ce que le régime de Vichy est réellement et le peu de cas qu'il fait des intérêts et de l'honneur de la France.

En fait, les dirigeants français misent au départ sur une victoire totale et durable de l'Allemagne sur l'Europe. Pierre Cathala, ministre des Finances à partir d'avril 1942, dit un jour à un de ses collaborateurs, Jacques de Fouchier, qui le rapporte dans ses Mémoires : « Mon petit, me dit-il, il faut que vous compreniez que, pour un millénaire peut-être, l'Europe sera dominée par l'Allemagne. [...] Ce que je viens de vous dire correspond à l'opinion mûrement réfléchie de Pierre Laval. »

Chapitre 15

Piller et produire : l'Occupation et l'économie de guerre

Dans ce chapitre :

- ► La « guerre économique »
- ► Une politique d'occupation draconienne et chaotique
- ► Du pillage à la production sous pression

La guerre est aussi une guerre économique. La politique de « collaboration » est gouvernée par cette expérience. Il est parfaitement clair que les ressources dont disposent l'Allemagne nazie et ses alliés sur leurs territoires propres sont insuffisantes pour gagner une course aux armements – et surtout une course de fond comme elle devient nécessaire dans une guerre longue.

L'obsession de la pénurie

La conscience de cette insuffisance est devenue depuis longtemps, en Allemagne, une sorte d'obsession. Elle existe depuis la fin de la guerre de 14-18 où les ressources économiques s'étaient avérées tellement insuffisantes que le Reich avait sombré dans une grave crise sociale, à partir de 1917, pour finalement aboutir à la révolution allemande de 1918. En fait l'Allemagne impériale avait échoué à atteindre, dans la dernière

phase de la guerre, les quatre grands buts *simultanés* de toute économie de guerre. Car ce n'est qu'un premier but que de savoir produire des armes. Il faut aussi répartir, de manière équitable, les ressources humaines entre l'armée et l'économie ; il faut assurer un niveau alimentaire suffisant de la population et des troupes, malgré l'arrêt des importations et, enfin, il faut maintenir la paix sociale au sein de la nation belligérante. Et parce que les leaders du Reich nazi craignent de se retrouver dans la situation de crise dans laquelle s'est trouvé le Reich impérial, ils ont décidé, dès avant 1939, de mener une nouvelle guerre aussi sous la forme d'une « guerre économique ».

Une guerre donc où il s'agit non seulement de vaincre sur le champ de bataille, mais où il s'agit aussi d'attaquer là où se trouvent les ressources. Des ressources qu'il faut s'approprier aussitôt, et de la manière la plus totale que possible. Les organisateurs de l'économie de guerre savent par exemple, dès avant 1939, par suite de l'interruption immédiate des flux d'importations, qu'il y aura en Allemagne, non seulement un manque gravissime de pétrole et de métaux rares et précieux, mais aussi, par exemple, un manque de matières grasses entre 30 et 40 %. Ils savent qu'il y aura un énorme déficit de produits de fourrage qui mènera à un recul de la production de viande, d'œufs ou de beurre. Par ses campagnes de 1939, de 1940 et de 1941, l'Allemagne nazie a réussi à dominer la plus grande partie de l'Europe continentale. Elle s'est, dès lors, proposé de la transformer en un « grand espace économique » au service de ses buts. L'exploitation économique des pays vaincus revêt une importance stratégique.

Économie de guerre

Des plans de gestion de cette pénurie, concurrents et donc divergents, émanent des divers états-majors chargés d'organiser l'économie de guerre, de l'armée, des idéologues nazis, des SS. Un regard, même rapide, sur les différents régimes des pays soumis à partir de 1939 démontre que l'occupation par l'Allemagne nazie était tout sauf une expression de ce que d'ailleurs beaucoup de populations attendaient d'elle avec un mélange d'épouvante et d'espoir : un régime de hiérarchies nettes, de responsabilités claires, d'efficacité supérieure, en particulier sur le plan de l'économie.

Ici, des territoires occupés soumis directement à *l'administration du Reich* : Dantzig et les territoires annexés de l'ex-Pologne, mais aussi le Luxembourg ou l'Alsace. Là, des territoires occupés soumis à une *administration civile* : la Norvège, les Pays-Bas, le Danemark, mais aussi le « Protectorat de Bohême et de Moravie » ou le « Gouvernement général » de Pologne (puis les Commissariats du Reich en Ukraine et dans les trois ex-Républiques baltes). Et enfin des territoires soumis uniquement à une *administration militaire* : la France et la Belgique, l'Europe du Sud-Est (puis les parties occupées de Russie où, d'ailleurs, il y a aussi des troupes d'occupation italiennes ou hongroises dont les régimes n'émergent que depuis très peu de l'oubli). Partout, on essaie d'introduire le modèle allemand des hiérarchies administratives ; partout on essaie d'introduire le principe essentiel du fonctionnement du régime nazi, le « principe du Führer » consistant en la soumission aux ordres d'un chef qui possède « la pleine autorité sur ses subordonnés », mais qui est en même temps « entièrement responsable envers ses supérieurs ».

Création d'un « espace vital »

Voilà que se dessine vaguement, à travers ces distinguos et ce chaos, un nouveau « Grand Reich » allemand de 135 millions d'hommes qui doit exercer son pouvoir sur 150 millions de personnes supplémentaires. Un « Grand Reich » germanique, différencié selon des critères raciaux définis par les nazis, dominateur de peuples exclus du cercle des « purs ». Au sein de cet « espace vital », une division du travail planifiée doit assigner à chaque pays un rôle économique spécifique qu'il doit accepter. Et à terme, l'émergence d'un « grand espace économique » (*Grosswirtschaftsraum*), aussi autarcique que possible, qui serait complété par des colonies en Afrique (autrefois britanniques, françaises ou belges) et peut-être en Asie. Cet espace se dessine vaguement, parce que, sur place, les régimes d'occupation se caractérisent par un fatras inextricable de compétences et par une rivalité entre les institutions locales de l'occupant qui cherchent plutôt à servir leurs intérêts particuliers (de puissance, d'influence, de richesse) que les buts du nazisme. Hitler, pourtant si enclin à décider tout, se mêle étonnamment peu de ces choses qu'il compte trancher une fois la guerre victorieusement terminée.

La *Wehrmacht* n'est d'ailleurs que trop heureuse de pouvoir se débarrasser de la tâche traditionnelle d'exercer le pouvoir dans les territoires occupés. Une fois l'expérience faite, en Pologne, de graves frictions entre elle et les SS, la *Wehrmacht* préfère se cantonner au domaine militaire. L'une des conséquences de cette attitude est d'abandonner tous ceux que les nazis considèrent comme des ennemis ou des indésirables – les juifs, les hommes de gauche, etc. – à la persécution qui, dans le domaine économique, inclut l'expropriation

pure et simple. Et cela, d'une manière particulièrement nette dans les territoires où est introduite, comme en Alsace et en Moselle, l'administration du Reich à laquelle est donnée, par les nazis convaincus qui s'en chargent, une forme particulièrement idéologique.

Mais la répression et la persécution n'ont atteint, au début des occupations, que des minorités.



Et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'occupant a rencontré dans tous les pays concernés (mais surtout dans les pays déjà déchirés par des problèmes nationaux, religieux ou sociaux), une « bonne volonté » qui l'a parfois étonné. Ce sera vrai surtout pour les Ukrainiens, les Estoniens, les Lettons ou les Lituanians tombés sous la férule stalinienne après le pacte germano-soviétique de 1939 et qui se sentiront « libérés » – un moment seulement, il faut le souligner ! – quand la *Wehrmacht* chasse, en juin 1941, l'Armée rouge qui les avait occupés.

Des vaches à abattre ou des vaches à traire ?

Partout, le vainqueur ne se borne pas à s'approprier uniquement le butin militaire, seul légal selon le droit de la guerre. Il fait main basse sur les ressources économiques. Et partout, la discussion tourne, au fond, sur une seule question : celle de savoir s'il vaut mieux abattre une vache tout de suite, ou s'il vaut mieux la traire pendant un certain temps, au prix de la nourrir. Finalement, les instances allemandes locales penchent (dans la première phase de la guerre) plutôt vers la dernière option, parfois contre les instances allemandes centrales, plus idéologiques. Il est trop clair que

l'argument de l'utilité maximale pour l'Allemagne nazie conseille de ne pas serrer les vis de trop près. Mais partout, la saisie des ressources s'opère avec l'idée d'assurer une hégémonie du Reich à plus longue durée.



Dans la première période de la guerre, le profit que l'économie de guerre de l'Axe tire des pays occupés est considérable. Les leaders nazis constatent, réconfortés, qu'il est nettement plus grand qu'à l'époque de la guerre de 14-18. Trois pays jouent un rôle prépondérant. Par ordre chronologique : la Tchécoslovaquie dépecée, la Pologne et la France. La France aura en effet, à cet égard, une importance toute particulière, plus grande finalement que celle des fameuses « sources vitales » auxquelles les fanatiques nazis comptaient assouvir la soif économique de la « race des seigneurs » germanique dans le grand « Est » peuplé par les Slaves.

Dès avant la guerre, dès la transformation de la partie occidentale de la République tchécoslovaque en « Protectorat Bohême et Moravie », l'Allemagne nazie a commencé à mettre au service du Reich les ressources considérables et la force de travail très qualifiée de ce pays voisin. Quand le « Protectorat » a été créé, mi-mars 1939, Hitler a « garanti » à son président, le Tchèque Émil Hácha, que le territoire allait « s'administrer lui-même, en accord avec les intérêts politiques, militaires et économiques du Reich ». Cette « garantie »-là va être foulée aux pieds dans les années à venir. Mais le « Protectorat » conserve, au début, son autonomie en matière de commerce extérieur. Des investissements allemands sont opérés en Bohême visant à augmenter la production. Les organisations représentatives de la

vie économique sont transformées selon l'exemple du Reich. Et on arrivait en 1940 à une situation où l'occupant peut se satisfaire de forces d'occupation limitées. L'Allemagne nazie n'a pas envisagé de mobiliser les Tchèques comme soldats mais elle les a mobilisés comme une armée de travailleurs : le nombre d'ouvriers tchèques monte de 1,3 à 1,7 million, celui des employés de 1,9 à 2,4 millions.



Autrement dit, le Reich hitlérien a gagné 41 divisions de soldats ! Les Allemands qui auraient dû produire des armes dans les industries de guerre de la Ruhr, de la Saxe, de la Silésie, ont pu intégrer l'armée parce que leurs armes ont été fabriquées en Bohême.

L'horreur économique

Comparée à celle du « Protectorat », la situation dans le « Gouvernement général de Pologne » est, dès le début de l'Occupation, tout à fait différente. Là, il n'y a plus ni de président, ni de gouvernement autochtone. Là, il n'y a qu'un seul mot pour la caractériser valablement, du point de vue économique : dépeçage.

Dès le 3 octobre 1939, le commandement suprême de la *Wehrmacht* avait édicté que « les forces économiques du pays seront mises pleinement et entièrement au service de l'économie de guerre de l'Allemagne ». Trois semaines plus tard, les parties les plus développées et les plus prospères de la Pologne défaite, se situant en grande partie à l'ouest du pays, sont tout simplement annexées au Reich. En Silésie polonaise, annexée au Reich, se trouve, en fait, la quasi-totalité des ressources en houille, en minerai de fer, en zinc. Les territoires

polonais qui deviennent les deux nouvelles provinces allemandes de Dantzig et de Posen sont les plus productives en sucre et en blé. Les gros terriens polonais sont tout simplement chassés de leurs terres. Leurs somptueuses propriétés sont convoitées par les « nouveaux puissants », des leaders nazis qui s'y servent copieusement. Les moyens fermiers polonais sont expulsés vers le « Gouvernement général » pour que les germanophones d'URSS, dont le traité Hitler-Staline prévoyait le transfert dans le Reich, puissent s'installer sur leurs terres. 80 % des entreprises industrielles de l'ancienne Pologne se sont trouvées dans les terres annexées par le Reich, des entreprises dont les directeurs polonais ou juifs sont expropriés. La Silésie supérieure, avec ses exploitations minières, ses grandes usines métallurgiques et chimiques, mais aussi ses presque deux cent mille ouvriers spécialisés, devient le deuxième centre de l'industrie de guerre au sein du Reich. Afin de mieux l'exploiter, les grandes entreprises, toutes étatisées, sont soumises à une rationalisation extrême.

L'ex-Pologne pillée

La situation que les nazis comptent réservier à ce qu'ils appellent avec arrogance « la Pologne résiduelle », c'est-à-dire la partie de l'ex-Pologne qui devient le « Gouvernement général », est pire : une terre agricole désindustrialisée. Autrement dit, un réservoir d'hommes où l'Allemagne nazie peut puiser une armée de travailleurs migrants, considérés de « race inférieure », à exploiter dans les usines et sur les champs du Reich. L'occupant commence à démonter des industries, à déporter des milliers de machines, à transporter en Allemagne des centaines de milliers de tonnes de

ferraille. Jusqu'au moment où l'on réalise, en 1940, qu'il vaut mieux laisser tout sur place afin de profiter de la force de travail à bas prix.

Depuis ce tournant, des centaines d'industries allemandes s'installeront dans le « Gouvernement général » pour y exploiter la main-d'œuvre dont les salaires sont maintenus artificiellement à un très bas niveau.



Beaucoup d'entreprises allemandes s'y installent pour y produire en tranquillité, car le « Gouvernement général » se situe en dehors du rayon d'action des bombardiers alliés. Ainsi, l'Allemagne nazie s'approprie sauvagement un tiers environ des valeurs mobilières et immobilières sises sur le territoire du « Gouvernement général » en expropriant les juifs et d'autres Polonais persécutés. Il n'y a pas d'expropriation de la petite et moyenne paysannerie polonaise. Mais par la terreur et par la contrainte, l'occupant exige d'elle d'augmenter vertigineusement sa production agricole. En fait, l'agriculture polonaise pressurisée produit pour exporter ses meilleurs produits (pommes de terre, blé) vers l'Allemagne, nourrir les dizaines de milliers de soldats et de policiers allemands sur son territoire. Ce qu'il reste doit servir à nourrir sa propre population et les centaines de milliers de prisonniers de guerre soviétiques qui vont se trouver bientôt sur le sol du « Gouvernement général ». C'est en Pologne que des considérations idéologiques ont le plus entravé les considérations de rationalité économique parmi les pays occupés jusqu'en 1941.

Une politique plus souple vis-à-vis des Pays-Bas

À l'autre extrême des réalités possibles sous l'occupation allemande se trouvent les Pays-Bas (et, peut-être plus encore, le Danemark). Là, un « commissaire du Reich » commence d'abord une sorte d'offensive de charme. Il n'a, à son service, qu'un petit appareil de deux mille Allemands, obligés de s'appuyer au quotidien sur les Néerlandais qui coopèrent avec eux. Des Néerlandais dont les leaders du Reich espèrent qu'ils deviendront un jour d'eux-mêmes des nazis et qu'ils intégreront de plein gré le « grand espace » germanique. Ainsi la population néerlandaise (comme d'ailleurs tous les pays touchés par la guerre) est soumise à un rationnement, car partout il y a désormais une pénurie de carburant, de graisses, de viande. Mais cette pénurie, qui se traduit par un abaissement considérable du niveau de vie et en particulier du niveau de l'alimentation, restera moins grave dans les pays occupés de l'Europe occidentale et scandinave que dans les pays de l'Europe centrale.

Aux Pays-Bas, les Allemands ne démontent pas les industries et ils ne font pas non plus partir les travailleurs en Allemagne. L'Occupation est cependant immédiatement un régime de la plus pure terreur, aussi du point de vue économique, pour tous les juifs spoliés, stigmatisés ensuite et déportés à partir de 1942.

La France dans un nœud coulant

Contrairement aux Pays-Bas, au Danemark et à la Norvège, la France n'a pas initialement fait partie, dans les plans nazis, du « grand espace économique » germanique. Les premiers projets après la défaite de la

France démontrent que les instances allemandes, militaires ou politiques, ont prévu en toute simplicité « d'extorquer autant de substance que possible de ce pays conquis ».

Le butin de guerre

Déjà, une partie particulièrement prospère de la France lui est subtilisée : l'Alsace avec ses usines et son agriculture, la Lorraine avec son industrie lourde ! Depuis le 15 juillet 1940, la frontière douanière du Reich coïncide en fait avec la frontière occidentale de ces départements. Et dans le reste de la France, la première période de l'Occupation ressemble à une mise en coupe réglée. Goebbels parle dans son *Journal* à propos de « ce que nous avons extrait de la France après sa capitulation » comme d'« une belle gorgée de la bonbonne ».

Outre le butin proprement militaire, l'Allemagne nazie s'approprie, parfois immédiatement après le passage des troupes, les stocks de matières premières qui avaient été accumulés lors de la préparation de la guerre. Des stocks si considérables que l'industrie militaire du Reich ne souffre quasiment plus de pénurie durant quelques mois. Si les stocks repérés sont de propriété publique, ils passent tout simplement dans la propriété de l'État nazi ; s'ils sont de propriété privée, ils sont achetés, sauf si le propriétaire est classé « ennemi du Reich ». À la recherche de matières premières précieuses, de produits semi-finis ou finis utilisables, des « chargés de mission » nommés par les grandes entreprises allemandes sillonnent la France occupée, accompagnés de militaires. Et contrairement à ce qu'elle fait aux Pays-Bas, l'Allemagne nazie transporte des

milliers de machines-outils de la France en Allemagne. Les chemins de fer du Reich « empruntent » quatre mille locomotives et cent quarante mille wagons soit la moitié du parc ferroviaire de la France, de la Belgique et des Pays-Bas.

Une économie planifiée

Vers la fin de 1940, cette phase du pillage arrive à son terme. Elle est remplacée par une période où l'occupant aspire à ériger une économie planifiée dans le but de diriger vers l'Allemagne la part du lion des produits fabriqués en France et d'intégrer la France – en révisant des projets initiaux – dans l'espace économique organisé par et pour l'Allemagne.

La partie intégrante de cette économie planifiée est un contrôle étroit des changes et de l'or (la Banque centrale du Reich s'est, bien entendu, avantageusement approprié les lingots de la Banque de France).

Dans cette deuxième phase, l'occupant réalise qu'il vaut mieux pour lui de faire fonctionner l'économie en France, au lieu de tout simplement la détruire, créer du chômage et un mécontentement dangereux. L'industrie lourde est donc soumise à une surveillance confiée à des experts venus des industries équivalentes en Allemagne qui ont pour but d'augmenter la production. La convention de La Haye interdit de faire travailler l'industrie (légère) d'un pays occupé pour l'effort d'armement du vainqueur. Mais le nombre d'industriels français qui refusent immédiatement une commande venue d'Allemagne est réduit. L'usine Alsthom de Belfort coopère sans heurt avec son nouveau tuteur allemand, l'AEG. Là où il y a des récalcitrants, l'occupant met à leur

place des « administrateurs » enclins à coopérer, solution de choix également pour les entreprises dont les propriétaires sont absents (parce qu'ils ont choisi la résistance ou la fuite par exemple) ou parce qu'ils sont juifs (victimes de l'aryanisation). Des sabotages sont systématiquement commis à l'usine Peugeot de Montbéliard, ce qui n'empêche pas un bombardement allié en juillet 1943. Il y a, par contre, nombre de patrons pour lesquels il n'y a nul besoin de surveillance : Louis Renault, l'exemple le plus célèbre, multiplie son chiffre d'affaires par cinq entre 1940 et 1942.

Piller, puis profiter

Parmi toutes les industries françaises, celle de l'industrie aéronautique intéresse le plus l'occupant. Après l'armistice, des centaines d'appareils en parfait état sont pillés par le vainqueur, transportés dans le Reich et équipés de la croix d'identification de l'armée de l'air allemande. Parmi ces appareils, on trouve en particulier un grand nombre de Caudron C445 « Goëland ». Mais dès l'automne 1940, la *Luftwaffe* passe commande à des entreprises sises en zone occupée pour 800 appareils et pour des pièces de rechange. Ainsi l'industrie aéronautique française construira pour le Reich, des Caudron ou des Dewoitine, mais aussi un nombre considérable de modèles allemands. Au lieu de s'opposer à ce genre de commerce, le gouvernement de Vichy essaie de le diriger afin d'en tirer profit au niveau politique. En juillet 1941, Allemands et Français arrivent à un accord préservant le statut privé des entreprises françaises. L'industrie aéronautique produit désormais plus

pour le Reich que pour la France : en l'espace d'une année, 700 appareils sont produits environ, dont 500 pour l'Allemagne ; de 3000 moteurs d'avions, 2400 partiront outre - Rhin. Dans l'industrie automobile et navale française, les choses se passent d'une manière comparable.

Marché noir

La toute première période de l'Occupation passée, la grande majorité des acteurs (patrons comme ouvriers, État comme syndicats) s'accordent au fond à « faire fonctionner la machine économique » et s'adaptent à la contrainte. Il en est de même dans l'agriculture. Un manque chronique de matières premières et de capacités de transport, mais aussi les contradictions et les frictions entre les administrations diverses de l'occupant ne permettront jamais d'atteindre ce but. Ainsi il devient rapidement difficile voire impossible de produire les quotas demandés par l'Allemagne qui continue à se servir copieusement.

L'offre toujours déficitaire, les prix fixés de manière artificielle et la dévaluation de la monnaie rendent le «marché officiel » toujours moins attrayant pour les producteurs : le « marché noir » triomphe dans ces « années noires ». Après l'exploitation des ressources physiques de la France, c'est la main-d'œuvre française qui excite la convoitise de l'Allemagne à partir des premiers mois de 1942.

Chapitre 16

La vie quotidienne en France et en Allemagne

Dans ce chapitre :

- ► Le rationnement afin d'éviter la pénurie
- ► Le cinéma et la musique : se laisser transporter dans un monde virtuel
- ► Le livre : les classiques pour trouver des repères

Une fois les campagnes militaires terminées, l'Europe dominée par l'Allemagne nazie s'installe dans un système d'occupation où règnent la pénurie, l'absence de liberté, la peur, l'exclusion, la répression. Comment vivre, ou survivre, dans ces conditions ? Comment, au quotidien, les Français vaincus et les Allemands vainqueurs gèrent-ils cette nouvelle réalité ?

Réfugiés, repliés, absents

Les Français ont été *tous* touchés par la guerre de 1940. Leur première difficulté est de se loger. La guerre a provoqué un gigantesque mouvement de populations. Les gens du Nord et de l'Est, d'abord, qui ont dû se réfugier dans le Sud. Certains vont revenir après l'armistice. D'autres, plus nombreux, devront refaire leur vie dans des régions où ils ne sont pas forcément les bienvenus. Leur accent leur vaut des quolibets. On traite les Alsaciens de « Boches ». Ils n'ont rien. Dans la

Creuse, ils sont un peu plus de 300 000 ; la population est triplée dans ce département.

Les villes touchées par la bataille de France puis le cauchemar de l'exode sont désertes. Le préfet de Chartres, Jean Moulin, constate le 15 juin 1940 qu'« il ne reste plus que sept cents à huit cents habitants sur 23 000 que comptait la ville ». En septembre 1939, 500 000 Parisiens ont déjà fui la capitale. Et ce n'est qu'un début. Franchir la Loire est considéré comme la condition du salut. L'écrivain Léon Werth note dans son journal : « La Loire est maintenant le but idéal, fluvial et stratégique que l'âme collective de la caravane s'est assigné. » Environ douze millions de personnes sont ainsi déplacées, « repliées », comme on dit alors. La vie sociale est brisée, la vie familiale aussi, car les familles sont souvent séparées. Pour ces hommes et ces femmes en déshérence, l'annonce de l'armistice est un soulagement. Le retour est possible, mais toujours difficile, compte tenu des conditions de transport et des limitations administratives. Et pas pour tous. Beaucoup d'Alsaciens ne souhaitent pas vivre sous la botte des nazis. Du 29 juillet au 15 septembre 1940, 1,2 million de Parisiens réintégreront leur domicile.

La société française est bouleversée par deux phénomènes supplémentaires : les prisonniers de guerre (1,8 million, 50 % d'entre eux ayant une épouse et 25 % des enfants) et les travailleurs (requis ou non) en Allemagne (750 000). Il faut ajouter les exilés, les évadés de France par l'Espagne, les internés en France (500 000 personnes, y compris les étrangers, de 1939 à 1944) et les déportés qui accroissent la masse des « absents », comme on dit alors.

Les femmes et la pénurie



Les femmes se retrouvent seules face à l'énorme problème de la pénurie. Elles travaillent et remplacent les hommes. En même temps, elles assument les charges familiales. Ce qui n'empêche pas la natalité de connaître une reprise impressionnante à partir de 1943, et ce malgré la baisse des mariages ! Pourtant, la législation « familialiste » de Vichy ne leur accorde plus de droits. C'est paradoxalement l'autorité paternelle qu'elle renforce : par exemple, les allocations familiales sont versées aux pères. La femme doit se contenter d'un statut de « reproductrice », et ce au moment où, par la force des choses, elle doit assumer le rôle du père absent. Vichy invente les « hôtels maternels » pour recueillir les femmes abandonnées et accorde aux femmes enceintes des rations alimentaires supplémentaires.

Les femmes travaillent, éduquent, elles sont en première ligne pour le ravitaillement et elles doivent confectionner des menus à partir de rien. Il n'est pas rare d'assister à des manifestations de ménagères devant les préfectures !

On craint, au tout début de l'Occupation, un risque de famine. C'est pourquoi le gouvernement français encourage le retour des réfugiés dans leurs foyers. La pénurie généralisée (selon Alfred Sauvy, la production effective de richesses tombe pendant l'Occupation à la moitié du niveau d'avant-guerre) et le quasi-gel du commerce extérieur provoquent une hausse des prix, alors que les revenus baissent. La production de

pommes de terre chute ; il faut remonter à 1855 pour trouver un niveau aussi bas ! Pour la production de blé, c'est l'année 1840.

Rationnement



En 1943, un kilo de sucre est vendu au marché noir 300 francs, un kilo de beurre 400 francs, alors qu'une dactylographe atteint difficilement un salaire de 2 000 francs, un ouvrier étant payé en moyenne 7 francs l'heure.

Le gouvernement impose le rationnement et tente le contrôle des prix. Une énorme bureaucratie, très impopulaire, se met en place. L'alimentation des Français est rythmée par les tickets d'achat. Les Français sont d'ailleurs classés en fonction d'une échelle de rations alimentaires. On distingue huit catégories :

- ↗ E : enfants de moins de 3 ans ;
- ↗ J1 : enfants de 3 à 6 ans ;
- ↗ J2 : enfants de 6 à 12 ans ;
- ↗ J3 : adolescents de 13 à 21 ans et femmes enceintes ;
- ↗ A : Français de 12 à 70 ans qui n'effectuent pas des travaux pénibles ;
- ↗ T : Français de 14 à 70 ans qui travaillent dans des conditions pénibles;
- ↗ C : Français de 12 ans et plus qui assument des travaux agricoles ;
- ↗ V : Français de plus de 70 ans.

Ils doivent apprendre à faire la queue (nouvelle source de sociabilité...) devant les magasins pour obtenir les produits rationnés : riz, pâtes, sucre, pain, viande, lait complet, fromage, pommes de terre, volailles. Ils ont droit à :

- ➤ 350 grammes par jour de pain ;
- ➤ 50 grammes par semaine de fromage ;
- ➤ 100 grammes par semaine de matières grasses ;
- ➤ 300 grammes par semaine de viande (portion réduite à 120 grammes en avril 1943) ;
- ➤ 500 grammes par mois de sucre.

Ces rations sont considérées comme sous-vitales. La consommation de viande du Français tombe de 115 grammes par jour à 14 grammes.

Marché noir et système D

Dans ces conditions, le marché noir devient un sport national. Il faut bien trouver 1 200 calories en plus de la dotation officielle. L'écrivain Jean Dutour a bien campé les aigrefins qui s'enrichissent sur la misère des autres dans son livre *Au bon beurre*. Le troc resurgit. L'autosubsistance se développe. Les potagers et les petits élevages prospèrent. Le lapin est roi. Le photographe Robert Doisneau a immortalisé ces lapins se retrouvant sur les balcons des appartements parisiens et folâtrant dans les parcs citadins. On cultive les haricots entre la rue de Rivoli et la colonnade du Louvre. La revue *Rustica* connaît un engouement subit.



Les Français découvrent les vertus du rutabaga, un chou-navet peu appétissant. Les colis familiaux connaissent une vogue sans précédent. Un peintre franc-comtois envoie un colis de saucisses de Montbéliard à un journaliste parisien qui vient de consacrer un article à son œuvre ! En 1942, selon le statisticien Alfred Sauvy, 13,5 millions de colis sont expédiés, ce qui représente un poids de 279 900 tonnes. L'État finit par légiférer sur cette question. Un arrêté établit la liste et le poids des produits autorisés et interdit la viande rouge de bœuf et les pommes de terre.

Il faut survivre. C'est le premier combat des Français.



Les Français ont faim. Ils doivent se contenter de 2 200 calories par habitant et par jour (contre 3 700 en 1938), soit le niveau de l'année 1835 !

Le régime de Vichy déploie un discours qui entend lutter contre la décadence de la France et préparer sa régénération. Mais jamais le corps de la France et des Français n'a été aussi anémié ! Les garçons entrent en puberté avec un retard de deux à trois ans. Le rachitisme prospère, les aménorrhées se développent et le poids moyen diminue.



Un livre connaît un grand succès en 1941. C'est l'œuvre du docteur Édouard de Pomiane, ancien biologiste à l'Institut Pasteur. Son titre : *Manger quand même !*

L'Allemagne veut préserver le « consommateur moyen »

En Allemagne victorieuse, « les mots du Führer possèdent pour le peuple la valeur d'évangile », comme l'avoue, amèrement, en 1940, le parti social-démocrate allemand en exil. Mais ces mots n'arrivent pas à éteindre chez les Allemands moyens le souvenir des familles déchirées par la guerre de 14 et son cortège de misères. En plus, les jeunes combattants allemands appartiennent précisément aux classes nées juste avant 1918. Celles qui ont dû grandir dans les conditions très difficiles laissées par la guerre. Et leurs pères (et leurs supérieurs dans l'armée) appartiennent à cette génération née un peu avant 1900 qui s'était trouvée, elle, à 20 ans dans les tranchées de Lorraine et qui a craint, la première, de devoir refaire cette expérience.

C'est la raison pour laquelle le régime nazi fait d'énormes efforts, des efforts constants et durables, afin d'éviter que la vie quotidienne durant la guerre n'implique des sacrifices trop lourds.

Les joues roses des Allemands

Le premier but du régime, considéré comme capital pour le moral de la population, est ainsi d'éviter le retour de la faim de 1917. Le degré extraordinaire avec lequel le Reich y parvient, au moins au début de la guerre, prouve avec combien de zèle il avait préparé la guerre dès le temps de la paix.



Dès 1937, des organisateurs avaient planifié jusque dans le moindre détail un système de rationnement. Non seulement pour les aliments de base, mais aussi pour les carburants et pour les autres produits clés. Par chance (pour les nazis), les années 1938 et 1939 ont permis deux récoltes particulièrement bonnes. Le Reich avait, en effet, atteint l'autarcie pour le sucre, pour les céréales, pour les pommes de terre. La distribution de ces vivres, mais aussi d'autres biens comme celle de vêtements, se fait dès le début de la guerre au moyen d'un système de contingentements par cartes personnalisées. Un système accepté par les Allemands parce qu'ils pensent que les échelonnements qu'il introduit sont établis d'une manière juste : les travailleurs manuels reçoivent plus que les fonctionnaires ; les familles nombreuses plus que les couples sans enfants ou plus que les retraités ; les femmes enceintes et les enfants reçoivent plus que l'adulte moyen. Et le rationnement dans l'ensemble n'implique pas encore, en 1939 ou en 1940, des réductions trop draconiennes de la consommation courante.

En fait, la consommation de pain ne recule guère. L'individu moyen, celui que le jargon populaire appelle depuis lors (même dans l'Allemagne de 2011 !) d'après le nom de la catégorie de consommateurs la plus courante imprimée sur les cartes *Otto Normalverbraucher* – « Otto, consommateur moyen » – , a droit, par semaine, à 500 grammes de viande, 270 grammes de matière grasse, 2 250 grammes de pain. Sauf en 1942 – et sauf, bien entendu, pour les parties discriminées de la population allemande, les juifs en particulier – , il n'y aura pas de

pénurie en ce qui concerne les aliments de base. Mais bien entendu, la raison de cet « exploit » souvent évoquée de manière nostalgie par la population féminine après 1945 est le fait d'une exploitation rigoureuse, et bientôt inhumaine voire sadique des territoires occupés.



Osons le dire : les joues des Allemands n'ont pu être si roses à partir de 1941, que parce qu'ailleurs, il y a des joues creuses, voire des milliers et des milliers de morts de faim, en Europe centrale et orientale, et chez les milliers de prisonniers de guerre de l'Armée rouge qui souffrent des conditions incroyables dans les camps où ils sont emprisonnés.

La femme allemande protégée

Afin de bien maintenir la solidité du « front de la patrie » à l'arrière, le régime nazi ne se résout pas non plus à réduire, de manière notable, la production de biens de consommation. Contrairement à ce qu'avaient pensé, en particulier les observateurs français, de l'Allemagne en 1938 ou en 1939, on ne peut pas alors parler d'une société entièrement mobilisée. Et même durant les premières années après le 1 septembre 1939, l'économie allemande est loin d'être totalement mobilisée.

Ainsi le potentiel de la main-d'œuvre féminine reste, contrairement à ce qui se passe par exemple en Grande-Bretagne, largement inexploité. Ici, l'idéologie reste primordiale : la mère doit produire autant d'enfants aryens que possible, c'est la gardienne du foyer, la fidèle épouse attendant le retour du combattant valeureux qui

ne doit pas suppléer le travail masculin ! La place tenue par les Allemandes de 1914 dans l'économie de guerre précédente est occupée, depuis 1939, par un nombre croissant de prisonniers de guerre, de « travailleurs forcés », « obligés » ou « volontaires » venus de l'étranger : dès 1940, plus de la moitié des ouvriers agricoles sont d'origine non allemande. Dans les campagnes – beaucoup moins dans les villes et usines où les conditions sont souvent détestables – , ces hommes sont parfois mieux reçus et traités que ne le souhaite le régime.



En Bavière catholique, par exemple, plus d'une fermière dont l'époux est parti pour le front réalise que le prisonnier polonais qu'on lui a envoyé n'a rien de la bête slave dessinée par la propagande. Que c'est, au contraire, un homme pieux, souvent travailleur malgré son salaire ridicule, et parfois bon amant !



Pour les adolescentes de plus de 18 ans, une demi-année de « service de travail pour le Reich » est cependant instaurée - en particulier à l'époque des récoltes - prolongée dès 1941 par six mois comme «auxiliaire de guerre » dans les hôpitaux ou d'autres institutions sociales. Là où des femmes doivent impérativement remplacer les hommes partis pour la guerre, comme dans les services publics, dans les entreprises de transport, dans certaines usines d'armement, le régime nazi poursuit une politique où les femmes sont traitées à égalité avec les hommes qu'elles remplacent. Les femmes reçoivent des salaires élevés et profitent de tout un édifice de mesures sociales - rigoureusement réservées, bien entendu, aux « Aryennes » - conçues pour récompenser les difficultés de la vie en période de guerre.

La solidarité entre Aryens ainsi postulée, la solidité de la « communauté du peuple » à laquelle les nazis aspirent comporte aussi une contribution de la jeunesse allemande : les *Jeunesses hitlériennes*, omniprésentes avec leurs boîtes à collectes, ramassent ainsi de l'argent pour l'« œuvre d'entraide de l'hiver » (le *Winterhilfswerk*). Mais on les emploie aussi pour le ramassage de certains biens, comme le papier, les textiles, le métal. Une action, qui frappera et inquiétera l'Allemand moyen, sera celle de la collecte de laine pour les troupes allemandes qui se trouvent sous la neige soviétique en 1941.

La France coupée en deux

Si c'est la poursuite de la guerre qui provoque les soucis des Allemands dans leur vie quotidienne, ce sont les

conséquences de l'armistice qui créent pour l'instant les soucis des Français.

Car l'armistice apporte une complication nouvelle : la ligne de démarcation, un coin humiliant planté dans la souveraineté de la France. Une frontière, en effet, cisaille la France du nord-est au sud-ouest. Elle part de Nantua, en face de Genève, jusqu'à Saint-Jean-Pied-de-Port au Pays basque en passant par Dôle, Bourges, Loches, Poitiers ou Mont-de-Marsan. Cela provoque des situations absurdes. Ainsi, le département du Jura est partagé en trois régimes : zone occupée, zone « libre » et zone interdite ! Les Français ne peuvent plus circuler librement en France. Il leur faut un laissez-passer, ou une carte interzone. C'est une nouvelle épreuve. Pour les frontaliers de cette ligne, mais aussi pour les autres. L'armistice, souhaité, se paye au prix fort. L'occupant veille à l'étanchéité de cette *Demarkationslinie*.



Jamais les Français n'ont eu autant besoin de bouger (pour chercher du ravitaillement, rejoindre un parent, changer de refuge...), et jamais ils n'ont eu autant de difficultés à le faire. Le trafic routier est paralysé par le manque de carburant. Les chemins de fer sont bondés et coûtent cher. Des lignes sont détruites. Les transports militaires bloquent le système. Le Français s'adapte : le gazogène remplace l'essence. Surtout, il retrouve les vertus de la marche à pied ou du vélo ! Écrire une lettre à sa famille restée en zone occupée devient un problème. Les Français doivent se contenter de cartes interzones sur lesquelles figurent des mentions préimprimées qu'il convient de biffer : « en bonne santé », « la famille va bien »...



La vie des Français en zone occupée est évidemment fort différente qu'en zone non occupée. Au nord de la France, la présence de l'allemand est partout. Sur les poteaux indicateurs, dans les rues, dans les cinémas... Les réquisitions de bâtiments ont bouleversé le paysage urbain. L'hôtel Lutetia,

à Paris, devient le siège de l'*Abwehr*, le service de renseignements et de contre-espionnage de l'amiral Canaris. Le cinéma Rex devient le *Deutsches Soldatenkino*. Des hôtels particuliers dont les propriétaires sont juifs se voient réquisitionnés. L'occupant se veut discret, «*korrekt*». Nous ne sommes pas en Pologne. Après la prise de Paris, Hitler envoie une circulaire à ses généraux, communiquée au préfet de la Seine : « Je vous interdis formellement de donner l'impression au peuple français que vous êtes en pays conquis... »

De l'autre côté de la ligne de démarcation (du moins jusqu'en novembre 1942), nulle présence intempestive de l'allemand. L'État français règne sur sa portion de territoire autonome, ce qui ne l'empêchera pas d'établir un régime policier et liberticide que l'occupant n'aurait même pas osé lui imposer au début de l'Occupation.

La zone non occupée est dite « libre ». Mais cette liberté est fortement hypothéquée par la coupure en deux de la France qui distribue inégalement les richesses. Au Nord, l'industrie, sous la coupe des Allemands : la zone occupée produit 76 % du charbon, 95 % de l'acier et du textile. Le Sud, pauvre en cultures vivrières mais riche en vin, a besoin de la production du Nord pour s'alimenter.

Or, alors que la population de la zone Sud correspondait avant la guerre à environ 14 millions d'individus, elle équivaut à présent à plus de 20 millions.

La culture et le moral des Allemands

Dans ce contexte, on pourrait penser que la pratique des loisirs culturels des Français diminue fortement. Rien n'est plus faux ! L'évasion hors de la réalité et du quotidien devient une nécessité. Elle est même souhaitée par l'occupant qui cherche la diversion dans le divertissement. Et il la cherche d'abord pour ses propres citoyens en Allemagne.

Plus la guerre devient difficile pour l'Allemagne nazie, plus le régime doit accomplir des efforts pour maintenir le moral. Il y réussit d'une manière étonnante, sinon effrayante ! Il n'y a en effet guère de crise de la loyauté envers ce régime qui a fait revenir la guerre, même après les premiers échecs militaires. L'une des raisons est l'industrie de la culture, maniée par le ministre de la Propagande Goebbels avec une efficacité vertigineuse. Plus que jamais, les Allemands se laissent transporter dans des mondes virtuels : les théâtres des grandes villes jouent à guichets fermés. Particulièrement apprécié est le genre classique où des stars incontestables, mais éminemment controversées, comme Gustaf Gründgens, font frémir.

Cinéma

L'industrie du film, profondément réorganisée et étatisée par Goebbels, produit inlassablement des longs-métrages dont quelques-uns seulement sont dans

le plein sens du mot des œuvres de propagande comme *Jud Süss* de 1940, violemment antisémite, ou encore des films de guerre comme le film bien connu *Kampfgeschwader Lützow* de 1941. Les Allemands d'aujourd'hui savent que des stars du film comme Heinz Rühmann, Marika Rökk ou Kristina Söderbaum – une jeune Suédoise devenue l'incarnation de l'Aryenne nazie – ont collaboré avec pleine conviction. Mais ils sont souvent surpris quand on rappelle qu'un classique du cinéma allemand comme *Feuerzangenbowle* («Le Punch») est une œuvre produite en pleine guerre (1944).

Radio

Il n'y a alors guère d'Allemands ne possédant pas l'un des « récepteurs populaires», ces petites radios produites en immenses séries à prix modiques dont l'un des modèles avait été appelé la « gueule de Goebbels». La radio ne sert pas seulement à verser des seaux d'endoctrinement sur les têtes des Allemands, mais aussi à les distraire de leurs soucis quotidiens.



De l'époque de la guerre date ainsi le genre du « concert des auditeurs », immensément populaire. La chanson *Lili Marleen*, interprétée par Lale Andersen, y figure depuis sa sortie en août 1941 parmi les chansons les plus demandées. Son texte et sa mélodie sentimentale évoquent toujours aujourd'hui, au-delà de l'Allemagne, l'atmosphère de la dernière grande guerre entre Européens. Les épreuves psychologiques de la guerre favorisent en fait une industrie du divertissement qui connaît, à l'époque même de la guerre, dans le domaine du film et de la musique, d'immenses succès commerciaux : le disque de *Lili*

Marleen est le premier disque de l'Histoire qui se vendra outre-Rhin à plus d'un million. Les ventes grimpent en l'espace de quelques mois au chiffre vertigineux de près de deux millions d'exemplaires.

Littérature

Et ce même phénomène existe dans le domaine de la littérature. En 1933, le genre de livre le plus produit par les éditeurs allemands concerne le national-socialisme et Hitler lui-même. En 1941, sur les 341 millions de livres imprimés, un tiers appartient au genre de la littérature de divertissement et des belles-lettres. Mais les auteurs et les sujets imprimés sont très limités. Il n'y a que très peu d'auteurs étrangers, mais par contre beaucoup de littérature, souvent très médiocre, d'auteurs allemands appréciés par le régime. C'est pourquoi les Allemands préfèrent acheter les grands noms de la littérature classique, les Schiller, les Kleist ou les Goethe, où les lecteurs pensent pouvoir trouver des repères dans ces temps difficiles de la guerre.

Créer, écrire, chercher, inventer en France

Cette recherche de repères dans la culture s'observe de manière identique en France où la consommation culturelle connaît une hausse impressionnante.

Littérature



La censure n'arrête pas les écrivains, et non des moindres. En 1942, Albert Camus publie aux éditions

Gallimard *Le Mythe de Sisyphe*, bien qu'un chapitre entier ait été retiré par la censure. Gallimard expurge également de nombreux passages du roman d'Aragon, *Les Voyageurs de l'impériale*, sans que l'auteur ne s'y oppose. Elsa Triolet ne trouve pas gênant que l'éditeur Robert Denoël (assassiné à la Libération), qui édite le terrible livre de Rebabet, *Les Décombres*, annonce sur la quatrième de couverture de ce livre son futur *Le premier accroc coûte deux cents francs*, qui obtiendra le prix Goncourt en 1944. Un Saint-Exupéry ne s'oppose pas à ce que *Pilote de nuit* et *Terre des hommes* soient traduits et édités en Allemagne nazie où ils connaîtront un beau succès. Jean-Paul Sartre, le théoricien de l'engagement, n'hésite pas à faire paraître dans Paris occupé le livre majeur de son œuvre philosophique : *L'Être et le Néant* (1943). Il profite de l'engouement des Parisiens pour le théâtre pour faire jouer deux de ses pièces : *Les Mouches* et *Huis clos*. Le recours aux mythes permet de conserver prudemment l'ambiguïté du message, d'échapper à la censure, mais aussi d'être revendiqué à la Libération par la Résistance.

Des écrivains adopteront des positions plus tranchées. Un André Breton, le pape du surréalisme, préfère quitter la France. D'autres refusent d'écrire et d'être édités par des maisons sous contrôle. Julien Benda et Jean Cassou sont dans cette catégorie. Ils ont considéré que le risque de compromission politique primait sur tout autre paramètre artistique. Le poète René Char s'engage dans la Résistance et remise son art. Certains publient clandestinement, sous pseudonyme. Comme Vercors et son *Silence de la mer*. Vercors, alias Jean Bruller, qui crée Les Éditions de Minuit, maison clandestine qui accueille ceux qui n'entendent pas passer sous les fourches caudines et aliénantes de la censure.

Sciences

Savants et scientifiques connaissent les mêmes contradictions. L'Université est durement frappée par la législation antisémite de Vichy. Les responsables des institutions de recherche doivent-ils accepter d'appliquer ces mesures contraires à leur éthique ? Si Edmond Faral, administrateur du Collège de France, le sanctuaire de l'excellence universitaire française, refuse, que se passera-t-il ? Il acceptera d'adopter une attitude de prudence, voire de complaisance. D'autres ont des états d'âme et connaissent des problèmes de conscience. Maintenir une recherche dans un environnement liberticide, n'est-ce pas contrevir au principe qui doit animer tout chercheur, la liberté ? N'est-ce pas, pour un physicien, par exemple, risquer de transmettre à l'occupant de précieuses informations que celui-ci pourra utiliser un jour contre la France ?



C'est le cas des travaux d'un Frédéric Joliot-Curie, prix Nobel de chimie en 1935, qui portent sur l'énergie atomique. Malgré la conscience de ce risque, il décide de poursuivre ses travaux sur le cyclotron au nom de la préservation du laboratoire de chimie nucléaire du Collège de France et pour éviter une intrusion totale de l'occupant. D'autres décident de quitter la France pour se rendre en Angleterre, comme le physicien André Larbarthe ou le philosophe Raymond Aron. Certains choisissent l'exil américain : à l'instar de Louis Rapkine ou du physiologiste Henri Laugier, premier directeur du CNRS, révoqué par Vichy comme franc-maçon. Tous deux sont accueillis par la Fondation Rockefeller qui organise l'accueil de nombreux chercheurs français.



Une présence intellectuelle sans compromission est-elle possible ?

Cette politique de présence est appliquée par le grand historien français, fondateur de l'école des Annales et de la revue qui porte ce nom, Lucien Febvre. Entre lui et son collègue Marc Bloch, cofondateur des *Annales*, un débat s'installe pour savoir s'il convient, compte tenu des circonstances, de maintenir leur revue qui porte une part de la renommée de la science française. En zone «libre», Bloch, frappé par le statut des juifs, pense qu'il faut renoncer pour ne pas se compromettre par la logique des concessions inévitables (il faudra, par exemple, épurer le comité scientifique). Febvre, qui revient à Paris, estime au contraire qu'il faut ne pas laisser la place aux autres et «garnir ce front». Il est prêt à supprimer le nom de son ami Marc Bloch, qu'il accuse d'être victime des «mythes de la Pureté». C'est de la Gestapo qu'il sera victime en 1944, en raison de son engagement dans la Résistance.

Musique



Son souci de vouloir paraître clément fait que l'occupant n'interdit pas la musique de jazz, à l'exclusion des musiciens juifs, comme Gershwin. Les music-halls de Paris tournent à guichets fermés. À l'Alhambra triomphe *Paris qui rit*. Le jazz français connaît un vrai succès et le Hot Club de France voit ses sections passer de cinq en 1939 à vingt-neuf au début 1944. Le Hot Club permet que cette musique s'affiche dans des salles prestigieuses, comme la salle Pleyel ou la salle Gaveau, cette dernière organisant le premier festival de jazz. Django Reinhardt est à son apogée. Le Quintet du Hot Club triomphe : il vendait 2 000 disques en 1937, il en vend 15 000 en 1941.

Le swing impose son rythme. Les grandes scènes de music-hall le mettent à l'honneur, de l'Olympia au Moulin-Rouge.

Cinéma

Le cinéma connaît un succès fabuleux. En 1943, il accueille un peu plus de 304 millions de spectateurs, contre 220 millions en 1938. Au printemps 1940, on dénombre 417 salles de diffusion à Paris. Les films de propagande ne sont pas nombreux. *Le Juif Süss* ne fait pas école. On préfère les films qui se tiennent à distance du contexte, comme ceux de Marcel Pagnol, avec *La Fille du puitsatier*. Il faut supporter une queue immense pour aller voir, à l'Élysée-Cinéma, le film de Jacques Boyer, *Frédérica*, avec Charles Trenet et Elvire Popesco.

De grandes figures du cinéma français s'exilent aux États-Unis, comme Jean Renoir, René Clair, tandis qu'une

nouvelle génération de cinéastes s'affirme. À l'image d'un Marcel Carné qui quitte le réalisme social d'avant-guerre pour s'aventurer dans la veine fantastique, avec *Les Visiteurs du soir* (Alain Cuny, Arletty et Jules Berry, pour les premiers rôles, mais aussi d'autres acteurs prometteurs : Simone Signoret, François Chaumette, Jean Carmet, Alain Resnais et Jean-Pierre Mocky), puis *Les Enfants du paradis*, film qui sortira en 1945. On pourrait citer également Jean Delannoy, avec *L'Éternel Retour*, sur un scénario de Jean Cocteau. Des classiques vont éclore, comme *L'Assassinat du Père Noël*, *Madame Sans-Gêne*, *La Symphonie fantastique*, *Les Inconnus dans la maison*, *Le Corbeau*...

Théâtre

La même dynamique s'observe au théâtre. Les recettes des théâtres parisiens s'élèvent en 1943 à 318 millions de francs, contre 101 millions en 1938, et 121 millions en 1941. *Je suis partout* peut écrire : « Les théâtres regorgent de monde. On n'a jamais joué tant de pièces, présenté tant d'auteurs, découvert tant de comédiens... » Avec l'autorisation allemande, *Le Soulier de satin* de Paul Claudel est joué triomphalement à la Comédie-Française le 26 novembre 1943 et tient trois semaines à guichets fermés. La censure allemande se montre parfois, et contre toute attente, plus clémence que la censure de Vichy ! La pièce de Jean Cocteau, *La Machine à écrire*, est interdite en 1941 par le préfet de police. Cette décision est annulée par la *Propaganda-Abteilung*.

Pourtant les conditions matérielles, en ces temps de pénurie, imposent des contraintes. L'électricité est rationnée, ce qui entraîne une réduction du nombre de

séances. Les théâtres (à l'exception des théâtres nationaux) doivent faire relâche un jour par semaine. Il arrive que certains, pour éviter les pannes d'électricité, démontent leurs toits pour capter la lumière naturelle et utiliser les rayons du soleil par un jeu de miroirs. Les horaires des représentations sont modifiés pour tenir compte du couvre-feu. Le dernier métro, à Paris, est à 23 heures. Aussi le lever de rideau du *Soulier de satin* intervient-il à 17 h 30. Les séances de cinéma ne peuvent excéder seize par semaine. Des studios de cinéma sont fermés d'autorité. Les usines de Joinville connaissent ce sort qui provoque le chômage de cent cinquante ouvriers.

La « collaboration » artistique

Les artistes semblent s'accommoder de la situation. Ils vont même au-delà et il arrive qu'ils cautionnent la collaboration artistique entre la France et l'Allemagne nazie. De nombreux voyages d'artistes français de l'autre côté du Rhin en témoignent. Y participent des compositeurs (comme Marcel Delannoy ou Arthur Honegger), des violonistes (comme Jean Fournier), des directeurs de théâtre (comme Charles Dullin ou Gaston Batty), des comédiens (comme Madeleine Renaud), des acteurs de cinéma (Danielle Darrieux, Viviane Romance, Albert Préjean), des réalisateurs (Henri Decoin, Abel Gance), des figures du music-hall (Édith Piaf, Charles Trenet), des critiques d'art, des sculpteurs (comme Paul Belmondo ou Paul Landowski), des peintres (comme André Derain, Maurice de Vlaminck). Se sont-ils posé la question de savoir où s'arrêtaient les limites de l'autonomie artistique ?

Chapitre 17

Le racisme allemand et la persécution des juifs jusqu'en 1941

Dans ce chapitre :

- ► L'antisémitisme radical et racial devient l'idéologie du régime
- ► De la discrimination à la persécution
- ► Le 9 novembre 1938 : les pogromes les plus sauvages depuis le Moyen Âge
- ► Les premières étapes de la « solution finale »

Le national-socialisme s'est distingué parmi les divers fascismes par la place centrale qu'il a accordée au racisme, non seulement au plan des discours, mais aussi par sa volonté d'inscrire ses phobies dans la réalité. Dès 1933, la persécution pour des « raisons » raciales est devenue l'un de ses traits les plus nets du régime.

Une discrimination de plus en plus sévère

La liste des groupes persécutés par les nazis est longue, en dehors de ceux persécutés par racisme, et leur persécution ne s'est pas déroulée de manière identique dans le temps. Ainsi on peut parler d'un bras de fer qui s'est immédiatement installé en Allemagne entre le

régime et *une partie* des deux grandes Églises chrétiennes, l'Église catholique et l'Église luthérienne. Une lutte qui a atteint un premier sommet en mars 1935 avec une missive protestante comparant l'idéologie nationale-socialiste à une énonciation de l'anti-Christ. En mars 1937, retentit la célèbre encyclique du pape : «Avec un souci ardent. » Une fois que l'Allemagne est devenue une nation en guerre, le régime nazi a quelque peu modéré son hostilité rigoureuse à l'égard des chrétiens, mais uniquement pour des raisons tactiques. Il en est tout autre pour beaucoup d'autres groupes dont la persécution atteint durant la guerre son intensité maximale.



Pour eux, la discrimination qui avait commencé sous une forme juridique et sociale se radicalise avec l'avènement de la guerre. Il en est ainsi pour les juifs en Allemagne et dans les pays occupés. De même pour les Sinti et les Roms, pour les minorités slaves d'Allemagne, pour les Allemands d'origine ethnique métissée (dont par exemple les enfants de mère allemande et de père maghrébin ou africain de l'époque de l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923 devenus adolescents au début de la guerre). Pareillement pour les homosexuels, les handicapés ou ceux que les nazis classifient comme impossible à intégrer dans la « communauté du peuple national-socialiste », ceux qu'ils appellent les « asociaux » ou les « étrangers à la communauté ». Voilà le processus enclenché qui mène de ce que les nazis ont appelé, avant 1939, « mesures eugéniques », vers ce qu'ils appelleront ensuite « euthanasie » pour les malades mentaux. C'est ce même processus de radicalisation qui mène l'Allemagne nazie de ce qu'elle a appelé en 1935, au moment des « lois de Nuremberg », « protection du sang et de l'honneur allemands », à ce qu'elle appellera la « solution finale » pour les juifs.

Dès 1933, ce sont en effet les 500 000 juifs qui vivent en Allemagne (dont 100 000 environ ont la nationalité étrangère, le plus souvent celle d'États de l'Europe centrale ou orientale), soit 0,77 % de la population totale, qui deviennent les victimes par excellence du racisme nazi. Parmi les nombreuses variantes de l'antisémitisme qui existent en Allemagne, c'est bien, avec le nazisme, la forme la plus radicale et la plus raciale qui devient l'idéologie officielle du régime. Il

s'agit d'*exclure* « les juifs» de la «communauté du peuple» allemand.



Le 1 avril 1933 apporte la première preuve que le gouvernement d'Adolf Hitler n'entend pas seulement proclamer son antisémitisme : un boycott de magasins juifs est ouvertement annoncé dans la presse. Voilà une dérive que la majorité des juifs allemands n'auraient pas crue possible dans leur propre pays. Voilà une action qui ne convient pas à la majorité des Allemands non-juifs lesquels, contrairement à ce qu'on lit parfois, ne paraissent pas plus antisémites que d'autres Européens au même moment.



On ne dit jamais assez que l'antisémitisme, à partir du milieu des années 1390, est un phénomène européen et populaire. Une conséquence de cette «action de boycott» provoque une inquiétude rapidement grandissante chez les juifs d'outre-Rhin. Ils unifient leurs organisations sous la pression de la persécution commençante. Il y a désormais un seul Comité central et un seul président, l'éminent rabbin Leo Baeck, qui représente désormais les juifs allemands.

L'exclusion et la «souillure raciale»

Le boycott du 1 avril est suivi, ce même mois, par une « loi », une loi dont le nom anodin ne laisse pas deviner les intentions terribles dont elle procède : la «loi sur le rétablissement de la fonction publique». C'est en fait une machine à exclure de la fonction publique tous ceux que les nazis considèrent comme leurs ennemis. Et parmi ces « ennemis du Reich », ils comptent tout

citoyen juif, à quelques très rares exceptions près : les anciens combattants juifs de la guerre de 14-18, par exemple.



Le paragraphe 3 de cette loi du 7 avril 1933 précise en effet que «toutes les personnes d'origine non aryenne sont à mettre immédiatement à la retraite ». Une disposition aussitôt adoptée dans les règlements corporatifs de nombre d'organisations professionnelles, ce qui aggrave très considérablement la situation professionnelle et sociale des juifs dans le Reich. Par une « loi visant à combattre l'encombrement des écoles et des universités allemandes », le nombre d'élèves et d'étudiants juifs est sévèrement limité. Six mois plus tard, le régime interdit aux juifs d'exercer une profession dans le domaine de la presse et de l'information. En février 1934, les juifs sont exclus de la *Reichswehr*. En mai 1935, quand est créée, avec la réintroduction de la conscription, la *Wehrmacht* allemande, les juifs sont exclus du service militaire. En septembre 1935 suivent les infâmes « lois de Nuremberg ».

La deuxième de ces « lois » interdit les mariages entre juifs et non-juifs et punit sévèrement les rapports sexuels entre juifs et non-juifs en les déclarant «souillure raciale».



Ces lois de Nuremberg deviendront, en fait, le socle sur lequel sera construit dans les années suivantes un imposant édifice de décrets et d'arrêtés d'application qui ne servent qu'à un seul but : discriminer, du point de vue juridique, social et enfin moral, la minorité juive en Allemagne. Une panoplie de mesures s'ensuit : en 1936, les familles nombreuses juives perdent les aides financières de l'État ; les professeurs juifs, fonctionnaires jusqu'en 1933, perdent maintenant jusqu'au droit de donner des cours privés. En 1937, les juifs ne peuvent plus obtenir le titre de docteur dans les universités ; en 1938, les médecins juifs de profession libérale perdent le droit d'exercer et il en est bientôt de même pour les avocats. En juillet de cette même année, le régime nazi introduit une carte d'identité spéciale pour les juifs ; en août, il ordonne que tous les juifs doivent porter, de manière obligatoire, les prénoms additionnels «Sarah» ou «Israël» ; dès octobre, les passeports des juifs allemands doivent porter un «J» rouge ; à partir de novembre, les élèves juifs n'ont plus le droit de fréquenter les écoles.

Cinq années au pouvoir ont suffi aux nazis pour rendre la vie des juifs très difficile, déjà presque impossible en Allemagne. Mais malgré cette cascade de discriminations, malgré toutes les diffamations reçues, seulement 170 000 juifs allemands environ ont quitté leur patrie jusqu'en automne 1938.

Les pogromes de la «Nuit de cristal»



Le 9 novembre 1938, la persécution atteint un nouveau degré. Après la tombée de la nuit, des centaines de synagogues brûlent en Allemagne. Jusque dans le moindre village, des milliers de magasins et d'habitations, dont les propriétaires sont juifs, sont saccagés et pillés. L'action est pilotée par Joseph Goebbels, selon des ordres précis reçus par Hitler lui-même. Au moins une centaine de juifs sont alors assassinés, de centaines d'autres se suicident, près de trente mille sont jetés dans des camps de concentration, les dégâts matériels sont énormes.

Les pogroms du 9 novembre 1938, les plus violents outre-Rhin depuis le haut Moyen Âge, ont pu être orchestrés par le pouvoir nazi suite à un enchaînement d'événements à l'étranger : la Pologne craint en 1938 le retour, chez elle, des 70 000 juifs de nationalité polonaise qui s'étaient installés, souvent depuis fort longtemps, en Allemagne. En effet, vu la discrimination toujours plus grave dans le Reich, nombre de ces juifs se sentent contraints d'envisager de repartir pour leur pays d'origine. Fin octobre 1938, Varsovie qui n'est guère moins antisémite que Berlin décide de ne laisser revenir ces juifs qu'après une autorisation accordée par ses représentations diplomatiques en Allemagne (une autorisation qu'elle entend le plus souvent refuser). L'intention pure et simple de la Pologne est de faire de ces gens « indésirables » des *apatrides*, un statut qui ne permet plus à l'Allemagne de forcer la Pologne à les accueillir. Les négociations qui ont lieu à ce sujet entre Varsovie et Berlin échouent en octobre.

L'escalade de la violence



Depuis lors, la police secrète allemande, la tristement célèbre Gestapo, est chargée de l'affaire. Celle-ci ne tergiverse pas un instant. Elle organise une rafle par laquelle elle ramasse à travers l'Allemagne 17 000 de ces pauvres juifs polonais, les transporte à la frontière et les laisse partir pour qu'ils se présentent aux douaniers polonais qui les rejettent aussitôt. Les voici forcés à errer dans le *no man's land* entre la Pologne et l'Allemagne qui les refusent également.

Un jeune juif polonais qui se trouve à ce moment en France, sans papiers, prend connaissance de ce drame. Il s'arme d'un revolver et tire, le 7 novembre 1938, sur un fonctionnaire de l'ambassade du Reich à Paris. Ce que Hershel Grynszpan a voulu, c'est protester par la violence contre la violence subie par sa propre famille, raflée en Allemagne. Mais son tir a livré le prétexte aux nazis pour organiser l'escalade de la violence. La presse nationale-socialiste évoque, le 8 novembre, en rendant compte de l'attentat de Paris, une conspiration de la « juiverie mondiale » contre le Reich. Le 9 novembre, le jour où le conseiller d'ambassade décède de ses blessures, Goebbels se sert d'un discours devant les grands du parti nazi à Munich afin de leur suggérer une action coordonnée antijuive dans l'ensemble du Reich.

Voici déclenchée ce qui est connu à ce jour sous l'expression métaphorique, beaucoup trop anodine, de la « Nuit de cristal », nommée d'après les vitres et les verres cassés à travers toute l'Allemagne durant des heures dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938.

Le retranchement de la communauté

Cet apogée du racisme en temps « de paix » en Allemagne nazie marque l'entrée dans une nouvelle période, celle de l'exclusion totale des juifs de la vie économique et sociale. Le 12 novembre 1938, a lieu une conférence à Berlin, présidée par le numéro deux du régime, Hermann Göring, où celui-ci précise qu'il s'agira dorénavant de l'expropriation des juifs, puis de leur mise en ghetto. L'«aryanisation» totale de l'économie allemande avait déjà été décidée au préalable, par Hitler lui-même ; il s'agit alors de débattre des méthodes et des mesures adjacentes afin d'isoler les juifs des « Aryens », dans une terrible perspective qui se dessine désormais nettement aux yeux de ceux qui élaborent l'avalanche de nouvelles mesures qui s'abat sur les juifs après le 9 novembre 1938 : leur extirpation complète et définitive. C'est en fait depuis lors que les nazis ont développé le processus qui les mènera à l'annihilation physique systématique.

Au moment des pogromes de 1938, quarante mille des cent mille entreprises allemandes qui avaient été la propriété de juifs allemands sont encore dirigées par leurs anciens propriétaires. Le « décret sur l'exclusion des juifs de la vie économique allemande » du 12 novembre 1938 détruit, d'un jour à l'autre, leur existence. Les entreprises sont transférées, pour une petite partie de leur valeur réelle, à des propriétaires «aryens». Les juifs sont obligés de vendre des objets de valeur, de la joaillerie, des antiquités ; ils doivent se séparer d'actions comme de leur propriété immobilière. Et les milliers de personnes livrées ainsi à la pauvreté sont par la suite contraintes au labeur forcé. Et cela souvent dans des conditions de travail terribles dans l'industrie de l'armement. Dès le printemps 1939, une

nouvelle loi sur les locataires d'origine juive prévoit de les concentrer dans des « maisons juives ». À partir du début de la guerre, les juifs allemands n'ont plus le droit de sortir la nuit ; ils n'ont plus la permission de posséder des radios et ils doivent faire leurs courses dans des magasins spécialement désignés. Au 1 septembre 1941, l'une des mesures les plus connues et les plus répugnantes est introduite : désormais tout juif âgé de plus de 6 ans doit porter l'étoile jaune cousue sur ses vêtements. Avec ce signe immédiatement visible, le dernier degré de la discrimination est atteint.

Cette nouvelle déferlante de haine pousse plusieurs dizaines de milliers de juifs à quitter l'Allemagne, surtout pour la Grande-Bretagne. Outre-Manche sont alors accueillis tout particulièrement des milliers d'enfants juifs, arrivés par transports spéciaux. Mais les juifs allemands partent aussi pour la Palestine (47 000) et, surtout, pour les États-Unis où se retrouveront, malgré de nombreux obstacles à franchir, 130 000 juifs autrichiens et allemands. Ainsi l'année 1939 sera celle où le plus grand nombre de juifs, environ 80 000, quittent cette Allemagne, autrefois aimée par beaucoup d'entre eux. En 1940, seulement 15 000 réussissent encore à partir, l'année d'après 8 000. À partir du 23 octobre 1941, l'émigration juive depuis l'Allemagne sera interdite.

Les premières étapes de la « solution finale »



À ce moment, la « solution finale de la question juive » a déjà commencé. Et sur le chemin qui mène à cette ultime étape de la persécution, le début de la

guerre au 1 septembre 1939 marque une nouvelle césure importante. Car l'occupation militaire de la Pologne a été accompagnée immédiatement de nombreuses violences contre la population juive. Ce sont des soldats allemands qui les commettent, mais aussi des citoyens polonais, souvent, mais pas toujours, de langue et de culture allemandes. Dès la fin du mois de septembre, la persécution des juifs polonais acquiert une nouvelle dimension par l'action des « groupes d'intervention » de la police secrète et des services de sécurité allemands. Leur chef, Reinhard Heydrich, ordonne alors la « concentration des juifs » dans nombre de grandes villes – ou plutôt, dans certains quartiers de ces grandes villes, tandis que les autres quartiers leur sont interdits. C'est le retour aux ghettos, à Varsovie, à Lodz, à Cracovie, etc., en plein xx siècle !

Le ghetto de Varsovie

La communauté juive de Varsovie a été, avec 350 000 personnes, la plus grande du monde après celle de New York. Elle doit désormais accueillir 50 000 juifs supplémentaires, venus de la province environnante. En novembre 1940, le ghetto de Varsovie est rigoureusement coupé du reste de la ville, par des fils de fer barbelés et des murs. Complètement à la merci des «groupes d'intervention», cette ville misérable au sein de la ville est administrée par un « conseil juif » tenu de transmettre et d'exécuter les ordres venus des Allemands. Ses marges d'action sont minimes ; figurer au conseil signifie être détesté de tous les côtés. Le ghetto de Lodz (la seconde ville de Pologne annexée à l'Allemagne en novembre 1939),

est instauré en avril 1940. Établi dans la partie la plus modeste de la ville, 160 000 personnes y cohabitent dans des conditions exécrables. Au ghetto, ils accomplissent dans des usines et des ateliers des travaux forcés, de quasi-esclave, au service de l'armée allemande. Et cela dans un état continuellement sous-alimenté ce qui entraîne une mortalité terriblement élevée. À Lodz aussi, le ghetto est administré, à l'intérieur, par un conseil qui organise un service d'ordre, une juridiction et même des archives (ceux du ghetto de Varsovie et d'autres survivront pour témoigner de l'horreur et des défis quotidiens dans ces circonstances infernales).

Les premières déportations

Ce même printemps 1940 où sont mis en place les premiers ghettos sur le territoire de la Pologne défunte, ont lieu les premières déportations de juifs allemands, chassés de leurs lieux d'habitation centenaires. Le 12 février 1940, un millier de juifs sont forcés de quitter la ville de Stettin pour rejoindre trois villages polonais, près de Lublin. Une autre action de déportation précoce est celle, par sept trains, de 6 500 juifs du pays de Bade et du Palatinat fin octobre 1940 pour la France. Conséquence de cette « action » : il n'y a quasiment plus de juifs dans ces deux pays les plus occidentaux de l'Allemagne, limitrophes de la France ; dans ces régions où l'émancipation des juifs avait été acquise de la manière la plus précoce au xix siècle. Ces juifs ont été déportés dans des conditions si mauvaises que nombre de personnes âgées ne survivent pas au transport de trois jours depuis l'Allemagne de l'Ouest à Gurs, au pied

des Pyrénées, où la France de Vichy (qui d'ailleurs proteste à Berlin) les interne.

La «solution finale territoriale»

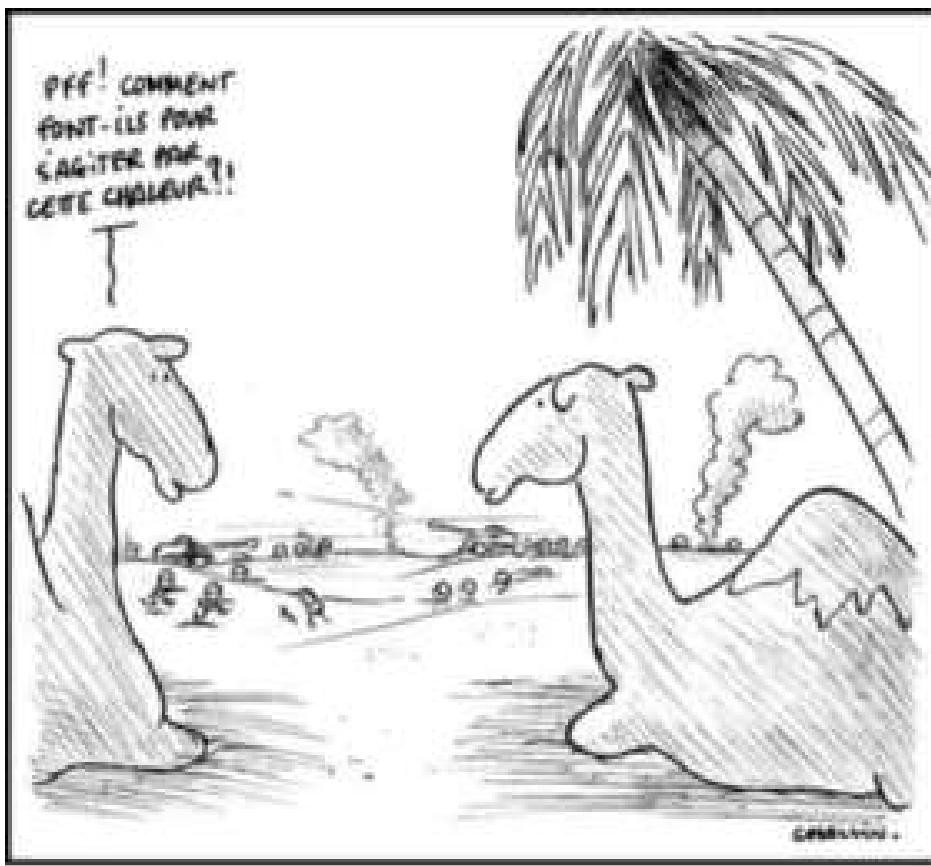
Ces déportations précoces sont en fait des tests pour ce que Reinhard Heydrich appelle, par exemple dans une lettre de juin 1940, la « solution finale territoriale » du «problème d'ensemble» des juifs. Ce que cette notion désigne alors, ce sont des plans du genre de celui du «projet de Madagascar». Ce projet se retrouve en fait régulièrement dans la littérature antisémite depuis le xix siècle, non seulement allemande, mais aussi britannique. En 1937, une commission polonaise est envoyée dans la colonie française afin d'y examiner, suite à des pourparlers avec le ministère des Affaires étrangères de Paris, la possibilité d'y envoyer des colons juifs polonais. Après la défaite de la France, ce projet est repris – mais dans un autre esprit – par Berlin. Le chef de la SS, Heinrich Himmler, comme le « gouverneur général » de la Pologne soumise, Hans Frank, parlent alors de transporter «toute la juiverie » dans une colonie africaine. Un papier d'août 1940 précisant les détails permet de conclure qu'il ne s'agit que de décimer autant qu'il se peut les juifs concernés, par des conditions de transport sommaires, par le choix d'un lieu d'accueil pour lequel les juifs d'Europe centrale ne sont nullement préparés, les quatre millions de personnes que le directeur d'un département de l'office d'Himmler veut y déporter en l'espace de quatre années.



On parle dans les papiers concernant ce projet hallucinant, de « solution finale de la question juive ». Mais ce n'est qu'à partir de la fin du printemps 1941 que cette notion signifie, dans le langage perverti du national-socialisme et dans un certain nombre de documents clés, très précisément, et sans plus aucun doute possible, l'annihilation physique, le meurtre systématique de tous les juifs se trouvant dans les territoires sous domination allemande. Commence alors la phase terminale de la persécution.

Quatrième partie

La guerre des cinq continents



Dans cette partie...

En 1939 et en 1940, la guerre déclenchée par l'Allemagne nazie n'est pas totalement *mondiale* : hormis les combats navals, la guerre est restée confinée à l'Europe. C'est ce qui change radicalement en 1941. Déçu d'avoir échoué à envahir les îles Britanniques, Hitler attaque en juin l'URSS. Il est sûr d'en finir rapidement, quitte à s'en prendre à nouveau ensuite, mais

revigoré par les ressources de l'Europe orientale occupée, à la Grande-Bretagne récalcitrante à son hégémonie. Afin de l'agacer déjà, afin de l'amener à éparpiller ses forces, Hitler consent à envoyer ses forces sur les champs de bataille où Mussolini avait commencé sa « guerre parallèle » en butant, lui aussi, sur la résistance de Churchill : l'Europe du Sud et l'Afrique. Comme si ces tâches ne suffisaient pas à ses forces trop grandes, Hitler saute sur l'occasion qui se présente à ses yeux quand son allié japonais oblige les États-Unis à entrer dans la guerre dans le Pacifique en décembre. Il déclare alors la guerre aux États-Unis. À la fin de l'année cruciale 1941, le monde se trouve enflammé ! C'est vraiment, pleinement, la guerre des cinq continents...

Chapitre 18

L'attaque de l'URSS

Dans ce chapitre :

- ► Les folles « raisons » d'attaquer l'URSS
- ► Un état-major mégalomane prépare une « guerre éclair »
- ► L'armée allemande réussit la première manche de la guerre
- ► Des crimes indescriptibles : la Wehrmacht et les groupes d'intervention des SS

Par ses victoires de 1940, l'Allemagne nazie est devenue la puissance hégémonique sur le continent européen. Mais cette observation n'est juste qu'en faisant abstraction de l'Union soviétique et de l'Est de l'Europe. Et à l'Ouest, Churchill résiste toujours à Hitler qui mélange, à son égard, suggestions et menaces.

Barbarossa - la vraie guerre nationale-socialiste



Le Premier ministre anglais s'est montré parfaitement impénétrable à « l'appel » du dictateur nazi du 19 juillet 1940. Celui-ci, après la défaite de la France, fait savoir à Churchill qu'il ne voit aucune raison qui imposerait la continuation de cette lutte entre

Britanniques et Allemands. Hitler prétend « regretter les victimes que cette guerre exigerait à l'avenir ». Mais il menace en même temps. Si la guerre germano-britannique devait continuer, prévoit Hitler, elle ne pourra se terminer que par la « destruction complète de l'un des deux combattants ». La résistance de Londres aux sirènes berlinoises vient aussi du fait que l'Angleterre n'est plus seule. Franklin D. Roosevelt déclare qu'il n'y a qu'une attitude, et une seule, à adopter avec un dictateur totalitaire : « la résistance ». Voici un échec supplémentaire pour Hitler dans la seconde moitié de 1940, malgré les victoires militaires remportées. Il n'a pas battu la *Royal Air Force* dans le ciel d'Angleterre. Malgré la victoire de l'armée allemande sur le continent, la Grande-Bretagne ne démontre aucune volonté de faire cesser la guerre. Cette victoire sur le continent n'a pas eu pour conséquence d'isoler Londres, mais au contraire de faire venir à sa rescoussse sa grande sœur anglo-saxonne.

Voici pour Hitler le scénario le plus inquiétant : le rapprochement entre le monde anglo-saxon et le monde soviétique contre l'Allemagne et l'Axe. Pour le dictateur nazi, cette question stratégique se double de considérations idéologiques. Vaut-il mieux se consacrer exclusivement à la guerre germano-britannique ou s'atteler, simultanément, au combat qu'Hitler a toujours considéré comme seulement ajourné par le pacte germano-soviétique, c'est-à-dire la lutte contre l'URSS devenue, par le fait de la survie de l'Empire britannique, un allié potentiel du libéralisme anglo-saxon ? Pour Hitler, la lutte contre l'URSS a aussi pour but la conquête de « l'espace vital à l'Est » pour la race germanique à l'étroit dans le Reich.

Une décision solitaire

Il est impossible de savoir avec certitude ce qui a amené Hitler à accorder, en été 1940, la primauté à l'attaque de l'URSS. Il est probable qu'il a vu une chance de pouvoir réaliser son rêve hallucinant d'un « Grand Reich germanique ». D'une très grosse Allemagne augmentée d'une zone de complémentarité économique et, surtout, de peuplement racial. Sa vision d'une Europe soumise à l'hégémonie germanique, d'une Europe assez forte, assez autarcique pour être capable de défier à l'échelle globale tout concurrent, qu'il soit américain, britannique ou chinois. Il est certain, par contre, que la décision solitaire de l'été 1940 en faveur de l'attaque de l'URSS constitue la preuve par excellence de la puissance incontestée d'Hitler au sein du régime. Car ceux qui contestent son option sont nombreux : son ministre des Affaires étrangères, son ambassadeur à Moscou, son chef de l'espionnage. Quant à l'Allemand moyen, il est comblé des victoires passées ! Il se sent parfaitement content de vivre, en cet été 1940, dans une atmosphère toute proche de la paix !

Le 31 juillet 1940, Hitler informe le Commandement suprême des forces armées allemandes de sa « résolution déterminée » d'attaquer l'Union soviétique. Et il exige de rendre la *Wehrmacht* apte à l'attaque dans les neuf mois à venir. Pressentant depuis l'armistice franco-allemand du 22 juin qu'Hitler cherchera la guerre contre l'URSS, le haut commandement a déjà fourbi des études. Les généraux peuvent ainsi immédiatement soumettre le projet d'une attaque ! Ragaillardi par sa victoire sur la France, l'état-major compte mener et gagner la première « guerre éclair » de l'Histoire. Une guerre gagnée en l'espace de quelques semaines, contre le pays le plus vaste du monde ! On battrait

Staline dans quelques gigantesques batailles, hautement techniques, proches de la frontière germano-soviétique, pour ensuite prendre possession des territoires clés de l'Ukraine, de la Biélorussie, des États baltes et repousser, par une progression rapide vers Moscou où l'URSS sera décapitée, les nouvelles frontières d'une nouvelle Russie rabougrie au-delà de la limite de la chaîne des montagnes de l'Oural.

Hitler avait pris connaissance de ces plans. Mais quand il réunit fin juillet en petit comité les sommités militaires, il heurte la prudence traditionnelle de l'armée allemande. Il pense, lui, à une entreprise encore plus vaste. Hitler veut donner une issue irréversible à la guerre. Il ne veut pas une victoire qui serait acquise seulement en *repoussant* la Russie. Il veut une victoire qui *l'annihilerait*. Il veut détruire les « forces vives » de la grosse bête slave devenue bolchevique. Le but d'Hitler est de rendre l'Allemagne vraiment invincible, aussi bien du point de vue militaire que du point de vue économique. Il veut être en mesure de former, avec le Japon, un gigantesque bloc dont la taille suffirait, à elle seule, à convaincre les États-Unis qu'il vaut mieux s'abstenir.

Préparer une nouvelle «guerre éclair»

Chez les militaires domine une sorte de fonctionnalisme qui postule qu'il est possible de réduire la guerre à sa phase opérationnelle : la bonne tactique, traduite sur le champ de bataille avec un art consommé de la guerre, suffit pour remporter la victoire. Certes, plus le temps passe, plus on dispose d'informations sur l'Armée rouge, plus on est contraint d'augmenter le nombre de divisions qui devront mener la brève guerre en URSS. Mais on ne change rien à l'essentiel de l'« opération

Barbarossa » qu'on élabore dans le plus grand secret. Puisqu'on prépare une «guerre éclair», puisque cette guerre sera brève, il faut la lancer en été. On ne fignole pas, comme on l'avait fait, par exemple, lors de l'attaque du «Cas jaune». On se contente de concentrer l'attention sur les blindés. Et durant la seconde moitié de 1940, on arrive en effet à remplir, lentement, les stocks de munitions.



L'armée de l'Est prend ainsi forme jusqu'au printemps suivant, et se déploie dans la partie orientale de l'espace dominé par l'Allemagne, lentement et avec précautions. Finalement, elle ressemble peu à l'armée ultramotorisée et étincelante projetée par les stratégies de la guerre éclair. Il n'y a que quelques divisions d'élite qui correspondent à cette image. La grosse majorité des soldats sera forcée de marcher et de faire tirer l'artillerie par des chevaux ! On trouve par ailleurs un parc extrêmement divers d'équipements, souvent récupérés dans les batailles de l'année précédente. Un matériel conçu pour le climat clément de l'Europe centrale et occidentale. Mais personne ne paraît, pour le moins du monde, inquiété par ces imperfections. Au contraire, le chef d'état-major confirme la primauté de la guerre navale et aérienne contre la Grande-Bretagne. D'ailleurs, le ministre des Affaires soviétiques, Viatcheslav Molotov, est très bien reçu à Berlin, les 12 et 13 novembre 1940. Très peu de gens sont pleinement conscients en Allemagne qu'Hitler n'avait en rien changé sa résolution d'attaquer. Quelques jours après le départ de Molotov, il reprend ce dossier en veillant toujours à ce que le nombre de personnes dans la confidence soit aussi réduit que possible.



Ceux qui s'occupent d'élaborer l'« opération Barbarossa » s'accordent avec Hitler pour considérer que l'Armée rouge ne sera pas à la hauteur de son adversaire. Une thèse partagée par quasiment tous les observateurs étrangers. De vieux préjugés sur le désordre russe, sur l'absence de sens d'initiative chez les Slaves, sur l'inefficacité de l'administration soviétique suffisent pour prédire la victoire des Allemands. Étrangement, ces préjugés ne sont jamais corrigés ! Ni par les rapports des services secrets qui sont nuancés ; ni par les nombreux militaires allemands qui, depuis l'époque de la collaboration secrète d'après 1922, possèdent une expérience personnelle de l'URSS ; ni par les spécialistes allemands des choses russes, nombreux et d'excellente qualité. Cela vient des conclusions qu'on tire de l'épuration stalinienne d'avant 1939 dont on a cru pouvoir observer les conséquences désastreuses lors de la guerre finno-soviétique. De fait, l'Armée rouge souffre réellement, malgré l'énorme effort accompli depuis 1935, notamment le tank ultramoderne T34, d'un matériel vétuste et surtout d'une doctrine à la fois vieillie et exigeante, celle de la contre-attaque offensive. Hitler n'était pas, par conséquent, le seul à considérer l'armée soviétique comme «une blague» et l'URSS comme un « colosse aux pieds d'argile » qui se brisera contre les attaques.

Staline est bien informé des intentions d'Hitler par son service secret (dont l'espion légendaire, Richard Sorge). Il connaît les mouvements de troupes depuis mars 1941 ; son état-major esquisse même au mois de mai un projet de frappes préventives. Mais Staline n'y accorde aucune importance ! Bien sûr, le dictateur rouge (qui se

méfie de tous) ne croit pas non plus à la parole hitlérienne. Mais il pense pouvoir déterminer la politique de l'Allemagne par l'apaisement économique. C'est pourquoi il continue à livrer d'énormes quantités de matières premières, tout en ordonnant, mais dans une intention purement défensive, des transferts de troupes dans certains saillants occidentaux de l'URSS. Or Staline se trompe sur le plan d'attaque d'Hitler. Il l'attendra plutôt au sud, où se trouvent les territoires économiquement intéressants, qu'au nord où aura lieu l'attaque principale.

La «Wehrmacht» fraie son chemin vers Moscou



À 3h 12 du matin, le 22 juin 1941, l'Allemagne inaugure la guerre contre l'URSS. Une nouvelle fois, sans avoir déclaré la guerre. Et une nouvelle fois, en violation d'un traité existant, le pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939. À la population allemande, profondément inquiète, Hitler explique sa décision le même jour. Il justifie son geste en avançant la thèse d'une attaque soviétique imminente. Aux trois millions de soldats allemands s'oppose un nombre équivalent de soldats soviétiques. Aux 3 400 panzers allemands font face 10 000 tanks de l'URSS. Pour 3 900 avions de la *Luftwaffe*, il faut compter 7 500 appareils de l'armée de l'air soviétique.

L'aviation allemande frappe fort



Il est vrai que les forces allemandes peuvent être augmentées : la guerre antibolchevique est capable de mobiliser non seulement des milliers de volontaires en Italie fasciste et en Espagne franquiste, mais aussi des Slovaques, des Hongrois. 43 000 étrangers intégreront directement l'armée allemande, dont 24 000 Français. Hitler est capable de gagner à sa cause la Finlande (au nord) et la Roumanie (au sud) qui ont des comptes à régler avec l'URSS. Le soutien étranger sera considérable : 690 000 soldats et un millier d'avions.

C'est dans le domaine de l'aviation, particulièrement important pour la réussite de la «guerre éclair», que l'effet de surprise joue le plus en faveur d'Hitler : au cours des premières heures des combats, l'armée de l'air allemande détruit 1 800 avions soviétiques, souvent cloués au sol. Jusqu'au 12 juillet, pas moins de 6 850 avions soviétiques sont mis hors service. La percée de la plus forte formation de la *Wehrmacht*, le «Groupe centre», réussit dans sa progression en direction de Moscou avec une vitesse calculée : ses deux pointes de blindés, assistées par des avions, sont capables de désorienter un adversaire totalement surmené. Des forts qui continuent à résister, comme Brest-Litovsk, sont tout simplement contournés, quitte à être réduits ensuite par l'infanterie au prix de très durs combats.



Aux mois de juillet, d'août et de septembre, une série de grandes batailles s'enchaîne : à Bialystok et Minsk où quatre armées soviétiques sont défaites le 9 juillet (ce qui amène le chef de l'état-major allemand, Franz Halder, à considérer – un court instant – la guerre comme gagnée) ; à Smolensk, où le 24 juillet, trois armées sont détruites (ce qui amène les observateurs étrangers à croire que la guerre se terminera sous peu avec une victoire allemande). Mais l'Armée rouge continue à combattre, malgré les progrès allemands au nord en direction de Leningrad, au sud à Uman, et enfin à Kiev où la plus grande bataille d'encerclement de l'histoire militaire a lieu en septembre. Cinq armées soviétiques y sont annihilées et 665 000 soldats sont faits prisonniers.

La Grande-Bretagne se rapproche de l'URSS



Le 12 juillet, un événement diplomatique d'importance a lieu. Un pacte d'assistance mutuelle entre la Grande-Bretagne et l'URSS est signé. Le 12 août, Churchill et Roosevelt proclament la charte de l'Atlantique. Voici que prend forme la coalition anti-hitlérienne que le dictateur avait précisément voulu rendre impossible par sa guerre contre l'URSS ! Évolution capitale qui aurait dû rendre Hitler nerveux. Mais quoi ! Ses troupes sont partout victorieuses en terre soviétique. L'Armée rouge n'a pas encore su développer une stratégie capable de contrer la formidable machine de guerre de la *Wehrmacht*. Cette machine, constituée de blindés assistés par une armée

de l'air terriblement efficace. Ni l'immense armada de tanks soviétiques, ni encore l'effrayant « orgue de Staline » - un révolutionnaire lanceur à roquettes multiples - ne réussissent à changer la donne. Le rapport des pertes entre Soviétiques et Allemands s'établit, à ce moment, à dix contre un !

673 000 Soviétiques faits prisonniers



Hitler ose ainsi annoncer, le 2 octobre 1941, qu'il ne s'agira plus désormais que d'appliquer une « dernière frappe formidable ». Il croit alors que par l'« opération Taifun », l'attaque de Moscou, l'adversaire sera battu avant l'arrivée de l'hiver. Près de deux millions d'hommes se trouvent devant la capitale soviétique, alors qu'ils auraient dû être de retour à Stuttgart, à Leipzig, à Hambourg, selon le scénario de la « guerre éclair » conçu au printemps. Ils sont épuisés. La moitié de leurs tanks ne marche plus. Mais le « Groupe centre » de la *Wehrmacht* remporte la première manche où 673 000 Soviétiques sont faits prisonniers. C'est le moment de la plus grande panique à Moscou : il paraît que même Staline aurait un instant songé à abandonner la bataille. Mais il se ressaisit et décide de rester dans la capitale menacée. Et puis la pluie d'automne arrête les batailles. Une fois les gels arrivés, la *Wehrmacht* peut encore exécuter quelques opérations réussies qui font passer le front tout près de la banlieue de Moscou. Mais le 5 décembre, les troupes allemandes, totalement épuisées, doivent renoncer à toute action.

Sur la pente : les crimes de guerre à l'Est

Quatre mois après le début des opérations, un gigantesque territoire a été conquis par l'armée allemande. C'est alors que devient évidente la criante disproportion entre les moyens limités de la *Wehrmacht* d'une part, et l'immensité des défis qui se posent, d'autre part. Comment faire si la guerre dure plus longtemps que prévu ? Il n'y a plus de réserves, ni en soldats ni en matériel ! Comment maintenir l'ordre dans les grands espaces qu'on vient de conquérir ? L'armée à elle seule n'aurait jamais assez d'hommes pour le faire ! Comment faire avec la partie non occupée de l'URSS ? Y aura-t-il toujours des combats de frontière, même après la chute de Moscou, même au-delà de l'Oural ?

Des « millions d'hommes vont périr de faim »



Les vagues réponses à ces questions pourtant capitales démontrent que personne en Allemagne n'avait pensé à fond l'opération déclenchée en été. Elles prouvent que la *Wehrmacht* avait admis, dès le début, l'évolution sinistre qui se manifeste dès septembre dans les territoires conquis sur l'URSS. Car admettre que s'installe une pénurie de ravitaillement pour ses propres troupes, signifie qu'on va laisser celles-ci piller les territoires occupés. Admettre que s'installe une pénurie d'hommes pour le contrôle des territoires occupés, signifie qu'on admet qu'ils soient laissés aux « groupes d'intervention » de la police et de la SS – ces forces dont les généraux savent parfaitement qu'elles ne se sentent pas liées par le droit de la guerre. Courir le risque d'une guerre qu'on ne pourra terminer par des moyens

militaires, c'est chercher l'annihilation totale de l'adversaire.



C'est, autrement dit, par sa propre imprudence que la *Wehrmacht* va désormais à la rencontre des nazis et de leurs plus sombres projets. Et c'est pourquoi les plus grandes victoires militaires de l'Allemagne – des exploits militaires époustouflants – ne pourront jamais être détachées des plus grands crimes qu'elles ont rendus possibles et auxquels la *Wehrmacht* a indirectement, mais aussi directement participé – plus souvent qu'on ne l'a voulu admettre longtemps.

Dès janvier 1941, le maréchal des logis général de la *Wehrmacht* n'avait été que trop heureux de se débarrasser dans les guerres à l'avenir des questions de la sécurité des territoires occupés : Himmler et Göring s'en occuperont ! Dans les conversations qui sont menées longtemps avant l'attaque de l'URSS, personne ne laisse planer le moindre doute : dans le cas d'une guerre en Europe orientale, la *Wehrmacht* se ravitaillera dans les territoires occupés. Ce qui, convient-on froidement, signifiera «sans doute que des dizaines de millions d'hommes vont périr de faim». Voici une anticipation qui sera rattrapée par la réalité : lors du seul siège de Leningrad, 1,1 million d'hommes vont périr. Hitler n'y voit qu'un juste traitement d'une ville qui n'est pour lui qu'un sinistre foyer d'ouvriers racialement inférieurs et empoisonnés par le bolchevisme. Et il en va de même pour les millions de prisonniers de guerre soviétiques.

L'enfer sur terre : le sort des prisonniers de guerre soviétiques

C'est parmi les prisonniers de guerre soviétiques que l'on dénombre, en 1941, le chiffre le plus élevé de victimes du nazisme. Les chiffres sont sujets à caution, mais il y a eu probablement, dans cette seule année, plus de trois millions de morts parmi ces jeunes gens ! À l'extrême pénurie de nutrition s'ajoutent rapidement les maladies et la violence délibérée. Un scandale inouï, dans la plus flagrante contradiction non seulement avec les droits de l'homme, mais aussi avec le droit de la guerre. Un fait qui serait inexplicable sans l'omniprésence, non seulement chez les SS, mais aussi chez les simples soldats allemands, de profonds préjugés antislaves et antibolcheviques qui permettent à tant de «bons pères de famille» de devenir des brutes sans compassion. La situation s'améliore quelque peu en 1942 quand on se rend compte qu'on a besoin des prisonniers de guerre comme force de travail ; la situation a été meilleure là où les Allemands ont été bien accueillis par une partie, parfois très importante, des populations, ainsi dans les pays baltes, en Ukraine ou en Biélorussie. C'est ici, surtout, où l'Allemagne arrive à recruter des centaines de milliers de «volontaires» qui rejoignent son armée, ses unités policières voire les SS, même si ces hommes ne le font parfois que pour échapper à une mort possible, et en tout cas à une vie très misérable dans les camps où sont enfermés les soldats de l'Armée rouge.

Une guerre d'annihilation idéologique et raciale



Le 25 mai 1941, une première ordonnance conçue dans le cadre de la préparation de la guerre à venir va franchement à l'encontre du droit de la guerre en vigueur : elle lève l'obligation de poursuivre par la justice militaire les crimes commis par des soldats allemands. Elle est suivie du funeste « règlement pour le traitement des commissaires politiques » du 6 juin. Ce texte ne prévoit rien d'autre que l'assassinat des commissaires politiques parmi les soldats de l'Armée rouge faits prisonniers. Plus de quatre mille hommes seront ainsi exécutés jusqu'en 1942. Parmi les officiers de la *Wehrmacht* qui pratiquent ce « règlement », on trouve d'ailleurs des hommes qui vont appartenir, plus tard, à la résistance anti-hitlérienne. Ce fait signale plus que tout la profondeur de l'anticommunisme des élites allemandes. Même si le nombre d'exécutés peut paraître infime comparé au nombre des soldats tombés sur les champs de bataille, le règlement sur les commissaires politiques et l'application qui en a été faite par la suite prouvent que la *Wehrmacht* elle aussi – et non seulement les nazis purs et durs – a considéré et mené la guerre en URSS comme une guerre différente de la guerre traditionnelle. Ce fut bien une guerre d'annihilation idéologique et raciale.

À preuve, l'existence d'une sorte de division du travail entre la *Wehrmacht*, la SS et la police politique sous l'ordre des Himmler et Heydrich. À partir de septembre 1941, quatre « groupes d'action spéciale » (*Einsatzgruppen*) sévissent sur le territoire de l'URSS

occupée. Sur le papier, leur tâche est la traque d'adversaires politiques. En réalité, leur action consiste dans le meurtre de la population juive. Commence en fait, derrière le front de la *Wehrmacht* qui progresse en Union soviétique, une effrayante vague de meurtres de masse. Jusqu'en avril 1942, des Allemands et leurs auxiliaires locaux exécutent *par balles* plus de 500 000 juifs dans les territoires conquis sur l'Armée rouge ! Il y a alors un nombre infini de meurtres isolés, mais il y a aussi d'immenses meurtres de masse.

Le massacre de Babi Yar

Le 29 et le 30 septembre 1941, 33 771 juifs, de tous âges, sont assassinés dans la grande banlieue de la capitale ukrainienne Kiev. C'est le plus grand meurtre de masse de la guerre – et le plus connu aujourd'hui – qui s'est déroulé sous la responsabilité de l'armée allemande. Dans le langage de la *Wehrmacht*, il s'agit d'une action de représailles pour sanctionner des attentats à la bombe à Kiev qui ont en effet fait des victimes parmi les soldats. Lors d'une conférence entre le commandant militaire allemand de la place de Kiev, les SS et les diverses forces de police allemandes en Ukraine, il est décidé de prendre une grande partie de la population juive de la ville (il y a encore à ce moment 50 000 des 175000 juifs qui avaient vécu à Kiev avant guerre). Le feld-maréchal du groupe d'armées s'en mêle personnellement et demande qu'on «procède de manière radicale ». Il est alors convenu d'une division de travail : la *Wehrmacht* y sera, mais ce sont les SS qui devront tirer. Le matin du 29 septembre, l'action déguisée en déportation

commence. Mais les milliers de juifs qui se présentent sont en fait mitraillés par groupes de dix en trente-six heures dans le grand ravin appelé Babi Yar, près de Kiev. C'est en effet un commando du «groupe d'intervention C», un commando composé de SS, d'hommes de la police de sécurité et d'autres polices et de miliciens ukrainiens qui opèrent avec les mitrailleuses. Les soldats ne tirent pas mais s'occupent de couvrir l'action et de dynamiter les parois du ravin afin de couvrir les corps de gravats. Le SS qui a commandé l'action a été jugé, condamné à la peine capitale et exécuté en 1951. En 1968, huit autres SS ont été condamnés à de longues peines de détention. Mais aucun des officiers, qui ont eu la responsabilité du massacre, n'a été jugé après la fin de la guerre.

Il est probable que l'immense majorité des simples soldats de la *Werhmacht* en URSS n'ont ni vu ni participé à ce genre d'atrocités. Mais de nombreux crimes de guerre ont été commis en présence ou avec la participation de soldats lors de la répression de partisans réels ou supposés tels. Aux yeux d'Hitler, l'appel de Staline aux actions de sabotage, dans son célèbre discours du 3 juillet 1941 sur la « grande guerre patriotique », avait donné la possibilité d'«extirper ce qui s'oppose». C'est-à-dire de «fusiller toute personne qui nous regarde seulement de travers».

Staline paralysé

Dans les premiers jours de la guerre, Staline avait été frappé comme d'une paralysie. Absent de Moscou, il

laisse à ses ministres la tâche de réagir. Mais l'échec des opérations de défense et surtout des actions de contre-attaque sur lesquelles on avait tant compté amène bientôt à une situation proche de la décomposition de l'armée.

C'est dans ce moment de la plus grande détresse que Staline trouve la force de revenir sur le devant de la scène pour réorganiser avec détermination et violence la défense. Surtout, il parvient à mobiliser les forces profondes de l'Union soviétique. Avec trois cents nouvelles divisions, il stabilise un front chancelant et équipe de nouvelles lignes de défense dans la profondeur de l'espace. Pour l'instant, les troupes allemandes se trouvent à quelques dizaines de kilomètres de la capitale soviétique. Les Finnois ont repris possession de la frontière d'avant 1914. Les Roumains ont pris possession des territoires auxquels ils avaient aspiré. La guerre à l'Est est loin d'être terminée à la fin de l'année 1941.

Chapitre 19

Le Japon impérialiste et belliciste

Dans ce chapitre :

- ► Le Japon sur le chemin de l'impérialisme belliciste
- ► La Chine en ligne de mire
- ► Un fascisme à la japonaise
- ► La France, première victime du Japon

La conquête de la « terre centrale » par Hitler étend la guerre sur l'ensemble du continent européen. Avec l'entrée dans la guerre de l'Amérique, la guerre se porte sur le Pacifique et devient *véritablement mondiale*. Un nouvel acteur fait son apparition et renforce le camp des Alliés.

Désormais, le Reich est en guerre avec les trois plus grandes puissances économiques du monde, alors que les économistes allemands ont assuré qu'une guerre longue n'était possible pour le Reich qu'à la condition qu'il ait accès à l'un des réservoirs mondiaux de matières premières : URSS, Empire britannique, États-Unis.

Paradoxe : Hitler comptait sur la rivalité nippo-soviétique pour réaliser ses plans ; à partir de la fin 1941, c'est plutôt le Japon qui est en mesure de profiter de la guerre germano-soviétique.

Le Japon sur le chemin de l'impérialisme belliciste

Dès le début de l'ère Meiji (1868), le Japon est dans une logique d'affirmation et de modernisation. Il ne veut plus être en reste par rapport aux puissances occidentales qui se sont bâti des empires. Les «traités inégaux», que lui avaient imposés les Occidentaux en 1853, ne sont pas étrangers à ce ressentiment et à cette volonté de revanche.

Le nouveau Japon entend exister dans le concert des nations. En Chine, par exemple, Français, Anglais, Allemands, Américains et Russes se partagent des ressources qui intéressent l'économie nippone. Son projet d'expansion impérialiste est l'expression de cette volonté.



À la fin du xix siècle, le *panasiatisme* représente un courant important et légitime une politique coloniale, imitant ainsi le modèle occidental : Taiwan et les Pescadores (1895), Corée (1905 puis 1910), péninsule chinoise du Liadong (1905), une partie de l'île de Sakhaline au large de la Sibérie (1905), suite à la guerre avec les Russes. Cette guerre joue un rôle symboliquement fort dans la constitution de l'imaginaire nationaliste japonais : pour la première fois, une armée asiatique vient à bout d'une armée européenne.

Le Japon entend renforcer sa logique expansionniste à l'extérieur de son archipel montagneux pour tenter de résoudre le problème lié à sa démographie galopante (73 millions d'habitants) et à la faiblesse de ses matières premières (pétrole et charbon, notamment). Le Japon a

réussi à s'installer en Mandchourie grâce à la mainmise sur le chemin de fer (la ligne est gérée par la Mantetsu, une compagnie japonaise fondée en 1906). Il exploite à son profit cette région importante. Les *zaïbatsu*, ces grands trusts industriels et financiers qui sont les fers de lance de l'expansion économique du Japon, ont bien saisi l'intérêt qu'il y avait à acquérir des droits sur les mines de fer et de charbon de la Mandchourie.



Si le Japon, contre toute raison, déclare la guerre à l'Allemagne en 1914, c'est pour pouvoir participer au dépeçage de ses possessions. Ainsi, les archipels de Micronésie au cœur du Pacifique, les îles Mariannes, Marshall et Carolines, sont reprises à l'Allemagne. La péninsule de Shandong (la partie Est de la Chine, sur la mer Jaune) tombe sous la coupe nippone en 1919 avec la bénédiction du président américain Wilson (qui reconnaît ainsi les « droits spéciaux » du Japon sur la Chine). Dès janvier 1915, le Japon renforce sa pression sur la Chine, fragilisée par la chute de sa dynastie, en lui demandant des droits exorbitants, comme, par exemple, l'assurance que la Chine n'attribue plus de concessions ou de ports à toute autre puissance.

La production industrielle du Japon connaît un bond spectaculaire. Mais la crise de 1929, qui atteint le Japon en 1931, met un terme à cette montée en puissance économique. Le yen fond, les prix baissent, les entreprises tombent en faillite, le chômage augmente : il représente près de 20 % de l'effectif salarié. La société est fragilisée. La solution, le Japon pense la trouver en Chine, mais aussi dans le renforcement du complexe militaro-industriel : les dépenses militaires, qui

doublent de 1931 à 1935, deviennent un des vecteurs principaux de la relance. Grâce à l'interventionnisme étatique, la production industrielle double de 1935 à 1939 et l'agriculture se modernise à marche forcée.

Certaines firmes arrivent à atteindre un niveau mondial et à se situer dans les premiers rangs. Ainsi en est-il de la machine-outil, de l'aviation, des machines électriques. L'industrie lourde n'est pas en reste. Toyota quitte les métiers à tisser pour l'automobile. De nouveaux *zaïbatsu* (comme Nissan) font leur apparition pour longtemps.

La Chine en ligne de mire

C'est par la Chine que le Japon amorce sa politique de recherche de débouchés et son désir de domination. Et c'est dans l'empire du Milieu qu'il va montrer sa capacité de violence extrême.

Invasion de la Mandchourie

En 1931, le Japon envahit la Mandchourie, sa base économique arrière dont il va faire une chasse gardée et la pierre d'angle de sa politique d'autarcie. Les sociétés privées investissent massivement ce pays avec la volonté de constituer un levier industriel puissant. Une économie totalement dirigée et planifiée se met en place.



Les *zaïbatsu* traditionnels (à base clanique et familiale), type Mitsui ou Mitsubishi, qui avaient participé à la conquête du chemin de fer, sont dépassés par de nouveaux *zaïbatsu* comme Nippon Sangyô,

autrement dit Nissan. Son champ d'activités est très vaste, puisqu'il intègre la construction mécanique, l'automobile, mais aussi l'équipement électrique, avec Hitachi.



Le 1 mars 1932, après une proclamation « d'indépendance », la Mandchourie devient « Mandchoukouo », un État croupion à la tête duquel est placé le dernier empereur de Chine, Pu Yi, dont le rôle est purement symbolique. Une fiction juridique qui vise à échapper à la condamnation de la SDN. Les Japonais tentent d'expliquer qu'ils ont ainsi éliminé le danger d'une bolchevisation de la Chine... Le 10 juin 1935, le masque tombe : un pacte entérine le fait que tous les pouvoirs en Chine du Nord seront confiés à des administrateurs nommés par Tokyo. La logique économique s'inscrit dans une dynamique expansionniste à dimension guerrière.



À partir de 1936, tout un réseau d'unités bactériologiques est mis en place pour préparer la guerre de demain. Dans ces lieux infernaux, les hommes sont transformés en cobayes sur lesquels on effectue des expériences.

La SDN se contente de gestes symboliques. Le Japon se retire alors de la SDN en 1933, année de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. En 1936, il signe le pacte anti-Komintern avec l'Allemagne et l'Italie. Étrange alliance que celle du Japon, antioccidental et porte-drapeau des Jaunes contre les exploiteurs blancs, avec l'Allemagne nazie, dont l'idéologie est fondée sur la supériorité supposée de la race aryenne !

Une guerre pour «la renaissance de l'Asie de l'Est» ?

La politique d'expansion dominatrice du Japon est maquillée par un discours anticolonialiste destiné à convaincre les autres peuples de l'Asie du Sud-Est que le Japon est leur émancipateur.



Le ministre des Affaires étrangères, Mamoru, déclare en 1943 : « Pour l'Asie de l'Est et pour ses peuples, il s'agit d'une guerre d'éveil racial, une guerre pour la renaissance de l'Asie de l'Est. [...] Le présent conflit est pour nous une guerre d'émancipation nationale, alors que pour notre ennemi ce n'est rien d'autre qu'une guerre d'agression. »

Il s'agit donc de soustraire la Malaisie, la Birmanie, les Philippines, l'Indonésie et les nations d'Indochine à leurs «opresseurs» occidentaux pour co-construire avec ces pays une « sphère de coprospérité de la grande Asie de l'Est». L'idée est de créer un bloc autarcique à l'abri des courants commerciaux internationaux et d'instaurer une *pax japonica*. Dès 1938, le Premier ministre nippon, Konoe, annonce l'avènement d'un ordre nouveau : *l'Asie aux Asiatiques*.



Le 26 juillet 1940, la couleur est annoncée : le Japon entend « prendre des mesures positives (*sic*) pour intégrer les possessions anglaises, françaises et portugaises d'Asie orientale à l'ordre nouveau, par des voies si possible diplomatiques ».

Un fascisme à la japonaise

En 1935, le Parlement proclame que le Japon est le « centre vital du monde », alors que l'empereur est réputé d'essence divine. Il incombe au ministère de l'Éducation de diffuser auprès des jeunes le *Nippon seishin*, c'est-à-dire « l'esprit du Japon » ou le *kokutai*, «l'esprit national». Avec toujours ce devoir de loyauté absolue envers le «supérieur». La mystique nationaliste se fond parfaitement dans le culte du chef (le *Tennô*) et de l'obéissance qui constitue un trait profond de l'imaginaire collectif nippon. Il faut noter également que la population fait l'objet d'un encadrement aux maillages très fins à travers les associations de voisinage (*Tonarigumi*) qui crée un système d'autosurveilance généralisée.

Ce Japon-là n'est à l'évidence pas très éloigné de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie, même s'il est délicat de lui apposer le label « fasciste » (à cause, notamment, de l'absence d'un parti unique et du poids des traditions). Peu à peu, le régime politique du Japon se transforme et s'oriente vers une gouvernance de type dictatorial, sinon fasciste, accordant à l'État un rôle prééminent dans l'encadrement de la société et de l'économie, au service d'une affirmation agressivement nationaliste.

Nationalisme radical et guerrier

Jusque-là, et depuis 1889, le Japon était un empire constitutionnel où une forme de démocratie existait (partis politiques, Parlement), malgré des structures sociales traditionnelles qui imposaient leur dynamique à la vie politique. Mais la contagion autoritaire, qui se répand en Europe, touche également le Japon. Le

nouvel empereur qui arrive sur le trône en 1926, Hirohito, aura peu l'occasion de voir son règne correspondre au nom qu'il lui a attribué : «la paix brillante» ! Il ne décourage pas la radicalisation nationaliste qui se manifeste : en 1927, les militaires fomentent un coup d'État, qui sera déjoué. Idem en 1931. L'armée, qui exerce un pouvoir important dans le domaine militaro-industriel, entend jouer un rôle politique tout en voulant s'affranchir des règles du jeu politique.

Comme en Europe, des ligues nationalistes se créent pour orienter le pouvoir vers un changement radical. Un des clans les plus violents est le *Kôdô-ha* («groupe de la voie impériale»), né au début des années trente à l'initiative d'un universitaire exalté. Ce groupe prône une politique d'expansion nationaliste sur l'Asie, au nom de la supériorité de la « race » japonaise. Son programme intérieur marque une hostilité au suprême pouvoir des *zaïbatsu* au détriment des intérêts du monde agricole et plaide en faveur d'une reprise en main des politiques à travers un État fort et interventionniste, de type fasciste.

À ce groupe adhère le général Hideki Tôjô, qui se trouve en Mandchourie, porteur du malaise de ceux qui pensent que les technocrates de Tokyo sont trop loin du terrain et ignorent les vrais intérêts du Japon. Il deviendra Premier ministre en 1941. C'est lui qui, en 1934, a placé en exergue de la brochure éditée par le ministère de l'Armée, *Sur l'essence et les progrès de la Défense nationale*, un aphorisme de Clausewitz : « La guerre est le père de la création et la mère de la civilisation.»

Une société sous contrôle

Entre-temps, les activistes du *Kôdô-ha* font savoir qu'ils existent.



Ainsi, le 26 février 1936, leurs troupes assaillent le Parlement et les principaux ministères. Deux ministres sont tués, de même que l'inspecteur général de l'enseignement militaire. Le grand chambellan de l'empereur et le Premier ministre ont failli l'être. Le trône a vacillé. L'empereur reprend la main, sanctionne et nomme un nouveau gouvernement. À partir de cette date, la société japonaise est sous contrôle. Les libertés sont abolies. L'armée est plus que jamais le pôle autour duquel s'ordonne le pouvoir et s'organise la vie politique.

En décembre 1937, le Premier ministre Konoe fait voter par la Diète (le Parlement) une « loi de mobilisation générale » qui donne à l'État (et donc l'armée) une prévalence absolue. Une véritable économie de guerre est mise en place.

Les horreurs de la guerre contre la Chine

C'est à l'été 1937 que l'empire du Soleil-Levant se lance dans la guerre contre la Chine. Les régions côtières sont occupées, Pékin, Shanghai et Nankin (en décembre), capitale chinoise, tombent. En mars 1940, Tokyo impose à Nankin un gouvernement collaborationniste.



On a oublié le drame horrible que représentent cette conquête et, particulièrement, la prise de Nankin. C'est le début du cycle d'horreurs qui culminera avec la

Seconde Guerre mondiale et qui n'a pas comme seul responsable Hitler. Aujourd'hui encore, le gouvernement chinois est très sensible à cet épisode funeste de la pré-guerre. Certains parlent même de génocide en raison du fait que le massacre de Nankin fut préparé et ordonné. Pour sûr, nous voyons à l'œuvre une sorte de *criminalité de guerre*. Un chiffre résume l'ampleur de la tragédie : 150 000 militaires chinois tués ou blessés (30 000 à 60 000 tués), pour 40 000 Japonais (dont 9 000 morts). Les prisonniers de guerre sont massacrés, au mépris des lois de la guerre. Comme si les instructions étaient de ne pas faire de prisonniers, mais de les exécuter. Pourtant, le Japon a ratifié la convention de La Haye sur les lois et coutumes de guerre en 1907.

Les civils vont payer un tribut effarant, victimes d'une politique de terreur. Tous, femmes, enfants, vieillards inclus. Toutes les formes de violence : viols, tortures, pillages, destruction, incendies volontaires. Si les combats militaires ravagent 2 % des 40 000 maisons et immeubles de la ville, la politique de terreur détruit par le feu 24 % de l'ensemble. On considère que le nombre de civils massacrés à Nankin se situe entre 12 000 et 20 000, soit 5 à 8 % de sa population « résiduelle » (Jean-Louis Margolin). À titre de comparaison, la semaine sanglante de la Commune de Paris en 1871 tua moins d'1 % des Parisiens. Au procès de Tokyo (1946-1948), «Nankin» est considéré comme un des crimes majeurs du Japon.



Le bilan de la conquête de la Chine est effarant : 800 000 soldats chinois tués et peut-être 2 500 000 civils liquidés.

La Chine a payé un lourd tribut à l'impérialisme nippon sur l'ensemble de la guerre : la Chine populaire estime à 35 millions le nombre de ses victimes, les tribunaux au lendemain de la guerre situent ce chiffre à 11 millions. Il est sûr que le massacre est l'un des plus terribles du xx siècle, et de la Seconde Guerre en particulier.

Il se révèle assez tôt que la politique d'occupation ne porte pas tous les fruits escomptés. La maîtrise de la Chine exige une forte dépense d'énergie contre-productive. C'est un gouffre. Il faut compter également sur la résistance du gouvernement chinois dirigé par Tchang Kai-chek, chef du parti unique Kuomintang. La machine de guerre nippone est mangeuse d'argent et de matières premières et creuse le déficit de la balance commerciale. Même si le Japon produit 7 millions de tonnes d'acier, le charbon et le pétrole lui font défaut.

Son armement est le plus important d'Extrême-Orient. L'armée de terre reste traditionnelle, et n'a pas encore saisi la révolution du char. Par contre, sa marine est exceptionnelle : 113 destroyers, 63 sous-marins, 36 croiseurs, 10 cuirassés, 10 porte-avions. Son aviation embarquée force le respect : 2 600 appareils. Il faut aussi prendre en compte le sens de la discipline et de la cohésion dont fait preuve cette armée, un indéniable multiplicateur de puissance.

Profiter de la faiblesse de la France en Indochine



La guerre conduite sur le front occidental par Hitler fait les affaires du Japon. Il entend profiter de la guerre et des difficultés des puissances colonisatrices. Comme il l'avait fait lors de la Première Guerre mondiale avec l'Allemagne ! Première victime : la France. Cet épisode de la guerre est peu connu.

Ultimatum du Japon à la France

Il convient de savoir que la politique d'aide de la France à Tchang Kai-chek, qui résistait à l'emprise du Japon en Chine, insupportait l'armée japonaise. Depuis 1937, en effet, la Chine était autorisée à emprunter la voie ferrée d'Haiphong au Yunnan, traversant le territoire du Tonkin. Ainsi pouvait-elle se ravitailler en armes et munitions. Le Japon accuse la France de contrebande de guerre. Dès le début de l'année 1940, le chef du Deuxième Bureau nippon, le général Tsushihasi, rencontre le général Georges Catroux, gouverneur général de l'Indochine, pour que cesse cette aide à la «résistance chinoise». L'entrevue est orageuse. La radio et les journaux nippons se montrent très agressifs à l'endroit de la France.

Le 19 juin 1940, alors que la défaite de la France est imminente, le Japon lance un ultimatum à la France. Il demande la fermeture de la frontière aux transports d'essence par camions et certains matériels par la voie ferrée, ainsi qu'un contrôle japonais de cette fermeture par des fonctionnaires spéciaux. Le gouvernement général de l'Indochine a vingt-quatre heures pour répondre ! Catroux a conscience que le rapport des forces n'est pas en sa faveur. Les forces armées sont

dispersées, les moyens aériens et antiaériens insuffisants, les stocks de munitions limités à un mois, la population peu prête à supporter une guerre. La maîtrise de la mer et celle du ciel appartiennent aux Japonais.

La France lâchée par les Anglais et les Américains

Pour se préparer à résister, le gouverneur de l'Indochine rencontre l'amiral Percy Noble, commandant la flotte britannique basée à Singapour, afin d'étudier les modalités d'un concours éventuel.



Lord Halifax, le chef de la diplomatie de Sa Majesté, lui répond le 30 juin que «toutes les ressources militaires» de l'Angleterre doivent être consacrées à la lutte contre l'Allemagne sur le territoire européen. Le message est clair : pas d'aide et refus d'un engagement armé.

Catroux se tourne alors vers les Américains. Il leur demande de « prendre intérêt au sort de l'Indochine » et de lui livrer avions et matériel de DCA.



Le 20 juin 1940, l'ambassadeur de France à Washington télégraphie à Catroux que l'Amérique se contentera d'une « démarche amicale et pressante » pour inviter le gouvernement japonais à se détourner d'une agression contre l'Indochine.

Le gouvernement français est lâché. Dans ces jours décisifs, la France change de régime : fin de la République, début de l'État français. La décision politique est vacillante. Catroux attend des ordres qui ne viennent pas à temps. Il se résout alors à «faire céder l'amour-propre national à l'intérêt national» : à savoir «conserver par tous les moyens l'Indochine à la France en dépit de notre défaite»... Il accepte de fermer les frontières et de laisser intervenir les fonctionnaires nippons. Catroux dit qu'il cherche à gagner du temps pour pouvoir se battre au cas où. Mais que peut-il ?

Faiblesse de la France

Le Japon n'entend pas annexer l'Indochine, mais utiliser ce secteur pour avancer ses pions. La faiblesse de la France lui convient parfaitement.

L'ambition japonaise est double : il s'agit de prendre part au commerce florissant de l'Indochine et de contrôler la zone qui se trouve entre le Tonkin et la Chine du Sud afin d'amoindrir le potentiel des Chinois nationalistes ; il s'agit aussi de constituer un échelon supplémentaire dans le cadre d'un plan d'expansion plus global en Asie. Première étape : les mers du Sud.

Le gouvernement de Vichy apprécie peu la liberté que Catroux a cru devoir prendre et le ton direct de ses télégrammes. On lui reproche (ce qui est faux) de n'avoir pas suffisamment informé le gouvernement. Il est relevé de ses fonctions au plus mauvais moment. Catroux avait évité le pire. Il avait surtout osé maintenir un lien fort avec la Grande-Bretagne (alors que la France avait renié sa parole vis-à-vis des Anglais en acceptant l'armistice). Le gouvernement nomme l'amiral Jean

Decoux. La passation des pouvoirs s'effectue le 20 juillet. La France s'affaiblit encore plus aux yeux des Japonais, mais aussi à ceux des autochtones.



Les « protégés » indochinois de la France comprennent que la France n'est plus invincible...

La France, première victime du Japon

Le premier geste de l'amiral Decoux est de faire parvenir à Vichy une lettre dans laquelle il proteste contre les concessions excessives faites par son prédécesseur ! À peine cet accord obtenu, le gouvernement japonais cherche à obtenir les stocks de wolfram et d'antimoine retenus par la France au Tonkin et appartenant au gouvernement nationaliste chinois, puis rachetés par les Américains. Dès le 10 juillet 1940, le général Nishihara propose une « alliance défensive » entre la France et le Japon. Avec la promesse du maintien de l'Indochine à la France, le Japon demande dans l'Indochine française le passage des troupes japonaises et leur ravitaillement, mais aussi l'utilisation de quelques aéroports et des installations militaires.



Dans la soirée du vendredi 2 août, l'ambassadeur de France à Tokyo reçoit un nouvel ultimatum. Il faut que les troupes de l'empereur du Japon puissent traverser le territoire indochinois et utiliser ses aérodromes.

Comment va réagir le gouvernement ? En juillet, le gouvernement Pétain a rejeté l'ultimatum de l'Angleterre pour la base navale de Mers-el-Kébir. Fera-t-

il de même avec le Japon, allié du vainqueur de la France ? Vichy semble adopter au départ une attitude de fermeté. Paul Baudoin, alors ministre des Affaires étrangères, est persuadé qu'une résistance serait une erreur. La négociation est privilégiée, même si officiellement le gouvernement Laval repousse l'ultimatum. Il demande au gouvernement allemand d'intervenir auprès du Japon. N'y a-t-il pas un risque de «recul de l'influence blanche» ? L'Allemagne nazie, protectrice de la France !

Côté américain, comment réagit-on ?



L'ambassadeur de France à Washington résume ainsi la position abstentionniste des États-Unis (qui ne sont pas encore en guerre) : « Le gouvernement américain ne prendra aucune mesure décisive contre le Japon, aussi longtemps que ne sera pas écartée la menace d'une victoire finale de l'Allemagne sur l'Angleterre. » On l'a compris : les États-Unis ne feront rien contre le Japon. Comment celui-ci ne se sentirait-il pas encouragé par une telle attitude, qui pour lui vaut quitus ?

De son côté, le ministre des Affaires étrangères de Chine fait savoir à Vichy que si le Japon obtient ce qu'il demande, les troupes chinoises entreront au Tonkin.

La collaboration franco-nippone

Le gouvernement nippon fait pression sur la France de Vichy et assure que le 22 septembre 1940, son armée entrera en force en Indochine.



Ce même jour, à Hanoï, un accord militaire est signé. Il prévoit :

- ➤ L'occupation du Tonkin (au nord-est de l'Indochine) par 6 000 hommes, représentant les effectifs navigants et ceux de la garde des aérodromes ;
- ➤ L'évacuation de la division de Canton ;
- ➤ L'arrivée à Haiphong de transports japonais.

En fait, la France reconnaît la prééminence du Japon en Extrême-Orient, alors que le Japon reconnaît la souveraineté française (ou ce qu'il en reste) en Indochine. Autant dire que la France se soumet au diktat nippon. La souveraineté de la France est toute théorique. En apparence, rien n'est bouleversé. Mais c'est un pillage des richesses de l'Indochine que le Japon met en place aussitôt. Des accords économiques sont passés sous la pression japonaise, qui visent au ravitaillement de l'armée nippone et du Japon lui-même.

En mars 1943, des entretiens ont lieu à Saigon entre Decoux et l'ambassadeur Kuriyama, secrétaire général de la mission japonaise. Ils aboutissent à un vaste accord dont le but est de «consolider les rapports économiques entre le Japon et l'Indochine sur des bases nouvelles afin que l'Indochine puisse faire face le plus possible aux besoins découlant de l'évolution de la situation en Asie orientale». Il est clairement dit qu'il convient de « faciliter la collaboration économique ». Ainsi, les ressortissants japonais sont autorisés « au même titre que les Français à se livrer aux entreprises

industrielles, agricoles ou autres... ». Decoux s'engage sur « l'honneur » à faire preuve de « loyauté », notamment dans l'application des accords militaires. Il garantit « la tranquillité des arrières des forces japonaises stationnées en Indochine ».



Ainsi, sans coup férir, le Japon a mis au défi la France comme puissance coloniale. C'est un signal fort qui est donné aux autres peuples colonisés. Il faut qu'ils comprennent que le Japon est capable de faire plier l'Occident en Asie, qu'il est capable de le remplacer. Il ne faut pas oublier que l'Indochine était le fleuron de l'Empire français.



Le 27 septembre 1940, le Japon avait signé avec l'Allemagne et l'Italie, puissances victorieuses, le Pacte tripartite. Il assure ses arrières en signant, le 13 avril 1941, contre toute attente, un engagement réciproque de neutralité avec l'URSS, avec effet jusqu'en 1946. Aussi incroyable que cela paraisse, ce pacte sera respecté jusqu'au 8 août 1945 ! Le Japon poursuit un lent travail de grignotage de la souveraineté française. Ainsi, le 2 mai 1941, un protocole est signé entre Vichy et Tokyo par lequel le gouvernement français s'engage à ne contracter avec une tierce puissance, concernant l'Indochine, aucun accord ou entente prévoyant une coopération de nature à s'opposer au Japon.



Le 29 juillet, un nouvel accord est conclu qui permet au Japon d'envoyer en Indochine autant de troupes, unités navales ou formations aériennes souhaitables en cas d'agression contre l'Indochine. Avec en prime une totale liberté de mouvement et l'utilisation de huit bases aériennes, des bases navales de Saigon et de la baie de Camrenh. Il sera accordé à ces forces la faculté de se loger, de faire des manœuvres et des exercices. C'est une véritable collaboration franco-nippone qui est ainsi engagée.

Chapitre 20

Le Japon oblige l'Amérique à entrer dans la guerre

Dans ce chapitre :

- ► Les Américains n'aideront pas la France contre le Japon
- ► L'attaque surprise et foudroyante de Pearl Harbor
- ► Les conquêtes japonaises et la stratégie du « jiu-jitsu »

Pearl Harbor. Décembre 1941. Une base militaire américaine est pilonnée par l'aviation nippone. C'est un choc. C'est parce qu'ils ont été attaqués par les Japonais que les États-Unis sont entrés dans la guerre. La guerre leur a été imposée. Jusque-là, le gouvernement américain avait eu un comportement quelque peu équivoque à l'égard de la puissance japonaise, adoptant une étrange posture, faite de neutralité, dont la France a été victime.

Les Américains n'aideront pas la France contre le Japon

On commence à comprendre, à Londres et Washington, que l'infiltration de la péninsule indochinoise par le Japon prépare une action de plus grande envergure vers les mers du Sud. L'implantation militaire du Japon en Indochine est l'étape préalable pour attaquer, le

moment venu, les forces britanniques de Birmanie et de la région de Singapour. Le gouvernement américain demande des explications à Vichy le 1 août 1941.



Le gouvernement français répond par un aide-mémoire rappelant les diverses interventions de la France tentées auprès des Anglais et des Américains pour obtenir leur appui depuis juin 1940... Ce mémoire se termine ainsi : « La France [...] s'autorise de la sympathie que les États-Unis n'ont cessé de lui témoigner dans les heures d'épreuves pour leur demander une compréhension équitable de mesures dans lesquelles il serait injuste de voir autre chose que les conséquences indirectes de sa défaite militaire. »

Roosevelt accuse le «Vichy French»

Novembre 1941. Le Japon, qui sait qu'il va attaquer l'Amérique sur Hawaï, demande à Decoux de signer un avis solennel d'ouverture des hostilités entre le Japon d'une part, l'Angleterre et les États-Unis d'autre part et de déclarer que l'Indochine ne saurait rester neutre.



Un accord est signé le 9 décembre, un jour après l'attaque de Pearl Harbor. En février 1942, les médias américains orchestrent une campagne contre la France de Vichy, lui imputant la responsabilité des revers subis par les puissances anglo-saxonnes dans le Pacifique. Roosevelt lui-même accuse les *Vichy French* qui auraient cédé l'Indochine au Japon, suite à quoi celui-ci aurait pu déployer sa politique expansionniste. L'ambassadeur de France à Washington fait parvenir début mars au gouvernement américain un

mémorandum qui rappelle des faits indubitables établissant la passivité des États-Unis dans cette affaire et renversant la charge de la preuve. À l'évidence, cette passivité et cette neutralité anglo-américaines ont encouragé le Japon à persévérer dans son être impérialiste.

Le 2 août 1940, le gouvernement français, conscient du « détachement marqué par le Département d'État américain devant l'éventualité d'une attaque de l'Indochine », fait savoir à l'ambassadeur de France à Tokyo qu'il doit se résoudre à chercher des « accommodements » avec la puissance japonaise. Dès qu'il est en possession des exigences japonaises, l'ambassadeur de France les transmet au gouvernement américain en lui demandant l'appui que la France pourrait attendre des États-Unis. Ceux-ci bottent en touche : ils ne se livreront à aucune action décisive contre le Japon.



Jour après jour, le gouvernement américain est informé des attentes et des suppliques de la France. Mais il campe sur sa ligne abstentionniste, acculant ainsi la France à céder. En cas de violation du territoire indochinois par le Japon, la France sait qu'elle sera seule. Cela vaut encouragement. Le gouvernement français informe le gouvernement américain qu'il va donner des instructions « conciliatrices » à son ambassadeur au Japon pour qu'il puisse négocier un accord. Après l'accord de septembre 1940, la France sait que le Japon formulera de nouvelles exigences. Elle cherche alors à obtenir des Américains du matériel de guerre (notamment le matériel français d'aviation expédié pendant la guerre aux constructeurs américains). En vain.

La France dénonce la passivité des Américains

Le refus des Américains de répondre à l'appel de la France dans le conflit avec le Siam (novembre-décembre 1940) est choquant. Le Siam (la Thaïlande aujourd'hui) est un pays mitoyen de l'Indochine qui revendique des territoires au Cambodge et au Laos. Il attaque l'Indochine française avec des avions de chasse américains, pilotés par des Japonais ! L'ambassadeur de France à Washington, sur les instances de Decoux, demande aux Américains de disposer des 90 avions achetés et payés aux États-Unis par la France avant l'armistice et entreposés après la défaite à la Martinique afin de les livrer à l'Indochine. Rien ne put se faire, les

Américains mettant en doute les finalités de cette livraison.



Le 10 janvier 1941, Henry-Haye, ambassadeur de France à Washington, rappelle au gouvernement américain que cette réserve est « contraire à la politique du président Roosevelt de laisser sans appui matériel les nations qui affirment leur volonté de résister à l'agression ». L'Indochine a besoin d'aviation. Le 18 janvier, il attire l'attention sur les risques d'une prochaine poussée expansionniste des Japonais vers les Indes néerlandaises et qu'il convient, par précaution, de défendre la côte d'Annam et de la Cochinchine. Une issue paraît poindre le 18 avril. Le Département d'État fait enfin connaître qu'il autoriserait la livraison en Indochine d'un matériel de guerre léger, comprenant 4 000 *submachine guns* et 50 mortiers Brown.



Mais le 2 mai intervient le protocole signé entre Vichy et Tokyo par lequel le gouvernement français s'engage à ne contracter aucun accord de coopération avec une tierce puissance concernant l'Indochine. Ce protocole n'était plus compatible avec les demandes d'aide de la France aux États-Unis. Le 5 juin, le Département d'État fait savoir qu'il est désormais hostile à toute livraison de matériel de guerre à l'Indochine. La France était piégée par le Japon. Mais que pouvait-elle sans l'appui américain ? Elle était condamnée à signer l'accord humiliant du 29 juillet 1941.

L'étrange clémence des États-Unis vis-à-vis du Japon

La position américaine de « *wait-and-see* » à l'égard du Japon étonne. Il faut prendre en compte l'opinion américaine, bien sûr. Quand, en octobre 1937, après l'intervention nippone en Chine, Roosevelt se laisse aller à demander à la communauté internationale de « mettre en quarantaine » le Japon, les Américains manifestent une massive hostilité. Un sénateur va jusqu'à proposer de soumettre toute déclaration de guerre à référendum ! Le succès monumental du roman de Pearl Buck (1931), *The Good Earth*, qui raconte des scènes de la vie paysanne chinoise, adapté au cinéma en 1937, n'est pas de nature à renverser brutalement la tendance à l'isolationnisme.

Les considérations économiques ont leur part dans cette attitude.



Le Japon, ce qui se sait peu, reste le troisième meilleur client des États-Unis (derrière la Grande-Bretagne et le Canada). Les États-Unis représentent 40 % de ses importations. Le refus d'appliquer des sanctions économiques au Japon après le massacre chinois vient de là. Et cette abstention américaine ne pouvait pas ne pas être regardée comme un signe par le Japon. La communauté internationale dans son ensemble montrait son impuissance. Les grands pays occidentaux, présumés porteurs de la flamme de la civilisation, laissaient l'horreur se perpétrer. Dans l'ordre des priorités, le commerce passait avant les droits de l'homme.

Les Américains se réveillent

Pourtant, la mainmise nippone sur l'Indochine française provoque un choc salutaire. L'Indochine est le point de passage idéal pour atteindre Singapour, base navale d'importance, et l'Indonésie. Dès l'été 1940, les États-Unis décident de voter une loi sur le contingentement des exportations (avions et essence notamment), afin de pouvoir constituer des stocks en territoire américain. L'accord conclu entre le Japon et la France inquiète l'administration américaine eu égard à l'importance stratégique des matières premières qui se trouvent en Indochine. Un embargo est décidé sur les produits comme les lubrifiants, l'acier, le kérosène. C'est certainement pour tenter d'intimider les Américains que le Japon signe, le 27 septembre 1940, avec l'Allemagne et l'Italie, le fameux Pacte tripartite.



Le 26 juillet 1941, deux mois après l'occupation totale de l'Indochine par le Japon, les États-Unis gèlent les avoirs japonais des banques américaines pour, indirectement, interdire des possibilités d'achat au Japon. Il faut savoir que les États-Unis vendent du pétrole aux Nipppons de juin 1940 à juillet 1941, tout en sachant que c'est un ennemi potentiel ! Mais on dit au Département d'État qu'il s'agit surtout d'éviter un clash avec le Japon pour se consacrer totalement à la bataille de l'Atlantique. Les États-Unis sont suivis par l'Angleterre et la Hollande.

Autre mesure d'importance, les États-Unis allouent des fonds à la Chine : cent millions de dollars en novembre 1940, une première dotation étant intervenue au printemps 1940. Au même moment, l'aide accordée par les Américains à Tchang Kaï-chek s'intensifie, jusqu'à le faire bénéficier du système Prêt-Bail. La signature de la

charte de l'Atlantique, le 12 août 1941, entre Churchill et Roosevelt, est un pas de plus de l'Amérique dans le dépassement du dogme de la neutralité, mais c'est aussi une volonté affichée de placer le conflit en cours, déclaré en Europe et larvé en Asie, sur le plan des principes de la démocratie et de la sécurité collective.

Jeu de poker menteur entre Japonais et Américains ?

Début août 1941, le Japon décide malgré tout de tenter de négocier avec les Américains pour obtenir la levée de l'embargo. Jeu de poker menteur, mesure dilatoire ? Le Premier ministre Konoe demande, en vain, une entrevue avec Roosevelt. Celui-ci soupçonne une manipulation. Les militaires nippons veulent entrer en guerre. L'empereur s'y oppose ; au chef d'état-major général, il déclare : « Vous étiez ministre de la Guerre quand a éclaté l'incident de Chine, vous m'avez assuré qu'en un mois tout serait fini. Et la guerre dure depuis quatre ans !... Or, si l'arrière-pays de Chine est vaste, le Pacifique est sans limites ! »

Si la négociation n'aboutit pas, il est convenu que la logique de guerre devra prévaloir. Or, les États-Unis (qui d'ailleurs n'ont rien tenté pour aider la France à résister à l'occupation japonaise) posent comme préalable le retrait de l'Indochine. De son côté, le Japon pose comme condition l'arrêt de l'aide américaine à Tchang Kaï-chek. Il n'y a pas d'issue possible. Le cabinet Konoe démissionne ; il est remplacé par un belliciste. La guerre est inévitable.

L'attaque surprise et foudroyante de Pearl Harbor



Le 18 octobre 1941, c'est donc un impérialiste de choc qui devient Premier ministre : le général Hideki Tojo, chef du clan belliciste. Il renforce l'emprise des militaires dans l'appareil d'État (sur 14 ministres, 7 sont des militaires) et impose à la population une dictature. Il prend comme ministre des Affaires étrangères un diplomate qui a été ambassadeur en URSS et à Berlin. La défaite de la France et les difficultés de la Grande-Bretagne lui permettent de penser qu'il a désormais les mains libres dans l'Asie du Sud-Est. Il faut aller au-delà de la Chine et rechercher le pétrole de Bornéo, le bois de Sumatra, le caoutchouc de Malaisie, les minéraux de Nouvelle-Guinée.

De plus, à partir du 22 juin, l'URSS est en guerre et ne se préoccupe plus du Japon. Par contre, l'Allemagne s'y intéresse. À partir du printemps 1941, elle conseille au Japon d'engager des opérations contre les bases navales de Sa Majesté dans les «mers du Sud», Hong Kong et Singapour. En juin, elle demande au Japon d'entrer en guerre contre l'URSS. Le 14 octobre, le Japon obtient du Portugal le droit d'établir une ligne aérienne dans sa colonie du Timor, située à seulement cinq cents kilomètres de l'Australie.

Le 9 novembre, le gouvernement nazi remet la pression sur Tojo pour qu'il frappe les « mers du Sud » et prive l'Angleterre de ses richesses de Malaisie et d'Indonésie.

En fait, les Américains ne croient pas qu'une action armée décisive puisse avoir lieu dans le Pacifique. Dans les milieux américains de la Navale, on pense que la pression économique suffira à dissuader les Japonais d'attaquer de ce côté. Les scénarios sont marqués par un esprit défensif. Encore le 6 décembre, la veille de Pearl Harbor, Roosevelt envoie à l'empereur un message personnel dans lequel il évoque la longue période de paix et d'amitié qui s'est écoulée, entre le Japon et les États-Unis, depuis il y a près de cent ans.

Le 4 novembre 1940, la stratégie navale américaine est mise au point dans le *Plan Dog*. Dans ce plan, l'Allemagne figure comme la première menace navale alors qu'est écartée l'hypothèse d'une attaque par le Japon d'une possession américaine dans le Pacifique. Pourtant, l'amiral Isoroku Yamamoto, commandant en chef des flottes nippones, prépare un plan diabolique, qui doit viser la plus grande base navale américaine : Pearl Harbor, dans les îles Hawaï, à plus de cinq mille kilomètres du Japon.



Le dimanche 7 décembre 1941, la flotte américaine se retrouve sous les feux implacables d'une nuée d'avions, de bombardiers, d'avions torpilleurs, relayés par des sous-marins qui ont réussi à s'infiltrer dans la rade. Les pertes pour les Américains sont insensées : 7 cuirassés sont coulés, 86 bâtiments secondaires sont neutralisés, 247 avions disparaissent, et 4 500 hommes, morts ou blessés. L'absence miraculeuse de trois porte-avions américains est le seul élément de satisfaction.



Si le recours aux chars fut l'élément décisif de la victoire des troupes allemandes en Europe de l'Ouest, ici, ce qui fit la nouveauté et la différence fut une technique militaire empruntée à un concept britannique : l'utilisation d'avions torpilleurs embarqués sur les porte-avions, contre des flottes de combat. Les gros hydravions de la flotte américaine patrouillaient chaque jour la mer autour de Pearl Harbor dans un rayon de 1 000 miles. Les porte-avions japonais pouvaient pénétrer dans cette zone de nuit pour que, dès l'aube, les avions décollent et atteignent leur objectif.



La réussite de l'opération repose largement sur les pilotes japonais. En général, les pilotes ont reçu une formation de six ans, dont trois consacrés à la formation du mental : l'acceptation de la mort pour le bien de la patrie, mais aussi l'idée que la destruction de l'ennemi est plus importante que sa propre mort. Pendant la sixième année, on apprend à décoller et à atterrir sur le pont des navires. Compte tenu de l'étroitesse du pont et des mouvements des navires en mer, ces manœuvres s'avèrent délicates, il a fallu répéter jusqu'à huit mille fois les manœuvres de décollage et d'atterrissage.

Il n'a pas fallu plus de deux heures pour que le Pacifique passe entre les mains des Japonais.

Au même moment, le Japon attaque trois autres bases américaines éparpillées dans le Pacifique : l'atoll de Wake, l'île de Guam et l'atoll de Tarawa. Les troupes

nippes envahissent la Malaisie et les Philippines. Les Mariannes tombent le 13 décembre, puis Hong Kong.

Un jour d'infamie pour les Américains



Pour les États-Unis, c'est un choc terrible. Le président parle de «jour d'infamie». La population est tétanisée. Le gouvernement cherche à comprendre les raisons qui ont fait qu'une base de cette importance, qui plus est en état d'alerte, ait pu se laisser surprendre sans réagir. Il accuse des négligences inadmissibles. Les militaires, eux, chargent le président Roosevelt, pourtant un marin. On lui aurait signifié que cette concentration de bâtiments à cet endroit constituait un danger mais il aurait refusé des rapatriements parce que, justement, cette flotte avait vocation à impressionner les «petits Japs», comme on disait aux États-Unis.



On sait aujourd'hui que le gouvernement américain était bien informé des desseins nippes grâce au décryptage des messages envoyés de Tokyo à l'ambassade japonaise de Washington. D'autres enfin le soupçonnent d'avoir sous-estimé l'armée japonaise.

Tout se passe comme si le président américain, dans sa stratégie de provocation du Japon, avait sciemment incité les Nippes à tirer les premiers, ceci afin de convaincre ses concitoyens de quitter leur isolationnisme pacifiste. Pourrait aller dans ce sens le témoignage d'Henry Stimson, secrétaire d'État à la

Guerre. Le 29 novembre 1941, en sortant d'une réunion tenue à la Maison-Blanche, il note dans son journal intime : « La question a été de savoir comment nous devions manœuvrer de façon à ce qu'il [le Japon] tire le premier coup. » Mais il est sûr qu'il n'était pas prêt, pour cela, à risquer de mettre en danger la flotte américaine. Une autre thèse souligne au contraire que le président Roosevelt souhaitait retarder cette guerre, le temps de renforcer l'arsenal américain. La machine industrielle de guerre ne battait pas encore son plein. Et l'opinion n'était pas encore prête.



Le 8 décembre, le Congrès reconnaît l'état de guerre avec le Japon. Roosevelt déclare : « Nous devons constater que la guerre moderne, conduite à la manière nazie, est une répugnante affaire. Nous ne voulions pas y entrer. Nous y sommes et nous allons combattre avec toutes nos ressources. » Trois jours après, l'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre à l'Amérique. Mais il convient de bien noter que les États-Unis ont été contraints à la guerre. Le paradoxe américain de la Seconde Guerre mondiale est monumental : Roosevelt, le héraut de la « croisade pour la démocratie», n'a jamais déclaré la guerre à aucun des protagonistes de cette guerre.

Le combat pour la maîtrise des trois continents implique désormais la participation de cinq continents. Étant donné l'immensité et l'éloignement des champs de bataille, la coordination des efforts est plus que jamais la condition de la victoire. Ainsi naît la « Grande Alliance » : Russie, États-Unis et Empire britannique. Dès le 22 décembre, Churchill est en Amérique pour établir avec le président leur plan de guerre. La difficulté essentielle de la stratégie alliée est d'éviter de disperser

les forces et de répartir les ressources, encore limitées, entre les différents théâtres d'opérations.

Les conquêtes japonaises et la stratégie du « jiu-jitsu »

Jusqu'en mai 1942, les Japonais dominent le théâtre d'opérations du Pacifique. Les États-Unis n'ont pas encore donné la mesure de la mobilisation de leur industrie en vue de la guerre. Les Japonais maîtrisent le « bastion asiatique ». Outre la forteresse nippone, l'Empire japonais jouit d'une position privilégiée : il est séparé des grandes puissances par une immense étendue d'eau, et il ceinture les côtes orientales de l'Asie. La guirlande des îles japonaises s'étend des territoires inhabités et volcaniques du Kamtchatka au nord, jusque dans les profondeurs des tropiques. Les îles japonaises commandent les passages vers la terre ferme. Les ports du continent asiatique sont sous contrôle nippon. De l'Amour jusqu'au golfe de Siam, le Japon domine la partie orientale de l'Asie.



Pour son entrée fracassante dans la guerre, le Japon a fait preuve d'une efficacité maximale basée sur la surprise et la ruse. Le critique militaire de la revue *La France libre*, en 1942, évoque une stratégie de *jiu-jitsu* dont le principe est simple : il n'y a pas d'adversaire, si fort soit-il, qui n'ait des points faibles, et les forces, même de la personne la plus faible, sont supérieures à celles de l'adversaire si elles sont concentrées là où il convient et appliquées avec précision. Mais le *jiu-jitsu* est efficace aussi longtemps qu'il reste inconnu de l'adversaire. En l'espèce, le Japon a fait face à des

ennemis supérieurs. Avec un mélange de résolution, de ruse et de brutalité, il attaque une partie vitale au moment le plus opportun, lorsque les préparatifs de la jonction des flottes anglo-américaines ne sont pas encore achevés. En quelques heures, la supériorité navale des Anglo-Saxons est mise en échec. Le Japon utilise aussitôt cette paralysie et ce traumatisme pour avancer ses pions. Les opérations japonaises qui suivent ont été également des « coups de surprise » basés sur des techniques innovantes.

Campagne de Birmanie

Les Alliés avaient prévu que les Japonais ne s'en prendraient pas directement à leurs positions dans le Pacifique, mais attaquaient la Birmanie, en raison de leur mainmise sur l'Indochine. Mais aussi et surtout parce que la route de Birmanie (une piste de jungle qui partait du Nord de la Birmanie et allait jusqu'en Chine, à travers l'Himalaya) était la seule voie de ravitaillement terrestre pour les Chinois nationalistes de Tchang Kaï-chek qui combattaient les Japonais. Ils avaient donc massé troupes et avions en fonction d'un plan de défense de la Birmanie, tout en préparant des opérations navales combinées dans le triangle stratégique Singapour-Bornéo-Philippines.

Les Anglais pensaient que les Japonais opéreraient par le Sud de la Birmanie. Mais les Japonais, là encore, déjouèrent ces plans. Certes, l'extrême sud du pays fut attaquée. Mais d'importantes troupes nippones pénétrèrent par l'est et traversèrent les montagnes de Shan, y compris des chars et de l'artillerie lourde. La campagne de Birmanie durera de décembre 1941 à mai

1942 : les troupes britanniques et chinoises furent défaites.

Une nouvelle technique de débarquement



Les Japonais s'attaquent également, le 8 décembre 1941, à Hong Kong, placée sous la suzeraineté des Anglais. Le débarquement (18 décembre) a eu lieu grâce à une technique parfaitement maîtrisée par les Japonais. Cette technique avait été pensée depuis longtemps par les Japonais, du fait de leur insularité. Ils avaient notamment mis au point le principe de l'interopérabilité des armes et la question des transports, de l'entretien et du ravitaillement.



La technique du débarquement comporte sa part de ruse. Ainsi, le coup du *jiu-jitsu* est essentiellement l'œuvre des nageurs samouraïs, un corps d'élite capable de porter des charges, de combattre et de tirer en immersion tout en évitant de mouiller fusils ou munitions. Les nageurs partent de nuit, munis de fils électriques longs de plusieurs centaines de mètres, enroulés sur des bobines. Dès qu'ils tombent sur une mine, ils y accrochent le fil. Ainsi, toutes les mines finissent par être reliées les unes aux autres. Un petit bateau vient rechercher les nageurs. On relie tous les fils électriques à un appareil qui déclenche l'explosion de toutes les mines. À ce moment-là, des centaines de barques et canots partent de la côte et foncent sur l'île.

De la Thaïlande aux îles Salomon

Après Hong Kong, l'objectif est la Thaïlande, coincée entre l'Indochine et la Birmanie, vite maîtrisée après la prise rapide de Bangkok. Il faut dire que la Thaïlande est neutre, son gouvernement penchant du côté du Japon. Elle déclare la guerre à l'Amérique et à l'Angleterre le 25 janvier 1942. La Thaïlande était une excellente position de départ pour s'acheminer vers le deuxième objectif : la Malaisie puis l'île de Singapour, grande base navale de Sa Majesté, le «joyau de la Couronne».

La technique des avions torpilleurs a été reprise pour la bataille de la Malaisie. L'utilisation des pilotes y fut encore l'élément décisif. Ainsi, dans l'attaque du navire emblématique de la flotte britannique, *HMS Prince of Wales* (il transporta le 10 août 1941 Winston Churchill à Terre-Neuve pour sa rencontre avec Roosevelt) coulé à la torpille le 10 décembre 1941. D'après les récits japonais, les avions volaient si bas au-dessus des vagues que l'artillerie antiaérienne des cuirassés britanniques n'arrivait pas à les mettre en joue.

Après six semaines de combat, les Anglais doivent se replier sur Singapour (fin janvier 1942). Ainsi, la ligne de communication vitale Birmanie-Singapour est coupée pour les Anglais, et Singapour se trouve isolée. La base navale et aérienne de Singapour n'était pas facilement prenable. L'île était encerclée de grosses batteries côtières, munies de canons de 340 millimètres. La solution (et le coup de *jiu-jitsu*...) vint de la presqu'île de Malacca (côté océan Indien) dont le passage était considéré comme impraticable par les Anglais. C'était comme une ligne Maginot de jungle et de forêts épaisses. Cette certitude s'est révélée fausse.



Le 15 février 1942, les défenseurs de l'île capitulent. Les Britanniques perdent la clé du Sud-Ouest Pacifique.

Quatre jours avant, les forces japonaises réussissent à débarquer à Bornéo et aux îles Célèbes. Les Japonais poursuivent sur Sumatra (occupée en février 1942), puis lancent une attaque contre Bali et Java (dans les Indes néerlandaises) après avoir coupé les communications. Il ne faut pas plus d'une semaine pour faire tomber Java (mars 1942). Le gouvernement hollandais est évacué. Enfin, vient le tour de la Nouvelle-Guinée et des îles Salomon (avril 1942). Les Japonais se trouvent à présent à portée de l'Australie. C'est alors que le général MacArthur arrive en Australie pour y prendre le commandement suprême des forces alliées dans le sud-ouest du Pacifique. La situation est en effet critique pour les Américains. Le 9 avril 1942, les Japonais obtiennent la capitulation sans condition des troupes américaines et philippines de la péninsule de Bataan. En effet, le 2 janvier 1942, ils avaient réussi à prendre possession de Manille, poussant l'armée philippino-américaine à se retrancher sur Bataan.



Les Japonais font 76 000 prisonniers, dont 12 000 soldats américains. Une « marche de la mort » est organisée vers San Fernando, au cours de laquelle des milliers d'entre eux meurent. La résistance se poursuit dans certaines zones isolées de l'île ainsi qu'à Corregidor. Évacué dans des conditions extrêmes, le général MacArthur prononce cette phrase célèbre et prémonitoire : «*I shall return.*»

Supériorité militaire des Japonais

Ces succès rapides ont montré la supériorité des Japonais : supériorité du nombre sur le champ de bataille ; supériorité qualitative des troupes spécialement entraînées ; supériorité de l'habileté tactique, par l'emploi opportun des forces, dans l'espace et dans le temps, aux points décisifs. La *Blitzkrieg* japonaise a été d'une redoutable efficacité. En moins de huit mois, les Japonais maîtrisent la moitié de l'immense Pacifique. Ils contrôlent la production de caoutchouc mondiale et une bonne partie de la production d'étain (grâce aux mines de Malaisie). Ils occupent les gisements pétrolifères des Indes néerlandaises. Les Anglo-Saxons semblent hors d'état de nuire pour longtemps. Les Japonais vantent l'avenir radieux de la zone de « coprospérité asiatique » qui s'offre aux pays soumis ou dépendants.

À l'été 1942, le Japon est à la tête d'un véritable empire d'environ 500 millions de personnes. Que va-t-il en faire ? Que peut-il en faire ? Le caractère démesuré des distances crée une source de fragilité considérable en termes de communication et de ravitaillement. Le point traditionnellement faible de l'armée nippone, c'est précisément la logistique. Le *jiu-jitsu*, l'offensive foudroyante et définitive, ne suffit pas sur une longue durée à asseoir une domination. La guerre n'est pas terminée. Les subtilités tactiques ne sont efficaces que si elles sont relayées par une production massive de tanks, de chars et d'avions. Car cette guerre est la guerre des machines. Conquérir est une chose ; gérer la conquête en est une autre. Cette guerre, longue et massive, est aussi une guerre industrielle et technologique. Les Japonais sont sur ce plan nettement moins bien placés que les Américains.

Chapitre 21

La Méditerranée et l'Afrique en guerre

Dans ce chapitre :

- ► Mers-el-Kébir, un drame franco-britannique
- ► Franco navigue entre Churchill et Hitler
- ► Mussolini, un César assisté : échecs et succès italiens en Méditerranée
- ► Deux « guerres éclair » : la défaite de la Yougoslavie et de la Grèce
- ► Une guerre légendaire : Rommel contre Montgomery dans le désert africain

Après l'armistice du 22 juin 1940, entre la France et l'Allemagne, la Grande-Bretagne est seule (avec ses amis du Commonwealth) à continuer la guerre. Et Winston Churchill signale immédiatement à Adolf Hitler qu'il ne lui laissera pas s'approprier, en entier, la proie qu'il venait tout juste d'abattre. La Méditerranée et l'Afrique deviennent des théâtres d'opérations qui accroissent le domaine de la lutte.

L'étincelle de la guerre saute en Afrique

La France dispose d'une marine de guerre (et de commerce) tout à fait impressionnante. Pour la Grande-Bretagne, deux choses sont donc évidentes en été 1940 : il faut éviter que l'Allemagne nazie n'étende, par

sa victoire sur la France, son pouvoir sur l'autre rive de la Méditerranée, sur l'Afrique. Et il faut éviter qu'elle ne mette la main sur la marine de guerre de la France. C'est pourquoi Churchill fait saisir, le 3 juillet, par l'*Operation Grasp* («opération Capture») les navires français qui se trouvent dans les ports britanniques, dont le plus grand sous-marin du monde de l'époque, le *Surcouf* (qui résiste un moment à sa saisie dans le port de Portsmouth où deux officiers britanniques et un matelot français sont tués).

Mers-el-Kébir



Et c'est pourquoi il fait déposer le même jour, dans le cadre de l'opération *Catapult*, des mines devant les ports nord-africains de Mers-el-Kébir et d'Alexandrie où se trouvent, à ce moment, les plus grands bâtiments de la marine française – avant même que des négociations franco-anglaises, difficiles, mais en cours, sur le futur de cette flotte française n'aboutissent. Churchill avait, en fait, envoyé un nombre de navires de guerre impressionnant devant la côte algérienne afin d'empêcher que ces grandes unités françaises n'appareillent et tombent un jour dans la main des Allemands. Mais des avions chasseurs français ouvrent le feu sur les avions britanniques qui déposent les mines. Un avion britannique et son équipage sont perdus. Des deux côtés, on est prêt au combat. Un destroyer britannique ouvre, le premier, le feu sur les navires français dans le port.

Le croiseur de bataille *Dunkerque* est atteint. Les navires français étant « cul à la jetée » ne peuvent pas riposter

facilement. Bientôt deux croiseurs sont atteints dont le *Bretagne* qui coule très rapidement en emportant une grande partie de son équipage. Le deuxième croiseur de bataille, le *Strasbourg* réussit à s'échapper, d'une manière très habile, du port encombré et à atteindre Toulon.

L'action qui dure jusqu'au 6 juillet, comporte un bien lourd bilan : 1 297 soldats français périssent dans cet événement dramatique, plus de 350 sont blessés. À Alexandrie, où se présente une situation comparable, on échappe heureusement à la violence entre anciens alliés : les navires français sont démobilisés dans les eaux égyptiennes par les Français sous surveillance britannique. C'est, toutefois, l'état de choc entre Français et Anglais et l'interruption de leurs relations diplomatiques.

Une partie du continent africain se rallie à la France libre

Le 23 septembre, la Grande-Bretagne continue son action en Afrique et entreprend une opération navale sur Dakar, à laquelle participent des unités de la France libre dirigées par de Gaulle. Celui-ci, exilé à Londres, est en effet à la recherche d'une assise territoriale. Il entend rallier l'Empire français, ou certaines parties de l'Empire. Il a déjà réussi aux Nouvelles-Hébrides, en Polynésie, à Tahiti et en Nouvelle-Calédonie et les sept comptoirs des Indes l'ont rejoint. Il échoue, par contre, en Afrique du Nord, où la France de Vichy est très populaire. Et au Sénégal, les Français locaux loyaux à Pétain résistent aux forces marines anglo-françaises qui sont forcées de faire demi-tour. Pour sanctionner cette attaque sur Dakar qui avait fait durant trois jours de combats plus

de deux cents victimes, l'État français ose même bombarder, le 24 septembre (sans faire de grands dégâts), le bout de terre britannique situé en Espagne, le rocher de Gibraltar face à l'Afrique. Mais Pétain ne franchit pas le pas capital : la France de Vichy ne s'allie pas à l'Allemagne contre la Grande-Bretagne. Le ralliement du Sénégal à la France libre se produira d'ailleurs, mais un an après.

De Gaulle réussit plus rapidement en Afrique équatoriale française (AEF), où une vaste opération militaire est organisée à partir des colonies britanniques (Nigeria, Gambie). Le Tchad, capitale de l'AEF et le Congo français (Brazzaville), l'Oubangui-Chari, le Cameroun, dont le gouverneur est Félix Éboué, passent ainsi, en août 1940, sous obédience gaulliste. Puis vient le tour du Gabon en novembre. Le Congo belge se rallie également. Pour Churchill, ces ralliements africains sont loin d'être négligeables. Il sait qu'il peut compter sur de Gaulle. Et surtout, il est assuré d'avoir des relais sur la route maritime qui le conduit au Cap, d'où il peut remonter en Égypte pour bloquer l'expansion italienne. De Gaulle a enfin une assise territoriale.

Par cette série d'événements, l'étincelle a donc sauté de l'Europe en Afrique. Et la Grande-Bretagne ne peut pas hésiter de frapper l'Allemagne nazie là où elle peut. Car depuis le début des bombardements stratégiques, en août 1940, on peut parler d'une guerre d'usure germano-britannique, d'un gigantesque bras de fer sur le plan autant matériel que psychologique. De part et d'autre, on songe à contraindre l'adversaire à éparpiller ses forces, à lutter sur plusieurs champs de bataille, parce qu'on pense qu'on peut remporter ainsi, à la longue, la victoire. Et depuis l'été 1940, le théâtre de la

lutte la plus intensive est, pour quelque temps, le grand espace méditerranéen.

La «neutralité malveillante» de l'Espagne

La tâche n'y est pas simple pour les Britanniques dans la mesure où l'Espagne de Franco (qui a dû sa victoire dans la guerre civile à l'Italie et surtout à l'Allemagne) s'est rangée dans le camp du fascisme. Lors de sa première audience officielle avec Franco, en juin 1940, l'ambassadeur de Sa Majesté retient surtout les photographies dédicacées d'Hitler et de Mussolini – entre celle du pape ! – qui trônent ostentatoirement sur son bureau. Et pourtant, cette Espagne, « amie » de l'Allemagne, choisit de ne pas s'engager militairement à ses côtés.



Elle s'est déclarée neutre le 4 septembre 1939. Mais le 12 juin 1940, deux jours après la déclaration de guerre italienne, Franco se réclame de l'étrange statut de « non-belligérance ». Entre-temps est apparue la certitude de la défaite de la France qui, espère Franco, prélude à celle de l'Angleterre, par laquelle s'ouvre, à ses yeux, la perspective de s'emparer d'une partie du Maroc et de Gibraltar qui, depuis 1713, est dans l'orbite britannique. Le 3 juin 1940, le *Caudillo* écrit une lettre vibrante à Hitler et lui annonce qu'il attend avec une « grande émotion » le moment de sa victoire totale. L'Espagne inaugure une nouvelle figure de la pratique des relations internationales : la « neutralité malveillante » à l'égard des Alliés.

Et Franco veut profiter de la défaite de la France pour faire main basse sur une partie de son Empire en

Afrique du Nord. Le 18 juin, il fait parvenir à Pétain, nouveau chef de gouvernement, un plan de dépeçage de l'Empire, ce à quoi Pétain s'oppose vigoureusement. Le lendemain, Franco s'adresse à Berlin avec un mémorandum dans lequel il se dit prêt à intervenir militairement aux côtés du Reich, sous réserve que l'Espagne obtienne en Algérie la région d'Oran et la réunification de l'ensemble du Maroc en un protectorat.



Donner suite à cette proposition signifie, calcule Hitler, non seulement mécontenter Mussolini, mais aussi Pétain en qui il voit un allié possible. En effet, les revendications allemandes, italiennes et espagnoles ne sont pas conciliaires. Et elles apparaîtront peu à peu comme un obstacle à un véritable rapprochement germano-espagnol. Comme le dit l'historien français Joseph Pérez, « ce n'est pas Franco qui a résisté aux pressions d'Hitler, c'est Hitler qui n'a pas cru devoir céder aux exigences de Franco ».

Cela dit, l'attitude espagnole relève autant d'une prise de position idéologique que d'une nécessité. La guerre civile a traumatisé l'Espagne et ruiné son économie. L'ambassadeur de Grande-Bretagne résume ainsi l'attitude de Franco : « Il ne voulait à aucun prix s'engager dans une guerre susceptible d'exposer l'Espagne à de durs combats, mais il désirait certains trophées et certains avantages que, seule, la victoire germanique pourrait lui procurer. » Sa politique paraît en fait déterminée par la situation économique. Les importations de l'Espagne l'orientent vers la sphère d'influence anglo-saxonne : les céréales d'Argentine, le coton du Brésil, le pétrole des États-Unis, le charbon d'Angleterre... Sir Samuel Hoare, l'ambassadeur anglais,

va jouer de cette situation pour faire en sorte que l'Espagne s'émancipe de l'Allemagne. Il tentera, par la carotte et le bâton, de l'amener à ne pas se couper du « Bloc sterling ». Et Hoare est pénétré de l'idée que la Grande-Bretagne a tout intérêt à éviter la faillite de l'Espagne qui la pousserait dans les bras d'Hitler. C'est pourquoi, il met en place un commerce de guerre qui vise à entraver les échanges entre l'Espagne et l'Allemagne : c'est le système de l'*open market*, des achats préventifs. L'*United Kingdom Commercial Corporation* achète à prix surévalués, si besoin, de larges quantités de tungstène, mercure, lainages, peaux, etc. dont les Allemands ont un besoin vital et pour lesquels ils proposent un prix inférieur.



Hitler a pourtant tenté de faire sortir Franco de sa neutralité. À la fameuse rencontre d'Hendaye, le 23 octobre 1940, Hitler tente de le persuader d'accepter ses plans pour une offensive militaire commune contre Gibraltar, la « clé de la défaite définitive de l'Angleterre ». Mais il n'arrive pas à faire sortir Franco de sa position. Du côté allemand, on pense que les Espagnols ont « un programme de revendications coloniales d'une telle ampleur que son acceptation de notre part déterminerait immédiatement l'Empire français à se ranger dans le camp gaulliste ». Certains historiens inclinent à penser que c'est l'entêtement espagnol qui pousse Hitler à engager la France sur la voie de la collaboration, à Montoire, qui se tient au même moment, et à en faire « l'avant-poste armé de l'Europe en Afrique ».



Mais c'est la politique de Churchill en Espagne qui a sauvé Gibraltar et qui a ainsi gardé ouverte la route de la Grande-Bretagne en Méditerranée. Si ce point de passage avait été supprimé, l'accès facile à l'Afrique du Nord aurait été perdu. Grâce à Franco, l'Angleterre préserve une base-escale de navires de guerre et marchands d'une importance stratégique.

Rêveries impériales de l'Italie fasciste

Parce qu'il a échoué à envahir les îles Britanniques, Hitler doit attaquer l'URSS. Son argument est d'enlever ainsi à la Grande-Bretagne l'armée soviétique qui, sinon, risquerait de devenir son « épée continentale ». Et dans le but d'appuyer son attaque de l'URSS sur son flanc sud, Hitler finit par transférer des troupes en Europe du Sud-Est. Le problème le plus épineux que le dictateur allemand y rencontre, ce n'est pas (encore) la Grande-Bretagne, mais son associé italien ! Bien sûr, il y a, depuis mai 1939, une alliance entre Berlin et Rome. Mais en vérité, celle-ci n'existe que sur le papier. Entre les deux capitales règne une méfiance véritable dont l'expression la plus frappante avait été le fait que l'Italie ait refusé de suivre l'Allemagne dans la guerre. Ce n'est que de manière tardive, le 10 juin 1940, que l'Italie déclare la guerre aux Alliés. Deux semaines plus tard, elle peut déjà rafler le profit de cet investissement subit : l'Italie peut contraindre la France à signer, près de Rome, une convention d'armistice qui lui permet de mettre la main non seulement sur la ville de Menton et les quelques kilomètres carrés de terre alpine (péniblement conquise depuis son entrée en guerre). L'armistice comporte aussi des clauses concernant

l'Afrique : il y aura, aux frais de la France, une zone démilitarisée en Tunisie et en Algérie le long de la frontière avec la Libye, la vaste colonie de l'Italie en Afrique du Nord. Et l'Italie, qui règne déjà en Afrique de l'Est sur l'Éthiopie et la Somalie, peut dorénavant se servir aussi du port stratégique de Djibouti sur la Côte française des Somalis.



Bref, par la défaite de la France, l'Italie est mise en mesure de se rapprocher sensiblement d'un vieux but fasciste : refaire de la Méditerranée la «mare nostrum» des Italiens, une mer contrôlée, comme aux jours de César, depuis Rome.

Hitler ne voit pas d'un mauvais œil ce gonflement des prétentions italiennes parce qu'elles peuvent lui apporter le calme sur le flanc sud de ses opérations. Seulement, Mussolini a-t-il vraiment les moyens de ses ambitions ? Les forces armées italiennes sont numériquement impressionnantes. Mais l'Italie reste, en bonne partie, une nation de paysans, totalement dépendante de ressources étrangères pour son industrie de la guerre. Et il lui manque un corps d'officiers formés aux doctrines modernes. Enfin, il semble que son peuple soit encore moins que les autres peuples d'Europe enthousiaste à l'idée de revoir la guerre. Très tôt, les Anglais peuvent se rendre à une douce évidence : la marine italienne, pourtant moderne et puissante, ne fait pas le poids. Des accrochages nombreux en témoignent, comme le 9 juillet 1940 au sud de la Calabre, le 11 novembre à Tarente, et puis en février suivant quand une escadre partie de Gibraltar atteint le port de Gênes qu'elle bombarde d'abondance.

Mais Mussolini y va quand même et commence à partir de septembre ses opérations méditerranéennes.



Il devient très rapidement évident que l'Italie fasciste n'est pas capable d'atteindre le but impérial qu'elle s'est elle-même proposé. Et Hitler se voit, par conséquent, contraint d'aiguiller vers le sud un nombre croissant de ses propres ressources militaires. Il n'y aura pas, en fait, une seule offensive italienne qui ne finisse dans la crise. Nulle part, les troupes fascistes sont à la hauteur de leurs adversaires et en particulier de leur adversaire britannique.

L'Axe conquiert les Balkans

C'est donc initialement pour venir en aide à son allié italien que l'Allemagne est aspirée par l'espace méditerranéen. À elle aussi d'« organiser » les « petites nations » de l'Europe danubienne et balkanique devenues orphelines à la suite de la crise de la puissance franco-anglaise. Très rapidement, Hitler réussit à s'attacher la Roumanie où un gouvernement proallemand voit le jour, le 4 septembre 1940, et qui a fait ensuite former son armée par l'Allemagne. En Yougoslavie et en Grèce, il existe également de forts courants proallemands. Seulement, Rome poursuit dans l'espace méditerranéen sa propre politique d'expansion.

L'Italie fasciste rate son entrée en guerre

Et c'est dans le cadre de sa politique impériale que Mussolini attaque (sans en avoir informé Hitler) avec une formidable armée de 175 000 hommes les 30 000

Britanniques stationnés en Égypte (15 septembre) et déclare ensuite la guerre à la Grèce (15 octobre). Mais sur les deux rives de la Méditerranée, l'allié fasciste de l'État national-socialiste se trouve bientôt au bout de ses forces : la contre-offensive que les Britanniques, très inférieurs en nombre mais motorisés, peuvent commencer en Afrique, coûte la vie à 38 000 Italiens alors que les Britanniques ne perdent dans l'action que 133 soldats ! Et les Grecs réussissent à repousser les Italiens. Ils avaient appelé en renfort les Alliés en février 1941. D'Égypte, plus de 60 000 hommes encadrés par les Britanniques arrivent en Grèce. On y trouve des Néo-Zélandais, des Polonais, des Australiens. Les sous-marins anglais ne font qu'une bouchée des navires italiens. Les Albanais finissent par obliger les Italiens à rembarquer pour l'Italie. L'Italie a perdu 100 000 hommes. L'Allemagne se voit contrainte d'abord à installer une escadrille de son armée de l'air dans l'Italie du Sud. Puis, l'Italie souhaite que l'Allemagne lui envoie des blindés en Tripolitaine pour éviter que cette vaste colonie italienne ne tombe dans la main de la Grande-Bretagne.

Puisque la « guerre parallèle » de Mussolini a visiblement échoué, Hitler commence à envisager des opérations militaires proprement allemandes en Europe du Sud-Est. Et en premier lieu, une campagne contre la Grèce (et les Britanniques qui s'y trouvent), afin d'éloigner l'adversaire britannique du pétrole roumain. Mais le 19 janvier 1941, Hitler informe Mussolini qu'il vient de trancher en faveur d'un plus ample projet : au mois de février, il enverra des blindés en Afrique et il fera attaquer la Grèce par des troupes qui partiraient de la Roumanie limitrophe.

La Yougoslavie soumise

À cela s'ajoutera bientôt une frappe sur la Yougoslavie où a lieu, le 27 mars 1941, un coup d'État à tendances anti-allemandes. Le 30, Hitler décide d'y mener une « guerre éclair » avec l'aide de l'Italie, de la Hongrie et de la Bulgarie. Une guerre éclair brutale, conçue dès l'origine comme une guerre d'exploitation visant à enlever à cette région difficile toute possibilité de vie autonome.



Et dès le 6 avril, cette nouvelle guerre commence, simultanément contre Belgrade et contre Athènes. Bien que de part et d'autre, le nombre de troupes soit à peu près équivalent, la Yougoslavie n'est pas à la hauteur des exigences techniques et opératives. Après une douzaine de jours, elle est contrainte de capituler : 344 000 hommes sont faits prisonniers ; le gouvernement yougoslave part pour Londres, son État est dépecé en une Croatie violemment antiserbe qui devient État satellite des Allemands, une Serbie occupée par l'Allemagne et un Monténégro occupé par l'Italie. Les Italiens, les Hongrois et les Bulgares se servent en avalant des territoires frontaliers de la voisine abattue.



La disparition de la Yougoslavie déclenche du même coup (déjà !) une longue guerre civile qui échappera au contrôle des puissances occupantes et qui mènera en fin de compte à l'émergence, sous Tito, de la Serbie comme puissance principale.

La Grèce, elle, combat avec plus de succès avec ses 21 divisions et 80 avions, aidés d'un corps expéditionnaire

britannique de deux divisions d'infanterie, d'une brigade de blindés et de 84 avions. Mais vers la mi-avril, la défaite se dessine. Cinquante mille soldats peuvent alors être évacués vers l'Égypte et la Crète. L'Allemagne fait tout de même 22 000 prisonniers britanniques et 223 000 prisonniers grecs. Le 21 avril 1941, la Grèce capitule. Elle est divisée en trois zones, une zone septentrionale occupée par la Bulgarie, une zone occidentale occupée par l'Italie et une troisième zone occupée par l'Allemagne.

La Crète en feu

Mais la guerre en Grèce n'est pas alors terminée : elle trouve sa prolongation entre le 20 mai et le 1 juin sous la forme d'une guerre largement germano-britannique, hautement technique, menée sur l'île de Crète, stratégiquement située comme un gigantesque navire au milieu de la Méditerranée. Cette guerre très exigeante, à cause de la topographie du terrain, est menée par air, par mer et sur terre. Elle est inaugurée par l'arrivée de 14 000 soldats allemands parachutés ou déposés par planeurs qui commencent les combats contre les 43 000 troupes alliées commandées par un général néo-zélandais – et les partisans grecs. Parce que les avions allemands arrivent à acquérir la supériorité dans le ciel, toujours plus de soldats peuvent être déposés, ce qui finit par décourager les défenseurs britanniques qui avaient attendu un débarquement de troupes ennemis par bateaux.



L'action décisive est cependant l'attaque réussie, par avions, des nombreux navires britanniques censés défendre l'accès à la Crète. Neuf navires sont coulés, treize autres sont gravement endommagés dont le seul porte-avions britannique qui avait appareillé en Méditerranée. Les Allemands se rendent maîtres de l'île. Mais ils perdent 4 000 hommes dont beaucoup de troupes d'élite, et 150 avions dans l'action – raison d'ailleurs pour laquelle ils renonceront, à l'avenir, à toute attaque de Malte, elle aussi située entre l'Europe et l'Afrique, mais stratégiquement plus importante encore que la Crète. 3 500 Britanniques sont tués, 12 000 partent en captivité, mais 17 000 peuvent être évacués.

La guerre dans le désert africain

L'occupation par la *Wehrmacht* de l'île de Crète fut, sans doute, un exploit du point de vue de l'art militaire. Un exploit dont le souvenir reste fort en Allemagne (et trop peu mis en question du fait de la répression brutale des partisans par les parachutistes allemands qui se vengent sur les Grecs de la mort de leurs camarades). Dans l'ensemble, l'occupation de la Crète par l'Allemagne n'est qu'un demi-succès.

Partant de l'Éthiopie conquise en 1936, les troupes italiennes s'étaient installées, en juillet et août 1940, en remontant la vallée du Nil, en Somalie, au Soudan et même au Kenya. Mais leur succès n'a été que de courte durée. La Grande-Bretagne n'accepte pas le type de menace sur le cœur de l'Empire britannique, le canal de Suez. En été, une armée alliée (il y a des Anglais, des Français libres, des Afrikaners, des Indiens) de cent mille

hommes, est composée ; elle finit par chasser les Italiens de l'Afrique de l'Est. En mai 1941, le Négus remonte sur son trône. C'est la fin d'un rêve fasciste !

Un demi-succès sera aussi, rétrospectivement, l'opération italo-allemande qui compte, sans doute, parmi les épopées les plus connues de la guerre : celle de l'armée de blindés commandée par le général Erwin Rommel en Cyrénaïque, cette région entre la Libye et l'Égypte. C'est dans le cadre de cette guerre, toute particulière, où le rôle militaire de la France de Vichy sera le plus important. L'État français est, en effet, prêt à collaborer largement au ravitaillement des unités de panzers allemandes. Les cargaisons passent par la Tunisie ou encore par Dakar, pour éviter les attaques par la marine britannique. Mais les espoirs de Vichy de faire ainsi des pas décisifs vers une paix préliminaire franco-allemande sont déçus.



Les blindés de la *Wehrmacht* remportent cependant un premier succès. Le 27 mai 1941, ils arrivent à prendre possession du col de Halfaya sis sur la frontière entre la Libye et l'Égypte, lieu d'importance stratégique capitale qui avait été perdu auparavant par l'allié italien.

La révolte en Irak et la guerre au Levant

Les succès de Rommel valent à l'Allemagne nazie un grand rayonnement dans les populations arabes où l'on cultive volontiers la haine de la Grande-Bretagne, puissance colonisatrice et en plus, favorable à un « foyer juif » en Palestine. Le grand mufti de Jérusalem, Amin El-Husseini Hadj, s'oppose à cette présence et, pour cette

raison, rejoint les positions hitlériennes. Il est l'âme du coup d'État militaire qui survient en Irak en avril 1941 et qui porte au pouvoir le général Rachid Ali Gaylani. Celui-ci proclame l'indépendance de l'Irak et, le 2 mai 1941, attaque la garnison britannique de Bagdad. Mais les Anglais le chassent le 30 mai et ramènent l'Irak *manu militari* à la neutralité.

Les Allemands n'entendent pas laisser pareille occasion et souhaitent prêter main-forte aux rebelles. Mais pour cela, ils ont besoin de transiter par la Syrie, qui, elle, est placée sous mandat français, c'est-à-dire sous la tutelle du gouvernement de Vichy.



Le chef du gouvernement français à ce moment, l'amiral Darlan, se rend à Berchtesgaden et négocie un protocole avec Hitler lui-même. Il est convenu que les avions allemands pourront passer sur le territoire syrien, voire utiliser les aérodromes français, pour fournir du matériel de guerre aux Irakiens. Mais l'échec de Rachid Ali rend cette opération caduque. Les Allemands quittent le Levant.



Les Anglais en profitent pour attaquer la Syrie le 8 juin. De Gaulle, chef de la France libre, ne souhaite pas rester inerte. Il ne s'agit pas que l'influence française soit éliminée au profit des Anglais ! Aussi demande-t-il à ce que les Français libres prennent part au combat. Mais ce faisant, il prenait le risque de placer des Français en situation d'affronter d'autres Français. Même les résistants de France s'inquiètent de cette situation, où des Français sont amenés à tuer d'autres Français.

En France, cet événement déclenche un mouvement d'hostilité aux Anglais et aux gaullistes : « Ces salauds de gaullistes, à la remorque des Anglais, sont entrés en Syrie. Ils ont attaqué nos troupes. Des mercenaires. » Le 21 juin, les Français libres entrent dans Damas. Le général Catroux est nommé « délégué général et plénipotentiaire au Levant ». L'opération militaire est une réussite. L'armistice est signé à Saint-Jean-d'Acre par les Anglais. Mais pour de Gaulle, qui n'a pas pu obtenir qu'il cosignât cet acte, ce fut comme un affront. Un accord est enfin trouvé en juillet. Mais la confiance entre de Gaulle et Churchill – qui a réussi à placer le Proche-Orient hors de l'influence de l'Axe – est atteinte.

Offensive en Cyrénaïque

Mi-novembre, la Grande-Bretagne commence sa grande offensive en Cyrénaïque, revigorée par le fait qu'elle est arrivée à ravitailler ses troupes en Égypte beaucoup mieux que n'a pu le faire simultanément son adversaire en Libye. Et cela n'est pas seulement dû à la supériorité de la *Royal Navy* en Méditerranée, c'est aussi dû au fait que, depuis juin 1941, l'Allemagne attaque en Union soviétique. À l'époque même des combats autour de Moscou, en décembre 1941, l'*Afrikakorps* doit ainsi reculer et abandonner les combats autour de Tobrouk. Mais après avoir réussi pour sa part à passer des ravitaillements importants, il peut oser, au début 1942, la contre-attaque. Et celle-ci réussit (sans être décisive), parce que les Britanniques, eux aussi, ont désormais affaire à un autre théâtre de guerre inquiétant et très éloigné : la guerre contre le Japon dans le Pacifique.

Après quelques mois supplémentaires où les deux adversaires se sont enterrés dans le sable, une

deuxième offensive germano-italienne est lancée fin mai 1942. L'un des grands défis qui se pose alors est la conquête du fort de Bir-Hakeim où se trouve, pour soutenir l'effort de guerre britannique, une forte unité de troupes de la France libre, commandée par le général Koenig. Mais le 11 juin, la forteresse tombe et dix jours plus tard, le 21 juin, l'Afrikakorps remporte son plus grand succès, la reconquête sur les Britanniques (dont 32 000 partent en captivité) du fort libyen de Tobrouk. Rommel est aussitôt élevé au rang de maréchal. Ayant le vent en poupe, celui-ci veut continuer à progresser en Égypte. Et déjà des rêves mégalomanes renaissent à Berlin : traverser depuis l'Égypte conquise le canal de Suez pour annihiler la position britannique dans le Proche-Orient et ensuite progresser en direction du Caucase !



Mais début juillet 1942, les troupes germano-italiennes doivent renoncer à l'attaque de la forteresse britannique d'El-Alamein, la dernière qui se situe avant la vallée du Nil. À nouveau, les adversaires se font face dans une guerre redevenue une guerre de position. Et ce sera dû à leur capacité, toujours plus parfaite, de déchiffrer les messages allemands, que les Britanniques réussissent à repousser ce qui aura été la dernière grande offensive de Rommel en Cyrénaïque, celle du 31 août 1942. Pas à pas, les troupes britanniques commandées par le général Bernard Montgomery arrivent à reconquérir l'initiative. Sa 8 armée commence, le 23 et le 24 octobre, une offensive avec des forces devenues largement supérieures. Et elle réussit à infliger à l'Afrikakorps une très grave défaite. Sa situation s'aggrave encore largement quand, au 8 novembre, une gigantesque armée de cent mille Britanniques et

Américains débarquent avec plus de quatre cents blindés sur plusieurs points de la côte africaine, au Maroc et en Algérie. Désormais, il s'agit de savoir si les troupes germano-italiennes arrivent à rester en terre africaine. L'enjeu est la perte pure et simple de la couverture méridionale de leur position en Europe.

Les premiers revers italo-germaniques en Méditerranée

En fait, Italiens comme Allemands ont été pris au dépourvu par les gigantesques mouvements de troupes et de matériel qui ont lieu sous le nom d'« opération Torch » en novembre 1942 : trois cents bâtiments des marines britannique et américaine y participent, appuyés par 370 navires commerciaux. Hitler ordonne à son maréchal en Afrique de ne pas abandonner ses positions. Mais celui-ci ne tient pas compte de cet ordre – exemple rarissime de désobéissance – et entame immédiatement une vaste retraite. Il n'hésite même pas à abandonner la capitale de Libye, Tripoli, en infligeant à Mussolini une grave défaite de prestige. Mais c'est à ce prix qu'il parvient à rester en Afrique : il réussit à s'agripper dans la ligne de Mareth au sud de la Tunisie.



Et contrairement à ce qu'on avait pensé à Londres ou Washington, les forces françaises en Afrique du Nord ne s'allient pas automatiquement aux Anglo-Saxons. Elles résistent et ralentissent la progression des Alliés en direction des forces germano-italiennes en Afrique. Mais le 10 novembre 1942, les troupes vichystes capitulent. En Tunisie, le résident général de France continue cependant à rester fidèle à Vichy en collaborant pleinement avec l'Italie et l'Allemagne. Plusieurs bases aériennes et du ravitaillement sont mises à leur disposition. Et, depuis ce réduit tunisien, ils arrivent à tenir à distance, durant de longs mois, les forces anglo-américaines.

En plus, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste exécutent sur l'autre rive de la Méditerranée des actions stratégiques pour stabiliser leur flanc sud : l'Allemagne envahit par l'« opération Anton » la zone jusqu'alors non occupée de la France de Vichy ; l'Italie occupe la Corse et étend, avec le consentement allemand, sa zone en France à tout le territoire situé à l'est du Rhône, entre Genève et La Ciotat. Hitler songe alors à faire de la Tunisie une sorte de château fort d'où il infligerait, au moyen de sorties spectaculaires effectuées par une forte armée de panzers, des défaites aux Alliés. Et c'est pourquoi il alimente sa base tunisienne par un flot continu de ravitaillement, au prix d'en priver dangereusement ses troupes en Union soviétique. Les blindés allemands réussissent au début de 1943 des attaques hivernales, surtout contre les Américains, encore peu expérimentés dans la guerre et surmenés dans le massif glacial de l'Atlas.

Mais même victorieuses, ces batailles ne changent rien à la situation d'ensemble pour l'Italie et l'Allemagne, toujours plus difficile. Entre le 14 et le 26 janvier 1943, Roosevelt et Churchill se retrouvent dans un autre pays africain, au Maroc, pour la conférence de Casablanca où ils discutent comment poursuivre la guerre après leur victoire certaine en Afrique. C'est le 24 janvier que Roosevelt y énonce qu'il exigera la «capitulation inconditionnelle» de l'Axe.

Le printemps venu, les Allemands et les Italiens doivent enfin cesser leur résistance acharnée en Tunisie. Ils ne sont plus assez forts pour contrer les attaques simultanées, américaines au nord et britanniques au sud du pays. La supériorité aérienne des Alliés, désormais incontestée, apporte la fin de la guerre en Afrique. Le projet germano-italien d'obliger les Alliés à bloquer des forces considérables sur le côté africain de la Méditerranée s'est avéré illusoire.



Le 13 mai 1943, les dernières unités germano-italiennes capitulent. Plus d'un quart de million d'Allemands et d'Italiens partent en captivité. Ils vont manquer à l'Axe dans la guerre qui continue à ravager l'Europe.

Chapitre 22

Stalingrad : échec au rêve de domination continentale

Dans ce chapitre :

- ► L'Armée rouge contre-attaque devant Moscou
- ► L'Axe progresse en direction du Caucase
- ► La bataille de Stalingrad : les faits et leur signification

Dès le 5 décembre 1941, Staline commence une formidable contre-offensive bien préparée. Sachant par ses espions que le Japon n'allait pas entrer en guerre contre l'URSS, le dictateur soviétique a transféré, dès novembre, un nombre considérable d'unités de l'Armée rouge de l'Extrême-Orient en Europe. En fait, il n'y a pas moins de onze armées nouvelles qui vont terriblement surprendre la *Wehrmacht* essoufflée dans le froid de l'hiver.

Une première contre-attaque



Staline compte d'ailleurs réussir contre Hitler en adoptant ses méthodes : mettre en tenaille l'adversaire au moyen de percées rapides effectuées par des pointes de blindés, pour ensuite réduire le gros des troupes

dans des zones encerclées. Et voilà que l'offensive d'hiver de Staline réussit en partie. Elle réussit au moment où Hitler ose faire un pas supplémentaire qui éparpillera davantage les forces de l'Allemagne nazie : le 11 décembre 1941, il déclare la guerre aux États-Unis. En URSS, les tanks de l'Armée rouge progressent donc profondément en terre russe occupée par la *Wehrmacht*. Et ils provoquent une crise tout aussi profonde au niveau des échelons supérieurs de l'armée allemande. Convaincu que ses chefs militaires ne sont pas capables de mener la guerre en URSS avec la dureté nécessaire, y inclus contre leurs propres soldats, Hitler remplace les commandants en chef des Groupes d'armées Sud et Centre, et aussi un nombre élevé d'autres officiers de rang élevé. Le 19 décembre, Hitler limoge le général Walther von Brauchitsch pour dorénavant exercer lui-même le commandement en chef de l'armée.



Durant trois mois, Staline lance attaque sur attaque contre les troupes allemandes entre-temps enterrées. Mais mal ravitaillés, les tanks soviétiques échouent trop souvent, épuisés devant ces lignes allemandes qu'ils sont censés attaquer. Le dictateur soviétique gaspille ainsi ses forces fraîches en hiver, au point de devenir incapable de commencer une grande offensive au moment où les conditions climatiques l'auraient vraiment conseillée, c'est-à-dire en été. Du coup, les forces allemandes reprennent l'initiative. Durant trois mois, au début de 1942, l'Armée rouge a prouvé qu'elle peut attaquer. Mais énormément éprouvée par la demi-année de batailles depuis juin 1941 où ses pertes humaines et matérielles ont été *dix fois* plus élevées que les pertes de la *Wehrmacht* qui

l'attaque, l'armée soviétique reste incapable d'infliger des défaites décisives sur le champ de bataille.

Et cela malgré le fait que l'armée allemande a perdu, depuis juin 1941 en URSS, un million de soldats, décédés, blessés ou disparus. Plus de 3 000 blindés sont passés dans le collimateur, 25 000 voitures, 40 000 motocyclettes et 35 000 camions, des pertes matérielles que l'Allemagne nationale-socialiste n'arrive plus à compenser simultanément. Les locomotives allemandes qui sont censées transporter le ravitaillement en URSS ne résistent pas aux températures glaciales et sont en plus souvent ralenties par des partisans. L'Armée rouge avait perdu 3,3 millions de soldats, partis en captivité, plusieurs millions de soldats décédés (le chiffre exact reste inconnu, mais on avance parfois le chiffre de 3 millions) et 2,2 millions de blessés et malades. Elle aussi a perdu la totalité de son matériel d'origine. Mais Staline a réussi à démonter en temps utile ses énormes usines d'armement et à les transporter dans des parties de l'URSS non touchées par la guerre. Malgré les pertes faramineuses subies, l'Armée rouge arrive toujours à fournir des unités neuves, fraîchement équipées.

Les troupes de l'Axe progressent en direction du Caucase

L'armée allemande et ses alliés parviennent cependant à stabiliser le front en URSS jusqu'au début de l'été. Alors que Staline attend une nouvelle offensive allemande en direction de Moscou, Hitler préfère attaquer les cibles d'importance économique dans le sud de l'Union soviétique. Et cela à nouveau contre les conseils exprès de son État-major. L'attaque allemande commence le 8 mai 1942 et elle mène dans les trois mois suivants à une

série de succès surprenants : ainsi l'Armée rouge doit quitter la Crimée et même la forteresse de Sébastopol. Par les batailles de Charkov puis de Rostov, les troupes allemandes, italiennes, hongroises et roumaines frayent le chemin vers les richesses du bassin minier du Donec et les champs pétrolifères du Caucase. La situation devient si préoccupante pour l'Union soviétique que Staline lance son message du 28 juillet où il ordonne que l'Armée rouge ne fasse désormais «plus aucun pas en arrière».



En clair, cela veut dire que tous ceux qui sont accusés de « défaitisme » ou de « trahison » sont poursuivis sans ménagement : plus de 13 000 «déserteurs» sont alors exécutés par les unités du NKVD placées derrière le front. Staline fait cependant accompagner cette terrible terreur par une réorganisation en profondeur de l'armée. Y sont introduites des institutions considérées, autrefois, comme réactionnaires, voire tsaristes : des décorations de mérite, des régiments de garde, etc.

Problèmes de pétrole pour l'armée allemande

Hitler doit se rendre à l'évidence en septembre : malgré ses succès considérables, et parfois inattendus, aucun de ses buts fondamentaux n'a été réalisé. À l'arrière, il sait bien entendu cacher cet échec en gonflant en victoire un succès de prestige : le 21 août, des chasseurs alpins allemands plantent le drapeau de guerre sur le sommet du Elbrus, le pic le plus élevé de la chaîne du Caucase. Ce qui compte beaucoup plus, c'est que la

Wehrmacht n'arrive pas à extraire du pétrole des puits qu'elle vient d'occuper au mois d'août. Les installations ont été détruites avec soin par les Soviétiques. Ce qui compte plus aussi, c'est qu'Hitler doit interrompre son attaque sur Bakou à cause des pertes énormes subies (200 000 morts en août) par son armée sur les pentes septentrionales du Caucase. Mais il doit aussi renoncer à occuper la côte orientale de la mer Noire, malgré l'aide considérable que lui apportent les habitants locaux, en grande partie hostiles à l'URSS qu'ils considèrent comme un occupant.



Et surtout, surtout, Hitler ayant ordonné le 23 juillet, là encore par une décision solitaire, l'attaque simultanée de Rostov et de Stalingrad, une armée entière, la 6 armée, se trouve désormais absorbée par une bataille de position de plus en plus dure. Son enjeu est doublement symbolique. D'une part parce qu'il s'agit de la ville à laquelle on a donné le nom du leader soviétique. D'autre part parce que la grande ville s'étend sur plusieurs dizaines de kilomètres sur la rive occidentale de la Volga, ce fleuve synonyme de la patrie pour les Russes au même titre que l'est le Rhin en Allemagne.

L'Armée rouge résiste sur les rives de la Volga

Jusqu'au mois de septembre, les troupes de l'Axe progressent. Hormis un petit pont de tête, l'Armée rouge doit quitter le centre de Stalingrad. Dès le 25 août, l'état de siège est déclaré par Staline qui ordonne la défense à outrance de la ville où se trouvent encore, à

ce moment, 600 000 civils dont une grande partie réussit à partir par la suite. Malgré un effort radical, malgré des pertes très élevées dans les combats rue par rue, maison par maison, et un bombardement terrible d'un million de bombes qui détruisent 85 % de la ville, la *Wehrmacht* ne parvient pas à s'en rendre entièrement maître : une partie de la zone industrielle le long de la Volga, quelques îlots au nord de la ville restent occupés par des troupes soviétiques.

À partir d'octobre, le ravitaillement des troupes allemandes devient de plus en plus difficile. Les trois lignes de chemin de fer qui relient les 300 000 soldats à l'arrière fonctionnent si mal qu'ils n'arrivent pas à accumuler les stocks nécessaires pour l'hiver. Tous les arguments militent en faveur d'un recul stratégique. Mais Hitler reste imperturbable, au prix de tensions toujours plus graves avec ses propres chefs militaires.

Dès septembre, le deuxième homme de l'Armée rouge derrière Staline, Zukov, et le chef de l'état-major Vasilevski ont proposé le projet audacieux, mais pas irréaliste, d'un encerclement de toute l'armée ennemie. Mais Hitler fixe dans une ordonnance du 14 octobre qu'il n'acceptera aucun « mouvement en arrière ». À partir de ce jour, plusieurs vagues d'attaques allemandes, dont chacune est supposée être la dernière, submergent les défenseurs qui luttent dans les caves, dans les pièces, sous les toits des bâtiments déjà le plus souvent tombés en ruine. Le 20 octobre, l'Armée rouge n'arrive plus à tenir qu'un bout de terrain de 900 mètres de long sur la rive de la Volga et Hitler attend d'une heure à l'autre sa victoire.

Stalingrad – le tournant de la guerre ?

Mais, ni en octobre ni en novembre, la *Wehrmacht* n'arrive à chasser définitivement l'Armée rouge de la ville. Stalingrad – l'ancienne ville de Tsaritsine qui avait reçu le nom du leader soviétique en 1925 – au sud de l'URSS comme Leningrad au nord du pays deviennent beaucoup plus que deux champs de bataille : elles deviennent des enjeux de prestige, aux noms emblématiques, entre deux dictateurs qui sont désormais au-delà de la rationalité militaire ou humaine.

« *Opération Uranus* »



Jusqu'en novembre, la défense de Stalingrad aura coûté à l'Armée rouge 323 000 morts et 319 000 de blessés, à la *Wehrmacht* 282 000 tués et blessés. Et voici que commence, le 19 novembre 1942, sous le nom d'« opération Uranus », une gigantesque attaque soviétique, très bien préparée. Elle se dirige tout d'abord, avec un succès foudroyant, contre les 3 et 4 armées roumaines, peu expérimentées et mal équipées, qui complètent autour de Stalingrad la 6 armée allemande : en l'espace d'une seule journée, 65 000 soldats roumains sont faits prisonniers. Le lendemain, l'attaque commence au sud où des soldats allemands combattent aux côtés de soldats italiens, hongrois et croates. Le 22 novembre, Stalingrad est encerclée. Pendant quelques jours, les troupes menées par Friedrich Paulus auraient encore eu la possibilité de réussir une percée. Mais Hitler et Göring refusent et Paulus obéit à un ordre définitif du 24 novembre qui lui demande de rester, coûte que coûte, dans la ville. Le 12 décembre, alors que le front passe déjà à une centaine de kilomètres à l'ouest de Stalingrad, la *Wehrmacht*

commence l'« opération Orage d'hiver » afin de libérer, au moyen d'une percée vers la ville, la 6 armée encerclée. Neuf jours plus tard, les panzers sont obligés de faire demi-tour, à cinquante kilomètres devant Stalingrad.

Janvier 1943 : début de l'offensive soviétique



Il est désormais clair que les Allemands ne seront plus libérés. Un pont aérien constamment attaqué n'arrive pas à fournir le matériel et surtout la nourriture nécessaire. En décembre, les premiers soldats allemands meurent de faim. Affaiblis, désespérés, ils sont en plus soumis à une propagande constante menée par des communistes allemands au service de Staline : ils arrosent par haut-parleurs les soldats allemands avec de la musique et des paroles conçues pour saper leur moral.



Le 10 janvier 1943 commence l'offensive soviétique pour casser définitivement la résistance des Allemands totalement épuisés. Le 31 janvier la partie sud des troupes allemandes capitule, le 2 février la partie nord : des 195 000 hommes encerclés, 110 000 partent en captivité, complètement exténués, dont Paulus, malade, qui vient de refuser de se suicider comme Hitler le lui avait indirectement demandé ; 60 000 soldats de l'Axe sont décédés à Stalingrad, plus souvent de maladies ou de faim que par balles ; 25 000 blessés ont pu quitter la ville par avions. Cinq à six mille seulement des prisonniers faits par l'Armée rouge lors de la reconquête de la ville reviendront un jour en Allemagne.



Le général allemand de Stalingrad et le « Comité » soviétique

Parmi les derniers rentrants il y aura, après dix années de captivité en URSS, le général Friedrich Paulus. Parti en captivité le 31 janvier 1943, le prisonnier au rang le plus élevé détenu jusqu'alors par l'URSS part pour divers camps autour de Moscou. Observé continuellement par le NKVD, Paulus y passe pour un hitlérien fidèle. Mais quand au printemps 1943, le communiste allemand Wilhelm Pieck lui rend visite dans le but de gagner des membres de marque pour son «Comité national

de l'Allemagne libre », Paulus ne refuse pas de causer, contrairement à la quasi-totalité des autres officiers dans les camps. Il accomplit le pas décisif en été 1944 où il cède moitié à la pression, moitié à son propre penchant, et signe l'appel du 8 août qui demande aux Allemands d'abandonner leur fidélité à Hitler. Sa femme est immédiatement jetée, en Allemagne, dans un camp de concentration, son fils dans une prison spéciale. Mais Paulus persiste et lance un appel à son ancienne 6 armée, entre-temps reconstituée, de cesser le combat. Fin octobre, il demande à Staline de constituer une armée de volontaires allemands pour combattre aux côtés de l'Armée rouge, mais il ne rencontre aucun écho significatif parmi les prisonniers de guerre allemands dans les camps en URSS. En 1946, l'ex-général de Stalingrad devient le témoin clé de Staline lors du grand procès sur les coupables des crimes de guerre, le procès de Nuremberg. En octobre 1953, Moscou laisse repartir Paulus en Allemagne. Il mènera jusqu'à sa mort en février 1957 une vie de grand notable dans les beaux quartiers de Dresde, en Allemagne de l'Est. Les nostalgiques de la *Wehrmacht* le considèrent alors comme un traître, les Allemands de l'Est communistes comme un Juste, les Allemands de l'Ouest comme l'exemple de la girouette politique.

À l'issue de la bataille, l'Armée rouge a ouvert une brèche de deux cent cinquante kilomètres dans le front du Sud-Ouest. Mais au prix d'un recul rapide sur trois cent cinquante kilomètres, très coûteux en matériel et en hommes, suivi d'une attaque selon le modèle des succès allemands - inattendue, à haute vitesse et

assistée par avions – la *Wehrmacht* renoue même, en mars 1943, avec la victoire : entre les rivières Donez et Dniepr, le général Manstein parvient à stabiliser le secteur sud du front en Union soviétique. Les troupes allemandes arrivées au Caucase avaient quitté la région dès janvier. Et il en est de même sur le secteur central : aux jours mêmes où elle réussit son encerclement de Stalingrad, l'Armée rouge y a commencé fin novembre 1942 son « opération Mars ». Mais à deux cents kilomètres à l'ouest de Moscou, après avoir tout juste traversé le cours supérieur de la Volga, son offensive s'essouffle devant les positions de l'ennemi. Au nord, Staline a enfin réussi, au 12 janvier 1943, à faire sauter le goulet d'étranglement autour de Leningrad. Mais l'étroit corridor que l'Armée rouge avait frayé pour le ravitaillement si urgent de la ville restait à la portée de l'artillerie ennemie. Et celle-ci le bombarde si fréquemment que cette bande de terrain reconquis deviendra durant l'année à venir le « corridor de la mort ».

La « guerre totale »



La fin de 1942 et le début de 1943 – et en particulier la bataille de Stalingrad – marquent dans la mémoire collective le tournant de la guerre. À distance, il apparaît que ce tournant se situe plutôt en amont, en décembre 1941 quand la *Wehrmacht* échoue à prendre Moscou. Stalingrad a cependant frappé les contemporains comme un événement capital : dès lors, les alliés de l'Allemagne chercheront à sortir de la guerre ; les alliés occidentaux sont profondément requinqués. Dans les derniers jours de la bataille de

Stalingrad, ils envoient des avions pour lancer des bombes sur Berlin. Alors que les leaders nazis haranguent les foules pour fêter les dix ans du régime, les Alliés signalent aux Allemands qu'il n'en sera rien avec ce « Reich millénaire ». En effet, les Allemands moyens sont traumatisés par les nouvelles qui leur parviennent, au point de perdre courage. Ils voient trop clairement la pente de la guerre. Justement, cette 6 armée détruite à Stalingrad, n'avait-elle pas été, en 1940, une armée fièrement victorieuse en Belgique et Hollande... Ici et là, on voit le chiffre « 1918 » peint par des courageux sur les murs, évoquant la dernière défaite.



Goebbels se voit contraint de fouetter le moral. Le 18 février 1943, il prononce – éructe, plutôt – son discours aussi célèbre que sinistre sur la « guerre totale ». Ce discours du Palais des Sports de Berlin devant un public clairsemé afin d'obtenir les visages enthousiastes ensuite diffusés. Il faut cependant ajouter une triste vérité : la victoire soviétique à Stalingrad avait été payée d'un prix terriblement élevé ! Caché par l'historiographie soviétique soucieuse de promouvoir la gloire de l'Armée rouge, ce fait, dû aux fautes graves des militaires et politiques de l'URSS, n'attire que depuis peu une historiographie russe devenue plus critique.



Dès lors, et sans que l'on puisse bien entendu nier la différence de la responsabilité fondamentale entre l'Allemagne et l'URSS, Stalingrad marque plutôt la mégalo manie et l'incapacité, la cruauté et l'irrationalité associées de deux dictateurs, et de leurs leaders militaires, pour qui la vie d'un homme, ennemi ou ami,

ne comptait pas pour grand-chose. En effet, réfléchissant fin janvier 1943 sur le sort de sa 6 armée, Hitler prononce ces paroles sans équivoque : « Là encore, je suis d'une résolution glaciale – si le peuple allemand devait se montrer incapable de persévéérer dans le but d'assurer sa survie. Eh bien : qu'il disparaisse une fois pour toutes !»

L'horreur de la guerre pour les alliés de l'Allemagne

Souvent, on oublie les morts des alliés de l'Allemagne dans la bataille qui passe pour la plus meurtrière de la guerre : les 114 000 Italiens, les 109 000 Roumains, les 105 000 Hongrois, les 9 000 Croates. Et parmi les morts les plus misérables, avant leur décès, il y a les combattants soviétiques faits prisonniers par les troupes allemandes encerclées : tous ont été privés de nourriture au point d'en mourir. Et tous les combattants ont oublié, préoccupés par leur propre survie, le sort des 75 000 civils qui n'ont pas pu être évacués après août 1942 et dont l'immense majorité a péri dans la ville par le froid et la faim.

Cinquième partie

La guerre totale



Dans cette partie...

Jusqu'au début des années 1980, les histoires de la Seconde Guerre mondiale ont été essentiellement consacrées aux « opérations » militaires. Aujourd’hui, notre représentation de ce grand conflit a évolué. Désormais, toutes les dimensions – militaire et politique, mais aussi économique et culturelle – des « sociétés en guerre » sont prises en compte. On comprend

mieux ainsi pourquoi il a été possible à l'Axe, beaucoup plus faible que les Alliés en ressources humaines et matérielles, de continuer, au-delà de 1942, une guerre embrasant cinq continents : dans les deux camps, les économies nationales ont été radicalement transformées en économies de guerre ; mais l'Allemagne nazie a pratiqué une exploitation proprement infernale de la main-d'œuvre dont elle a pu disposer. C'est sous cet angle économique qu'on est venu à regarder de plus près la politique d'occupation des nazis en Europe. On s'est alors penché sur le sort, souvent terrible, de cette immense population parquée dans des camps : prisonniers de guerre, travailleurs forcés, déportés résistants ou raciaux. Pour des millions et des millions d'hommes et de femmes, la guerre a en effet signifié, avant la mort, la déportation et le déracinement.

C'est particulièrement vrai pour les juifs dans l'Europe occupée. Phénomène inouï que cette incroyable violence qui atteint, avec l'extermination des juifs par l'Allemagne nazie, son point culminant. Ce crime contre l'humanité occupe, aujourd'hui, une place centrale dans le récit de cette guerre. Le ministre de la Propagande nazi, Joseph Goebbels, a inventé, en 1943, la formule célèbre de la « guerre totale » pour fouetter le moral des Allemands. Cette guerre a en effet été « totale » : mais dans la faim, dans l'ignominie, dans la souffrance, dans la mort...

Chapitre 23

Exploitation totale : les économies de guerre 1942-1945

Dans ce chapitre :

- ► L'immense supériorité économique des Alliés à partir de 1942
- ► Le « miracle de l'armement » en Allemagne nazie
- ► Des neutres pressurisés, des Alliés exploités, des vaincus pillés
- ► L'incroyable économie du travail forcé

Ce ne sont pas seulement les grands échecs militaires de la *Wehrmacht* en Russie à partir de la fin 1942 qui obligent l'Allemagne nazie à réorganiser radicalement son économie de guerre, mais bien deux événements préalables, survenus exactement un an plus tôt : l'échec de la « guerre éclair » contre l'Union soviétique, devenue patente avec l'incapacité de la *Wehrmacht* à prendre Moscou, et l'entrée des États-Unis d'Amérique dans la guerre.

La puissance des Alliés

La mobilisation des formidables ressources soviétiques et américaines va augmenter les ressources déjà très considérables de l'Empire britannique. Tout leader de

l'Axe ayant conservé un brin de réalisme aurait dû conclure que la course à l'armement était désormais désespérément perdue. D'autant plus que la quasi-totalité des ressources et des industries alliées se trouvent hors d'atteinte des armes de l'Axe. À cet avantage géopolitique clé s'ajoutent des réussites considérables dans la mise en œuvre d'une industrie de guerre, tant dans le camp capitaliste que dans le camp communiste. Les États-Unis arrivent à faire travailler leur main-d'œuvre avec une productivité double de celle de l'Allemagne et six fois plus grande que celle du Japon. Un exemple frappant est celui de la gigantesque usine Ford près de Detroit où 42 000 ouvriers parviennent à sortir un avion bombardier B-24 en une heure, en moyenne. En 1944, 40 % de la production mondiale d'armes provient des États-Unis.

Les Soviétiques sont capables, de leur côté, d'un exploit qu'aucun observateur n'aurait cru possible en 1941, c'est-à-dire de déplacer, en quelques semaines, leur production d'armes de l'URSS occidentale menacée, puis conquise par l'Axe, à l'est du fleuve Volga. Au début de la guerre germano-soviétique, un cinquième des armes de l'Armée rouge a été produit dans la partie orientale de l'URSS ; en 1942, ce sont les trois quarts ! Mille cinq cents entreprises avec un tiers de leur personnel d'origine ont été déménagées en 1,5 million de charges de camions. Treize millions d'ouvriers – et surtout d'ouvrières – ont été nouvellement formés durant les deux années après l'attaque de juin 1941. Cet exploit est dû à une nouvelle élite efficace, formée par le Parti communiste. Mais il y a aussi la proverbiale capacité d'endurance de la population russe : avec une alimentation proche ou en dessous du seuil de la famine, elle parvient à faire augmenter la production d'armes. Ainsi l'URSS est parvenue à arrêter, par ses

propres forces, l'ennemi nazi mais elle profite aussi des Alliés et en particulier des États-Unis. Ces derniers livrent un dixième du matériel de guerre utilisé par l'Armée rouge, dont 385 000 camions, 51 000 Jeep, quatre millions de tonnes de vivres.

L'économie de la « guerre totale » en Allemagne

Il n'empêche, les leaders nazis restent convaincus qu'ils conservent une chance de sortir victorieusement de la guerre. Ils comptent sur certaines avances technologiques qu'ils possèdent (moteurs à réaction dans l'aviation ; technologie des sous-marins ; fusées et missiles de croisière) ; sur des avantages stratégiques ; sur le potentiel économique des territoires occupés ; et surtout – ils restent convaincus dur comme fer de cette thèse malheureusement indéracinable, alors que les Alliés occidentaux sont en train de leur prouver le contraire ! – sur la plus grande efficacité de l'exercice du pouvoir de la dictature par rapport à la démocratie.



C'est après la mort accidentelle de Fritz Todt, le titulaire du ministère des Armes et des Munitions, en février 1942, qu'Hitler élève son architecte et confident Albert Speer, un homme jeune de 37 ans, à ce poste clé. Le fait que celui-ci modifie bientôt le nom vieillot de son ministère n'est que le signe extérieur des changements profonds qu'il opère et qui font de son ministère de l'Armement et de la Production de guerre le cœur d'une économie totalement dressée en vue de la guerre. Réussissant à propulser vertigineusement la production de l'armement (l'indice passe de 100 en février 1942 à 322 en juillet 1944), il contribue à rendre l'Allemagne nazie apte à poursuivre la guerre durant trois années supplémentaires. Ces années, à partir de 1942, seront celles de la plus grande horreur. On a parlé d'un « miracle de l'armement ». Mais le bond en avant des chiffres de production n'est possible que par des méthodes dont certaines sont proprement infernales. Des méthodes auxquelles Albert Speer - d'ailleurs bel homme dont l'image reste étrangement positive, non seulement en Allemagne - est tout sauf étranger.

Le sort du ministre, catapulté par une décision solitaire d'Hitler dans les sphères les plus élevées du pouvoir, est bien entendu lié à l'évolution de la courbe des chiffres de production. Tâche d'autant plus ardue que la marge de manœuvre continue à être déterminée par deux soucis secondaires. D'une part, celui d'épargner aux Allemands toute pénurie trop prononcée et, en particulier, toute pénurie alimentaire (tâche difficile compte tenu du fait que la production alimentaire en Allemagne a baissé depuis 1939 par un manque sévère de main-d'œuvre et aussi d'engrais). D'autre part, celui

d'éviter pour des raisons idéologiques – la place de la femme allemande est au foyer auprès des enfants – , d'avoir recours au travail féminin.



Transformer l'économie allemande en économie de la guerre totale veut donc dire trois choses : faire un énorme effort sur la productivité, exploiter plus encore qu'auparavant les ressources humaines et matérielles des territoires occupés et enfin remplacer les millions d'hommes partis pour la guerre par une main-d'œuvre étrangère, aussi nombreuse que possible.

Pour augmenter la productivité, Speer entreprend une réorganisation à fond de l'appareil complexe des institutions, souvent concurrentes, en charge de l'économie de guerre. Et il parvient à faire de son ministère le lieu incontesté de toutes les grandes décisions. Il exige de la part des industriels des mesures rudes de restructuration qui, par exemple, parviennent à quintupler la production de blindés jusqu'en 1944. Il est évident que de tels taux de croissance ne peuvent être réalisés que parce que la population active travaille toujours plus : en 1944, le temps hebdomadaire de travail s'établit à soixante-dix heures ! Le Front du travail allemand, l'organisme nazi qui encadre les ouvriers, a si bien labouré son terrain que malgré de telles exigences, la loyauté des travailleurs à l'égard du régime est intacte. En partie, cette attitude s'explique par le fait que les ouvriers spécialisés sont souvent classés affectés spéciaux, qu'ils restent donc au foyer et qu'ils peuvent même profiter de la présence de travailleurs forcés pour les tâches les plus dures.

Mais la clé de la réussite de Speer semble avoir été plutôt l'introduction généralisée de la décision autonome des entrepreneurs (les instances étatiques se bornant à formuler le but à atteindre) et l'allègement de la politique de prix rigide, donc l'abandon du dirigisme des bureaucraties étatiques et militaires pratiqué jusqu'alors. C'est ainsi qu'il a su gagner les entrepreneurs à sa politique et les faire adhérer à ses exigences de rationalisation : en fait, Speer fait fermer plus de vingt mille PME pour drainer la main-d'œuvre vers l'industrie. Mais dans l'ensemble, le ministre arrive à obtenir la collaboration des patrons (et cela au point que la résistance contre le nazisme vient moins de ce groupe social, qui devrait être essentiellement libéral, que d'un autre groupe, pourtant d'essence étatique, celui des militaires !).



On peut exprimer la même chose de manière inversée : dans les cercles de décision autour de Speer, on voit poindre une pensée qui opère une transformation de l'idéologie et de l'action nationales-socialistes vers quelque chose de nouveau qui rendra possible la transition de nombreux hommes dans les cercles dirigeants allemands et européens d'après 1945. Un fait troublant sur lequel on n'a pas encore assez réfléchi. Il est d'ailleurs vrai que Speer doit sa popularité auprès des milieux économiques aussi à sa capacité d'endiguer le pouvoir grandissant des SS. Ces SS qui commencent à ériger un véritable empire industriel sur la main-d'œuvre fournie par les camps.

Le continent exploité

Vis-à-vis de ses alliés, des neutres mais aussi des pays occupés, l'Allemagne nazie tient depuis la fin de 1941 un nouveau discours. Plus l'issue de la guerre devient incertaine, plus les nazis font valoir l'argument idéologique de la défense de « l'Europe » contre « le bolchevisme ». Il est question d'une nouvelle « communauté économique européenne » (Goebbels) nécessaire face à la menace de l'URSS. Mais tout ce discours « européen » dissimule une seule et même chose : l'exploitation de toutes les ressources à la portée du Reich pour mener une guerre dont le but reste, comme le dit Hitler en mai 1943, « le règne de l'Allemagne sur toute l'Europe » pour pouvoir, un jour, prétendre à devenir le « maître du monde ».

L'évolution globale de la guerre ne peut qu'affecter profondément les rapports économiques sur le continent dominé par l'Allemagne, mais elle n'affecte guère – il faut le faire ressortir clairement une fois – les relations entre les deux alliés militaires les plus considérables de l'Axe, le Japon et l'Allemagne. Les milliers de kilomètres de distance et le blocus naval ont exclu la possibilité de relations économiques stables et efficaces. Il y a eu des essais pour forcer le blocus (du Japon sont arrivées ainsi à Bordeaux occupée des cargaisons de caoutchouc ou de minéraux rares ; de l'Allemagne sont partis des machines-outils et surtout des plans, des brevets, des modèles d'armes).



La dernière tentative est devenue célèbre : en avril 1945, part du Danemark occupé un sous-marin allemand chargé de spécialistes de moteurs d'avions à réaction, de fusées et de missiles de croisière et de 560 kilos d'oxyde d'uranium ! Mais il ne parvient pas au

Japon. Il reçoit la nouvelle de la capitulation de l'Allemagne en pleine mer, transmet sa position à la marine américaine et rejoint, escorté par un destroyer de la *US Navy*, un port du New Hampshire le 17 mai...

La situation se présente sous un tout autre jour en Europe, et d'abord avec le partenaire le plus considérable, l'Italie fasciste. Son allié nazi lui a livré, depuis 1940, de grandes quantités de carburants et d'acier pour qu'elle soit capable de mener la guerre. En retour, l'Italie livre des produits agricoles et, surtout, elle envoie trois cent mille ouvriers dans le Reich. Mais en 1943, la pénurie des ressources est telle que l'Allemagne n'expédie plus les quantités convenues. Ainsi, les « managers » de l'économie de guerre allemande sont presque soulagés de voir le dictateur fasciste destitué en septembre. L'Allemagne nazie occupe aussitôt les deux tiers de la Péninsule et fait de l'Italie, aussitôt vassalisée, une proie de guerre qu'elle pille à l'excès !

L'évolution entre la puissance principale de l'Axe et ses alliés plus petits ressemble au précédent italien. Intéressée, d'une part par leurs travailleurs, d'autre part par leurs ressources naturelles - la bauxite pour la Croatie, le manganèse pour la Slovaquie, le chrome pour la Bulgarie, le pétrole pour la Hongrie et surtout la Roumanie et l'agriculture pour les cinq -, l'Allemagne a d'abord intensifié des échanges qui, un court moment, avaient pu être avantageux. Ainsi la Hongrie et la Slovaquie, qui se situent en 1942 et en 1943 en dehors du rayon d'action des bombardiers alliés, aspirent des industries militaires qui se délocalisent sur leurs territoires. Mais avec la détérioration de la situation militaire, la puissance tutélaire nazie passe au pillage pur et simple. Même en Hongrie, le plus fidèle vassal de l'Allemagne sur le plan économique.



C'est avec elle que les nazis arrivent au dernier degré de la brutalité quand ils forcent, à partir de mars 1944, la population juive très considérable de la Hongrie à des travaux d'esclaves, ou bien à Auschwitz, ou bien ailleurs dans le Reich : des 508 000 déportés, seulement 125 000 vont survivre, les autres périssent, épuisés par les travaux ou gazés.

Un véritable « plan de la faim »

À partir de 1942 et la « guerre totale », le but proclamé de maintenir le niveau alimentaire des « Aryens » au front et à l'arrière à un niveau élevé signifie, désormais, une exploitation sans bornes de l'agriculture des pays occupés en Europe orientale et centrale où ce pillage provoque la famine. En Allemagne même, les rations alimentaires sont coupées rigoureusement pour tous ceux qui n'appartiennent pas à la « communauté du peuple » allemand : les juifs, les prisonniers de guerre soviétiques, mais aussi les « Aryens » récalcitrants que les nazis jettent dans leurs camps de concentration. Dans les pays occupés, les nazis introduisent la même hiérarchie raciste dans leur politique d'alimentation : les pays nordiques sont moins pressurisés que les pays latins, les pays latins moins que les pays slaves. Et au plus bas de l'échelle se trouvent, comme toujours, les Russes et les juifs.

Plus que jamais, il s'agit de tirer de la Pologne, comme le disait le « Gouverneur général », « tout ce qui peut en être tiré », malgré une résistance grandissante de la population et, par conséquent, une baisse vertigineuse de la productivité de la main-d'œuvre. Il en est de même

en Ukraine. L'occupant nazi, accueilli souvent en juin 1941 comme un libérateur, y a perdu tout soutien dès décembre. Comme le dit sans détour le Commissaire du Reich à Kiev, il ne s'agit pas de rendre les Ukrainiens plus heureux, mais de presser leur territoire « jusqu'à la dernière goutte ». Les nazis avaient, en effet, couvé une idée infernale : séparer, en URSS occupée, les régions à production agricole excédentaire au sud, au sud-est et au Caucase (d'où ces excédents seraient drainés vers le Reich), des régions à production agricole déficitaire entre la Biélorussie et l'Oural.



Le 23 mai 1941, la conséquence de ce projet qui a tout d'un véritable « plan de la faim » est clairement énoncée par des hauts fonctionnaires allemands : « Plusieurs dizaines de millions d'hommes vont devenir *superflus* dans ce territoire [à production agricole déficitaire] ; ils vont mourir, ou émigrer en Sibérie. » Et puisque le tracé du front séparera en fait, durant trois années consécutives, les terres fertiles qui se situent en territoire occupé du reste de la Russie, il y aura en URSS, outre les millions de victimes directes de la guerre, sept millions de morts de la famine sévissant à l'arrière !

Mais même les Danois sont pillés à partir de 1943 par leurs « frères germaniques » : 90 % du poisson, 20 % de la viande consommés en Allemagne proviennent de ce petit pays. En Hollande aussi. Le régime d'occupation devient un régime de la plus pure terreur pour les Néerlandais, sauf pour un petit groupe. Ceux qui savent, par exemple, réaliser des profits faramineux au service de l'Allemagne, surtout dans le bâtiment où ils participent à la construction des fortifications tout le long de la côte française et belge (mur de l'Atlantique)

ou aux installations militaires aux Pays-Bas. En Hollande, la guerre se termine par une famine mémorable puisque la *Wehrmacht* croit devoir inonder, dans sa retraite, de larges parties du pays pour mieux se défendre en détruisant les terres agricoles. Plusieurs dizaines de milliers de personnes décèdent. Les trois millions de Norvégiens, forcés à non seulement nourrir le demi-million de soldats allemands sur place mais aussi à payer des « indemnités d'occupation » deux fois plus élevées par tête qu'en France, glissent eux aussi dans la famine tandis que les nazis pillent leurs ressources d'aluminium, de molybdène, de soufre au prix d'une répression de plus en plus impitoyable.



L'occupation se termine ainsi, dans ces trois pays nordiques, dans le cauchemar de la famine et de la mort qui hypothéquera leurs relations avec l'Allemagne, et en particulier les relations germano-néerlandaises, jusqu'à la fin du xx siècle.

La France fabrique pour l'Allemagne



Parmi les pays occupés, c'est la France qui a été le plus important pour l'économie de guerre de l'Allemagne nazie. Au début de 1944, après trente-trois mois d'occupation, elle a contribué à la hauteur de 35 milliards de Reichsmark au budget de l'Allemagne, pour trois quarts au titre des « frais d'occupation ». Ces montants représentent 40 % de la totalité des liquidités reçues par l'Allemagne nazie en provenance de l'Europe occupée. Elles lui servent à s'approvisionner en France même où elle passe un grand nombre de contrats : en juin 1942, un million de Français travaillent pour fabriquer des produits indirectement ou directement militaires. Jusqu'en 1944, l'industrie de l'aviation française produit 3 700 avions et 10 000 moteurs d'avions pour l'Allemagne, des constructeurs français lui livrent en 1942 et en 1943, 52 000 camions. L'aryanisation des entreprises, accomplie sous la supervision des autorités d'occupation, fournit à l'Allemagne nazie une possibilité supplémentaire de diriger la production française.

L'aryanisation des entreprises

L'Allemagne nazie introduit l'aryanisation économique non seulement dans le Reich, mais aussi dans tous les pays occupés. Elle signifie partout l'expropriation des juifs de leurs biens et leur exclusion des fonctions qu'ils avaient tenues dans les économies respectives. En France occupée, l'aryanisation a été initiée par les autorités allemandes par une ordonnance d'octobre 1940, mais poursuivie par l'État français au moyen de

diverses consignes administratives et surtout par une « loi » du 22 juillet 1941. Son bras armé est le Commissariat général aux questions juives. En théorie, les effectifs de l'aryanisation ne doivent donc pas profiter directement à l'Allemagne nazie. Vichy tente en effet non pas de protéger les juifs français de l'aryanisation, mais de garder en France un patrimoine considéré comme français. En pratique, l'aryanisation a cependant contribué au pillage de la France par l'Allemagne : celle-ci a, par exemple, totalement confisqué les biens des juifs d'Alsace et de Moselle dès juillet 1940. Elle a profité de l'incroyable « amende du "Milliard" », une imposition des juifs français, décidée fin 1941 en représailles d'attentats contre des soldats. Elle a profité de la saisie de stocks de matières premières appartenant à des « entreprises juives ». Et les nazis ont profité du pillage, particulièrement systématique, des œuvres d'art et des biens volés dans les milliers d'appartements habités par des juifs avant leur déportation.

Et les neutres ?

Aux Alliés exploités, aux pays occupés pillés, il faut ajouter les neutres. Leurs marges d'action ont sans doute été limitées, mais, sans eux, l'économie de guerre de l'Allemagne n'aurait tout simplement pas fonctionné. Deux pays ont été particulièrement importants, la Suède et la Suisse. La première reste, jusqu'à la fin 1944, un pays de transit pour beaucoup de marchandises destinées à, ou en provenance de, l'Allemagne. Mais il y a aussi d'intenses relations bilatérales, l'Allemagne absorbant, par exemple en 1943, 80 % de la production

suédoise des roulements à billes et exportant vers la Suède des quantités considérables de houille. Le cas de la Suisse, dépendante de l'Allemagne pour des biens industriels et des Alliés pour des biens agricoles, est depuis peu particulièrement bien connu. Jusqu'en 1945, la Suisse livre à l'Allemagne (et très peu aux Alliés) quantité de biens d'armement. Mais surtout, la Suisse reste, entre 1942 et 1945, le pays par excellence où l'Allemagne échange en devises les biens et l'or qu'elle a réquisitionnés dans les pays occupés. Trois quarts de toutes les transactions en or allemandes sont opérées par des banques suisses. Et parmi les biens monnayés en Suisse, on trouve des objets d'art, des devises, des bijoux et de l'or ayant appartenu à des juifs partis pour la mort. Certains Suisses l'ont su mais ont opté en connaissance de cause pour le « *business as usual* ». Le grand public le sait aujourd'hui avec précision : en 2002, un célèbre rapport d'une commission d'historiens a mis toute la lumière sur cette triste vérité. Et par la suite, les banques suisses ont procédé dans le cadre de l'opération *Swissbankclaims* à des dédommgements de victimes ou de leurs successeurs à hauteur de centaines de millions d'euros.

Comparés à la Suisse, l'Espagne franquiste et le Portugal salazariste, quoique plus proches de l'Allemagne nazie sur le plan idéologique, ont été des neutres plus difficiles sur le plan économique. Il est vrai aussi que du point de vue géopolitique, leur prise de distance est plus aisée ! Franco coupe court à ses livraisons de matières premières (en particulier de tungstène) vers Allemagne nazie dès la fin 1943. Salazar choisit, à la même époque, de s'opposer définitivement à Hitler.

La main-d'œuvre corvéable des camps

À partir de la seconde moitié de 1941, les champs et les usines d'Allemagne sont investis par une main-d'œuvre qui se compose de trois groupes : les travailleurs civils étrangers, les prisonniers de guerre et les déportés dans les camps de concentration. La mobilisation de cette force de travail énorme (elle se chiffre également par millions) a été entreprise en particulier par Fritz Sauckel, le « Plénipotentiaire général pour l'emploi de la main-d'œuvre ». En 1944, le tiers de l'emploi industriel et la moitié de l'emploi agricole en Allemagne nazie ont été assumés par des travailleurs étrangers. Ainsi la grande majorité des prisonniers de guerre français en Allemagne est répartie en commandos de travail dans l'industrie ou dans l'agriculture. Couverts par la convention de Genève que l'Allemagne nazie applique (à de notables exceptions près), les prisonniers de guerre, français (1,5 million), mais aussi belges (210 000), britanniques (130 000), slovènes ou serbes (110 000), grecs (un millier) et américains (quelques centaines), vivent et travaillent dans le Reich dans des conditions dures, mais non meurtrières.



Il n'en va pas de même pour les prisonniers de guerre soviétiques (7,5 millions au total, qui ne sont pas protégés par la convention de Genève puisque Staline ne l'avait pas signée et que les nazis n'avaient en tout cas aucune intention de la respecter dans leur cas), massivement mobilisés comme main-d'œuvre forcée à partir de la fin 1941. Après avoir activement tué ou laissé mourir de malnutrition ou de maladies deux millions des 3 350 000 Soviétiques faits prisonniers jusqu'au printemps 1942, l'Allemagne nazie exploite, à partir de ce moment, comme travailleurs forcés ceux qui ont survécu. Ces hommes travailleront ou bien dans le Reich même (où 700 000 sont déportés), ou en dehors du Reich, mais toujours dans des conditions absolument inhumaines. Plus de trois millions parmi eux vont mourir !

Les entreprises qui emploient des prisonniers de guerre cumulent des avantages économiques immédiats et futurs : elles profitent d'une main-d'œuvre très peu coûteuse pour laquelle, bien entendu, elles ne paient pas de charges sociales. Les sommes ainsi économisées leur permettent d'investir dans des mesures d'expansion et de rationalisation qui leur assurent une position très compétitive, quelle que soit l'issue de la guerre ! Et cette observation vaut pour les patrons qui n'hésitent pas à avoir recours à des travailleurs provenant des camps de concentration. À partir de 1942, ce ne sont plus seulement les entreprises appartenant à l'empire industriel des SS, mais aussi les entreprises privées qui peuvent avoir recours à cette formule très peu coûteuse (les patrons paient aux SS pour chaque travailleur un montant correspondant à 50

% environ du salaire d'un travailleur « normal »). La plus célèbre entreprise qui a massivement recours à cette main-d'œuvre est le gigantesque Konzern I.G. Farben de Francfort qui emploie dans ses usines 52 000 déportés dont 35 000 à Auschwitz-Monowitz, limitrophe du camp d'Auschwitz-Birkenau. Jusqu'à 30 000 de ces hommes et femmes vont périr.



Parmi les patrons qui emploient des déportés, il y a cependant quelques rarissimes exceptions. Ceux qui les emploient dans le but de les aider à survivre : c'est le cas de Berthold Beitz et d'Oskar Schindler (popularisé par le film de Steven Spielberg, *La Liste de Schindler*) qui emploient dans le « Gouvernement général » des déportés juifs. Ces entrepreneurs expliquent aux SS (qui comprennent ce langage fonctionnaliste) qu'ils ont investi dans leurs travailleurs sous forme d'apprentissage par exemple, ce qui interdit la « perte » trop rapide de ce « capital humain ». Quelques centaines de juifs ont ainsi été sauvés d'une mort certaine.

Volontaires, contraints, raflés : les travailleurs civils étrangers

La main-d'œuvre provenant des camps de prisonniers de guerre ou de concentration est complétée par un nombre impressionnant de travailleurs civils étrangers. Ceux-ci sont « recrutés » généralement de force, sinon carrément raflés dans la rue. Parmi les vrais volontaires, il y a des ouvriers originaires des pays de l'Axe : un quart de million d'ouvriers italiens ont fait le chemin de l'Allemagne nazie jusqu'au printemps 1943 ; quelques dizaines de milliers de Hongrois, de Bulgares, de

Roumains. Il y a aussi quelques dizaines de milliers de « volontaires » venus des pays occupés, souvent parce que leurs entreprises ont dû cesser leur activité du fait de la guerre : des Grecs, des Yougoslaves (environ 80 000), des Danois et autant de Tchèques, 100 000 Néerlandais et 185 000 Belges et Français.

À ces « volontaires », il faut ajouter le nombre beaucoup plus grand de ceux qui sont venus au Reich contre leur gré. Fin 1941, un million de travailleurs polonais sont enregistrés en Allemagne, 5 % parmi eux seulement sont venus volontairement. Jusqu'à la fin de la guerre, environ trois millions de Polonaises et de Polonais auront travaillé dans le Reich. Et à ce nombre énorme, il convient d'ajouter encore les 700 000 Polonais juifs forcés au travail dans les ghettos et les camps du « Gouvernement général » pour des entreprises ou l'armée allemande. Des territoires occupés de l'URSS, près de trois millions de personnes sont déportées dans le Reich. Ces « travailleurs de l'Est » (*Ostarbeiter*) subissent une sévère discrimination dans le Reich où ils sont immédiatement reconnaissables par des badges (« Ost » pour les Ukrainiens, les Biélorusses ou les Russes, « P » pour les Polonais) cousus sur leurs vêtements. En principe, tout contact entre eux et les Allemands est interdit.

Le plus souvent, ces travailleurs forcés logent dans des baraquements sommaires où les conditions sont très mauvaises. De même, leurs conditions de travail sont dures : travaillant au moins dix heures par jour, ils sont victimes de brimades et de fréquents accidents de travail. Et s'il s'agit de femmes, elles souffrent de harcèlements sexuels.

Cette violence au quotidien s'étend aux travailleurs venus dans le Reich depuis l'Europe occidentale : fin 1943, 425 000 Néerlandais travaillent en Allemagne, plus de 300 000 comme travailleurs forcés. Au moins 35 000 parmi eux vont mourir, malades, affamés, épuisés et parfois bombardés par des avions alliés dans les usines d'armement. Un lot partagé par des milliers de personnes parmi les 200 000 travailleurs forcés belges en Allemagne.

Le cas de la France est particulier dû à l'existence du « Service du travail obligatoire ».

La France et le Service du travail obligatoire

Entre juillet 1940 et le début de 1942, environ 140 000 travailleurs français ont été recrutés comme « volontaires » pour travailler outre-Rhin. À partir de 1942, le « Plénipotentiaire pour la main-d'œuvre » allemand, Fritz Sauckel, demande à l'État français des centaines de milliers de travailleurs supplémentaires, pression à laquelle Vichy répond par la « Relève » (4 septembre 1942) : si la France arrive à recruter 250 000 travailleurs pour l'Allemagne, celle-ci laisserait rentrer 50 000 prisonniers de guerre en France. Mais il n'y a même pas vingt mille réponses positives. Le 2 janvier 1943, Sauckel demande à nouveau un quart de million de travailleurs. Le 16 février, Vichy réagit en créant le Service du travail obligatoire (STO). Ce dispositif est basé sur des critères démographiques : sont concernées les classes 40, 41 et 42. C'est donc désormais toute la société française qui est directement touchée par la politique de collaboration, les jeunes tout particulièrement. Le réfractariat (c'est-à-dire le

phénomène de refus d'obtempérer à l'obligation d'aller travailler en Allemagne) constitue rapidement un enjeu politique majeur auquel la Résistance est confrontée brutalement. Car le refus se traduit souvent par une entrée dans la clandestinité et un regroupement dans ce qu'on commence à appeler les maquis.

Le 20 septembre 1943, un accord est passé avec l'État français de Vichy : bientôt plusieurs milliers d'entreprises françaises sont classées « entreprises Speer » et leur million d'ouvriers sont exempts du STO. Mais le projet de la mobilisation de l'économie française en faveur de l'Allemagne nazie échoue néanmoins, par manque d'une main-d'œuvre suffisante, par manque de matières premières mais aussi et surtout par le peu d'empressement des travailleurs français, désormais convaincus de la victoire alliée. L'Allemagne nazie revient au début de 1944 sur un régime du STO renforcé – sans succès, malgré un Vichy de plus en plus radicalisé où le ministre du Travail Marcel Déat songe à un Service national du travail qui livrerait un demi-million de jeunes Français supplémentaires en Allemagne : seulement cinquante mille ouvriers français partent outre-Rhin en 1944. Mais au début de 1944, quatre millions de Français contribuent directement ou indirectement à faire marcher la machine de guerre de l'Allemagne nazie.



Ce chiffre est important, mais dépassé de loin par l'immense force de travail exploitée par l'Allemagne nazie dans les parties occupées de l'URSS : vingt-deux millions de femmes et d'hommes y sont forcés à ce genre de labeur au service de l'occupant, le plus souvent dans l'agriculture.

Retours et réparations

Dès la fin de la guerre, les travailleurs forcés sont rapatriés dans leurs pays respectifs. Ils y sont accueillis avec de la méfiance. Surtout en URSS où ils sont systématiquement suspectés d'avoir collaboré avec le «fascisme» et où ils sont bien souvent déportés. Un grand nombre parmi les rentrants a été exécuté. Ce n'est qu'en 1956, après la mort de Staline, qu'ils sont amnistiés. Il faut attendre 1992 pour qu'ils soient complètement réhabilités ! En 1993, le gouvernement allemand a exclu de donner suite à des demandes de réparations formulées par des particuliers. Mais en 2000, le gouvernement et le patronat allemands ont créé la fondation «Mémoire, Responsabilité et Avenir» en la dotant de 5 milliards d'euros. En 2001, la fondation a commencé à transférer des réparations à des particuliers, via des organisations partenaires juives, polonaises, ukrainiennes, russes, biélorusses, tchèques et internationales. En 2006, la quasi-totalité du fonds a été dépensée. D'anciens travailleurs forcés ont reçu des sommes se situant entre 2 500 et 7 500 euros. Dès le début, la fondation n'a cependant pas seulement été créée pour dédommager des individus, mais aussi pour financer des projets consacrés à la réconciliation entre les peuples. Le programme « Europeans for Peace », qui continue son travail, en est le plus connu.

Chapitre 24

Exclus, réfugiés, déportés

Dans ce chapitre :

- ► Les Européens réfugiés en Europe
- ► Le « Lebensraum » : déportation à l'Est
- ► Les premiers déportés de France

Il est intéressant de relire les histoires de la Seconde Guerre mondiale. On constate que jusqu'au début des années 1980, les systèmes d'occupation sont rarement abordés. Les phénomènes de violence n'occupent jamais une place à part dans les tables de matières. Ne pas aborder ces questions serait aujourd'hui regardé comme une faute. Notre représentation de ce conflit a évolué. D'autres dimensions sont à prendre en compte, dimensions qui constituent la terrible spécificité de ce conflit par rapport à la Première Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale a provoqué, à l'échelle de l'Europe, des transferts de populations comme l'Histoire n'en avait jamais connus : travailleurs forcés ou non, prisonniers de guerre, réfugiés, personnes déplacées, déportés. Ces transferts sont directement liés à la politique du Reich. Des millions d'Européens se voient exclus de l'Europe.

Européens réfugiés en Europe dès l'avant-guerre

Les premiers flux intra-européens concernent les Italiens antifascistes. Pendant les cinq premières années du régime mussolinien, 1,5 million d'Italiens quittent la Péninsule. Certains le font pour des raisons économiques. Mussolini va définir un nouveau crime : celui d'« émigration abusive » !

L'Allemagne prend la relève de l'Italie à partir de 1933. C'est toute la République de Weimar qui va se trouver en « exil ». Au commencement, ce mouvement d'expatriation touche des figures célèbres : écrivains, hommes politiques, intellectuels, syndicalistes.



Dès l'arrivée d'Hitler au pouvoir et le premier déferlement de la terreur, 1 200 professeurs allemands prennent le chemin de l'exil. Comme le dira le haut-commissaire aux Réfugiés de la SDN : « Dans le monde académique, il n'y avait rien eu de comparable depuis l'émigration des intellectuels grecs ou la prise de Constantinople par les Turcs au XV siècle. » Des milliers de communistes allemands pensent trouver refuge en URSS, où en général ils sont très mal reçus. Les premières mesures d'exclusion contre les juifs poussent ceux-ci à quitter l'Allemagne. Sur les 65 000 Allemands qui quittent leur pays en 1933, les quatre cinquièmes seraient des juifs. Jusqu'en 1938, 150 000 juifs préfèrent s'exiler (sur une communauté de 525 000). La majorité se retrouve en France, mais certains vont en Autriche, en Suisse, en Yougoslavie, en Hongrie, voire de l'autre côté de l'Atlantique (11 000 entre 1936 et 1937). Quarante-trois mille d'entre eux optent pour le retour

aux sources, en Palestine. L'exode des juifs s'intensifie avec la radicalisation des mesures antijuives.

L'Allemagne n'est pas le seul pays européen à afficher l'antisémitisme comme une politique. La crispation antijuive touche la Pologne, la Hongrie ou la Roumanie, où les communautés juives sont plus importantes qu'en Allemagne. La crise économique aidant, on assiste à la montée en puissance du boycottage économique, à la discrimination dans certaines professions, voire à des pogromes.



Le ministre des Affaires étrangères polonais, Jozef Beck, n'hésite pas à parler publiquement du « surplus » de la population juive de Pologne, estimant qu'une émigration annuelle de 100 000 juifs est souhaitable ! La « polonisation » du commerce est décidée. On observe la même attitude en Roumanie. Le roi Carol cautionne un plan qui vise à faire partir 200 000 juifs. Le leader juif Wilhelm Filderman négocie un exode de 50 000 personnes par an. En Hongrie, également touchée par un nationalisme xénophobe et révisionniste, le Premier ministre Gyula Gömbös, arrivé au pouvoir en 1932, proclame tranquillement sa haine des juifs et légitime ainsi l'antisémitisme. Ses successeurs ne répugnent pas à fermer aux juifs les portes de l'industrie ou du commerce. La ségrégation devient une méthode de gouvernement.

L'accueil des « bannis »

Les pays européens encore démocratiques, comme la France ou la Grande-Bretagne, accueillent nombre de ces « bannis ». Les mouvements de rejet xénophobe ne

sont pas rares. Aux États-Unis, la politique d'émigration n'est pas très libérale au départ. Mais en 1938, ce pays ouvre ses portes à 38 % de la masse des juifs fuyant l'Europe liberticide. En effet, l'*Anschluss* provoque une nouvelle vague d'exilés juifs venant d'Autriche : 126 500 sur les 180 000 résidants. Parmi eux, un certain Sigmund Freud.



La Palestine devient une terre d'exil, qui « soulage » les pays européens. Au milieu des années trente, le nombre de juifs approche les 400 000, c'est-à-dire le tiers de la population. Le flux d'entrées en Palestine connaît une progression rapide : 9 500 en 1932, 33 000 en 1933, 42 000 en 1934, 62 000 en 1935. Les Arabes réagissent violemment et se retournent contre le pouvoir britannique, qui finit par devenir restrictif et à s'opposer aux revendications sionistes. À la veille de la guerre, le gouvernement de Sa Majesté se montre plus clément : entre décembre 1938 et le début de la guerre, il accepte l'arrivée sur le territoire anglais de 10 000 enfants juifs. De 1933 à 1939, 56 000 juifs sont accueillis, venant essentiellement d'Allemagne et de Tchécoslovaquie. Des sources britanniques estiment qu'entre 1940 et 1945, 58 000 juifs ont réussi à se réfugier en Palestine. C'est beaucoup, mais c'est bien peu par rapport aux juifs persécutés.

La SDN se montre particulièrement impuissante et aboulique sur ce dossier brûlant. Le haut-commissaire aux Réfugiés, l'Américain James G. McDonald, est un homme respecté pour son humanisme. Mais il peut peu. La France accueille un contingent important des bannis d'Hitler. Certainement le plus important des pays européens. Il s'y ajoute, à partir de 1936, les Espagnols

qui fuient le coup d'État du général Franco. Au moins 450 000 rebelles à l'ordre franquiste se retrouvent en France. Prise au dépourvu, celle-ci ouvre des camps, à Argelès ou au Barcarès. Les « Rojos » vivent dans des conditions dramatiques.

Exil, exode, déplacements

Lorsque les armées allemandes fondent sur la Pologne, en septembre 1939, elles provoquent un déracinement de 140 000 personnes hors du territoire. Une véritable diaspora polonaise se répand en Hongrie, en Roumanie, en France, en Angleterre et en Palestine. Quand les combats cessent et quand on apprend les exactions commises sur les juifs, ceux-ci s'expatrient en masse vers la Russie : 300 000, soit 10 % de la communauté. Mais les Russes ferment vite leurs frontières et refoulent. Au moment du partage de la Pologne avec l'Allemagne, ils organisent des déplacements massifs de populations vers la Sibérie et ouvrent eux aussi des camps de travail. À l'époque, on avance le chiffre de 1,8 million de Polonais piégés en URSS. Le même phénomène se reproduit lorsque les Soviétiques font main basse sur les pays baltes. C'est par dizaines de milliers que les Baltes prennent eux aussi le chemin de l'exil ou sont déportés à l'est de l'URSS. Nombreux sont ceux (juifs surtout) qui cherchent un refuge en Finlande, où ils représentent 10 % de la population. La dernière vague d'exode est liée à la campagne de l'Ouest, comme nous l'avons déjà vu. C'est la France qui accueille Belges, Hollandais, Luxembourgeois. Certains Français eux aussi sont obligés de chercher le salut dans le Sud, entre 6 et 8 millions. Les Allemands expulsent environ 100 000 Alsaciens-Lorrains vers Vichy.

Lorsque Vichy s'installe et commence à prendre ses mesures antijuives, les réfugiés arrivés depuis peu sur son sol (juifs pour la plupart) cherchent à nouveau le salut au-delà des frontières d'une Europe devenue inhospitalière. C'est alors le grand départ vers la Grande-Bretagne, les États-Unis ou la Palestine, à travers l'Espagne, ou par bateaux.

Le « Lebensraum » : déportation à l'Est

La politique d'Hitler vise à réaliser un *Lebensraum*, c'est-à-dire un « espace vital » sur le plan économique et biologique. Les non-Allemands et les non-Aryens doivent quitter cet espace, alors que les Allemands disséminés hors du Reich doivent le réintégrer. C'est ainsi qu'au début de l'expérience nazie, il s'agit de favoriser le départ des juifs hors du Reich.

La Pologne conquise est divisée en deux. Le Nord et l'Ouest, incluant Dantzig, et la Haute-Silésie, sont intégrés dans le Reich. Ils sont germanisés. Le *Generalgouvernement* est devenu un immense camp de travail, un déversoir d'« indésirables », le « rebut du Reich ». Parmi eux, des juifs expulsés des territoires incorporés dans le cadre de la politique de germanisation. Au moins un million. C'est un déracinement massif. Ainsi est créée en Europe une catégorie de privés de droits, réduits à l'état d'esclavage.

Avec l'attaque contre la Russie, à partir de juin 1941, de nouveaux territoires sont conquis aux Soviétiques, y compris les pays baltes et une grande partie de l'Ukraine. Une politique de colonisation est lancée. Les nazis prévoient de transplanter des Allemands dans ces nouvelles contrées, appelées dans leurs plans fous

Ingermanland ou *Gotengau*, alors que seraient expulsés et déportés les « éléments racialement inférieurs » vers la Sibérie et l'Asie centrale. S'ils avaient vaincu l'URSS, ils auraient transplanté en Russie occupée la politique qu'ils appliquent déjà en ex-Pologne, dans le Warthegau par exemple, où des villages entiers sont vidés de leurs occupants et remplacés par des *Volksdeutsche*. Ce déracinement constitue une violence sans précédent en Europe. Ces transplantations de populations, qui constituent une violence en soi, s'accompagnent d'actes de terreur.



Ce phénomène de « brutalisation » de la société est observé, dans une moindre ampleur, en Europe centrale. Par exemple, la Bulgarie s'arroge des parties de la Macédoine où elle procède à une politique violente de « bulgarisation » qui se traduit par des déplacements de populations. De même pour la Roumanie qui récupère la Bucovine, la Bessarabie et la marge méridionale de l'Ukraine, provoquant l'exode de centaines de milliers de réfugiés. Quant aux juifs, ils sont déportés en Transnistrie pour y subir un sort funeste.

La guerre s'éternisant, contrairement aux prévisions d'Hitler, la machine de guerre nazie manque de main-d'œuvre. Les peuples réputés « inférieurs », plutôt que de continuer leur exode forcé vers l'est, sont alors mis à contribution plus à l'ouest. Ces esclaves modernes doivent travailler dans les usines, les champs ou les camps de travail. Un phénomène similaire s'observe en URSS. Lorsque Odessa est encerclée par les armées allemandes, 350 000 civils sont évacués de la ville. Staline lui aussi décide d'opérer des transferts massifs

de populations vers l'est, afin de constituer des nouveaux centres de production utiles à la machine de guerre. Les hommes ainsi transplantés vivent dans des conditions misérables.



La Seconde Guerre mondiale a provoqué un mouvement de déplacement de populations à une échelle jusqu'alors inconnue. Peut-être 30 millions, voire plus, d'êtres humains ont été déracinés. Certains l'ont été pour être détruits de manière délibérée. À l'automne 1945, celles de ces personnes qui ont réussi à survivre demandent à être rapatriées : leur nombre serait d'environ 11 millions.

Les premiers déportés de France

Les juifs n'ont pas été les seuls et les premiers à subir cette hyperviolence spécifique à la Seconde Guerre mondiale que fut la déportation. Au début, ce n'est pas la déportation raciale qui est mise en œuvre mais la déportation « judiciaire ». En effet, les Français réagissent tôt contre l'Occupation et montrent leur hostilité. Des attentats ont lieu, sur le matériel et sur les hommes. Des Français sont fusillés, d'autres condamnés et déportés en Allemagne, dans des prisons souvent. Par exemple, le 17 septembre 1940, Blanche Paugam est condamnée à mort par le tribunal militaire d'Arras. Elle est déportée à la prison d'Aix-la-Chapelle. Graciée, elle sera dirigée dans le camp de Ravensbrück, Mauthausen puis Bergen-Belsen, où elle décédera juste avant la libération du camp. Des Français, condamnés en France par les tribunaux allemands, sont ainsi déportés en Allemagne pour y purger leur peine. Entre

l'été 1941 et la fin novembre 1942, 1 500 départs ont lieu. Il s'agit donc de « déportations judiciaires ».

Afin d'intimider ceux que l'occupant appelle les « terroristes », une « politique des otages » est mise en place. Il s'agit d'impressionner les gens en organisant des représailles collectives. Les rafles se systématisent, qui visent d'abord les juifs, comme celle conduite à Paris le 20 août 1941, dénommée « raffle du 11e arrondissement ». Il faut distinguer la déportation « de représailles ». Les communistes français sont les premiers visés, surtout après la rupture du pacte germano-soviétique en juin 1941. Mais les juifs sont mêlés à ces premiers convois au nom de la lutte contre l'ennemi « judéo-bolchevique ». À la fin de l'année 1941, des convois à base de wagons à bestiaux sont organisés.

Avec la montée en puissance de la Résistance et de la répression dont elle fait l'objet, surtout à partir de l'automne 1942 (invasion de la zone non occupée), les résistants sont victimes du décret « NN », dit *Nacht und Nebel* (nuit et brouillard) : les personnes arrêtées, considérées comme dangereuses, ne sont pas jugées, mais envoyées dans les camps de concentration allemands à partir de mars 1943. C'est la déportation de *Schutzhaft* (« de sécurité », sans jugement). De nombreux convois sont formés à partir du camp de Royallieu à Compiègne. Les destinations habituelles : Buchenwald, Dora, Mauthausen, Dachau, Neuengamme.

Un autre phénomène apparaît : le besoin de main-d'œuvre du Reich, pris à la gorge par la résistance soviétique. La direction des camps de concentration découvre le potentiel économique de la main-d'œuvre

gratuite que peuvent représenter les déportés. Himmler, le 14 décembre 1942, demande à ses représentants des pays occupés l'envoi de 35 000 « détenus aptes au travail ». En France, les SS baptisent cette directive : opération *Meerschaum* (« Écume de mer »). Six convois sont ainsi formés en France, de janvier à juin 1943. Sept mille personnes en sont victimes. Dans le convoi du 24 janvier 1943 se trouvent deux résistantes emblématiques, Danielle Casanova et Marie-Claude Vaillant-Couturier, qui échoueront à Auschwitz-Birkenau. Cette déportation de « répression » augmentera régulièrement, pour atteindre un pic en août 1944. La déportation des juifs qui se met en place de manière systématique en 1942 suit une courbe inverse.



Rester « du côté des humains »

Le 15 juillet 1943, Pierre de Froment est extrait de sa cellule, où son engagement dans le combat résistant et une dénonciation l'ont conduit. Jeune capitaine, il s'était mis au service du mouvement Combat. Deux autocars attendent. Arrivent au même moment, menottes aux mains, quelques-uns de ses compagnons. Ils sont conduits au fort de Romainville. Le 16 août, c'est le départ, en train. C'est à Mauthausen, en Autriche, que Pierre de Froment s'apprête à vivre dans l'enfer concentrationnaire. Du 12 septembre 1943 au 1 avril 1945, l'officier devient le matricule 34 526. À près la « quarantaine » subie dans le camp principal, il est désigné pour être affecté dans un

commando de travail. Il devient, comme il le dit lui-même, « un esclave du Reich loué à la firme Heinkel » : neuf mois à Wien Schwechat, quatre à Florisdorff et six à Mödlin (fabrique souterraine).

La vie dans cet enfer, Pierre de Froment en fit le récit en 1946, alors que, malade mais rescapé, il séjourne dans un sanatorium de Briançon. Le jeune homme y montre les efforts inouïs qu'il faut déployer pour tenter de rester digne dans cette lutte pour la survie de chaque instant, où tout est organisé pour humilier l'homme. En effet, malgré l'horreur, Pierre de Froment veut continuer à espérer en l'homme. Il démontre que ses tortionnaires n'ont pas réussi à tuer l'humanité de ces hommes promis au pire. C'est peut-être sa foi qui a sauvé cet homme, en lui permettant de résister à ce double déni d'humanité et de Dieu. C'est cette croyance qui, sûrement, lui a permis de rester du côté des humains.

Chapitre 25

L'extermination des juifs

Dans ce chapitre :

- ► Des hommes ordinaires devenus assassins
- ► Un « secret public »
- ► L'enfer des camps de la mort
- ► L'« Aktion Reinhardt »



Les centaines de milliers de meurtres de juifs par balles commis par les « groupes d'intervention » SS en URSS au début de la guerre germano-soviétique sont comme la première phase d'une monstrueuse opération qui, elle-même, marque le terme d'un long processus de persécution : l'extermination physique, systématique, méthodique, de tous les juifs qui se trouvent dans tout l'espace dominé par l'Allemagne, espace dont Hitler espère toujours qu'il sera un jour identique pour le monde tout entier. C'est ainsi qu'on peut définir le génocide des juifs par l'Allemagne nazie, appelé aussi holocauste ou (par ceux qui trouvent que ce terme comporte une fausse connotation religieuse) *shoah*, le mot hébreu pour « cataclysme » qui est aujourd'hui préféré en France.

La Shoah par balles

La machine de la mort que les nazis montent à cette fin, très rapidement, à partir de 1941, et qui tourne à une vitesse toujours plus grande en 1942, s'avère terriblement efficace. Si efficace que quelques-uns de ses rouages peuvent être démontés dès 1943 dans le but de faire disparaître, autant qu'il se peut, les traces d'un crime qui n'a pas d'équivalent dans l'histoire de l'humanité. Ces faits atroces sont aujourd'hui connus, car il n'y a pas d'autre domaine de l'histoire du xx siècle où les connaissances n'aient progressé autant depuis une vingtaine d'années. En même temps, il n'y a pas d'autre domaine où la raison ne rencontre autant de difficultés à saisir les derniers ressorts du drame : plus on s'y essaie, plus il y subsiste une zone inaccessible, intransmissible.

La mort est leur métier : les « Einsatzgruppen »

Mais revenons au premier rouage : les Allemands qui appartiennent aux quatre « groupes d'intervention » (*Einsatzgruppen*) de la SS, étiquetés tout simplement A, B, C et D qui opèrent à l'arrière du front, dans les grands espaces conquis sur l'Armée rouge, avaient prouvé depuis des années ce dont ils sont capables. Ils ont été employés depuis 1938 pour la répression impitoyable de toute opposition anti-nationale-socialiste dans les territoires avalés par l'Allemagne : après l'*Anschluss* en Autriche ; après l'annexion d'octobre 1938 dans les régions des Sudètes ; après mars 1939 en Bohême et en Moravie. À l'ombre de la guerre en Pologne, ils passent à un niveau très supérieur de la violence. Mais une fois traversée la ligne de démarcation germano-soviétique

d'août 1939, leur sauvagerie semble entièrement débridée.

À distance, on a du mal à imaginer comment ces « groupes mobiles d'extermination » (le groupe A dans les États baltes ; le groupe B en Biélorussie ; le groupe C en Ukraine ; le groupe D en Crimée) qui ne totalisent que quelque trois mille hommes, ont pu accomplir les actes qui composent cette atroce vérité qu'on désigne parfois aujourd'hui, en France, par le terme de la « Shoah par balles » : l'assassinat d'au moins 560 000 juifs, hommes, femmes et enfants tout compris, en l'espace de quelques mois, entre juin 1941 et la fin de l'année. Des êtres humains tués sauvagement, lâchement, par balles, jetés ensuite dans des trous de terre ou des fosses communes, hâtivement recouverts. Dans une conversation avec le chef d'un commando appartenant au « groupe B », le *Reichsführer SS* Heinrich Himmler se réfère en août 1941 expressément à un « ordre du Führer sur l'exécution par balles de tous les juifs » que les SS peuvent trouver.

Quand les SS exécutent cet ordre, ils ne le font pas toujours de manière rigoureusement secrète et cachée : sans y participer directement, des soldats de la *Wehrmacht* ont parfois contribué aux exécutions en s'y positionnant à quelque distance comme des auxiliaires, barrant par exemple les accès aux lieux lors des crimes.



Parfois ils ont aidé à en éliminer les traces. Plus souvent qu'on n'a voulu le croire, des soldats allemands ont pris leurs propres armes pour exécuter des juifs. D'ailleurs, deux Feld-maréchaux n'ont-ils pas sanctionné de tels actes en expliquant clairement, en octobre et

novembre 1941, que le soldat allemand devait se concevoir lui-même dans la guerre « à l'Est », comme « porteur d'une idée raciste impitoyable » ? Et ces maréchaux n'avaient-ils pas ajouté qu'il fallait par conséquent avoir «toute la compréhension possible pour la nécessité d'une sanction dure, mais juste, contre le sous-homme juif » ? Parmi les acteurs en 1941, il y a donc des SS et des soldats de la *Wehrmacht*. Mais il y a aussi des bataillons de la police armée allemande dont plusieurs se distingueront par leur brutalité.

Des hommes ordinaires

Parmi les bataillons de la police armée allemande, le bataillon de réserve de la police 101 – composé de 500 hommes qui avaient été, avant-guerre, de simples policiers chargés de l'ordre public à Hambourg – se distingue par sa brutalité. Au printemps 1942, quand Himmler demande à ces policiers de commettre pour la première fois des crimes en série en Pologne occupée, bon nombre s'en trouvent horrifiés. Mais quelques isolés seulement refusent (sans d'ailleurs être sanctionnés) ! Et puis tous les autres s'habituent au travail de bourreau. Ces hommes dont certains ont peut-être été de bons époux et de tendres pères ne s'opposent pas à l'abrutissement qu'ils subissent et admettent en même temps. Ces policiers deviendront des brutes écervelées au service de la mort. Ils n'auront pas de peine à aller déjeuner après avoir assassiné ; ils n'auront pas de peine à fumer une cigarette, assis souriant au bord d'une fosse où se trouvent les corps de ceux qu'ils viennent de tuer. Chaque homme du bataillon de

police 101 aura tué en moyenne 166 juifs ! Dans les années soixante, des poursuites sont engagées contre ces hommes rentrés dans leur ville. On arrive à en interroger plus de deux cents pour ensuite en poursuivre une douzaine ; en fin de compte, quelques-uns sont condamnés à quelques peines légères.

Les populations complices

La vérité, c'est aussi que les SS, les policiers armés ou les soldats allemands ont pu bien souvent faire appel à l'antisémitisme profond des populations qu'ils rencontrent, en particulier là où une bonne partie des habitants se félicitent du départ de « l'occupant soviétique » : en Lituanie surtout, dans la partie orientale de la Galicie, en Ukraine, des « milices » procèdent après le passage de la *Wehrmacht* à des pogromes et des meurtres par centaines, par milliers, de leurs anciens voisins juifs. Ces exécutions ont parfois lieu dans une sorte de division de travail entre les SS et les milices où la sauvagerie des uns vaut la brutalité des autres. Et il est vrai aussi que l'allié roumain de l'Allemagne nazie se distingue par son assiduité particulière dans le meurtre des juifs. Chez lui, c'est surtout l'armée qui se charge des exécutions : des 300 000 juifs qui habitent la Bessarabie et la Bukovine occupées par l'armée roumaine, la moitié est tuée par balles en 1941.



Le massacre le plus terrible a été celui d'Odessa où environ 30 000 juifs ont été exécutés ou brûlés vifs après avoir été arrosés de pétrole les 23 et 24 octobre 1941. Au total, le régime fasciste d'Antonescu assassinera systématiquement entre 280 000 et 380 000 juifs, tout en épargnant, paradoxalement, les centaines de milliers de juifs vivant sur le territoire de la vieille Roumanie.

Une intention annoncée

Malgré les centaines de milliers de juifs assassinés par pistolet ou mitrailleuse, la « solution finale de la question juive », telle que la définissent les nazis à partir de 1941, ne pourra pas être menée à son terme par cette méthode trop lente, trop voyante.



L'extermination des juifs d'Europe de l'Est a donc bel et bien commencé en juin 1941. Mais pour qu'elle puisse se réaliser, progressivement, dans toute son étendue, il faut un événement qui bouleverse les axiomes de la géopolitique hitlérienne : le 14 août 1941, suite à la publication de la charte de l'Atlantique par Churchill et Roosevelt, Hitler est forcé de se rendre à l'évidence que la Grande-Bretagne ne cherchera jamais un compromis avec lui, et même s'il devait gagner la guerre contre l'Union soviétique.

Les juifs doivent « payer »



Dès cet instant où la transformation de la guerre européenne en guerre vraiment mondiale est devenue quasi-certitude, Hitler revient à son avertissement formulé au *Reichstag* en janvier 1939, puis à nouveau en janvier 1941 : si jamais, avait-il dit, « l'une des parties du monde était jetée par les juifs [qui dominent, pense-t-il, l'autre partie, anglo-saxonne, du monde] dans une guerre générale, le judaïsme dans son ensemble aura fini une fois pour toutes à jouer son rôle en Europe ». Dans le cadre de sa pensée obsessionnelle et eschatologique, le dictateur nazi conçoit donc l'extermination des juifs comme une réponse à l'élargissement de la guerre européenne en guerre mondiale. Il s'en explique avec son ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, le 18 août 1941, qui note dans son journal : « Le Führer est convaincu que se confirme à présent son pressentiment d'autrefois, énoncé au Reichstag. Ce pressentiment que si jamais les juifs parvenaient une nouvelle fois à déclencher une guerre mondiale, cette guerre mondiale se terminerait par leur annihilation. Ce pressentiment se traduit en ces semaines et ces mois en une réalité, avec une certitude presque inquiétante. Les juifs, à l'Est, paient déjà les pots cassés ; en Allemagne, ils les ont en partie payés, et ils les payeront davantage. Leur dernier havre reste l'Amérique du Nord ; et là encore, ils devront payer un jour ou l'autre. »

Et qui voulait lire les conclusions tirées publiquement par Goebbels de cette entrevue d'août avec Hitler pouvait le faire trois mois plus tard dans l'hebdomadaire *Das Reich*, tiré à un million d'exemplaires : « Nous vivons à une époque où nous voyons la réalisation du

pressentiment [d'Hitler de janvier 1939] ; les juifs sont désormais frappés d'un sort sans doute dur, mais plus que juste. Les sentiments de la compassion ou du regret seraient tout à fait déplacés. La juiverie mondiale a surestimé totalement les forces dont elle peut, en fait, disposer, au moment où elle avait tramé cette guerre. Elle fait donc à présent l'expérience de son *extermination progressive*. Ce processus même qu'elle aimerait nous faire subir à nous, et qu'elle nous ferait subir certainement si elle en avait le pouvoir. Dorénavant, les juifs périssent selon leur propre loi : "Œil pour œil, dent pour dent". »

Pour le dictateur nazi, la déclaration de guerre aux États-Unis, qui survient le 11 décembre 1941, marque ainsi la césure définitive. Dans son discours au *Reichstag* le 11 décembre, puis dans un discours devant des chefs nazis le 12, il est parfaitement clair : Hitler, note Goebbels dans son journal, « est désormais résolu à faire table rase en ce qui concerne la question juive. Ça y est, la guerre mondiale ; l'extermination des juifs doit être la conséquence nécessaire ».

Les Allemands savaient-ils ?

Les Allemands pouvaient donc savoir ce qui se passait. Mais l'extermination des juifs est restée pour eux un « secret public ». Alors que l'obligation de porter l'étoile jaune a provoqué à partir du 1 septembre 1941 (la police secrète le note dans ses rapports) des actes de solidarité et de sympathie, il n'en a plus été de même dès l'hiver.



Depuis l'avertissement de Goebbels du 16 novembre affirmant que « celui qui porte l'étoile juive se signale par là même comme ennemi du peuple », ajoutant que « celui qui continue à le fréquenter l'est tout autant, et sera considéré et traité comme juif », les Allemands se distancient, à quelques rares exceptions près, de leurs concitoyens, de leurs collègues, de leurs voisins de palier, de leurs anciens amis juifs.



Ils n'ont plus rien su, ni vu, ni entendu ! Malgré les rumeurs persistantes, malgré les émissions de Thomas Mann en 1942, malgré la radio alliée et malgré les tracts jetés des avions. Les Allemands semblent frappés en effet par ce qu'un historien a appelé une « inconscience ostentatoire ».

L'avènement de cette attitude a cependant été favorisé par un régime qui a constamment essayé de maintenir le secret sur ses actes dont il a pleinement mesuré le caractère criminel. Les nazis sont ainsi allés jusqu'à exécuter des soldats qui ont rapporté du front à l'arrière, en Allemagne, des descriptions trop détaillées de ce qu'ils ont aperçu « à l'Est ».

Le meurtre à échelle industrielle

Les nazis peuvent ainsi tranquillement mettre en place ce qu'il faut bien appeler le meurtre à échelle industrielle. Et ils seront bientôt assistés par des centaines, des milliers, des centaines de milliers d'acteurs primaires, secondaires, tertiaires.



On estime que 300 000 Allemands ont exercé des fonctions en rapport direct avec la Shoah.

Les juifs d'Allemagne « expulsés » à l'Est

Mais il y en a eu beaucoup plus qui ont perçu un bout de la monstrueuse vérité. À commencer par ceux qui ont conçu ou collaboré à l'application des mesures qui préparent, en automne 1941, l'« expulsion » des juifs d'Allemagne : à partir du 15 octobre, toute propriété juive est considérée comme mise sous séquestre. Simultanément, les juifs allemands sont informés qu'ils seront bientôt convoqués : il s'agirait de leur transfert organisé « à l'Est », dans le cadre d'un grand projet de « peuplement ». Un « numéro d'évacuation » serait donné à chacun. Une colonisation, donc ? Ce qui est sûr, c'est que personne parmi les convoqués n'a la moindre envie de partir pour cet « Est », malgré toutes les avanies subies depuis des années. Expulsion forcée que les officines nazies préparent jusque dans le moindre détail : pas plus de 50 kilos de bagages, mais assez de nourriture pour trois semaines ; les factures de gaz, de courant électrique sont à régler avant le départ ; des policiers prendront en main les clés des appartements, dûment étiquetées, sur les lieux de rassemblement.



À partir du 8 novembre 1941 et jusqu'au 25 janvier 1942, sont embarqués ainsi dans des trains spéciaux gardés par des policiers vingt mille juifs d'une douzaine de grandes villes allemandes. Trente mille juifs supplémentaires partent de Vienne et de Prague. Une deuxième vague de déportations suit au mois de mars où 55 000 juifs partent vers « l'Est ». Certains croient qu'ils auront à commencer une nouvelle vie, quelque part dans les vastes plaines de l'Est de l'Europe : n'avait-on pas demandé aux organisations juives locales de fournir de l'équipement adapté ? En effet, des équipements d'ateliers, des outils d'artisans, etc. sont chargés sur des wagons attachés aux trains au départ.



Après des voyages de plusieurs jours, les trains arrivent à leurs destinations. Mais au lieu de terres à « coloniser », ce sont les grands ghettos, celui de Riga, par exemple, ou les « ghettos de transition » comme ceux de Piaski ou de Izbica, dans la région de Lublin, en « Gouvernement général ». Les conditions de vie sont terribles ; il n'y a pas assez d'eau, de nourriture, de chauffage ; des maladies font beaucoup de victimes. Parmi les juifs déportés, les plus forts doivent accomplir des travaux forcés dont beaucoup en mourront rapidement. Parmi les moins forts, on fait monter certains, peu après leur arrivée, dans des autobus qui les amènent en des endroits reculés qui sont purement et simplement des lieux d'exécution. Les juifs y sont tués machinalement, par balles, par centaines, par milliers, envoyés sur des rampes en bois d'où ils tombent dans des fosses. Et tout cela se passe sans que les assassins ressentent même le besoin de s'isoler hermétiquement de la population locale qui sera capable, par la suite, de témoigner de ces cruautés en série.

La conférence de Wannsee



C'est donc bien avant la conférence à Berlin qui marque pour la mémoire collective le début de la Shoah proprement dite, la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942, que les nazis ont commencé avec leur politique exterminatoire. D'ailleurs, la conférence a été prévue, à l'origine, pour le 9 décembre 1941. Selon le texte de l'invitation envoyée aux participants, il s'agit

d'accomplir un « tour d'horizon » concernant les problèmes soulevés par « la solution d'ensemble de la question juive en Europe ». Mais pour le chef nazi qui a convoqué les treize hauts fonctionnaires, il s'agit d'obtenir leur consentement pour que ce soit dorénavant lui, Reinhard Heydrich, le chef du *Reichssicherheitshauptamt* (l'Office central de la police et des services secrets), qui décide du sort des « onze millions » de personnes qui font selon lui le « problème juif ». À sa surprise, Heydrich ne rencontre pas la moindre opposition parmi les présents. Ces hauts fonctionnaires souvent assez jeunes, comme Adolf Eichmann, âgé de 36 ans, et qui appartiennent aux échelons supérieurs mais pas au sommet de l'élite nazie.

Auschwitz, camp de la mort



Ces hommes avaient peut-être eu connaissance des essais menés depuis septembre dans le camp de concentration à l'extrême est du Reich. Ce camp qui deviendra synonyme des camps de la mort : Auschwitz. On commence à assassiner, dès le 3 septembre 1941 (les premières victimes sont des prisonniers de guerre soviétiques), au moyen d'un gaz développé à l'origine comme un désinfectant, le gaz Zyklon B.

Un nouvel esclavage

Le camp d'Auschwitz se situe près de la ville du même nom, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Cracovie. Avant la guerre de 1914, la petite ville de garnison avait appartenu à l'Empire austro-hongrois ;

après cette guerre, elle est devenue sous le nom d'Oswiecim une commune du Sud-Ouest de la nouvelle République de Pologne. En 1939, Oswiecim change pour une troisième fois au xx siècle d'État : après la défaite de la Pologne, l'Allemagne annexe la ville avec la région de la Silésie supérieure orientale et lui rend son nom de l'époque austro-hongroise. En mai 1940, les nazis installent dans les anciennes casernes un camp de travail, où sont détenus d'abord surtout des Polonais et ensuite, à partir de juin 1941, principalement des prisonniers de guerre soviétiques.

Mais en novembre 1941, ils ouvrent à quelque trois kilomètres de ce premier camp d'Auschwitz I, un deuxième camp. C'est ici, à Auschwitz II ou Auschwitz-Birkenau, ce camp grand de cinq kilomètres carrés, séparé du monde par une double ceinture de fils de fer barbelés sous courant électrique, que vont arriver les juifs de tous les pays de l'Europe sous la férule nazie. Rapidement, le camp s'avère trop petit ; son expansion se poursuit sous la direction de Rudolf Höss, véritable PDG de la mort et de l'exploitation. En 1942, il couvre une surface de quelque quarante kilomètres carrés d'où la population locale est bannie.

À proximité de cette zone se situe encore un troisième camp, Auschwitz-Monowitz ou Auschwitz III, un camp érigé pour accueillir depuis octobre 1942 des détenus qu'il faut bien appeler des esclaves de travail. Ils vont constituer une main-d'œuvre au coût minime qui sera exploitée dans les usines érigées à côté, et en particulier dans la très grosse usine de l'I.G. Farben qui produit à Monowitz du pétrole et du caoutchouc synthétiques.

L'usine de la mort ?

C'est donc au cœur de ce gigantesque univers infernal qu'ont lieu, dès la fin de 1941, les premières tentatives d'homicides par le gaz Zyklon B. En automne 1942, il ne s'agit plus d'essais, mais de meurtres à large échelle dont tombent victimes, à ce moment, des « commissaires politiques » soviétiques et des personnes trop faibles pour accomplir des travaux forcés. Puis la monstrueuse machine de l'extermination des juifs commence à tourner à Auschwitz II – Birkenau. Fonctionne, depuis janvier 1942, une première chambre à gaz dans une ancienne ferme transformée, puis une deuxième, dans une autre ferme proche. Un immeuble avec deux chambres à gaz est ensuite érigé.



Un million de juifs vont en fin de compte périr à Auschwitz II jusqu'à la fin de 1944. Ce sera le lieu le plus meurtrier de l'Holocauste. 900 000 parmi ces juifs sont exécutés par balles ou gazés directement après leur arrivée. L'année 1944 marque l'apogée de l'assassinat industrialisé à Auschwitz : 600 000 juifs y arrivent dont un demi-million est immédiatement tué, après sélection par des médecins pervertis. En 1943, on a construit, à cette fin, quatre nouvelles chambres à gaz, grandes de 200 mètres carrés environ, déguisées en bains-douches. Directement à côté, sont construits de grands fours crématoires, capables de brûler jusqu'à 4 750 corps humains par journée. En 1944, la rationalisation de l'assassinat est complétée par la construction de la voie ferrée qui relie Auschwitz II au réseau du chemin de fer.

Majdanek

Un seul autre camp peut être comparé directement à celui d'Auschwitz. Lui aussi a été conçu comme un camp de concentration transformé en camp d'extermination : Majdanek, camp érigé dans un quartier de la ville de Lublin, en «Gouvernement général » de Pologne. Ici ont péri par balles et par gaz, entre l'été 1942 et l'été 1944, environ 200 000 personnes, dont 60 000 juifs. Presque un tiers parmi ces derniers ont été tués en l'espace d'une seule journée : le 3 novembre 1943, cent SS y ont été rassemblés, provenant de tout le « Gouvernement général ». Chacun de ces hommes assassine de sa propre main, entre 7 heures du matin et 5 heures du soir, 180 personnes ! Des hommes et des femmes qui ont dû eux-mêmes s'allonger dans des fosses où ils sont exécutés par balles, par groupes de dix.

Belzec



À l'été 1941, le chef des SS, Heinrich Himmler charge un Autrichien âgé de 38 ans, Odilo Globocnik de l'« Aktion Reinhardt ». Il s'agit de l'organisation générale de l'extermination physique de 2,5 millions d'hommes, c'est-à-dire de la totalité des juifs vivant dans le « Gouvernement général » en Pologne. Dans un coin reculé de la région de Lublin, il a trouvé à Belzec un terrain où il fait construire, dès novembre 1941, un camp qui ne sert strictement qu'à un seul but : l'extermination d'hommes à échelle industrielle.

Globocnik a recruté pour cette sale besogne des « experts » allemands qui avaient fait leurs preuves lors d'une autre action abjecte : le meurtre systématique des handicapés dans le Reich, action qui a dû être interrompue en août 1941 suite à des protestations. Sous les ordres des deux commandants de camp, travailleront entre décembre 1941 et décembre 1942 un nombre étonnamment réduit de SS allemands, assistés par quelques douzaines de *Trawniki*. Ces derniers sont des « volontaires » non allemands, pour la plupart des Ukrainiens, mais aussi des ressortissants des pays baltes, recrutés par les SS dans les camps de prisonniers de guerre parmi les soldats de l'Armée rouge. Les SS y sélectionnent alors quatre à cinq mille hommes âgés d'une vingtaine d'années, qu'ils formeront à Trawniki, près de Lublin.

À Belzec, on a fait construire une voie ferrée depuis la gare locale jusqu'à l'entrée du camp qui ne couvre que la toute petite surface de 265 sur 275 mètres. Ici arrivent donc à partir de février 1942 les premières victimes. En entrant dans le camp, les déportés aperçoivent un bâtiment d'administration, puis un édifice sommaire où leurs bagages sont stockés. Ils sont obligés de se déshabiller. Très peu parmi les arrivants ont un soupçon de ce qui va arriver ! Certains pensent qu'il s'agit d'un camp de transition ou de travail. Mais très rapidement on force les personnes descendues des wagons à parcourir un court passage vers une deuxième partie du camp où ils entrent dans les chambres à gaz déguisées en bains-douches. En l'espace d'un seul mois, en mars-avril 1942, seront ainsi tués sur ce minuscule Carré de la mort dans la forêt 75 000 juifs, puis, dans une deuxième phase de cinq mois à partir du mois d'août, 360 000.

Dès avant l'arrivée du dernier train au camp de Belzec, au 11 décembre 1942, on a commencé à exhumer les corps pour les brûler sur de grandes grilles construites au moyen de rails. Au printemps 1943, il n'y a quasiment plus de traces de ce camp d'extermination. Quelques mois plus tard, les SS font même construire une ferme anodine sur les lieux pour mieux dissimuler l'un des crimes les plus infâmes de l'histoire de l'humanité.

Sobibor



En 2001, un chercheur trouvera dans les Archives britanniques un télégramme allemand, déchiffré dès 1943 par les services secrets, mais resté incompris à l'époque : un SS y rapporte à Himmler à Berlin les « progrès » accomplis dans l'extermination des juifs dans le cadre de l'« Aktion Reinhardt » jusqu'au 31 décembre 1942 : on y lit, entre autres détails, « au total 1 274 166 ». Car en effet, Belzec ne reste pas le seul camp d'extermination érigé dans le cadre de l'extermination des juifs polonais. En avril 1942, commence à fonctionner, toujours dans la région de Lublin, le camp de Sobibor. Là encore il s'agit d'un camp caché dans la forêt, de dimensions extrêmement réduites, mais terriblement efficace dans l'industrialisation de l'assassinat. Une trentaine de SS allemands « travaillent » avec 130 auxiliaires, souvent Ukrainiens.

Puisque quasiment tous les documents concernant Sobibor ont été détruits, on ne peut plus savoir combien de juifs y ont péri au total. On sait très précisément, par contre, qu'en l'espace de huit mois jusqu'à la fin 1942, 101 370 personnes y ont été tuées dans trois grands

« bains-douches » par les gaz d'échappement provenant de gros moteurs de blindés. En octobre 1943, des juifs d'origine soviétique réussissent cependant une révolte et tuent des SS. Deux cents détenus parviennent à rejoindre la forêt, une cinquantaine parmi eux survivra jusqu'à la fin de la guerre. Aussitôt après la révolte, les nazis ferment le camp et tentent à faire disparaître toute trace. Mais c'est trop tard : les survivants témoigneront de l'horreur. Parmi les assassins allemands et leurs auxiliaires, quelques-uns seront identifiés, jugés et parfois condamnés à de lourdes peines, en Allemagne comme en Ukraine.



John Demjanjuk, « Trawniki » ukrainien

Depuis novembre 2009, a lieu à Munich, en Allemagne, ce qui sera sans doute l'un des derniers procès contre une personne soupçonnée d'avoir commis ou participé à des crimes dans le cadre de la Shoah : le procès contre John Demjanjuk, né Iwan Demjanjuk en 1920 en Ukraine. Cet homme passé d'Allemagne en 1952 aux États-Unis est accusé d'avoir collaboré à l'assassinat d'au moins 27 900 juifs à Sobibor entre mars et septembre 1943. L'inculpé nie les faits qui lui sont reprochés. Demjanjuk avait été un soldat de l'Armée rouge, fait prisonnier de guerre en mai 1942 en Crimée. Il avait été déporté ensuite au « Gouvernement général » de Pologne où il s'est fait recruter comme auxiliaire SS. Après avoir reçu sa « formation » au camp de

Trawniki, il aurait été détaché pour le camp de Sobibor de mars 1943 à la fin de septembre de la même année. C'est l'un des 130 auxiliaires qui, suivant l'argument de l'accusation, auraient nécessairement collaboré aux meurtres de masse.

Le procès est controversé, non seulement à cause de l'âge élevé de l'accusé et son état de santé. Demjanjuk a déjà passé sept années en prison en Israël après 1986, faussement accusé d'avoir été un auxiliaire SS particulièrement brutal dans le camp de Treblinka. Des sources accessibles en Russie après la fin de l'URSS ont permis d'établir qu'il y avait eu confusion de personnes lors du procès de Jérusalem en 1987-1988. Demjanjuk avait pu repartir aux États-Unis où il a subi à partir de 2001 un autre procès établissant qu'il avait travaillé comme gardien dans divers camps, suite à quoi on lui avait retiré la citoyenneté américaine. Des juristes experts de la juridiction allemande sur les crimes de guerre nazis sont convaincus que les preuves par indices réunies ne permettront pas d'établir une peine excédant les sept années que Demjanjuk a déjà passées en prison. Le procès en cours, où nombre d'experts, mais aussi de survivants de Sobibor (dont Tomas Tovi Blatt, né en 1927) ont pu être écoutés, a en tout cas rétabli au cœur de l'actualité un passé beaucoup plus proche qu'on a tendance à le croire. Et il a rappelé que d'autres acteurs de crimes nazis vivent toujours, sans avoir été jugés. La fin du procès Demjanjuk est attendue pour le début de 2011.

Treblinka

En juillet 1942 entre en fonction le troisième camp construit dans le cadre de l'« Aktion Reinhardt ». Son nom reste, avec celui d'Auschwitz, synonyme de l'horreur nationale-socialiste : Treblinka. Situé une centaine de kilomètres au nord-est de Varsovie, il a été érigé en l'espace de deux mois, en grande partie sur le modèle de Sobibor. Toutes les installations sont sommaires, souvent en bois, mais étudiées en détail pour être aussi efficaces que possible dans le meurtre en très grande série. Celui-ci se passe d'abord dans trois chambres à gaz, alimentées comme à Sobibor par le monoxyde de carbone produit par de gros moteurs de blindés. Jusqu'en octobre 1942, pas moins de dix autres chambres à gaz sont construites : désormais, les SS y assassinent 1 800 personnes simultanément ! Le 23 juillet 1942, un premier train de juifs arrive à Treblinka en provenance du ghetto de Varsovie. Et les trains ne s'arrêteront plus avant que les SS ne trouvent plus une personne juive, ni homme, ni femme, ni enfant, dans les régions de Radom, de Lublin, de Bialystok et de Varsovie.

L'insurrection du ghetto de Varsovie

Quand le ghetto de Varsovie commence à être évacué, à partir de juillet 1942, par des transports avec lesquels partent jusqu'à douze mille personnes par jour, il devient évident aux habitants que ceux qui quittent le ghetto partent pour la mort. Les organisations songent à résister, mais elles sont en même temps affaiblies par la déportation de beaucoup de leurs membres actifs. Ce n'est que fin octobre, alors que ne se trouvent plus au ghetto que cinquante mille personnes, qu'une organisation

de lutte armée peut être fondée qui parvient à s'approvisionner en armes sur le marché noir. Quand une unité SS pénètre dans le ghetto, le 18 janvier 1943, les résistants armés juifs parviennent à lui faire rebrousser chemin. Mais ils restent très mal armés, et peu soutenus par l'Armée secrète polonaise. Le 19 avril 1943, 850 SS allemands commencent une deuxième action militaire sur le ghetto. Ils sont immédiatement attaqués et doivent se retirer après une journée de combats. Les prochains jours, la lutte recommence et s'élargit en insurrection où de véritables combats de rue ont lieu jusqu'au 27 avril entre plusieurs centaines de combattants juifs et environ deux mille soldats et policiers du côté allemand, faisant des dizaines de morts de part et d'autre. Mais dès le deuxième jour, les Allemands utilisent l'aviation et des lance-flammes forçant les insurgés à continuer la lutte dans les caves. Dès la première semaine de mai, les organisations armées ont perdu quasi tous leurs combattants et leurs armes. La répression violente par les SS se termine le 16 mai avec la destruction de la Grande Synagogue. Trois quarts des résistants armés juifs ont été tués, mais aussi plusieurs centaines de SS. Les combats ont fait douze mille victimes. Trente mille personnes sont exécutées après le soulèvement. L'insurrection du ghetto de Varsovie au printemps 1943 reste l'exemple le plus célèbre de la résistance juive contre la déportation et l'une des preuves les plus éclatantes que les juifs ne se sont pas laissé tuer comme des bêtes qu'on mène à l'abattoir, comme on l'a parfois prétendu.

À Treblinka, arrivent cependant des transports formés au loin, à Theresienstadt ou en Grèce. Dans les quelque cinq mois qui s'écoulent jusqu'à la fin de l'année 1942, la trentaine de SS allemands et la centaine de *Trawniki* parviennent à assassiner à Treblinka 713 555 personnes ! Probablement plus d'un million de juifs et quelques milliers de non-juifs, surtout des Roms et des Sinti, y ont été gazés jusqu'au mois d'août 1943 où des détenus juifs appartenant à un commando de travail au sein du camp ont réussi un soulèvement. Comme à Sobibor, le camp est ensuite rapidement démantelé ; comme à Sobibor et Belzec, les nazis construisent une ferme sur le lieu du crime ; et comme pour tous les assassins dans le cadre de l'extermination des juifs, leur persécution judiciaire en Allemagne sera trop tardive, trop lacunaire et trop clémence. Le dernier commandant de Treblinka mourra en liberté en Allemagne en 1998, après avoir quand même passé un tiers de sa vie en prison.



Le 17 août 1942, le chef de l'« Aktion Reinhardt », Globocnik, expose fièrement à un visiteur, Kurt Gerstein, la « capacité » journalière de ses trois camps : Belzec, 15 000 ; Sobibor, 20 000 ; Treblinka, 25 000. En mai 1945, il se vantera d'avoir, dans le territoire dont il avait la charge, liquidé deux millions de juifs. Quoi qu'il en soit des chiffres – et nous n'avons pas pu parler dans ce bref chapitre d'autres camps d'extermination comme celui de Chelmno en Pologne, à cent trente kilomètres à l'est de Poznan (145 000 victimes juives) ou celui de Maly Trostenëts en Biélorussie (autour de 60 000 victimes) – , la monstrueuse « Aktion Reinhardt » sera la plus meurtrière de toutes celles qui composent l'extermination des juifs conçue et mise en pratique par l'Allemagne nazie. Il est et restera impossible d'établir un bilan sûr de l'Holocauste. Mais tous les historiens sérieux avancent des chiffres compris entre 5,3 et 6,2 millions de victimes.

Les chiffres de la souffrance

Les chiffres ne peuvent rien exprimer de la souffrance, mais il faut les connaître pour corriger ceux qui pensent toujours pouvoir nier ce qui fut pourtant la vérité (les chiffres suivants indiquent la nationalité des juifs tués ; ils ne sont par conséquent pas identiques aux chiffres concernant les déportés des pays respectifs) : Pologne, 2,7 millions ; URSS, 2,2 millions ; Hongrie, 502 000 ; Roumanie, 211 000 ; Allemagne, 165 000 ; Tchécoslovaquie, 143 000 ; Pays-Bas, 102 000 ;

Autriche, 65 000 ; Yougoslavie, 65 000 ; Grèce, 60 000 ; France et Belgique, 32 000 (de France, 76 000 juifs sont déportés, dont 26 000 de nationalité polonaise ; 24 000 de nationalité française ; 9 500 de nationalité allemande/ autrichienne ; 4 500 de nationalité soviétique ; 3 300 de nationalité roumaine) ; Bulgarie, 11 000 ; Italie, 7 600 ; Luxembourg, 1 200 ; Norvège, 735 ; Albanie, 600 ; Danemark, 161.

Chapitre 26

L'État français et le crime contre l'humanité

Dans ce chapitre :

- ▶ Les rafles et la déportation des juifs de France
- ▶ La participation de l'État français au génocide
- ▶ Mémoire et criminalisation de la déportation

L'un des aspects les plus scandaleux du régime de Vichy a été son rôle dans la déportation des juifs vers les lieux de l'inhumain. L'attention portée sur cette dimension est relativement récente. Longtemps occultée de la mémoire collective et des études historiques, elle acquiert aujourd'hui une centralité interprétative. Dans le phénomène européen de rejet des juifs, la France, patrie des droits de l'homme, ne fait pas exception. La France aussi a connu un régime d'apartheid.

Les rafles et la déportation des juifs de France

Le régime de Vichy est d'essence antijuif. Il a produit de sa propre initiative des textes juridiques qui excluent les juifs de la communauté française. Il a créé un organisme chargé de ficher les juifs et de coordonner la politique antijuive sur le plan économique : le Commissariat général aux questions juives dirigé par un conservateur catholique, Xavier Vallat, puis par un

hystérique de l'antisémitisme, Louis Darquier de Pellepoix.

Vichy organise la ségrégation légale

Les juifs français, sauf des catégories très précises (comme les anciens combattants et certaines personnalités), sont victimes d'un processus de ségrégation et d'exclusion de la citoyenneté française, de l'appareil administratif, de la vie publique et de la vie économique. 47 000 entreprises appartenant à des juifs seront ainsi placées sous tutelle et leurs propriétaires spoliés. À la fin de l'année 1942, Vichy décide que les cartes d'identité et de rationnement appartenant à des juifs seront frappées de la mention « Juif ». Cette discrimination de papier facilite les contrôles et les arrestations.



Dans certains cas, Vichy s'oppose à l'extrémisme de l'occupant qui sévit en zone occupée. Ainsi refuse-t-il de faire porter l'étoile jaune aux juifs (imposée en juin 1942 en zone occupée) et à exclure les enfants juifs des écoles.

Les juifs étrangers, polonais, allemands et autres, ceux qui croyaient trouver un refuge en France (on disait alors « Heureux comme Dieu en France »...) sont internés dès la défaite consommée. Environ 40 000 juifs sont regroupés dans des camps où ils vivent dans des conditions misérables. En zone occupée, les arrestations de juifs (français comme étrangers) commencent dès mai 1941. Ils sont répartis dans les camps de Pithiviers, Beaune-la-Rolande, Compiègne et Drancy, qui deviendront des camps de transit vers l'Est lorsque la

solution finale sera arrêtée. Mais c'est Drancy, en banlieue parisienne, qui devient le point de rassemblement des juifs en vue de leur déportation vers les camps de la mort, alors que Compiègne sera réservé aux déportés résistants.

La mise en œuvre de la solution finale accélère le mouvement de déportation et en change la nature. Deux changements institutionnels constituent une grave menace sur les juifs. D'abord, le 1 juin 1942, l'administration militaire allemande en France occupée est dessaisie de sa mission de répression au profit de la Sipo-SD (le *Sicherheitspolizei und Sicherheitsdienst*, c'est-à-dire la police de sûreté d'État et services de sécurité du parti nazi). C'est ce service qui a en charge la politique antijuive. Le nazi zélé Theodor Dannecker promet à Adolf Eichmann, responsable de l'opération, la déportation de 100 000 juifs avant la fin décembre 1942. Le 19 juillet 1942, part de Drancy le premier convoi conçu dans le cadre de cette politique exterminationniste.



Pour s'assurer de la collaboration de la France de Vichy en vue d'une plus grande efficacité, des accords sont signés début août 1942 entre René Bousquet, le chef de la police de Vichy, et Karl Oberg, le patron de la Gestapo en zone occupée. En matière répressive, la police française s'engage à prêter main-forte à la police nazie. Désormais, Vichy accepte de livrer les juifs étrangers à l'occupant. Il a montré sa volonté de coopération dès les 16-17 juillet 1942, lors de la Rafle du Vél d'Hiv, à Paris, où 13 000 juifs étrangers sont arrêtés, dont 4 000 enfants. Le résultat est « probant » : de l'été à l'automne 1942, 38 convois de juifs sont organisés, soit 37 000 personnes vouées à l'enfer.

La France des camps

Cet aspect tragique de la France occupée est longtemps resté tabou. La mémoire française a eu du mal à accepter que près de 600 000 personnes furent internées dans plus de 200 camps.

La France des derniers jours de la République aussi a connu des camps. Il s'agissait de camps d'internement où l'on entassait les gens non pour ce qu'ils avaient fait mais pour le danger qu'ils pouvaient représenter. C'était l'internement administratif « préemptif », purement arbitraire. À partir de la déclaration purement arbitraire. À partir de la déclaration de guerre, sont visés les « ressortissants des puissances ennemis », c'est-à-dire Allemands et Autrichiens (opposants ou juifs) qui avaient fui le nazisme et qui se trouvaient

piégés. Vingt mille personnes sont concernées. Un décret de novembre 1939 permet l'internement de tout « individu dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique ». Ce décret vise d'abord les communistes. Avec Vichy, l'internement s'inscrit dans une politique d'exclusion sans que l'occupant n'y ait sa part jusqu'en novembre 1942. En décembre 1940, on compte 50 000 internés dans la zone non occupée et en Afrique du Nord. On interne celles et ceux qui sont jugés incompatibles avec « l'ordre nouveau ». Les conditions de vie dans ces camps sont lamentables. L'hiver 1941-1942 provoque la mort de nombreux internés. À partir du printemps 1942, la mise en œuvre de la «solution finale» change la nature de l'internement français. Les camps deviennent «l'antichambre de la mort» (Denis Peschanski) pour les juifs. Dès avant l'invasion de zone non occupée par les Allemands, 10 000 juifs sont livrés à l'occupant et déportés (au total, 76 000 seront déportés). L'opinion française réagit et des réseaux clandestins d'entraide se mobilisent, comme celui des Éclaireurs israélites de France (EIF), le Mouvement national contre le racisme (MNCR), ou l'organisation juive de Combat.

Des Français réagissent

Les Français ne restent pas indifférents. L'émotion suscitée provoque une crise de la confiance que beaucoup de Français plaçaient en Pétain. Ainsi, le journal *Combat*, du nom du plus puissant mouvement de Résistance de la zone non occupée, proclame sa philosophie humaniste chrétienne, qui vient légitimer sa lutte contre les persécutions antijuives. En septembre

1942, il prend position « au nom de l'humanité et des principes chrétiens » : « C'est avec émotion que le peuple de France a enfin écouté les appels des princes de la chrétienté. *Combat* ne se permet pas de commenter, il prie ses lecteurs de méditer. »

« Les juifs, nos frères... » (*Combat*, n°35, octobre 1942)

Le mouvement *Combat* dénonce un crime raciste, le sort réservé aux enfants juifs, et inclut Vichy dans cette dénonciation en stigmatisant sa trahison eu égard aux valeurs chrétiennes et à la tradition nationale :

« Au moment où la France est soulevée d'horreur par la rafle monstrueuse des Juifs que Vichy livre comme du bétail aux autorités allemandes. [...] »

Au moment où les meilleurs des Français ouvrent tout grand leurs portes à ces enfants qui ne reverront jamais leurs parents.

Au moment où les plus belles figures de la chrétienté française font entendre du haut de leur chaire des appels à la fraternité et ordonnent des prières pour les Juifs. [...] »

Au moment où des prêtres sont jetés en prison pour avoir soustrait à la brute allemande des enfants dont le seul crime était d'être nés juifs.

Combat élève une protestation véhémente. Une fois de plus, Vichy trahit la conscience nationale et nos

traditions les plus sacrées. Une fois de plus, il est voué au mépris et à la haine de la Nation. »

Pour la première fois, on réunit juifs étrangers, juifs français et Français dans un même destin, avec un souci évident de ne pas discriminer dans la souffrance ; on parle d'ailleurs à présent du « martyre » des juifs : « Les juifs étrangers, avant-garde des juifs français et des Français tout court, subissent la persécution hitlérienne, endurent un douloureux martyre. Leur martyre et leur persécution nous les rendent plus chers. Tous ceux qui souffrent par les Allemands, qu'ils soient juifs ou non, communistes ou non, sont nos frères. » Et pourtant, la Résistance française ne conduira pas d'actions contre la déportation. L'action militaire passe avant l'exigence humanitaire.

Participation de l'État français au génocide

Conscientes de l'impopularité montante des mesures antijuives, les autorités de Vichy n'accèdent pas au désir de l'occupant qui fait pression pour que les juifs français leur soient également livrés. Cela ne l'empêche pas, à partir de l'été 1943, d'arrêter et de déporter des juifs de nationalité française. Ainsi, dans le convoi qui part de Drancy pour Auschwitz le 2 septembre 1943, on compte plus de 500 juifs français. Pour avoir vraiment les coudées franches, l'occupant exige de Vichy que Joseph Darnand, chef de la sinistre Milice (police politique chargée des basses œuvres de Vichy), prenne en charge le « maintien de l'ordre», y compris la police. Désormais, les préfectures acceptent de communiquer des listes de juifs français. Ainsi, le 10 janvier 1944, suite à une

demande du Sipo-SD, la préfecture de Bordeaux livre les noms et adresses des juifs français du département de la Gironde. Jusqu'au dernier moment de la guerre, alors même que la déroute de l'Allemagne ne fait plus de doute, le mouvement de déportation est assuré dans le Grand Est de la France. Ainsi, le 29 août 1944, un convoi part de Belfort en direction de Neuengamme.

Le dernier procès : Papon

Février 1981. Un universitaire de Bordeaux découvre par hasard des listes de déportés et des documents. Dans l'un, il découvre le nom d'un de ses amis, Michel Slitinsky. Un autre nom apparaît, plus connu : c'est celui du secrétaire général de la préfecture de Bordeaux, qui après la guerre sera préfet de police de Paris (1958-1967), député gaulliste du Cher et enfin secrétaire d'État au Budget (1978-1981) sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Le 6 mai 1981 (entre les deux tours de l'élection présidentielle), le journal satyrique *Le Canard enchaîné* s'en fait l'écho : « Papon, aide de camp. Quand un ministre de Giscard faisait déporter des juifs. » L'affaire commence.

Le procès Papon commence le 8 octobre 1997. Il ne s'achèvera que le 1 avril 1998. Il aura fallu quinze ans d'instruction et six mois d'audience... Malgré divers témoignages à décharge venant des rangs de la Résistance gaulliste qui tentent de convaincre que Papon a pu, dans certains cas, aider la Résistance locale, Maurice Papon est condamné à dix ans de réclusion criminelle pour « complicité de

crimes contre l'humanité ». Mais il sort libre dans l'attente de l'examen de son pourvoi en cassation.

Le 20 octobre 1999, à la veille de l'audience en cassation, Maurice Papon annonce son refus de se constituer prisonnier et « choisit » l'exil. Il se rend secrètement en Suisse. Le 21 octobre 1999, la Cour de cassation déchoit Maurice Papon de son pourvoi sans l'examiner. Le lendemain, il est arrêté et livré le jour même par la Suisse. Il est incarcéré. De 2000 à 2002, le président Jacques Chirac rejette ses trois demandes de grâce pour raisons de santé. De nombreuses personnalités, comme Robert Badinter, prennent position à Paris en 2001 pour sa remise en liberté.

Le 12 avril 2002, le Conseil d'État met à la charge de l'État français la moitié des 720 000 euros de dommages et intérêts que Maurice Papon devait payer intégralement à ses victimes. Et le 9 juillet 2002, le tribunal administratif de Paris reconnaît l'État français responsable de la déportation des juifs de Gironde sous l'Occupation.

Alors que le 24 juillet 2002 le juge d'application des peines rejette en première instance une demande de mise en liberté de Maurice Papon, un jour après, la Cour européenne des droits de l'homme condamne la France pour violation du « droit à un procès équitable » en raison du refus de la Cour de cassation d'examiner le pourvoi de Maurice Papon. Le 18 septembre 2002, la cour d'appel de Paris ordonne la remise en liberté de Maurice Papon pour raisons de santé. Il meurt le 17 février 2007, à l'âge de 96 ans.

Il n'est pas facile de chiffrer l'horreur, mais c'est un devoir auquel s'est attaché Serge Klarsfeld pendant de longues années. Pour ce qui concerne la France de zone Nord et Sud, 76 000 juifs ont été déportés. Les Français représentent le tiers de ce total, soit 24 000. Le reste est constitué par les étrangers se trouvant en France. Les trois premières communautés sont les Polonais (26 000), les Allemands et les Autrichiens (9 500) et les Russes (4 500).



Le chiffre le plus dramatique est celui de ceux qui sont revenus en 1945. Seulement 3,5 %. Ce chiffre témoigne de la finalité exterminatrice de la déportation des juifs. Il est à rapprocher de celui qui concerne les déportés non juifs. Le taux de retour des déportés « de répression » est de 58 %. 60 300 Français (pour la plupart) ont connu les camps en raison de leur opposition à la politique de l'occupant ou au régime de Vichy. Environ 130 000 personnes furent donc déportées de France et connurent l'univers concentrationnaire. Il faudrait y ajouter les 6 200 déportés du Nord-Pas-de-Calais qui dépend du commandement militaire allemand de Bruxelles, et ceux de l'Alsace-Moselle.

Malgré l'aide que Vichy a pu fournir dans ce processus criminel, il n'en demeure pas moins que 24 % des juifs de France ont été déportés (ils étaient 300 000 en 1939, dont 190 000 Français), alors qu'on observe un taux plus important dans les autres pays occupés : 78 % en Hollande, 45 % en Belgique, 50 % en Hongrie. La raison de cette situation particulière est certainement à rechercher du côté de la solidarité qui se met en place à partir de l'été 1942, quand le sort des juifs est connu et

suscite l'émotion, et des réseaux de sauvetage qui purent s'organiser.

« Les Juifs sont des hommes »

Monseigneur Jules Saliège, archevêque de Toulouse, rédige une lettre pastorale qu'il fait lire en chaire le 13 août 1942 dans la plupart des églises de son diocèse. Elle rencontre un grand écho et fut même reprise dans une émission de la BBC. Pour la première fois, une autorité catholique prenait parti publiquement contre la politique de participation du régime de Vichy à la déportation.

« [...] Que des enfants, des femmes, des hommes, des pères et mères soient traités comme un vil troupeau, que les membres d'une même famille soient séparés les uns des autres et embarqués pour une destination inconnue, il était réservé à notre temps de voir ce triste spectacle. [...] Les Juifs sont des hommes, les Juives sont des femmes. Les étrangers sont des hommes, les étrangères sont des femmes. Tout n'est pas permis contre eux, contre ces hommes, contre ces femmes, contre ces pères et ces mères de famille. Ils font partie du genre humain ; ils sont nos frères comme tant d'autres. Un chrétien ne peut l'oublier. »

« À Auschwitz, on n'a gazé que les poux » : le négationnisme

La déportation des juifs est longtemps restée enfouie dans la mémoire des Français. Seule la déportation des résistants était connue et commémorée. Un changement important intervient au milieu des années soixante-dix, quand des études historiques se consacrent à une relecture du régime de Vichy et la collaboration. Ce retour est lié au renouveau de la mémoire juive, lui-même activé par le « négationnisme » (le fait de nier l'existence des chambres à gaz) qui se développe à la fin des années soixante-dix.

En 1978, deux événements font date. D'abord, Louis Darquier de Pellepoix, ancien responsable du Commissariat aux questions juives qui se cache en Espagne, déclare le 28 octobre 1978 à l'hebdomadaire *L'Express* : « À Auschwitz, on n'a gazé que les poux. » Le scandale est immense. Ensuite, c'est l'universitaire Robert Faurisson, spécialiste de Rimbaud et de Lautréamont, qui déclare dans le journal *Le Matin* du 1 novembre 1978 : « J'espère que certains des propos que le journaliste Philippe Garnier Raymond vient de prêter à Louis Darquier de Pellepoix amèneront enfin le grand public à découvrir que les prétendus massacres en "chambres à gaz" et le prétendu "génocide" sont un seul et même mensonge. » Il écrit un long article dans *Le Monde*, le 29 décembre 1978, pour déployer sa thèse. Les organisations juives portent plainte. Faurisson est condamné le 8 juillet 1981 à payer le franc symbolique aux associations parties civiles. Mais il ne lâche pas prise puisque, en 2009, il apparaît sur la scène du Zénith à Paris avec l'humoriste (sic) Dieudonné, dénonçant l'acharnement dont il serait victime... C'est contre lui que, le 13 juillet 1990, une loi est votée (la loi dite

« Gayssot ») qui transforme en infraction la contestation des crimes contre l'humanité.

L'**histoire de France « souillée » ?**

Les présidents de la République ont toujours refusé de reconnaître la responsabilité de l'État français dans le génocide des juifs. Jacques Chirac rompt avec cette tradition le 16 juillet 1995, à l'occasion du 53 anniversaire de la Rafle du Vélodrome d'Hiver.

« Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français. Il y a cinquante-trois ans, le 16 juillet 1942, 450 policiers et gendarmes français, sous l'autorité de leurs chefs, répondaient aux exigences des nazis. [...] La France, patrie des Lumières et des droits de l'homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable. Manquant à sa parole, elle livrait ses protégés à leurs bourreaux. »

Il estime qu'il convient à présent de reconnaître que « ces heures noires souillent à jamais notre histoire » et sont « une injure à notre passé et à nos traditions ».

Sixième partie

Résistances et renaissances



Dans cette partie...

La Seconde Guerre, en Europe et ailleurs, ne fut pas qu'un combat militaire. Ce fut également une guerre raciale, d'extermination. Mais ce furent aussi des combats moins visibles, clandestins, menés dans l'ensemble des territoires soumis à l'ordre nazi et japonais. Au sein même de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, des hommes et des femmes tentèrent de

s'opposer. Cette « guerre de l'ombre », à la fois contre l'occupant et contre le régime mis en place ou cautionné par lui, fut une réalité européenne. Elle prit des formes diverses, civiles et militaires : renseignement, attentats, contre-propagande, maquis, guérilla... Toutes les classes sociales et toutes les tendances politiques y participèrent. Les gouvernements en exil lui apportèrent une aide financière, politique, matérielle. Les Alliés tentèrent d'encadrer vers la fin du conflit ces forces obscures, qui joueront un rôle non négligeable dans les combats militaires de la Libération.

Ces résistances ne se contenteront pas de combattre pour la libération nationale. Elles auront l'ambition de penser le monde de demain (politiquement, économiquement, diplomatiquement) selon des valeurs marquées par le refus de la négation de l'Homme et de la démocratie que l'Europe hitlérienne a incarnée.

Chapitre 27

L'opposition au nazisme : en Allemagne aussi – mais surtout en Europe occupée

Dans ce chapitre :

- ► La structure des Résistances
- ► La Résistance, à gauche surtout ?
- ► Catholiques et protestants dans la Résistance
- ► L'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944

L'immense majorité des Européens, contraints de vivre sous l'occupation par l'Allemagne nazie, enregistrent, avec satisfaction, le sort des armées de l'Axe à Stalingrad. Ils espèrent depuis le début de 1943 en leur libération aussi rapprochée que possible. Aux Allemands, « Stalingrad » a rappelé, pour la première fois, que leur domination sur l'Europe continentale ne signifiait nullement qu'ils ne devaient pas envisager, au terme de la guerre, la défaite. « 1918 », ce seul chiffre peint, ici et là dans le Reich, par des audacieux sur les murs, suffit pour les avertir qu'ils feraient bien de penser plus loin que le national-socialisme. De ces audacieux, ces résistants allemands, il y en a peu, en 1943, mais il y en a quand même toujours plus. Dans les pays occupés, les résistants sont beaucoup plus nombreux, et ils sont davantage tous les jours. La Résistance est un phénomène européen.

Qui est « résistant » ?

Les résistants sont des hommes et des femmes qui veulent aller au-delà du seul refus moral de s'accommoder de l'« ordre » nazi (ou collaborateur) existant. L'engagement résistant a des sources diverses, qui évoluent avec le temps. Mais le noyau dur est un « mélange de sentiments nationalistes et de souffle révolutionnaire » (Henri Michel). Dans les pays soumis par le Reich, le réflexe patriotique joue à fond. Les résistants ne cultivent pas seulement, dans leur intimité, le refus de l'idéologie et des actes du nazisme (et de ses régimes annexes). Ils optent consciemment pour une attitude d'opposition politique à l'égard de la dictature et ils envisagent d'agir (ou agissent) en conséquence dans le but de nuire à l'ordre européen nazi et, si possible, de le remplacer.

Dans toute l'Europe dominée par les nazis, une « guerre de l'ombre » se déploie. Une résistance dont la structure fondamentale se ressemble d'ailleurs dans la mesure où, partout, elle est le fait ou bien d'organisations (comme de certains partis politiques ou syndicats en situation de clandestinité, ou de certaines parties des Églises), ou bien de groupes (ou, si on veut, de mouvements) qui se « cristallisent » (Germaine Tillion) autour de quelques individus qui partagent les mêmes convictions et qui peuvent, parfois, se doter d'un organisme militaire. Il arrive aussi que la résistance soit le fait d'individus isolés qui n'agissent que pour leur propre compte et en fonction de leur conscience.

Dans un premier temps, alors que les dictatures ou les régimes d'occupation s'établissent, la résistance « de gauche » a peut-être été la plus forte et la mieux organisée. Elle provient des membres des partis de

gauche (de la social-démocratie, des socialistes, des communistes) et des syndicats ouvriers interdits. Mais il y a lieu de prendre en compte également (y compris en Allemagne nazie et en Italie fasciste) un courant continu de résistance libérale et bourgeoise, et même conservatrice. Dans certains pays, comme en France, on voit des hommes issus de l'extrême droite nationaliste et antisémite d'avant-guerre prendre le chemin de la révolte contre le régime d'occupation et devenir des antinazis conséquents implorant l'avènement de la démocratie.

Comment devient-on résistant ?

Dans un deuxième temps, alors que le système d'occupation s'est pleinement installé, alors que la terreur a impitoyablement décimé la résistance de gauche, deux autres modalités prennent de l'ampleur. D'une part, la résistance d'hommes et de femmes qui sont mus moins par leurs opinions politiques que par leurs convictions éthiques ou religieuses. Ils deviennent résistants sous le coup d'une révolte spontanée, par une opposition surgissant de la profondeur de leurs consciences. D'autre part (et de manière presque opposée), la résistance de ceux qui réagissent moins par conviction que par raison et opportunité. Ils deviennent résistants par un jugement négatif, après calcul, sur la politique poursuivie par l'Allemagne nazie (ou ses régimes associés).

À l'issue d'un processus parfois lent, de tels hommes peuvent devenir des résistants dans le plein sens de la définition proposée. Il y a en effet eu dans leurs rangs des hommes qui ont pu partager certains buts de la dictature nazie (en particulier celui de la lutte contre le

bolchevisme), mais qui sont arrivés à la conclusion que les méthodes par lesquelles l'Allemagne nazie a poursuivi ces buts n'étaient pas acceptables. Certains pacifistes ou européanistes ont vite compris que l'Europe d'Hitler était une machine au service de la guerre et de la seule Allemagne.

La Résistance allemande

Cette dernière observation vaut pour une partie de la résistance libérale et conservatrice en France. Mais elle vaut aussi pour une bonne partie des résistants militaires au sein des pays de l'Axe. Ce qui distingue fortement entre elles les résistances contre le national-socialisme (ou le fascisme) et ses régimes associés dans les différents pays de l'Europe, c'est le degré de soutien des populations aux divers moments de la guerre.



Il faut, à ce titre, rappeler une vérité simple et nette : en Allemagne nazie, la résistance, dans toutes ses formes, n'a été le fait que d'une petite minorité d'hommes courageux. Non pas d'une minorité microscopique, mais d'une minorité très réduite. L'une des raisons pour laquelle la résistance a été plus forte dans les pays satellisés ou occupés par l'Allemagne nazie, vient de ce que la libération de la nation de l'occupant étranger est un puissant facteur de mobilisation.

Mais il n'en demeure pas moins que partout l'attitude de la plus grande partie de la population a été, pendant la majeure partie du temps, au mieux la colère contre les propres concitoyens (et en particulier les hommes politiques et les militaires) qui ont laissé s'installer les

« fascistes » sur le sol national, au pire, le plus souvent « l'inertie » à l'égard de cet occupant, comme l'avait dit le socialiste français Léon Blum. Il convient de rappeler, pour expliquer ce fait, les difficultés de la vie quotidienne à l'époque de la guerre ou la terreur exercée par les dictatures (occupantes). Il ne faut jamais oublier que résister peut entraîner des conséquences dramatiques. Il y a une part de facilité chez ceux qui s'épouventent aujourd'hui qu'il n'y ait pas eu plus de résistants en France ou en Allemagne, alors qu'à l'époque le moindre acte de refus, comme écouter une radio interdite (surtout la BBC de Londres) ou cacher un fusil dans un grenier, a fait courir des risques majeurs à son auteur et sa famille. Et combien plus encore de rédiger, d'imprimer ou de diffuser un journal clandestin, de fabriquer des faux papiers, d'aider des juifs, d'organiser des sabotages ou même de commettre des attentats !

La résistance « de gauche »

Le gros des premiers résistants provient, partout en Europe fasciste ou occupée, de la gauche ou des patriotes lucides. En même temps, la conclusion du pacte Hitler-Staline a jeté les communistes dans le désarroi. Des journaux locaux communistes ont paru effectivement, sous censure allemande, à Bruxelles et Anvers, mais aussi à Paris. Ce n'est que depuis l'attaque de l'URSS par l'Allemagne nazie en juin 1941, que la résistance communiste repart de plus belle, surtout dans les pays occupés, mais aussi, quoique à une échelle beaucoup moindre, dans les pays de l'Axe (il y a des groupes de résistants communistes à Leipzig, à Hambourg, dans la Ruhr, mais aussi à Berlin où le plus important est organisé par Anton Saefkow). En France,

comme ailleurs, après un moment de flottement l'activité des résistants communistes s'intègre dans l'ensemble des actions de la clandestinité.

Mais elle se manifeste également, plus que les autres résistances, dans les usines, les bureaux ou les ateliers où elle lutte, par exemple au moyen de la grève, à la fois pour les intérêts ouvriers et contre les intérêts des nazis ou leurs associés. Les plus célèbres grèves ont eu lieu en Italie, en mars 1943, mais il y en a eu en France, en Roumanie et ailleurs. C'est en fait par leur résistance que les communistes sont réintégrés, après l'épisode dramatique du pacte germano-soviétique, dans les nations respectives. Et plus que cela, c'est en devenant partie intégrante des organismes dirigeants de la Résistance qu'ils ont pu largement accroître leur poids dans la vie politique au point de devenir, au moment de la Libération, « l'apothéose de la Résistance », *la* force politique déterminante, comme en France ou en Italie. Le cas des Républiques populaires en Europe centrale et orientale est évidemment différent, mais des résistants communistes s'y trouvent en bonne place.

L'Orchestre rouge

Le contre-espionnage nazi rassemble tout un ensemble de groupes de résistants communisants sous le nom, devenu célèbre, de la *Rote Kapelle* (« l'Orchestre rouge »). Les leaders les plus importants en ont été Hans Coppi, Harro Schulze-Boysen et Arvid Harnack. Ces groupes avaient des contacts suivis avec l'étranger, en particulier avec la France et la Belgique, où ils se trouvaient en contact

avec un agent légendaire des services secrets soviétiques, le « petit chef »

Anatoli Gourevitch, décédé en 2009. Schulze-Boysen avait transmis à Gourevitch la date exacte de l'attaque de l'URSS, mais il ne sera pas cru à Moscou. Gourevitch est arrêté par la Gestapo à Marseille, le 12 novembre 1942. Transporté à Berlin, il ne pourra sauver sa vie qu'en devenant agent double : soumis à la pression, il lâchera des douzaines de noms. Cent vingt personnes sont arrêtées en Allemagne.

Il y a eu aussi, à Berlin, jusqu'à sa destruction en 1942, un groupe de résistants communistes juifs. En cette même année, est fondé, sous influence soviétique, un comité de résistants communistes et communisants parmi les prisonniers de guerre allemands en Union soviétique, le *Comité de l'Allemagne libre*. Il sera capable de constituer des groupes de sympathisants parmi les soldats de la *Wehrmacht*. Et plus tard, les résistants français reconnaîtront le *Comité « Allemagne libre » pour l'Ouest*, un groupement créé en France sur l'exemple du comité soviétique, comme un élément de la Résistance.

Comme c'était le cas chez les communistes, les leaders des partis socialistes des pays sous la férule nazie avaient ou bien émigré (souvent en Angleterre où ils étaient représentés dans les gouvernements exilés belge, hollandais, norvégien, polonais, tchèque et celui de la France libre) ou bien été jetés dans des prisons (comme c'est le cas en Allemagne et en Italie, mais aussi en Pologne, Roumanie, Hongrie, Yougoslavie et aussi en France pour Léon Blum). Parmi les anciens adhérents et votants, la plupart sont tombés un premier moment

dans une attitude d'inaction résignée (s'ils ne se sont pas carrément arrangés avec la nouvelle situation, comme c'est le cas aussi pour une poignée de leaders dont l'un des plus connus est, en France, Paul Faure).



Mais ce sont bien, dans tous les pays occupés, et aussi en Allemagne nazie, *les socialistes*, y inclus les socialistes syndicalistes, qui ont constitué l'une, sinon *la* composante majeure de la première résistance clandestine.

En Pologne, il y a deux mouvements socialistes résistants et une association de syndicalistes résistants si forts qu'ils arrivent à publier plus de cinquante journaux ; en France, des socialistes constituent des mouvements en zone occupée, des syndicalistes se trouvent à l'origine de mouvements comme « Libération-Nord ». Mais contrairement au PCF, les socialistes ne constituent pas un mouvement socialiste en tant que tel. Ils se dispersent dans l'ensemble des organisations clandestines. En Allemagne, les leaders du socialisme et du syndicalisme d'avant 1933, encore en liberté, sont arrêtés dès le premier jour de la guerre, dont le leader du mouvement de la Résistance socialiste le plus important *Neu Beginnen* (« Nouveau départ »), Theodor Haubach. Nombre parmi eux se retrouvent ensuite dans des camps de concentration, dont Kurt Schumacher, le futur refondateur du SPD après 1945. Beaucoup parmi eux ne vivront pas pour voir la fin de la guerre.



Mais il y a des résistants socialistes allemands actifs durant toute la guerre, dont le réseau inspiré à Munich par Waldemar von Knoeringen qui avait vécu à Paris jusqu'en 1939 et qui y avait été proche, un moment, de Léon Blum. Le plus important syndicaliste allemand résistant a été l'ébéniste (puis ministre) Wilhelm Leuschner, emprisonné par périodes dès 1933, mais toujours actif dans la Résistance jusqu'à sa pendaison en septembre 1944. Il est aussi l'un des hommes de gauche qui, comme les sociaux-démocrates Carlo Mierendorff ou Julius Leber (pendu en janvier 1945), établiront le contact avec la résistance conservatrice. Ces socialistes et syndicalistes avaient compris, comme leurs confrères en Europe occidentale ou en Europe du Nord, que la réalisation de leurs revendications sociales passait par l'avènement, en accord avec toutes les forces de résistance, d'un nouvel État.

La résistance « bourgeoise »

Conséquence de la persécution immédiate et sans merci des résistants de gauche par les dictatures nazi et fasciste et leurs régimes satellites, c'est la résistance « bourgeoise », centriste et plus souvent encore à droite, voire très à droite, qui a été parfois mieux à même de se développer. Ainsi en a-t-il été en Belgique, où l'on trouve le flamingantiste Van Severen parmi les premiers résistants. En France, où les modérés avaient le plus souvent rallié pendant un temps plus ou moins long le régime de Pétain, c'est le cas de beaucoup d'adhérents du mouvement du colonel de La Roque

évoluant de leur pétainisme initial vers la «non-accommodation» puis la résistance.



Ainsi en a-t-il été en Allemagne. La dimension chrétienne joue souvent un rôle clé (comme d'ailleurs chez les résistants français). C'est le cas par exemple de l'élite bourgeoise et aristocratique du « cercle de Kreisau », mais aussi des leaders de la *Weisse Rose*, Sophie et Hans Scholl, ces étudiants munichois qui essaient d'avertir leurs concitoyens par des tracts largement répandus en 1942 et 1943 (l'année où ils sont découverts et guillotinés). Il y a dans cette Résistance allemande d'authentiques libéraux, tel l'anglophil Helmuth James Graf von Moltke ou le « Groupe Q » de Hamboug, ou encore chez les universitaires du « cercle de Fribourg ». Parmi eux, on trouve le grand historien Gerhard Ritter qui fait en même temps partie du plus important mouvement de résistants chrétiens contre le nazisme en Allemagne, celui des protestants de la *Bekennende Kirche* (« Église confessante »).

La résistance éthique

Au sein de la *Bekennende Kirche*, le pasteur Dietrich Bonhoeffer est l'un des membres les plus intransigeants et sans doute un résistant dans le plein sens du mot. Bonhoeffer est arrêté en 1943 et exécuté dans le camp de concentration de Flossenbürg deux ans plus tard. L'évêque protestant du Wurtemberg, Wurm, a été l'un des critiques publics les plus audacieux du régime nazi, comme l'avait été le primat Bergrav vis-à-vis du régime Quisling en Norvège. Mais le souvenir des persécutions subies qui ont porté tant de protestants français à une attitude d'insoumission et de résistance, a manqué en

Allemagne où le protestant a été plutôt plus proche du régime nazi que le catholique moyen.

On sait que le pape Pie XII, tout en condamnant l'idéologie nazie, n'a pas poursuivi une ligne claire et nette ni à l'égard de l'Allemagne hitlérienne, ni à l'égard de l'Italie fasciste auxquelles le Vatican était d'ailleurs lié par des concordats. Mais comme en Italie fasciste (et d'ailleurs en France) où la résistance catholique a été plutôt le fait du bas clergé (on se souvient du mythe Peppone - Don Camillo), il y a également une résistance du clergé catholique en Allemagne nazie. Comme en Belgique où le cardinal Van Roey s'oppose au nazisme et à son acolyte Léon Degrelle, alors que l'évêque de Munster, Clemens von Galen, n'hésite pas à critiquer ouvertement la politique nazie de sa chaire. Un moment, les nazis pensent à l'exécuter, mais Goebbels ne souhaite pas de martyr catholique si connu. Par contre, tous les anciens politiciens et syndicalistes chrétiens du plus important groupe allemand de résistants catholiques, du « cercle de Cologne », très actif durant la guerre, n'échapperont pas à la mort. Trois de ses organisateurs seront exécutés, mais d'autres survivent et deviennent, comme Jakob Kaiser, des leaders de la démocratie allemande d'après-guerre.



Il y a donc en Allemagne, mais à une échelle beaucoup moindre, le phénomène qu'on observe aussi en France : les catholiques résistants qui militent, en France, dans les mouvements comme Combat ou comme Libération (et parmi lesquels on trouve par exemple Georges Bidault), deviennent l'un des viviers les plus importants pour la démocratie chrétienne d'après-guerre. Parmi les résistants chrétiens, il faut enfin compter les Témoins de Jéhovah, poursuivis partout en Europe occupée par leur refus de l'autorité étatique et leur refus de la guerre. Des milliers de membres de cette Église chrétienne ont été déportés par l'Allemagne nazie, dont plusieurs centaines provenant de la Belgique et de la France.

Il y avait un temps où l'on avait presque oublié que la persécution des juifs avait aussi alimenté une résistance de la part de juifs en Europe occupée, comme à l'intérieur du Reich. La manifestation la plus éclatante de cette résistance a été celle, armée, organisée, lors du soulèvement du ghetto de Varsovie. Mais cette résistance a existé aussi ailleurs, à Vilnius par exemple. En Biélorussie, il existe ainsi dans la région de Minsk sept unités de combat partisanes juives. En France, des résistants juifs ont formé, à Toulouse, en janvier 1942, l'Armée juive et beaucoup de juifs ont rejoint les autres mouvements de Résistance, comme c'était d'ailleurs aussi le cas en Belgique. Certains considèrent qu'en France, la participation des juifs à la Résistance a été la plus élevée proportionnellement à la population d'origine juive au total, dans l'ensemble des composantes de la Résistance considérées sous leur aspect religieux.

La résistance militaire

Partout en Europe soumise à l'Allemagne nazie, se manifeste une résistance venant des militaires. Cette résistance n'allait pas de soi, les militaires étant formés au combat ouvert d'armée contre armée, à la méfiance à l'égard de rebelles contre le pouvoir en place, et au dédain pour des méthodes d'action immédiate et partisane. Mais partout, le patriotisme des militaires les porte en même temps à la distance envers l'occupant et ses auxiliaires dans les pays respectifs. Ainsi, on observe que dans de nombreux pays occupés, des militaires « attentistes » organisent des armées secrètes qui combattraient, le moment venu, aux côtés des Alliés. Ainsi en Norvège, en Belgique, en Pologne et bien sûr en France. Malheureusement, ces organisations lourdes, leurs cachettes d'armes bien fournies, sont souvent découvertes par l'occupant. Mais il y a aussi des militaires parmi les premiers résistants. Ainsi, le chef de l'armée clandestine de la Résistance en France a été le général Delestraint.

En Allemagne, l'assentiment à l'égard du nazisme parmi les élites militaires commence à fléchir à partir de 1941. Mais ce processus d'érosion ne suffit pas, durant trois années de guerre supplémentaires, à faire de la Résistance un danger pour le pouvoir nazi. Deux options de la part des Alliés avaient d'ailleurs stabilisé des restes de loyauté à l'égard de l'État, même nazi, chez des Allemands qui s'en étaient partiellement détachés : d'une part la décision de n'apporter ni crédibilité ni aide tangible aux résistants en Allemagne ; d'autre part la décision de continuer la guerre contre l'Allemagne jusqu'au point de sa capitulation inconditionnelle.

Cette observation vaut en particulier pour la partie de la résistance qui s'avérera finalement à l'époque de la guerre la plus dangereuse pour les leaders nazis, à savoir la résistance militaire. En Allemagne comme dans certaines des nations occupées, le motif qui pouvait pousser des militaires de carrière à entrer en résistance a été comparable : ils étaient arrivés à la conclusion que continuer à servir le pouvoir en place revenait à contredire le salut national.



Les uns étaient arrivés à cette conclusion par des considérations plutôt instrumentales. Ainsi en est-il du chef d'état-major allemand, Ludwig Beck, qui considère que la politique d'expansion d'Hitler est trop hasardeuse. Il démissionne dès 1938 pour devenir l'une des personnalités clés de la résistance conservatrice. Les autres sont arrivés à la même conclusion par des considérations plutôt normatives. Ainsi en est-il du général Hans Oster, très tôt un ennemi décidé du national-socialisme et l'un des résistants les plus actifs de tous : après avoir plaidé dès 1938 en faveur d'un coup d'État anti-hitlérien, c'est lui, par exemple, qui informe l'attaché militaire néerlandais de la date prévue pour l'attaque de l'Allemagne nazie sur son front occidental en 1940.

Attentats contre Hitler



En été 1942, des plans se concrétisent parmi ces militaires résistants qui ont pour but la mort d'Hitler et l'avènement d'un nouveau régime. Deux attentats, préparés en mars 1943, échouent de justesse : le premier parce que l'appareil de mise à feu de la bombe placée dans l'avion d'Hitler ne fonctionne pas ; le deuxième parce qu'Hitler quitte plus tôt que prévu une exposition à Berlin où il aurait dû être tué par un attentat-suicide.



Le prochain attentat sur Hitler est prévu pour décembre 1943 en Prusse-Orientale. Un jeune major-général, Axel von dem Bussche, est prêt à se sacrifier : après être devenu le témoin, en octobre 1942, d'une exécution de plus de trois mille civils, en majeure partie des juifs, en Ukraine, il s'est juré de consacrer sa vie à la lutte contre Hitler. Mais finalement, le « Führer » ne se déplace pas comme prévu. Les explosifs et des documents, concernant le coup d'État à déclencher après la mort d'Hitler, sont enfouis sur place. L'Armée rouge les retrouvera en 1945 ; des copies en sont données par le président russe Boris Eltsine au chancelier allemand Helmut Kohl en 1997. En février et mars 1944, deux jeunes militaires aristocrates se sont préparés à tuer Hitler au pistolet, mais à chaque fois le dictateur change ses emplois du temps au dernier moment et en réchappe.

Après cette série d'échecs, le personnage clé de la résistance militaire, Claus Schenk von Stauffenberg, décide qu'il doit lui-même tuer Hitler et, si possible, Göring et Himmler avec lui. La situation militaire de

l'Allemagne nazie s'aggravant tous les jours, à l'ouest comme à l'est, il s'agissait pour les résistants militaires d'agir quand il était encore temps : c'est-à-dire à un moment où l'Allemagne possédait encore assez de forces pour pouvoir discuter une fin honorable de la guerre. L'espoir d'une bonne partie de ces conjurés est en fait que les Alliés, et tout particulièrement les Américains, accepteront de traiter avec eux. Ils partent de l'analyse juste de l'existence de fortes tensions au sein de la coalition anti-hitlérienne ; mais ils partent de l'analyse fausse que les alliés occidentaux reviendraient à cause des tensions entre eux et Staline sur leur décision d'exiger la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne.



Il est vrai cependant qu'il y avait au sein des élites occidentales une petite fraction qui considère déjà, en 1944, que les contradictions avec l'URSS conseillent de soutenir la résistance militaire en Allemagne. Certains (ceux qui ont toujours incliné à considérer que le plus grand danger pour la civilisation occidentale vient plutôt du communisme que du nazisme) vont même jusqu'à spéculer s'il n'était pas utile d'aussitôt réintégrer une Allemagne décapitée de ses leaders nazis (une sorte d'Allemagne franquiste), dans une coalition contre Staline !



Le matin du 20 juillet 1944, Stauffenberg, qui en cet été participe à toutes les analyses de la situation militaire d'Hitler, arrive avec son avion depuis Berlin au quartier général du dictateur nazi en Prusse-Orientale. Il porte sur lui deux bombes. Mais à nouveau, il y a un changement imprévu des horaires. C'est pourquoi Stauffenberg ne parvient qu'à armer l'une des deux bombes. Il la place sous la grande table sur laquelle sont déployées les cartes militaires, puis sort de la salle sous un prétexte. La charge explose à 12 h 42. Des vingt-quatre personnes présentes, quatre sont tuées, Hitler n'est blessé que légèrement, protégé par la table en chêne massif. Stauffenberg arrive à quitter les lieux dans le désordre général après l'attentat et à retourner avec son avion à Berlin, ne sachant pas qu'Hitler avait survécu.

À Berlin, des rumeurs circulent rapidement selon lesquelles Hitler n'aurait pas été tué. C'est pourquoi les acteurs du complot n'exécutent pas le plan de coup d'État déclenché sous le nom de code d'*« opération Valkyrie »*. À Berlin, l'opération commence donc à échouer alors que Stauffenberg se trouve encore dans l'avion. À Vienne et à Paris, par contre, tous les SS sont effectivement arrêtés par la *Wehrmacht*, sans lui opposer de résistance notable. Au soir du 20 juillet, les forces fidèles à Hitler arrivent cependant à gagner définitivement le dessus. À 11 heures du soir, les résistants militaires sont arrêtés à Berlin. À minuit, Stauffenberg est exécuté. À une heure du matin, Hitler parle à la radio. Il annonce de très dures représailles. Des hommes qui ne veulent pas devenir victimes d'un procès-simulacre, comme Henning von Tresckow, se

suicident. Plusieurs centaines d'arrestations ont lieu par la suite, plus de cent conspirateurs seront exécutés, beaucoup d'autres poussés au suicide. Les plus connus sont condamnés pour haute trahison par la Haute Cour politique présidée par le sinistre Roland Freisler, puis pendus dans une prison de Berlin.

Pour les leaders de la coalition anti-hitlérienne, en particulier pour Churchill, l'attentat des militaires n'a été qu'un règlement de comptes entre gens du milieu. Il n'avait pas à l'époque (il révisera son jugement après 1945) la moindre confiance dans la résistance militaire en Allemagne et ne lui avait apporté aucune aide.



Il est d'ailleurs vrai qu'un certain nombre de criminels de guerre avérés se trouvent parmi les conspirateurs du 20 juillet 1944, comme l'ex-commandant du « groupe d'intervention » B de la SS, Arthur Nebe, le responsable de l'assassinat de 45 000 civils, surtout des juifs, en Biélorussie. Il sera jugé par la Haute Cour nazie le 2 mars 1945 puis exécuté. Et il est vrai aussi que la majorité des hommes et des femmes du 20 juillet 1944 n'ont été ni des démocrates ni des républicains.

Chapitre 28

L'incroyable aventure de la France libre commence à Londres

Dans ce chapitre :

- ► De Gaulle, cet inconnu
- ► L'appel du 18 Juin a-t-il existé ?
- ► « Ce n'est pas sans tourment que nous sommes demeurés à Londres »
- ► La déraisonnable ambition de vouloir « assumer la France »



Avec le général de Gaulle, l'inventeur de la France libre, nous entrons de plain-pied dans la légende et le mythe fondateur. Parti de rien en 1940, exilé à l'étranger, condamné à mort en France, l'homme devient progressivement l'emblème de la France du refus et, quatre ans après, le chef de la nouvelle France. C'est l'homme qui a permis à la France d'être du côté des vainqueurs, ce qui n'était pas joué d'avance. Tout le monde s'est peu ou prou revendiqué du gaullisme de guerre.



Pourtant, le général de Gaulle a longtemps vécu dans une solitude courageuse et amère et il s'en est fallu de peu qu'il rate son rendez-vous avec l'Histoire. Peu de Français, au début de la guerre, auraient parié sur lui. Peu de Français l'ont rejoint dans son exil londonien.

De Gaulle, cet inconnu

Inconnu du grand public, le général de Gaulle n'est pas tout à fait un inconnu dans les milieux militaires et politiques. C'est par ses écrits militaires que le colonel de Gaulle commence à se faire connaître. En 1934, il publie *Vers l'armée de métier*, ouvrage dans lequel il exprime sa volonté de procéder à une totale refonte de la doctrine militaire. De Gaulle défend la constitution d'unités cuirassées, alliant l'aviation aux chars. Il convainc Paul Reynaud, grand parlementaire de l'époque et futur président du Conseil, de la nécessité pour la France de se munir d'une force blindée. Surnommé le colonel « Motors », il se heurte à la stratégie purement défensive suivie par le haut commandement militaire, et incarnée par la figure du maréchal Pétain. La défaite lui donne totalement raison. Mais qui veut le savoir et s'en souvenir ? Le fait d'avoir eu raison contre tous (ou presque) lui donne peut-être la force d'affronter un rôle de rebelle et d'assumer un destin hors normes.

C'est en tant que sous-secrétaire d'État du cabinet Paul Reynaud que de Gaulle rencontre, le 9 juin 1940, Winston Churchill qui vient d'être nommé Premier Ministre. Téméraire, de Gaulle l'assure que le gouvernement français va continuer la lutte. Il rentre

ensuite en France. Mais le 17 juin, après l'annonce du maréchal Pétain en faveur de l'armistice, de Gaulle quitte la France par avion pour regagner Londres. Il ne sait peut-être pas que c'est pour longtemps... Comme le dira Winston Churchill, cet avion « emporte l'honneur de la France ».

L'homme du 18 Juin

À Londres, de Gaulle reçoit immédiatement le soutien de Churchill, qui lui donne l'usage de la BBC : « La première chose à faire, était de hisser les couleurs. La radio s'offrait pour cela. Dès l'après-midi du 17 juin, j'exposai mes intentions à M. Winston Churchill. Naufragé de la désolation sur les rivages de l'Angleterre, qu'aurais-je pu faire sans son concours ? Il me le donna tout de suite et mit pour commencer la BBC à ma disposition. Nous convînmes que je l'utiliserais quand le gouvernement Pétain aurait demandé l'armistice. » C'est ce qu'il fait dès le 18 juin 1940.



L'appel du 18 Juin a une portée historique, symbolique et politique inversement proportionnelle à son impact immédiat. Ce discours a fait de Gaulle, a lancé l'aventure de la France libre, a sauvé l'honneur de la France, a remis la France dans la guerre et lui a permis d'être à la table des vainqueurs à la Libération. Ce n'est pas rien ! Depuis 2006, la commémoration de l'Appel est devenue officielle : un décret du 10 mars 2006 institue le 18 juin, chaque année, comme « Journée nationale commémorative de l'appel historique du général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi ».

L'appel du 18 Juin est le mythe qui a fabriqué de Gaulle en tant que personnage historique. C'est ce geste aussi qui lance l'aventure de la France libre et permet à la France de retrouver une légitimité aux côtés des Alliés, d'être représentée lors des grandes conférences à la fin de la guerre et d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

La solitude extrême

Il ne faut surtout jamais oublier que de Gaulle est seul, ou presque, uniquement fort de sa lucidité, de la conscience de sa supériorité et de sa ténacité. Il a contre lui le maréchal Pétain, le haut commandement de l'armée, le pays, qui à ce moment fait confiance à Pétain. L'Appel est donc un acte de rébellion, de foi et de raison. Mais personne ne pouvait imaginer alors sa postérité incroyable ! Jean-Louis Crémieux-Brilhac, qui fut un de ses proches à Londres, le confirme : « À franchement parler, je ne crois pas qu'aucun Français (et certainement aucun Britannique) ait soupçonné en 1940 que le 18 juin allait devenir le 18 Juin. De même, les Parisiens qui prirent la Bastille ne soupçonnaient pas que la journée allait devenir le 14 Juillet. Que l'appel, le 18 juin 1940, de ce général inconnu au nom prédestiné ait ému, qu'il ait suscité chez certains un souffle d'espoir dans l'effondrement général, qu'il ait stimulé des énergies, assez de témoignages l'attestent. » L'écrivain Philippe Barrès, qui se trouve à Londres à ce moment, rencontre le Général car il souhaite écrire sa biographie. Elle est publiée en 1941. Dans cette première biographie, évoquant le 18 Juin, Barrès souligne une « vérité assez cruelle » : « [...] ce ne fut pas la grande vague. Une telle vague n'était pas possible. La France de

juillet était trop stupéfaite, trop abattue, trop prisonnière aussi de l'invasion allemande. »



L'Appel ne crée donc pas un mouvement d'opinion. Rien ne laisse penser en juin 1940 que cet appel deviendrait ce qu'il est aujourd'hui : le symbole du refus et du commencement du combat libérateur.

L'appel du 18 Juin a-t-il existé ?

Derrière cette interrogation volontairement provocatrice, se cache l'existence de trois textes différents pour l'appel du 18 Juin. Contrairement à ce que l'on croit, l'appel du 18 Juin n'a pas été enregistré à la BBC. Nous avons une ébauche de l'Appel, rédigée à Londres le 17 juin au soir : « La défaite française a été causée par la force mécanique, aérienne et terrestre des Allemands. L'action foudroyante de la force mécanique a fait effondrer le moral du commandement et du gouvernement. À la suite de cet effondrement, deux voies étaient ouvertes : Ou bien la voie de l'abandon et du désespoir. Cette voie menait à la capitulation. C'est elle qu'a choisie le gouvernement Pétain. Ou bien celle de l'honneur et de l'espérance. C'est celle qu'avons choisie mes compagnons et moi. » Pétain est d'emblée et directement mis en cause.

De l'Appel radiodiffusé, nous ne connaissons que les transcriptions qu'en a faites la presse le lendemain. Ainsi, dans *Le Petit Provençal* du 19 juin 1940 : « Le gouvernement français a demandé à l'ennemi à quelles conditions pourrait cesser le combat. Il a déclaré que si ces conditions étaient contraires à l'honneur, à la dignité, à l'indépendance de la France, le combat devrait

continuer. » Ici, l'exorde suppose une sensibilité à l'honneur de la part du gouvernement de Pétain. Comme si le général de Gaulle cautionnait la cessation des combats, lui qui prône la reprise des combats. Outre la presse française, les Archives fédérales suisses de Berne possèdent un document de transcription, émanant de leur service de renseignement, où l'on retrouve sensiblement la même formule en exorde : « Le gouvernement français a demandé à l'ennemi à quelles conditions *honorables* pourrait cesser le combat. Il a déclaré en outre que la lutte devrait continuer si ces conditions étaient contraires à l'honneur, à la dignité, à l'indépendance de la France. »

La version officielle de l'Appel, cautionnée par la Fondation Charles-de-Gaulle, est beaucoup moins agressive à l'endroit du maréchal Pétain et de son gouvernement que la version manuscrite du 17 juin. L'exorde est assez neutre.



Un projet d'allocution a été rédigé le 19 juin, mais il n'a pas été radiodiffusé. Dans son deuxième discours du 22 juin, de Gaulle développe les points abordés le 18 juin. Il insiste d'abord sur le fait que la défaite est imputable à une faute stratégique et tactique du haut commandement. Il rappelle que la France n'est pas seule dans le combat. Il insiste sur la dimension mondiale de la guerre. Il invite, comme le 18 juin, les Français à le rejoindre. Mais cet appel s'inscrit dans une démarche militaire : c'est d'abord aux soldats qu'il s'adresse, il n'appelle pas à la résistance des intellectuels ou des hommes politiques.

L'appel du 22 juin se distingue enfin par sa coloration politique. Par les termes de « capitulation » et d'« asservissement », de Gaulle dénonce ouvertement le gouvernement de Pétain (qui n'est pas encore le gouvernement « de Vichy ») qui, il en est sûr, porte atteinte à « l'honneur » de la France. C'est pourquoi le texte du 22 juin se termine ainsi : « Vive la France libre dans l'honneur et dans l'indépendance ! »

L'appel du 18 Juin

« Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.

Certes, nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi. Infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer. Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non ! Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire. Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer

et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis. Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays.

Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale.

Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrons vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres.

Charles de Gaulle. »

« Ce n'est pas sans tourment que nous sommes demeurés à Londres »



L'impact de l'appel du 18 Juin est initialement très limité, à l'image de la France libre : hyperminoritaire et impopulaire. L'Appel a été peu entendu, contrairement à une certaine légende. Et même s'il avait été largement connu, il aurait été très peu audible ! De Gaulle et la France libre ont dû lutter pour s'imposer. Le processus de ralliement à la France libre a été progressif et fonction de l'évolution des événements, de la perception du gaullisme et du général de Gaulle.

Une entreprise illégale et illégitime

D'abord, la France libre est frappée d'illégalité et d'illégitimité. Elle fait peur pour cela. En partant pour Londres et en lançant son appel à la résistance, de Gaulle devient un « rebelle » aux yeux de l'armée et du gouvernement. Ses biens sont confisqués, il est condamné à mort le 2 août 1940. Cette question de la légitimité peut être illustrée par la position de l'ambassadeur de France à Londres, Charles Corbin. Bien qu'il soit hostile à Pétain, il n'apporte pourtant pas son soutien à de Gaulle et reste dans le cadre légal de sa fonction en affirmant que « la dissidence, c'est trop pour moi ».

De Gaulle est un militaire qui regarde de haut les hommes politiques, tenus pour responsables de la défaite par de nombreux Français. « Il faut comprendre une fois pour toutes que les Français, et, en particulier, les volontaires de la France libre et les Français de

France, ne désirent plus voir participer au pouvoir des hommes ayant joué un rôle actif dans la politique française d'avant fin juin 1940, quelle que soit leur nuance politique. » C'est ce que dit un des premiers Français libres à de Gaulle en septembre 1941.

À l'époque, la société française est parcourue par un large sentiment antipolitique. En revanche, l'image du militaire rencontre un plus large consensus car elle s'inscrit au-dessus des discordes politiques et semble mieux convenir aux Français. Mais la grande figure militaire, c'est le maréchal Pétain qui l'incarne. Entre les deux, il n'y a pas photo au début. S'ajoute à cela le fait que de Gaulle est parfaitement inconnu du grand public. Lorsqu'il parle de lui au début de ses *Mémoires de guerre*, de Gaulle affirme : « Je n'étais rien au départ. »



Le général de Gaulle est victime de ce qu'on a appelé le « double jeu », tragique illusion. Un mythe s'installe dans les esprits : Pétain ferait le jeu de l'occupant pour mieux protéger les Français. Il est le bouclier, de Gaulle est l'épée. Entre les deux, on imagine une entente secrète. Cette croyance connaît un revirement en mars 1942 lorsque Pierre Laval revient au pouvoir, l'homme de la collaboration. Dès lors, la figure tutélaire et rassurante du maréchal Pétain s'estompe. À partir de cette date s'opère un véritable décrochage dans l'opinion publique française. Le masque du Maréchal tombe et le mythe du double jeu s'écroule.

L'exil ou la fuite ?

Un élément a également joué dans l'impopularité initiale de la France libre : c'est la figure répulsive de

l'exil. L'exil est mal connoté dans l'imaginaire républicain. Il revêt ainsi l'image d'une fuite face à ses responsabilités « au pays ». Ainsi, Paul-Louis Bret, directeur de l'agence de presse Havas-Londres, décide de revenir en France pour affronter les événements : « Un devoir s'imposait maintenant à mon esprit, clair, impérieux et indiscutable : aller aider les miens à vivre, partager les risques et les difficultés de leur existence. »

De fait, de Gaulle peut prendre la figure d'un homme loin des souffrances des Français, ce qui peut jouer en sa défaveur. Les Français de France qui refusent la défaite ne pensent pas forcément que le salut peut venir de l'Angleterre et de De Gaulle.



C'est le cas d'un autre général, Gabriel Cochett, qui lance depuis l'intérieur du pays cette fois, un appel à la résistance, le 6 septembre 1940 : « Dans les deux cas notre devoir est simple : résister résolument, mais avec adresse et en sachant dissimuler s'il le faut, à toute tentative d'absorption par le Reich. Pour cela, exalter en nous et autour de nous le sentiment patriotique, maintenir les traditions et l'esprit français, ne jamais renoncer à rétablir un jour la France dans son intégrité, son indépendance et sa grandeur, et par suite cesser nos discordes et nos querelles pour nous unir face à l'ennemi. »

Mais Cochett croit encore au double jeu de Pétain. Il ne souhaite pas, au début, que les Français quittent le pays, au nom de la cohésion nationale, pour ne pas abandonner la France qui souffre : « D'autre part, dès le lendemain de l'armistice, j'ai retenu des camarades qui se préparaient à passer en Angleterre. [...] Ils ont

d'ailleurs écouté mes conseils et aucun d'eux n'est parti. Un de mes arguments a été que je suis par principe opposé à toute émigration, à moins que ce ne soit pour fuir un danger et avec la ferme résolution de renoncer à toute activité politique ou militaire. »

« Que dois-je faire ? Et envers qui ? »

Des personnalités indépendantes, qui n'acceptent ni la défaite ni Vichy, refusent de rallier la France libre. Les fondateurs des revues créées à Londres par des exilés français, comme *France* ou *La France libre*, souhaitent conserver leur indépendance. Hommes de gauche, ils se méfient d'un militaire faisant incursion en politique. Il est clair que rejoindre de Gaulle ne va pas de soi. Rien de plus compliqué que la notion du « devoir » en ces temps où l'engagement personnel se pose à tout un chacun. Un rallié à la France libre, le député Pierre-Olivier Lapie, le reconnaît : « Oui, combien, avant de se décider, avaient éprouvé l'angoisse du vrai devoir ! Combien avaient été torturés par cette question : "Que dois-je faire ? Et envers qui ?" Combien abordaient ainsi pour la première fois (et dans quelles circonstances tragiques !) le problème de toutes les crises de la morale politique ; celui de l'autorité légitime. [...] Ainsi, les volontaires de juin 40 ont eu à repenser les concepts imposés par l'école ou l'éducation : l'honneur, la patrie, la parole donnée, l'autorité légitime. [...] Ce n'est pas sans tourment que nous sommes demeurés à Londres. »

La déraisonnable ambition de vouloir « assumer la France »

Enfin, il faudrait tenir compte de la complexité de la posture et du discours de De Gaulle.

Dieu et la Patrie

Le chef de la France libre se plaît à se distinguer *des* politiques et de *la* politique (tous deux ont très mauvaise presse...). La lettre qu'il adresse au Comité national français (CNF) d'Égypte, le 24 juillet 1940, en est le reflet : « La force militaire que je constitue ne fait pas de politique. J'ai sous mes ordres des officiers, des soldats, des techniciens des industries de la défense nationale ; ils viennent de tous les bords, n'ont qu'une idée : la liberté de la France. » De même, lors du discours radiodiffusé du 18 juin 1941, il compare les hommes politiques à « une clique de politiciens tarés ».



Pourtant, de Gaulle n'impute pas la responsabilité de la défaite au régime républicain. Selon lui, la défaite militaire est le « simple résultat » de conceptions militaires périmées. Il s'oppose ainsi au discours tenu à Vichy et qui insiste sur la culpabilité du système républicain. Il n'empêche que son positionnement républicain est progressif. La devise de la France libre n'est pas « Liberté, Égalité, Fraternité », mais « Honneur et Patrie ». La devise de Vichy, « Travail, Famille, Patrie ». Certains pensent que de Gaulle n'est pas un démocrate. La croix de Lorraine renvoie à Jeanne d'Arc. D'ailleurs, au tout début de l'aventure, il aime à se présenter comme un simple patriote qui croit en Dieu ! Dieu et la Patrie : ce sont ces deux entités atemporelles à quoi le Général veut résumer sa pensée et son action pour mieux marquer sa volonté de distance vis-à-vis du champ politique français et de la politique tout court.



Cela dit, dès le 27 octobre 1940, il tire les conséquences politiques de sa prétention à incarner la France et accepter le processus démocratique : « J'exercerai mes pouvoirs *au nom de la France* et uniquement pour la défendre, et je prends l'engagement solennel de rendre compte de mes actes aux représentants du Peuple français, dès qu'il lui aura été possible d'en désigner librement. » Le 9 janvier 1941, dans le cadre confiné du Foyle's Literary Luncheon, le général de Gaulle explique, à propos de Vichy, qu'il s'agit d'un régime « irrégulier du point de vue constitutionnel ».

Avec la création du CNF le 24 septembre 1941, c'est un nouveau pas politique franchi par le général de Gaulle. En effet, le CNF revêt le caractère d'une constitution provisoire. Il vise à contrecarrer les critiques stigmatisant la France libre comme une dictature personnelle. De Gaulle en est le président, assisté de commissaires (aux Finances, à la Justice, etc.).

Libération de la Patrie mais aussi libération de l'Homme

Le thème de la démocratie apparaît indirectement le 18 septembre 1941 : « Et quand les démocraties devront refaire le monde sur les bases sacrées de la liberté humaine, de la souveraineté des peuples et de la coopération des nations, alors on pourra voir aussi ce qu'est et ce que vaut la France. » Dans ses discours de l'automne 1941, le chef de la France libre insiste sur le *choc des civilisations* que représente cette guerre :

« L'élément moral qui lie entre eux tous les peuples opprimés ou menacés de l'être, c'est la volonté commune d'assurer la victoire d'une civilisation fondée sur la liberté, la dignité et la sécurité des hommes contre un système dont le principe même est l'abolition des droits de l'individu. » Il salue l'engagement des Alliés pour la liberté. Dès novembre 1941, de Gaulle présente Staline comme le serviteur de la « liberté du monde ».



De Gaulle a dès lors compris que cette guerre n'est pas seulement un avatar du conflit franco-allemand : c'est une guerre pour la libération de la Patrie, mais aussi pour la libération de l'Homme.

Son projet politique se précise avec la montée en puissance de la Résistance intérieure. À partir de 1942, celle-ci entend faire du combat pour la libération un combat pour un changement politique radical de la France. L'entrée en guerre de l'URSS, en juin 1941, n'y est pas pour rien. Les communistes français entrent alors en masse dans la guerre de l'ombre.



Dès lors, de Gaulle ne va cesser de souligner la nécessité d'une révolution pour la France. Au printemps 1942, il déclare : « Car c'est une révolution, la plus grande de son histoire, que la France, trahie par ses élites dirigeantes et par ses privilégiés, a commencé d'accomplir. Et je dois dire à ce sujet que les gens qui, dans le monde, se figureraient pouvoir retrouver, après le dernier coup de canon, une France politiquement, socialement, moralement pareille à celle qu'ils ont jadis connue, commettaient une insigne erreur. » Son discours se « gauchise » et lui permet d'être en phase avec la Résistance intérieure. Le 5 mai 1942, il confie à Étienne Boegner que « les Soviets sont les seuls à comprendre » et que c'est « avec eux » qu'il rebâtira « la France et l'Europe ».

L'URSS reconnaît le CNF le 28 septembre 1942 et accepte de considérer la France combattante comme « l'organe directeur de la France combattante, ayant seul qualité pour organiser la participation des citoyens et des territoires français à la guerre et représenter, auprès du gouvernement de l'URSS, les territoires français ».

Chapitre 29

Remettre la France et son empire au combat

Dans ce chapitre :

- ▶ L'Afrique du Nord a failli basculer
- ▶ La reconquête par l'empire
- ▶ « Ramasser le tronçon du glaive » : les FFL
- ▶ Trois officiers viennent prêter main-forte au Général

Il ne suffit pas seulement d'affirmer qu'il y a une autre France que celle de Vichy. Il faut aussi pouvoir montrer sa force et sa capacité à participer au combat aux côtés des Alliés pour, le moment venu, prendre sa place à la table des vainqueurs. Staline aura beau jeu, au moment des discussions sur l'après-guerre, de moquer une France qui n'aurait pas fait ce qu'il fallait pour reprendre le combat. Combattre, c'est hâter la libération, mais c'est aussi préserver les chances diplomatiques de la France.

Dans cette perspective complexe et à long terme, le général de Gaulle a compris que l'Empire français représentait un enjeu unique.

L'Afrique du Nord a failli basculer

Au début de l'Occupation, la France métropolitaine étant captive et la Résistance inorganisée, le général de Gaulle se tourne vers l'empire. La France a encore un vaste

empire, comme la Grande-Bretagne. C'est pourquoi il crée très rapidement un Conseil de défense de l'empire.

Dans un premier temps, il tente de rallier à sa cause l'Afrique du Nord. Il est persuadé que l'Afrique française du Nord (AFN) est un recours. Le 8 juin 1940, il l'expose à Paul Reynaud : « En tout cas la volonté du gouvernement est de poursuivre la lutte sur le territoire métropolitain et éventuellement en AFN puis dans le reste de l'empire... » Le 13 juin, Reynaud le charge d'aller à Londres pour, précisément, obtenir du gouvernement de Sa Majesté un appui logistique pour le transport des troupes vers l'AFN.



L'homme qui pouvait maintenir la France en guerre en AFN, et devenir ainsi le « de Gaulle de l'empire », était le général Charles Noguès. N'oublions pas que l'empire est libre, et la flotte préservée. Noguès est connu pour être républicain. C'est le Front populaire qui le nomme résident général au Maroc puis commandant supérieur des troupes du Maroc. Le 26 février 1938, il est nommé commandant en chef du théâtre d'opérations d'AFN (donc, directement subordonné au commandant en chef des forces mobilisées). Dès l'annonce de l'armistice (17 juin 1940), il paraît pencher du bon côté. Il télégraphie au général Weygand : « L'Afrique du Nord, tout entière, est consternée. Les troupes de terre, air, mer demandent à continuer la lutte pour sauver l'honneur et conserver l'Afrique du Nord à la France. En admettant même qu'elle nous soit laissée, nous perdrions la confiance des indigènes à jamais si nous ne faisions un geste de ce genre. » Noguès apparaît bien comme le « rassembleur de l'empire ».

Il est encouragé par le général anglais Liddell, gouverneur de Gibraltar : « Vos territoires d'outre-mer conservent leur liberté et votre puissante flotte est intacte. Les forces britanniques feront tout en leur pouvoir pour porter assistance à l'empire colonial français... » Les officiers généraux des théâtres d'opérations extérieurs semblent partager cette volonté de rester dans la guerre, comme le général Legentilhomme, à Djibouti, commandant les troupes franco-anglaises des Somalis, ou le général Mittelhauser, commandant en chef du théâtre d'opérations de Méditerranée orientale.

Le 24 juin 1940, Mittelhauser encourage Noguès à constituer un gouvernement de la France impériale en AFN : « J'ai pris publiquement position, en accord avec le haut-commissaire, pour la continuation de la lutte. Je suppose qu'un gouvernement de la France impériale va se constituer en AFN, ainsi qu'un commandement en chef des forces de l'empire. » Les forces navales semblent à l'unisson de cette volonté de résistance. Comme le dit Paul-Marie de La Gorce : « La foi en la victoire était peut-être plus unanime et plus enracinée outre-mer que dans la métropole elle-même. »

Fin politique, de Gaulle a bien saisi cet état d'esprit et l'importance du rôle que pourrait jouer Noguès.



Dès le lendemain de l'Appel, de Gaulle s'adresse à lui pour se mettre sous ses ordres : « Suis à Londres en contact officieux et direct avec le gouvernement. Me tiens à votre disposition soit pour combattre sous vos ordres, soit pour toute démarche qui pourrait vous paraître utile. » Noguès ne répond pas. Sur les ondes de la BBC, le fondateur de la France libre lance un appel qui vise expressément l'AFN : « Dans l'Afrique de Clauzel, de Bugeaud, de Lyautey, de Noguès, tout ce qui a de l'honneur a le strict devoir de refuser l'exécution des conditions ennemis. »

De Gaulle ne sait peut-être pas que le même Noguès a donné des ordres pour censurer ce message, de même qu'il a fait censurer l'appel du 18 Juin. Le 24 juin 1940, le Général fait parvenir un nouveau message à Noguès : « Tous ici vous considèrent comme devant être le grand chef de la Résistance française. » Mais Noguès, trop légaliste, ne répond pas à ces messages. De Gaulle ne représente rien pour lui car il s'est placé hors des institutions (c'est un « colonel en retraite » à la tête d'un organisme illégal). Noguès insistera sur son souci de l'unité nationale et son sens du sacrifice : « Personnellement, je resterai à mon poste tant qu'il y a du danger pour remplir une mission de sacrifice qui couvre mon front de honte, pour ne pas couper la France en deux. » Ses tourments moraux s'apaisent lorsqu'il découvre que les conditions de l'armistice garantissent la neutralité de l'empire. Noguès (surnommé « No, Yes » !) n'était pas homme à entrer en dissidence.

La reconquête par l'empire

Le ralliement « officiel » de l'empire est un échec. Mais le général de Gaulle ne désespère pas pour autant. Il sait qu'il lui faut une base territoriale pour avoir une légitimité minimale mais aussi pour pouvoir se doter d'une force armée. Il envoie des émissaires dans tous les territoires susceptibles de basculer du côté de la France libre.

Frémissements dans le Pacifique

C'est bien loin de l'Europe qu'un frémissement se fait sentir, au cœur de l'océan Pacifique. À 1 500 kilomètres de l'Australie, les Nouvelles-Hébrides sont le premier territoire à le faire. Il faut dire qu'elles sont une colonie franco-britannique gouvernée par un condominium et très influencée par la culture britannique. Dès le 20 juillet 1940, le commissaire résident de France, Henri Sautot, annonce le ralliement de son territoire à la France libre. Cela lui vaut d'ailleurs une sanction du gouverneur, résident de Nouvelle-Calédonie, Marc-Georges Pélicier. Mais celui-ci, sous la pression de la population, doit quitter le caillou ! Le 13 septembre, le général de Gaulle nomme Sautot gouverneur de Nouvelle-Calédonie. À charge pour lui de rallier ce territoire. Malgré la distance, la Nouvelle-Calédonie connaît l'existence de l'appel du 18 Juin. Les courriers de soutien sont même envoyés à Londres. Un comité de soutien est créé à Nouméa, à l'instigation de Michel Vergès et André Prinet. Une marche patriotique est organisée sur la place de la mairie de Nouméa. Le 19 septembre, Sautot débarque et prend le contrôle du gouvernement local.

La Nouvelle-Calédonie entre de nouveau dans la guerre. Sautot est nommé membre du Conseil de défense de l'empire, dirigé par de Gaulle. En avril 1941, il signe, au nom de la France libre, un accord avec le gouvernement australien qui assure l'appui des Alliés. Les Américains investissent le territoire qui devient une sorte de camp retranché en vue de la reconquête du Pacifique. Les troupes sont deux fois plus nombreuses que la population ! Sautot est à l'origine de la création du bataillon du Pacifique qui s'illustrera à Bir-Hakeim en juin 1942. Il est fait Compagnon de la Libération le 1 août 1941.

L'Afrique équatoriale française bascule

C'est en Afrique qu'a lieu le deuxième frémissement. Au Tchad d'abord, c'est-à-dire au cœur de ce qu'on appelle alors l'Afrique équatoriale française (AEF). Après que le gouverneur du Tchad, Félix Éboué (premier gouverneur colonial noir), eut pris contact avec Londres, le général de Gaulle demande à des émissaires d'organiser le soulèvement de l'AEF. À la fin du mois d'août 1940, le Tchad, le Cameroun, le Congo et l'Oubangui-Chari se rallient au général de Gaulle. Par contre, le Gabon entend rester fidèle à Vichy. Après d'âpres combats, il tombe de force dans le giron gaulliste en novembre 1940.

L'AEF est entièrement passée du côté de la France libre. Il existe à présent un embryon d'*« Afrique française libre »*. De Gaulle pense alors conquérir l'ensemble de l'Afrique d'obédience française. En AOF, il convoite la capitale, Dakar (Sénégal). Donnant sur l'océan Atlantique, c'est une base aérienne et navale importante. Les Britanniques l'ont compris et apportent

une aide navale. Malgré cela, la tentative de débarquement échoue. Les forces vichystes ne se laissent pas intimider et répliquent violemment. Le 25 septembre 1940, l'amiral Cunningham décide d'arrêter l'opération. C'est un grave échec pour de Gaulle. En septembre 1940, d'autres ralliements mineurs interviennent : Tahiti et les Établissements français d'Océanie.

Pour être crédible diplomatiquement et territorialement, le général de Gaulle a compris qu'il lui fallait exister militairement. La conquête de l'AEF en témoigne. Churchill a bien voulu, le 28 juin 1940, reconnaître *a minima* le général de Gaulle « comme le chef en ce pays de tous les Français libres qui, où qu'ils soient, se rallient à lui pour soutenir la cause alliée ». Mais Churchill pense au départ que les éléments militaires de la France libre doivent être assimilés à une légion étrangère intégrée dans l'armée britannique. De Gaulle ne l'entend pas ainsi. Il veut être reconnu comme allié à part entière.

Un accord se fait le 7 août 1940 : la France libre est reconnue pour « représenter les intérêts de la France en guerre». Mais pas encore comme « gouvernement provisoire». Le gouvernement de Sa Majesté accepte de payer les frais nécessaires au fonctionnement de la France libre et procéder à l'équipement des troupes de la France libre, à charge pour la France de rembourser à la fin de la guerre.

« Ramasser le tronçon du glaive » : les FFL

Pour continuer la guerre, le général de Gaulle doit disposer d'une armée. Il en pose le principe dans son

allocution du 14 juillet 1940 : « Eh bien ! Puisque ceux qui avaient le devoir de manier l'épée de la France l'ont laissée tomber, brisée, moi, j'ai ramassé le tronçon du glaive. »

Les unités qui rejoignent la France libre, à l'instar de certains éléments du 6 bataillon de chasseurs alpins du général Béthouart qui revient de la campagne de Norvège, sont rares. Le 14 juillet 1940, le général de Gaulle parvient difficilement à faire défiler 2 400 soldats. Lors de l'affaire de Dakar, il réussit à mobiliser la 1 brigade française libre. En Méditerranée, au Levant, des unités réussissent à passer en territoire britannique. La mainmise sur l'AEF permet de soulever des troupes coloniales, fortes d'environ 16 500 hommes.

Bien sûr, des personnalités militaires (peu nombreuses et peu connues) réussissent à quitter la France et à gagner Londres. C'est le cas du futur maréchal Leclerc, une des figures emblématiques des soldats des FFL. C'est lui qui, avec le capitaine de Boislambert, se rend en AEF pour opérer son ralliement.

Leclerc, héros gaullien



Le capitaine de cavalerie de Hauteclouque a 37 ans, il est père de six enfants et sa culture est monarchiste. C'est le directeur d'une société du groupe De Wendel repliée dans la région de Bayonne qui organise son départ. Le 4 ou le 5 juillet 1940, on prévient ce directeur qu'un cycliste souhaite le voir. Le jeune capitaine, après lui avoir exposé que le devoir d'un militaire est de « se battre jusqu'au bout » et qu'il juge inconcevable l'idée de voir ses enfants « passer toute leur vie sous la botte allemande », lui demande s'il peut l'aider à passer la frontière franco-espagnole. Réponse positive de l'industriel. Grâce à une imprimerie d'enfant achetée dans une boutique, on arrange le vieux passeport du capitaine qui lui avait servi pour se rendre au Maroc lors de la guerre du Rif. Hauteclouque devient plus prosaïquement « Leclerc ». Muni de ce faux document officiel, le capitaine se rend au consulat du Portugal, en se faisant passer pour le neveu d'un fermier résidant aux États-Unis qu'il veut rejoindre. Après discussion, où le militaire finit par avouer le but de son voyage, le consul, en toute connaissance de cause, délivre le visa. Le consulat d'Espagne de Perpignan fait de même. Leclerc décide alors de passer la frontière à Port-Bou. Il rejoint rapidement la France libre. Le 25 juillet, il est face à de Gaulle. Il devient son plus fidèle et son plus charismatique compagnon. Héros gaullien absolu, il passe de capitaine à général en cinq ans...

Koufra : le serment et la renaissance

Sa victoire au Cameroun lui vaut d'être nommé colonel par de Gaulle, puis commandant militaire du Tchad en

novembre 1940. Le chef de la France libre, après l'échec de Dakar, entend prouver qu'il existe toujours militairement. Le voilà chargé de l'expédition sur l'oasis italienne de Koufra en mars 1941.



Koufra est une citadelle italienne depuis 1931 située en plein cœur du désert de Libye. Il convient de s'emparer de cette place forte pour marquer les esprits. Pour les besoins de l'expédition, il fait transformer de vieux camions en engins de guerre. Leclerc organise tout dans le moindre détail. Le convoi, formé au Tchad, commence son parcours dès le 25 janvier 1941. Des Anglais du Long Range Desert Group partent en éclaireurs, mais sont mis à mal par les Italiens. Les survivants rejoignent Le Caire et laissent le matériel roulant à Leclerc. Le 7 février, celui-ci est à proximité de la citadelle. Il doit faire face à la « Sahariana », un bataillon replié dans le fort, et à plusieurs bombardiers. Avec seulement 250 hommes, Leclerc harcèle les Italiens et tire au canon plusieurs fois par jour sur le fort pour démoraliser l'ennemi. Les officiers italiens ne tardent alors pas à demander les conditions de la capitulation. Le 2 mars, Leclerc lance à ses hommes le serment suivant : « Jurez de ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs, flotteront à nouveau sur la cathédrale de Strasbourg. »



L'effet moral de la victoire est de première importance pour la jeune France libre. Koufra devient très rapidement une légende et Leclerc un héros. De Gaulle lui envoie un message : « Vous venez de prouver à l'ennemi qu'il n'en a pas fini avec l'armée française. » Il est fait Compagnon de la Libération le 6 mars 1941 et

est nommé commandant supérieur des troupes en Afrique française libre. C'est en Afrique du Nord qu'il constitue la 2 division blindée (2 DB) qui débarquera à Utah Beach le 1 août 1944.

Le gouverneur général d'Indochine vient prêter main-forte au Général

On ne trouvera guère de grandes figures militaires françaises apporter leur soutien au général de Gaulle. Quelques hommes font exception : le général Georges Catroux, l'amiral Émile Muselier et le général Martial Valin.

Un « 5 étoiles » fait allégeance à un général de brigade

Catroux et de Gaulle se connaissent. Pendant la Grande Guerre, ils étaient compagnons de captivité. Au moment de la défaite, Catroux exerce les fonctions de gouverneur général de l'Indochine. Un poste prestigieux. Alors qu'il tente de résister aux Japonais, fermement opposé à l'armistice franco-allemand, il transmet un message de sympathie au général de Gaulle dans un courrier remis par son fils. Alors qu'il a davantage d'étoiles que de Gaulle, Catroux franchit le pas et décide de faire allégeance à de Gaulle.

Le 17 septembre 1940, les Anglais permettent à Catroux et à sa famille de le rejoindre. Catroux se voit même proposer par Churchill la direction des Français libres. Il refuse. Le Premier ministre anglais envoie Catroux en mission au Moyen-Orient sans même en avertir de Gaulle, d'où la colère de ce dernier. C'est le 18 octobre, à

Fort-Lamy, que de Gaulle reçoit Catroux. Celui-ci se met au garde-à-vous aussitôt descendu d'avion. Le soir, Catroux lève son verre et déclare : « À celui que nous appelions le connétable, je rends hommage. »



Un général 5 étoiles, âgé de 63 ans, ancien gouverneur général, se mettant au service du chef de la France libre tout juste nommé général et âgé de 49 ans, condamné à mort, voilà qui constitue un événement et permet à de Gaulle de monter en crédibilité. Le général de Gaulle en fait son délégué général et plénipotentiaire au Levant, une fois la Syrie et le Liban passés sous la coupe de la France libre. À partir de 1943, Catroux sera le représentant personnel du chef de la France libre en Afrique du Nord où il pourra parler d'égal à égal avec le général Giraud, qui a l'appui des Américains.

Le renfort d'un marin

Un amiral apporte une caution intéressante : celle de la marine (ou d'une infime partie de celle-ci). Le 30 juin 1940, le vice-amiral en retraite Émile Muselier, proche des milieux politiques radicaux, se présente au général de Gaulle. Il s'est évadé de France par Gibraltar. C'est une divine surprise pour le Général que l'arrivée du seul officier général ! Il lui confie d'emblée le commandement des Forces navales françaises libres (FNFL) et de l'aviation.



Dès le 3 juillet, il imagine un pavillon, le drapeau frappé de la croix de Lorraine et, pour les avions, une cocarde à croix de Lorraine. L'emblème des FNFL, qui constituent bientôt l'apport le plus significatif de la France libre au combat, devient peu à peu celui de toute la France libre et le symbole même du gaullisme.



On ignore généralement que dès l'été 1940, les marins de l'aéronavale, avec les aviateurs des Forces aériennes de la France libre (FAFL), ont servi au sein d'unités constituées de la *Fleet Air Arm* et de la *Royal Air Force*. Ils interviennent dans la bataille d'Angleterre, puis en protection des convois côtiers. Les avions de patrouille maritime assurent la couverture surface et anti-sous-marin de tout le secteur, depuis l'ouverture de la Manche jusqu'à la mer du Nord. On ignore également que la flotte gaulliste comportait 162 navires de commerce, dont 66 étaient armés en majorité par du personnel FNFL. C'est le quart de la marine de commerce française de 1939. Ces navires marchands sont sans cesse à la mer, exposés aux mêmes dangers que les escorteurs. Ils transportent des armes, véhicules, munitions, explosifs, vivres, tout ce qui est nécessaire pour alimenter la guerre.

La part des FNFL dans les ralliements des territoires de l'empire n'a pas été anecdotique.



Quatre navires de guerre, quatre cargos et un bataillon de fusiliers marins, le 1 BFM, ont servi pour le Gabon. Le *Savorgnan de Brazza* est attaqué le 9

novembre par son homologue de Vichy, le *Bougainville*. Suite à un combat ardent, le *Bougainville* s'échoue en feu. Libreville et Port-Gentil tombent peu après et le Gabon se rallie à la France libre. De même pour le ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon, un archipel du nord-ouest de l'Atlantique, à quelques kilomètres des côtes de Terre-Neuve. Depuis juin 1940, les anciens combattants de Saint-Pierre-et-Miquelon en appellent à de Gaulle. L'administrateur, nommé par Vichy, les empêche. Les Anglais y sont favorables, car leurs convois sont menacés par les sous-marins allemands. Sur ordre du général de Gaulle, l'amiral Muselier prend la tête d'une petite force navale, composée d'un sous-marin et de trois corvettes. Il débarque le 24 décembre 1941 à Saint-Pierre. Le ralliement à la France libre s'effectue dans le calme et sans effusion de sang.

On pourrait évoquer également le ralliement de la Réunion, après la prise et l'occupation de Madagascar par les Britanniques : c'est le contre-torpilleur *Léopard* qui effectue, sur ordre du général de Gaulle, le ralliement de l'île le 28 novembre 1942, après quelques échanges de coups de feu entre les légalistes et les Français libres. Ou le ralliement des îles Wallis-et-Futuna, du 23 mai au 1 juin 1942, réalisé grâce à l'aviso *Chevreuil*, îles qui vont servir de base aéronavale aux forces américaines de l'Ouest Pacifique. Muselier crée une école navale et, notamment, un bataillon de fusiliers marins qui s'illustreront au Gabon puis en Syrie. Il amorce une collaboration étroite avec la *Royal Navy*.



Pourtant, Muselier et de Gaulle vont se heurter. En effet, de Gaulle veut avoir une maîtrise totale des opérations militaires. Il s'arroge le titre de « commandant suprême de la force française » et dispose d'un comité militaire, créé le 29 janvier 1941, chargé d'assurer au profit de la direction supérieure de la guerre la coordination interarmées. Il est également dirigé par de Gaulle. Muselier va jusqu'à menacer le général de Gaulle de faire sécession et de passer la flotte aux Anglais ! Entre les deux hommes, la crise est ouverte en mars 1942. Muselier veut plus de pouvoir et craint une « dictature » gaulliste. Il rompt avec de Gaulle et se rallie, en juin 1943, au général Giraud, à Alger, son grand rival.

Les forces aériennes

Une troisième figure militaire est à convoquer : le général Martial Valin. Il est affecté à la mission française du Brésil lorsqu'il entend parler du général de Gaulle. Par suite de problèmes de transport, il arrive enfin à Londres le 29 mars 1941 pour se mettre au service du fondateur de la France libre. Commandant, il est promu colonel un mois après, et général deux mois plus tard. Le manque de vivier d'officiers supérieurs explique ces promotions fulgurantes... Aussitôt, il est nommé chef d'état-major, avant de prendre le commandement des FAFL.



Les FAFL sont créées le 8 juillet 1940. Elles sont initialement placées, à défaut, sous les ordres de l'amiral Muselier. Les FAFL ne représentaient à peu près rien

dans la mesure où toutes les unités de l'armée de l'air, bien qu'elles se soient bien battues contre la *Luftwaffe*, sont restées fidèles au gouvernement de Vichy. Une poignée de pilotes ont rallié l'Angleterre avec leurs avions d'armes. Au début de l'aventure, les FAFL ne comptent que 500 hommes. En juin 1943, l'effectif atteint 3 700 hommes, ce qui est bien peu. Mais ces maigres troupes, aguerries et motivées, vont se battre sur tous les fronts qui comptent. Au tout début, les quelques pilotes au niveau opérationnel suffisant sont détachés dans des escadrons de la RAF engagés dans la bataille d'Angleterre.

Alors, la France libre, combien de divisions ?

L'engagement dans les FFL est forclos le 31 juillet 1943. L'armée d'Afrique reprend le combat. Après cette date, la France libre n'existe plus, de même que la France combattante. C'est le Comité français de la Libération nationale (CFLN), embryon de gouvernement légal, qui la remplace, de Gaulle et Giraud se partageant le pouvoir initialement. Le nombre total de FFL, à cette date, est généralement estimé à 50 000 hommes, dont 13 000 se trouvent en unités opérationnelles. Il convient de noter que ce chiffre ne compte pas que les volontaires individuels : il intègre les ralliements territoriaux, comme le Tchad, suite aux mobilisations partielles. Il faut également préciser que plus de la moitié des candidats français (de « souche européenne ») à l'engagement provient de métropole. Ce chiffre est modeste, si on le compare à l'effectif global de l'armée française réunifiée à l'été 1944 : 560 000 hommes. Il montre l'ampleur du chemin accompli en quelques années pour convaincre les Français et forger une véritable armée.

Chapitre 30

La France « underground »

Dans ce chapitre :

- ► La résistance sans héroïsme
- ► Jean Moulin envoyé du général de Gaulle
- ► Des résistances à la Résistance

Dans les documents de l'époque, le mot « Résistance », qui au début s'écrit sans majuscule, sert à désigner la lutte clandestine à l'intérieur du territoire français, et à la distinguer de la France libre. Le général de Gaulle va tout faire pour réduire la frontière qui sépare ces deux réalités en créant, notamment, la France combattante en juillet 1942.

Pourtant, aujourd'hui encore, on distingue la Résistance « extérieure » et la Résistance « intérieure » parce qu'il s'agissait bien de deux modalités très différentes du refus de l'ordre vichyste et nazi : l'une se déployait à visage découvert, collectivement, sur des champs de bataille, l'autre était constituée de soldats sans uniformes, sans visages, qui devaient affronter les affres de la clandestinité, voués à l'anonymat et à l'ombre.

La résistance sans héroïsme : le renseignement



L'armée des ombres n'a rien d'une armée. C'est une force invisible, immatérielle, qui rassemble des « solitudes » privées de toute visibilité. Longtemps, on a privilégié sa dimension militaire, puis politique, voire idéologique. Un décalage existe entre la mémoire héroïque de la Résistance et ce qu'elle a été dans la réalité prosaïque de tous les jours.

Le « résistancialisme » a privilégié l'homme en arme et a négligé la résistance civile : le résistant de plume, le complice, l'aide humanitaire, la protection des persécutés, le « planquage » ou le renseignement. L'imaginaire collectif de la Résistance a eu tendance à oblitérer les actions de « basse intensité », les formes discrètes de non-accommodation, au profit de la dimension violente de la confrontation avec le pouvoir occupant : la première image du film *Lucie Aubrac* représente son mari, Raymond Aubrac, qui s'apprête à faire sauter un train, alors que celui-ci n'a jamais commis une action de ce type !

Il convient de ne pas oublier que de nombreuses (et essentielles) modalités non militaires de la Résistance ont existé : faux papiers, hébergement, liaisons, renseignement, fabrication et distribution d'un journal, transport de courrier, boîtes à lettres... De fait, la Résistance n'a été armée que tardivement. Certains mouvements ont d'ailleurs été assez hostiles à la lutte armée (comme Défense de la France). Les acteurs le reconnaissent eux-mêmes. Selon Jacques Baumel, un résistant de la première heure, membre de Combat, « à son tout début, la Résistance, c'était 80 % de renseignement et 20 % d'action de propagande ». Pour

Christian Pineau (fondateur de Libération-Nord), le renseignement a joué « un rôle plus important que l'action proprement dite ». Il explique que cette modalité d'action concerne « un immense public dont l'action individuelle et publique s'exercera dans le cadre de leur activité quotidienne ».



La première mission du résistant, c'est le renseignement. Et cette activité n'a rien de spectaculaire. C'est un travail obscur, ingrat, qui se compose d'une somme de tâches qui n'ont rien de romantique ! Il y faut des qualités de méthode et de prudence, de discrétion et de courage. On distingue l'information « politique » et l'information militaire. L'information politique vise essentiellement les activités du gouvernement et de l'administration de Vichy, mais aussi les milieux collaborationnistes et miliciens. Le mouvement Combat a mis en place un service particulier chargé d'infiltrer les administrations : c'est le NAP (noyautage des administrations publiques).

L'information industrielle est très prisée. Il s'agit prioritairement des commandes de l'occupant aux industriels français : nature, importance, délai, pourcentage par rapport à la production totale de l'entreprise. Font l'objet d'un soin attentif : les achats d'actions, la création de *Konzern*, les échanges de brevets, les achats ou réquisitions de matériels et de matières premières. La SNCF est un observatoire privilégié, mais aussi les chambres de commerce.

L'information militaire vise les implantations et les mouvements de l'armée occupante.

Les deux types de renseignement

On distingue le renseignement d'exploitation immédiate et le renseignement de fond. Dans le premier cas, le recours aux radios (quand il y en a) est privilégié. Il s'agit de renseignements relatifs aux :

- ↗ Transports importants de troupes (*Wehrmacht*) ou de matériel ;
- ↗ Concentrations ou aux décongestions dans certaines régions ;
- ↗ Activités anormales des terrains d'aviation ;
- ↗ Résultats de bombardement permettant d'en étudier l'exécution et le rendement ;
- ↗ Objectifs « relativement fugitifs » justiciables d'un bombardement ;
- ↗ Opérations de parachutage, de matériels ou d'hommes.

Dans le deuxième cas, les informations sont considérées comme de deuxième urgence et sont donc assurées par des courriers normaux :

- ↗ L'ordre de bataille ;
- ↗ Les dossiers d'objectifs ;
- ↗ L'activité industrielle ;
- ↗ Le moral des troupes ennemis ;
- ↗ La variation d'importance des dépôts de munitions, d'essence, de matériel ;
- ↗ Les mouvements de troupes ayant un caractère normal ;
- ↗ La production dans les arsenaux, les poudreries et les chantiers de construction ;

- ➤ Les informations générales sur la Résistance.

L'action contre-informationnelle

La mission du renseignement est triple : former et informer les cadres et les correspondants régionaux des mouvements ; ravitailler les journaux clandestins en informations destinées à provoquer une prise de conscience des citoyens ; susciter des adhésions.

D'abord, il convient d'informer sérieusement la population qui ne peut plus avoir accès à des sources d'informations fiables. L'occupant, particulièrement en zone occupée, exerce un contrôle total sur les médias et sur l'édition. À la mission de divulguer des informations tues ou inaccessibles s'ajoute celle de dénoncer des informations fausses, partiales ou mensongères. Il s'agit donc de restaurer une vérité, de diffuser un contrepoison, de « désintoxiquer ». Voici les « consignes » données aux colporteurs du journal clandestin *Vérité* : « Donner au public français des informations exactes et contrôlées sur les agissements allemands dans le monde et en particulier en France, sur les visées proches ou lointaines du Reich sur notre Pays et son Empire, enfin sur les répercussions de tous ordres qu'aurait sur notre vie, notre culture et notre pensée, une victoire allemande. »



Jusqu'à la fin de juin 1941, l'essentiel du contenu porte sur l'Allemagne. La rubrique « L'Allemagne et les Allemands » traite spécifiquement de la vie en Allemagne, de l'état d'esprit, des problèmes d'approvisionnement, des opérations militaires. Il est aussi question de son travail d'exploitation de

l'économie et de la main-d'œuvre, ses actions et exactions en France et dans d'autres pays occupés, comme la Belgique, la Pologne, la Yougoslavie, la Hollande ou la Norvège. Il s'agit de montrer que les peuples soumis peuvent réagir. Les faits et gestes de l'occupant en France sont notés scrupuleusement. Ainsi, on peut lire dans l'édition du 1 juin : « De Saint-Jean-de-Luz à Biarritz les Allemands ont construit une voie ferrée prolongée jusqu'à la côte et destinée aux grosses pièces d'artillerie. [...] Présence d'une unité mécanique blindée dans la région de Dax. Livraison par Peugeot aux Allemands d'une grosse quantité d'ambulances destinées à Gibraltar, selon les dires de l'officier allemand réceptionnaire. »

Les « ennemis de l'Axe » et les rares pays qui résistent à l'Allemagne font l'objet d'une grande attention. On salue, avec force chiffres, la montée en puissance du potentiel industriel de l'Amérique et on se réjouit de ce qu'elle « soutient à fond la Grande-Bretagne ».

Après une phase très artisanale, les mouvements de Résistance procèdent à l'acquisition d'une ronéo d'occasion ; les bulletins passent du stade dactylographié au stade ronéotypé, ce qui permet des tirages de plus en plus importants.

La «terrible solitude » du résistant

« La Résistance n'est pas un jeu d'enfants. C'est la guerre des volontaires. Chacun de nous, qui à chaque coin de rue tourne la tête pour voir s'il n'est pas suivi, qui à chaque coup de sonnette tressaille et reçoit un coup au cœur, sait ce qui l'attend s'il est

pris. Quelle que soit la police qui l'appréhende, il risque d'être torturé, car on voudra lui arracher les secrets qu'il détient. Et il est tacitement convenu entre nous que parler même parce qu'on n'en peut plus, même si on a toutes les excuses du monde, c'est trahir le serment qui nous lie. Notre lutte n'engage pas que notre vie. Elle engage celles de tous les nôtres et par surcroît notre honneur. Nous vivons entre nous dans le monde des valeurs totales. Rien ne se fait à moitié. Dès qu'un de nous aborde une vie nouvelle, il le sait. D'abord, parce qu'il n'a pris ses contacts, il est solitaire. Solitaire totalement. Souvent il attendra deux ou trois jours avant de joindre le chef de chaîne. Dans cette attente, il perd jusqu'à l'habitude du son de sa voix, car avec qui parler quand on est ce que nous sommes ? Puis soudain il reprend contact. Alors il réaborde son univers, mais il y pénètre avec cette terrible solitude qui est sa compagne inlassable. C'est une solitude peuplée de visages et de promesses, mais c'est une solitude sans fin que celle du soldat inconnu de la Résistance qui au sein même de son armée demeure sans visage et sans nom. Les gens se tracassent de n'avoir pas assez de mémoire. Mais nous tremblons d'en avoir trop. De toutes nos forces, nous luttons pour engloutir ce que nous devons oublier» (Guillain de Bénouville, *Le Sacrifice du matin*, 1945).

Codeurs et courriers

Les moyens de liaison et de protection sont rudimentaires et reposent essentiellement sur la confiance. Certains sont traditionnels : chiffrage manuel,

encre sympathiques, systèmes d'ouverture discrète des correspondances, bagages truqués, appareils de photo miniatures et microphotos.



Lorsque Jean Moulin revient de Londres pour la première fois, en janvier 1942, c'est dans une boîte d'allumettes qu'est dissimulée une liasse de petits papiers qui sont des microphotos qui permettent d'authentifier la signature du général de Gaulle.



D'autres moyens sont plus spécifiques et plus artisanaux. C'est le cas des « boîtes à lettres », système le plus utilisé mais qui ne peut concerner qu'un nombre limité de personnes et de messages, messages qui concernent principalement des rendez-vous. On dépose dans des maisons amies des messages sans adresse (pour que le propriétaire puisse faire l'ignorant en cas d'intervention des forces de répression), à formules absconses : « Hirondelle attendra Abricot demain à 17 heures au même endroit que la semaine dernière. » Même les dates et lieux de rendez-vous sont brouillés. Il est recommandé à ceux qui utilisent des agendas (car parfois la mémoire personnelle n'est pas suffisante) de convenir d'un code où les dates et heures seront retardées ou avancées arbitrairement une fois pour toutes, où les jours sont décalés. Les noms de rues doivent également être camouflés. Pour un rendez-vous rue Bossuet, il vaut mieux noter « rue de Meaux », si c'est avenue de Saxe, il vaut mieux noter « rue Maréchal », la rue Franklin devient « rue Benjamin »...

Des « courriers », appelés aussi « agents de liaison », peuvent assurer physiquement l'acheminement de la

correspondance à travers ce qu'on appelle des « lignes », constituées de plusieurs maillons. Selon certaines estimations, « plus de la moitié » des agents de liaison auraient été arrêtés.



Les groupements plus structurés peuvent recourir à un matériel précieux : le poste émetteur-récepteur qui permet d'envoyer et de recevoir des messages. Le procédé est long : pour déchiffrer un télégramme de 400 lettres, il faut près d'une heure, et autant pour le chiffrage. La sécurité paraît meilleure, mais elle n'est pas garantie. On sait que Milice et Gestapo disposent de voitures (camouflées) de goniométrie susceptibles de détecter les lieux d'émission de messages radio. Sans oublier ce qu'on appelait le « gonoconcierge », c'est-à-dire, surtout dans les petites villes, les rumeurs, indiscretions et bavardages plus ou moins malveillants. Comme le dit l'instruction n° 229 du SOE (*Special Operations Executive*) destinée aux radios en France : « Les deux dangers les plus grands auxquels vous avez à faire face sont : 1) le bavardage ; 2) la radiogoniométrie. » Selon cette même instruction inédite, le bavardage est « le premier des dangers » car il est à l'origine de « quatre sur cinq des arrestations effectuées par la Gestapo ».

Souvent, par manque d'hommes, le chiffrement et le déchiffrement sont le fait du même homme, ce qui est contraire aux règles de sécurité. Sur les deux années 1941 et 1942, on estime que 75 % des opérateurs radio ont été éliminés.

Vichy sombre dans l'impopularité et le déshonneur

Il faudra du temps pour passer des résistances à la Résistance, avec une majuscule. Peu à peu, après le temps des solitudes, de l'incertitude, des hésitations, arrive le temps de l'affirmation et de l'organisation des résistances. De ce point de vue, l'année 1942 marque un tournant.



Le retour de Pierre Laval au pouvoir, le 18 avril 1942, comme chef du Gouvernement, est vécu comme une provocation. Laval est perçu comme l'homme de Montoire, le symbole de la politique de collaboration. Son discours radiodiffusé du 22 juin, annonçant la Relève (des Français partent travailler en Allemagne en échange du retour de prisonniers de guerre) et souhaitant la « victoire de l'Allemagne », brise le mythe d'un « État français » jouant un double jeu. Le masque tombe. S'y ajoute, en novembre, l'invasion de la zone non occupée par les Allemands, en réplique au débarquement anglo-américain en Afrique du Nord. Cela provoque une prise de conscience des Français de la nocivité du régime de Vichy. L'essor de la presse clandestine y participe efficacement.

Les groupuscules s'étoffent, se structurent, se rapprochent. Ils deviennent réseaux, mouvements, autant de cellules mères de cette contre-société qui se construit spontanément dans l'ombre. La double répression de Vichy et de l'occupant pousse à cette structuration. De nombreux cadres des mouvements, grâce à l'amélioration du système de financement apportée notamment par le contact avec Londres,

deviennent des clandestins intégraux. Ils perdent leur identité sociale mais peuvent alors se consacrer corps et biens à leur activité illicite.



Les juifs, après avoir été l'objet d'une discrimination légale, sont entraînés dans le processus infernal de la déportation. C'est le temps des rafles. Les 22, 25 et 28 juin 1942, trois convois emportent vers Auschwitz des juifs internés à Drancy et dans les camps du Loiret. Les 16-17 juillet 1942 a lieu la rafle dite du Vél d'Hiv, avec la coopération de la police française. En août, des juifs étrangers de zone « libre » sont livrés à l'occupant nazi. Désormais, l'opinion sait. L'Église catholique sort de son silence.

De leur côté, les collaborationnistes triomphent avec la sortie du pamphlet fasciste et antijuif de l'écrivain Lucien Rebatet : *Les Décombres*. Ils poussent Vichy à s'extrémiser et à collaborer plus intensément. L'effet inattendu est de rendre Vichy encore plus impopulaire et de stimuler les vocations de résistants.

Jean Moulin, envoyé du général de Gaulle

Enfin, la Résistance intérieure et la France libre, en cette année 1942, amorcent une politique de rapprochement. La fin de l'équivoque pétainiste a levé les fortes réticences que les résistants de l'intérieur nourrissaient originellement à l'égard du gaullisme.



Pendant deux ans, la Résistance intérieure française et la France libre de Londres ne se rencontrent guère. Le général de Gaulle a conscience que c'est une faiblesse. Il envoie quelques émissaires sur le terrain. Mais c'est l'arrivée de Jean Moulin qui permet une structuration de ce lien. Le préfet Moulin n'a pas été membre d'un mouvement de résistance avant de gagner Londres. Vers le printemps 1941, il recueille des informations sur les mouvements existants. Moulin n'est pas encore gaulliste. Il quitte la France clandestinement à l'automne 1941, séjourne longuement à Lisbonne. Il est à Londres le 20 octobre 1941 où son premier contact sera pour le SOE anglais. Dans sa longue attente portugaise, Moulin a eu tout le temps de jeter sur le papier les éléments d'information qu'il a reçus des mouvements de Résistance. Daté du 25 octobre 1941, un rapport est né : « Rapport sur les activités, les plans et les besoins des groupes formés en France, en vue de l'éventuelle libération du Pays. »

Jean Moulin, « Rex » pour les initiés, après avoir reçu l'adoubement du général de Gaulle à Londres, est parachuté le 1 janvier 1942. Muni d'argent et de consignes, il est chargé de rapprocher les mouvements de zone non occupée et d'établir une liaison organique entre la Résistance « du dedans » et la Résistance « du dehors ». Après avoir cheminé parallèlement, les deux logiques et les deux cultures du refus cherchent à se rencontrer et à faire front. Il s'agit de faire de la nécessité une vertu. Par la France libre, la Résistance peut trouver des moyens et un écho à l'extérieur. Pour la France libre, la Résistance est le moyen de gagner en puissance et en légitimité.



Lorsque les chefs de mouvements commencent à vouloir se positionner sur le plan politique, ils cherchent à connaître les pensées et les projets du général de Gaulle dans ce domaine. C'est pourquoi Emmanuel d'Astier de La Vigerie, le socialiste André Philip et Henri Frenay demandent à Christian Pineau, fondateur de Libération-Nord, syndicaliste, de profiter de son voyage londonien (février-mars 1942) pour attirer l'attention du général de Gaulle sur la « nécessité de prendre des positions politiques, de se prononcer fermement pour la démocratie ». De Gaulle le rassure. Il rédige, à l'adresse des mouvements, une « Déclaration manifeste aux mouvements de Résistance » que les journaux clandestins vont publier en avril-juin 1942. Dans ce document, le chef de la France libre déclare adhérer aux principes républicains et souhaiter l'avènement d'un changement économique et social profond, ce qui correspond à la coloration socialisante de la majorité des mouvements.

À partir de 1942, apparaît la nécessité d'une révolution, à tout le moins d'une rupture radicale avec la France d'avant. Cette idée est acceptée par le général de Gaulle : il faut repenser la France politiquement, socialement et moralement. C'est une étape importante en vue du rapprochement entre la France libre et la Résistance.

Des résistances à la Résistance



D'ailleurs, un changement important intervient le 14 juillet 1942. La France libre devient « France combattante ». C'est une manière d'associer la Résistance intérieure à l'ambition de la France de Londres et des territoires d'outre-mer. En octobre 1942, les deux leaders de la Résistance de zone Sud sont à Londres. Emmanuel d'Astier de La Vigerie, pour Libération-Sud et Henri Frenay, pour Combat. Ils acceptent de faire un effort pour mieux coordonner leur action et pour se placer sous la bannière gaulliste. Imaginé et décidé à Londres, le Comité de coordination des mouvements de zone Sud se réunit la première fois le 27 novembre 1942, sous la présidence de Jean Moulin dans la banlieue de Lyon.

Outre les trois mouvements, sont rattachés au Comité de coordination les services techniques que Moulin a créés depuis son arrivée et qui risquent de constituer des entités indépendantes échappant aux mouvements :

- ➤ Le service radio dit service « W » (W pour *Wireless*, les communications radio) ;
- ➤ Le SOAM (Service des opérations aériennes et maritimes) ;
- ➤ Le BIP (Bureau d'information et de presse) ;
- ➤ Le CGE (Comité général d'études).

Un pas supplémentaire vers l'unification est franchi au début de l'année 1943 avec la création des Mouvements unis de Résistance (MUR), présidés par Jean Moulin.



Le 26 janvier 1943, les trois principaux mouvements acceptent de fusionner leurs éléments paramilitaires, qui seront versés dans le cadre de l'armée secrète dont le commandement est confié à « Vidal » (général Charles Delestraint). Mais ils restent théoriquement indépendants sur le plan politique. Ils continueront à développer leur propre presse et leur sensibilité.

Un comité directeur (ou directoire) est mis en place. Sa présidence est assurée par « Max » (Jean Moulin). Henri Frenay, qui apporte dans la corbeille environ 80 % des forces paramilitaires, devient commissaire aux affaires militaires. Emmanuel d'Astier de La Vigerie, est nommé commissaire aux affaires politiques et Jean-Pierre Levy, du mouvement Franc-Tireur, est en charge des « renseignements, de la sécurité et des moyens matériels ». Au niveau des six régions de la zone Sud, l'unification se réalise également.

Manifeste des MUR (janvier 1943)

« Le moment décisif de la lutte est arrivé. L'ennemi veut détruire nos organisations parce qu'elles expriment la volonté d'indépendance de la nation. De plus, des mesures concernant une nouvelle délimitation des zones d'occupation et des restrictions draconiennes à la liberté de circulation peuvent du jour au lendemain isoler les régions et rendre les communications précaires. Pour faire face à cette situation nouvelle, il est nécessaire de redoubler de vigilance et d'activité, de prévoir une

action de plus en plus décentralisée et de faire l'union totale de toutes les forces de la Résistance. C'est dans cet esprit que les Comités directeurs de Combat, Franc-Tireur et Libération ont décidé de réaliser immédiatement l'unité de commandement des Mouvements de Résistance français. »

Après les MUR, Jean Moulin tentera de réunir les mouvements de zone Nord. Ces efforts, qui ne se feront pas sans crises et crispations, aboutiront en mai 1943 à la création du Comité National de la Résistance, première manifestation collective et politique de la Résistance.

Chapitre 31

De Gaulle gagne de justesse : la bataille de la légitimité

Dans ce chapitre :

- ► Les Américains : pour Pétain, contre de Gaulle
- ► La guerre des deux France
- ► Gaullisation et républicanisation des esprits

L'homme du 18 juin 1940 a eu une prescience inouïe et un courage nonpareil. Il est le seul à avoir proposé une alternative politique crédible à Vichy. Lui seul pouvait lancer le processus d'unification et de subordination de la Résistance intérieure. C'est essentiellement grâce à Charles de Gaulle que la France a pu se retrouver dans le camp des vainqueurs. Pourtant, il a failli passer à côté de l'Histoire. Si sa reconnaissance par les Britanniques fut rapide et profonde (malgré bien des difficultés compte tenu du caractère de Churchill qui n'avait d'égal que celui de De Gaulle...), celle des Américains fut très lente à venir.

Le souvenir du *D Day*, l'aide inespérée que les Américains ont apportée à la France et les morts qui jonchent son sol ne doivent pas faire oublier que le gouvernement des États-Unis a soutenu initialement le régime de Vichy, puis le concurrent le plus sérieux de De Gaulle, le général Giraud, placé presque par hasard à

Alger à l'automne 1942 mais totalement dans leur main depuis le débarquement de Provence (août 1944).

Les Américains : pour Pétain, contre de Gaulle

Avoir l'appui des Anglais est nécessaire au général de Gaulle, mais ce n'est pas suffisant. Sans les Américains, qui peu à peu dominent cette guerre, ses efforts ne peuvent aboutir. Or, le gouvernement américain a tout fait pour le faire sortir de l'Histoire.



Au tout début, les Américains soutiennent le maréchal Pétain et l'expérience de Vichy. Ils considèrent que le régime est légal et ils savent que Pétain est populaire. Ils sont très soucieux que la flotte française ne se retourne pas contre les Anglais et contre eux-mêmes. Enfin, ils veulent maintenir l'Afrique du Nord et de l'Ouest, et les Antilles françaises, hors des mains allemandes et italiennes. L'anti-vichysme violent et conséquent de De Gaulle ne peut que les heurter. Dans la presse américaine, de Gaulle apparaît comme

« un royaliste ambitieux » qui n'est pas crédible mais peut être dangereux. Inutile de préciser que le Comité national français (CNF) ne fera pas partie des vingt-sept gouvernements invités à participer à l'élaboration de la Déclaration des Nations unies en 1941.

Quand les Américains daignent enfin découvrir la vraie nature du régime liberticide de l'État français, ils tentent de monter une opération de séduction vis-à-vis de la Résistance intérieure. Cela commence à l'automne 1941 quand le brigadier général Legge, attaché militaire à Berne, imagine pouvoir utiliser le général Benoît de La

Laurencie, « vichysto-résistant », comme fédérateur de la Résistance qui commence à s'affirmer.



Détail symptomatique : La Laurencie fut du conseil de guerre qui prononça la condamnation à mort du général de Gaulle...

Des sommes d'argent importantes sont promises. Des chefs de mouvements sont contactés pour entrer dans la combine. Ils répondent à leur interlocuteur américain, comme Henri Frenay, le patron de Combat : « Nous-mêmes, mouvements de la Résistance, pensons à nous unir autour du symbole que de Gaulle représente. »

L'affaire n'aura bien sûr pas de suite, mais elle révèle, outre les connaissances lacunaires que les Américains avaient de la France du refus, la volonté de ne pas tenir compte du chef de la France libre.

Les préjugés américains contre le gaullisme

Il faut dire que la colonie française aux États-Unis est globalement antigaulliste. On perçoit là-bas de Gaulle comme un apprenti dictateur qui se moque de la démocratie, dénué de toute légitimité. De grands noms écrivent même contre lui : Henri de Kerillis, Pierre Cot, Alexis Léger, Jacques Maritain ou Paul Vignaux. La perception des Américains est confuse, portée, jusqu'en 1944, par une série de préjugés et de craintes :

- ➤ Le gaullisme est un phénomène purement politique (éloigné du combat et non représentatif des aspirations françaises) ;
- ➤ Le gaullisme n'a pas de légitimité démocratique ;
- ➤ Le gaullisme est une menace politique et une dictature potentielle ;
- ➤ Le gaullisme perturbe le travail des Alliés (Dakar, Syrie, Saint-Pierre-et-Miquelon) ;
- ➤ Le gaullisme n'est pas populaire en France, y compris au sein de la Résistance ;
- ➤ La Résistance n'a pas de pertinence opérationnelle ou informationnelle ; elle n'est pas organisée ; elle peut être une menace pour la sécurité et l'efficacité des Alliés.

Un frémissement apparaît au début de l'année 1942, quand les Américains sont aux prises avec les Japonais. Ils comprennent l'importance des possessions françaises de Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides et de Polynésie, passées sous le giron gaulliste, pour accéder à l'Australie. Le 19 février 1942, le consul américain à Nouméa fait savoir au haut-commissaire que « pour toutes les questions relatives à la défense de la Nouvelle-Calédonie, son gouvernement est disposé à reconnaître l'autorité du Comité national français sur ces îles et traite avec les représentants du général de Gaulle de toutes affaires concernant sa défense ». Et il met enfin en garde le gouvernement de Vichy contre toute action entreprise sous la pression des Japonais.



Le soutien indéfectible des Américains vis-à-vis de Vichy commence à se flétrir avec l'arrivée au pouvoir du collaborateur déclaré Pierre Laval. Ménager la chèvre et le chou commence à devenir irréaliste et indécent. Mais Roosevelt ne rompt toujours pas les relations diplomatiques avec Vichy ! De Gaulle est écœuré. Il confie en privé : « Nous sommes perpétuellement en butte aux chicanes, aux avanies, aux outrages même de nos alliés. Je vous assure que c'est dur de tenir. On a parfois envie de fermer la boutique en laissant la clé sous la porte. »

De Gaulle fait des gestes en direction des États-Unis



Les Anglais, de leur côté, tentent de faire évoluer la perception des Américains en faveur du chef de la France libre. Le premier signe tangible de cette évolution a lieu à Londres, précisément, le 14 juillet 1942. L'amiral Harold Stark, représentant de Roosevelt, et le général Dwight E. Eisenhower, nouveau commandant des forces américaines en Europe, assistent au défilé des FFL. Au même moment, « la semaine de la France libre » est organisée aux États-Unis et se termine par une grande manifestation présidée par le célèbre général John J. Pershing. Ce même 14 juillet, de Gaulle prononce un discours très proaméricain diffusé sur les ondes à destination des États-Unis.

Discours prononcé par le général de Gaulle à la Radio de Londres et diffusé vers les États-Unis le 14 juillet 1942

« Il y a 153 ans, la fureur triomphante du peuple français faisait du 14 juillet la fête de la Nation. Et, comme la voie était ainsi frayée à la Liberté, cette fête devenait, du même coup, celle de tous les hommes libres. Or, si jamais notre patrie ne s'est vue réduite à une extrémité pareille à celle d'aujourd'hui, jamais non plus le monde n'a plus cruellement mesuré ce que lui coûte le malheur de notre pays. Tant il est vrai que, dans l'ombre comme dans la lumière, le monde ne se passe pas de la France.

C'est par là que la manifestation d'union nationale organisée par *France For Ever* revêt le caractère qu'elle doit avoir. Tout d'abord votre réunion appelle à l'action concentrée dans la guerre de Libération ceux des Français qui sont libres sur le libre sol des États-Unis. Ensuite votre réunion ne célèbre pas seulement l'amitié franco-américaine, mais aussi la coopération confiante et résolue que l'Amérique et la France combattante viennent d'organiser entre elles pour l'effort commun dans une guerre sans exemple. Et c'est pourquoi aucune présence ne pouvait honorer davantage la réunion de *France For Ever* ni revêtir une signification plus haute que la présence parmi vous du glorieux général Pershing. Grand homme qui fut témoin de l'union sacrée des Français autour de Poincaré et de Clemenceau. Grand soldat qui voulut et sut faire avec Foch et avec Haig le front unique des Alliés dans la bataille

de France. Grand chef qui demeure le symbole et l'inspiration de l'action solidaire des Alliés dans le combat pour la Liberté. Les Français n'ont qu'un drapeau, le drapeau du 14 Juillet. Qu'ils se rassemblent pour son triomphe. Les démocraties ont un seul idéal, celui des quatre libertés humaines. Qu'elles s'unissent pour sa victoire. »

Ce rapprochement est intéressé. Les Américains réfléchissent à la manière dont ils pourraient effectuer un débarquement en France. Dans ce cas, le concours de la Résistance (laquelle se rapproche alors du gaullisme) serait indispensable. Le général de Gaulle fait savoir au gouvernement américain qu'il est favorable à une participation de la France libre aux futures opérations militaires en France, et il en pose d'emblée les conditions.

Le 23 juillet 1942, de Gaulle rencontre à Londres les généraux Eisenhower et Clark. On parle de l'ouverture souhaitable d'un front à l'Ouest. Tout le monde est d'accord sur le principe. Mais de Gaulle tombe sur un mur lorsqu'il demande à ses interlocuteurs quels sont leurs plans. En fait, le jour avant, le 22 juillet, la décision a été prise d'opérer en AFN.

Roosevelt veut « tenir à l'écart » de Gaulle du débarquement en Afrique du Nord

La préoccupation du président, c'est de dissimuler l'affaire à de Gaulle. Roosevelt écrit à Churchill le 16 septembre 1942 : « Je considère comme essentiel que de Gaulle soit tenu à l'écart de cette affaire et ne puisse

avoir absolument aucun renseignement... » De Gaulle déplore cette « conjuration du secret », un secret qui n'en est pas un pour lui grâce aux réseaux de renseignements efficaces qu'il a su développer. Il est en outre révolté que les Américains imaginent pouvoir compter sur la passivité de Vichy sur ce coup.

Il s'en ouvre à Roosevelt dans une longue lettre, le 6 octobre. Après avoir passé en revue les critiques habituelles que l'on formule contre lui (pouvoir personnel, approche « politique », etc.), il écrit : « Je me permets de vous dire, Monsieur le Président, que dans cette guerre immense qui exige la coopération et l'union de tout ce qui lutte contre les ennemis, la sagesse et la justice imposent que la France combattante soit réellement et puissamment aidée. [...] Votre nom et votre personne ont, en France, un prestige incontesté. La France sait qu'elle peut compter sur votre amitié. Mais enfin, dans votre dialogue avec elle, qui peut être votre interlocuteur ? Est-ce la France d'hier ? Les hommes qui en furent les plus représentatifs me font dire qu'ils se confondent avec nous. Est-ce la France de Vichy ? Peut-être pensez-vous que ses chefs pourraient, un jour, reprendre les armes à nos côtés. Hélas ! Je ne le crois pas. » Et de lui demander de procéder à un « examen général et direct » des relations entre les États-Unis et la France combattante.

De Gaulle fait appel aux chefs de la Résistance pour appuyer sa démarche. Le chef du mouvement Combat se trouvant à Londres à ce moment-là, il rédige une lettre au président Roosevelt le 7 octobre 1942, un jour après celle de De Gaulle. Henri Frenay donne un bref aperçu de son itinéraire pour, justement, montrer au premier des Américains que l'opinion publique française a évolué progressivement : elle a quitté le mythe Pétain

pour se placer sous le drapeau et les idées du chef de la France combattante : « La France en connaît deux [de porte-drapeau] : Pétain et de Gaulle. Elle a choisi de Gaulle. Il n'y a plus que deux France : celle de Pétain qui trahit après s'être honteusement soumise, celle de De Gaulle qui fait la guerre. Il n'est plus de position intermédiaire. Telle est, Monsieur le Président, l'opinion de mon pays. »

Une deuxième humiliation allait s'ajouter à cette mise à l'écart.

Les Américains jouent Darlan et Giraud contre de Gaulle

Non seulement les Américains ont réalisé l'« opération Torch », c'est-à-dire le débarquement du 8 novembre 1942 en AFN, sans en prévenir de Gaulle, mais, contre toute attente, ils installent l'amiral Darlan aux commandes, comme haut-commissaire de l'Afrique française ! Double humiliation. C'est le fameux et funeste « expédient provisoire » qui va aggraver l'incompréhension entre les Américains et les gaullistes et donner une mauvaise image à la nouvelle France qui naît à Alger.

Darlan venait d'assumer les fonctions de vice-président du Conseil de Pétain (février 1941-avril 1942) ! Il avait montré une volonté de collaboration avec les Allemands (les accords de Paris autorisent l'installation de bases allemandes dans l'empire) et nourrissait une furieuse anglophobie à la suite du drame de Mers-el-Kébir. La présence de Darlan en AFN reste entourée d'un certain mystère. Pur hasard, lié à la présence de son fils en Afrique du Nord, malade ? Volonté de rupture avec

Vichy ? Que les Américains le choisissent pour représenter la France et comme interlocuteur ne peut que choquer les Français, et meurtrir tant les gaullistes que les résistants. Mais l'intérêt de Darlan pour les Américains est son extrême docilité. Les accords Darlan-Clark du 22 novembre 1942 placent l'AFN sous la coupe des Américains qui l'« occupent ». Avec de Gaulle, c'eût été une autre paire de manches !



Un document «très secret» du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA) daté du 21 novembre 1942 indique bien la position gaulliste d'alors : « Le général de Gaulle, le Comité national français et tous les combattants des FFL ne tolèrent pas et ne toléreront jamais que participent à la direction militaire et civile de l'Afrique du Nord libérée les grands chefs de la trahison de Vichy. Ces hommes ont trahi et déshonoré la France. Ils ont pactisé avec l'ennemi et leurs mains sont souillées du sang des patriotes français livrés à la Gestapo. »



L'amiral Darlan fait long feu puisqu'il est assassiné par un monarcho-résistant (Fernand Bonnier de La Chapelle) le 24 décembre 1942. On a soupçonné naturellement la France libre d'avoir tenu sa main. Dès lors, les Américains jettent leur dévolu sur le général Henri Giraud. Cela ne convient pas à de Gaulle car autant Darlan était impopulaire (et grandissait indirectement l'image de De Gaulle), autant Giraud est populaire : « Darlan nous était plus utile vivant que mort, confie le Général à un visiteur. Il dressait contre lui l'unanimité de la Résistance intérieure comme de toute l'opinion du monde libre. »



Giraud est en effet une grande et belle figure de l'armée, auréolé de ses cinq étoiles. Son évasion de la forteresse de Koenigstein, en Allemagne, au printemps 1942, fait grand bruit. C'est une caution idéale car il n'est pas compromis avec Vichy, tout en n'étant pas hostile au régime apparemment. C'est d'abord un symbole de patriotisme, connu pour être antiallemand. Il peut rassurer. Car, comme le dit un témoin résistant connaissant bien le terrain, « rien ne pouvait se faire en Afrique du Nord sans l'appui de très nombreux éléments patriotes du vichysme. Le gaullisme de Londres y était inexorable, tout comme le romantisme gauchisant de la future résistance métropolitaine. Si l'on voulait réussir, il fallait en Afrique du Nord une formule particulière et, par-dessus tout, entraîner l'armée qui constituait le facteur décisif».

En effet, les Américains sont en Afrique du Nord pour reconstruire l'armée d'Afrique dans la perspective d'une attaque d'envergure sur le territoire européen. L'ouverture d'un front à l'Ouest est l'essentiel, le reste ne mérite pas l'attention. À Anfa, dans la banlieue de Casablanca au Maroc, Churchill et Roosevelt se réunissent. Ils convoquent Giraud. Et de Gaulle qui, après avoir renâclé, fait le voyage. De Gaulle a un entretien particulier avec le président américain le 22 janvier 1943. Celui-ci l'impressionne. La réciproque est moins vraie.



À son retour, Roosevelt, qui échoue à faire de De Gaulle l'adjoint de Giraud, dit à sa femme : « Le général de Gaulle est un soldat, patriote certes, dévoué à son pays, mais c'est un homme politique, un fanatique, et je crois qu'il a pratiquement tout d'un dictateur. »

À Alger, le général Giraud, rival de De Gaulle



Il n'empêche que le surgissement du général Giraud aurait pu fortement perturber le processus de gaullisation en cours dans la Résistance, voire hypothéquer son action et son ambition. De Gaulle a été à deux doigts de passer dans la trappe de l'Histoire.

Les Américains assistent, à regret, à sa montée en puissance. Le gouvernement américain a envoyé en Afrique du Nord en juin 1941, sous la houlette de Robert Murphy, conseiller de l'ambassade américaine à Vichy, des agents de renseignement. Histoire de prendre la température, avec l'idée que ce territoire pourrait un jour leur servir. Ces « espions » constatent alors l'hostilité de la population, globalement pétainiste, à l'endroit du chef de la France libre. Ils savent que les militaires français qui s'y trouvent sont férolement antigaullistes.

Parmi les hommes qui renseignent le *State Department* se trouve Kenneth Pendar. Un rapport de ce dernier de juillet 1943 indique bien la perception dominante de la

diplomatie américaine. À cette date, de Gaulle a pris pied en AFN, et il tente de circonvenir Giraud. L'opinion évolue.



Selon Pendar, les gaullistes considèrent que les Américains sont en Afrique française des « occupants et rien d'autre ». Le gaullisme est à ses yeux un « très grave danger, non seulement pour la France mais aussi pour les Anglo-Saxons ». La mystique maréchaliste a été remplacée par la « mystique général de Gaulle ». Pendar, comme nombre de Français d'Amérique, craint une « dictature personnelle de De Gaulle ». Peut-on « éliminer » de Gaulle, se demande-t-il ? Difficile. D'une part, il n'y a pas de leader français susceptible d'offrir une solution alternative : Giraud est dénué de toute autorité politique. D'autre part, les Anglais sont « définitivement gaullistes », note-t-il à regret.

Mais revenons en 1942.



Le 26 décembre, Giraud devient commandant en chef civil et militaire en Afrique française du Nord. Les hommes de Giraud cherchent à convaincre que la nouvelle France nord-africaine peut prétendre incarner une nouvelle « France libre », tout en conservant une apparence de continuité avec Vichy.

Giraud, un général populaire

Il y a désormais trois France du refus : la France de Londres, la France de la Résistance intérieure, et la France d'Alger. Car il faut bien admettre que,

globalement, le débarquement anglo-américain en AFN et le surgissement de Giraud sont salués par les Français.

À Londres, la revue *La France libre* (16 novembre 1942), exprime ce sentiment : « La nouvelle du débarquement des troupes américaines en Afrique du Nord éveille à travers toute la France une immense espérance. La force des Nations unies offre aujourd’hui à notre patrie une occasion de reprendre sa place à côté des Alliés, de contribuer à sa libération, de retrouver son prestige et sa fierté. »



La revue ne voit pas ce qui pourrait séparer de Gaulle de Giraud : « Comme ils [les Français] avaient entendu et recueilli l'appel du général de Gaulle le 18 juin 1940 [...], ils ont entendu l'appel pathétique, qui lui aussi prend place dans l'histoire, du général Giraud qui, trois fois évadé, vient encore de montrer qu'il possède la qualité supérieure du chef militaire, l'audace [...] Pour le peuple français, la consigne est simple, elle est impérieuse : tout faire pour hâter l'heure de la libération, pour accroître la part de la France. » Initialement, Giraud n'est pas mal perçu par les mouvements de Résistance.

Pourtant, la méfiance règne au sein des états-majors des mouvements. En effet, dès que son évasion a été connue, la Résistance intérieure a cherché à sonder les intentions du général Giraud. Le premier d'entre eux a été Claude Bourdet, missionné par le patron du mouvement Combat. De ses entretiens, il résulte que Giraud ne se montre pas hostile à la France libre ou aux organisations de Résistance existantes sur le sol

national ; mais, d'une manière très politique, il envisage de les utiliser comme une carte dans son « jeu » au service de ses « ambitions personnelles ». Il insiste sur le rôle que devront jouer, dans le combat pour la libération, l'armée d'armistice et la marine. Les chefs de la Résistance lui font savoir clairement que le seul homme capable de symboliser l'unité de la Résistance « du dedans » était le général de Gaulle. Le dialogue a vite été interrompu.

Pourtant, avec la « tierce » France qu'il fait naître grâce à la bénédiction des Américains, entre Vichy et Londres, Giraud va jouer un rôle irremplaçable dans le mouvement de désaffection de l'opinion française à l'égard de Vichy et de Pétain. Il va donner un débouché, un territoire et un cadre quasi légal aux maréchal-résistants qui répugnent à rallier les mouvements de Résistance ou le gaullisme.

La guerre des deux France

L'Afrique du Nord devient un nouveau pôle du refus qui attire ceux qui ont choisi de quitter une France au visage haïssable avec l'idée de forger ailleurs le glaive qui frapperait et bouterait l'occupant.

Chemins d'Espagne, chemins de liberté



Cette expérience historiquement unique et inédite, dont l'historisation a été tardive, a été tentée par environ 30 000 hommes (et femmes), majoritairement très jeunes (âge médian : 24 ans), qui ont cherché les chemins de l'honneur et de la liberté en tentant de passer clandestinement en Espagne pour gagner l'Angleterre ou, plus généralement, l'Afrique. Ils ont risqué la déportation, plus souvent l'internement dans les prisons espagnoles.

Le flux d'évasion est faible au départ. Il s'intensifie fortement sous le coup de trois événements consécutifs : le débarquement anglo-américain du 8 novembre 1942 ; le phénomène de réfractariat lié à l'institution du STO en février 1943 ; et enfin l'arrivée du général de Gaulle à Alger à l'extrême fin du mois de mai 1943. Désormais, l'Afrique du Nord devient un nouveau pôle de ralliement, plus accessible que l'Angleterre. L'amiral Darlan puis le général Giraud ont vite saisi l'opportunité que représentent ces soldats en puissance. Ils organisent, à partir d'une dissidence au sein de l'ambassade de France en Espagne, une sorte d'ambassade clandestine chargée de venir en aide aux internés français. Ces jeunes évadés de France, pressés d'en découdre, animés des meilleures intentions, seront-ils amenés à choisir entre de Gaulle et Giraud, entre Londres et Alger ? La querelle entre les deux généraux va-telle diviser ces Français et affaiblir la position de la France du refus ?

Entre Alger, nouveau pôle exclusivement français de reconquête, et Londres, siège de la France combattante, une âpre concurrence se déploie. Alger devient la

capitale de la France qui se bat et qui gagne, comme l'atteste la victorieuse bataille de Tunisie (novembre 1942-mai 1943). De Gaulle le comprend vite. Il quitte Londres pour l'Afrique française du Nord à la fin mai 1943. Pendant plusieurs mois, et malgré la création du CFLN (juin 1943), le conflit entre les deux généraux est à son sommet, mais tournera rapidement au profit de De Gaulle qui supplante son rival. Au cours de cette période de confusion extrême, les évadés arrivés enfin en Afrique du Nord deviennent des « otages » d'une guerre de recrutement, où chaque camp tente de rallier à son profit cette réserve stratégique de combattants.

Un seul combat pour une seule patrie ?

Les autorités giraudistes d'Alger font tout pour orienter les évadés sur l'AFN : ils représentent une force d'appoint militaire des plus précieuses. Les gaullistes, pour échapper à un processus de marginalisation, tentent de guider les évadés, soit vers Londres au début, soit vers les formations militaires en Afrique labellisées « France combattante ». Ils obtiennent, grâce au général Catroux qui représente de Gaulle en AFN à partir de mars 1943, la mise en place d'une formule transitoire : c'est « l'option ». Y sont confrontés les évadés qui arrivent.



Cette solution donne lieu à un « racolage » (comme l'appellent les évadés eux-mêmes) des deux parties en présence. Cela choque ces hommes pétris d'un juste idéal, peu préparés à voir dans la France de demain les déchirements de la France d'hier, sur ce sol de l'espoir et de la renaissance atteint après tant de risques et d'épreuves.

Une commission mixte est mise sur pied à Marrakech pour recueillir les choix des évadés qui arrivent par bateaux depuis l'Espagne. Giraud « proteste contre le recrutement auquel le général Leclerc procède parmi des hommes légalement astreints au service militaire » en Tunisie, ce qui risque « de provoquer le désordre » et d'atteindre « son autorité ». À l'inverse, des évadés gaullistes déplorent d'avoir été invités dès leur arrivée à signer un engagement dans les différents corps de troupes stationnés à Marrakech. Les représentants de Londres dénoncent cette « pression » et la discrimination dont sont victimes les candidats FFL, maintenus dans leurs baraquements avec interdiction de sortir, tandis que ceux qui ont opté pour l'armée d'Afrique sont déjà habillés et peuvent obtenir des permissions de sortie et goûter une liberté tant chérie. Jusqu'au décret du 31 juillet 1943, qui met fin à la dyarchie dans l'armée française, soit presque deux mois après la création du CFLN, et parfois au-delà, cette concurrence dans le recrutement fait rage.



L'immense majorité des évadés ne souhaite pas prendre parti dans la querelle et implore l'union. Tous veulent croire à la formule : « Un seul combat pour une seule patrie. » Pour l'immense majorité d'entre eux, le fondateur de la France libre est le seul qui puisse réaliser l'union des combattants, convier les Français à tourner la page de Vichy et incarner la promesse d'une nouvelle France. Le duel Giraud/de Gaulle est vite oublié.

Gaullisation et républicanisation des esprits

Un double processus de gaullisation et de républicanisation gagne ainsi l'imaginaire politique des évadés. Cela apparaît en pleine clarté dans le discours du chef du groupement français du camp espagnol de Miranda, à l'occasion du 14 juillet 1944, « le premier 14 juillet que nous pouvons fêter depuis l'armistice de 1940 ». Il s'agit désormais de célébrer « les principes de liberté nés de la Révolution de 1789 » et la nouvelle alliance de ces principes avec « l'armée française », tant décriée jusque-là à cause de son maréchalisme initial.

Un désir d'unité



La réconciliation des évadés avec eux-mêmes, avec l'armée, avec l'Afrique et avec le général de Gaulle, c'est un jeune évadé qui la proclame à Meknès, le 18 juin 1944 : Francis Jeanson, étudiant en philosophie, élève aspirant. Dans sa parole, on saisit que l'appel du 18 Juin fonctionne déjà comme un mythe fondateur, que la geste gaullienne se présente comme l'instrument cardinal de la refondation de l'unité nationale. « La France, c'est comme si nous y étions encore. Nous sommes tout un peuple à vivre et à tenir sur cette première vague d'espoir, sur ce frisson dans le dos et dans la nuque que fut pour nous la voix du général de Gaulle, nous autorisant à ne pas nous laisser aller, à respirer de nouveau, timidement d'abord, puis avec une audace toujours plus grande, sous les tentatives d'étouffement de l'ennemi et des défaitistes qui s'offraient – et nous offraient – à son esclavagisme. »

Mais Francis Jeanson regrette que le « premier choc » des évadés à leur arrivée fût le spectacle de la division

des esprits et leur apathie : « Nous arrivions vers l'Afrique comme on va vers la terre des hommes libres, vers ce pays fabuleux, où tout devait être vrai, grand et beau, où l'occasion unique était donnée aux Français de mener contre l'Allemand une lutte ouverte, ou du moins de se préparer à une telle lutte avec une ampleur de moyens à laquelle ne pouvaient atteindre les gens de la Résistance. Nous allions donc trouver un pays parfaitement uni, un bloc compact et sans fissures, une merveille de cohésion et de compréhension mutuelle... Or, permettez-moi ici de parler librement devant vous tous, qui ne seriez pas réunis dans cette salle, si vous n'étiez animés d'un idéal commun, il y avait en cette Afrique 10 % d'êtres conscients, en face d'une marée indistincte d'intérêts opposés, d'ambitions personnelles, et d'une politique fangeuse dont les manifestations de surface, seules visibles, étaient assez étroitement calquées sur celles de l'ordre nouveau. »

Le retour de la République

Le général Giraud comprend qu'il doit amorcer une évolution politique et affirmer la rupture d'avec le système vichyste s'il veut survivre aux événements et à la force montante du gaullisme. C'est Jean Monnet qui le lui a conseillé, missionné par Roosevelt pour négocier auprès de lui les conditions du rééquipement de l'armée d'Afrique.



Le grand retournement se produit publiquement le dimanche 14 mars 1943, à Alger, à l'occasion d'un hommage aux Alsaciens-Lorrains. À son auditoire médusé, le général Giraud donne en primeur la substance des nouvelles décisions qu'il entend mettre en œuvre : répudiation de l'héritage de Vichy, suppression de 63 textes réglementaires du gouvernement du Maréchal ; rétablissement des « lois constitutionnelles de la République ». De plus, saluant les « 50 000 » hommes de l'armée française qui se battent en Tunisie, Giraud n'oublie pas de mentionner les unités de la France libre, ces «autres Français, venant de Libye et du Tchad [...] qui vont leur donner la main ». Pour les gaullistes, c'est une heureuse première, se rappelle Jacques Soustelle : « On pouvait enfin dire officiellement en Algérie qu'il y avait eu Bir-Hakeim et qu'il y avait des Forces françaises libres. »

De Gaulle doit réagir. Le 30 mai, celui-ci atterrit à Alger. L'après-midi, il dépose une croix de Lorraine en fleurs au monument aux morts d'Alger. Une foule nombreuse l'acclame.

De Gaulle élimine Giraud



Face à Giraud, de Gaulle a une légitimité supplémentaire : l'appui de la Résistance, symbolisé par la création du CNR. Annoncée publiquement à Londres le 14 mai 1943, la création du CNR, qui se veut un « embryon de la représentation nationale », donne au chef de la France libre une assise politique large (appui des communistes, notamment) et décisive : à présent, la Résistance intérieure se range à ses côtés. Le général Giraud ne peut plus l'ignorer.

L'antigaullisme de Giraud, sa piètre estime des mouvements de la Résistance intérieure mais aussi son image politique sont perçus comme un obstacle à la réunification de la Résistance et à l'expression de la volonté des Français. Le 15 avril 1943, le journal *Combat* lui porte l'estocade en estimant que « ses erreurs et ses variations politiques ne peuvent le désigner pour défendre l'ensemble des intérêts français et représenter les aspirations nationales ».

Les MUR manifestent une commune « position politique » qui dénonce l'enjeu politique incarné par Giraud, malgré ses dénégations.

Le général de Gaulle, une fois à Alger, aura tôt fait de neutraliser son rival. Le 3 juin 1943, le CFLN est constitué, coprésidé par les deux généraux. Le 14 juillet, le général Giraud (parti négocier aux États-Unis) laisse de Gaulle présider, seul, les premières cérémonies de la Liberté dans la capitale de l'empire et de la France en guerre. Il n'est sur cette terre africaine que depuis deux mois et demi mais déjà il apparaît comme l'homme de la réconciliation et de l'avenir. C'est lui qui désormais se

présente comme un garant de l'union des Français ; il écrit, dans ses *Mémoires de guerre* : « Ainsi donc, après trois années d'indicibles épreuves, le peuple français reparaît. Il reparaît en masse, rassemblé, enthousiaste, sous les plis de son drapeau. Mais cette fois il reparaît uni. Et l'union que la capitale de l'empire prouve, aujourd'hui, d'une éclatante manière, c'est la même que prouveront, demain, toutes nos villes et tous nos villages dès qu'ils auront été arrachés à l'ennemi et à ses serviteurs. »

Un pas décisif est franchi le 31 juillet 1943 qui met fin au dualisme : Giraud n'est plus qu'un coprésident « théorique » du CFLN, les décisions étant arrêtées en Conseil et sous le seul arbitrage du général de Gaulle. La fusion des forces militaires est décidée. Le général Giraud assure le commandement des « troupes françaises », mais il est chapeauté par un « Comité de la défense nationale » présidé par de Gaulle et où les gaullistes ont la part belle. C'est une manière d'affirmer la prééminence du politique sur le militaire et de subordonner Giraud.



Et le 8 novembre, le général de Gaulle devient le président unique du CFLN, y faisant entrer comme « commissaires », c'est-à-dire ministres, les représentants emblématiques de la Résistance intérieure française, comme Henri Frenay ou Emmanuel d'Astier de La Vigerie.

La bataille de la légitimité est gagnée.

Chapitre 32

Une politique nouvelle pour la France de demain

Dans ce chapitre :

- ► De Gaulle « fait » de la politique
- ► Le CNR, mythe et réalité
- ► Le sacrifice politique de la Résistance
- ► La révolution est soluble dans la politique



La victoire de De Gaulle sur Giraud est une victoire politique. Le général Giraud n'arrive pas à sortir de son statut de militaire et à percevoir l'attente des Français. Ceux-ci n'espèrent pas seulement que l'occupant soit banni du territoire national le plus tôt possible ; ils rêvent de l'avènement d'une France nouvelle ; ils souhaitent de nouvelles institutions. Certains même imaginent une révolution. Le fondateur de la France libre est depuis longtemps en position de vouloir « assumer la France ». Alors qu'il proclamait un apolitisme arrogant au tout début de son aventure, soucieux de se situer hors du jeu politique à cause du discrédit qui frappait la Troisième République après la défaite, le général de Gaulle assume désormais pleinement la dimension politique de son engagement

et souhaite accompagner le désir de changement que partagent les Français.

De Gaulle « fait » de la politique

Cette nouvelle posture a été publiquement exposée à la Résistance intérieure le 23 juin 1942 à travers une « Déclaration » publiée en France dans les journaux clandestins. Après avoir rappelé que l'enjeu de cette guerre est clair pour tous les Français (« c'est l'indépendance ou l'esclavage »), le général de Gaulle accuse symétriquement le régime de Vichy, « criminelle capitulation [qui] s'exalte en pouvoir personnel », et la Troisième République, « un régime moral, social, politique, économique [qui] a abdiqué dans la défaite après s'être lui-même paralysé dans la licence ». Le Général considère que « le peuple français les condamne tous les deux » et que s'il se rassemble et se ressaisit, ce n'est pas seulement « pour la victoire » mais aussi « pour une révolution ».



Il faut donc réaffirmer les « buts de guerre ». Outre la restauration de la souveraineté nationale et des libertés, la première mission d'un gouvernement libre sera la mise en œuvre d'élections permettant l'avènement d'une « Assemblée nationale qui décidera souverainement des destinées du pays ». Les grandes lignes du programme politique s'organisent autour de l'exigence de sécurité : « Nous voulons que les Français puissent vivre dans la sécurité. À l'extérieur, il faudra que soient obtenues, contre l'envahisseur séculaire, les garanties qui le rendront incapable d'agression et d'oppression. À l'intérieur, il faudra que soient réalisées, contre la tyrannie du perpétuel abus, les garanties pratiques qui assureront à chacun la liberté et la dignité dans son travail et dans son existence. La sécurité nationale et la sécurité sociale sont, pour nous, des buts impératifs et conjugués. »

L'enjeu politique de cette guerre se pose également sur un plan international. Le Général a compris le message de la charte de l'Atlantique : « Nous voulons que cette guerre, qui affecte au même titre le destin de tous les peuples, et qui unit les démocrates dans un seul et même effort, ait pour conséquence une organisation du monde établissant, d'une manière durable, la solidarité et l'aide mutuelle des nations dans tous les domaines. Et nous entendons que la France occupe dans ce système international la place éminente qui lui est assignée par sa valeur et par son génie. »

De Gaulle écrit personnellement à Roosevelt le 6 octobre 1942

« Je n'étais pas un homme politique. Toute ma vie j'étais enfermé dans ma spécialité. [...] Nous avons su créer en France une sorte de mystique dont nous sommes le centre et qui unit, peu à peu, tous les éléments de résistance. C'est ainsi que nous sommes, par la force des choses, devenus une entité morale française. Cette réalité nous crée des devoirs que nous sentons peser lourdement sur nous et auxquels nous considérons que nous ne pourrions nous soustraire sans forfaiture à l'égard du pays et sans trahison vis-à-vis des espérances que place en nous le peuple de France. On nous dit que nous n'avons pas à *faire de la politique*. Si l'on entend par là qu'il ne nous appartient pas de prendre parti dans les luttes partisanes de jadis ou de dicter un jour les institutions du pays, nous n'avons nul besoin de telles prétentions, car c'est notre principe même de nous abstenir de telles prétentions. Mais nous ne reculons pas devant le mot politique, s'il s'agit de rassembler, non point seulement quelques troupes, mais bien la nation française dans la guerre, ou s'il s'agit de traiter avec nos alliés des intérêts de la France en même temps que nous les défendrons, pour la France, contre l'ennemi. »

Le choix primitif du général Giraud, au contraire de De Gaulle, était de maintenir une simple administration au seul service de la logique militaire. Ceci au nom de son refus très militaire de « faire de la politique ». Les

Américains étaient ravis de cette abstention politique revendiquée qui leur laissait les mains libres.



Les adversaires de Giraud répliquent que ne pas faire de la politique, c'est en fait ne pas oser s'attaquer au régime de Vichy. Comme si la lutte contre l'Allemagne nazie ne passait pas par la lutte contre un régime dont l'idéologie visait, précisément, à collaborer avec cette Allemagne ! Comme si la guerre n'était pas la poursuite de la politique par d'autres moyens ! Le gaullisme proclame que les buts de guerre sont désormais politiques : « Est-ce qu'il y a un seul État dans le monde aujourd'hui qui fasse la guerre pour le plaisir de faire la guerre ? Est-ce qu'il y a un seul État dans le monde qui fasse la guerre pour autre chose que pour la politique ? » Le général de Gaulle est stimulé parallèlement par les mouvements de Résistance intérieure qui entendent faire rimer *libération* et *révolution*.

En septembre 1942, le journal clandestin *Combat* annonce : « [...] Notre tâche ne s'arrêtera pas à la libération du territoire. Nous voulons, au-delà, reconstruire la France. [...] Nous voulons faire la révolution parce que la révolution est toujours à faire, surtout après la dérisoire parodie de Vichy. La révolution que nous portons en nous sera une révolution de tous les Français, pour tous les Français. [...] »

Le CNR, première crise politique de la Résistance



Pourtant, le CNR fut une source de désunion et ne fut pas accepté sans souffrance. Dans les manuels scolaires français, il est convenu de présenter le CNR comme le symbole de l'achèvement de la « réunification » de la Résistance. La réalité est plus complexe ! L'idée du CNR traduit moins la volonté d'honorer la Résistance que de l'utiliser dans le combat contre les Américains et contre Giraud. Quitte à diluer sa spécificité en la faisant cohabiter avec les anciens partis politiques et les anciens syndicats. Le Général voulait mettre en place une sorte de « parlement clandestin » pour assurer une lisibilité et une représentativité à la France résistante. Cette politique allait à l'encontre de la détermination révolutionnaire des « féodaux » de la Résistance dont le souci politique était de faire opposition au retour du personnel, des mœurs et des dérives de la Troisième République honnie.

Les chefs de la Résistance s'opposent aux vieux partis politiques

De Gaulle s'ouvre de cette idée à Henri Frenay et à Emmanuel d'Astier de La Vigerie, deux fondateurs des MUR, figures majeures de la Résistance. Cela se passe à l'automne 1942 à Londres, au fameux restaurant Savoy. De Gaulle lance une idée à laquelle il réfléchit depuis un certain temps. Il accepte mal d'avoir été tenu à l'écart du débarquement anglo-américain qui vient d'avoir lieu en Afrique française du Nord. La Résistance peut lui donner un surcroît de puissance et de reconnaissance. Il doit également tenir compte du jeu américain, sachant que Roosevelt n'a pour lui aucune estime mais qu'il a

confiance dans les hommes politiques connus. Il doit pouvoir s'appuyer sur une structure plus représentative que le CNF et qui redonne leur place aux anciens partis politiques pulvérisés par la défaite. Jean Moulin, le représentant de De Gaulle auprès de la Résistance intérieure, en sera le président.



Frenay se dit d'emblée hostile. Outre le fait qu'à l'exception du Parti communiste, les autres partis sont en état d'hibernation, une telle initiative serait un appel à la résurrection des partis que l'opinion a condamnés et une manière de refaire la Troisième République. Il rappelle au Général que les résistants sont des « hommes libres de leurs pensées et de leurs actes », et qui, par conséquent, se réservent le droit d'obéir ou ne pas obéir. Si ceux-ci acceptent une « obédience complète » dans le domaine paramilitaire, ils se considèrent vis-à-vis de lui, du point de vue politique, « dans la même situation que des partis politiques en face du gouvernement ». « Qu'arrivera-t-il, demande Frenay, si nous ne pouvons nous mettre d'accord avec Rex ? » De Gaulle : « Vous viendrez ici et nous essaierons de trouver une solution. » Frenay : « Et si cela se révèle impossible ? » Conclusion de De Gaulle : « Eh bien, dans ce cas, la France choisira entre vous et moi ! » Un silence pesant s'installe autour des convives.

Au secrétaire général des MUR, Jacques Baumel, le préfet Moulin développe l'argumentaire suivant : « Écoutez, les vieux partis de la Troisième, je les ai pratiqués plus que vous ou que Frenay. Je sais ce qu'ils valent. Mais ils sont une carte essentielle dans l'épreuve de force que nous imposent Roosevelt et Churchill. Pour les Alliés, ce sont ces vieux politiciens qui leur en

imposent, bien plus que tous les valeureux inconnus de la Résistance. À Washington, à Londres, on ne connaît pas, ou si peu, un Frenay ou un d'Astier. Que la Résistance et que la France libre soient reconnues par un Blum, un Paul Reynaud ou un Édouard Herriot, c'est, je crois, une nécessité vitale pour nous. Je ne me fais guère d'illusion sur les intentions de ces gens-là. »



Les chefs de la Résistance intérieure ne l'entendent pas ainsi. Au cours d'une discussion vive à propos du CNR, après que Jean Moulin eut exposé au Comité directeur des MUR le projet de CNR, le fondateur du mouvement Combat accuse Moulin d'être le « fossoyeur de la Résistance ». Il refuse de participer à la réunion constitutive du CNR.

Le Conseil national de la Résistance : fonder « une République nouvelle »

Aujourd'hui encore, le programme du CNR est une référence dans le discours politique et syndical. Le nouvel ordre social, politique et économique qu'il préconise apparaît pour certains comme étant toujours d'actualité. Cette plate-forme, validée le 15 mars 1944 et qui doit servir de référence à la France de la Libération, a été élaborée par les représentants des organisations de Résistance, des centrales syndicales et des partis ou tendances politiques qui le constituent. Il s'agit de fonder « une République nouvelle qui balaiera le régime de basse réaction instauré par Vichy ». « Ainsi dans le combat se forgera une France plus pure et plus forte

capable d'entreprendre au lendemain de la libération la plus grande œuvre de reconstruction et de rénovation de la patrie. »

L'enjeu est d'abord politique. Il s'agit de créer l'avènement de « la démocratie la plus large en rendant la parole au peuple français par le rétablissement du suffrage universel » en assurant « la pleine liberté de pensée, de conscience et d'expression ».

Sur le plan économique, le CNR prône « l'éviction des grandes féodalités économiques et financières » et la mise en place d'une « organisation rationnelle de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général ». Un des moyens sera les nationalisations, c'est-à-dire « le retour à la nation des grands moyens de production monopolisée, fruits du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol, des compagnies d'assurances et des grandes banques ».

Sur le plan social, le CNR préconise, outre un «rajustement important des salaires», la garantie d'un niveau de salaire », « le droit au travail et le droit au repos » et le rétablissement et l'amélioration du « régime contractuel du travail ». Pour cela, il souhaite l'avènement d'un syndicalisme indépendant, doté de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale ». Il prône la mise en place d'« un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se les procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des

intéressés et de l'État ». Il exige « une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours ».

Les colonies ne sont pas oubliées, même si le CNR se contente d'une ligne, très générale, qui prévoit «une extension des droits politiques, sociaux et économiques des populations indigènes et coloniales ».

La question de la démocratisation de l'accès à l'éducation est mentionnée. Pour le CNR, il faut mettre en œuvre concrètement la « possibilité effective pour tous les enfants français de bénéficier de l'instruction et d'accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents, afin que les fonctions les plus hautes soient réellement accessibles à tous ceux qui auront les capacités requises pour les exercer et que soit ainsi promue une élite véritable, non de naissance mais de mérite, et constamment renouvelée par les apports populaires ».

Moulin, iconostase de la Résistance, mis en accusation



Au même moment intervient ce qu'on a coutume d'appeler « l'affaire suisse » qui a été la crise la plus grave que la Résistance ait eu à connaître. Survenue au printemps 1943, elle enraye le mouvement d'unification des organisations résistantes et de ralliement de celles-ci au gaullisme mis en œuvre par Jean Moulin. Elle brouille un peu plus les rapports entre de Gaulle et les Alliés.

Le paradoxe, c'est que la cause de l'affaire suisse était dénuée initialement de toute préoccupation politique ! Il s'agit en effet de créer en territoire neutre (en Suisse), une sorte d'ambassade des MUR pour permettre à la Résistance intérieure d'accéder à des sources de financement ; d'établir des communications avec l'extérieur ; de recevoir des matériels divers (armes, etc.) ; de transmettre du renseignement aux Alliés et à la France libre. Ce contact avec l'extérieur est d'autant plus crucial que les maquis, qui surgissent spontanément en réaction au STO, ont des besoins que les mouvements de Résistance, pas plus que la France libre, ne peuvent satisfaire. Le problème, c'est que cette délégation de la Résistance est financée par les Américains. C'est par Allen Dulles, représentant personnel de Roosevelt en Europe et chef des services spéciaux américains, OSS, que l'opération peut voir le jour.

Le *deal* est le suivant : les Français transmettent des renseignements sur la France occupée et, en échange, Dulles promet de l'argent, du matériel, des moyens de communication. Jean Moulin et le général de Gaulle s'opposent d'emblée violemment à cette création qu'ils voyaient comme un cheval de Troie des Américains.

C'était une époque il est vrai délicate (avril-mai 1943) pour de Gaulle puisque les Américains soutenaient son concurrent à Alger, le général Giraud. Jean Moulin entreprend de neutraliser cette initiative, risquant de priver la Résistance d'une manne considérable. On va jusqu'à parler de « crime contre la Résistance ». Jean Moulin, de son côté, accuse les résistants d'avoir lancé « un poignard dans le dos du général de Gaulle ». Il pense que la haute société résistante est manipulée par les Américains, voire par le général Giraud.



Cette crise révèle la « volonté d'indépendance » de la Résistance. Les hiérarques de la France *underground* considèrent que la Résistance ne doit pas apparaître aux Alliés comme un « instrument docile aux ordres de De Gaulle » car elle a vocation à représenter « une expression valable de la volonté nationale ». On parle d'échapper à « une véritable dictature du CNF » et d'organiser un rôle positif de « contrepoids ».

Emmanuel d'Astier de La Vigerie contre la fonctionnarisation de la Résistance

Dans un mémorandum d'avril 1943, au nom des MUR, Emmanuel d'Astier de La Vigerie (fondateur de Libération-Sud) demande une redéfinition des rapports entre la France libre et les structures de la Résistance : « Les mouvements souhaitent recevoir des directives du général de Gaulle, leur chef, mais leurs troupes et leurs activités ne peuvent être remises en aucun cas entre les mains de fonctionnaires n'ayant connaissance qu'épisodique (*missi dominici*) ou abstraite des possibilités de la masse résistante ; de fonctionnaires

qui décideraient sa structure et l'amputeraient d'éléments essentiels et qui feraient, sous prétexte qu'ils représentent le Comité national, une politique autoritaire et personnelle. »

D'Astier fait allusion à la méthode de contournement du système féodal de la Résistance que Moulin a très habilement mis en place en créant des services centralisés chargés de la transmission du renseignement et des opérations de parachutage en vue d'obtenir le monopole du trafic entre la France et l'Angleterre. D'Astier explique que les militants de la Résistance suivent leurs chefs aux différents échelons essentiellement par l'ascendant humain qu'ils ont pu prendre sur eux, mais aussi parce qu'ils leur font confiance également sur le plan politique.



Ils considèrent le général de Gaulle comme un symbole et un chef, et s'ils sont avec lui et derrière lui, ce n'est pas « aveuglément », mais « raisonnablement ».

La Résistance est dépassée

Sur le fond, Jean Moulin a raison. La Résistance surestime sa capacité politique. Le « de Gaulle de la Résistance intérieure » a été attendu en vain ! Seul le fondateur de la France libre a pu donner à la Résistance une voix, un visage, une vision.

Henri Frenay, le plus récalcitrant, le plus indépendantiste, finit par l'admettre : il accepte d'être nommé commissaire du CFLN à Alger (automne 1943), comme son homologue d'Astier de La Vigerie. Et il n'hésite pas à annoncer à ses cadres qu'il convient de

s'engager dans un processus de dépassement d'une revendication purement catégorielle des mouvements : « J'estime, étant donné l'imminence possible des opérations militaires, que le travail au profit de la Résistance est, hélas, dépassé par les événements. »



Nombreux sont ses camarades restés en France qui contestent son nouveau point de vue. « Tu es un de ceux qui ont toujours défendu le point de vue que le rôle de la Résistance en France était aussi un rôle de création d'avenir, un rôle d'influence sur la mentalité française et qu'à ce titre il ne serait pas terminé au moment de la libération de la France... » Il réplique qu'il lui faut être présent à Alger pour « défendre avec la dernière énergie les intérêts et l'esprit de la Résistance » et faire entendre « la voix de la Résistance ». Le caractère révolutionnaire de la Résistance devait se diluer dans le processus de reconstruction d'un État, but ultime que poursuivait alors de Gaulle.

Le sacrifice politique de la Résistance

Dès l'origine, le général de Gaulle avait la certitude et la volonté d'incarner et d'assumer « LA France » dans son essentialité, son indivision, sa continuité.



Lors de son célèbre discours du 25 août 1944 devant l'hôtel de ville de Paris, il célèbre la « seule France », la « vraie France » et la « France éternelle ». Mais il ne mentionne pas la Résistance, pas plus que les résistants...

Ce jour-là, alors que Georges Bidault, dernier président du CNR, lui demande, « au nom de la France résistante », de paraître au balcon pour proclamer la République, le Général lui répond sèchement : « La République n'a jamais cessé d'être. La France libre, la France combattante, le Comité français de la Libération nationale l'ont tour à tour incorporée. Vichy fut toujours nul et non avenu. Moi-même suis le président du gouvernement de la République. » De Gaulle refuse d'apparaître comme le représentant particulier d'un moment ou de cette fraction de Français qui ont dit non à la soumission, à leurs risques et périls.

Son ultime mission, de retour sur le sol métropolitain, comme il l'a martelé à Rouen le 9 octobre 1944, c'est de faire en sorte que les Français marchent «tous et toutes ensemble vers un seul but », l'unité, l'ordre et la grandeur : « Nous allons bien voir si notre pays va se présenter, devant lui-même et devant les autres, comme la grande nation qu'il est, en ordre, discipliné et marchant d'un même pas vers un seul but national. » Nombreux sont les résistants qui considèrent que l'impératif d'unité ne doit pas se faire au détriment de la rénovation politique qu'ils attendent et pour laquelle ils ont payé le prix fort. Cette position est très bien exposée par un homme comme Philippe Viannay, fondateur du mouvement Défense de la France : « La vie politique a repris en France, dit-il. Il est inutile de se voiler la face et de dire : "Parler de politique en ce moment, quelle horreur ! Restons unis". » Comme la Résistance est née « en dehors des partis (excepté le Parti communiste) », Viannay suggère qu'elle trouve son propre chemin politique et qu'elle s'engage résolument sur ce terrain pour ne pas laisser les vieux partis lui ravir sa victoire : « Vous voulez transformer la France, vous, hommes de la Résistance, vous avez tout sacrifié pour libérer le

territoire et rénover votre patrie ? Alors, faites de la politique, c'est-à-dire faites la conquête des Français aux idées que vous voulez servir pour pouvoir, mandatés par eux, les réaliser. »



La situation en 1944 est paradoxale. La Résistance rêverait de refaire la France seule. La France combattante aimerait refaire la France sans la Résistance, c'est-à-dire « sans les Français » (pour reprendre une expression polémique de François Mitterrand). Et les politiques voudraient refaire la France sans la Résistance et, si possible pour certains, sans le général de Gaulle... La Résistance, du fait de son incapacité à survivre à elle-même en tant que mouvement uni et force politique nouvelle, a dès la Libération eu le sentiment d'avoir été « trahie » par le fondateur de la France libre.

La révolution est soluble dans la politique

À Alger, où renaît la France démocratique de l'après-guerre, les politiques « professionnels » s'offusquent de cette prétention des résistants à faire de la politique. À l'instar d'un Pierre Cot, dauphin du fondateur du Parti radical Édouard Herriot, maintes fois ministre sous la Troisième République, qui craint également l'absence de culture politique et démocratique du général de Gaulle et des résistants.



Pour lui, la politique c'est « l'affaire des politiques », et pas des résistants ou des généraux. La dimension populaire et héroïque du général de Gaulle

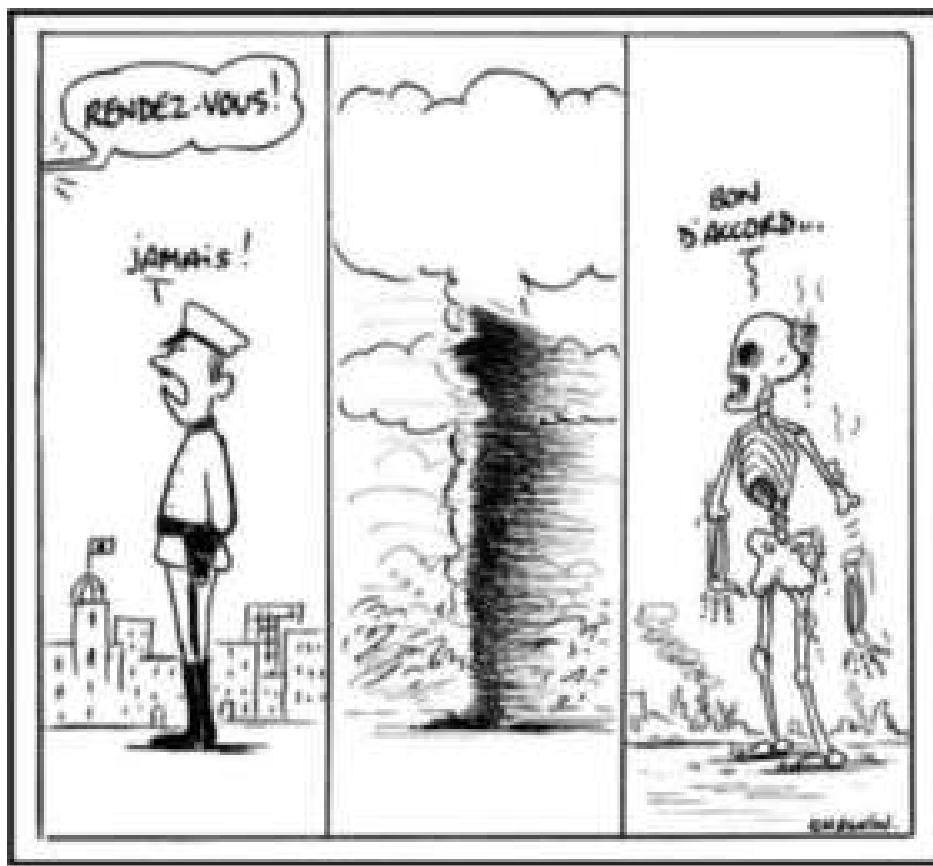
persuade l'auteur du *Procès de la République* de considérer que « des germes de dictature et de nationalisme existent à Alger ». Par lui-même, « le mot gaullisme est révélateur d'un danger » dans la mesure où « aucun démocrate ne peut accepter de voir son nom servir à caractériser un mouvement politique ».

Pierre Cot n'est pas seul sur cette ligne. À Londres, les socialistes français exilés estiment qu'« être gaulliste, n'est pas une fin en soi ; c'est une solution temporaire ». Ainsi, dès le 15 mars 1943, Léon Blum écrit une longue lettre au général de Gaulle pour lui expliquer qu'« un État démocratique [...] ne peut pas vivre ou ne peut pas être conçu raisonnablement sans l'existence de partis politiques » et que « la négation pure et simple des partis politiques équivaut à la négation de la démocratie ».

Raymond Aron, qui n'a cessé de dénoncer, dans son exil londonien, les « mystiques purement personnelles » (visant naturellement le gaullisme), part en guerre contre l'idée d'un « parti de la Résistance ». Pour lui, c'est une illusion et un danger ; il vaut mieux songer à renouveler les anciens partis de l'intérieur : « Transformer Combat et Libération en partis, c'est la voie de la facilité qui probablement aboutira au fiasco. Ériger la Résistance en un parti unique est pure illusion parce qu'il n'y a pas d'unité politique entre ceux qui ont, d'un même cœur, combattu pour la France. » Les résistants sont des idéalistes. Cet idéalisme les condamne à l'échec, et cet échec révèle leur contradiction ontologique : ils rêvent d'unir le peuple autour de leurs valeurs mais ils n'arrivent pas à sortir de leur élitisme révolutionnaire.

Septième partie

Reconquêtes militaires et libérations



Dans cette partie...

Avec la victoire des alliés occidentaux dans l'Afrique du Nord, avec la victoire de l'Armée rouge à Stalingrad commence, sur tous les fronts, le recul de l'Axe en Europe. En Asie, le point de basculement de la guerre se situe également dans la première moitié de 1943. Cette partie de la guerre s'avère être la plus brutale. Les industries de guerre tournent à plein dans tous les

États belligérants et fournissent à leurs armées des arsenaux plus importants que jamais. C'est l'époque des batailles gigantesques où sont engouffrés hommes et machines. Sur le front de l'Est, surtout, mais aussi sur les îles du lointain Pacifique, et à partir de juillet 1943 en Italie où les alliés occidentaux essaient les premiers de forcer la porte à l'Europe occupée. Et bientôt, la guerre ouverte revient sur le sol de la France.

Si, à l'ouest de l'Europe, chaque défaite des troupes allemandes marque un progrès de la liberté, les choses se présentent sous un jour moins net à l'est et au centre. Après avoir littéralement pulvérisé l'armée allemande en Biélorussie, l'Armée rouge chasse, dans des opérations brillantes et rapides, l'occupant nazi du pays. Elle découvre ainsi, dans une épouvante qui saisit le monde entier, les camps d'extermination érigés par l'Allemagne. Enfin, la guerre arrive sur le sol de l'Allemagne, déjà troué depuis des années par les bombardements aériens des Alliés. Les belligérants qui détermineront l'avenir, les États-Unis et l'URSS, sont contraints par un ennemi aux abois à des batailles de plusieurs mois, jusqu'au 8 mai 1945. C'est presque plus vrai encore pour le Japon ! Il faudra que les États-Unis recourent à l'arme absolue, l'arme atomique, pour que cessent enfin, le 28 août 1945, les derniers combats.

Chapitre 33

La longue lutte pour libérer l'Italie

Dans ce chapitre :

- ► La Sicile libérée par la plus grande opération amphibie de la guerre
- ► L'Italie déchirée : libérés et occupés, résistants et fascistes
- ► Les Alliés combattent vingt-deux mois pour libérer l'Italie du joug nazi-fasciste

Dès la fin de 1940, Hitler avait donné l'ordre d'édifier tout le long de la côte atlantique « une ceinture de forteresses ». Il projetait d'assurer par une carapace en béton son hégémonie sur le continent. La défaite de l'Axe en Afrique du Nord, en mai 1943, conduit les leaders alliés à se poser une question capitale : au lieu de s'acharner à l'ouest contre cette ceinture de canons, ne ferait-on pas mieux de forcer, au sud, la porte italienne de cette forteresse de l'Europe qu'Hitler voudrait imprenable ?

La « porte italienne »

La préoccupation d'Hitler de mieux protéger le flanc occidental de l'Europe nazie a mené, suite aux premières tentatives alliées de débarquer sur le continent, à la réalisation d'un projet proprement pharaonique. Dès septembre 1942, l'Allemagne nazie

s'est mise à équiper d'ouvrages militaires les 2 600 kilomètres de côtes entre le Pays basque et le nord de la Norvège.

Le « mur de l'Atlantique »

À partir de l'automne de 1942, le « plénipotentiaire pour la main-d'œuvre du Reich », Fritz Todt, dirige 260 000 hommes sur ce chantier gigantesque qui restera ouvert jusqu'au moment du débarquement allié. Une bonne partie de cette main-d'œuvre a été fournie par des travailleurs forcés. Mais l'« Organisation Todt » a aussi fait appel à des entreprises privées du BTP des pays concernés. Les *blockhaus* construits sont équipés d'une artillerie puissante. Bon nombre sont protégés par des canons antiaériens et des mitrailleuses. Certains ports, comme Cherbourg ou Brest, sont transformés en forteresses. En fin de compte, la côte sera équipée de quinze mille *blockhaus* et cloches blindées. Deux mille sept cents canons attendent les attaquants alliés. Dix millions de mètres cubes de béton auront été coulés, presque trente millions de mètres cubes de terre retournés. Beaucoup de vestiges du « mur de l'Atlantique » subsistent à ce jour et sont «découverts» par les touristes sur les plages des Landes, en France, ou au Danemark.

Libérer la Sicile pour entrer en Europe

D'où l'idée d'entrer en Europe non par l'ouest mais par le sud. Car entre la Tunisie conquise et la plus grande île

d'Italie, la Sicile, la mer Méditerranée n'est large que de quelque 250 kilomètres. Et l'Italie, cette péninsule longiforme, une fois conquise sur les fascistes, ne ferait-elle pas aussitôt figure de grand pont qui mène tout droit au cœur de l'Europe, à l'Autriche puis à l'Allemagne ? En somme, attaquer l'Italie paraît triplement prometteur : le régime fasciste montre de sérieux signes d'essoufflement ; son armée est à l'évidence très éprouvée par ses constants échecs ; et toutes les informations concordent quant au moral de la population. Les Italiens sont plus que jamais hostiles à la guerre.

Au début de 1943, alors que les combats en Afrique ne sont pas encore terminés, on fixe l'essentiel. À la conférence de Casablanca, on décide, au mois de janvier, qu'on fera la guerre à l'Italie fasciste jusqu'à sa capitulation inconditionnelle et qu'on commencera par débarquer en Sicile.

Au printemps, on établit (non sans frictions) entre les états-majors britannique et américain les plans d'une opération militaire qui sera, par la force des choses, compliquée. Au problème du commandement (il s'agit de conjuguer les trois alliés principaux : britannique, américain et canadien) s'ajoute celui de l'articulation des différentes armes employées. Car il faudra nécessairement combiner des opérations aériennes et aéroportées avec des opérations navales et des opérations de blindés et d'infanterie partant des têtes de pont établies sur les plages de Sicile. Enfin, il faudra rassembler au même moment des troupes parties d'endroits différents : de la Tunisie, de l'Égypte, de la Grande-Bretagne et même des États-Unis.

En fin de compte, on rejette des projets dynamiques, mais audacieux, et on opte pour une opération classique, mais prudente, proposée par le général britannique Bernard Montgomery. Les Alliés essayeront de réussir un débarquement massif de troupes sur deux bouts de la côte dans le sud et le sud-est de la Sicile. Les soldats y seront assistés, d'une part, par des centaines d'avions venus simultanément de Tunisie, de Malte et d'Égypte, et d'autre part, par une flotte imposante qui bombarderait les positions ennemis. Les troupes débarquées pénétreraient ensuite dans l'intérieur de la grande île pour y battre les troupes italiennes et allemandes.

« Opération Husky »

Commence l'« opération Husky » au début de l'été 1943, préparée au printemps par des bombardements aériens massifs, mais dispersés, des aérodromes et industries dans tout le sud, et même le nord de l'Italie. Il s'agit de laisser Rome et Berlin dans l'ignorance de l'endroit où on compte attaquer. En juin, les Alliés conquièrent les petites îles italiennes se situant entre la Tunisie et la Sicile – Pantelleria, Lampedusa et Linosa.



Et dans la nuit du 9 au 10 juillet 1943, on déclenche l'action principale. Les troupes alliées ont à combattre des troupes germano-italiennes deux fois plus nombreuses et, en partie, bien armées. En plus, elles doivent confronter un vent exceptionnellement fort qui rend très difficiles les actions aéroportées. Les parachutistes américains et les troupes britanniques, censées être déposées par planeurs, se retrouvent bien souvent dans la mer au lieu d'atterrir comme prévu en Sicile ! Mais au matin du 10 juillet, Américains, Britanniques et Canadiens réussissent quand même, par une mer houleuse, le débarquement du gros de leurs troupes sur 170 kilomètres de côtes. Pour appuyer les dizaines de milliers de soldats qui arrivent sur les plages au moyen de 1840 barges d'un type nouveau qui révolutionne les opérations de débarquement, les deux marines américaine et britannique font participer deux groupes navals réunissant 1370 navires. Au total, 160 000 hommes participent au débarquement en Sicile, ce qui fait de l'« opération Husky » l'action amphibie la plus importante de toute la Seconde Guerre mondiale, plus importante même que celle qui suivra en Normandie en 1944.



À leur surprise, les soldats alliés débarqués avec leur matériel et leurs tanks, ne sont pas immédiatement attaqués sur les plages. Les premiers combats ont lieu à quelques kilomètres de la côte où les commandants de l'Axe commencent seulement à prendre conscience de ce qui se passe. Les actions de diversion et de « déception » ont été efficaces. Au soir du 10 juillet, les sept divisions alliées sont donc solidement établies sur la côte. Elles ont profité tout particulièrement de la destruction préalable des aéroports siciliens. Les attaques par l'aviation de l'Axe sont, par conséquent, assez rares et elles visent surtout l'immense flotte réunie au large de la côte. Les quatre mille avions alliés possèdent, en fait, une supériorité écrasante dans le ciel de Sicile sur les cinq cents appareils allemands et italiens. Et au combat, la lassitude des troupes italiennes se manifeste rapidement, en particulier dans le sud-est de l'île où les forces britanniques arrivent, par conséquent, à progresser en direction de Catane via Syracuse, avec l'objectif d'atteindre le détroit de Messine pour y couper les troupes de l'Axe de l'arrière sur la Péninsule.

Par contre, les Allemands – des soldats bien équipés et expérimentés – opposent une résistance farouche aux attaquants américains et canadiens, tout en se repliant d'une manière systématique vers l'est de l'île afin de s'évacuer avec leur matériel en Calabre. Les troupes alliées progressent, mais lentement, et au prix de très durs combats. Le 17 août, après presque quarante jours, ce sont finalement les Américains et non les Britanniques qui atteignent les premiers la ville de Messine ; la Sicile est libérée.

Le bilan des pertes démontre clairement de quel côté penche désormais la balance : 30 000 Italiens et Allemands sont tués en Sicile contre 5 500 seulement chez les attaquants. Deux cent mille Italiens sont faits prisonniers, mais le gros des quatre divisions d'élite allemandes a réussi à passer le détroit, ce qui a fait de l'« opération Husky », par rapport aux buts posés au début, un succès incomplet : 40 000 soldats allemands et 62 000 soldats italiens passent en Calabre, avec leur équipement et leur armement.

La fin du premier fascisme

Un bout de l'extrême sud de l'Europe est désormais libéré des fascistes. Le 19 juillet, les deux dictateurs se rencontrent à Feltre. Mussolini veut annoncer à Hitler sa décision de sortir de la guerre. Mais face à Hitler (qui s'attendait à l'annonce mussolinienne et avait déjà préparé sous le nom de code de « Alarich » sa réaction, l'occupation par les troupes allemandes de l'Italie encore dans la main des fascistes), Mussolini se dégonfle. Tout à l'opposé de ses intentions initiales, il commande à ses troupes de défendre la Sicile jusqu'au dernier homme ! Cette fuite en avant ne consolide nullement le pouvoir mussolinien. Bien au contraire, il fait perdre à Mussolini le peu de soutien dont il profitait encore, en cet été 1943, au sein même de l'élite fasciste.

Mussolini destitué par le roi et le Conseil fasciste



Cinq jours après l'entrevue de Feltre, l'Italie tente une « sortie légale » de la dictature : le 24 juillet, le Duce perd le soutien du « Grand Conseil du fascisme » où son propre gendre, Galeazzo Ciano, vote avec la majorité des 28 membres l'ordre du jour demandant que les pleins pouvoirs soient rendus au roi d'Italie, Victor-Emmanuel III. Dès le lendemain, Benito Mussolini est remplacé comme chef de gouvernement par le maréchal Pietro Badoglio. Le Duce est arrêté et transporté d'abord sur l'île de Ponza, ensuite sur l'île de La Maddalena, avant d'être transféré dans un hôtel bien gardé du Gran Sasso. Badoglio forme un cabinet, où ne se trouve plus un seul ministre fasciste, et commence aussitôt à démanteler les structures du pouvoir mussolinien.

Le 28 juillet, il déclare cependant qu'il continuera la guerre aux côtés de l'Allemagne. Mais personne n'est dupe : ce n'est à l'évidence qu'une stratégie pour gagner du temps (quoique cette stratégie signifie pour les troupes italiennes qu'elles continueront, en effet, à combattre, bon gré mal gré, les Alliés). Le 31 juillet, Badoglio déclare Rome « *città aperta* », ville ouverte. Cette décision accélère les mouvements des troupes allemandes qui se massent au nord du col du Brenner. Dès le lendemain, ces troupes déferlent en Italie afin d'occuper aussi rapidement que possible cet allié devenu incertain. En effet, dès le 3 août, le gouvernement Badoglio a commencé à Lisbonne des conversations italo-alliées. Pendant ces conversations, les Alliés appuient leurs arguments par des bombardements : sur Milan (où la célèbre *Scala* est détruite), puis sur Naples (où Pompéi est gravement

endommagée). Les conversations parallèles, menées en Italie même par le gouvernement Badoglio avec le ministre des Affaires étrangères nazi, Ribbentrop, puis avec des hauts militaires allemands, dix jours plus tard, se déroulent dans la plus grande méfiance. En fait, Hitler a déjà opté pour une opération de commando où Mussolini, destitué, serait libéré puis remis en selle.

Armistice italien et représailles allemandes



Le 3 septembre 1943, Badoglio accomplit le pas décisif : il conclut en Sicile avec les Alliés un armistice qui reste secret pour l'instant. Aussitôt, la Grande-Bretagne débarque pour la première fois un corps d'armée sur la péninsule italienne, près de Reggio. Le 8, le jour même où l'armée de l'air américaine raye avec ses *forteresses volantes* les quartiers généraux des armées italienne et allemande, à Frascati, non loin de Rome, l'Italie annonce sa sortie de la guerre. Cette annonce est suivie immédiatement d'un nouveau débarquement allié sur la péninsule sud, le 8 à Taranto, dans les Pouilles, le 9 à Salerno, une cinquantaine de kilomètres au sud de Naples. Mais cette fois-ci, les Alliés rencontrent une forte résistance allemande.

Le lendemain, la *Wehrmacht* rafle tout le matériel de guerre de l'armée italienne, dont plus de deux cents blindés, une cinquantaine de navires, deux mille pièces d'artillerie lourde et plusieurs centaines de milliers d'armes à feu. Elle met la main sur l'importante industrie de l'armement concentrée dans les villes italiennes au pied des Alpes en l'intégrant aussitôt pleinement dans son économie de guerre ; elle désarme les soldats

italiens, sans rencontrer, sauf exception, de résistance notable. Et là où les soldats italiens s'opposent aux soldats allemands, la *Wehrmacht* réagit avec cruauté.



Cinq mille soldats italiens sont prisonniers de guerre après des combats germano-italiens sur l'île de Kephallonia et sont exécutés, en septembre 1943, dans un massacre qui constitue l'un des plus grands crimes commis par la *Wehrmacht* durant toute la guerre. (Il est devenu l'objet de plusieurs instructions judiciaires infructueuses depuis 1964, la dernière, commencée en 2008, n'est pas encore close.) L'aviation allemande attaque (et coule en partie) la marine de guerre italienne dont les navires les plus importants tentent de rejoindre Malte.

Les troupes allemandes occupent Rome le 10 septembre, mais sans rencontrer de grandes difficultés. Il faut dire que le dilettantisme avec lequel Badoglio a préparé la sortie de l'Italie de la guerre se paye au prix élevé. Voilà donc le chef du gouvernement italien chassé de la capitale italienne par l'Allemagne nazie et contraint à chercher refuge auprès des troupes alliées dans l'extrême sud de la Péninsule. Du coup, les citoyens et les soldats italiens plus au nord sont exposés à une situation de vacance du pouvoir qui est aussitôt exploitée, et de la manière la plus brutale, par l'Allemagne nazie.

La République de Salò

Celle-ci libère, le 12 septembre, l'ex-Duce, à l'aide d'un commando de parachutistes déposés par planeurs, de l'hôtel Campo Imperatore du Gran Sasso. Puis, elle

installe Mussolini comme chef d'un État satellite, la «République sociale d'Italie ». Il est gouverné depuis une petite ville, Salò sise sur les rives du lac de Garde. C'est pourquoi ce nouvel État d'opérette sera souvent appelé « République de Salò ». Totalement dans la main de l'Allemagne nazie, Mussolini déclare aussitôt la guerre à l'Italie libérée, le royaume d'Italie. Le choix de Salò comme siège du nouveau gouvernement fasciste, ville protégée par les Alpes et située près des frontières du Reich, correspond aux intérêts de l'Allemagne nazie. Elle souhaite conserver autant qu'il se peut l'apport industriel très important de l'Italie du Nord et disposer des plus de 400 000 soldats italiens faits prisonniers en septembre 1943. Des hommes aussitôt déportés en Allemagne où ils accomplissent de très durs travaux forcés qui font perdre la vie à pas moins de 30 000 parmi eux ! L'Allemagne entend profiter de l'apport militaire non négligeable des forces armées mussolinianes, qui totalisent 750 000 hommes (dont bon nombre de fascistes fanatiques), afin de combattre la Résistance italienne sur la Péninsule même.



En fait, l'Italie se trouve, depuis septembre 1943, jetée dans une terrible guerre intestine dans laquelle les troupes mussolinianes, formées parfois par des SS allemands, se distinguent par une brutalité particulière. Les Italiens « moyens », dans leur grande majorité las du fascisme et favorables à leur libération par les Alliés, constatent que l'armée allemande (assistée des SS) mène en Italie occupée ce qu'il faut bien appeler une *guerre exterminatoire* : des soldats allemands transposent en Italie la brutalité qu'ils ont apprise dans la guerre menée contre l'URSS et laissent libre cours à leur rage contre les Italiens qu'ils

considèrent comme des traîtres. Trente mille résistants antifascistes et antinazis vont mourir dans les mois à venir. Mais ils ne sont pas les seuls en danger de mort. Dès septembre 1943, une division SS assassine, au lac de Garde, des familles juives italiennes. Dès novembre 1943, la « République de Salò» considère les juifs italiens comme des ennemis ; ils perdent leur citoyenneté et leurs droits. En décembre, ils sont raflés, envoyés dans des camps de concentration, puis déportés par les Allemands, souvent à Theresienstadt ou Auschwitz. Très peu parmi les juifs italiens déportés survivront.

Franchir la « ligne Gustav », la « ligne César » et la « ligne Gothique »

Début octobre 1943, les Alliés ont réussi à s'établir fermement dans le Sud de la Péninsule. Ils y disposent, en particulier des aérodromes de la région de Foggia d'où peuvent partir des bombardiers qui pénètrent profondément en Europe centrale occupée par l'Allemagne nazie. On observe un net recul des troupes allemandes dans l'espace méditerranéen.



Ce recul se poursuit en Sardaigne, puis en Corse qui devient, le 4 octobre 1943, le quatrième département français à être libéré de l'ennemi. Sur la péninsule italienne, la guerre entre l'Allemagne nazie et les Alliés se poursuit désormais sur un front long de 250 kilomètres qui traverse l'Appenin, de la mer Tyrrhénienne à la mer Adriatique. Aux troupes britanniques, américaines et canadiennes se joignent aussi, à partir du 17 octobre, les soldats du royaume d'Italie (dont la petite armée s'appelle l'*Esercito*

Cobelligerante Italiano) qui, en déclarant la guerre à l'Allemagne nazie, accomplit son changement de camp.



La nouvelle France reforge son épée en Italie

Le Corps expéditionnaire français (CEF) qui combat en Italie à côté des Alliés symbolise la véritable entrée de la France dans la guerre, après la bataille de Tunisie. C'était un défi que de reconstituer une armée cohérente, unitaire et efficace. La nouvelle France devait se montrer digne d'être du côté des vainqueurs. Environ 110 000 soldats constituent ce CEF intégré en Italie à la 5 armée américaine du général Mark Clark. Il combat à droite de troupes américaines et à gauche de la 8 armée britannique.

Les soldats qui font partie du CEF proviennent de trois sources différentes. Les Forces françaises libres du général de Gaulle : la 1 DFL (division française libre), soit 18 500 hommes ; l'armée d'Afrique reconstituée en Afrique du Nord par le général Giraud avec l'aide des Américains. À quoi il faut ajouter les évadés de France par l'Espagne qui ont gagné l'AFN à partir de novembre 1942. Plus de la moitié des soldats du CEF ne sont pas des « Européens » (ceux qui le sont, sont en majorité des « pieds-noirs »), mais souvent des fils de paysans du Maghreb, habitués aux conditions climatiques difficiles de la montagne méditerranéenne en hiver. Leur combativité sera

exemplaire. Le commandant en chef du CEF, le général Alphonse Juin (assisté du général Carpentier), réussit à forger avec ces hommes très disparates en peu de temps une force sérieuse et combative. Une bonne partie de l'équipement est fournie par les États-Unis dont, en particulier, l'artillerie. Le général Juin, plus âgé que le général Clark, accepte d'ailleurs de plein gré de se soumettre avec son CEF au commandement américain.

Mark Clark laissera dans son autobiographie un témoignage vibrant de l'art militaire de Juin et du courage et de la ténacité de ses troupes, en particulier lors de la percée difficile de la « ligne Gustav ». Les combats les plus importants du CEF ont été les batailles autour du monastère de Monte Cassino où la *Wehrmacht* a été vaincue avec l'appui décisif fourni par la 4 division de montagne marocaine, la 2 division d'infanterie marocaine et la 1 DFL. Les troupes françaises sont parmi les premières à entrer dans Rome, le 4 juin 1944. À cette occasion, Clark confie à Juin : « Sans les Français, nous ne serions pas là ! »

La masse du CEF a été retirée d'Italie en août 1944 pour former, augmentée de 50 000 soldats supplémentaires, « l'Armée B » qui a participé au débarquement de Provence. Les hommes passent alors sous le commandement du général de Lattre de Tassigny.

Commencent ainsi, en octobre 1943, les combats pour la libération des deux tiers de l'Italie qui se situent au

nord de Naples, occupés par la *Wehrmacht* et gouvernés par Mussolini. Durs combats qui ne cesseront qu'en mai 1945 ! Pour l'Allemagne, il s'agit non seulement d'exploiter autant qu'il se peut les ressources de l'Italie occupée. Il s'agit aussi de tenir les Alliés aussi éloignés que possible de la rive orientale de la mer Adriatique, et ainsi de l'Europe du Sud-Est avec ses ressources en cuivre, en pétrole, en bauxite, essentielles pour son industrie de l'armement. En Europe du Sud-Est, la perte de l'ancien allié italien se fait durement sentir pour l'occupant nazi confronté à une population rebelle, parcourue de divisions ethniques et religieuses violentes. La situation y est à peine contrôlée par les forces armées allemandes qui y deviennent toujours plus nerveuses et toujours plus brutales. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'Allemagne nazie dépense un effort considérable afin de stabiliser le front italien.

Elle construit une série consécutive de lignes de défense dont la plus importante est la « ligne Gustav» qui parcourt l'Italie à une centaine de kilomètres au sud de Rome. Plusieurs fois attaquée en automne 1943, la ligne ne cède qu'à la fin de l'année et uniquement dans sa partie orientale. Une tentative de la contourner dans sa partie occidentale avec 40 000 hommes débarqués derrière le front, en territoire occupé par la *Wehrmacht*, l'opération *Shingle*, échoue en janvier 1944, suite à une erreur du commandement américain et mène à la mort de sept mille soldats alliés.

Monte Cassino



Pour percer la « ligne Gustav » dans sa partie orientale, il a fallu une bataille de plusieurs jours extrêmement dure, maison par maison, dans une petite ville sur l'Adriatique. Cette « bataille d'Ortona » reste pour le Canada (qui fournit le gros des troupes et dont 1 500 hommes sont tués dans l'action) la plus dure de toute son histoire militaire. Mais pour casser la résistance de la *Wehrmacht* au milieu de la « ligne Gustav » (ce qui est nécessaire pour enfin libérer Rome), il faudra une bataille qui figure parmi les plus longues et les plus atroces de toute la Seconde Guerre mondiale : la « bataille du Monte Cassino » autour du très célèbre monastère bénédictin qui garde depuis l'an 500 la montagne d'où tous les mouvements de troupes en direction de Rome peuvent être contrôlés.

Du côté allié, combattent des soldats américains, néo-zélandais, britanniques, polonais et des Français libres. Les troupes alliées réunissent 105 000 soldats qui attaquent 80 000 soldats de la *Wehrmacht*. Le 17 mai, après quatre mois de combats, ce seront des troupes polonaises qui plantent leur drapeau victorieusement sur les ruines de ce qui avait été, avant sa destruction totale, l'un des plus importants édifices chrétiens de tous les temps. (Les Allemands avaient d'ailleurs évacué les œuvres d'art avant la bataille et le monastère sera reconstruit.)



Cette victoire durement acquise – la bataille aura coûté la vie à 12 000 soldats alliés et à 20 000 soldats allemands – reste aujourd'hui encore le moment historique dans lequel se condense pour la mémoire

collective en Pologne la participation importante de leurs soldats exilés à l'effort de guerre allié.

Une fois la « ligne Gustav» franchie, les Alliés se heurtent à une nouvelle ligne fortifiée, la « ligne César» qui passe de Rome à Pescara. Il faudra plusieurs mois pour que les Alliés puissent occuper l'Italie centrale, dont Ancona, port important sur l'Adriatique, pris, à nouveau, par des troupes polonaises après quatre semaines de combats. Les troupes allemandes se retirent, mais elles se retirent, à nouveau, derrière une ligne fortifiée, la «ligne Gothique » parcourant l'Italie de Pise à Pesaro. Et ce n'est que le 4 juin 1944 que Rome, déclarée ville ouverte par la *Wehrmacht*, est libérée par les Alliés.

Le crime des *Fosse ardeatine*

Quelques semaines auparavant, le 24 mars 1944, a eu lieu aux abords de Rome, dans deux caves, les *Fosse ardeatine*, le plus atroce crime de guerre commis par l'Allemagne nazie sur le sol italien. Pour venger la mort de 33 membres d'un bataillon de la police armée, tués la veille dans un attentat à la bombe par la *resistenza* communiste, les chefs des SS et de la *Wehrmacht* de Rome, assistés du chef italien de la police fasciste, tombent d'accord pour exécuter 335 civils. Puisqu'on ne trouve pas assez de condamnés à mort dans les prisons de la police politique, on y ajoute 57 otages juifs ayant échappé à la déportation. L'action a été approuvée par Hitler lui-même, et par tous les échelons du commandement militaire allemand. Quatre-vingts SS tuent les otages par balles dans la nuque. Les

caves sont ensuite plastiquées. Après la guerre, les responsables de ce crime de guerre sont jugés, puis libérés après un temps plus ou moins long.

Parmi les SS qui ont tiré, l'un a vécu longtemps en Italie, sans être identifié. Il est allé jusqu'à jouer, en 1969, dans le film de Luchino Visconti, *Les Damnés*, le rôle d'un officier nazi. En 1996, il a été arrêté et condamné, par une cour militaire à Rome, à la prison à perpétuité. Il est mort en 2004. Un autre a pris la fuite pour l'Argentine en 1948 où les autorités locales (et allemandes) ont eu vent de son passé. En 1995, après la découverte par le parquet militaire de Rome de « l'armoire de la honte » (un fichier « oublié » de 2274 cas de crimes de guerre nazis en Italie), cet ancien SS a été extradé puis jugé en Italie. Condamné en 1998 à la détention à perpétuité, il vit toujours à Rome. Sa peine a été commuée en assignation à résidence en 2007.

Des Brésiliens dans la bataille

Dans les mois qui suivent, les Alliés continuent à repousser, lentement, la *Wehrmacht* en direction du nord. Contre la volonté britannique, les troupes de la France libre (dont l'effort en Italie a été important – ils ont, par exemple, libéré la ville toscane de Sienne le 3 juillet) et un nombre élevé de troupes américaines quittent d'ailleurs l'Italie pour participer, en août, à l'invasion alliée du Sud de la France.



Ces troupes sont remplacées en partie par des soldats venus du Brésil, de la seule nation belligérante

de l'Amérique du Sud. Ces Brésiliens combattant en Italie sont l'une des images les plus frappantes de cette guerre, devenue pleinement mondiale. Le Brésil avait déclaré la guerre à l'Allemagne dès août 1942, mais il avait pris quelque temps pour rendre opérable un corps expéditionnaire de 25 000 hommes qui débarquent à Naples en juillet 1944. Le corps brésilien est intégré dans le dispositif militaire allié déjà fortement international. Ils combattront à côté des forces du Commonwealth britannique où l'on trouve un nombre élevé, non seulement de Canadiens et de Néo-Zélandais, mais aussi d'Indiens, d'Africains, d'Arabes et même des juifs de Palestine. Et ils combattront à côté des *US Troops* qui incluent un régiment composé d'Américains d'origine japonaise et une division de Noirs américains (il faut se rappeler qu'on est encore, dans ces années quarante, aux jours de la ségrégation ethnique aux États-Unis !). Et il faut mentionner également la présence de soldats italiens antifascistes.

Les Brésiliens combattent avec courage ; un millier d'entre eux sont tués dans cette terre italienne, si éloignée de leur patrie, luttant en Europe pour libérer le monde du fléau nazi et fasciste. Ils prennent part aux attaques alliées qui ne cessent durant l'automne et l'hiver 1944. En décembre 1944, le front s'établit à hauteur de Ravenne. Il faudra attendre avril 1945 pour que puissent reprendre les offensives alliées dont le but est enfin de libérer les plaines de la Lombardie. Le 20 avril, le front s'établit sur le fleuve du Pô. Trois jours plus tard, cet obstacle naturel est enfin traversé.

Mussolini est pendu et l'Italie est libérée le 2 mai 1945

Dès l'été 1944, l'activité de la Résistance armée italienne était devenue si intense qu'elle constitue un sérieux appoint militaire pour les Alliés.



Ainsi, a lieu en Emilia-Romagna, entre le 28 juillet et le 3 août 1944, une véritable bataille entre les partisans et l'armée allemande. Le 11 août, les partisans ont largement contribué à libérer la ville de Florence. Après l'hiver, où ils ont souffert d'une répression brutale par les SS, ils reprennent leur action qui débouche alors sur un soulèvement général. Le 21 avril 1945, ils libèrent Bologne, puis Modène. Le 25, c'est au tour Gênes, de Turin, de Milan. Le 26, les partisans forcent 5 000 soldats allemands à la capitulation à Padoue. Le 28, ils libèrent Turin et Bergame. Et ce même jour, des résistants communistes reconnaissent, dans un village sur les rives du lac de Côme, Mussolini et son amie Clara Petacci en route pour la Suisse. Les deux sont aussitôt exécutés.

Il a fallu l'encerclément de Berlin, mille kilomètres plus au nord, pour que, enfin, la *Wehrmacht* cesse en Italie le combat.



Le 29 avril, des émissaires allemands signent un document qui prévoit la capitulation sans condition en Italie à partir du 2 mai. Mais même cette dernière journée ne s'écoule pas sans atrocités. Le 2 mai, des SS appartenant à une unité spécialisée dans la lutte contre les partisans commettent le dernier crime de guerre allemand sur le sol italien. Se retirant en Autriche, ils incendent, dans les Alpes friouliennes, le village d'Avasinis et assassinent cinquante et un de ses habitants dont cinq enfants !



Après presque deux années, les armes se taisent enfin. Les combats en Italie ont été, sous tous les rapports, les plus coûteux de toute la Seconde Guerre mondiale dans la moitié occidentale de l'Europe. Pour libérer l'Italie du joug de l'occupant nazi et de son gouvernement vassal fasciste, 60 000 soldats alliés ont trouvé la mort (50 000 soldats de la *Wehrmacht* sont tombés en Italie). Les pertes totales (morts, disparus et prisonniers) ont été très élevées de part et d'autre : 320 000 soldats du côté allié ; 660 000 du côté allemand. 30 000 Italiens sont morts comme résistants, 10 000 civils ont été tués. La participation des soldats de la France libre à la campagne d'Italie a été particulièrement importante. En avril 1944, les effectifs du corps expéditionnaire français ont atteint 112 000 hommes, 32 000 parmi eux ont été tués, portés disparus ou blessés.

Chapitre 34

L'Armée rouge à la reconquête de l'Europe orientale

Dans ce chapitre :

- Les ressources inépuisables de l'URSS désamorcent l'arme de la « guerre éclair »
- La Hongrie vassalisée par l'Allemagne nazie
- En Biélorussie, l'« opération Bagration » anéantit l'armée allemande sur la Bérézina
- Juillet 1944 : l'Armée rouge libère la dernière ville de Russie

Quand, le 22 juin 1943, la guerre germano-soviétique entre dans sa troisième année, l'Axe a subi quelques très grands revers en Union soviétique. Mais on ne peut pas dire qu'à ce moment, il ait déjà perdu cette guerre dans la guerre. La stratégie d'Hitler, à ce moment, est surtout de « durer » en terre soviétique.

La bataille légendaire de Koursk

Hitler veut infliger à l'Armée rouge des défaites à partir d'attaques brèves conduites sur des lieux stratégiques. Il s'agit d'éviter à tout prix que la guerre ne devienne une guerre d'usure que l'URSS, compte tenu de son potentiel, ne peut que gagner. En effet, la *Wehrmacht* a réussi en mars 1943 – après « Stalingrad » et la rapide

progression de l'Armée rouge en direction occidentale – une contre-offensive en Ukraine orientale et en Russie du Sud-Ouest qui se termine par la reconquête de Charkov, la quatrième ville de l'URSS, et de Belgorod. L'essentiel pour l'Allemagne, c'est qu'elle peut ainsi continuer à exploiter le bassin houiller et minier du Donbass. Elle parvient, du même coup, à stabiliser son front du Sud en URSS en évitant que ne soient coupées, de l'arrière, ses armées (et celles de ses alliés italien, hongrois et roumain) qui opèrent au Sud-Est une grande retraite, du Caucase, puis tout le long de la mer Noire, en direction occidentale.



Consécutive à la défaite de Stalingrad, cette terrible retraite hivernale sur des centaines de kilomètres, ponctuée de batailles, par un temps glacial, a constitué une terrible épreuve pour les alliés de l'Allemagne nazie : des 220 000 Italiens de l'*Armata italiana in Russia*, 114 000 sont portés morts, disparus ou blessés ; des 57 000 chasseurs alpins italiens, il ne reste que les 11 000 hommes en vie qui, en mars 1943, sont rapatriés. Il en est de même avec la Hongrie dont l'armée vient de perdre, mi-janvier 1943, en l'espace de quelques jours, 135 000 hommes, dont 40 000 tués.

Opération «Zitadelle»

La question reste entière de savoir si la *Wehrmacht* va retrouver, avec le printemps, la force de répéter, en 1943, le scénario de 1942 et de 1941, c'est-à-dire de repasser à l'attaque en URSS, dès que les conditions météorologiques le permettront. Jusqu'alors, sa supériorité opérationnelle dans des attaques focalisées et rapides, menées par blindés soutenus par avions, lui

a permis de remporter des victoires même contre un adversaire beaucoup plus nombreux. En mars 1943, le tracé du front suggère avec force où une telle action doit avoir lieu. Au centre du front germano-soviétique se trouve, en Russie occidentale, un gros saillant, profond de cent et large de deux cents kilomètres, se déployant autour la grande ville de Koursk, reconquise en hiver par l'Armée rouge. Le plan allemand, élaboré dans ses moindres détails sous le nom d'opération *Zitadelle*, est de sectionner ce saillant de l'arrière soviétique par deux pointes de blindés venant du nord et du sud. Seulement, face à l'incapacité de la *Wehrmacht* de développer, faute d'hommes et de matériel, en temps utile sa victoire de Charkov, l'Armée rouge a été en mesure de transformer au printemps le « saillant de Koursk » en une véritable forteresse. Du côté allemand, les leaders sont tiraillés entre la confiance et la prudence. Confiance, parce que la *Wehrmacht* met en service deux nouveaux modèles de panzers flambant neufs qu'on croit très supérieurs aux tanks soviétiques, le *Panther* et le *Tiger*. Prudence, parce qu'on connaît parfaitement la supériorité numérique grandissante, voire, déjà, écrasante des forces soviétiques.



En effet, quand l'offensive allemande commence le 5 juillet, les deux pinces allemandes venant du nord et du sud ne sont fortes que de 330 000 hommes chacune, pivotant autour d'une troisième armée de 120 000 hommes. Sont mobilisés 1 300 panzers et 1 400 avions. L'Armée rouge a transféré pour la défense de Koursk 1 300 000 hommes, assistés par un demi-million de soldats supplémentaires, prêts à l'arrière. Elle disposait de 5 000 blindés et de 2400 avions. Et elle peut désormais compter sur des milliers

de partisans, très actifs à l'arrière de l'armée allemande, y compris en Ukraine limitrophe à l'ouest du saillant. La grande force des partisans ukrainiens, en 1943, s'explique par la brutalité outrancière du régime d'occupation nazi en Ukraine, en particulier lors de ses rafles de travailleurs forcés ensuite déportés. Un autre soutien de l'Armée rouge vient de la part de la Grande-Bretagne. Les services de décodage britanniques sont désormais en mesure de lire les messages allemands et sont, par conséquent, parfaitement informés des mouvements de troupes en URSS. Staline est aussitôt informé. Les conditions préalables pour la réussite d'une guerre éclair ne sont ainsi plus réunies. Mais la *Wehrmacht* persiste à en adopter la méthode !

Hitler espère même que Staline engouffre autant de ses soldats que possible dans ce saillant, qu'il croit pouvoir couper facilement de l'arrière soviétique. Aux premiers jours de la bataille, les deux pinces allemandes arrivent, en effet, à se rapprocher l'une de l'autre, mais déjà au prix de combats d'une férocité sans pareil. Face aux T34 soviétiques, les nouveaux *Tiger* se montrent à la hauteur des espérances, les *Panther*, par contre, déçoivent. Mais la différence qualitative de l'armement reste telle que dans la première semaine des combats, la proportion des tanks détruits s'établit à dix contre un en faveur de l'armée allemande. Le 12 juillet 1943, la grande explication a lieu entre les trois corps de panzers, qui forment la pointe de l'armée Sud de la *Wehrmacht*, et une armée de 850 blindés soviétiques. Pour l'historiographie et la mémoire soviétiques, Koursk est restée la plus grande bataille de blindés de l'histoire militaire.

Mythe et réalité

En réalité, il n'y a pas eu, ce 12 juillet, de victoire militaire soviétique. Au contraire, tandis que l'Armée rouge perd 239 de ses tanks, la *Wehrmacht* en perd trois et arrive à tenir ses positions.



Une mémoire officielle a caché de telles vérités en Union soviétique jusqu'en 1990, ceci pour couvrir les erreurs des chefs politiques et militaires de l'époque. En même temps, il est faux aussi, comme ont pu le soutenir certains généraux allemands après coup, que la *Wehrmacht* aurait été proche, les 11 et 12 juillet 1943, d'une énorme victoire. Les réserves de l'Armée rouge prêtes à remplacer ses immenses pertes autour de Koursk sont devenues proprement gigantesques : un million d'hommes, trois mille tanks et quatre mille avions. En vérité, les Allemands n'ont aucune chance de résister à la longue à une telle avalanche !

Mais ce qui décide immédiatement, dès le lendemain 13 juillet 1943, de la fin de l'opération *Zitadelle* est autre chose. Hitler ordonne à ses maréchaux d'interrompre ce qui a été planifié comme une très grande offensive. Il juge plus important de combattre avec autant de forces que possible les Alliés qui viennent de débarquer en Sicile, raison pour laquelle il y transfère aussitôt ses unités de blindés les plus fortes. Autour de Koursk, la *Wehrmacht* ne peut espérer que de se retirer en bon ordre sur ses positions de départ. Et en effet, l'opération *Zitadelle* aura été la dernière véritable offensive de l'armée allemande en Russie.

L'Armée rouge reprend définitivement l'initiative

Sur le front germano-soviétique, l'Allemagne nazie vient de perdre l'initiative, en juillet 1943. Sa suprématie opérative peut encore mener à des succès passagers, mais sa tactique de la « guerre éclair » échoue dans la durée face à l'URSS. Et cela, parce que celle-ci peut remplacer, sans plus aucun risque (grâce à sa supériorité aérienne désormais incontestée), ses pertes par ses immenses réserves. L'expérience faite par l'Axe en Afrique du Nord se répète ainsi en Russie.



Pour la première fois, le 7 août 1943, l'Armée rouge réussit une percée opérative contre les troupes ennemis, percée qu'elle n'arrive cependant pas (encore) à développer. Mais la force de l'économie de guerre soviétique, devenue éclatante, s'allie désormais à la qualité du commandement militaire, nettement améliorée. Et à cela s'ajoute un fait capital : la guerre en Europe est devenue pour l'Allemagne, avec le débarquement allié en Sicile, une guerre chaude sur deux fronts. C'est la situation qu'a toujours redoutée Hitler.



Cet ensemble de facteurs joue quand l'Armée rouge passe, à partir du 12 août, à la contre-offensive, non seulement à Koursk, mais aussi plus au nord, au front d'Orel, et plus au sud, au front de Belgorod. Sur ces deux derniers fronts, longs de quatre cents kilomètres chacun, l'Armée rouge remporte deux grandes victoires – elle occupe les deux villes le même jour du 15 août 1943 et progresse depuis Belgorod en Ukraine, vers Charkov, libérée le 23. Si on rassemble ces deux batailles et celle de Koursk en une seule, on peut parler de la plus grande bataille de la Seconde Guerre mondiale.



Une bataille dont les réalités n'émergent qu'aujourd'hui des archives devenues disponibles, corigeant une mémoire collective aiguillée vers le triomphalisme à l'époque soviétique. Pour que ces victoires (qui avaient sans doute été très grandes) puissent être des succès véritables, les pertes devaient être moindres du côté soviétique. L'Armée rouge a perdu, entre le 5 juillet et le 18 août, le nombre épouvantable de 1,7 million d'hommes, la *Wehrmacht* 230 000. Elle a perdu 6 000 blindés, l'ennemi 760. Elle a perdu 4209 avions, la *Luftwaffe* 524.



La volonté de libérer enfin la terre russe et ukrainienne a primé sur le souci de ménager les vies des soldats.

Le « mur de l'Est »

Les victoires soviétiques de l'été amènent Hitler à ordonner la réalisation d'un projet demandé par les militaires depuis le printemps. Des centaines de milliers d'ouvriers réquisitionnés et forcés, commencent, en août, à fortifier à une centaine de kilomètres à l'arrière du front une ligne partant de la mer Baltique au nord jusqu'à la mer Noire au sud. Hitler espère arrêter l'Armée rouge au plus tard à ce « mur de l'Est » (*Ostwall* ou ligne « *Panther-Wotan* ») suivant sur deux tiers de son tracé le Dniepr, le troisième fleuve d'Europe. Le Dniepr qui prend sa source en Russie occidentale, parcourt ensuite la Biélorussie puis l'Ukraine pour se jeter dans la mer Noire à l'ouest de la Crimée.

Pendant que l'Allemagne nazie essaie fiévreusement, en août et septembre, de fortifier cette ligne, l'Armée rouge progresse inlassablement vers l'ouest, traversant des zones dévastées où l'Allemagne avait appliqué la politique criminelle de la « terre brûlée ». Sur le tiers nord du front, la *Wehrmacht* arrive à tenir ses positions à l'est de la ligne. Dès le mois d'octobre, l'Armée rouge parvient dans les deux secteurs Centre et Sud à rejoindre le grand obstacle naturel du Dniepr. Et elle arrive parfois même à établir des têtes de pont, férolement attaquées, sur la rive occidentale du fleuve : Kiev, par exemple, est libérée dès le 5 novembre. Et dans le secteur Sud du front, l'Armée rouge réussit à traverser la ligne en établissant une tête de pont qui coupe les armées ennemis de la Crimée de l'arrière. L'Allemagne nazie continuait, en effet, à s'accrocher avec la dernière force sur la grande presqu'île en mer Noire. Le but est de protéger ainsi les champs pétrolifères de la Roumanie, de réconforter la Bulgarie alliée et de maintenir la Turquie dans le camp des neutres. Elle défend, avec la même ardeur, les mines de Krivoï-Rog, deux cents kilomètres au nord de la Crimée.

L'URSS est en mesure de gagner, avant l'hiver 1943-1944, une bonne position de départ pour le printemps à venir. Surtout, sa progression en direction occidentale sur plusieurs centaines de kilomètres lui a rendu des zones industrielles précieuses, celle du Donbass surtout. L'Allemagne nazie arrive encore à combattre, à ralentir l'Armée rouge, à lui infliger des pertes terriblement sanglantes avec son armée très inférieure en nombre. Mais ses ressources humaines et matérielles s'épuisent. Ainsi, l'une des conséquences des grands succès soviétiques le long du Dniepr est d'assurer à Staline une position diplomatique confortable, face à Churchill et Roosevelt, notamment à la conférence de Téhéran fin novembre 1943.

Victoires de l'Armée rouge en Ukraine, mais à quel prix ?



En hiver, la situation continue à évoluer rapidement en faveur de l'URSS. Au nord, l'Armée rouge desserre définitivement, après neuf cents jours, l'étau autour de la deuxième ville soviétique, Leningrad. À partir du 18 janvier 1944, elle commence son attaque qui repousse en six semaines la *Wehrmacht* derrière son « mur de l'Est » fortifié qui passe deux cents kilomètres plus à l'ouest. Dans le secteur central du front, l'Armée rouge élargit ses têtes de pont à l'ouest du Dniepr puis arrive à reconquérir, jusqu'à la fin du mois de février, une bonne partie du nord de l'Ukraine. Plus au sud et sud-est, la ligne de front décrit encore un grand arc en direction orientale.

L'Armée rouge arrive à reconquérir en février, au prix de dures batailles, les précieux gisements de minerai autour de Krivoï-Rog.



Un mois plus tard, le 24 mars, l'Armée rouge traverse le Dniestr pour se trouver, pour la première fois dans sa progression en direction occidentale, sur terre étrangère, en Roumanie orientale. Le 10 avril, les troupes allemandes et roumaines sont contraintes de quitter Odessa, sur la mer Noire. Et deux jours auparavant a commencé, plus au sud encore, sur la Crimée, l'opération par laquelle les troupes germano-roumaines sont chassées de la presqu'île et surtout du port de Sébastopol, au prestige symbolique, réputé le plus fortifié du monde.

Cette série ininterrompue de succès pour l'Armée rouge signifie autant de revers gravissimes pour la *Wehrmacht* dont, désormais, des divisions entières sont pulvérisées.



Hitler espère que la situation militaire générale pourra être retournée par la mise en service, attendue sous peu, des nouvelles « armes secrètes » de la *Wehrmacht*, les « bombes volantes » – un missile de croisière précoce – V1 et les fusées V2. Il compte sur les frictions grandissantes entre les Soviétiques et les alliés occidentaux qui, espère-t-il, aboutiront à l'éclatement de leur coalition.

Mais dès les premiers mois de 1944, l'Allemagne nazie doit se rendre à l'évidence que c'est sa propre coalition qui est menacée d'éclater. Le 19 mars, Hitler mobilise 120 000 troupes pour occuper son allié hongrois devenu

incertain par suite de la progression de l'Armée rouge. En fait, les relations entre le régent de Hongrie, Miklos Horthy, et Adolf Hitler n'ont jamais été bonnes. Pour le dictateur nazi, Horthy est un représentant parfait de la réaction austro-hongroise, un vestige de l'ancien régime qui a osé maintenir un Parlement où l'on trouve des députés juifs et des sociaux-démocrates. L'effort de guerre fourni par la Hongrie sur le front de l'Est a été médiocre aux yeux des nazis.



Mais le comble est le fait que le chef de gouvernement de Horthy, Kallay, a noué depuis 1942 des contacts secrets (mais connus des Allemands) avec les alliés occidentaux et qu'il se refuse à céder aux exigences hitlériennes en ce qui concerne la « question juive » en Hongrie. Ainsi les 825 000 juifs de Hongrie peuvent continuer à vivre, au milieu de l'Europe dominée par l'Allemagne nazie, sous un régime qui les discrimine, en effet, mais où ils ne doivent pas craindre d'être déportés et tués. Ces choses changent radicalement quand les troupes hitlériennes déferlent sur la Hongrie et transforment l'Allié en État satellite. Dès lors, le sinistre Adolf Eichmann s'occupe avec une efficacité diabolique de sa mission spéciale. En l'espace de quelques semaines, plus de 400 000 juifs de Hongrie seront déportés à Auschwitz. Au total, 565 000 juifs de Hongrie seront assassinés.

« Opération Bagration » en Biélorussie

Tant que l'Allemagne nazie arrive à tenir le front éloigné du Gouvernement général de Pologne et des frontières du Reich, elle peut faire fonctionner ses camps de la mort. Or, à la fin du printemps 1944, le front se trouve

encore à quatre cent cinquante kilomètres d'Auschwitz. Plus au nord, dans la partie biélorusse du front, la distance est encore beaucoup plus grande, mille kilomètres environ.

L'Armée rouge va tout faire pour réduire ce grand saillant de Biélorussie, toujours sous occupation ennemie.



Elle choisit à dessein le 22 juin 1944, le jour anniversaire de l'attaque de l'URSS par l'Allemagne, pour commencer son offensive dans ce secteur central du front germano-soviétique. L'offensive appelée « opération Bagration » est conçue dans son point focal comme l'ont été les offensives allemandes en 1941. On prévoit un mouvement de deux pinces se refermant derrière la capitale biélorusse Minsk. Les conditions de départ sont excellentes du côté soviétique. L'Armée rouge dispose de quatre fois plus de soldats que son adversaire, de dix-neuf fois plus d'artillerie, de vingt-trois fois plus de blindés, de dix fois plus d'avions. L'état psychologique et physique des soldats allemands est au plus bas. À la pénurie constante de nourriture s'ajoutent la peur de la mort et un abus constant d'alcool toléré et même encouragé par les officiers.



Le 4 juillet, les deux pinces de l'Armée rouge exécutent leur mouvement comme prévu. Et le résultat se situe à la hauteur des préparatifs. Presque trente divisions allemandes seront proprement réduites à rien ! Quelques petits groupes de soldats allemands survivants tentent de rejoindre les lignes allemandes en traversant isolément forêts et marécages sur plus de 150 kilomètres. Mais presque tous sont arrêtés par des partisans qui appliquent à leur égard une cruauté égale à celle qu'ils ont subie de la part des unités armées allemandes spécialisées dans la lutte contre les partisans depuis 1941.

L'«opération Bagration » fait perdre à l'armée allemande 250 000 hommes, mais 440 000 soldats sont aussi perdus du côté soviétique.



Le 17 juillet, un Staline triomphant expose à Moscou 57 000 soldats allemands faits prisonniers en Biélorussie. Le résultat aurait pu être moins désastreux pour l'armée allemande, si elle avait adopté, comme l'ont exigé certains militaires, une tactique de la défense mobile et si elle avait raccourci à temps les lignes du front. L'Allemagne subit donc sur les deux rives de la Bérézina la plus lourde défaite de son histoire militaire, là même où, cent trente-deux ans plus tôt, Napoléon avait subi un sort identique.

La guerre des partisans en URSS occupée

Les contours véritables de la guerre des partisans en URSS n'émergent que depuis très peu de la propagande de la « guerre populaire héroïque » de l'époque soviétique. En 1941, en Biélorussie, comme ailleurs, les troupes allemandes ont été reçues par une partie de la population (et d'abord les paysans) comme des libérateurs de la dictature bolchevique. Il y a eu, comme ailleurs dans l'Europe occupée par l'Allemagne, des collaborateurs avec les nazis. Ce fait est encore souvent passé sous silence aujourd'hui. Mais sans ces collaborateurs, les Allemands auraient été dans l'incapacité de contrôler les vastes territoires occupés en Europe orientale. En 1941, Moscou a appelé les populations à résister. Mais à ce moment, la vaste majorité des « partisans » sont des *soldats* de l'Armée rouge ayant déserté, échappés de la zone de combat ou des camps de prisonniers. Des ex-soldats qui errent dans les forêts et campagnes, forcés de se nourrir sur les populations locales qui les dénoncent souvent aux Allemands. Les choses changent avec la contre-offensive soviétique du printemps 1942. Depuis ce moment, un contact régulier est établi entre le commandement de l'Armée rouge et les partisans, toujours mieux organisés. C'est la décision des Allemands de réprimer la résistance par la terreur qui déclenche véritablement la guerre des partisans. Les bataillons SS mènent des actions de la dernière brutalité, brûlent des villages entiers, déportent leurs habitants en Allemagne comme travailleurs forcés. Ils créent des « zones mortes », tuant, en la seule Biélorussie, 250 000 hommes en plus du demi-million de juifs exécutés ou déportés dans les camps. En 1943, les partisans contrôlent les deux tiers du territoire occupé par les troupes allemandes ! Ils harcèlent courageusement

l'occupant par la destruction de voies ferrées ou de ponts. Mais ils ne peuvent pas pour autant constituer une grande force militaire parce qu'ils sont trop mal armés pour infliger de véritables défaites à l'occupant. Ils sont cependant forts vis-à-vis des populations locales où ils sanctionnent durement tout soupçon de collaboration. Eux aussi brûlent donc des villages où les habitants ont collaboré. Et souvent les paysans sont forcés par la violence de rejoindre le mouvement partisan. On observe ainsi dans ces terribles années en URSS occupée ce qui arrive toujours quand les frontières entre ennemis et amis deviennent incertaines : ce sont les leaders locaux qui tournent en despotes et qui acquièrent le pouvoir de décider de la vie et de la mort.

Le succès de l'« opération Bagration » encourage Staline à passer à l'attaque sur d'autres secteurs du front, en dehors de la Biélorusse. Après avoir rassemblé un peu plus au sud du secteur où il a remporté sa victoire, sur deux cents kilomètres de front, la plus forte union d'armées de la Seconde Guerre mondiale, il passe à l'attaque le 12 juillet. En deux jours, le front est percé et l'Armée rouge se trouve sur territoire polonais, forçant les troupes allemandes à se retirer en direction de Cracovie. Le scénario se répète au nord où tout un groupe d'armées allemand sera sous peu coupé de l'arrière par une percée soviétique en direction de la Baltique. L'espace tenu par la *Wehrmacht* au nord-est dans l'Europe baltique, lui-même se rétrécit comme une peau de chagrin.



Le 23 juillet 1944, Pskow, à quelques kilomètres de la frontière estonienne, est la dernière ville d'importance de la Russie (non de l'URSS) à être reconquise par l'Armée rouge.

Chapitre 35

L'Europe libérée, mais soviétisée

Dans ce chapitre :

- ► Les États baltes rentrent contre leur volonté dans le giron soviétique
- ► Les oscillations de la Finlande entre l'Allemagne et l'URSS
- ► La Roumanie et la Bulgarie changent de camp
- ► L'armée allemande harcelée se retire de la Grèce et de la Yougoslavie
- ► Le siège de Budapest et le renversement d'alliances de la Hongrie
- ► La fin des rêves d'indépendance nationale en Slovaquie et en Pologne

Dans son progrès, l'Armée rouge se trouve, depuis juillet 1944, sur presque tous les secteurs du front, en terre étrangère : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Hongrie, Roumanie. Commence, dès lors, une phase complexe où la joie des populations d'être libérées des nazis ou de leurs régimes satellites se mêle à l'angoisse (parfois plus grande) de bientôt être dominées une fois de plus par de nouveaux vainqueurs.

Les riverains de la Baltique résistent aux Soviétiques



Les soldats de l'Armée rouge ne sont pas toujours accueillis en libérateurs ! Soixante-dix mille jeunes Estoniens n'hésitent pas à s'enrôler dès février 1944 dans des unités allemandes pour lutter contre le nouvel envahisseur à la porte de leur patrie. Ils combattent en été et en automne 1944 à côté des Allemands, mais aussi avec les Belges volontaires SS de la brigade « Wallonie » menée par le pronazi Léon Degrelle. Ce n'est qu'en novembre 1944 que l'armée soviétique finit par occuper, contre une résistance acharnée, le dernier bout du territoire estonien. Les choses se passent d'une manière comparable en Lettonie. Les premières parties de l'ancienne République balte sont réoccupées par l'Armée rouge en juillet 1944. Mais de fortes unités de la *Wehrmacht* s'agrippent à la grande presqu'île balte de la Courlande, où elles sont soutenues par la légion lettone forte de quelque 40 000 soldats (outre une majorité d'hommes qui y ont été enrôlés de force, on y trouve environ 10 000 Lettons férocelement anticomunistes et parfois ouvertement nazis). La Courlande sera ainsi l'un des réduits qui se maintiendront contre l'Armée rouge jusqu'à l'extrême fin de la guerre en mai 1945. La Lituanie, limitrophe au sud de la Lettonie, sera, par contre, conquise par l'Armée rouge dès la fin de janvier 1945. Après en avoir réoccupé une moitié dès juillet 1944, l'armée soviétique reprend l'offensive début octobre, afin d'occuper l'autre moitié de l'ancienne République balte. L'armée allemande se retire alors vers le grand port sur la Baltique, Klaipeda (ou Memel), abandonné par les derniers soldats de la *Wehrmacht* après un siège de trois mois.

Finlande

Plus complexe encore se présente la situation sur la rive Nord de la mer Baltique, en Finlande. Après la guerre d'hiver 1939-1940, la Finlande s'est tournée vers l'Allemagne nazie pour chercher un appui contre l'URSS. En juin 1941, elle a par conséquent permis à des unités de la *Wehrmacht* de stationner sur son territoire, dans le Grand Nord. Après le bombardement de certaines de ses villes par l'URSS le 25 juin 1941, la Finlande fait un pas supplémentaire et déclare la guerre à sa grande voisine en encourageant les troupes allemandes stationnées sur son territoire à l'utiliser comme base de départ pour l'attaque. Les troupes pénètrent ensuite rapidement en territoire soviétique et finissent par y occuper des parties qui n'ont jamais appartenu à la Finlande. En décembre 1941, les belligérants s'installent, de part et d'autre, dans des tranchées et commencent une guerre de position très peu active. Mais en juin 1944, l'Armée rouge revient en force et repousse subitement les troupes finnoises derrière ses positions d'avant la guerre de 1941.



Pour stopper les Soviétiques, la Finlande fait de nouveau appel à l'Allemagne qui envoie des troupes et du matériel. La conséquence en est la plus grande bataille dans l'histoire des pays scandinaves : la bataille de Tali-Ihantala qui a lieu sur l'isthme de Carélie et qui se termine le 9 juillet par une victoire décisive contre l'Armée rouge. L'URSS renonce après cette expérience à conquérir la Finlande.

Dans l'armistice finno-soviétique qui est signé deux mois plus tard, l'URSS exige cependant que la Finlande chasse

les troupes allemandes de son territoire. Ces troupes, assurant l'exploitation des mines de nickel finnoises essentielles à l'économie de guerre de l'Allemagne, refusent de partir. Voilà les cobelligérants de juillet devenus des ennemis en septembre. Les hostilités, d'abord plutôt des mises en scène, deviennent sérieuses en octobre et finissent par le passage des troupes allemandes en Norvège, toujours occupée par l'Allemagne.



Mais lors de cette retraite qui s'échelonne jusqu'en avril 1945, l'armée allemande se venge cruellement. Elle détruit systématiquement villes, ponts et rues, laissant une campagne dévastée où durant des décennies, des Finnois sont encore victimes des mines posées par leurs anciens frères d'armes.

L'Europe danubienne cueillie par l'URSS



À l'autre extrémité du front, près de la mer Noire, au sud, les choses se passent d'une manière tout à fait différente. Le 20 août 1944, l'Armée rouge commence une offensive en Bessarabie avec une force cinq fois plus nombreuse en hommes, sept fois mieux équipée en artillerie, dix fois plus forte en blindés sur quelques très courts secteurs du front où elle a choisi d'attaquer.

Roumanie

Elle réussit à percer les lignes de la *Wehrmacht* et de l'armée roumaine dès le lendemain par une opération bien préparée et brillamment menée, puis progresse rapidement pour occuper les ponts du Pruth et du Danube. Par ces mouvements, l'Armée rouge réussit à séparer une grande partie des troupes germano-roumaines de leur arrière et à les encercler dans deux poches tandis que le reste des armées allemande et roumaine fuit, dans le désordre, en direction occidentale. En l'espace de quelques jours, l'Allemagne d'Hitler et la Roumanie d'Antonescu perdent autant de soldats qu'à Stalingrad ! L'URSS commence aussitôt à s'approprier la Bukovine du Nord et la Bessarabie, en bonne partie roumanophones.



Le jour même où cette grande défaite est acquise, le 23 août 1944, le roi de Roumanie organise un coup d'État contre Ion Antonescu, le remplace par un nouveau gouvernement et annonce aussitôt qu'il a accepté des conditions d'armistice posées par l'URSS. Le 24, la *Wehrmacht* tente d'occuper la capitale Bucarest, mais elle y est reçue par une armée roumaine déjà hostile, assistée d'avions américains. C'est le renversement d'alliances : le 25, la Roumanie déclare la guerre à l'Axe. En l'espace de quelques jours, les troupes allemandes sont repoussées vers le nord, en direction de la Hongrie. Le 29 août, l'Armée rouge conquiert les champs pétrolifères de Ploïesti, aggravant largement le manque de carburants, déjà dramatique, de la *Wehrmacht*.



L'armée allemande est d'ailleurs accompagnée dans sa retraite vers le nord par des dizaines de milliers de civils qui appartiennent à la large population germanophone de Roumanie (745 000 personnes en 1930). Ils préfèrent abandonner leurs fermes et fuir en Allemagne plutôt que vivre dans une Roumanie sans doute soumise à l'influence soviétique où ils risquent, en plus, d'être déportés.

Bulgarie

En Roumanie, l'Armée rouge continue très rapidement sa progression vers le sud et vers l'ouest. Le 5 septembre 1944, elle arrive simultanément à la frontière bulgare et à la frontière yougoslave. La Bulgarie avait déclaré (sous pression allemande) la guerre aux alliés occidentaux en 1941 mais elle n'a ni déclaré la guerre à l'URSS, ni participé à la guerre sur le front Est. Le 5 septembre, c'est donc Moscou qui déclare la guerre à Sofia en pénétrant aussitôt dans le nord-est du pays. L'armée bulgare a reçu l'ordre de ne pas résister. Le 9 septembre, son changement de camp est complet : un nouveau gouvernement bulgare, installé par les communistes, déclare (sous pression soviétique) la guerre à l'Allemagne nazie et commence aussitôt à envahir la Serbie et la Macédoine dans le but de couper aux troupes allemandes le chemin vers la Croatie puis l'Autriche. Fin octobre, les derniers soldats allemands quittent le sol grec, harcelés par l'Armée de libération nationale, puis, fin novembre, l'Albanie.



Détail significatif : les troupes allemandes ne sont pas attaquées dans leur retraite par l'aviation britannique, ou américaine qui aurait facilement pu le faire depuis ses bases italiennes. Les alliés occidentaux les laissent passer pour qu'ils puissent mieux s'opposer, plus au nord, à Belgrade, à l'Armée rouge. Mais ils arrivent finalement en retard. Le 20 octobre 1944, la capitale serbe tombe sous l'assaut de troupes soviétiques, roumaines, bulgares et yougoslaves réunies.

Hongrie

Un mois plus tôt, jour pour jour, l'Armée rouge et son nouvel allié roumain arrivent à la frontière hongroise. Il s'agit d'atteindre Budapest le plus tôt possible. Mais après certains premiers succès, l'offensive à Debrecen débouche sur la bataille de blindés la plus complexe de l'Histoire (encore étudiée aujourd'hui par les élèves des écoles militaires à ce titre). Une bataille indécise qui permet aux troupes germano-hongroises de se replier de manière systématique et d'organiser la défense de la capitale hongroise. Les troupes soviétiques et roumaines réussissent à s'installer sur un tiers du territoire hongrois d'où elles progressent lentement vers Budapest, le 25 décembre 1944.



La bataille pour la Hongrie se transmue alors en siège de Budapest : 800 000 habitants, 37 000 soldats hongrois, 33 000 soldats allemands se trouvent dans la ville. Plusieurs tentatives allemandes pour desserrer l'étau autour de la ville échouent dans le sang. Le 13 février 1945, les dernières forces germano-hongroises capitulent après un siège particulièrement meurtrier. Le 20 janvier 1945, un nouveau gouvernement hongrois issu d'une nouvelle Assemblée nationale provisoire conclut avec l'URSS un armistice et aussitôt déclare la guerre à l'Allemagne nazie. Les combats continuent dans le nord du pays. Des combats féroces, parce que s'y trouvent les derniers puits de pétrole qui servent à alimenter l'armée allemande. Dans ces batailles (mars et avril 1945) s'opposent l'URSS et l'Allemagne nazie, mais aussi leurs anciens ou nouveaux alliés, la Bulgarie et les partisans yougoslaves du côté soviétique, des troupes hongroises et croates du côté nazi. Ce n'est donc que le 4 avril que la Hongrie est libérée de toutes les troupes allemandes qui embarquent avec elles, vers l'Autriche, bon nombre de pronazis hongrois. Comme en Roumanie, commence aussitôt la déportation de la minorité des Hongrois de culture et de langue germaniques (700 000 personnes en 1930) : cent mille adultes sont amenés de force en URSS pour y accomplir des travaux forcés.

La fin du rêve polonais d'indépendance

Au-delà de la frontière septentrionale de la Hongrie, en Slovaquie, a commencé, fin août 1944, un soulèvement contre le gouvernement satellite de l'Allemagne nazie. Mais des unités de la SS, puis de la *Wehrmacht* aussitôt

amenées sur les lieux, y répriment le mouvement en l'espace de deux semaines. Et ces troupes parviennent également à repousser l'Armée rouge qui a projeté d'appuyer les insurgés (que Moscou a essayé d'influencer) en passant par les cols des Carpates. Ce n'est qu'en janvier 1945 que les troupes soviétiques parviennent à traverser cette chaîne montagneuse. Il leur faut trois mois supplémentaires pour qu'elles puissent chasser, le 4 avril, la *Wehrmacht* de la capitale Bratislava en mettant fin, du même coup, au rêve d'un État slovaque indépendant. L'histoire de la Slovaquie ressemble ainsi à celle de sa grande voisine au nord, la Pologne.



Dès juillet 1944, l'armée secrète de Pologne, l'*Armia krajowa* (AK), a livré une bataille d'une semaine à la *Wehrmacht* afin de libérer de ses propres forces la ville de Vilna (devenue, aujourd'hui, sous le nom de Vilnius, la capitale de la Lituanie), polonaise avant guerre. Le but de l'AK est clair : libérer la terre polonaise de l'occupant nazi et prévenir qu'elle tombe, du même coup, sous domination soviétique. En effet, fin juillet 1944, l'Armée rouge est arrêtée à seulement vingt-cinq kilomètres de la capitale Varsovie.

L'insurrection de Varsovie et l'incroyable attitude des Soviétiques



L'*Armia krajowa* déclenche le 1 août l'insurrection : 25 000 résistants tentent de libérer la capitale polonaise. Ils livrent des combats acharnés,

bloc par bloc, contre l'occupant allemand. Ils réussissent bien dans les premiers jours, soutenus par l'armée de l'air britannique qui leur fournit (mais de manière limitée) du ravitaillement par avions.



Incroyable mais vrai, Staline refuse toute aide aux insurgés nationaux polonais ! Au contraire, il appuie, lui, le «comité de Lublin » communiste et prosoviétique dont il souhaite qu'il gouverne bientôt la Pologne. Ainsi, les unités SS et de la police allemande – menées par des commandants particulièrement abjects comme le sinistre Oskar Dirlewanger – arrivent lentement à regagner le contrôle de Varsovie. Le 10 septembre, l'Armée rouge (comportant une armée de Polonais prosoviétiques) a progressé jusqu'aux portes de la ville.



Mais elle ne passe pas à l'attaque, comme si elle voulait laisser d'abord les adversaires nazis achever la répression de l'insurrection nationale polonaise. On n'a cependant pas trouvé un ordre soviétique précis qui confirmerait cette thèse répandue ; et il est vrai aussi que l'Armée rouge a subi, au mois d'août, d'énormes pertes devant Varsovie, ce qui lui a rendu l'attaque de la ville difficile. Quoi qu'il en soit, après soixante-trois jours de combats, le 2 octobre 1944, le commandant de l'*Armia krajowa* est forcé de signer la capitulation. Dix-huit mille soldats polonais ont été tués, plusieurs milliers de soldats allemands. Mais c'est la population civile qui compte le plus grand nombre de victimes : au moins 150 000 habitants de Varsovie ont trouvé la mort ! Et pour aggraver encore le malheur, 70 000 Varsoviens sont déportés après cette défaite dans des camps de

concentration, des centaines de milliers supplémentaires évacués dans un gigantesque camp de transit, alors que leur ville est systématiquement détruite sur ordre d'Himmler.

Sur le plan politique, l'échec de l'insurrection de Varsovie et la réticence des alliés occidentaux à risquer un conflit majeur avec Staline au sujet du futur de la Pologne, signifient que la grande nation de l'Europe du Centre-Est ne pourra plus échapper à la domination soviétique. Lors d'une rencontre avec Staline à Moscou, Churchill concède, d'ailleurs, cette domination par écrit en confirmant ce qui a été décidé, au fond, dès la conférence de Téhéran de 1943 (voir plus loin) – et cela malgré la contribution substantielle apportée par l'armée polonaise à la guerre des Alliés à l'ouest (et en particulier en Italie) durant toute cette année.

« Le bluff le plus grand depuis Genghis Khan»

Le dictateur allemand refuse cependant de regarder en face l'immense force de son adversaire soviétique et il rejette les informations de son service secret sur une proche offensive avec le commentaire laconique que ce serait là « le bluff le plus grand depuis Genghis Khan ».



Le 12 janvier, l'Armée rouge attaque au nord de Varsovie et perce rapidement les lignes allemandes. En avançant vers Dantzig, elle coupe un demi-million de soldats allemands en Prusse-Orientale de l'arrière. Au sud de Varsovie, les troupes soviétiques prennent leur départ dans les trois têtes de pont établies à l'ouest de la Vistule dès l'été précédent. Là encore, elles percent et progressent avec une force et une vitesse inouïes, à l'image d'un immense chasse-neige écartant lors de son passage les troupes allemandes vers le nord et le sud. Le 19 janvier 1945, l'Armée rouge traverse la frontière germano-polonaise d'avant 1939. Dans les mois qui suivent, des combats féroces sont nécessaires pour réduire les troupes allemandes au nord, le long de la Baltique, au sud, en Silésie, et au centre, autour des villes déclarées « fortifiées » comme Torun ou Poznan. Il faudra attendre mai 1945 et la capitulation de l'Allemagne nazie pour que les derniers bouts de la Pologne, dans ses frontières d'avant-guerre, soient libérés. Mais à ce moment, le tracé de la Pologne future a déjà été redessiné sur les cartes.

Chapitre 36

L'Amérique débarque en France

Dans ce chapitre :

- ▶ Opération « Overlord »
- ▶ Le calvaire de la bataille de Normandie
- ▶ Le débarquement de Provence

Depuis longtemps, Staline réclame l'ouverture d'un nouveau front. La France est le point de passage obligé pour atteindre le cœur de l'Allemagne nazie et donner la frappe ultime. Si un second front doit être ouvert en Europe, outre l'Italie, c'est en France qu'il doit se manifester. Deux débarquements ont lieu : celui du 6 juin 1944, le plus connu, et celui de Provence, le moins connu et le moins commémoré, le 15 août 1944.

Ce débarquement, les résistants français le souhaitent et l'attendent depuis 1943. On est d'ailleurs persuadé qu'il va avoir lieu en 1943. Par lui interviendrait vraiment « le commencement de la fin » que Churchill a annoncé.

Opération « Overlord »



Une première tentative (opération Chariot) a eu lieu dès le printemps 1942. L'action vise le port de Saint-Nazaire, là où fut construit le fameux *Normandie*, et se déploie dans la nuit du 28 mars. L'idée est de détruire la seule forme-écluse assez grande pour accueillir le plus grand cuirassé de la marine allemande, le *Tirpitz*, au moment où se déroule la bataille de l'Atlantique. L'opération est conçue par l'amiral Mountbatten. Sur le HMS *Campbeltown* embarquent 611 hommes, accompagnés d'une petite flottille de vedettes. À peine arrivées sur les lieux, les batteries allemandes entrent en jeu violemment et efficacement. 169 hommes sont tués ; 200 sont faits prisonniers ; seuls 242 pourront regagner l'Angleterre. La forme-écluse est détruite et ne sera réparée que dix années plus tard. Mais en somme, c'est un échec tragique.

La deuxième tentative est l'opération *Jubilee*, décidée par Churchill et Roosevelt en avril, sur la pression des Soviétiques qui comptent sur l'ouverture d'un deuxième front. Pourquoi Dieppe ? Parce que ce port d'importance secondaire n'est pas très loin de l'Angleterre et il est moins bien défendu que d'autres.



Le 17 août, 6 468 soldats (essentiellement des Canadiens français) embarquent pour une opération amphibie. Pas de bombardement, pas de parachutage. La zone de débarquement et de front s'étend sur dix-huit kilomètres. Une mauvaise organisation, des erreurs, un défaut de renseignement d'un côté, une réplique allemande efficace de l'autre, et c'est l'échec piteux. Plus de la moitié de l'effectif engagé est hors de combat. Le matériel débarqué est perdu. La population civile a trinqué dans cette opération suicide : 40 morts et 40 blessés.

La leçon est comprise. Il faut une opération de bien plus grande ampleur pour affronter victorieusement la « forteresse Europe ». La France de l'Ouest est ceinturée d'ouvrages bétonnés, de batteries camouflées, de champs de mines, de pièges antichars. Face au mur de l'Atlantique, des objectifs limités sont voués à l'échec.

«L'assaut vertical» pour préparer le deuxième front

C'est au printemps 1943 que la fabuleuse décision a été prise de procéder à un débarquement massif et définitif sur les côtes françaises. Il fallait d'abord s'assurer la maîtrise de l'air (leçon des échecs de Dieppe et Saint-Nazaire) et neutraliser la chasse allemande, ce que Göring avait tenté lors de la bataille d'Angleterre. Le débarquement devrait se faire par mer et par air.

Les Alliés ont déjà commencé à attaquer par bombardements aériens le cœur du système, c'est-à-dire l'Allemagne. C'est une sorte de deuxième front. Il

s'agit d'affaiblir directement le potentiel allemand pour faciliter le travail à l'ouest, notamment en atteignant la capacité aérienne de l'Allemagne. Ce fut « l'assaut vertical ».



Dès juillet, l'aviation américaine et la RAF ouvrent une campagne de destruction contre les centres de production de l'aviation nazie. L'offensive est menée avec des moyens de plus en plus puissants. Ainsi, du 20 au 26 février 1944, 11 000 tonnes de bombes sont larguées. Le résultat : l'industrie ne peut plus remplacer les chasseurs perdus quotidiennement.

Parallèlement à cette phase de bombardements stratégiques, il s'agit d'ouvrir une seconde phase plus proche de la cible : paralyser le trafic à l'arrière du mur de l'Atlantique afin de gêner la mobilité manœuvrière de l'ennemi. Sont visés, tant en Allemagne qu'en Hollande, en Belgique ou en France, les gares, croisements, gares de triage, ponts, ouvrages d'art. Cela engendre de nombreuses victimes civiles, que la mémoire collective, après les événements, n'a guère été soucieuse d'honorer ou de commémorer.



Les quatre mois qui précèdent le jour «J», des avions de reconnaissance photographient la zone côtière : 50 000 clichés sont réalisés ! En même temps, la Résistance française fournit des renseignements précieux aux Alliés. Ainsi, le système de défense de l'Atlantique n'a plus guère de secrets pour eux. La force doit toujours être précédée et préparée par la connaissance. Les opérations militaires ont été étudiées, notamment le débarquement allemand en Crète. Dans les ports anglais flottent dénormes cubes de béton, qui, remorqués à travers la Manche, serviront à créer des ports artificiels.

Au printemps 1944, des signes montrent qu'il se passe quelque chose. Bruits et rumeurs circulent et font naître crainte ou espoir. Aux Communes, le 24 mars, Churchill prévient : «Il y aura beaucoup de fausses alertes, de nombreuses feintes et d'innombrables répétitions générales pour décevoir l'ennemi et l'induire en erreur.» Le 6 juin au matin, beaucoup pensent qu'il s'agit d'une intoxication ! Grâce à des mesures de diversion et de « déception », les Allemands attendaient une action du côté de la Belgique. C'est la côte normande qui est choisie. Ce n'était pas la solution de facilité. Car cette région d'élevage offre un terrain difficile lié à la structure bocagère.

La bataille des plages : de Ouistreham à Utah



Entre minuit et 5 heures, le 6 juin 1944, quatre divisions de parachutistes sont lancées à l'arrière des secteurs d'attaque. À 6 h 44, la marée étant basse (afin de repérer les obstacles installés par l'ennemi), le débarquement commence. C'est une véritable armada qui envahit la mer. Lors de la première vague, 1 200 bâtiments de guerre et près de 5 700 navires de transport. Le ciel se couvre du vol de 11 000 avions (la *Luftwaffe* ne peut en aligner que 319).

Un maréchal, un général et un amiral sont aux commandes : le maréchal Trafford Leigh-Mallory dirige les forces aériennes ; le maréchal Bernard Montgomery commande les forces terrestres ; l'amiral Bertram Ramsay maîtrise les forces navales. Deux commandants en chef sont placés sous les ordres de Montgomery : le général Omar Bradley se charge de la 1^e armée ; le général Miles C. Dempsey commande de la 2^e armée. Le commandement suprême incombe au général Dwight D. Eisenhower, qui a déjà à son actif le débarquement en AFN.

Du côté allemand, c'est le maréchal Gerd von Rundstedt qui dirige la défense du secteur côtier, tandis que le maréchal Erwin Rommel, sous ses ordres, est chargé du secteur de Caen.

Dans le souci de brouiller les pistes afin de créer de l'incertitude chez les Allemands, des contingents aéroportés sont lâchés sur divers points de la côte, de Honfleur à l'extrémité de la presqu'île du Cotentin, à Barfleur. Pendant vingt-quatre heures, l'ennemi est désorienté. Le pilonnage du Mur par l'aviation est mis

en œuvre aussitôt. Toutes les dix minutes, c'est 2 000 tonnes d'obus qui frappent les fortifications. Mais le béton résiste. Il faudra le recours de l'artillerie navale.

Présence discrète des Français lors du Débarquement

Les Français jouent un rôle très modeste dans cette énorme opération. Ils sont présents à travers le général Leclerc et sa 2 DB (division blindée), qui succède à la 1 DFL créée le 1 février 1943, et à travers des unités des Forces navales de la France libre. Le 1 BFM Commando (commandant Kieffer) ; ses hommes (177) sont les premiers à débarquer à l'aube du 6 juin 1944 à Ouistreham ; créé en 1942, il a participé à de nombreuses opérations britanniques, discrètes mais meurtrières, de reconnaissance et de sabotage dans les territoires occupés par les Allemands, notamment les îles Anglo-Normandes et Dieppe. Le torpilleur *La Combattante* protège le flanc droit de la 7 brigade canadienne à l'ouest de Courseulles-sur-Mer ; sa mission est de « nettoyer » les plages de son secteur avant l'heure H, ce qu'il réussit avec une grande efficacité. Enfin, quatre frégates, quatre corvettes et sept chasseurs escortent jusqu'aux plages de débarquement les convois d'assaut et de renforcement ; pendant deux mois après le 6 juin, ces unités ont assuré les navettes entre les ports anglais et la Normandie. Mission ingrate, fondamentale, mais très peu connue.



Le 7 juin, le succès de cette action de tous les dangers semble déjà acquis. Bien sûr, l'ennemi a pu neutraliser des commandos et faire des tués. Mais les Alliés tiennent solidement plus de cinquante kilomètres de côtes, depuis Ouistreham jusqu'à Bayeux. Tous les débarquements ne s'effectuent pas avec le même niveau de maîtrise. Le plus difficile a été Omaha Beach. La plage de six kilomètres est surplombée par des collines sur lesquelles les Allemands ont installé des défenses. Les stratégies ont sous-estimé la force de l'adversaire. Les frappes aériennes préventives n'ont pu opérer comme il aurait fallu. Des problèmes de coordination et de logistique se sont posés. Le niveau de pertes sur cette plage est le plus important du débarquement : le quart de l'ensemble des pertes.



Le 8 juin, les forces britanniques et canadiennes investissent Bayeux. C'est la première ville française libérée ! Le 9 juin, les Américains progressent vers l'ouest et coupent la route Carentan-Valognes, dans le Cotentin, et la voie ferrée qui conduit à Cherbourg. Le 12 juin, Carentan est libérée. Churchill vient en personne soutenir les troupes britanniques. On peut dire à ce moment-là, pour reprendre la formule de Montgomery, que « la bataille des plages est gagnée ».

Des pertes limitées

On a souvent présenté cette opération comme très meurtrière afin de valoriser l'héroïsme des troupes.

Les cimetières américains témoignent aujourd’hui de la réalité et de l’âpreté de ces combats. Pourtant, les pertes ont été limitées : sur 156 000 hommes débarqués, 10 000 sont tués ou blessés. Les états-majors prévoient 25 000 victimes. Les noms des communes dont les plages furent envahies deviendront des mythes connus dans le monde entier. D’est en ouest : Ouistreham, Courseulles-sur-Mer, Arromanches, Utah (Sainte-Marie-du-Mont), le port en eaux profondes dont la vocation est d’être une tête de pont.

Mais le plus dur reste à faire, et peu de combattants s’en doutent. De même pour les civils qui vont souffrir. Deux des trois objectifs stratégiques d’Eisenhower sont réalisés : débarquer et constituer une ligne de front continue à partir des plages. Reste le dernier : prendre Caen et Cherbourg.

Le calvaire de la bataille de Normandie

Il faut atteindre Caen (qui, selon les plans alliés, devait être conquise dès le premier jour) et prendre Cherbourg qui n'est toujours pas libérée. L'avance est très lente et laisse à l'occupant le temps de se ressaisir. Certes, le débarquement a eu lieu, mais les défenses allemandes sont encore globalement préservées. Le plus dur reste peut-être à faire, et ce fut une pénible surprise.

La Résistance française a joué un rôle dans le processus de désorganisation de la riposte allemande. Le communiqué allié du 17 juin mentionne « la coopération des Forces françaises de l'intérieur par la mise en

application d'un vaste plan de sabotage, de destruction et de dislocation destiné à nuire à l'ennemi dans toutes les directions». Mais ce n'est pas suffisant. Rommel réussit à concentrer quinze divisions, soit environ 250 000 hommes. Des renforts lui arrivent du front de l'Est, mais insuffisamment. Il demande à Hitler un renforcement de blindés, qui refuse. Hitler est obnubilé par ces bombes volantes sans pilotes qui allaient tout résoudre : les V1 et, bientôt, les V2. Le 17 juin, les premiers V1 tombent sur Londres, causant des dégâts importants.

Des contre-attaques locales perturbent l'avancée alliée, comme à Montebourg, Cambes, Authie, Tilly-sur-Seulles, Villers-Bocage, Sainte-Honorine. La 21 *Panzerdivision* bloque l'offensive et condamne l'accès à Caen aux Britanniques. Cette ville, point stratégique sur le plan des communications, est défendue par trois divisions.

Une situation étrange se présente dix jours après le Débarquement. Les Allemands ont perdu tout espoir de rejeter les Alliés à la mer : la tête de pont britannique a vingt kilomètres de profondeur et s'étend sur plus de quatre-vingts kilomètres.



Mais les Alliés font du surplace et s'étonnent de la réaction allemande, passé le premier effet de surprise. L'idée avait prédominé, à tous les niveaux du côté des forces alliées, que le débarquement réussi, le reste suivrait. Les hommes, pleins de cette illusion, fatigués, réagissent avec une moindre vigueur.

Cherbourg est acquise après une lutte acharnée et longue. Le 17 juin, la capitale du Cotentin est isolée.

Deux jours après, les Américains élargissent le corridor qu'ils ont aménagé grâce à la prise de Bricquebec et de Saint-Lô-d'Ourville. L'artillerie américaine s'en prend aux ouvrages extérieurs de Cherbourg. Le 22 juin, sous la baguette du général Bradley, l'attaque de la ville commence, mais la garnison se défend. La radio allemande vante son héroïsme et sa résistance. Ce n'est que le 27 juin que Cherbourg est libérée. À présent, les Alliés disposent d'un grand port en eaux profondes, qu'ils rééquipent très rapidement.



Ce même 27 juin, les Britanniques atteignent la route de Caen à Villers-Bocage. Deux jours après, ils tentent de déborder Caen par le sud. C'est la bataille de l'Odon. Bataille de chars. Puis l'attaque de l'aérodrome de Carpiquet au nord. Von Rundstedt dispose de quatre divisions et de sept *Panzerdivisionen*. De quoi impressionner les Anglais et faire souffrir la ville de Caen. L'aviation donne à plein des deux côtés. Toute concentration de troupes est honorée de bombardements. De nombreux villages sont en ruine.



Le 9 juillet enfin, les forces britanniques pénètrent dans Caen. La ville est libérée, mais plus d'un mois après la date qui était prévue initialement. Et à quel prix ! La ville est quasiment détruite. C'est, après Ajaccio, le premier chef-lieu de département libéré.



Pendant que les Américains récupèrent Saint-Lô, les forces britanniques reconstituées à Caen s'engagent au sud jusqu'à Saint-André-sur-Orne. Deux mille avions déversent 8 000 tonnes de bombes sur les lignes allemandes. Mais les Allemands, bénéficiant de renforts de chars et d'une tempête violente, stoppent l'offensive. Elle reprend le 23 juillet. La division blindée polonaise se distingue, de même que les détachements tchèque, belge et hollandais.

Acharnement des Allemands

Nous sommes sept semaines après le Débarquement et la force alliée (parfaitement renforcée en hommes et approvisionnée en vivres et en munitions grâce à une logistique efficace) n'a pas encore pu terrasser l'adversaire. Celui-ci contre-attaque en permanence et ne lâche rien.

Ainsi, les Américains libèrent Saint-Lô le 19 juillet 1944. Mais dix jours après, on s'y bat toujours ! Le 25 juillet, les Américains lancent une offensive vers le sud. Ils libèrent Coutances, enlèvent Granville et Avranches et poussent, le 3 août, vers Saint-Malo, Lorient et Saint-Nazaire. La péninsule bretonne est ligaturée à sa base. Les FFI bretons jouent un rôle important dans cette progression. Ils libèrent eux-mêmes plusieurs villes. Le 6 août, c'est la route de Brest. Redon et Vannes sont délivrées. Pourtant, le 7 août, le nouveau commandant en chef des forces armées allemandes sur le front occidental, le maréchal Günther von Kluge, lance quatre divisions blindées contre le flanc des troupes américaines. Il espère pouvoir atteindre Avranches pour

couper en deux l'armée américaine. Dans le secteur de Mortain, les Allemands font une pénétration de cinq kilomètres. Le 9 août, l'avance allemande est bloquée mais les combats continuent. Mortain change de mains à plusieurs reprises. C'est dire que pas un camp n'entend lâcher.

Au nord, la bataille de l'Orne n'est toujours pas gagnée. Les Allemands s'acharnent contre la tête de pont britannique. Le 9 août, les Canadiens arrivent seulement aux abords de Falaise, au sud de Caen. Quarante kilomètres seulement séparent les deux villes. Ils entrent dans les faubourgs de la ville le 15 août, mais c'est seulement le 23 août que la poche de Falaise est nettoyée.

Entre-temps, les villes de Nantes, Angers, Laval sont passées du côté des Alliés. La Seine est franchie à Mantes et à Vernon le 20 août. À cette date, on compte 41 500 sans-abri en Normandie. Heureusement, la victoire des Alliés paraît une certitude dans ce département martyr. Montgomery déclare : « La victoire au nord-ouest de la France est définitive, complète et décisive. » On aperçoit des blindés américains en région parisienne.

Amère victoire ?



La mémoire officielle et glorieuse a eu tendance à occulter les nombreux revers tactiques et la mauvaise évaluation tant des conditions du terrain que de la puissance de réaction des Allemands. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : si seulement 4 900 hommes ont été tués le 6 juin 1944 (soit 2,8 % des effectifs engagés), 14 000 morts sont à déplorer lors de l'été normand si meurtrier.

Un été meurtrier pour les civils normands

Les militaires ont subi des pertes lourdes pendant ces combats normands. Mais la mémoire collective a eu tendance à oublier après la guerre que les civils français ont payé également un lourd tribut. Tout d'abord, les résistants qui prirent une part importante à la lutte contre l'occupant afin d'aider les Alliés. Entre juin et août 1944, on estime que 600 d'entre eux ont été exécutés. Le 6 juin, 80 résistants internés à la prison de Caen sont passés par les armes. Quatorze mille civils trouvèrent la mort dans les combats de la Libération en Basse-Normandie. On peut penser que les bombardements, massifs, représentent plus de la moitié de ce triste bilan. Les Alliés ont d'ailleurs craint une réaction hostile de la population. Celle-ci sut, globalement, souffrir sans rejeter ceux qui venaient la libérer du joug allemand. Comme l'a dit un habitant : « Si ma maison n'avait été détruite, je n'aurais pas eu le sentiment d'avoir eu ma place dans la Libération »...

À cela il faut ajouter les exactions commises par les soldats américains et britanniques. Ainsi, 169 Américains (Noirs et Blancs) furent accusés de viol sur des Françaises. Des meurtres et des vols ont été commis. « Au total, de 0,5 % à 1 % des effectifs US engagés en Europe furent déférés devant les tribunaux pour faute, allant du simple trafic au meurtre, soit de 20 000 à 40 000 militaires » (Olivier Wiewiorka).

Des polémiques ont animé les grands chefs pendant les événements, puis par Mémoires interposés. Eisenhower eut tendance à faire porter sur Montgomery l'échec des offensives en Normandie. De son côté, Montgomery, dans ses Mémoires publiés en 1958, déplora la faute de conception de son patron avec sa stratégie de « front large ». Il n'hésite pas à considérer que « si nous avions adopté un plan opérationnel convenable au milieu du mois d'août [...], nous aurions établi des têtes de pont au-delà du Rhin et conquis la Ruhr avant le début de l'hiver».



La mémoire glorieuse a également ignoré l'affaissement du moral des troupes après ce calvaire dans le bocage. On assiste à une élévation de la courbe des désertions et des actes d'indiscipline. Idem pour les cas de psychoses de guerre qui finirent par alerter les services médicaux et poser des problèmes graves. Dans ses Mémoires, *Croisade en Europe* (1948), Eisenhower admet cette face cachée du mythique Débarquement : « À l'arrière, des camps et des hôpitaux spéciaux avaient été aménagés pour ceux qui souffraient de blessures qu'ils s'étaient faites eux-mêmes, d'hystérie et de

psychonévroses, ainsi que des maladies vénériennes quelquefois contractées volontairement, au dire des médecins. Si le pourcentage était faible, le nombre total n'en était pas moins élevé. »

Opération « Anvil/Dragoon » en Provence

Le 2 juillet 1944, les Alliés ont conscience qu'il faut ouvrir un second front en France pour couvrir le flanc Sud de l'opération *Overlord*. Commande est passée du déclenchement le plus tôt possible de l'opération *Anvil* (« enclume »). En fait, c'est surtout le président Roosevelt qui y tient. Churchill n'en voit pas l'intérêt au départ. Il finit par se rendre à la raison, mais demande qu'on rebaptise l'opération du nom de *Dragoon* – déclarant y avoir été contraint (« dragooned ») ! C'est en août 1943, à la conférence de Québec, que les planificateurs militaires établissent que le plan *Overlord* doit être épaulé par des opérations en Méditerranée. Le président américain et le Premier ministre anglais valident. En mars 1944, le général Alexander M. Patch, commandant la 7 armée américaine, se voit confier la direction du débarquement dans le Midi de la France. Patch, dont le siège est à Naples, est supervisé par le général Sir Maitland Wilson, commandant suprême du théâtre des opérations méditerranéennes.

Il est convenu que les opérations clandestines et de guérilla seront confiées à un organisme nouveau, le *Special Project Operations Center* (SPOC), qui regroupe un service secret britannique (le *Special Operations Executive*) et un service secret américain (le *Special Operations* de l'OSS). Ils sont également chargés d'établir un lien avec les mouvements de Résistance en France (les FFI) qui jouent un rôle décisif dans la préparation de

la progression des armées de libération. Les Anglais appellent justement la Résistance « l'allié inattendu ». Cette mission sera assurée notamment par les *Jedburgh*, équipes de trois hommes, dont un opérateur radio, qui doivent nouer le contact avec le maquis local et organiser les parachutages.

L'opération *Anvil* prévoit un ensemble de débarquements sur les plages situées entre Saint-Raphaël et Cavalaire, c'est-à-dire une ligne de quarante kilomètres. Il est prévu que la première vague sera constituée de trois divisions d'infanterie américaines (6 corps d'armée, commandé par le général Lucian Truscott). Derrière les plages de débarquement, doit intervenir la *First Airborne Task Force* (Première force aéroportée) du général Robert T. Frederick. Ses hommes, parachutés, ont pour mission de s'emparer des zones d'atterrissement de la région du Muy et de Draguignan. Quand la tête de pont sera effective, les cinq divisions d'infanterie et les deux divisions blindées de « l'armée B » du général de Lattre de Tassigny (future 1 armée française) pourront ensuite débarquer.

Un assaut foudroyant



Le 15 et le 16 août, le débarquement a lieu : 140 000 hommes, 10 000 véhicules, des pièces d'artillerie innombrables et des tonnes d'équipement arrivent sur le sol français. Les Alliés mobilisent une armada navale impressionnante : 2 000 navires (dont 500 bâtiments de guerre). La marine française est présente avec 34 navires, dont 10 croiseurs. À quoi il faut ajouter 2 000 avions.



La première vague d'assaut est assurée par le 6 corps d'armée américain, le jour du 15 août. Le lendemain vient le tour des troupes françaises. Tout se passe comme prévu. La ville de Draguignan, qui servait de centre de commandement à l'occupant, est prise en fin d'après-midi. Le général allemand Ferdinand Neuling est fait prisonnier, ce qui brise la coordination de la défense allemande.

Au lendemain du jour « J », Alexander M. Patch, le commandant en chef de la 7 armée américaine, n'a que des motifs de satisfaction : la presqu'île de Saint-Tropez est libérée ; le débarquement à Sainte-Maxime est une réussite et la 45 division d'infanterie américaine fait une progression rapide dans le massif des Maures ; Fréjus, après quelques mauvaises surprises au moment du débarquement qui ne permettent pas un assaut direct, est acquise. En deux jours, Patch a réussi à maîtriser un espace considérable : un demi-cercle d'environ soixante-dix kilomètres de long et vingt-cinq kilomètres de profondeur. Sept mille prisonniers allemands, dont un général, sont dénombrés.

C'est un beau succès. Le débarquement de Provence ne ressemble donc en rien à celui des plages normandes.

Le flanc droit est vite assuré dans la foulée : libération de Cannes, Digne, Gap, Grenoble (22 août), ce qui permet de s'attaquer à la vallée du Rhône. Deux jours après, le 17 août, les décrypteurs de Bletchley Park, en Angleterre, découvrent un message d'Hitler ordonnant le repli de toutes les forces allemandes du Sud de la France. À l'exception des forces occupant Toulon et

Marseille. L'ordre dit : « Défense des villes portuaires de Marseille et Toulon, jusqu'au dernier homme. » Il appartient aux Français, débarqués le 16 août, de conduire l'offensive contre ces deux villes. On peut imaginer le pire car il s'agit de deux camps retranchés : 26 000 Allemands se trouvent à Toulon, 17 000 à Marseille.

De Toulon à Montélimar à grande vitesse

À sa demande, et pour protéger l'honneur de ses troupes qui ne sauraient accepter des théâtres d'opérations mineurs, le général de Lattre a obtenu de s'occuper de Toulon et de Marseille, alors que le 6 corps d'armée du général américain Lucian Truscott poussera les Allemands vers le Rhône. Le général Diego Brosset est chargé de Toulon, le général Joseph de Monsabert de Marseille.

Le 19 août, les troupes sont à neuf kilomètres de Toulon. La ville est enlevée d'assaut le 20 août, malgré quelques forts qui résistent pendant six jours. Aix-en-Provence accueille les libérateurs. C'est la liesse à Hyères, Bandol, Grasse. Le compteur des prisonniers augmente : 14 000 ! Trois jours après, c'est au tour de Marseille de connaître la liberté. Les militaires bénéficieront de l'insurrection qui éclate aussitôt, comme à Paris. Cinq mille morts côté allemand, mille côté français. À peu près au même moment, la région toulousaine est libérée, puis la région bordelaise et enfin le Languedoc.

Pendant ce temps, au sud-ouest, les FFI font un travail remarquable : ils libèrent Tarbes, Toulouse, Limoges, Brives.

La progression le long du Rhône est impressionnante, de même qu'est surprenante la non-résistance de l'occupant. Dès le 25 août, les Allemands, qui se sont concentrés autour d'Avignon pour organiser une ligne défensive, y sont délogés. C'est ce jour-là que les troupes régulières françaises rencontrent les armées américaines. Les Allemands tentent une percée autour de Montélimar qui permet à la 11 Panzer de franchir la Drôme et d'avancer sur Lyon. Romans est réoccupée par l'ennemi du 27 au 30 août, pendant que Montélimar est libérée. Pour freiner l'avance alliée, les Allemands désorganisent les voies de communication, faisant sauter les ponts.



Enfin, le 1 septembre, les derniers Allemands quittent la Drôme. La bataille de Montélimar a été rude. Les Allemands ont perdu des milliers d'hommes ; 2 000 de leurs véhicules et 300 pièces d'artillerie ont été détruits. La RN7, qui fut longtemps la route des vacances pour les Français, donne un spectacle de désolation. La bataille de Montélimar a montré une très bonne coordination entre les Français et les Américains, entre les troupes régulières et la Résistance (notamment le commando FFI Henri Faure).



Témoigne de cette bataille, aujourd'hui, un imposant et majestueux monument surplombant la RN7, rendant hommage aux 1 300 victimes, françaises et américaines.

En Ardèche, les FFI ont accompli un travail efficace. Privas, chef-lieu du département où sont regroupées les

forces d'occupation, tombe comme un fruit mûr. C'est la première préfecture à être libérée sans l'aide des forces régulières alliées.

Libération de Lyon, capitale de la Résistance

Le général Truscott est pressé de faire parvenir la 45 division d'infanterie au nord de Lyon, objectif ultime du plan *Anvil*. On pense que la capitale des Gaules sera défendue âprement par les Allemands et on craint une guérilla urbaine sanglante. Aussi les Américains établissent-ils un contact avec Alban Vistel, chef FFI en Région 1 (R1). Lyon n'est-elle pas aussi la « capitale de la Résistance » ? Les résistants sont pressés d'en découdre. Quatre mille d'entre eux bivouaquent dans une zone de quatre-vingts kilomètres autour de Lyon. Va-t-on assister à une insurrection urbaine ? Ne vaut-il pas mieux attendre l'arrivée des Alliés ? Les chefs de la Résistance sont partagés. Les FTP, d'obédience communiste, préféreraient l'insurrection. Vistel finit par trancher : l'attaque de la Résistance doit se faire en liaison étroite avec les forces alliées et avec la 2 DB du général Leclerc qui vient d'arriver à Saint-Étienne.



D'ailleurs, le 30 août, Patch donne l'ordre au général Truscott de faire en sorte, pour des « raisons politiques », que les troupes françaises entrent les premières à Lyon.

Les groupes de Résistance acceptent de repousser au 3 septembre la date de l'attaque de la ville. Le temps que les éléments de l'armée B de De Lattre arrivent. Le 2

septembre, surprise : après avoir fait sauter les ponts sur la Saône et le Rhône, les Allemands opèrent une retraite. La ville est étrangement vide d'Allemands, mais pas de miliciens français transformés en snipers qui tirent à vue depuis des fenêtres. Moyennant quelques combats de rue, les libérateurs sont reçus à l'Hôtel de Ville à 11 heures. La foule est au rendez-vous, lance des fleurs et des cigarettes. Les réjouissances durent peu. Car il faut rattraper l'arrière-garde de la 4 *Luftwaffe-Feld-Korps* du général allemand Erich Petersen, qui s'étire sur la RN6, entre Lyon et Mâcon.



Ce 3 septembre 1944, l'opération *Anvil/Dragoon* s'achève. Un autre combat commence. Le vrai combat, pourrait-on dire. Car la mission confiée au général Patch et à la 7 armée n'était pas de libérer le Sud-Est de la France mais de détruire l'ennemi. Celui-ci, s'il est considérablement affaibli, n'est pas encore neutralisé, loin s'en faut. Le général Truscott fait parvenir une lettre au général Patch pour lui demander des ordres nouveaux. Pour lui, il faut atteindre la trouée de Belfort au plus vite, seule manière de barrer la retraite aux Allemands.

Les Alliés vont retrouver bientôt, dans les Vosges et en Alsace, les deux puissantes armées allemandes de 200 000 hommes.

Chapitre 37

La libération militaire et politique de la France

Dans ce chapitre :

- ► D'une âme de « vainqueurs » à une âme de « conquérants »
- ► La France existe-t-elle pour les Alliés ?
- ► De Gaulle affirme l'autorité de l'État
- ► Paris libéré « par lui-même » et par des Blancs

Les deux débarquements n'ont pas tout réglé. La guerre continue. En septembre 1944, les forces alliées de Normandie et celles de Provence se rejoignent. Le 11 septembre, les unités de tête de l'armée Leclerc établissent un contact radio avec celles qui viennent du Sud. Le 12, la rencontre a lieu autour de Dijon et Montbard. La mission de la 7 armée américaine passe alors des mains de Wilson entre celles d'Eisenhower, *Supreme Commander Allied Expeditionary Force*, dont le QG est à Londres. La 7 armée de Patch et « l'armée B » de De Lattre (rebaptisée 1 armée française) sont placées sous le commandement du général Jacob Devers. C'est le nouveau 6 groupe d'armées.

La libération de la France ne concerne pas encore l'Est et le Nord-Est. Deux combats, au vrai, se conjuguent. Il y a le combat militaire et il y a le combat politique pour l'affirmation de l'indépendance de la France.

D'une âme de « vainqueurs » à une âme de « conquérants »



La deuxième opération est de nature politico-militaire : c'est « l'amalgame ». Il s'agit d'intégrer dans la nouvelle armée française les formations de la Résistance regroupées au sein des FFI et d'intégrer l'ensemble au dispositif allié. Celles-ci connaissent un vif succès : de juin à septembre 1944, leur effectif passe de 140 000 à 400 000. Le général Juin est chargé de cette délicate mission.

L'ensemble des forces combattantes de la Résistance française constitue une armée intérieure désignée sous le nom générique de FFI. Elle résulte du groupement sous un commandement unique :

- ➤ Des éléments AS (Armée secrète) des mouvements de Zone Sud ;
- ➤ Des effectifs paramilitaires des mouvements de Zone Nord ;
- ➤ Des organisations du maquis ;
- ➤ Des formations militaires du Front national (FTP) ;
- ➤ Des éléments de groupes francs qui ne sont pas restés attachés aux mouvements civils ;
- ➤ Des cadres et des effectifs fournis par les formations de l'ancienne armée régulière (OMA) ;
- ➤ D'un certain nombre d'éléments isolés ou rattachés directement aux FFI.

Mais la création des FFI n'a pas réussi à provoquer une fusion organisationnelle. La constitution des FFI a été en effet moins une dislocation des organisations existantes que l'acceptation par elles d'une discipline et d'un commandement militaires ne faisant qu'un. C'est la raison pour laquelle, par exemple, on continue à parler d'opérations effectuées par les FTP bien que cette formation fasse, comme toutes les autres, partie intégrante des FFI.



Le commandement supérieur des FFI appartient au général Koenig qui a rang de général de corps d'armée auprès de l'état-major interallié. La liaison entre l'état-major du général Koenig et le commandement FFI est assurée par un délégué militaire national (DMN) et par des délégués militaires régionaux (DMR). Il existe en outre des états-majors régionaux et départementaux dans lesquels sont représentées les diverses formations constituantes des FFI. Sur le plan national, le CNR a constitué un Comité d'action militaire (COMAC) qui est l'organe supérieur de coordination et de liaison de tous les éléments FFI et qui est chargé d'assurer l'exécution des ordres du commandement interallié. Il est important de noter que par l'intermédiaire du COMAC, le CNR conserve théoriquement le contrôle permanent de l'ensemble des forces militaires de la Résistance. Or, le COMAC est noyauté par les communistes, ce qui inquiète le général de Gaulle et certains chefs de la Résistance.

Les commandements des FFI sont dissous par un décret du 19 septembre 1944. Le 23 septembre, les FFI sont absorbées dans la nouvelle armée. Les officiers d'active de l'armée d'Afrique reconstituée, longtemps éloignés

de la France, se méfient de ces recrues inexpérimentées, de ces révolutionnaires plus habitués à la guérilla qu'à la guerre classique. Il faut que ces hommes à l'âme de « vainqueurs » aient une âme de « conquérants ».

Le général de Lattre est très favorable à cette intégration. Il pense qu'elle apportera du sang neuf et un esprit combatif. C'est pourquoi il nomme dans son état-major le colonel Henri Manhès, ancien adjoint de Jean Moulin. Par contre, le général Leclerc mettra un point d'honneur à refuser des adhésions FFI autres qu'individuelles.

Pour le général de Gaulle, l'amalgame revêt une dimension politique des plus importantes. En effet, il doit s'imposer pour exister politiquement face aux Américains (et d'abord Roosevelt) qui ont encore tendance à lui dénier toute autorité légitime.



Ce n'est que le 24 octobre 1944 que le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) est reconnu par les Alliés ! Le Général doit donc montrer que les Français font corps avec lui et qu'ils sont prêts à prendre toute leur part aux combats libérateurs. Il entend également normaliser la Résistance pour réaffirmer l'autorité de l'État et éviter des dérives insurrectionnelles.

La France existe-t-elle militairement pour les Alliés ?



La Résistance a joué un rôle important lors des deux débarquements. Il ne faut pas surdimensionner ce rôle, comme un certain légendaire Franco-Français a bien voulu le faire pendant de nombreuses années. Il ne faut pas non plus le minorer. Le plan *Vert* (la stratégie de paralysie des infrastructures de communications par les groupes résistants) a eu une efficacité réelle dans la Manche, par exemple. De même que le plan *Violet* (perturbation des communications téléphoniques). Des FFI ont libéré des villes à eux seuls. Après le débarquement de Provence, la maîtrise du Sud-Est de la France doit beaucoup aux actions des FFI.

Maints rapports militaires américains le reconnaissent, comme celui-ci : « Les FFI nous ont été d'une aide constante et précieuse, nous fournissant des informations essentielles, plaçant des sentinelles tout autour de nous sur les hauteurs, combattant et capturant l'ennemi. Ils méritent notre reconnaissance et notre respect les plus profonds. » Pour le général Butler, commandant la *Task Force Butler*, « il est certainement juste d'affirmer que, sans les maquis, notre mission aurait été beaucoup plus difficile, sinon impossible». Des rapports militaires américains reconnaissent que l'action globale de la Résistance française a « provoqué un retard moyen de quarante-huit heures sur les mouvements des formations allemandes vers la tête de pont ». Ce qui n'est pas rien.

Dans son rapport d'ensemble de 1945, qui n'était pas destiné à la publication, le général Eisenhower salue le rôle joué par la Résistance française qu'il évalue à « l'équivalent en hommes de quinze divisions ». Si la

« petite guerre » (Clausewitz) n'a pas toujours été prise en compte à sa juste mesure dans les calculs des stratégies et des états-majors, elle a eu un indéniable impact tant opérationnel que symbolique.

Les rapports secrets de l'OSS, puisés au cœur de la réalité qui échappe aux états-majors et aux politiques, n'ont de cesse de convaincre que de Gaulle est « enraciné » dans la substance française, que la Résistance lui est acquise dans ses grandes lignes, et qu'elle représente « au bas mot 200 000 hommes ». C'est un argument que tente de faire valoir Churchill sur Roosevelt pour que celui-ci évolue positivement à l'endroit de De Gaulle.

La France existe-t-elle politiquement pour les Alliés ?

La deuxième question éminemment politique est le sort qui sera réservé à l'administration civile française après le Débarquement. On sait que les Américains refusent de reconnaître l'autorité et la légitimité du CFLN et donc du général de Gaulle. Roosevelt est bien obligé de tenir compte du CFLN, s'il veut éviter des troubles politiques majeurs en France. De Gaulle l'a bien fait comprendre à Eisenhower, lequel l'a fait savoir au président américain. Celui-ci laisse au généralissime le soin de déterminer « où, quand et comment une administration civile sera installée en France et régie par des citoyens français, en se souvenant que la situation militaire devrait toujours prévaloir ».



Il lui accorde la possibilité de « consulter le CFLN » pour les modalités d'installation et le choix des personnalités civiles chargées de l'administration. Pour résumer, de Gaulle et le CFLN n'ont pas le pouvoir de nommer directement les administrateurs de la France libérée !



Les instructions présidentielles sur ce point sont suffisamment équivoques pour que l'on craigne que la France soit considérée comme un pays occupé, placé sous tutelle. Appliquera-t-on à la France ce qui a été fait pour l'Italie ou d'autres pays, c'est-à-dire l'AMGOT (*Allied Military Government of Occupied Territories* : Administration militaire alliée des territoires occupées) ? En fait, et contrairement à ce qui a été souvent écrit, il est établi aujourd'hui que Roosevelt n'a pas envisagé sérieusement une telle formule pour la France. Le secrétaire d'État américain, Cordell Hull, affirme le 9 avril 1944 : « Nous n'avons ni le dessein ni l'envie de gouverner ou d'administrer ses affaires, sauf celles qui sont nécessaires pour les opérations militaires contre l'ennemi. Il est de la plus haute importance que l'autorité civile en France soit exercée par un Français. »

On prévoit quand même la création d'une monnaie spéciale pour la coalition ! Le général de Gaulle ne saurait l'admettre. Outre Churchill, nombreux, dans les rangs américains, sont ceux qui tentent de dissuader Roosevelt de mettre en œuvre une telle mesure. La presse britannique fait campagne contre ce qui est considéré comme un mépris à l'égard de la France et demande que le CFLN soit reconnu comme

gouvernement provisoire de la République française. D'ailleurs, le 26 mai 1944, le CFLN devient GPRF. Le Premier Ministre de Sa Majesté fait le maximum pour convaincre le président américain. Il est poussé par le *Foreign Office* et son chef, Anthony Eden, conservateur francophile. Mais il ne veut en aucun cas se mettre mal avec Roosevelt.

La Grande-Bretagne préfèrera « toujours le grand large » à la France

Lorsqu'il rencontre de Gaulle le 4 juin 1944 pour lui annoncer le débarquement, et que celui-ci s'offusque que rien n'ait encore été prévu sur la question imminente et importante de l'administration civile, Churchill prononce cette phrase célèbre en hurlant : « Aucune querelle n'éclatera jamais entre la Grande-Bretagne et les États-Unis du fait de la France. [...] Sachez-le ! Chaque fois qu'il nous faudra choisir entre l'Europe et le grand large, nous serons toujours pour le grand large. Chaque fois qu'il nous faudra choisir entre vous et Roosevelt, je choisirai Roosevelt !» Churchill avait prévenu Eden dans une lettre (10 mai 1944) : « Nous ne devons pas nous quereller avec le Président pour le compte de De Gaulle. »



Juste avant le Débarquement, le 4 juin, le général Eisenhower se propose de lire au Général la déclaration qu'il va lire à la radio à destination des Français. De Gaulle réagit : « Vous, une proclamation au peuple français ? De quel droit ? Et pour quoi leur dire ? » De Gaulle lit et désapprouve. D'abord, il est question de la France mais aussi de la Belgique, de la Hollande, du Luxembourg. Ensuite, le généralissime invite les peuples à « exécuter ses ordres ». De Gaulle se cabre ! Si Eisenhower a qualité pour diriger les opérations militaires, il n'a pas vocation à intervenir dans son gouvernement ! Enfin, le Général note que son nom n'est même pas mentionné...



Il ne faut pas voir dans cette réaction un effet de la susceptibilité d'un homme. De Gaulle, plein de sa posture d'homme d'État, n'entend pas que la France soit réduite à un rang de pays subordonné, de « condominium », bafouant son honneur ou sa « grandeur ». C'est une affirmation géopolitique de puissance. Les vainqueurs doivent savoir que la France est en passe de recouvrer tous ses droits dans le nouveau concert des nations libérées. Lassé et courroucé, le Général confie à son fils : « Il faudra que les Français n'oublient pas cela : dans l'immédiat, Roosevelt ne se soucie que d'occuper la France comme il occupera l'Allemagne nazie. » Le fait est là, incroyable : lorsque les forces alliées débarquent le 6 juin en Normandie, il n'existe aucun accord entre le gouvernement français et les gouvernements alliés au sujet de la coopération de l'administration française et des armées alliées en territoire métropolitain français libéré.

À Bayeux, de Gaulle affirme l'autorité de l'État malgré les Alliés

Pour affirmer la souveraineté de la France, le général de Gaulle souhaite mettre le pied sur le sol français le plus tôt possible. La ville de Bayeux venant d'être libérée, il s'y rend aussitôt, le 14 juin. Il a la bénédiction du gouvernement anglais.



Le peuple l'acclame et démontre que sa popularité, sinon sa légitimité, va de soi. Moment d'émotion autour de la nation ressuscitée, moment de fraternité, de joie et de fierté, moment où l'on sent renaître « l'espérance » nationale autour d'un homme : « Dans notre Normandie, glorieuse et mutilée, Bayeux et ses environs furent témoins d'un des plus grands événements de l'Histoire. Nous attestons qu'ils en furent dignes. C'est ici que, quatre années après le désastre initial de la France et des Alliés, débuta la victoire finale des Alliés et de la France. C'est ici que l'effort de ceux qui n'avaient jamais cédé et autour desquels s'étaient, à partir du 18 juin 1940, rassemblé l'instinct national et reformée la puissance française, tira des événements sa décisive justification. »

En fait, de Gaulle veut prendre les Américains de vitesse. Dès le lendemain, 15 juin, sans rien soumettre aux Américains, il destitue le sous-préfet nommé par Vichy et le remplace par un résistant local, membre du Comité de Libération : Raymond Triboulet. La nouvelle fait le tour du monde. Les Alliés, quand bien même ils considèrent le geste gaullien comme « scandaleux », savent désormais que le général de Gaulle est en résonance avec le pays. C'est une manière de « coup d'État », diront certains du côté des Alliés. Pour de Gaulle, il s'agit de réaffirmer la souveraineté de la France mais aussi de rétablir une logique d'État pour éviter l'anarchie. Son discours de Bayeux met justement l'accent sur le souci qui l'anime de restaurer l'autorité de l'État et de renouer avec les principes démocratiques.

Mais à présent, il sait qu'il faut renouer avec la vie démocratique et remettre sur pied l'édifice institutionnel, tout en formulant l'espoir de le restaurer pour épurer les mœurs politiques et réconcilier les Français avec les institutions républicaines : « En même temps, c'est ici que sur le sol des ancêtres réapparut l'État ; l'État légitime, parce qu'il reposait sur l'intérêt et le sentiment de la nation ; l'État dont la souveraineté réelle avait été transportée du côté de la guerre, de la liberté et de la victoire, tandis que la certitude n'en conservait que l'apparence ; l'État sauvegardé dans ses droits, sa dignité, son autorité, au milieu des vicissitudes du dénuement et de l'intrigue ; l'État préservé des ingérences de l'étranger ; l'État capable de rétablir autour de lui l'unité nationale et l'unité impériale, d'assembler toutes les forces de la patrie et de l'Union française, de porter la victoire à son terme, en commun avec les Alliés, de traiter d'égal à égal avec les autres grandes nations du monde, de préserver l'ordre public, de faire rendre la justice et de commencer notre reconstruction. » Cette pétition de principe a également vocation à rassurer les Alliés, les Américains tout particulièrement.

Et les faits prolongent rapidement le discours. Dans chaque département seront constitués des Comités de Libération composés de représentants des divers mouvements de Résistance, des partis politiques et des organisations syndicales. C'est le Comité qui désigne les fonctionnaires qui occuperont les postes clés au moment de la Libération ainsi que les maires et les membres des conseils municipaux. Il recommande au CNR et au Gouvernement le choix des préfets et des sous-préfets. Il organise en général la vie administrative du département et prépare l'épuration des éléments collaborationnistes ou vichyssois. Il tend de plus en plus

à devenir dans chaque département l'expression agissante de la Résistance politique mais canalisée et neutralisée par le nouveau pouvoir.

Paris libéré « par lui-même » et par des Blancs

En fin politique, de Gaulle a conscience de l'impact du symbolique dans ce processus de restauration de la souveraineté nationale. On le voit à Bayeux. On le constate aussi le 20 août lorsqu'il exige que le général Eisenhower accepte que la 2 DB de Leclerc entre à Paris, alors qu'il n'était pas question, initialement, de passer par la capitale. De Gaulle sait que le pouvoir, en France, passe par Paris. S'il s'installe dans la capitale, la partie sera gagnée. Il sait également que le symbole de Paris rendu à la liberté serait un message puissant envoyé au monde. De Gaulle écrit dans ses *Mémoires de Guerre* : « Paris, depuis plus de quatre ans, était le remords du monde libre. Soudain, il en devint l'aimant. »



On a souvent évoqué deux raisons pour lesquelles la 2 DB a été choisie pour débarquer en Normandie puis arriver à Paris : sa disponibilité et l'authenticité gaullienne de son créateur et commandant. Mais il en est une qui a tardé à être révélée : c'est la couleur des soldats ! Le général américain Bedell-Smith, dans une note de janvier 1944, estime qu'il est « hautement souhaitable » que la Division soit « composée de personnel blanc, ce qui désignerait la 2 DB qui, avec seulement un quart du personnel indigène, est la seule division française qui pourrait être rendue blanche à 100 %. » Les Britanniques en conviennent. Ils soulignent qu'il faut que ce soient « des Français » qui entrent à Paris et

déplorent que les divisions françaises ne soient blanches qu'à 40 % !

De Gaulle veut être à Paris aussi parce qu'il craint une poussée insurrectionnelle d'origine communiste. Jacques Chaban-Delmas, délégué militaire national, vient de quitter Londres et arrive à Paris à bicyclette. Le 18 août, il établit son premier rapport. Il est inquiet : « Ai trouvé situation à Paris très tendue. Grève police, postes et cheminots, avec tendance à grève générale. Toutes conditions préparatoires insurrection sont réalisées. Des incidents locaux, soit fortuits, soit provoqués par ennemi ou même groupements résistance impatients suffiraient à entraîner troubles les plus graves avec représailles sanglantes pour lesquelles Allemands semblent avoir pris décisions et réuni moyens. [...] Nécessaire vous interveniez auprès des Alliés pour demander occupation rapide de Paris. »

Les communistes veulent précipiter les choses pour devancer les Américains. Le 20 août, le CNR et le Comité parisien de Libération reprennent le mot d'ordre d'insurrection. Le 25 août, des groupements de la 2 DB de Leclerc s'assurent la prise des points stratégiques de la capitale, dont l'hôtel Majestic, le siège du commandant militaire de l'occupation en France (MBF), où une garnison allemande se rend en fin d'après-midi. Les chars de Langlade descendent les Champs-Élysées et font la jonction avec ceux de Billotte qui arrivent par la place de la Concorde, après l'avoir libérée de ses derniers occupants. Pour éviter le pire, un contact est pris avec le général Dietrich von Choltitz, gouverneur du Grand Paris depuis le 12 août.

Le général allemand a tenté d'intimider les Parisiens par un défilé allemand sur les Champs-Élysées, le 14, mais

aussi par des exécutions sommaires. Après l'insurrection des résistants, le 19, il lui est demandé de bombarder Paris. Mais le consul de Suède Raoul Nordling l'en dissuade. Le 23 août, Hitler donne un nouvel ordre de destruction de Paris à von Choltitz qui ne l'exécute pas.

Un ultimatum est lancé par Leclerc au général allemand qui capitule finalement. Leclerc, Charles Luizet (préfet de police de Paris), Kriegel-Valrimont (MUR), le colonel Rol-Tanguy (chef des FFI d'Île-de-France) et Chaban (général de brigade et délégué militaire national) attendent von Choltitz à la Préfecture pour signer l'acte de reddition. Von Choltitz doit le faire appliquer ; il est emmené à la gare Montparnasse où il signe plusieurs dizaines d'actes de cessez-le-feu distribués à toutes les unités ou réduits allemands encore éparpillés dans la capitale. Il n'est pas toujours aisément de sommer les troupes allemandes de se rendre, surtout quand elles sont issues de la SS, comme au Luxembourg ou place de la République, où des combats ont lieu. À 16 heures, Paris est enfin libéré !

Le 25 août, à 17 heures, le général de Gaulle, qui a passé la nuit à Rambouillet la veille, rejoint le ministère de la Guerre, rue Saint-Dominique. Il s'agit de rétablir l'État. Il se rend ensuite à la préfecture de police, où il règle les modalités de la cérémonie du lendemain sur les Champs-Élysées et la messe à Notre-Dame. À 20 heures, le Général gagne à pied l'Hôtel de Ville, l'âme de la France révolutionnaire. Il apparaît en vainqueur. La liesse populaire lui donne l'onction d'un plébiscite. Il prononce son fameux discours où pas un mot n'est dit du concours des armées alliées...



De Gaulle a réalisé sa promesse

« Il y a là des minutes, nous le sentons tous, qui dépassent nos pauvres vies. [...] Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé ! Mais Paris libéré ! Libéré par lui-même, libéré par son peuple, avec le concours des armées de la France, avec l'appui et le concours de la France tout entière, de la France qui se bat, de la seule France, de la France éternelle... »

Le 26 août, vers 15 heures, le général de Gaulle fend une marée humaine en descendant les Champs-Élysées dans un moment d'unanimité nationale rare dans l'histoire de France. « Vive de Gaulle ! Vive de Gaulle !» Il descend aux côtés de Georges Bidault, patron du CNR, et d'Alexandre Parodi, le délégué du GPRF, des officiers Koenig, Leclerc, d'Argenlieu, Juin, Chaban-Delmas et Bloch-Dassault.

Chapitre 38

L'affront de la défaite ne sera lavé que sur le Rhin

Dans ce chapitre :

- ► La longue marche vers le Rhin
- ► Strasbourg libérée : « Maintenant on peut crever ! »
- ► Les Français auront-ils l'autorisation de porter la guerre en Allemagne ?
- ► « Les roses de la gloire ne peuvent être sans épines »
- ► Le drapeau français sur le nid d'aigle d'Hitler

Libérer Paris, c'est bien, mais ce n'est pas suffisant. Il faudra encore des mois afin que la France soit totalement libre. Il convient à présent d'aller chercher l'ennemi chez lui et, en passant, d'achever la libération de la France. L'idéal aurait été de le faire avant l'hiver. Pour de Gaulle, l'affront de la défaite ne sera lavé que si les troupes françaises participent pleinement à la bataille du Rhin.

La longue marche vers le Rhin

Mais la stratégie d'Eisenhower donne la priorité au Nord, aux Pays-Bas. Le 2 septembre 1944, la 2 armée britannique pénètre en Belgique et libère Bruxelles le 5. Puis vient le tour du Luxembourg, nouvelle capitale

libérée. La frontière allemande est franchie en face de Trèves et en Belgique, à Eupen et Malmedy. Eisenhower cède au Britannique Montgomery (promu maréchal le 31 août 1944), commandant le 21 groupe d'armées, qui veut attaquer la Hollande. Il place sous ses ordres la 1 armée américaine. C'est l'opération *Market Garden* qui vise à atteindre la Ruhr à travers les plaines du Nord.



Le 17 septembre, l'offensive s'organise contre la Hollande, à partir de Maëstricht et d'Aix-la-Chapelle. Mais dès le 21 septembre, l'ennemi oppose une violente contre-attaque. La progression des Alliés est lente. La ligne Siegfried résiste. À Aix-la-Chapelle, les Allemands ne lâchent pas. La charmante cité hollandaise d'Arnhem, sur la rive Nord du Lek (Rhin inférieur), n'est pas saisie. La 1 Airborne britannique s'y casse les dents. Elle ne sera libérée que le 14 avril 1945. La nouvelle promotion de Montgomery (« Monty » pour les intimes) ne lui porte pas chance.

À partir du 12 septembre, grâce à la jonction des deux armées (celle du Sud et celle de l'Ouest) à Montbard, un front continu est établi en France, de la mer à la frontière suisse. *Overlord* a rencontré *Anvil*. On pense que la nasse est fermée. Les Alliés pensent pouvoir marcher sur Nancy et sur Belfort. C'est la 3 armée américaine de Patton qui s'attaque à la Moselle et enlève Nancy, le 15 septembre. Mais les Allemands bloquent son avancée. Patton patine dans la boue. Il n'arrivera pas à coiffer au poteau son rival « Monty », car c'est à ce dernier qu'Eisenhower attribue l'essence qui lui reste.

Jusqu'à la trouée de Belfort, la marche est longue. Les Allemands ne décrochent plus. Hitler entend que ses troupes tiennent une ligne Metz-Nancy-Épinal-Belfort. La progression de la 7 armée vers le nord est ralentie. Les Vosges, défense naturelle sur laquelle s'appuient les Allemands, sont infranchissables. Une bataille d'usure commence. Les portes de l'Allemagne résistent aux assaillants. De Montbéliard à la mer, l'offensive alliée paraît à bout de souffle. Manque d'ardeur. Manque d'essence. Dans leur retraite, les Allemands ont multiplié les destructions, notamment ferroviaires. Pugnacité inattendue de l'ennemi qui se rapproche de ses bases. Toute avancée se paie au prix fort.



La Ruhr ne sera pas conquise avant l'hiver. Le 29 septembre, l'opération tentée pour percer les défenses du Rhin a échoué. La fin de la guerre est retardée. L'hiver peut être un allié inattendu pour le patron d'un Reich aux abois. Vingt-cinq divisions montent la garde, mais ce n'est pas suffisant face aux cinquante-quatre divisions à dominante américaine. On voulait une percée, on a des grignotages ! Le 17 novembre, la 1 armée américaine brise enfin la résistance ennemie devant Aix-la-Chapelle et pénètre en territoire allemand. Après de rudes combats, Metz tombe le 22 novembre, ce qui permet enfin d'établir des têtes de pont sur la Sarre. Les Américains avancent en direction de Wissembourg.

Strasbourg libérée : « Maintenant on peut crever ! »



Au sud, la 1^e armée du général de Lattre s'attaque aux Vosges, et notamment aux cols de Bussang et de la Schlucht. Des pertes importantes sont à déplorer. Plus bas, à Montbéliard, les Allemands offrent une vive résistance. Depuis la mi-septembre 1944, la 1^e armée fait du surplace à une trentaine de kilomètres au sud de Belfort. Le mois de novembre est caractérisé par des combats locaux très âpres qui interdisent des avancées décisives. Le 1^e corps d'armée du général Béthouart, le 19 novembre, parvient à enlever Montbéliard et Sochaux, la maison mère de Peugeot. Puis, la ville de Belfort, que le colonel Denfert-Rochereau avait si vaillamment défendue en 1870, est investie et enlevée aux Allemands.

Dans la foulée, le 20 novembre au soir, les chars de la 1^e armée française du général de Lattre atteignent le Rhin. Mulhouse est libérée. Le 23 novembre, c'est Strasbourg, par les troupes de Leclerc. Celui-ci a tenu le serment de Koufra. « Maintenant, on peut crever », dit-il à ses hommes... Le 24 décembre, les Strasbourgeois acclament de Gaulle.

Les Allemands résistent au nord de la capitale alsacienne et créent une menace sérieuse jusqu'au 21 janvier 1945. Ils lancent l'opération *Nordwind* pour reprendre Strasbourg. Pour eux, l'Alsace est terre germanique. C'est un symbole.



Ils bombardent la ville que les Américains pensent abandonner momentanément. Eisenhower estime qu'il lui faut reconstituer des réserves, et prendre

du recul. De Gaulle se fâche : « La libération de la ville a été le signe définitif de la résurrection nationale française. Son abandon inciterait la France à douter de la victoire ; il aurait en outre un retentissement mondial... » Le 1 janvier 1945, Eisenhower ordonne le repli. De Gaulle donne l'ordre à de Lattre de tenir. Position difficile car l'armée de Lattre est un élément d'une coalition.

Il écrit au président américain. Il rencontre Eisenhower le 3 janvier à Versailles. « J'ai donné l'ordre à la 1 armée française de défendre la ville. Elle va donc le faire, de toute façon. » L'essentiel relève du symbolique, explique-t-il, et non du *Kriegspiel* : « Mais pour la France, ce serait un désastre national. Car l'Alsace lui est sacrée. » Churchill est présent et appuie l'argumentation gaullienne. Le généralissime américain finit par se laisser convaincre.



De Lattre est informé qu'il convient de continuer de défendre Strasbourg. Il était temps : le 7 janvier, les Allemands lancent une attaque de blindés entre l'Ill et le Rhin. Mais ils échouent et la ville est définitivement hors de danger le 21 janvier.

Les Français auront-ils l'autorisation de porter la guerre en Allemagne ?

Dans son QG de Montbéliard, le général de Lattre décide alors de s'attaquer à la poche de Colmar. L'enclave alsacienne n'est définitivement résorbée que le 9 février, grâce à une parfaite entente entre troupes françaises (5 DB) et fantassins américains. À Colmar, lieu de naissance d'Auguste Bartholdi, l'auteur de la statue

de la Liberté, c'est la liesse. Car cette libération est aussi le retour de la ville dans le giron de la France. La rive gauche du Rhin est à présent réduite et nettoyée. 1 595 Français ont laissé la vie dans cette terrible bataille de vingt et un jours, sur 2 137. Le 11 février, de Gaulle reçoit un triomphe à Mulhouse et à Colmar. Puis, le soir, à Strasbourg. C'est aussi un moment de réconciliation franco-américaine : les généraux Devers, Patch et Bradley entourent le fondateur de la France libre qui leur remet des décorations.



Le 8 mars, grâce à l'armée Patton et à une vigoureuse offensive, la partie septentrionale du front est à l'abri d'une attaque allemande. Le système de défense allemand s'écroule dans le quadrilatère Cologne-Aix-la-Chapelle-Trèves-Moselle-Rhin. Pendant que les Alliés pilonnent Berlin, sur le front Est, et refont le monde à Yalta, l'armée Joukov avance à grande vitesse. La fin est proche.

Le général de Gaulle, garant du rang de la France, sait qu'il faut conjuguer libération politique et libération militaire. Le statut géopolitique de la France de la Victoire se joue sur les champs de bataille, aux côtés des Alliés. Il a maintes fois fait valoir qu'il fallait que la France soit militairement présente en Allemagne. Il faut porter la guerre à l'intérieur de l'Allemagne. C'est en étant sur le front du Rhin et du Danube que l'affront de la défaite pourrait être lavé.



Or, les Alliés ont une vision différente. Ils n'imaginent pas que les Français aient un rôle autre que défensif et de couverture sur le Rhin. Les troupes françaises sont considérées comme des forces auxiliaires, supplétives. Certes, la France n'a que sept divisions à proposer, alors que les Anglo-Américains peuvent en aligner quatre-vingts. De Gaulle menace de se retirer de la coalition et de partir seul à l'assaut de l'Allemagne !

C'est de manière pragmatique que le problème trouve une solution. Le général américain Jacob Devers, qui dirige le 6 groupe d'armées, a besoin d'une aide de couverture pour conquérir Wissembourg. Les troupes françaises peuvent le faire. Elles reçoivent la mission de progresser le long du Rhin. C'est une heureuse opportunité qui devient le plan *Undertone*. L'attaque, placée sous la responsabilité de la 3 division d'infanterie algérienne, commence le 15 mars 1945 dans la forêt de Haguenau. Elle enchaîne les succès : Rittershoffen, Bischwiller, Oberhoffen, Soufflenheim, Neuhausen. Devers et de Lattre ont une entrevue. Devers convient que la 7 armée aurait besoin d'être soulagée sur son aile droite pour pouvoir gagner plus rapidement la ville industrielle de Stuttgart. Il est décidé que la 1 armée fera cause commune avec la 7 armée pour franchir le Rhin et pour créer une *Task Force* dirigée par le général de Monsabert (3 DIA et 5 DB). L'enjeu est de taille : « Forcer la ligne Siegfried.»



Premier succès : après plusieurs jours d'affrontements pour forcer la ligne fortifiée, la Lauter est franchie ce qui permet de s'emparer de la partie allemande de la ville de Scheibenhardt. Moyennant la perte de 900 hommes, le drapeau français fait pour la première fois son apparition sur le territoire allemand. C'est le 20 mars que le premier char franchit le Rhin. L'Alsace est désormais libérée.

« Les roses de la gloire ne peuvent être sans épines »

Dans la nuit du 25 au 26 mars 1945, le général de Lattre convoque Monsabert à son PC et lui donne une instruction : « Je vous charge du franchissement du Rhin. Préparez tout méthodiquement. » Dans le style du général de Gaulle, cela donne : « Il ne restait à faire, en somme, que l'essentiel, c'est-à-dire à passer le Rhin. » L'essentiel, car c'était un élément majeur du processus de rétablissement de la puissance française à l'égard des Alliés et du monde, mais aussi un symbole de l'unité nationale recouvrée. Mais, comme l'écrira de Gaulle dans ses *Mémoires*, « les roses de cette gloire ne furent pas sans épines »...



Le moment tant attendu pour de Gaulle arrive. Le 31 mars, la 1^{re} armée française franchit le Rhin à Spire, à Germersheim et à Leimersheim. Patton est déjà à Francfort. Il y a urgence si les Français ne veulent pas être en reste par rapport aux Américains. L'armée française marche à vive allure en direction du sud.

Pour des raisons de préséance, Devers fait savoir au général de Lattre qu'il ne faut pas qu'il dépasse une ligne de trente kilomètres au-delà du Rhin. En clair, il faut que les Français laissent les Américains arriver les premiers dans Stuttgart. De Lattre, bien sûr, passe outre. Son armée atteint Karlsruhe, qui est soumise le 4 avril. Puis Baden-Baden et Rastatt. De Lattre décide de se retourner sur Kehl, la ville allemande face à Strasbourg qu'un pont sépare. Le 14 avril, Kehl est soumise afin que les Strasbourgeois, comme l'écrira de Lattre dans son *Histoire de la 1^{re} armée*, aient « la confirmation de leur totale délivrance».

La grosse affaire est bien sûr Stuttgart, ville industrielle, siège de Mercedes. Les deux adjoints de De Lattre doivent s'en charger : Béthouart et Monsabert. Le 21 avril, les chars français sont dans Stuttgart et mettent à genou le 64 corps d'armée allemand. Les Américains n'apprécient pas d'avoir été coiffés au poteau. Ils menacent la France d'être privée de zone d'occupation en Allemagne ! À Yalta, en février 1945, la France a obtenu une zone d'occupation et la participation à la Commission de contrôle. Ils lui demandent de quitter la ville.

De Gaulle refuse et donne cet ordre à de Lattre : « Je vous prescris de maintenir une garnison française à Stuttgart et d'y instituer tout de suite un gouvernement militaire... Aux observations éventuelles [des Américains] vous répondrez que les ordres de votre gouvernement sont de tenir et d'administrer les territoires conquis par nos troupes jusqu'à ce que la zone d'occupation française ait été fixée entre les gouvernements intéressés, ce qui, à notre

connaissance, n'a pas été encore fait. » Une colonne de l'armée de Lattre remonte la rive droite du Rhin en direction de la frontière suisse. En avril 1945, elle fait jonction avec les Américains qui arrivent du nord et de l'est. Elle rivalise d'ardeur avec les 7 et 3 armées américaines pour tronçonner le réduit bavarois. Une autre colonne prend Vieux-Brisach, puis Fribourg-en-Brisgau le 21 avril. Une troisième, qui descendait à l'est de la Forêt-Noire, enlève Rottweil, débouche sur le Danube à Donaueschingen. Le bastion de la Forêt-Noire est encerclé.

Le chapeau tricolore flotte sur le nid d'aigle d'Hitler

Les Français ont à cœur de se diriger vers la ville historique d'Ulm, avec ou sans le consentement des Américains qui eux aussi s'intéressent à la ville. « Je veux prendre Ulm comme Napoléon », proclame de Lattre ! L'Américain Devers se fâche, toujours soucieux d'assigner les Français aux zones d'action qui leur ont été fixées. En fait, les deux armées entrent simultanément à Ulm, le 24 avril 1945. Tandis que les armées Patch et Patton convergent vers Munich, et qu'on apprend le 26 avril qu'un point de contact est établi entre unités soviétiques et unités américaines, les Français longent le lac de Constance, conquièrent le Jura souabe, puis finissent par atteindre la frontière autrichienne. De Lattre, « ardent jusqu'à l'effervescence » (de Gaulle), a parfaitement rempli sa mission. Du Rhin au Danube... Pendant ce temps, l'intrépide division Leclerc a entrepris un match de vitesse avec les unités de la 7 armée américaine pour arriver la première à Berchtesgaden, le nid d'aigle d'Hitler.



Le 5 mai, le drapeau tricolore flotte sur le *Berghof*. De Koufra à Berchtesgaden, Leclerc lui aussi a accompli magnifiquement sa mission.



Vienne est prise, on se bat dans les rues de Berlin, mais la France n'est pas libérée pour autant ! À l'ouest, conforté par le mur de l'Atlantique et ses ouvrages bétonnés et cuirassés, l'occupant a créé des enclaves à Royan, à l'île d'Oléron et à la pointe de Grave. Cela représente 15 000 Allemands et 200 canons. Il faut à tout prix permettre la reprise du trafic maritime sur le port de Bordeaux. Le 14 avril, l'assaut est donné. Des éléments de la 2 DB, des forces du général de Larminat, avec l'appui de l'aviation alliée et française, réduisent cette poche le 21 avril. Puis c'est au tour du système défensif organisé autour de La Rochelle et de l'île de Ré d'être attaqué au début mai. Pendant ce temps, l'armée des Alpes, dirigée par le général Doyen, part à l'assaut des positions allemandes et italiennes dans le massif alpin. Après le Val-d'Aoste, les Français se trouvent aux abords de Turin le 2 mai.



Le 7 mai, la capitulation de l'armée allemande est signée, et le 8 mai, elle est ratifiée à Berlin. Les troupes françaises entrent dans les zones fortifiées de Dunkerque, Lorient, Saint-Nazaire et La Rochelle. Ce n'est que le 9 mai que les forces allemandes capitulent. À ce jour, il n'y a plus une parcelle du sol français aux mains de l'occupant.

La France a vraiment recouvré sa liberté. Pour elle, ses enfants ont versé leur sang. Il lui reste à retrouver son rang.

Chapitre 39

La fin du nazisme

Dans ce chapitre :

- ► Le paroxysme de la guerre pour les Américains en Europe
- ► La progression rapide de l'Armée rouge dans la moitié orientale de l'Allemagne
- ► L'épopée dramatique de l'exode de la population de la Prusse-Orientale
- ► La bataille de Berlin et le suicide d'Hitler
- ► Les derniers jours du régime nazi

Fin octobre 1944, quand l'Armée rouge occupe le premier village de la Prusse-Orientale, le front passe pour la première fois, à l'Est, sur un petit bout du territoire de l'Allemagne dans ses frontières d'avant-guerre. À l'Ouest, les Américains ont été plus rapides : ils ont, pour la première fois, pénétré en Allemagne en venant de Belgique, au sud d'Aix-la-Chapelle, le 12 septembre. Ce même jour, à Londres, des représentants de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'URSS ont décidé de diviser l'Allemagne, une fois vaincue, en trois zones d'occupation dont ils ont déjà tracé les frontières. Un résultat capital de la guerre est acquis : cette guerre qu'Hitler a dit mener pour combattre l'« ennemi bolchevique», a abouti au contraire. La zone d'influence de Staline ne s'arrêtera plus à la Vistule, comme en

1939, mais à l'Elbe, 650 kilomètres plus à l'ouest ! Commence, dès lors, le dernier acte de la guerre.

Un final qui sera pour les Allemands eux-mêmes la période la plus dure, à cause notamment des bombardements aériens dévastateurs des Alliés.

Les Alliés entrent en Allemagne

Dès mai 1940, des stratégies britanniques ont décidé d'affaiblir l'Allemagne nazie par des bombardements en tapis. Il s'agit de détruire des zones industrielles, mais aussi de frapper les populations. Le calcul est de provoquer par le «*terror bombing* » un mécontentement si fort qu'il en résultera un soulèvement antinazi. Un calcul trop optimiste, même après 1943, où se relaient les Américains (qui bombardent le jour avec leurs *forteresses volantes B-17*) et les Britanniques (qui bombardent la nuit avec leurs *Halifax* et leurs *Lancaster*). Mais malgré des destructions massives, l'Allemagne nazie a pu maintenir sa production industrielle jusqu'en été 1944 au niveau de l'avant-guerre. À partir de cet été, après avoir réussi des attaques décisives sur l'industrie aéronautique, les Alliés ont acquis la supériorité aérienne au-dessus de l'Allemagne. Ce succès a désormais permis des attaques ciblées des industries clés ou de l'infrastructure. La guerre des bombes a durement touché les populations : cent trente villes allemandes ont été prises pour cible, dix millions de civils ont dû être évacués. Un tiers environ de la population civile a eu une expérience directe de bombardements aériens et a passé des moments d'angoisse dans les abris souterrains ; quatorze millions de personnes ont perdu partiellement ou totalement leurs biens ; 410 000 civils ont trouvé la mort. Le

bombardement allié de la ville de Dresde, joyau de la Renaissance et du baroque en Allemagne, dans la nuit du 13 au 14 février 1945, reste le plus connu. (Un récent rapport a établi qu'il y a eu environ 25 000 morts parmi les civils.) En Grande-Bretagne, 60 000 civils ont été tués par des bombardements et par les fusées V2 allemands ; et des 120 000 soldats du *Bomber Command* britannique, 55 000 ont trouvé la mort dans l'action.

La folie suicidaire d'Hitler



Mais si la guerre est devenue si dure pour les Allemands, c'est aussi (et surtout) à cause de la décision prise par Hitler et ses chefs militaires de continuer un combat qui n'a plus la moindre chance de succès. La population civile et les soldats allemands savent au fond, depuis Stalingrad, depuis le début des grands bombardements alliés de leurs villes, que la possibilité d'une victoire n'existe plus. Mais les pertes humaines et matérielles toujours plus élevées sur les champs de bataille, les dévastations toujours plus graves par les bombardements à l'arrière n'ont provoqué ni la révolte ni l'écroulement du moral des Allemands ! Il y a plutôt acceptation résignée d'un avenir que l'on sait, en tout cas, très sombre. À ce fait, il y a plusieurs raisons. D'une part, il existe, même en 1944-1945, des restes du pouvoir charismatique hitlérien. D'autre part, il y a, au front comme à l'arrière, la répression d'une brutalité outrancière par les différentes forces armées du régime. Et puis il y a la peur, non pas de *toutes* les armées qui progressent, mais bien de l'Armée rouge. Une peur qui verse dans la panique.

En août 1944, Hitler ordonne que la « ligne Siegfried », la ligne fortifiée longue de 630 kilomètres construite à l'extrême ouest de l'Allemagne entre les villes de Clèves au nord et de Bâle au sud, soit remise en forme. Mais les édifices ne résisteraient plus à la puissance percutante d'une nouvelle génération d'obus. Même plusieurs dizaines de milliers de travailleurs forcés ne suffisent pas pour faire de l'ouvrage vétuste un obstacle sérieux. Les Alliés n'en sont pas aussi sûrs. Ils décident finalement qu'il vaut mieux ne pas attaquer l'Allemagne de front, mais essayer de contourner la ligne fortifiée au nord, au moyen d'une percée audacieuse à la manière de l'attaque allemande contre les États de l'Europe occidentale en mai 1940. En effet, la « ligne Siegfried » se termine à l'endroit précis où le Rhin quitte l'Allemagne pour traverser les Pays-Bas ! Une situation qui fait penser à la ligne Maginot au début de la guerre. Toute la moitié nord de la frontière germano-hollandaise, la partie entre Clèves et la mer du Nord, n'est donc pas fortifiée.

Échec de la plus grande opération aéroportée des Alliés

Mais afin de forcer cette porte à l'Allemagne, il faut d'abord battre la *Wehrmacht* aux Pays-Bas. Ou il faut au moins frayer un chemin à travers ce pays pour permettre à une puissante armée de parvenir en Allemagne. Après une discussion serrée entre Alliés, on opte pour cette option britannique et prépare à cette fin la plus grande opération aéroportée de la guerre : 35 000 soldats américains, britanniques et polonais seraient déposés dans le cadre de l'opération *Market Garden* à l'arrière des lignes allemandes pour conquérir les ponts qui se situent entre Eindhoven au sud et

Arnhem au nord d'où il n'y a plus que quelques kilomètres jusqu'à la frontière allemande non fortifiée. Les troupes aéroportées créeraient ainsi un corridor, utilisé ensuite, et très rapidement, par une puissante armée de blindés qui rejoindrait les pionniers déposés.

Quatre buts clés seraient ainsi réalisés : les troupes de la *Wehrmacht* aux Pays-Bas seraient coupées de l'arrière en Allemagne. Elles ne pourraient par conséquent plus être ravitaillées en fusées V2 qu'ils tirent inlassablement depuis leurs bases aux Pays-Bas sur Londres, Paris et Anvers. Il deviendrait plus facile de libérer enfin l'embouchure de l'Escaut, condition à l'utilisation du port d'Anvers pour le ravitaillement des armées. Et surtout, les troupes alliées qui déferleraient en Allemagne pourraient y être redirigées vers le sud pour y occuper la région de la Ruhr. On espère en effet que, une fois dépourvue de son cœur industriel, l'Allemagne nazie sera forcée de cesser les combats. Après avoir inauguré l'opération la veille avec des bombardements aériens, une gigantesque flotte de cinq cents planeurs et de plus de mille avions de transport avec parachutistes décolle le 17 septembre d'aéroports britanniques. Ils sont accompagnés de 900 avions d'escorte et parviennent, dans l'ensemble, à déposer leurs combattants comme prévu.



Mais l'opération échoue dans les jours suivants, à cause du mauvais temps mais aussi d'une défense très tenace. Les combats autour du pont d'Arnhem entre le 17 et le 26 septembre restent l'un des moments les plus connus de la guerre. Après dix jours, les Alliés se retirent et décident de reporter au printemps suivant le passage du Rhin. Et ils décident du même coup que ce passage est trop risqué sans l'avoir rendu pleinement utilisable auparavant pour leur ravitaillement par le grand port d'Anvers.

C'est la raison pour laquelle une armée alliée pleinement internationale (menée par des unités canadiennes, assistées de Belges, de Néerlandais, de Norvégiens et de Polonais) attaque début octobre à l'embouchure de l'Escaut. Après cinq semaines de très durs combats les Alliés remportent la bataille. Ils parviennent à conquérir en particulier l'île de Walcheren équipée non seulement de rampes pour les fusées V2 pour atteindre Londres, mais de l'ensemble d'installations de défense le plus fort construit par l'Allemagne nazie. Le 28 novembre, le premier bateau allié arrive à Anvers. Mais cet exploit très important aura un prix fort pour la grande ville portuaire. À peu près la moitié des 3 200 V2 jamais lancées par la *Wehrmacht* tomberont sur Anvers, la dernière le 5 avril 1945.

Hitler lance la sanglante contre-offensive des Ardennes

Si la combativité des troupes allemandes reste donc grande sur leur front occidental, malgré les défaites subies en série, elle croît encore quand il s'agit de

combattre pour la première fois, à partir d'octobre 1944, sur le territoire même de l'Allemagne. Fin septembre, des troupes américaines s'étaient rapprochées de la ville la plus occidentale d'Allemagne, Aix-la-Chapelle, située tout près des frontières belge et néerlandaise. À partir du 2 octobre, elles attaquent et doivent combattre durement trois semaines durant pour enfin l'occuper.



Et dès le 6 octobre, d'autres unités américaines ouvrent à quelques kilomètres plus au sud, dans un terrain boisé et escarpé de l'Allemagne près de la frontière belge, une autre bataille. Cette « bataille de la forêt de Huertgen », ouverte par une attaque frontale, deviendra non seulement la plus longue bataille sur le sol de l'Allemagne nazie, mais encore la plus longue de l'histoire militaire des États-Unis qui, pour cette raison même, y reste controversée. L'objectif est de percer la « ligne Siegfried » pour ensuite progresser, en venant du sud, vers la région de la Ruhr. Une deuxième bataille à peu près simultanée, dans la région de Clèves, cent cinquante kilomètres plus au nord, permettrait à des troupes surtout britanniques de rejoindre par l'autre direction la région de la Ruhr en venant du nord. Mais les combats au sud d'Aix-la-Chapelle auxquels participent les écrivains célèbres Jérôme D. Salinger et Ernest Hemingway (qui abandonne par la suite sa conception héroïque de la guerre) tournent en une longue bataille de position atroce sous la neige qui rappelle les batailles de la Première Guerre mondiale. Des deux côtés, a lieu une brutalisation effrayante : à certains moments, on exécute, des deux côtés, les combattants capturés au lieu de faire des prisonniers de guerre selon la norme du droit de la guerre. Après cinq mois et après avoir perdu plus de 32 000 soldats tués ou blessés, les troupes américaines ont finalement réduit la résistance allemande.

En février et mars 1945, l'opération complémentaire réussit également, heureusement à un prix bien moindre. À partir du 23 mars, les Alliés occupent toute la rive gauche du Rhin entre Strasbourg et Nijmegen.

Mais auparavant, ils ont à refouler l'ultime grande contre-offensive osée par l'Allemagne. Hitler avait décidé, dès août 1944, qu'il voulait à tout prix repasser à l'attaque après la série de défaites depuis 1943. Planifiée dans le plus grand secret, son « offensive des Ardennes » commence le 16 décembre 1944. Mieux que toute autre, elle illustre la déconnexion complète d'Hitler par rapport aux faits sur les champs de bataille (et du coup de la fidélité perverse de ses généraux qui consentent à planifier l'opération). Le but sera de reconquérir Anvers et son port. Hitler s'imagine pouvoir répéter par une nouvelle traversée des Ardennes à la Belgique et au Luxembourg l'exploit de mai 1940 ! Et puisque les troupes américaines qui s'y trouvent, sont, en effet, peu nombreuses et peu expérimentées, l'armée de blindés allemande arrive à percer le front et à progresser sur une centaine de kilomètres avant d'être arrêtée près de la Meuse, à Dinant.



Par une réaction bien coordonnée, la *US Army* concentre cependant ses troupes en Belgique. Les combats féroces qui débutent par une série de crimes de guerre allemands – les SS assassinent dans trois massacres cent cinquante soldats américains faits prisonniers – finissent par impliquer jusqu'à la fin de la bataille, le 25 janvier 1945, un million de soldats. Vingt mille Américains ne vont pas survivre au carnage, 21 000 mille vont être portés disparus, 47 000 blessés. Pour les Américains, la victoire dans ce qu'ils appellent *the Battle of the Bulge*, la « bataille du saillant », a demandé un sacrifice beaucoup plus élevé que les combats du Débarquement en juin précédent. La bataille restera en fait pour l'armée américaine la plus sanglante de toute la Seconde Guerre mondiale en Europe. Pour la

Wehrmacht les pertes humaines ont été si énormes (17 000 morts ; 16 000 disparus ; 34 000 blessés), les pertes matérielles si lourdes (blindés et avions, surtout) qu'elle en sortira définitivement inapte à toute initiative sur son front occidental.

La bataille de la Rhénanie



Et le tracé de ce front dans ses secteurs essentiels passe désormais définitivement sur le territoire du Reich. Dans la « bataille de la Rhénanie », les Alliés en finissent rapidement avec l'ensemble des forces de la *Wehrmacht* à l'ouest du Rhin, en faisant 290 000 prisonniers de guerre. Le Rhin est traversé le 7 mars par l'armée américaine à Remagen sur un pont que la *Wehrmacht* n'a pas le temps de détruire. Quatre autres passages sont frayés au cours du mois de mars plus au sud, un par les Américains, deux par l'armée britannique et un, à Spire, par la 1 armée française. Et plus au nord, à Wesel, un groupe d'armées sous commandement britannique traverse le fleuve par une grande opération aéroportée. Après cette traversée du Rhin, les forces britanniques s'orientent vers le nord, vers Hambourg et la rivière Elbe. Il leur faut une quarantaine de jours pour arriver à Wismar, ville portuaire sur la mer Baltique, occupée par des parachutistes juste avant l'arrivée des troupes soviétiques. Il s'agit, en fait, de non seulement vaincre les Allemands, mais en même temps de couper la route du Danemark à l'Union soviétique. Une armée américaine s'oriente vers le sud pour encercler avec une autre armée américaine qui a traversé le Rhin à Remagen la région industrielle de la Ruhr. L'encerclement est achevé le 4 avril. Ville par ville, les

Américains réduisent la résistance qui s'estompe le 21 avril : 325 000 soldats partent en captivité ; leur commandant, un fidèle parmi les fidèles d'Hitler, se suicide.



Le nombre des prisonniers devient désormais si énorme que l'armée américaine décide de faire camper les hommes provisoirement sur les vastes prairies au milieu desquelles évolue le Rhin. De larges enclos commencent ainsi à être créés par du fil barbelé tout le long du fleuve où les détenus (que l'on considère comme des « forces ennemis désarmées » et non comme des « prisonniers de guerre » selon la convention de Genève) doivent creuser à main nue des trous dans la terre pour dormir. Chaque enclos est conçu pour accueillir entre cinq à dix mille soldats. Mais bientôt, ils seront surpeuplés : le camp de Remagen par exemple, conçu pour cent mille hommes doit trouver de la place pour 184 000. Les conditions de détention sont si mauvaises que des milliers d'hommes périssent. Cette politique américaine est en partie une réaction à la détresse et l'horreur que les troupes ont entraperçues lors de la libération des camps de concentration. Mais le chiffre probable de dix mille morts parmi le million de soldats allemands passés par ces camps jusqu'à leur fermeture (septembre 1945) est minime (1 %) comparé aux 35,5 % concernant les Allemands en captivité soviétique et plus encore les terribles 57,7 % concernant les Soviétiques prisonniers des Allemands.

Après l'occupation de la Ruhr, le groupe d'armées américain se tourne à nouveau vers l'est. Une partie de ces troupes combattent les troupes allemandes qui continuent à leur opposer une forte résistance, à

Francfort, à Cassel, à Magdebourg, à Leipzig. Une autre partie du groupe se propulse, en peu de temps, depuis le Rhin jusqu'à Plzen, dans le territoire de l'ancienne République tchécoslovaque, en Bavière et, finalement, en Autriche. Les troupes américaines plus au sud – celles qui se sont livré en janvier 1945 en Alsace des combats très durs avec la *Wehrmacht* et qui ont assisté ensuite, au mois de février, la 1 armée française à réduire la « poche de Colmar », traversent le Rhin fin mars. Elles progressent rapidement jusqu'en Bavière où elles prennent dans deux batailles de plusieurs jours les villes de Nuremberg (20 avril), puis de Munich (30 avril), avant de s'élancer plus au sud, en Autriche, pour rejoindre le 4 mai près du col du Brenner les camarades américains venus d'Italie.

La progression rapide des divisions américaines non seulement vers l'est, mais aussi vers le sud (en partie pour y réduire un mythique « réduit alpin » des nazis) met, au grand dam du général de Gaulle, des bornes étroites à l'évolution de la 1 armée française en Allemagne. Nous avons évoqué, dans le chapitre précédent, les combats menés à partir du 19 mars dans le sud-ouest de l'Allemagne et en Autriche jusqu'au moment où les troupes françaises arrivent, le 7 mai, à St. Anton, le premier village du Tyrol, au-delà du grand col de l'Arlberg. Le lendemain, le Reich capitule. 3 500 soldats français sont morts durant la cinquantaine de jours des opérations sur le sol de l'Allemagne nazie, 1 400 sont portés disparus et 13 300 ont été blessés.

L'Armée rouge conquiert la moitié orientale de l'Allemagne

À l'Est, que se passe-t-il ? L'Allemagne orientale passe littéralement sous l'énorme rouleau compresseur de l'Armée rouge. La pointe la plus occidentale du front germano-soviétique qui se situe, au 20 janvier 1945, à hauteur de la frontière germano-polonaise d'avant 1939, sera avancée en l'espace d'une dizaine de jours jusqu'au cours inférieur de l'Oder, ce grand fleuve qui descend des montagnes silésiennes, traverse ensuite la Prusse du sud au nord pour se jeter finalement dans la mer Baltique. Le 31 mars, l'Armée rouge établit sa première tête de pont sur la rive occidentale de l'Oder, à Kienitz. Ce village ne se trouve plus qu'à une soixantaine de kilomètres à l'est de la banlieue de Berlin ! Mais avant de commencer l'assaut de la capitale de l'Allemagne nazie, les troupes soviétiques agrandissent prudemment le coin enfoncé en Allemagne.



Au nord, l'Armée rouge lance (en février) la bataille qui lui permet d'occuper l'ensemble de la Poméranie orientale et de contrôler l'ensemble de la côte baltique entre l'Oder à l'ouest et l'ancien corridor polonais d'avant 1939 à l'est. Au sud, elle pousse son offensive également jusqu'à l'Oder en établissant jusqu'au 8 février, cette fois-ci au prix d'une très dure bataille, deux têtes de pont à l'ouest du cours supérieur du fleuve. Très rapidement, les généraux soviétiques profitent de ces deux bases de départ (Steinau et Ohlau) pour conquérir la Silésie inférieure. Ils parviennent même à créer une nouvelle tête de pont au-delà du prochain obstacle naturel, de la rivière Neisse (la rivière qui marque aujourd'hui, avec le cours inférieur de l'Oder, la frontière germano-polonaise). Voilà les Soviétiques arrivés aux portes du Brandebourg au milieu duquel se situe la capitale, Berlin.



Cependant, la plus grande ville de la Silésie, Breslau, avec 600 000 habitants (à l'époque la sixième ville d'Allemagne, aujourd'hui devenue Wroclaw, la quatrième ville de Pologne), résiste à l'attaque. 23 000 soldats et 80 000 habitants y sont assiégés durant presque trois mois. Jusqu'à la fin du mois de mars, toute la région de la Silésie supérieure, fortement industrialisée, est conquise. Désormais l'industrie de guerre allemande est dépourvue de l'apport silésien – un mois avant la conquête, par les Américains, des deux autres régions de l'industrie lourde en Allemagne, de la Ruhr et de la Sarre. La chute de la Silésie signifie en fait la fin de l'économie de guerre organisée en Allemagne nazie.



Mais alors que les troupes soviétiques préparent, à quelques dizaines de kilomètres de Berlin, l'assaut de la capitale ennemie, leurs camarades ont encore à réduire une résistance féroce dans un grand réduit allemand ouvert sur la mer Baltique quatre cent kilomètres plus à l'est. Depuis le 13 janvier, 1,6 million de soldats soviétiques s'opposent dans la bataille la plus longue de l'année 1945 à 580 000 soldats allemands qui essaient de défendre la province la plus orientale du Reich, la Prusse-Orientale (de la taille de la région Centre en France aujourd'hui). Ces troupes résistent d'une manière d'autant plus acharnée qu'elles sont bientôt coupées du reste de l'Allemagne. Il faut six offensives consécutives pour que cessent les combats. La capitale de province, Königsberg (370 000 habitants), ne sera prise par l'Armée rouge que le 9 avril 1945.



L'exode – version allemande

Pour cacher la vérité aux Allemands aussi longtemps que possible, les autorités nazies ont retardé l'évacuation inévitable de la population civile de la Prusse-Orientale encerclée. La population craint, plus encore que les opérations militaires, la « sauvagerie » des soldats soviétiques (supposée ou réelle, et dans tous les cas gonflée par la propagande nazie et par les rumeurs). C'est pourquoi des milliers et des milliers de civils sont partis sous la menace de l'approche de l'Armée rouge de leur propre initiative, après avoir chargé par un temps glacial des véhicules hippomobiles et des voitures à bras avec leurs biens personnels. Durant quinze semaines, la marine allemande effectue l'une des opérations d'évacuation les plus grandes de l'Histoire. Des centaines de navires de toute taille participent à l'opération par laquelle quelque 900 000 civils et 350 000 soldats ont pu être transportés en Allemagne non encore occupée ou au Danemark (toujours occupé par la *Wehrmacht*). Le 30 janvier 1945, le grand navire de croisière *Wilhelm Gustloff*, parti du port de Gdynia avec 10 000 personnes à bord, est torpillé par un sous-marin soviétique devant la côte de la Poméranie. 9 400 passagers périsse dans les eaux glacées de la Baltique. Selon le nombre des noyés, ce naufrage est le plus grand désastre maritime de l'Histoire, loin devant le naufrage du *Titanic* avec ses

1 500 victimes. Ce désastre et, plus généralement, les souffrances liées à la fuite des Allemands de Prusse-Orientale, longtemps refoulés, ont été rappelés à la mémoire collective avec le livre du célèbre écrivain allemand Günter Grass, *En crabe*, en 2002.

Une semaine exactement après la chute de Königsberg en Prusse-Orientale, l'Armée rouge commence son offensive pour, cette fois-ci, arriver à Berlin. Lors de la conférence de Yalta (4-11 février 1945), la première rencontre des «trois Grands» de la coalition anti-hitlérienne depuis la conférence de Téhéran, quatorze mois plus tôt, Staline a réussi à obtenir, de Roosevelt et de Churchill, l'aval de sa propre conception de la répartition des zones d'influence dans l'Europe d'après-guerre. L'URSS ne conservera pas seulement ses gains de territoire de l'époque du pacte Hitler-Staline, mais dominera dorénavant une bonne partie de l'Europe centrale, et en particulier la Pologne. Mais il veut sécuriser ce succès sur le champ de bataille. C'est pourquoi Staline réunit pas moins de deux millions et demi de soldats et un matériel immense (41 000 pièces d'artillerie ; 3 250 lanceurs de roquettes ; 95 000 voitures motorisées ; 7 500 avions ; 6 200 blindés) avant de commencer une opération conçue à nouveau comme un grand mouvement de deux pinces ayant pour but de prendre en tenaille la capitale de l'Allemagne.



Cette très grande ville de 4,3 millions d'habitants avant-guerre compte, mi-avril 1945, 2,7 millions de personnes, les deux tiers étant des femmes. Pour la défense de la ville (mais ce mot n'est plus

vraiment adapté compte tenu de l'état des troupes), la *Wehrmacht* aurait disposé d'environ un million d'hommes armés, de 800 blindés, d'une centaine d'avions. Le 16 avril, l'Armée rouge commence à attaquer par le plus puissant feu d'artillerie de toute la Seconde Guerre mondiale. Puis ses troupes progressent. Elles arrivent à progresser très rapidement dans le secteur Sud du front, là où les fortifications de la Neisse sont aisément anéanties. Les troupes soviétiques qui attaquent dans ce secteur Sud se divisent par la suite : une partie s'élance vers la Saxe, l'autre vers le nord en direction de Berlin. Mais l'attaque est nettement plus difficile dans le secteur Nord, sur le front de l'Oder. Les hauteurs de Seelow, situées à une cinquantaine de mètres au-dessus de la plaine de l'Oder où commence l'attaque de l'Armée rouge, s'avèrent favorables à une défense acharnée.

La tactique de l'attaque frontale choisie par les généraux soviétiques s'avère terriblement coûteuse. Mais la situation plus au sud évolue si favorablement, les réserves soviétiques sont si grandes que l'Armée rouge remporte la bataille après trois jours de combats. Le prix de cette victoire a toutefois été excessif : soixante-dix mille soldats soviétiques l'ont payé de leurs vies ; douze mille hommes sont morts du côté allemand. Mais le résultat est acquis : il n'y a plus de front à l'Est en Allemagne nazie. Entre l'Armée rouge et Berlin, il n'y a plus que quelques unités éclatées de la *Wehrmacht* qui résistent un court instant.

La bataille de Berlin

Le 21 avril, les pointes de l'Armée rouge arrivent dans la banlieue nord-est de Berlin. Le 25 avril l'encerclement de

la capitale allemande est complet.



Ce même jour, cent vingt kilomètres plus au sud-ouest, a lieu sur les rives de l'Elbe un autre événement important. Un événement qui reste très présent dans la mémoire collective outre-Rhin. À Strehla, puis à Torgau, des soldats de l'Armée rouge, venus de l'Est, et des soldats de l'*US Army*, venus de l'Ouest, se rencontrent pour la première fois sur le sol de l'Allemagne. Entre la mer Baltique au nord et la ville de Chemnitz au sud, les fronts Est et Ouest en Allemagne auront bientôt fusionné. Mais à Berlin, au 25 avril, il n'est toujours pas question d'abandonner le combat. Hitler ne souhaite plus épargner les combattants et les civils de son propre peuple. À ses yeux, ce peuple est perdu, les Allemands sont trop faibles pour remporter la victoire dans la lutte pour la survie. Hitler veut donc une fin apocalyptique. Après lui le chaos. Il préfère que la capitale de son Reich soit conquise par l'Armée rouge plutôt que par les alliés occidentaux. Il préfère être achevé par le bolchevisme soviétique – son ennemi fondamental – pour prouver aux yeux du monde le danger d'une victoire soviétique.



Il y aura donc des combats dans Berlin. Dans cette ville dont de vastes parties avaient déjà été détruites par les très lourds bombardements du *Bomber Command* britannique en hiver 1943-1944, bombardements repris en février 1945, cette fois-ci par les Britanniques et les Américains. Mais l'Armée rouge doit combattre pour conquérir, lentement, un par un, les arrondissements, les rues, les blocs. Des tireurs d'élite l'attendent, mais aussi les poings antichars

approximativement maniés par le *Volkssturm*, la milice populaire recrutée, depuis octobre 1944, parmi «les hommes en âge de porter les armes entre 16 et 60 ans», trop jeunes ou trop vieux pour servir régulièrement. Parmi les adolescents socialisés sous le nazisme, il y a d'ailleurs nombre de fanatiques prêts à se sacrifier. Parmi ceux qui ne le sont pas, parmi ceux qui hésitent à prendre les armes, nombreux sont exécutés sur-le-champ par des commandos. Et Goebbels continue à fouetter l'opinion en faisant paraître une feuille spéciale s'adressant à la population et aux soldats allemands encerclés dans Berlin : il continue à faire miroiter une mythique «victoire finale » alors que l'Armée rouge détruit, avant d'avancer, des blocs entiers d'immeubles par l'artillerie lourde, afin d'éviter que trop de ses hommes ne soient tués sur les derniers mètres de cette guerre.



Profitant des voies ferrées pour enfoncer des coins dans Berlin, l'Armée rouge (aidée par une division de l'armée polonaise) parvient au centre-ville, dans le quartier des ministères, au 29 avril. Le 30 avril, le *Reichstag* est conquis. L'après-midi, un soldat plante le drapeau rouge sur la coupole du bâtiment symbolique. Le matin du 2 mai, le « Robert Capa soviétique », Jewgenij Chaldej, fait rejouer la scène et en prend une série de photos.

Celle qui a été publiée le lendemain à Moscou reste l'une des plus connues de l'histoire du xx siècle. Ce 2 mai au matin, le général allemand chargé de la défense de Berlin signe la capitulation de ses troupes.

La fin du régime nazi et le suicide d'Hitler

À ce moment de la chute – devenu sous ce titre le sujet d'un film aussi célèbre que contestable (*La Chute*, réalisé par Oliver Hirschbiegel), l'État national-socialiste en déchéance a déjà subi une révolution par le haut. Le 20 avril, le jour du 56 anniversaire d'Hitler, a eu lieu à Berlin la dernière réunion des sommités nationales-socialistes. Mais Göring, Himmler, Speer et Dönitz quittent aussitôt la capitale par peur d'être capturés par l'Armée rouge. À Berlin, dans le vaste ensemble de salles souterraines connu comme l'« abri du Führer» ne restent plus alors qu'Hitler, le directeur de la chancellerie du parti nazi, Martin Bormann, et Joseph Goebbels.



Le 23 avril, Hitler renvoie Göring, trop avide de devenir son successeur, et Himmler, accusé d'avoir offert aux alliés occidentaux une capitulation partielle avec le but d'opérer un changement d'alliances pour combattre, ensemble, l'Union soviétique. Le 29, Hitler dicte son «testament politique» en faisant de l'amiral Karl Dönitz son successeur comme président du Reich et de Joseph Goebbels son successeur comme chancelier. Le 30 avril vers 15 h 30, alors que 500 mètres séparent encore l'Armée rouge de son abri, Hitler se suicide en se tirant une balle dans la tempe. Eva Braun, sa compagne de plusieurs années, épousée la veille, avale une capsule de cyanure. Leurs corps sont inondés d'essence et calcinés aussitôt dans la cour de la chancellerie. Le soir du lendemain, 1 mai, Goebbels et sa femme se suicident dans l'abri, après y avoir assassiné leurs six enfants. Le 2 mai, des officiers soviétiques pénètrent dans le jardin de la chancellerie et découvrent les corps, encore identifiables.



Il a été et il reste impossible de connaître le chiffre exact, mais quoi qu'il en soit exorbitant, des victimes de la bataille de Berlin. On pense qu'il y a eu environ 80 000 morts du côté soviétique et environ 100 000 du côté allemand, auxquels s'ajoutent des dizaines de milliers de victimes civiles. Face à cette boucherie insensée, face à une ville transformée en champ de ruines, face aussi aux excès d'une minorité parmi les troupes victorieuses (dont même les très dures sanctions aussitôt édictées par les officiers soviétiques ne parviennent pas à réprimer viols et pillages), le moral des Allemands tombe à zéro. D'ailleurs, trois jours avant le début de la bataille de Berlin, l'Armée rouge avait victorieusement terminé, environ cinq cents kilomètres plus au sud, la bataille autour d'une autre ville capitale du Reich nazi, la bataille de Vienne. Après avoir traversé le 29 mars, en venant de Hongrie, la frontière du Reich, 400 000 soldats de l'Armée rouge encerclent jusqu'au 6 avril la ville. Vingt mille soldats de la Wehrmacht esquisSENT la défense. Mais il n'y a pas, à Vienne, de combats de rue acharnés. Le chiffre officiel des morts pour les deux côtés confondus s'élève à 5 000, mais probablement, il y a eu 20 000 victimes, y inclus les civils. Vienne a aussi été beaucoup moins lourdement touchée par des bombardements aériens que Berlin : lors de la cinquantaine d'attaques américaines, britanniques et soviétiques depuis février 1944, moins de 9 000 personnes ont trouvé la mort ; à Berlin, c'est au moins cinq fois plus.



L'amiral Dönitz, le chef de la marine allemande, un technocrate antisémite et l'un des fidèles parmi les

fidèles du « Führer », a été nommé par Hitler dans son «testament politique » successeur comme «chef de l’État». Il prend ses fonctions le 1 mai 1945 et nomme un « gouvernement » (dépourvu de tout fondement constitutionnel) qui se réunit à Flensburg, petite ville de l’extrême nord de l’Allemagne, toute proche du Danemark toujours et encore occupé par la *Wehrmacht*. Son but est aussi net qu’illusoire : éviter la capitulation inconditionnelle, arriver à une capitulation partielle auprès des alliés occidentaux et... reprendre ensemble le combat contre l’ennemi bolchevique !

L’ombre de la guerre froide au début de 1945

L’espoir qu’une telle évolution puisse être possible avait été nourri par le fait de l’acceptation par les Alliés, à Milan, le 29 avril, d’une capitulation partielle des troupes allemandes et mussoliniennes combattant dans le nord de l’Italie, capitulation devenue effective le 2 mai. Les négociations secrètes menées à cette fin, dès mars 1945, en Suisse entre des nazis et des Américains – en particulier entre un général SS et le directeur de l’*Office of Strategic Services*, Allen Dulles, le futur chef de la *CIA* – , reflètent le fait qu’il existe des leaders alliés qui considèrent que le conflit idéologique à venir, celui entre les puissances occidentales et l’URSS, est déjà devenu presque aussi important que le combat qui finit contre l’Allemagne nazie. En effet, les Soviets, qui ont eu vent de l’affaire et qui souhaitent prendre part aux pourparlers suisses afin de les surveiller, sont informés par les Américains qu’il n’en sera pas question. Réponse

« absolument inadmissible » selon Moscou qui ne se laisse apaiser que par une missive aussitôt envoyée par le président américain.



Le 7 mai 1945, le chef du commandement suprême de la *Wehrmacht*, Alfred Jodl, signe la capitulation inconditionnelle pour toutes les unités de l'armée. La guerre contre l'Allemagne nazie est terminée le 8 mai : elle se clôt par une défaite aussi totale que la guerre qui l'avait précédée.

Chapitre 40

La découverte des camps

Dans ce chapitre :

- ► Que savaient les Alliés de la Shoah ?
- ► L'Armée rouge découvre les camps de la mort
- ► Les « marches de la mort » et les « crimes de la fin de guerre » en Allemagne
- ► Libération et mémoire des camps

C'est par les soldats alliés qui découvrent, en repoussant les troupes hitlériennes, les camps d'extermination et de concentration, que le monde, épouvanté, a eu la certitude de la plus grande monstruosité commise par des hommes sur des hommes. Cependant, un petit groupe de leaders alliés, puis un public attentif ont eu, longtemps avant 1944, connaissance de l'atroce vérité qui n'émerge que progressivement des informations reçues dans l'incrédulité.

Les premières informations

Dès août 1941, le Premier ministre britannique a informé ses concitoyens dans un discours radiophonique que « des troupes de police allemandes » perpétraient dans les territoires conquis sur l'Union soviétique des exécutions « méthodiques », à une échelle inconnue en Europe depuis le temps des

Mongols : « des districts entiers sont exterminés», avertit Winston Churchill.



Il lui est alors impossible de donner plus de précisions parce que ses informations proviennent de l'interception et du décryptage, par les services britanniques, de rapports secrets nazis et il faut éviter que l'ennemi soupçonne que ses messages peuvent être lus. C'est la raison pour laquelle le Premier ministre britannique évite de mentionner le sort réservé aux juifs d'Europe centrale et orientale à ce moment.

Mais des informations, déjà assez précises, sur certains éléments de l'exécution systématique, par balles, des juifs polonais et ukrainiens parviennent en Grande-Bretagne et aux États-Unis durant l'hiver 1941-1942. Ces informations sont publiées par la presse.



En mai 1942, un rapport de la *Ligue de travail juive* de Varsovie est reçu par le gouvernement polonais en exil à Londres. Et un mois plus tard, l'Office des services stratégiques (OSS) américain reçoit un document depuis Lisbonne qui utilise la formule de «l'extermination systématique» des juifs par l'Allemagne nazie et qui mentionne le camp de Sobibor près de Lublin. Ce même mois de juin 1942, un journal de Londres publie des informations reçues sur des «chambres à gaz mobiles». Au mois d'août, des informations sur des déportations de juifs depuis la France en Pologne et sur l'assassinat de juifs dans des chambres à gaz stationnaires circulent. En septembre, un membre du Conseil national polonais à Londres résume les informations connues à ce moment en

parlant déjà du « crime le plus grand que l'Histoire a connu ». Il exige une action correspondante, comme l'ont fait aussi, quelques jours plus tôt, deux fonctionnaires d'associations juives rencontrés à Varsovie par l'agent du gouvernement polonais en exil, Jan Karski ; il a pu s'infiltrer en mission dans le ghetto de Varsovie et dans le camp de transit vers Belzec, Izbica Lubelska.



Il arrive à Londres en novembre où ses informations servent à alimenter deux articles de journal : le *New York Times* mentionne, le 25 novembre 1942, Belzec, Sobibor et Treblinka et aussi Auschwitz en ajoutant que les nazis y utiliseraient des chambres à gaz et des fours crématoires. Le *Times* annonce, le 7 décembre, que le gouvernement polonais en exil à Londres aurait passé au ministre des Affaires étrangères britannique, Anthony Eden, des informations sûres sur le meurtre de masse de juifs à l'Est. En effet, Eden parle le 17 au *House of Commons* de la « politique bestiale d'extermination » poursuivie par les nazis à l'égard des juifs. En janvier 1944, le bureau de l'OSS américain à Londres reçoit un rapport sur Auschwitz, rédigé en août 1943, qui contient des informations précises sur les chambres à gaz et les fours crématoires, sur la provenance des juifs qui y sont assassinés et sur les noms des principaux responsables du camp.

Le terrifiant secret

Au sein de la coalition anti-hitlérienne, des connaissances assez précises sur les crimes commis par l'Allemagne nationale-socialiste se sont donc accumulées jusqu'en été 1944. Les leaders ont été

mieux informés que les populations, mais une partie significative de ce que l'on sait a été rendue publique par la presse. Les troupes soviétiques, puis américaines et britanniques, découvrent, à partir de ce même été 1944, dans leur progression les camps des nazis, le terrifiant secret.

À Maly Trostenëts, les SS tentent de supprimer les traces de leurs crimes

Le premier camp d'extermination découvert est celui qui reste aujourd'hui le moins bien connu. Le 4 juillet 1944, l'Armée rouge arrive à Maly Trostenëts, près de Minsk, en Biélorussie. S'y trouve le camp situé le plus à l'est édifié par les nationaux-socialistes. Ce qui se passe dans ce camp durant les derniers jours de son existence préfigure ce qui se passera quelques mois plus tard plus à l'ouest. Un commando spécial de SS essaie d'effacer autant que possible les traces de l'extermination (le plus souvent par balles, moins souvent par des camions à gaz), d'une bonne partie de la population juive de Biélorussie, mais aussi des juifs d'Allemagne, d'Autriche, de l'ex-République tchèque. Les estimations varient entre soixante mille et cent cinquante mille juifs tués sur ce site et dans les forêts environnantes. À ce terrible bilan, il faut ajouter des milliers de partisans et de civils biélorusses et des prisonniers de guerre soviétiques. Ici comme ailleurs plus tard, les SS se servent d'une centaine de travailleurs forcés. Ce sont le plus souvent des juifs auxquels on promet la survie, mais qui seront, en fait, tués après avoir accompli leur tâche infernale. Ils doivent ouvrir les fosses communes, puis incinérer les corps retrouvés, en partie seulement décomposés.

Mais à Maly Trostenëts (comme dans d'autres camps par la suite), il subsiste des détenus dans le camp en été 1944, des juifs biélorusses et des Russes. Peu avant l'arrivée de l'Armée rouge, des événements proprement apocalyptiques s'y déroulent. Durant les derniers jours de l'existence du camp, les auxiliaires SS ukrainiens, lituaniens, biélorusses sont remplacés par un commando de SS allemands. Le 28 juin, ces assassins enferment les survivants dans des baraquements avant d'y mettre le feu. Ceux qui tentent d'échapper sont tués par balles. Par miracle, une vingtaine de détenus arrivent à fuir et à se cacher dans les forêts jusqu'à l'arrivée des troupes soviétiques, le 4 juillet. Mais entre-temps, six mille cinq cents déportés supplémentaires sont arrivés au camp depuis Minsk. Ils sont forcés de monter eux-mêmes sur du bois empilé dans un vieux grenier de kolkhoze. Des coups de feu éclatent, les corps tombent. Une nouvelle couche de bois est disposée sur les morts. Entre un nouveau groupe de détenus, forcés de monter. Et ainsi de suite. À la fin, il y aura quatre piles monstrueuses auxquelles les SS mettent le feu.



Le 30 juin, le commando SS incendie le reste du camp qui est réduit en cendres. Quand l'Armée rouge arrive quatre jours plus tard, il n'y a plus personne. Mais on arrive à reconstruire les crimes inouïs qui viennent d'y avoir lieu. Des photos sont prises des lieux d'incinération et d'un four crématoire sommaire, construit à partir de rails de chemin de fer. Des survivants sont retrouvés qui vont témoigner de l'horreur.

Majdanek : les Soviétiques découvrent la vérité sur les chambres à gaz

Le premier camp d'extermination où des hommes sont effectivement libérés par l'Armée rouge est celui de Majdanek, sur le territoire de l'ex-« Gouvernement général » de Pologne. Quand les soldats soviétiques y arrivent le 23 juillet 1944, ils trouvent sur le site du camp mille cinq cents personnes. En partie, ces hommes sont des paysans polonais ou biélorusses détenus comme des partisans. Ces hommes et femmes sont effectivement libérés. Il s'agit essentiellement d'anciens prisonniers de guerre soviétiques d'un genre particulier : des hommes qui avaient été capturés, mais qui ont ensuite changé de camp pour combattre le communisme, et qui ont été grièvement blessés dans l'action. Sur une partie du camp de Majdanek, on découvre un hôpital militaire. Quand les nazis évacuent le camp en mars et avril 1944 en déportant quinze mille personnes dans plusieurs camps plus à l'ouest, la veille de l'arrivée de l'Armée rouge, ils laissent ces hommes sur place qui sont si grièvement blessés qu'ils sont incapables de marcher. Un sort tragique les attend. Ils sont envoyés dans des camps soviétiques d'où ils ne sortiront plus. Des camps nazis aux camps soviétiques...



Ce que la découverte de Majdanek apporte, c'est la vérité des informations sur les chambres à gaz. Contraints de quitter les lieux à la hâte, les SS n'ont pas le temps de détruire toute la machine de la mort. Les soldats soviétiques trouvent donc une chambre à gaz en état de fonctionnement et des doses de Zyklon B. Ils découvrent des fours crématoires encore fumants où gisent des restes de corps humains ! Une commission polono-soviétique ordonne par la suite d'ouvrir les fosses communes. Elle publie son rapport accablant sur Majdanek dès le 16 septembre 1944.

Des survivants à Chelmno et Auschwitz témoignent de l'horreur

Ce même mois de septembre, à Chelmno, quelque trois cents kilomètres plus à l'ouest, les SS commencent à effacer les traces du camp, à nouveau à l'aide d'un commando de travailleurs esclaves juifs. Mi-janvier 1945, une quarantaine parmi ces hommes sont encore en vie. Dans la nuit du 17 au 18 janvier, les SS ont décidé d'en finir. Mais les hommes, détenus dans un grenier sur le site, ne se laissent pas faire et se révoltent. Ils tuent deux SS ; deux jeunes détenus réussissent à s'échapper. Peu après, l'Armée rouge arrive au village où presque rien ne rappelle plus qu'au moins 152 000 personnes y ont trouvé la mort.

Quelques jours plus tard, les soldats soviétiques arrivent à Auschwitz, situé à deux cent cinquante kilomètres plus au sud. Le 17 janvier, presque soixante mille détenus du camp ont été forcés de prendre la route pour la Haute-

Silésie. Plus d'un quart parmi eux ne vont pas y arriver, morts tués par balles ou épuisés sur la route.

Quand les soldats soviétiques forcent avec un blindé la porte principale du camp, le 27 janvier 1945, ils aperçoivent deux fours crématoires encore en service à Auschwitz-Birkenau, à trois kilomètres de distance. Les Soviétiques s'y rendent et découvrent des déportés émaciés qui voient venir, incrédules, leurs libérateurs. Mais aussi incroyable que cela paraisse, ils surprennent des travailleurs forcés qui font fonctionner les fours crématoires jusqu'à la dernière minute. Aux soldats écœurés, ces hommes, en partie des Ukrainiens auxquels les SS ont laissé le choix ou de mourir ou d'accomplir cette œuvre macabre, expliquent qu'on leur a donné l'ordre d'incinérer autant de corps que possible. En partant, les SS ont détruit les chambres à gaz, mais ils ont abandonné dans le camp des milliers de morts et des milliers de mourants. Le jour de la libération d'Auschwitz, il y a encore plus de sept mille survivants. Parmi eux, près de quatre mille femmes, mais aussi près de deux cents enfants. Une cinquantaine parmi ces enfants sont âgés de moins de 8 ans.



Contrairement à des milliers d'autres, ils ont survécu parce que Josef Mengele, le plus connu de la vingtaine de médecins allemands travaillant à Auschwitz, les a sélectionnés. Ce sont des jumeaux prévus pour ses « recherches médicales ». Et ce que les libérateurs soviétiques d'Auschwitz trouvent aussi, ce sont des dizaines de milliers de chaussures, des centaines de milliers de vêtements et plusieurs tonnes de cheveux. Des preuves supplémentaires, s'il en est encore besoin, de l'extermination systématique d'êtres humains. Quelques jours après, les Soviétiques informent le public de leurs insupportables découvertes.

À l'ouest, les Américains libèrent les camps et en appellent à l'opinion

Jusqu'à la fin de la guerre, l'Armée rouge libère encore d'autres grands camps (qui ne sont plus des camps d'extermination), dont celui de Gross-Rosen en février 1945 puis, fin avril, le plus grand camp de concentration de femmes, le camp de Ravensbrück, une centaine de kilomètres au nord de Berlin. À l'ouest – on l'oublie trop souvent –, le premier grand camp de concentration nazi où arrivent des troupes alliées est celui du Struthof près de Natzwiller, dans les Vosges. Dans ce camp (et ses 74 camps annexes), environ cinquante-deux mille hommes ont été emprisonnés, la plupart comme déportés politiques, un dixième comme déportés juifs. Vingt-deux mille parmi eux ont été tués par les conditions de travail extrêmement dures, par le manque de nourriture, le froid ou des maladies. Le 24 novembre 1944, des soldats

américains entrent dans ce camp, mais celui-ci a été totalement évacué par les SS. La majeure partie des détenus ont été transportés en Bavière, dans le grand camp de Dachau.

Camp d'Ohrdruf

Le premier camp de concentration où les alliés occidentaux libèrent effectivement sur place des déportés survivants a été, un peu plus de quatre mois plus tard, le camp d'Ohrdruf en Thuringe, où une division américaine de blindés arrive le 4 avril 1945. Dans les derniers jours avant l'arrivée des troupes américaines, les SS essaient d'incinérer les centaines de cadavres littéralement « stockés » dans des baraquements du camp. Des corps d'hommes morts épuisés, affamés ou inertes. Le 2 avril, la plus grande partie des quatorze mille déportés, parmi eux des Français et des Belges, ont subi une marche forcée pour rejoindre le camp de Buchenwald, à une cinquantaine de kilomètres de distance.

Les marches de la mort

De telles « marches d'évacuation » ont eu lieu partout où les nazis ferment des camps parce que le front se rapproche. Les déportés trop faibles ou trop malades pour partir à pied sont souvent assassinés avant le départ. Mais des milliers et des milliers de détenus, déjà très affaiblis, meurent sur les routes. Les SS tuent ceux qui n'arrivent plus à suivre. Ainsi le terme de « marches de la mort », déjà utilisé à l'époque, est tout à fait justifié. Ces marches

peuvent durer des jours, voire des semaines. Un exemple particulièrement connu est celui du départ, à pied, le 21 avril 1945, par groupes de cinq cents, de trente-trois mille détenus du camp de concentration de Sachsenhausen, près de Berlin. Plus de six mille déportés de ce camp meurent sur la route.

Des quatorze mille déportés d'Ohrdruf, plus d'un millier sont tués sur la route, dans ce cas par les SS, mais aussi par des hommes appartenant aux milices populaires et même par des Jeunesses hitlériennes. Dans le camp d'Ohrdruf, les SS exécutent par balles avant de partir tous ceux qu'ils jugent inaptes à la marche. Mais quelques dizaines de détenus arrivent à se cacher. Quand les soldats américains arrivent, ils sont capables de dire l'enfer qu'ils ont vu et vécu. Pour les soldats américains, ce qu'ils découvrent alors sur le site constitue un énorme choc. Des piles d'hommes assassinés par les SS avant leur départ ; une grille sommaire, faite au moyen de rails de chemin de fer, où les SS ont brûlé des corps afin de faire disparaître des traces ; des baraquements où se trouvent des corps d'hommes émaciés, victime de travaux d'une inimaginable dureté.



Une unité spéciale de l'armée américaine prend des photos immédiatement après la libération. Des photos qui, jusqu'à ce jour, restent parmi les plus connues de toutes celles qui témoignent des crimes commis par des Allemands dans le Reich national-socialiste. Le monde est stupéfait. Une semaine après la découverte du camp d'Ohrdruf, le commandant en chef des forces alliées, Dwight D. Eisenhower, le visite avec ses généraux George Patton et Omar Bradley. Les lieux ont été laissés en l'état : « Jusqu'à ce moment, écrit Eisenhower, je savais seulement que ce genre de camp existait ; mais tout ce que je savais provenait de rumeurs. Rien ne m'a jamais autant choqué que ce que j'ai vu là, devant moi. » Il demande aussitôt aux gouvernements occidentaux d'envoyer des journalistes et des parlementaires sur place afin qu'ils alertent l'opinion. Par une décision qui sera renouvelée quand d'autres camps seront libérés par la suite, le général commandant la division ayant découvert le camp ordonne au maire d'Ohrdruf (qui se suicidera par la suite), puis à la population de la ville, de voir de leurs propres yeux l'horreur qui existait à quelques pas d'eux.

À Buchenwald, les déportés prennent le contrôle du camp



Le premier camp de concentration où des détenus sont libérés en grand nombre est celui de Buchenwald, près de Weimar. Ce camp a été parmi les plus grands dans le Reich. Il a servi à emprisonner des adversaires politiques et aussi, dès les pogromes de novembre 1938, des juifs allemands. Il n'existe que des estimations du nombre de personnes qui ont trouvé la mort dans ce camp, mais on avance le chiffre de cinquante-six mille (dont onze mille juifs) sur les deux cent cinquante mille personnes passées par ce camp. Pendant la guerre, les baraquements sommaires de Buchenwald servent aussi à détenir des prisonniers de guerre, des résistants antiallemands et un grand nombre de travailleurs forcés, de nations différentes. Buchenwald était, comme le disait l'ancien déporté Elie Wiesel en 2009, une sorte de « communauté internationale » de la souffrance. Fin janvier 1945, le camp doit accueillir près de vingt mille anciens détenus des camps d'Auschwitz et de Gross-Rosen.

Quand l'armée américaine approche, les SS « évacuent » le camp, mais seulement en partie : vingt-huit mille détenus sont envoyés sur des marches de la mort vers la Bavière ; un tiers parmi eux ne survivra pas. Mais à Buchenwald restent encore plus de vingt mille déportés. Le 11 avril, ceux-ci arrivent à saisir le contrôle du camp, le jour même où des soldats de la 3 armée américaine libèrent les détenus de Buchenwald. Les jeunes soldats américains resteront traumatisés pour le reste de leur vie. Des photos sont prises qui comptent parmi les documents les plus connus de l'horreur nationale-socialiste. Le 16 avril, un millier d'habitants de Weimar sont forcés de se rendre à Buchenwald pour prendre

conscience de ce qu'a vraiment été ce camp qui a fonctionné pendant tant d'années à côté de leur ville pittoresque.

À Dora, les SS veulent faire disparaître les corps

Le même 11 avril où l'armée américaine arrive à Buchenwald, une autre division américaine libère, à soixante-dix kilomètres plus au nord, le camp de Mittelbau-Dora. Près du massif montagneux du Harz, des détenus ont fabriqué entre janvier 1944 et mars 1945 dans de gigantesques installations souterraines, continuellement élargies dans des conditions inimaginables par des milliers de travailleurs forcés, des « bombes volantes » V1 et des moteurs d'avions à réaction. Le camp avec ses annexes a, là encore, été « évacué » brutalement par les SS jusqu'au 6 avril.



Et cette « évacuation » est suivie par un massacre particulièrement sinistre, le massacre de Gardelegen, commis par des SS dans la nuit du 13 au 14 avril 1945. Un millier de déportés partis de Dora-Mittelbau (venus entre autres pays de France et de Belgique, et souvent des juifs) sont enfermés au milieu des champs dans une grande grange où les SS les tuent par mitrailleuses, poings antichars et grenades. Pour faire disparaître les traces de ce crime, ils cherchent à incinérer les corps sans y arriver tout à fait. Le matin, ils commencent à les enfouir hâtivement sous terre en faisant venir des milices populaires locales et même des Jeunesses hitlériennes. Mais ils ne parviennent qu'à faire disparaître sept cents corps avant l'arrivée de soldats de l'armée américaine. Quand les hommes ouvrent les portes de la grange, ils découvrent une horreur indescriptible : trois cents corps supplémentaires, en partie seulement calcinés. Le général commandant la division américaine force alors les hommes de la ville à exhumer les cadavres, puis à enterrer tous les morts dignement.



Les photos et le film de l'*US Army* faits à ce moment contiennent des images si terrifiantes qu'elles sont impossibles à oublier. Elles ont été intégrées peu après dans le célèbre film *Death Mills* réalisé par un jeune juif de Galicie, émigré en 1934 aux États-Unis, Billy Wilder, qui vient de perdre sa mère et sa grand-mère à Auschwitz. Ce film d'une vingtaine de minutes est projeté dès 1945 par les Américains devant de nombreux publics pour que les Allemands prennent

conscience du côté le plus sombre de la dictature nationale-socialiste.

Quand les soldats américains arrivent à Mittelbau-Dora, il n'y a donc plus que quelques centaines de déportés sur place. Mais dans le système de larges tunnels qui totalise vingt kilomètres de longueur, les libérateurs trouvent la plus grande usine d'armement souterraine de la guerre. Américains et Britanniques emportent aussitôt les armes sophistiquées produites dans des conditions de terreur.

Une célèbre opération des services secrets : *Overcast*

L'opération *Overcast* a été lancée par les États-Unis pour s'assurer que le savoir de la recherche et de la technologie militaires de l'Allemagne nazie finisse dans leurs propres mains – et non pas dans celles de l'Union soviétique. Dans le cadre de l'opération, les premiers chercheurs allemands partent dès l'été 1945 outre-Atlantique. Wernher von Braun, le plus connu de l'équipe, suivra en 1946. Au total, un millier de scientifiques seront transférés aux États-Unis où une soixantaine de missiles V2 seront testés jusqu'en 1951. Intégrés dans des équipes américaines et parfois naturalisés plus tard citoyens américains, ces hommes contribuent à faire progresser la recherche sur les missiles balistiques outre-Atlantique. Ces recherches mèneront en l'espace d'un quart de siècle supplémentaire à l'atterrissement sur la Lune, à une époque où le même Wernher von Braun était devenu vice-président de l'agence spatiale américaine, la NASA.

Les détenus de Dachau accueillent leurs libérateurs américains



Le 29 avril 1945, les Américains libèrent enfin le plus ancien camp de l'Allemagne nazie, celui de Dachau, érigé dès 1933 à vingt kilomètres de Munich. Dans les derniers mois de son existence, la situation dans ce camp est devenue plus cruelle que jamais. Arrivent en fait à Dachau, déjà surpeuplé, de nombreux trains de déportés envoyés depuis des camps « évacués » plus à l'est ou à l'ouest. Des wagons d'où descendent, quand ils ne sont pas morts de faim ou de soif, des hommes encore plus hâves que les détenus du camp de Dachau eux-mêmes. Des épidémies de typhus terrassent alors des milliers de personnes en l'espace de quelques semaines. À partir du 23 avril, le camp de Dachau est à son tour évacué en partie par les SS : quinze mille détenus partiront par train ou à pied. Ils seront libérés, quelques jours après, s'ils sont encore en vie, par des unités américaines à différents endroits en Bavière. Mais pas moins de trente-deux mille détenus se trouvent encore dans le camp quand les soldats de deux divisions américaines y arrivent. Seules les tourelles sont encore gardées par des SS qui n'opposent plus guère de résistance.



Les détenus de Dachau se trouvant dans un meilleur état que ceux de tous les autres grands camps jusqu'alors libérés, ils ont la force d'accueillir les libérateurs américains avec un immense enthousiasme. Les photos montrent des visages rayonnants, des joues sur lesquelles coulent des larmes de joie. Mais à la joie se mêle alors la colère : quelques soldats américains, enragés par la vue de plus de deux mille cadavres qu'ils découvrent dans un train arrivé à Dachau le 27 avril, après un voyage de vingt et un jours depuis Buchenwald, se vengent alors sur des SS qui se sont déjà rendus. Ces hommes sont spontanément exécutés. Et il y a dans la foulée aussi des actes de vengeance de la part de détenus libérés. Le 8 mai, des citoyens de Dachau sont forcés de se rendre au camp pour voir de leurs propres yeux des corps d'hommes décédés les jours précédents.



Ce sont aussi des habitants de Dachau qui sont forcés d'enterrer les corps dans une fosse creusée par le génie technique de l'armée américaine. Le camp libéré ne sera fermé ensuite que par étapes : des milliers de déportés libérés sont trop faibles ou trop malades pour partir. Deux mille parmi eux vont décéder dans les semaines qui suivent leur libération.

Les troupes britanniques et canadiennes libèrent Bergen-Belsen et Neuengamme

Le 15 avril 1945, des troupes britanniques et canadiennes entrent dans le camp de Bergen-Belsen,

non loin de Hanovre, où se trouvent à ce moment pas moins de soixante mille détenus. À l'origine camp de prisonniers de guerre, Bergen-Belsen est devenu, en 1943, un camp de concentration où sont parqués, en particulier, des juifs déportés de Hollande. À partir de la fin de 1944, la population du camp croît rapidement parce que, là encore, des milliers de déportés arrivent depuis les camps « évacués » plus à l'est. Bergen-Belsen est transféré le jour de sa libération par un processus négocié entre les armées allemande et alliées pour éviter que ne se propage l'épidémie de typhus qui ravage le camp.



Mais ce transfert non-violent n'a rien changé aux circonstances absolument infernales dans lesquelles les libérateurs trouvent les détenus et le camp. Partout des amas de cadavres dans des états de décomposition divers ; partout des malades de typhus. Voilà la raison pour laquelle «Belsen» a longtemps été regardé, en Grande-Bretagne, comme le *summum* de l'horreur nationale-socialiste, plus même qu'Auschwitz. Mais le camp reste présent aussi dans la mémoire collective par le souvenir d'Anne Frank, morte de typhus en mars 1945, l'adolescente qui est devenue depuis la publication de son journal le symbole de l'extermination des juifs par le national-socialisme. Parmi ceux qui sont libérés, quatorze mille vont mourir jusqu'à la fin du mois de juin, malgré les grands efforts des troupes et des médecins britanniques. Toutes les installations sont ensuite réduites en cendres par des lance-flammes jusqu'à la mi-mai pour éviter que l'épidémie de typhus ne se répande.

Avec le camp de Bergen-Belsen, l'armée britannique a libéré le camp nazi où se sont trouvés, le jour de la libération, le plus grand nombre de déportés de tous les camps dans le Reich. Le 4 mai 1945, elle va occuper, à Neuengamme, près de Hambourg, le camp le plus complètement évacué et épuré de toutes les preuves en papier. À partir de la fin mars, les détenus de ce camp (et de ses annexes éparpillées dans toute l'Allemagne du Nord) ont été « évacués » vers d'autres camps où ils ont été libérés, s'ils sont restés en vie, fin avril ou début mai 1945.



Parmi ces camps, il y a celui de Sandbostel, une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Hambourg, où un grand nombre de prisonniers de guerre français ont été détenus, parmi lesquels le philosophe Louis Althusser ou l'écrivain Léo Mallet.

Fin mars 1945, ces prisonniers voient arriver des milliers de personnes, parfois squelettiques et souvent malades qui sont ensuite emprisonnées dans une partie séparée de leur camp. Au début, les prisonniers de guerre, eux-mêmes sous-alimentés, essaient de leur apporter de l'aide et de la nourriture. Mais les SS sadiques interdisent tout contact jusqu'au 20 avril où ils repartent avec quelques centaines de leurs déportés. L'administration du camp permet alors que les prisonniers de guerre apportent à nouveau de l'aide à leurs codétenus misérables. Neuf jours plus tard, les troupes britanniques libèrent le camp. Les soldats sont si choqués qu'ils prévoient un moment de raser les villages des environs. Des neuf mille déportés arrivés fin mars à Sandbostel, trois mille sont morts en l'espace de quelques semaines !

Les responsables SS des camps doivent rendre des comptes

Les soldats qui étaient arrivés les premiers dans les camps nazis ont vu des scènes infernales. Leurs découvertes, leurs photos et leurs films, leurs témoignages, auxquels s'ajouteront ceux des survivants, constituent des preuves irréfutables de l'étendue des crimes nationaux-socialistes. Ces preuves ont été d'une importance clé lors des procès (trop peu nombreux), après la guerre, contre les dirigeants des camps, mais aussi contre les simples SS qui les ont fait fonctionner. Dès décembre 1942, les leaders de la coalition anti-hitlérienne ont annoncé qu'ils allaient poursuivre les criminels de guerre nazis. En octobre 1943, ils ont ajouté qu'après un armistice, les criminels seront jugés dans l'État où se trouve le lieu géographique des actes commis. Les grands criminels de guerre, par contre, seront jugés par une décision commune des trois gouvernements, soviétique, américain et britannique.



Après la découverte du camp d'Auschwitz, les Soviétiques composent immédiatement une commission qui rassemble des informations. Elle entreprend des centaines d'autopsies, d'examens médicaux, d'interrogatoires de survivants. Une commission polonaise réunit parallèlement les éléments d'un dossier servant à instruire un procès contre les responsables du camp.



Celui qui a été le premier et le plus important commandant du camp, Rudolf Höss sera identifié et arrêté par des soldats britanniques en mars 1946, puis

extradé en Pologne où il est condamné, le 2 avril 1947, à la peine capitale. Il est pendu, à Auschwitz même, devant la maison qu'il a occupée. Deux livres dresseront son portrait. Celui de Robert Merle, en 1952 : *La mort est mon métier*. Et celui de Jonathan Littell en 2006 : *Les Bienveillantes*.

En décembre 1947 sont jugés, à Cracovie, quarante anciens SS, dont un commandant, des médecins et cinq femmes gardiennes. Vingt-trois peines capitales sont prononcées ; vingt et un condamnés sont exécutés dont la chef des SS féminins, une Autrichienne bestiale et intelligente à la fois, âgée de 34 ans au moment de sa pendaison. Plus tard aura lieu, à Francfort, en Allemagne de l'Ouest, la série des grands « procès d'Auschwitz » : les peines, prononcées entre 1963 et 1968 dans une Allemagne qui préfère encore largement l'oubli à la confrontation avec son passé, sont dans l'ensemble légères. Les accusés font valoir qu'ils n'auraient fait qu'exécuter des ordres venus de leurs supérieurs.



Le «criminel rond-de-cuir »

Un « exécutant » ? C'est la défense d'Adolf Eichmann, que la célèbre politiste juive d'origine allemande Hannah Arendt présente comme l'exemple même du «criminel rond-de-cuir ». Il assassine assis à son bureau. Comme haut fonctionnaire au *Reichssicherheitshauptamt* de la SS, Eichmann a été l'organisateur central de la Shoah.

Ayant visité tous les grands camps, au courant des détails de la machine de la mort, il a coordonné l'ensemble des déportations et en particulier celles, vers Auschwitz, des juifs hongrois en 1944. Eichmann a pu s'enfuir d'un camp d'internement de l'armée américaine en 1945 et vivre sous une fausse identité en Allemagne. Avec l'aide de cercles catholiques, il émigre en 1950 en Argentine où il travaille, entre autres, pour la firme Daimler-Benz. Identifié dès 1957, il y est capturé en 1960 par le service secret israélien qui le transporte en Israël. Accusé de crimes contre le peuple juif, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, Eichmann est jugé l'année suivante à Jérusalem dans un très célèbre procès. Il est condamné à la peine capitale et exécuté par pendaison en 1962.

Transformer des lieux de mort en lieux de mémoire et de justice

Le site d'Auschwitz devient très rapidement un mémorial-musée. Dès 1945, des initiatives émanent d'hommes politiques, mais aussi d'anciens déportés. Un premier mémorial-musée est ouvert en juin 1947 qui sera continuellement augmenté et transformé par la suite. Le premier procès où le camp d'extermination d'Auschwitz a été évoqué en détail a cependant eu lieu dès 1945, devant une cour martiale britannique en Allemagne.



Ce sont en effet les libérateurs de Bergen-Belsen qui intentent rapidement le procès pionnier contre des auteurs de crimes dans des camps de concentration. En automne 1945, une cinquantaine de personnes sont donc jugées à Lüneburg, petite ville d'Allemagne du Nord. Des hommes et des femmes qui ont en partie travaillé auparavant à Auschwitz. C'est grâce à ce procès, très suivi par la presse internationale, qu'un large public mondial apprend pour la première fois que les chambres à gaz n'ont pas été des inventions d'une imagination malade. Après deux mois, onze peines capitales sont prononcées. Parmi ceux qui sont pendus (par Albert Pierrepont, décédé en 1992, le dernier d'une célèbre famille de bourreaux britanniques) se trouvent le commandant, le vice-commandant et un médecin du camp, et aussi deux femmes gardiennes. Quelques mois après, il y aura un second, puis un troisième procès, moins remarqués. Douze personnes seront inculpées, quatre personnes condamnées à la peine capitale et exécutées. Contrairement à ce qui se passe à Auschwitz, ce travail juridique ne sera pas prolongé par un travail correspondant sur la mémoire du camp. Le Comité juif de Belsen érige dès 1946 un mémorial qui est suivi en 1952 par un mémorial central.



Mais il faut attendre 1990 pour que s'ouvre une exposition permanente et 2007 pour qu'un centre de documentation adéquat soit créé.

La situation est différente sur ce plan en ce qui concerne les deux grands camps de concentration libérés en 1945

par les Américains, Buchenwald et Dachau. Ils ont la particularité de se trouver à partir de leur fondation en 1949 dans deux États différents, l'Allemagne de l'Ouest et l'Allemagne de l'Est. À Dachau est ouvert en 1965, sur initiative du Comité international de Dachau, regroupant les anciens déportés, un mémorial-musée important qui est aussi un lieu de recherche. Huit cent mille visiteurs s'y rendent par an, informés depuis 2009 par un nouveau centre d'accueil. À vrai dire, on a observé avant l'unification des deux Allemagnes, en 1990, une sorte de compétition entre le mémorial-musée de Dachau et celui de Buchenwald, en Allemagne de l'Est. Dès 1949, l'URSS encourage la RDA est-allemande à y ériger un « grand musée national » sur l'exemple d'Auschwitz.



On se décide rapidement pour un mémorial focalisé (au détriment des autres groupes de victimes) sur la souffrance et l'assassinat des résistants communistes, une souffrance débouchant sur la victoire communiste sous forme de la fondation du nouvel État en Allemagne de l'Est. À Buchenwald, la mémoire a donc été réduite au point de devenir inexacte. La réalité fut restituée en plusieurs étapes depuis 1991. Ce n'est donc qu'aujourd'hui que l'on parle, à Buchenwald, de la transformation de la partie principale du camp en camp spécial soviétique dès août 1945 où, durant cinq années, des fonctionnaires nazis ont été emprisonnés sans nulle procédure juridique.

Vingt-huit mille personnes y ont été détenues ; sept mille parmi elles sont mortes de faim et de maladies.



À Dachau sont également jugés, et durement jugés, des acteurs de l'époque nazie. Mais ils le sont selon les normes de l'État de droit. L'armée américaine transforme en effet, en novembre 1945, le lieu du crime en lieu de justice selon l'acception occidentale. À la cour martiale instaurée dans le camp, il y aura par la suite toute une série de grands procès. Dans le cadre d'un premier procès principal y sont jugés le commandant du camp et une quarantaine de ses cadres SS. Trente-six y sont condamnés à la peine capitale par pendaison dont vingt-huit seront effectivement exécutés par la suite. On choisit à dessein comme lieu de l'exécution la prison de Landsberg où Hitler avait été emprisonné suite à sa tentative de putsch en 1923 et où il avait écrit *Mein Kampf*. Jusqu'en 1948 presque cinq cents procès ont lieu à Dachau où seront jugés les principaux responsables des autres camps de concentration libérés par l'armée américaine : sur 426 peines capitales prononcées, 268 ont été exécutées.

Aujourd'hui, il n'y a plus de site d'un grand camp d'extermination ou de concentration qui ne soit devenu un musée, plus ou moins grand et plus ou moins réussi. Beaucoup d'expositions ont été conçues à l'occasion du soixantième anniversaire de la libération des camps en 2004 et en 2005. Un exemple réussi est celui du Struthof, en Alsace, où non seulement le musée a été renouvelé mais où a été inauguré le Centre européen du résistant déporté.



Ce sont en fait les anniversaires de la libération des camps qui sont devenus les dates clés de la mémoire collective. Et parmi ces dates, émerge la plus importante : le jour de la libération du camp d'Auschwitz, le 27 janvier 1945, journée qui rappelle, aujourd'hui, au monde entier la réalité de l'horreur et la possibilité de l'espoir.

Chapitre 41

Les Américains gagnent la bataille du Pacifique

Dans ce chapitre :

- ► Le bombardement de Tokyo
- ► Moresby, Midway, Guadalcanal : les premiers signes du retournement stratégique dans le Pacifique
- ► La guerre « inter-hémisphères »
- ► Des Philippines à Okinawa : le Japon perd la bataille navale
- ► Horreurs de la guerre

Quand l'année 1942 commence, la domination du Japon sur l'Asie et le Pacifique semble totale et irréversible. Mais c'est sans compter sur la capacité des États-Unis à reconstituer leurs forces. Et ce serait oublier que le Japon, sur le plan économique, n'a pas les moyens de tenir une guerre longue. Comme l'Allemagne. Cette guerre du Pacifique a été le triste spectacle d'un phénomène de brutalisation et d'ensauvagement, où, pour combattre les idéologies liberticides, l'inhumanité devint une sorte de norme.

La capitale du Japon frappée par l'aviation américaine

Dans les premiers mois de 1942, l'amiral américain Chester Nimitz lance des raids sur des bases navales

nippone périphériques, histoire de ne pas perdre la main et de rappeler que les Américains n'ont pas lâché le morceau. Et c'est bon pour le moral des troupes américaines, passablement meurtri par le «*rope-a-dope*» des Japonais. L'idée qui domine la stratégie alliée est de désorganiser les lignes de communications par la mer du Japon. C'est le point majeur de sa vulnérabilité.

Les Américains décident de changer de braquet et de frapper au cœur du dispositif : la capitale nippone. On en escompte bien sûr un choc psychologique. On mobilise les trois porte-avions américains sauvés de Pearl Harbor (*USS Lexington*, *USS Saratoga* et *USS Enterprise*), et de l'Atlantique on transfère dans le Pacifique un autre porte-avions : *USS Yorktown*. L'amiral Nimitz est donc à la tête d'une flotte considérable. Il décide que les avions chasseurs partiront de ces porte-avions, chacun pouvant héberger seize chasseurs, équipés de bombes incendiaires, à charge pour eux de continuer à voler jusqu'en Chine après avoir largué leurs bombes. En effet, pour des raisons de sécurité, les porte-avions doivent quitter leur emplacement dès le départ des chasseurs.



L'opération a lieu le 18 avril 1942. Les Japonais n'ont pas vu le coup venir. C'est une totale réussite. Même si les effets matériels sont modestes, l'impact psychologique et symbolique est important. Le sanctuaire de la puissance nippone est atteint. Les Américains sont désormais effectivement en guerre. La guerre du Pacifique entre dans une nouvelle phase.

Roosevelt tient aussitôt une conférence de presse pour saluer l'exploit. Les Américains considèrent que la

guerre du Pacifique est leur chose. Ils font tout pour pouvoir se passer de l'aide britannique et française. Pourquoi ? Parce que leur ambition est de briser le système colonial que les deux Empires y ont établi. Ils entendent faire main basse sur la Birmanie et l'Indochine française (après l'avoir promise d'ailleurs à Tchang Kaï-chek...) pour libérer les populations indigènes, victimes de la colonisation européenne.



La deuxième raison est que les Américains pensent pouvoir compter sur l'appui de l'Union soviétique. Un accord secret est signé entre Roosevelt et Staline par lequel ce dernier s'engage à entrer en guerre contre le Japon trois mois après la capitulation de l'Allemagne. Roosevelt lui promet de pouvoir récupérer les îles Kouriles, mais aussi un bail sur les chemins de fer de Mandchourie et sur Port-Arthur, sans compter le maintien du *statu quo* en Mongolie-Extérieure. Roosevelt renouait avec la diplomatie secrète qui allait à l'opposé de ce qui était annoncé dans la charte de l'Atlantique. Et en plus il distribuait des territoires qui ne lui appartenaient pas ! On retrouve ici parfaitement illustré le mélange étonnant d'idéalisme et de cynisme dont la diplomatie rooseveltienne sait faire preuve. Staline retiendra la leçon.

Les Américains se lancent dans la nouvelle guerre aéronavale

Peu à peu, après l'arrogance des victoires nippones, un point d'équilibre semble approcher. Les Américains ont fait marcher leur industrie à un rythme d'enfer. Pour un bateau japonais, les Américains en construisent onze.

En 1943, l'industrie militaire japonaise semble avoir atteint ses limites. La société japonaise souffre de ce siphonage des ressources. La main-d'œuvre manque. C'est tout le contraire qui se passe aux États-Unis. C'est donc d'abord sur le plan industriel et économique que le rapport de force commence à s'équilibrer. Puis sur le plan de la tactique militaire.

On sait que la flotte japonaise était « l'âme et le sang » de toute l'expansion nippone. Or, cette flotte, et notamment les porte-avions, reçoit des coups mortels pendant l'année 1942. L'Amérique, avec ses sous-marins, passe par le fond un million de tonnes de navires marchands japonais, c'est-à-dire plus que ce qu'ont pu en construire les chantiers navals nippons. Les Japonais comprennent qu'il faut faire une pause dans la construction de cuirassés géants et se reconcentrer sur les porte-avions. Mais leurs porte-avions sont inférieurs aux américains sur le plan de la DCA et des radars.



Les Américains ont compris la leçon de leur défaite dans le Pacifique : la nouvelle guerre navale doit intégrer l'aviation. Le cuirassé et le croiseur de bataille conservent toute leur valeur. Mais le règne exclusif du navire porteur d'une puissante artillerie est passé. Désormais, l'arme principale du navire est l'avion. Le porte-avions devient l'arme décisive des océans. La maîtrise de la mer se conjugue avec la maîtrise de l'air. Les Américains imaginent des escadres d'un genre nouveau. Elles sont composées de cuirassés, de croiseurs, de porte-avions, d'avions torpilleurs. Ce sont ces groupes de reconnaissance et de combat qui vont infliger les premiers revers aux Japonais. Les batailles rangées sur mer appartiennent désormais au passé.

Mais pour que cette doctrine fonctionne, il faut des bases. Il y a nécessité de tenir compte de la supériorité de l'aviation terrestre sur l'aviation embarquée, mais aussi de la vulnérabilité des porte-avions aux attaques aériennes. C'était également le plan japonais : en neutralisant le système des bases anglo-saxonnes, ils ont réussi à pénétrer dans les espaces dominés par les Alliés. Ce faisant, ils ont désorganisé le système des communications, qui joue bien sûr un rôle majeur dans ces immensités océaniques. Ils ont ainsi créé un véritable mur sur l'axe Hong Kong-Timor, qui oblige les forces navales américaines à faire de longs détours.

Le grand problème des Américains, sur le Pacifique, est leur manque de bases. C'est pourquoi ils reprennent leur offensive au cours du premier semestre 1942. Ils visent notamment l'Australie, mal défendue, qui représente une base stratégique de première importance. C'est là où la contre-attaque alliée peut prendre appui.

Moresby et Midway : le tabou de l'invincibilité nippone est brisé

Les Américains ont progressé dans l'interception des messages codés japonais. Ils apprennent ainsi que le Japon projette de s'emparer de Port Moresby en Nouvelle-Guinée et la petite île de Tulagi dans l'archipel des Salomon. Une grosse opération militaire se prépare côté Japon. Nimitz envoie deux porte-avions, 141 avions de chasse, cinq croiseurs et onze contre-torpilleurs. Le 4 mai 1942, les forces américaines attaquent, les Japonais répliquent violemment. Le 8 mai, les pertes s'équilibrivent. Les Japonais perdent deux bâtiments et 77 avions, les

Américains perdent le *Lexington* et 66 avions. Il s'agit de la première victoire stratégique dans la mesure où les Américains ont stoppé l'invasion de Port Moresby et ont éloigné la menace qui pesait sur l'Australie. Le 7 août 1942, les *marines* reprennent Tulagi.



C'est le début d'un nouveau chapitre de l'histoire des batailles navales : tout le combat fut le fait des avions lancés depuis les porte-avions. Les navires de combat n'interviennent pas. Les flottes s'affrontent de loin, à cent cinquante kilomètres de distance, sans se voir. C'est le triomphe de l'aéronavale.



Même cas de figure à Midway, un atoll sous obédience américaine entre les îles Hawaï et le Japon. Les Japonais regroupent 200 navires et 700 avions. Là encore, le renseignement donne un avantage aux Américains, qui étaient inférieurs en termes de forces. Surtout, l'amiral Isoroku Yamamoto n'a pas vraiment compris la leçon de Port Moresby : il mise sur ses cuirassés, reléguant porte-avions et sous-marins à des fonctions de protection. La bataille commence le 4 juin 1942. Les installations défensives américaines sont détruites par une intense attaque aérienne. Mais les Américains neutralisent aussitôt 43 avions nippons lors de leur retour, et trois porte-avions (contre un porte-avions américain). Les Japonais font demi-tour, et sont même poursuivis par les Américains qui coulent un quatrième porte-avions. C'est d'abord par la tactique et la technique que les Américains remportent cette victoire. Le tabou de l'invincibilité nippone est brisé.

Débarquement américain à Guadalcanal : la défaite de Pearl Harbor conjurée

Le troisième signe de la reprise de l'initiative américaine a lieu de nouveau dans la mer de Corail, juste au-dessous des îles Salomon et à proximité de la Nouvelle-Calédonie.

Un hydravion américain effectuant une reconnaissance détecte, au début de juillet 1942, des travaux en cours sur l'île de Guadalcanal. Il s'agit de la construction d'un aérodrome. Ordre est donné à l'amiral Nimitz et au général MacArthur de débarquer, le 7 août avec plus de dix mille hommes. À l'intérieur, les combats sont acharnés. Roosevelt avait indiqué : « sans souci des pertes ». Ces pertes s'élèvent parfois à 20 % de l'effectif engagé. Le 9 août, les Américains semblent l'avoir emporté sur terre. Mais les Japonais attaquent la flotte américaine au mouillage et lancent la bataille aéronavale. Des dégâts importants, dont quatre croiseurs. C'est l'un des plus importants revers des Américains. L'*US Navy* doit prendre ses distances. Elle reprendra bientôt le dessus.



Le patron des *marines*, le général Vandegrift, est seul sur terre avec ses hommes. Il construit à la hâte un périmètre défensif. Le 18 août, mille Japonais débarquent sur l'île. Ils attaquent à la baïonnette. Mais le dispositif mis en place par Vandegrift provoque une hécatombe chez les assaillants. Le colonel Ichiki, qui commande les troupes japonaises, se suicide. Les autorités japonaises s'obstinent et envoient des forces. On craint une nouvelle victoire des Américains. Un nouvel assaut a lieu le 13 septembre. deux mille soldats

japonais lancent le fameux « Banzai » ce qui ne les empêche pas de subir des pertes considérables : mille cinq cents hommes tombent.

Par air et par mer, les Japonais continuent de ravitailler l'île en hommes (vingt mille) et en unités (dont trois batteries d'artillerie lourde et un escadron de chars). Les Américains font de même. Ils sont vingt-trois mille. Mais tous ne sont pas aptes. En effet, les soldats doivent faire face à des conditions de vie et d'hygiène très difficiles (dysenterie, malnutrition, fatigue). Le 23 octobre, le combat est déclenché. Les Américains l'emportent, laissant trois mille cinq cents Japonais hors d'état de nuire. Pendant ce temps, la bataille navale fait rage et perturbe l'approvisionnement japonais.



L'empereur du Japon approuve le retrait des troupes le 31 décembre. La défaite est cinglante. Elle marque le début de la fin de la domination nippone et le relèvement des Américains. La défaite de Pearl Harbor est conjurée. Symboliquement, le message est fort. Mais c'est aussi stratégiquement qu'il faut analyser la situation. Les combats des îles Salomon répondaient au désir des Japonais de lancer une victoire finale contre l'Australie.

Une nouvelle stratégie pour une guerre « inter-hémisphères »

La nouvelle doctrine de la guerre navale a été parfaitement illustrée. Il est à présent établi que la supériorité revient à la combinaison de deux éléments : ces aérodromes flottants (mais vulnérables) que sont les porte-avions et des bases sur des îles ou sur la côte d'où

les avions de combat peuvent partir. Il faut donc aménager dans la zone de combat un réseau très serré d'aérodromes afin d'enlever à la flotte ennemie toute liberté de mouvement. Bien sûr, la flotte conserve toute sa valeur, notamment pour le transport et le débarquement des troupes qui ont à conquérir ou à défendre les bases aériennes.

L'invention de la « Task Force »



Afin de ravitailler la flotte, les Américains inventent le *Mobile Service Force* pour compenser la rareté des bases fixes et augmenter par conséquent le rayon d'action de la flotte américaine. C'est un arsenal flottant qui dispose de tankers, de navires ravitailleurs, de remorqueurs, de dragueurs de mines, de navires-hôpitaux, de grues flottantes. Des docks flottants sont construits par l'industrie navale dont la mission est de réparer en mer les cuirassés. C'est une véritable cale sèche flottante. Grâce à ce système, on économise du temps de transport et des coûts, et on gagne en réactivité.

Les Américains inventent également la *Task Force* (« force de travail »). Ce terme désigne une unité de combat résultant d'un regroupement d'unités navales autour d'un ou plusieurs porte-avions en vue d'une opération. Cela représente l'équivalent d'un corps cuirassé à terre. Il s'agit de cuirassés et de croiseurs, escortés par des sous-marins et éclairés par des destroyers, qui peuvent tirer au radar sur un ennemi distant de quarante kilomètres. Les porte-avions sont chargés de renseigner les navires et de les protéger.



Les bombardiers américains se renforcent avec le B 29, capable de transporter neuf tonnes de bombes à cinq mille kilomètres, ceci à une vitesse de six cents kilomètres à l'heure. Pour activer la construction navale, 140 chantiers sont ouverts, avec des méthodes de production qui privilégient la standardisation. Un sous-marin sort des chantiers navals américains tous les cinq jours. Plus de 5 millions d'hommes sont transportés outre-mer, et parmi eux 2,7 millions sont destinés au Pacifique. Ils sont accompagnés de 11 millions de tonnes de munitions. L'industrie aéronautique bat son plein. Dix mille appareils sont produits en 1940, 45 000 en 1942 et 100 000 en 1943. On forme en masse pilotes, mécaniciens.

C'est ce qu'on a appelé « l'esprit prométhéen américain » !

La « victoire par les airs »



Cette nouvelle stratégie américaine avait son prophète : le major Alexander Prokofieff de Seversky (1894-1974). C'est un pionnier de l'aviation et militaire russe, naturalisé américain. Il développe ses théories sur l'importance du bombardement stratégique dans un livre qui paraît en avril 1942 : *Victoire par les airs* (« *Victory Through Air Power* »). Dans ce livre, il estime qu'il faut quitter définitivement la « mentalité de la Ligne Maginot ». Il annonce que les États-Unis doivent se préparer à mener « une guerre inter-hémisphères

directement par-delà les océans », ce qui leur impose de devenir la nation aérienne dominante, « telle que l'Angleterre était auparavant la nation dominante des océans du monde ». Le 4 mai, le livre est placé en première place de la liste des meilleures ventes du *New York Times*. Ce journal le place au niveau de *Mein Kampf* et de *Defense Will not Win the War*, du lieutenant-colonel William Fergus Kernan. Dans aucune autre guerre, estime le grand journal américain, les livres n'ont joué une part si importante : « Ils fournissent des armes pour une poursuite réussie de la guerre. »

Ce livre est d'ailleurs remarqué par les Allemands et cité dans un numéro spécial de la *Neue Zürcher Zeitung* [suisse] sur le Pacifique : « La valeur décisive de l'aviation, selon la théorie développée en Amérique de manière convaincante par le major Alexander Seversky, telle semble l'idée qui domine la conduite de la guerre dans le Pacifique. Nous en sommes pour l'instant à une phase préparatoire. Celui qui triomphe dans cette bataille est en mesure de déplacer ses troupes comme il l'entend avec ses vaisseaux de guerre, ses bateaux et ses avions de transport. En fait, il a déjà remporté la décision. Une conquête progressive des îles et des continents n'est plus indispensable. Telle est l'essence de la stratégie américaine, conçue en Amérique par les milieux compétents. » Bel hommage, et belle prescience !

Un film de Disney au service de l'effort de guerre

Ce livre inspire le 8 long-métrage d'animation des studios Disney sorti en 1943 : *Victoire dans les airs*. Il

popularise ses idées et sensibilise les Américains à l'effort de guerre. La guerre du Pacifique occupe une place importante dans ce film qui contient des images réelles. Il dépeint le Japon et sa domination sur le Pacifique comme une pieuvre dont les pseudopodes s'étendent sur presque toutes les îles et territoires du Pacifique. Ce film s'achève par l'envol d'une importante flotte aérienne depuis l'Alaska qui détruit les usines, les lignes de chemin de fer, les chars japonais. Un aigle surgit qui détruit la pieuvre...

La sanglante reconquête des îles

Au début de l'année 1943, on peut dire que la guerre est à son point de basculement, si l'on observe qu'au même moment les Soviétiques l'emportent à Stalingrad.

Le général MacArthur estime qu'il convient de poursuivre sur la lancée et de reconquérir la grande base japonaise de Rabaul. Son importance stratégique est évidente : elle commande les communications entre la Nouvelle-Guinée et les îles Salomon et permet des raids sur les lignes maritimes qui relient l'Australie aux États-Unis. Les Japonais l'ont pressenti. Ils expédient un convoi transportant dix mille hommes, convoi attaqué et arrêté net par les forces aériennes américaines. Grosses pertes matérielles (4 destroyers et 8 cargos) et humaines (des milliers d'hommes meurent noyés). Cela a lieu les 3 et 4 mars 1943.



Forts de cette victoire, les Américains nettoient les îles Salomon à partir de juin jusqu'en octobre 1943 :

récupération de la base de Munda, Nouvelle-Géorgie, Bougainville. De même en Nouvelle-Guinée orientale, malgré les montagnes et la dysenterie qui affaiblit les soldats. Les îles Gilbert tombent, mais dans la violence : 3 000 *marines* et 4 700 Japonais y laissent leur vie. C'est la première combinaison massive des chars amphibiés, des avions B 29 et des porte-avions. La stratégie navale américaine est désormais au point.

Les Américains peuvent revenir à Rabaul, qui était désormais isolée. Mission ô combien délicate et périlleuse. En effet, siège du quartier général nippon de la zone Sud, la base est fortifiée (100 canons, 250 mitrailleuses de DCA) et abrite plus de cent mille hommes. Sans parler de la flotte (10 croiseurs, 20 destroyers), des 600 avions prêts à bondir et des 10 sous-marins. Les Américains décident une tactique de harcèlement : ils pilonnent la base par voie aérienne. Les appareils japonais sont moins rapides et ne peuvent être remplacés à cause du bouclage de la zone. Au début de 1944, l'armée japonaise retire son aviation et sa force navale. Les militaires japonais (80 000) sont pris au piège, sans aide extérieure. Dans leur camp retranché, ils reçoivent des pluies de bombes. Des bombes d'un genre nouveau : au phosphore, à fragmentation, suspendues à des parachutes... Mais ils tiendront jusqu'à la fin du conflit.

Lutte à mort



C'est une victoire décisive pour les Américains, qui réussirent là un blocus aérien comme l'Histoire n'en avait pas encore vu. Le système défensif japonais est sérieusement atteint. Les Japonais décident alors de le réduire. Ils tracent une ligne qui va des îles Kouriles, au nord du Japon, à la Birmanie, en passant par les îles Mariannes. Derrière cet arc de cercle se trouve leur sanctuaire, décrété « sphère de défense nationale sans réserve ». Toute retraite y est interdite. C'est une lutte à mort qui s'annonce. Les Japonais se préparent à une grande bataille navale, du type de celle de Pearl Harbor. Ils pensent ainsi pouvoir reprendre l'offensive.

Le 15 juin 1944, sur leur lancée, les Américains débarquent sur l'île de Saipan, juste au-dessous les îles Mariannes dans le Pacifique. On se rapproche du Japon. L'amiral Toyoda vient de prendre le commandement de la marine nippone et donne l'ordre de se battre « sans esprit de recul ». Mais c'est sans compter sur la puissance et la réactivé américaines. La *Task Force* 58 de l'amiral Marc Andrew Mitscher, qui participera à toutes les grandes batailles navales et opérations amphibies du Pacifique (notamment au débarquement d'Okinawa), est supérieure à l'armada nippone : 15 porte-avions, 900 avions embarqués, 7 cuirassés. Surtout, elle dispose d'avions de chasse nouveaux et très rapides : les *Hellcats* (« chats de l'enfer »).



Une fois encore, c'est la maîtrise du ciel qui fait la différence. Le 19 juin 1944, 400 avions japonais sont abattus, pendant que deux porte-avions japonais sont détruits. L'amiral Ozawa doit battre en retraite. L'amiral Mitscher le rattrape et les bombardiers coulent un nouveau porte-avions et en endommagent quatre autres. C'est une belle victoire qui montre la détermination des Américains et leur supériorité tactique comme matérielle. Ils peuvent terminer la conquête des îles Mariannes.



Pourtant, l'île de Saipan n'est conquise définitivement que le 6 août 1944. Les *marines* occupent les positions clés à la fin du mois de juin. Le 6 juillet, l'amiral Nagumo et le général Saito se suicident afin de donner l'exemple à leurs hommes. Le 7 juillet, trois mille soldats japonais se lancent dans une charge suicide. Vingt-six mille d'entre eux périssent les armes à la main, alors que les pertes américaines ne sont que de trois mille cinq cents. Mais il faut compter un nombre impressionnant de malades et de blessés : treize mille.



L'opération sur Tinian est plus expéditive : le 23 juillet, les *marines* s'emparent de l'île en une semaine. Les Japonais sont pris dans le dos, alors qu'ils sont regroupés sur deux longues grèves. Ils contre-attaquent. Mais l'usage du napalm (il s'agit de nouvelles bombes incendiaires à base d'essence solidifiée au moyen du palmitate de sodium) par les forces américaines a un effet de sidération. Le 1 août, neuf mille Japonais sont morts. Beaucoup se sont suicidés à

la grenade. Le 12 août, l'île de Guam tombe à son tour. C'est une prise importante puisque l'île se trouve juste en face des Philippines. L'amiral Nimitz en fait son poste de commandement et aménage des pistes d'envol pour les bombardiers B 29. C'est de Guam que part, le 12 octobre, une escadrille de B 29 pour bombarder le Japon.

Des Philippines à Okinawa

Le général MacArthur souhaite neutraliser les Philippines pour en faire la plate-forme des attaques ultimes. Il tenait aussi à réaliser une promesse, celle d'y revenir en vainqueur ! C'était son honneur qui était en jeu, mais aussi celui de l'Amérique. Roosevelt approuve.

Il est décidé de commencer la reprise des Philippines par l'île de Leyte, où doit être édifiée une grande base aéronavale. C'est chose faite en octobre 1944. Après l'échec d'une réaction par les airs, les Japonais misent sur la bataille navale. Ils se croient invincibles avec leurs deux cuirassés géants de 70 000 tonnes armés de pièces de 455 millimètres. Ils sont réputés insubmersibles de par leurs ponts blindés et leurs compartiments étanches. Jouant le tout pour le tout, ils font converger la flotte du Japon et celle de Singapour, au sud.



C'est la plus imposante bataille aéronavale de l'Histoire. 282 navires s'affrontent. C'est aussi la bataille où interviennent de manière systématique les avions-suicides, les *kamikaze*. Les Japonais font preuve d'un grand courage. C'est l'introduction dans la guerre moderne de la mentalité des *samouraïs*. Mais cet esprit

de sacrifice ne peut pas compenser l'inégalité de puissance matérielle, en faveur des Américains.

Toutefois, la conquête de Leyte ne fut pas une promenade de santé, malgré les deux cent cinquante mille soldats que l'Amérique y a mobilisés. Les Américains semblent avoir sous-estimé les forces japonaises sur le terrain (70 000 hommes s'y trouvent), et ils sont surpris par les conditions climatiques qui transforment le sol en bourbier infranchissable. Là encore, le niveau des pertes atteint des sommets dramatiques : cinquante mille Japonais ont été tués malgré leur âpre résistance.

Après la prise de l'île de Luçon, en janvier 1945, le général MacArthur peut marcher jusqu'à Manille. Changement de décor. De février à mars, ce ne fut pas une guerre aéronavale, mais une guérilla terrible, où il faut conquérir quartier par quartier. Puis il faut s'emparer de la baie, la presqu'île de Bataan et l'îlot de Corregidor. Là aussi, la résistance des Japonais surprend. Ceux-ci, au nombre de quatre mille, tiennent tête aux Américains qui sont quarante mille. Le port de Manille est disponible à la mi-mars. La neutralisation du sud et du nord de Luçon donne lieu à des combats acharnés, principalement dans les zones montagneuses. Encore en août, des poches de résistance persistent, dont les guérilleros philippins tentent de venir à bout.

Grâce à la conquête des Philippines, les Américains peuvent se rapprocher du Japon et s'attaquer aux bases navales pour essayer de briser les lignes de communications des Japonais. Il s'agit de constituer des relais pour les grands bombardiers basés à Saipan, dans

les îles Mariannes, afin de leur permettre de procéder à des raids contre le Japon.



La petite île d'Iwojima de sept kilomètres sur quatre, dans les Bonin, est prise après un mois de lutte contre des kamikazes désespérés. Les Américains y laissent 5 500 hommes, les Japonais en perdent 22 000. Puis, c'est au tour d'Okinawa. Les Japonais y ont massé pas moins de 100 000 hommes qu'ils ont enterrés dans une espèce de toile d'araignée souterraine constituée de galeries. Les Américains font venir 180 000 hommes dans le cadre de la 10 armée commandée par le général Buckner et créée à cet effet. Des navires anglais y participent à titre plus symbolique et politique. Après un harcèlement aérien massif, le débarquement a lieu à partir du 1 avril 1945, presque sans coup férir.



Les Américains pensent que les Japonais sont anéantis. Erreur. Des nuées de kamikazes s'abattent sur les forces américaines. Plusieurs sous-marins, trente navires et des porte-avions sont mis hors de combat, mais les Américains peuvent renouveler le stock grâce à un système de ravitaillement qui manque totalement aux Japonais. L'amiral Toyoda tente une réplique navale d'envergure. Mais il n'a plus de porte-avions, alors que les Américains en comptent vingt-sept ! Le rapport de force ne laisse aucun doute sur l'issue de la bataille. Sur l'île, les Américains tentent de débusquer les Japonais planqués dans leurs tunnels. Ils subissent un déluge de bombes. Le recours aux chars et aux fantassins est indispensable. Les défenseurs sont brûlés vifs ou asphyxiés par les lance-flammes ou les inondations d'essence. Une vision d'enfer. Le 22 juin, l'horreur prend fin. Les pertes sont impressionnantes : environ 200 000 tués (dont 23 000 brûlés) côté japonais, 12 500 côté américain (dont le général Buckner) et 51 000 blessés. À quoi il faut ajouter la mort de dix mille marins américains. Okinawa restera le symbole de l'horreur de la guerre du Pacifique.

Horreurs de la guerre et diabolisation



C'est la défaite japonaise qui donne lieu à un recours systématique aux suicides de masse de civils, volontaires ou sous contrainte. Entre avril et juin 1945, 140 000 civils meurent, soit le quart de la population. Les autorités japonaises, dès le début du débarquement, dressent un tableau sidérant des tortures américaines auxquelles la population doit s'attendre. Des groupes familiaux et villageois se réunissent, boivent du saké, crient « vive l'Empereur », puis dégoupillent une grenade ou recourent à l'arme blanche. Les civils sont utilisés comme boucliers humains, espions, « femmes de réconfort ».



La dernière victime civile de la bataille d'Okinawa est une famille coréenne implantée sur l'île. Le père ayant été pris porteur de vivres d'origine américaine, il est exécuté avec sa femme et ses cinq enfants. Or cette exécution a lieu le 20 août 1945, c'est-à-dire après Hiroshima et la déclaration de l'empereur (14 août 1945) annonçant la capitulation.

Massacres et arrachage de dents



Si les Japonais se suicident, ce n'est pas seulement par honneur, esprit de sacrifice ou tradition héroïque. C'est aussi et surtout qu'ils diabolisent les Américains. Une enquête américaine montre que 84 % des prisonniers japonais s'attendaient à être exécutés ou torturés après leur capture.

Les Américains ne furent pas en reste pour commettre des horreurs. Massacres à la mitrailleuse, arrachage de dents en or sur des vivants ou des cadavres (parfois déterrés à cette fin), exhibition de trophées provenant de mutilations de Japonais. Des photos montrent des *marines* se promenant avec des oreilles de soldats japonais accrochées à leur ceinture avec des épingle de nourrice, même si la mutilation était possible de la cour martiale. En mai 1944, le magazine *Life* osa publier une photo de la fiancée d'un *marine* posant avec le crâne que son soldat d'amoureux venait de lui offrir en cadeau de fiançailles !

Dans la guerre sur mer, les autorités nippones donnent des ordres secrets à leurs marins afin que ceux-ci mettent en œuvre « la complète destruction des équipages des navires ennemis ». Des Américains, comme cela sera révélé à Nuremberg par des avocats allemands, auront des pratiques semblables. Tel commandant, qui passe une heure à mitrailler les rescapés d'un transport de troupe japonais qu'il vient de couler, est félicité par sa hiérarchie.

Les témoignages postérieurs d'Américains mettent en avant le fait que cette spirale de la violence était liée au fait que les Japonais avaient pour consigne de ne pas faire de prisonniers de guerre et de ne jamais se rendre. «Alors nous les tuions », dit l'un d'entre eux.

Un phénomène inimaginable de « brutalisation »



Les Japonais excellèrent dans l'horreur. Ils jouèrent sur toute la palette des crimes de guerre, y ajoutant l'exécution à la baïonnette et la décapitation par le sabre dont fut victime la petite garnison américaine de l'île de Wake au début de la guerre. À Guadalcanal, les Américains sont eux aussi découpés et mutilés. On a connu également des scènes de cannibalisme. Notamment en Nouvelle-Guinée ou aux Philippines. En furent victimes des Australiens, appelés « porcs blancs », des Indiens des troupes britanniques, des autochtones. Même des soldats japonais décédés subirent ce sort. Cela s'est su en haut lieu : le général Aozu signa une circulaire le 18 novembre 1944 donnant l'ordre d'exécuter ceux qui consommaient de la chair humaine, mais sauf s'il s'agissait d'« ennemis »... Dans cette affaire, c'est surtout la faim qui est la cause de ce phénomène régressif, le cannibalisme de vengeance étant resté marginal.



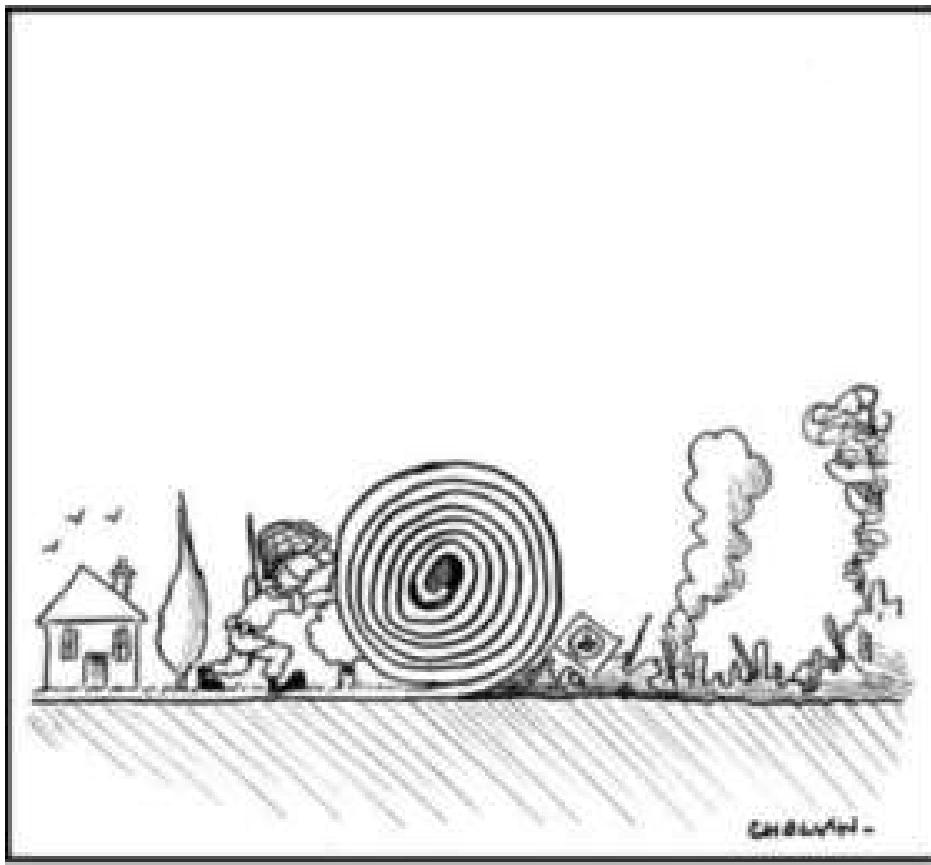
Cette guerre du Pacifique a ainsi été le triste spectacle d'un phénomène de brutalisation et d'ensauvagement où, pour combattre les idéologies liberticides, l'inhumanité devint une sorte de norme.



Ces pratiques, à quoi il faut ajouter le problème de la malnutrition et du développement des maladies (paludisme, dysenterie, etc.), nous invitent à penser que si la guerre avait été prolongée, si l'horreur d'Hiroshima et de Nagasaki n'avait pas eu lieu, le nombre de morts japonais (sans compter les Alliés) aurait été beaucoup plus élevé que le bilan tragique des victimes du feu nucléaire.

Huitième partie

1945 : la quête d'un nouveau monde



Dans cette partie...

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les vainqueurs manifestent la ferme volonté de sortir de ce cycle infernal et de créer les conditions pour qu'un conflit de cette ampleur ne puisse plus se reproduire. Le 29 février 1945, le président américain déclare devant le Congrès des États-Unis : « Il y a vingt-cinq ans, les combattants américains confiaient aux

hommes d'État le soin de faire régner la paix pour laquelle ils avaient tant souffert et tant combattu. Nous n'avons pas réussi, alors, nous les avons déçus. Nous ne pouvons les décevoir une fois encore, car dans ce cas, qui croirait que le monde puisse encore une fois s'en tirer ! »

Que cette guerre serve à quelque chose. Le procès de Nuremberg, jugeant le nazisme, s'inscrit dans cette ambition. Que de cette guerre sorte la volonté de créer les dispositifs qui rendraient toute guerre impossible. C'est le rêve d'un monde de paix, de nations unies par les valeurs de la démocratie. Une « communauté internationale » est-elle possible ? Une Europe pacifique peut-elle voir enfin le jour ?

L'avenir rêvé va bientôt sombrer dans le rapport de force et la négation de la démocratie. Mais qui pouvait alors l'imaginer ? Churchill est le premier à pressentir le danger. À la Chambre des communes, le 27 février 1945, il déclare : « La Pologne sera-t-elle souveraine ou est-elle destinée à devenir une simple projection de l'État soviétique ? Les Polonais seront-ils libres comme nous le sommes en Grande-Bretagne, aux États-Unis ou en France ? »

Une nouvelle guerre, « froide » celle-là, naissait pour cinquante ans dans les décombres encore fumants de la guerre au cœur d'une Allemagne divisée pour longtemps.

Chapitre 42

Le recours à l'atome contre le Japon était-il nécessaire ?

Dans ce chapitre :

- ▶ L'archipel du Japon sous les bombes
- ▶ L'arme absolue : « Manhattan project »
- ▶ Hiroshima et Nagasaki : « la mort et la ruine tombent du ciel »
- ▶ La capitulation du Japon

En France, on pense que la Seconde Guerre mondiale se termine le 8 mai 1945 à Berlin. C'est oublier que la guerre se poursuit dans le Pacifique jusqu'au mois d'août 1945. Le Japon, pris dans une sorte de folie meurtrière, est incapable de comprendre que la puissance américaine a définitivement changé le rapport des forces. Il persiste dans l'erreur et dans l'horreur. Les Américains décident alors d'utiliser l'arme absolue, l'arme qui n'a jamais été encore mise en œuvre dans une guerre : la bombe A. La guerre change soudain de nature. L'énergie atomique et la science des hommes sont mises au service d'une œuvre de mort. Sans cet ultime recours, la guerre aurait-elle pu continuer longtemps ?

L'archipel du Japon sous les bombes



Il s'agit à présent de s'attaquer au cœur de l'Empire japonais et de terminer cette guerre au plus tôt. En février 1945, commence la campagne de bombardements. Ceux-ci frappent les usines aéronautiques et des secteurs urbains. Ainsi, le 8 mars, 334 B 29 larguent 2 000 tonnes de bombes sur Tokyo. Un quart de la ville est rasé. Les populations sont prises de panique. Dix millions de citadins se réfugient à la campagne. Les voies de communications sont totalement désorganisées et paralysées. L'empereur Hirohito est frappé de stupeur. Les militaires japonais sont désemparés devant une telle puissance de feu et de destruction.

Pendant ce temps, les Japonais doivent se battre en Asie du Sud-Est, où une guerre se déploie depuis 1943, centrée sur la reconquête de la Birmanie. De cette reconquête dépend l'approvisionnement de la Chine de Tchang Kai-chek que les Américains jugent fondamental pour éliminer la présence nippone en Chine et transformer celle-ci en une grande puissance après la guerre. Ce fut une œuvre de longue haleine conduite par des forces anglo-américaines. Il faut attendre le 28 août 1945 pour obtenir, à Rangoon, la signature de la reddition du Japon. Ces campagnes, difficiles en raison du climat et du terrain, ont été meurtrières : 71 200 hommes côté britannique et Commonwealth, 106 000 côté japonais. Les Britanniques ont enfin réussi à récupérer leur territoire, mais c'est pour aussitôt se laisser déposséder, après la capitulation du Japon, par les nationalistes « antifascistes », soucieux de rejeter l'ordre impérial.

Les Américains veulent en finir



Pour comprendre le processus qui conduit au recours à l'arme absolue contre le Japon, il convient d'abord de noter que la guerre en Europe, contre le persécuteur central, à savoir l'Allemagne, s'achève. L'Allemagne capitule le 8 mai 1945. Mais la guerre continue, et l'URSS ne s'est pas encore engagée sur le front asiatique. Il faut également prendre en compte le fait que la guerre du Pacifique a été une guerre longue et coûteuse, en vies humaines, que les Américains ont assumée à peu près seuls. Les énormes problèmes de logistique ont un effet retardateur. Enfin, on doit avoir présent à l'esprit le sentiment de vengeance qui anime les Américains à l'endroit du Japon qui a fait subir à l'Amérique la plus terrible humiliation de son histoire. L'internement dans des camps des Américano-Japonais n'a pas ému l'Américain moyen, c'est le moins qu'on puisse dire.

Les Japonais sont détestés par l'opinion américaine, à laquelle on a martelé pendant des années : *Remember Pearl Harbor* (« Souvenez-vous de Pearl Harbor »). Les équipages des B 29 qui ont largué l'arme absolue sont traités en héros. De son vivant, Truman, responsable politique de la décision, a été plus critiqué pour son programme social et ses projets de loi en faveur des Noirs que pour l'utilisation de la bombe ! « Je crois que nul homme n'aurait pu s'opposer à son utilisation et regarder ensuite ses compatriotes en face», écrira en 1946 l'un des partisans de l'utilisation de la bombe, Karl Compton.

Le président américain Harry Truman, qui succède à Roosevelt (décédé suite à une longue maladie) le 12 avril 1945, s'est justifié en évoquant son souci de « sauver des vies américaines ». Les Américains l'ont bien perçu ainsi puisqu'ils le réélisent en 1948. Truman sait que l'invasion du Japon sera coûteuse. La bataille d'Okinawa, qui prend fin le 22 juin 1945, a été une hécatombe. On peut imaginer le pire au Japon. Chacun est persuadé que le Japon luttera à mort pour préserver l'intégrité de son territoire. L'armée japonaise compte à cette date, sur l'archipel :

- ↗ 2,3 millions d'hommes ;
- ↗ 28 millions de volontaires armés de lances de bambou ;
- ↗ 10 000 avions, dont 5 350 pour les kamikazes, 19 destroyers et 3 300 bâtiments d'attaque spéciale, vedettes-suicides chargées de bombes pour la plupart.

En outre, l'armée nippone est disposée à recourir à la guerre chimique et bactériologique. Enfin, il semblerait que les Nippons mènent eux aussi un programme de recherches nucléaires. Les Américains ont appréhendé un sous-marin allemand, l'U-234, faisant route vers le Japon avec à son bord 560 kilos d'oxyde d'uranium. Ce programme atomique, mené au centre de recherche de Hungnan (Corée du Nord), serait allé très loin, puisqu'un ingénieur japonais a confié à David Snell, journaliste de *Life*, qu'une explosion nucléaire y a eu lieu le 10 août 1945.



Le général Marshall estime de son côté que les pertes américaines consécutives à l'invasion du Japon atteindront *cinq cent mille morts et blessés*. Sans compter les millions de victimes probables dans le camp adverse... Car, en dépit de la situation catastrophique dans laquelle est plongé l'Empire, les militaires japonais restent partisans de la lutte à outrance.

Un dernier point doit être mentionné. Les Américains, grâce à leur maîtrise du décryptage, n'ignorent pas qu'une faction pacifiste existe au sein du gouvernement nippon. Des contacts auraient été établis avec les Soviétiques en vue d'une médiation pour régler le conflit. Les Japonais sont prêts à négocier si les Américains acceptent au moins de ne pas toucher à la monarchie. Mais l'URSS fait traîner les choses, car elle envisage de lancer ses armées sur la Mandchourie début août. L'emploi de la bombe pourrait créer au Japon un choc psychologique qui permettrait à la faction modérée de l'emporter sur les militaires.

La bombe préparée sous Roosevelt : « Manhattan project »

Le président Roosevelt a été alerté dès 1939 de ce que les nazis avaient lancé un programme de recherche sur l'armement nucléaire. Le physicien Albert Einstein, réfugié aux États-Unis, confirma ses doutes et le mit en garde. De même que le Hongrois Leo Szilar ou l'Italien Enrico Fermi également réfugiés. Le président charge son conseiller scientifique, Vannevar Bush, d'affecter tous les moyens disponibles au projet. Celui-ci,

chercheur au MIT, a été chargé dès 1940 de l'organisation d'une structure nouvelle, le *National Defense Research Committee*. La mission de ce Comité est de concevoir des armes nouvelles. Bush recrute un de ses anciens étudiants, J. Robert Oppenheimer, et lui demande de calculer avec précision la masse d'uranium 235 nécessaire à la bombe. Nous sommes en janvier 1942.

L'équipe recrutée par Oppenheimer commence à travailler à plein-temps sur le projet. Les acteurs de ce projet ultrasecret travaillent ensemble sous la direction du colonel Leslie Groves, du *Manhattan Military District*. Le programme prend alors le nom de code « Manhattan Project ». En octobre, les chercheurs sont regroupés sur un seul site : Los Alamos (Nouveau-Mexique), lieu quasi désertique et difficilement accessible. Le site est rendu opérationnel pour les chercheurs et leurs familles en quelques mois, grâce au recours de quarante-cinq mille ouvriers. Les crédits étaient illimités.

Le moment arrive où il faut tester et expérimenter. C'est le programme « Trinity », nom donné à la campagne d'essais. On choisit Alamogordo, au Nouveau-Mexique. Toute présence humaine est évacuée.



Le 16 juillet 1945, l'essai a lieu, avec succès. Un petit soleil apparaît, qui se transforme en une fournaise apocalyptique d'où émerge un gigantesque nuage. C'était une petite bombe, mais elle correspondait à vingt mille tonnes de TNT.

Une décision collective

Il semble que Roosevelt était prêt à utiliser l'arme tant sur l'Allemagne que sur le Japon. Truman, comme vice-président, a été tenu à l'écart de ce programme. C'est le secrétaire à la Guerre, Henry Stimson, qui lui révèle l'existence du projet « Manhattan », et ce deux semaines après sa prise de fonction ! Non préparé, il doit réagir vite sur ce dossier des plus importants de la guerre. C'est un cas de conscience majeur qui lui est posé.

Il demande à Stimson de réunir une commission chargée d'établir s'il convient ou non de recourir à cette arme. Le comité comprend quelques membres de l'Administration et trois savants. Un comité consultatif est créé qui réunit les principaux physiciens associés au projet « Manhattan ». Étrangement, les membres de cette commission ne partagent pas la même opinion sur la question de savoir s'il faut ou non recourir à l'arme absolue.

Certains savants suggèrent une utilisation non opérationnelle de la bombe : il suffirait de la larguer sur une zone désertique du territoire nippon, ce qui constituerait un avertissement préalable au Japon qui l'obligerait à céder pour ne pas courir le risque ultime. Cette proposition est rejetée. Les États-Unis ne possèdent alors que trois bombes. Il n'est pas envisageable d'en utiliser une sans garantie du résultat. D'autres savants (comme Einstein et Szilard) finissent par s'opposer à l'usage de cette arme. Il semble que la capitulation de l'Allemagne ait joué un rôle dans ce revirement.



Le rapport de la commission est remis à Truman le 1 juin 1945. Le rapport recommande que la bombe

soit employée le plus tôt possible, sur un objectif à la fois civil et militaire, et ce sans avertissement. Le rapport précise qu'il n'y a pas « d'alternative acceptable à une utilisation militaire directe » en vue d'obtenir la capitulation du Japon. Truman rejoint cet avis : « La bombe pouvait provoquer le choc décisif nécessaire à une véritable reddition de la part de l'empereur et de ses conseillers. » Il est convaincu qu'elle « sauverait bien plus de vies humaines qu'elle n'en coûterait. »

Des avertissements au gouvernement japonais restés sans suite

Pourtant, des avertissements, plus ou moins subliminaux, sont donnés aux Japonais.



Cela a lieu à l'occasion de la grande conférence internationale de Potsdam (17 juillet-2 août 1945). Les trois Grands (Staline, Churchill et Truman) se réunissent dans la zone occupée par l'Armée rouge en Allemagne. Il s'agit de régler les grandes questions concernant l'avenir de l'Allemagne vaincue, en particulier son occupation en quatre zones, et de discuter la question d'un futur traité de paix. Le 24 juillet, Truman confie à Staline que ses savants ont réussi à mettre au point un explosif nouveau, terriblement destructeur. Staline n'est pas effrayé, loin de là ! Il se contente de conseiller à Truman d'en faire « bon usage contre les Japonais »... Staline était d'ailleurs renseigné sur le projet Manhattan grâce à ses services secrets. Les Soviétiques eux-mêmes s'étaient lancés dès 1943 sur ce terrain.



On a souvent dit que Truman avait décidé de l'emploi de la bombe pour « impressionner » les Soviétiques. Qu'en est-il ? Lorsque Truman prend le pouvoir, l'URSS viole les dispositions des accords de Yalta les unes après les autres (élimination des résistants polonais non-communistes, pressions sur le gouvernement de Bucarest pour distribuer au PC roumain les portefeuilles les plus importants au Cabinet). Dès le 23 avril, Truman déclare : « Nos accords avec l'Union soviétique n'ont été jusqu'ici qu'une rue à sens unique et cela ne peut continuer... C'est maintenant ou jamais... » Il est résolu à adopter une position ferme, au contraire de la politique conciliante de Roosevelt, à l'égard de l'URSS. Il est vrai que lors de cette conférence, « les lignes de force de la guerre froide apparurent clairement » (Georges-Henri Soutou) : Staline formule des revendications considérables et il refuse de promettre des élections prochaines dans les États de l'Europe centrale et orientale. Il est vrai aussi que le secrétaire d'État de Truman, James Byrnes, a, en mai 1945, expliqué qu'« en faisant une démonstration de la bombe, cela rendrait les Russes plus accommodants en Europe ».

À Churchill également Truman confie la nouvelle. Réaction : « Voici une excellente nouvelle ! » Truman se laisse convaincre par Churchill (et les nationalistes chinois) de transmettre le 24 juillet 1945, depuis Potsdam, un avertissement au Japon. Les exigences alliées sont cette fois plus modérées. Truman ne renonce pas aux termes de « capitulation sans condition », mais déclare qu'elle ne concernera que les « forces armées japonaises ». Par conséquent, le

gouvernement japonais restera en place, les troupes seront désarmées et le territoire sera occupé par l'armée américaine. Rien n'est dit sur l'empereur, mais on peut en déduire que les Américains vont le maintenir sur le trône.

Si les Japonais refusent de traiter, cela « entraînera la destruction inévitable et complète des forces japonaises, et, aussi inévitablement, une terrible dévastation de la métropole nippone ». Pas un mot sur la bombe, mais l'esprit y est.

Que répondent les Japonais ? Ils pensent que Truman a des problèmes, qu'il s'agit d'un aveu de faiblesse. Les chefs d'état-major des Armées, à l'instar du général Anami, ministre de la Guerre, sont favorables à la poursuite de la guerre. Ils craignent une occupation totale et le désarmement du Japon. Les « pacifistes », dont le Premier ministre Suzuki et le ministre des Affaires étrangères, Togo Shigenori, sont d'avis de répondre favorablement. Togo demande simplement à gagner du temps, en attendant la réponse des Soviétiques aux initiatives japonaises. Le résultat est que le Premier ministre fait savoir aux Américains que le gouvernement japonais « ignore » l'ultimatum de Potsdam.



En japonais, *mokusatsu* signifie aussi : « ne pas prendre en considération », « tuer par le silence », « rester dans une sage expectative », « ne faire aucun commentaire ». Décision capitale, qui va être interprétée à Washington dans son sens le plus étroit : le Japon ignore l'ultimatum, donc il décide la guerre. Le 30 juillet, la décision définitive est prise. « Nous n'avons plus le

choix», reconnaît Truman. Il envoie ce mémo à Stimson : « Suggestions approuvées. Lâchez la bombe dès que vous serez prêts, mais pas avant le 2 août. »

Hiroshima et Nagasaki : « la mort et la ruine tombent du ciel »



Le 6 août 1945 commence pour les deux cent cinquante mille habitants d'Hiroshima une journée banale. Hiroshima, bâtie sur le delta du fleuve Ota, est une importante ville de garnison et l'un des principaux centres de transports militaires. C'est un centre de l'industrie d'armement. Y travaillent quarante-trois mille militaires. Ce n'est donc pas par hasard que cette ville, la septième ville du Japon, est choisie. La ville a été épargnée par les raids américains et c'est à peine si une douzaine de bombes sont tombées sur la ville en trois ans. Les habitants se sont accoutumés à voir leur cité survolée par les B 29 qui allaient bombarder d'autres villes du Japon.

À 7 h 09, les sirènes retentissent : un avion isolé a été repéré. C'est le B 29 *Straight Flush* qui vient faire des observations météorologiques. Le temps est très clair sur cette ville réputée pour ses saules d'une beauté exceptionnelle.



Ordre est alors donné à *Enola Gay* de quitter sa cachette. C'est le nom de l'avion Boeing B 29 « Superfortress » qui est chargé de la bombe A de quatre tonnes. Le pilote de l'avion, le colonel Paul

Tibbets, l'a baptisé ainsi en hommage à sa mère... Le B 29 décolle de Tinian, l'une des îles Mariannes. La bombe, elle, est surnommée « Little Boy ». L'escortent deux autres fortresses volantes, chargées d'enregistrer le résultat de cette première historique.

Vers 8 heures, des servants de DCA repèrent l'arrivée d'appareils américains, mais l'alerte n'est pas réactivée car les Japonais pensent qu'il s'agit d'une opération de reconnaissance. À 8 h 14, « Little Boy » est larguée. L'explosion a lieu 53 secondes après. Certains ont vu ce champignon gigantesque s'élever dans le ciel et produire une lumière aveuglante, surréelle. Comme un soleil noir. Le fait est là, massif, tragique et incontournable : une seule bombe a rayé une ville de la carte.

Ainsi, Truman, que l'on disait faible, n'avait pas « bluffé ». Il lance un nouvel avertissement : « Nous sommes désormais capables d'araser rapidement et complètement tous les établissements de production que les Japonais possèdent au-dessus du sol dans n'importe quelle ville. C'était pour épargner une terrible destruction à la population nippone que nous avons lancé l'ultimatum du 26 juillet, à Potsdam. [...] S'ils n'acceptent pas de se rendre maintenant, ils peuvent s'attendre à voir la mort et la ruine tomber du ciel. »



Le 9 août 1945, le gouvernement japonais n'ayant eu aucune réaction, le feu nucléaire embrase Nagasaki. Le bilan est catastrophique. Le nombre de morts tourne autour de 80 000 pour Hiroshima, 35 000 pour Nagasaki. Il faut aussi prendre en compte les atomisés, qui souffriront toute leur vie des séquelles ou qui en mourront : 541 800, dont 266 000 étaient encore en vie en 2005.



Sans vouloir minimiser l'aspect résolument dramatique de ces bombardements atomiques, il convient d'en relativiser les effets directs en termes de décès de civils : 800 000 Japonais ont déjà disparu sous des bombes « traditionnelles » ; le premier raid sur Tokyo du 9 mars 1945 a fait au moins 84 000 victimes à lui seul, c'est-à-dire plus que la bombe d'Hiroshima.

En fait, ce qui a frappé l'opinion fut sans doute autant le nombre de morts et l'ampleur des destructions que l'aspect nouveau et foudroyant de cette arme.

La capitulation du Japon

Le 9 août 1945, l'URSS entre à son tour en guerre contre le Japon, conformément aux accords de Yalta. Les Soviétiques pénètrent en Mandchourie, attaquant l'État fantoche du Mandchoukouo. L'avance soviétique est très rapide. Le 20 août, le commandement nippon donne l'ordre de déposer les armes. Cinq cent mille Japonais sont faits prisonniers.



Les Soviétiques ont longtemps présenté cette victoire expéditive comme la cause de la capitulation du Japon. En fait, l'empereur a fait savoir aux Américains qu'il acceptait une capitulation sans condition dès le 14 août. Les jusqu'au-boutistes du Conseil impérial nippon ne peuvent plus ignorer l'évidence du nouveau rapport de force. Ils sont affaiblis. Les plus modérés, en accord avec l'empereur Hirohito, réussissent à s'émanciper de la caste des militaires. Le Conseil des ministres du 9 août 1945 a fait éclater les oppositions. Le lendemain, l'empereur sort de son silence et prend parti pour la fin des hostilités. Il veut préserver la nation et l'institution dynastique.

Le 15 août, à midi, pour la première fois, le Mikado adresse à la radio un message à son peuple et à ses forces armées. Sans parler de « capitulation » ou de « défaite », il lui annonce l'inévitable. Une tentative de rébellion a lieu. Une vague de suicides saisit le pays, dont celui du ministre de la Défense.



Le 2 septembre, les délégations japonaises et alliées se trouvent sur le cuirassé *Missouri* pour signer la capitulation sans condition du Japon. C'est le général Leclerc qui représente la France. C'était la fin effective de la Seconde Guerre mondiale.

Finalement, les raids nucléaires ont eu un effet déterminant sur la combativité du gouvernement nippon : ils ont permis à la faction pacifiste de l'emporter sur les militaires. Le calcul de Truman s'est

révélé fondé. Mais la question de la légitimité d'un tel acte reste entière.

Chapitre 43

Le rêve des Nations unies rattrapé par Staline

Dans ce chapitre :

- ► La charte de l'Atlantique annonce-t-elle la domination anglo-saxonne ?
- ► Un club très fermé décide de l'Europe de demain
- ► À Yalta, Staline rafle la mise
- ► Les Alliés ont-ils trahi l'Europe ?

On pensait que la Première Guerre mondiale serait la « der des der ». La dernière des guerres. À tort. Une nouvelle guerre, plus mondiale, plus destructrice, allait survenir à peine plus de vingt ans après. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les vainqueurs manifestent la ferme volonté de sortir de ce cycle infernal et de créer les conditions pour qu'un conflit de cette ampleur ne puisse plus se reproduire.

Une « communauté internationale » est-elle possible ?
Une Europe unie et pacifique peut-elle voir enfin le jour ?

La charte de l'Atlantique annonce-t-elle la domination anglo-saxonne ?

L'initiative est venue des Américains, alors même qu'ils ne sont pas encore en guerre ! Le président Franklin Roosevelt et le Premier ministre Winston Churchill se rencontrent au mois d'août 1941 à bord du yacht du président en croisière.



Le 14 août, ils signent et rendent publique la fameuse *charte de l'Atlantique* : « Le Président et le Premier Ministre ont eu plusieurs conférences. Ils ont examiné les dangers auxquels la civilisation est exposée du fait de la politique de domination militaire et de conquête du gouvernement allemand et des gouvernements qui se sont associés au Reich. Ils ont précisé les mesures que prennent leurs deux gouvernements pour se protéger et pour faire face à ces dangers. » On voit qu'il y a un rappel des grands principes, mais aussi un dispositif de défense et d'entraide fondé sur cette philosophie. L'idée est que ces principes communs concernant deux pays deviennent la plate-forme d'une reformulation des relations internationales en vue d'un « meilleur avenir pour le monde ».

Les 8 points de la charte de l'Atlantique

« Leurs [États-Unis et Royaume-Uni] pays ne cherchent pas d'acquisition territoriale ou autre.

Ils ne veulent pas de modifications territoriales qui ne soient pas agréées par la volonté librement exprimée des peuples intéressés.

Ils respectent le droit de tous les peuples de choisir la forme de gouvernement dans laquelle ils désirent vivre ; ils souhaitent que soient restaurés les droits souverains et le *self-government* des peuples qui en ont été privés par la force.

Compte tenu des obligations existantes, ils s'efforceront de favoriser l'égalité des droits pour tous les pays, grands et petits, vainqueurs ou vaincus, en ce qui concerne le commerce et l'accès aux matières premières du monde, nécessaires à la prospérité économique.

Ils veulent établir la collaboration la plus complète entre toutes les nations, dans le domaine économique, en vue d'assurer à tous de meilleures conditions de travail, de progrès économique et de sécurité sociale.

Après la destruction finale de la tyrannie nazie, ils espèrent voir s'établir une paix qui permettra à toutes les nations de vivre en sécurité dans leurs frontières et qui permettra à tous les peuples de vivre sans crainte et à l'abri du besoin.

Pareille paix devrait permettre à tout le monde de voyager librement sur les mers et les océans.

Ils croient que toutes les nations du monde, pour des raisons spirituelles et matérielles, doivent renoncer à l'usage de la force parce que la paix ne peut être maintenue si certaines nations continuent à faire usage de leurs armements terrestres, navals et aériens en vue d'une agression ou d'une menace d'agression. »

Outre ces 8 points, les deux gouvernements déclarent « croire » que, « en attendant l'établissement d'un système général et permanent de sécurité, le désarmement de telles nations s'impose ».



Cette Charte rappelle les 14 points du président Wilson énoncés lors de la guerre précédente. Mais surtout, elle symbolise le rapprochement stratégique entre les deux pays que sont les États-Unis et le Royaume-Uni, un rapprochement qui deviendra quasiment fusionnel. Forts de leur communauté de destin et d'identité, les deux pays croient en leur puissance, en l'universalité de leurs valeurs, de leur culture et de leur langue. Ils annoncent déjà leur domination prochaine : « Cette rencontre restera à jamais dans l'Histoire car elle marque, au milieu des périls, du tumulte, de la confusion, *le rôle de direction assuré par les peuples de langue anglaise*, en dehors de tout intérêt égoïste, vis-à-vis des masses souffrantes de tous les continents. »

Pourtant à cette date, le peuple américain reste hostile à la guerre, ou du moins à ce qu'on appelle la « guerre préventive ». Le *Chicago Tribune* écrit : « Cet engagement, le pays le répudie. » Le 14 août 1941, jour de la Déclaration, c'est à une voix seulement que le Congrès accepte la prolongation de la durée du service militaire. Roosevelt lui-même n'a-t-il pas dit souvent que l'aide morale et matérielle aux démocraties suffirait à gagner la guerre ?

Une Grande Alliance pour des « Nations unies »



L'entrée en guerre de l'Amérique permet au triumvirat de se mettre en place. C'est ce qu'on a appelé « la Grande Alliance », ou parfois « l'étrange alliance » : Staline, Roosevelt et Churchill. Ce sont eux qui font la guerre, ce sont eux qui feront la paix.

À la fin décembre 1941 a lieu une rencontre importante à Moscou entre d'une part, Anthony Eden, le chef de la diplomatie britannique, et d'autre part Staline et Molotov, son ministre des Affaires étrangères. Les Soviétiques ont adhéré à la charte de l'Atlantique le 24 septembre 1941. Certes, ils annoncent qu'ils refusent de se battre contre le Japon, avec lequel ils ont conclu un accord de neutralité. Ils n'aideront pas les États-Unis sur ce terrain. De plus, les Soviétiques ont vite compris que la Charte n'est pas « un monument vide et sonore », comme le disait en 1815 Metternich de la Sainte-Alliance. Dès décembre, Staline confie à Eden en visite : « Je croyais que la Charte était dirigée contre nos ennemis, mais voilà qu'elle me paraît surtout dirigée contre nous... » Il pensait aux territoires que l'URSS avait annexés grâce au pacte germano-soviétique. Mais la déclaration commune du 28 décembre fait état d'un accord complet sur les questions touchant à la conduite de la guerre ainsi qu'à l'organisation de la paix et de la sécurité en Europe. En mai 1942, un engagement d'importance est pris pour ce qui concerne les Anglais et les Soviétiques : celui de ne pas ouvrir des négociations avec le Reich de manière séparée, ce que chacun redoute de l'autre...

Pour éviter de donner l'impression au monde que seule une dyarchie anglo-américaine ou une triarchie

gouvernent l'effort de guerre, Roosevelt décide d'appeler la coalition « Nations unies » (et non « puissances alliées »).



Il s'agit bien d'une coalition internationale. Le 1 janvier 1942, vingt-six nations, en tête desquelles se trouvent les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique, les Pays-Bas et la Chine, signent la Déclaration des Nations unies. D'autres nations les rejoindront, comme le Mexique en mai 1942.

Chacune promet de mettre toutes ses ressources au service de la lutte contre l'Axe et ses alliés, de coopérer avec les autres gouvernements signataires et de ne conclure avec l'ennemi ni armistice ni paix séparés.



Cette coalition mondiale représente environ les deux tiers du globe et plus des deux tiers de ses richesses et ressources. Tous les continents sont impliqués. Mais l'inspiration américaine des Nations unies est évidente. Cela apparaît le 14 juin 1942, quand est organisée aux États-Unis « la journée des Nations unies ». Jusque-là, le 14 juin était célébré comme la journée du drapeau américain, en souvenir du 14 juin 1777 date à laquelle le Congrès décida que la bannière étoilée serait le drapeau des États-Unis. Roosevelt en fait « la journée des drapeaux des Nations unies ». Dans toutes les capitales des Nations unies, des manifestations sont organisées. Elles visent à faire comprendre aux peuples qu'ils ne se battent pas seulement pour leur patrie, mais pour un idéal. C'est beau, mais largement utopique ! Ainsi, Staline confie un jour à Averell Harriman, diplomate américain qui fut ambassadeur à Moscou de 1943 à 1945 : « Le peuple russe se bat comme il l'a toujours fait. Pour la patrie ! Pas pour nous ! »

Le « club des Trois » décide de l'Europe de demain

En fait, c'est un club très fermé qui décide de la guerre et qui imagine le monde de demain. Le club des Trois. On le voit très bien dans les grandes conférences internationales.



Les ministres des Affaires étrangères des « trois Grands » se retrouvent pour la première fois à Moscou du 19 au 30 octobre 1943. Cordell Hull, le représentant américain, veut faire passer deux idées : d'abord le principe d'un système mondial de sécurité qui serait entre les mains des «trois Grands » ; ensuite la reconnaissance par eux de la Chine comme grande puissance.

Ainsi est entérinée l'idée de création, quand la paix sera revenue, d'un organisme représentatif de la communauté internationale et qui aura pour mission d'assurer une sorte de gouvernance mondiale. Par contre, il a très peu été question de l'Europe. Anthony Eden a fait passer difficilement le principe d'une « responsabilité commune des trois Puissances en Europe », mais la partie soviétique a vite posé une série de conditions qui rend inopérant ce principe. La question de la Pologne et de la Yougoslavie a été mise de côté. Il est cependant prévu la création d'une commission consultative sur l'Europe : *l'European Advisory Commission*, où siègent les Trois, plus la France à partir de novembre 1944. On sent bien que l'Europe n'est pas la première préoccupation des Américains. Leur souci, c'est d'abord d'obtenir que l'Allemagne, après la capitulation, ne puisse bénéficier d'un gouvernement central. Les Soviétiques sont satisfaits, puisque c'est aussi leur revendication principale.



Le plat est remis à la conférence de Téhéran (28 novembre-1 décembre 1943), en présence des trois chefs d'État qui sont ensemble pour la première fois.

C'est lors de cette conférence que Staline reçoit des assurances sur la promesse d'un débarquement en 1944 sur les côtes françaises. Deux questions importantes sont abordées : la Pologne et l'Allemagne.

La Pologne pose doublement problème. Il y a la question des frontières, consécutivement à son dépeçage à la fois par les Allemands et les Soviétiques en 1939-1940. Il y a la coexistence de deux organisations de résistance rivales : un gouvernement en exil à Londres et un Comité national qui se met en place en URSS, sous la coupe de Moscou qui entend l'instrumentaliser pour la suite des événements. Or, c'est Churchill lui-même (peut-être pour obtenir la bienveillance de Staline sur le gouvernement polonais en exil) qui propose la translation du territoire polonais à l'ouest, c'est-à-dire la « ligne Curzon ». C'est accorder un avantage territorial aux Soviétiques.

Sur l'Allemagne, un accord se fait facilement sur le principe d'une division en zones d'occupation et sur l'annexion des parties les plus orientales (par l'URSS et par la Pologne).



Staline est ravi. Comme il sait que les Américains n'entendent pas maintenir des forces en Europe après la guerre (Roosevelt lui a naïvement confié cette position de principe du Congrès), que l'Angleterre sera affaiblie et la France sera champ de ruines, il est assuré d'avoir la main sur l'Europe. Un boulevard s'offre à lui, de Moscou à Berlin.



On comprend que l'Europe qui se prépare risque d'être à la merci des Soviétiques. L'avenir est lourd de menace. Mais Churchill et Roosevelt s'en doutent-ils ? Où aboutira l'idéalisme de la charte de l'Atlantique, alors qu'un terrible rapport de force s'amorce pas à pas, conférence après conférence ? Un indice. Quand Churchill, en mars 1944, tente de faire comprendre à Staline que « la force peut beaucoup mais que la force appuyée sur la bonne volonté du monde peut encore plus », Staline y voit une « menace ». Pour lui, le « droit » c'est l'annexion des pays par l'URSS en novembre 1939 réalisée pour répondre aux vœux d'assemblées « élues ».

À Yalta, Staline rafle la mise

La stratégie soviétique commence à devenir lisible à l'automne 1944. Les Soviétiques n'ont rien fait pour venir en aide aux Polonais au moment de l'insurrection de Varsovie (août-octobre 1944). L'Armée rouge fait son entrée en Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Hongrie, Slovaquie et finalement en Bohême, et bien sûr dans la partie orientale de l'Allemagne. En Yougoslavie, deux résistances s'affrontent pour la prise du pouvoir (le nationaliste Mihaïlovitch et le communiste Tito). Les bases d'un bloc de « démocraties populaires » contre le bloc occidental sont jetées.

C'est le moment où Staline, dans la perspective de la nouvelle organisation internationale, fait monter la pression. À la conférence de Dumbarton Oaks, aux États-Unis (septembre-octobre 1944, la Chine est invitée mais pas encore la France), où les grandes lignes de

l'ONU sont dessinées, l'URSS fait monter les enchères. Elle réclame un droit de vote illimité au futur Conseil de sécurité et demande qu'à l'Assemblée générale, à la voix de l'Union s'ajoutent celles des Républiques fédérées (17) qui sont devenues « autonomes » suite à un amendement à la Constitution de 1936.



C'est à Yalta, en Crimée soviétique, que le monde de demain doit être imaginé. Cela se passe du 4 au 11 février 1945. On a vu que la France, grâce à Churchill, obtient un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Le sort de l'Allemagne ne pose pas de difficultés majeures. Les deux seules questions concernent le problème des réparations (20 milliards de dollars, dont 10 pour l'URSS) et la mention ou pas du « démembrlement » dans le texte de la capitulation. Mais comment accepter les demandes exorbitantes de Staline ? C'est un obstacle à la paix.



Au fil de la négociation, Staline réduit ses exigences. Il accepterait à la limite que deux Républiques fédérées seulement (Ukraine et Biélorussie) siègent à l'Assemblée générale. Ce qui fait trois voix pour l'URSS. Roosevelt dit à son conseiller : « This is not good ». Mais il est tellement attaché à l'ONU, qu'il accepte de guerre lasse ce compromis. Car pour lui, l'ONU est un moyen de canaliser l'isolationnisme américain. Roosevelt lâche sur un autre point important : il accepte qu'un membre permanent du Conseil de sécurité puisse faire jouer son *droit de veto* même s'il n'est pas impliqué dans un conflit. Staline l'emporte encore sur cette question. La future paralysie de l'ONU pendant des décennies trouve ici sa source.

Enhardi, Staline demande que les Anglo-Américains lâchent du lest sur leur politique vis-à-vis de la Pologne. Ceux-ci acceptent la nouvelle frontière et entérinent l'idée d'un gouvernement polonais constitué par le gouvernement de Lublin (soutenu par l'URSS), auquel seraient agrégés quelques éléments du gouvernement polonais en exil (réputé non communiste). Américains et Anglais n'arrivent pas à faire admettre le contrôle international des futures élections polonaises. Staline a les mains libres. Il a « raflé » la Pologne, pour laquelle la Seconde Guerre a commencé.

Dans les pays « amis » de l'URSS, les gouvernements subissent l'influence soviétique : Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie. Dans les pays vaincus (qui ont opéré un renversement d'alliance en dernière minute), c'est la tutelle soviétique qui s'impose unilatéralement : Roumanie, Bulgarie, Hongrie. De même, Staline promet qu'il entrera en guerre contre le Japon trois mois après la fin des hostilités en Europe. Mais il se fait payer en retour : il est prévu qu'il récupère les îles Kouriles, le sud de Sakhaline et, en Chine, Port-Arthur, Dairen et les chemins de fer de Mandchourie.



La guerre froide donne ses premiers signes. On a dit que Yalta avait consacré le « partage du monde » entre les trois Grands. Rien n'est plus faux. Ce qui est vrai, c'est que les Anglo-Saxons, tout à leur volonté de réussir les Nations unies, laissent Staline installer son emprise sur une partie de l'Europe. Staline a rusé. Les Anglo-Américains ont manqué de lucidité, voire de fermeté. Yalta consacre le fossé entre l'idéal et la réalité.

Les Alliés ont-ils trahi l'Europe ?

Le président américain ne veut retenir que la promesse d'une nouvelle ère dans les relations internationales grâce à l'ONU. Par elle, la fin de la Seconde Guerre mondiale ne ressemblerait pas à la Première. Le Premier Ministre de Sa Majesté a mieux pressenti le danger. À la Chambre des communes, le 27 février 1945, il déclare : « La Pologne sera-t-elle souveraine ou est-elle destinée à devenir une simple projection de l'État soviétique ? Les Polonais seront-ils libres comme nous le sommes en Grande-Bretagne, aux États-Unis ou en France ? »

Les Anglo-Américains auraient pu se montrer plus lucides. Mais le pouvaient-ils, compte tenu de ce qu'on savait alors du système soviétique ? L'Union soviétique jouissait d'une image extrêmement positive dans le monde. Y compris aux États-Unis. L'opinion ne pense que du bien des accords de Yalta. Le 13 février 1945, le *New York Times* écrit : « Au premier coup d'œil, on voit que les accords conclus ont justifié et même, à certains égards, dépassé les espoirs que l'on mettait dans la Conférence. [...] Ils tracent la voie qui mènera bientôt à la victoire en Europe, à une paix sûre et à la création d'un monde meilleur. »

Le rétablissement de l'Allemagne, et son corollaire, la construction européenne, n'étaient pas alors dans les tablettes des Américains et des Anglais. C'est deux ans après, lorsque la guerre froide devient inévitable, que les Américains considèrent qu'il convient de contribuer au rétablissement de la puissance européenne. Idéalistes, les Américains ? Ils sont aussi conscients de leur nouvelle puissance (surtout après Hiroshima) et pensent pouvoir établir leur hégémonie économique

contre les deux Grands qui vont perdre leur statut d'empire : la France et la Grande-Bretagne.



La charte des Nations unies est enfin adoptée à la conférence de San Francisco (avril-juin 1945). Cinquante et un pays y participent et signent. On célèbre alors l'entrée dans une « nouvelle ère dans l'histoire ». À cette occasion, la proposition de Staline sur le veto permanent est définitivement entérinée. Il obtient ainsi de ne jamais mettre l'URSS en situation d'accepter ce qui irait contre ses intérêts. À peine née, l'ONU était destinée à ne pas fonctionner. Le monde qui émergeait s'éloignait déjà de l'idéal qui était à l'origine de sa naissance.

Chapitre 44

Nuremberg, le procès du nazisme

Dans ce chapitre :

- ► Une nouvelle juridiction internationale pour juger des crimes inédits
- ► Un Palace particulier au Luxembourg : arrêter et réunir les grands inculpés
- ► L'année du tribunal de Nuremberg : un procès d'importance capitale
- ► Le verdict et la leçon de Nuremberg

Dès octobre 1941, les leaders des alliés occidentaux Churchill et Roosevelt expriment qu'ils souhaitent intenter des procès contre les grands leaders nazis. Churchill souhaite même faire de la « sanction des criminels » un but de guerre allié. Cette idée d'un grand effort juridique est reprise quelques mois plus tard par la Commission interalliée à Londres qui réunit des représentants exilés de neuf États occupés par l'Allemagne nazie, dont le Comité national français, des Belges, des Néerlandais, des Polonais. C'est cette commission qui pose vraiment, dès le début de l'année 1942, les bases de l'idée d'une juridiction internationale telle qu'elle sera poursuivie à l'issue de la guerre.

Une grande idée fait son chemin



La Commission de Londres affirme dans sa « Déclaration du palais de Saint-James », du 13 janvier 1942, sa « volonté de poursuivre, de rechercher, de juger et de condamner les criminels, sans distinction d'origine ». Elle souhaite que « la guerre ait pour but principal, entre autres, de châtier les coupables de ces crimes contre l'humanité ».



Le 21 août 1942, le président américain avertit l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et le Japon que leurs leaders devront répondre de leurs actes devant des cours de justice des États sur les territoires desquels ils auront commis des crimes. Un mois et demi plus tard, les Alliés décident de prolonger l'effort de la Commission interalliée de Londres en créant une Commission des crimes de guerre au sein de l'ONU, fondée, elle-même, le 1 janvier 1942. Le 20 octobre 1943, cette Commission des crimes de guerre des Nations unies se réunit pour la première fois. Son but est déjà très concret : préparer le tribunal à venir, composer des listes avec des criminels de guerre supposés, réunir les preuves.

Toutes les nations belligérantes occidentales y participent. Il y a aussi la Chine et l'Inde. Malgré de profondes divergences existant sur la manière de faire, le 8 août 1945 est signé l'accord de Londres « concernant la poursuite et le châtiment des grands criminels de guerre des puissances européennes de l'Axe ».



Cet accord est le premier qui est signé par les quatre puissances victorieuses : outre les deux alliés américain et britannique, le GPRF et l'URSS. Il en va de même du document annexe à l'Accord, c'est-à-dire du Statut du Tribunal militaire international. Il précise qu'une telle cour sera créée pour « juger et punir de façon appropriée et sans délai, les grands criminels de guerre des pays européens de l'Axe », qui définit les règles de fonctionnement du tribunal et qui, surtout, définit les quatre chefs d'accusation reposant en partie sur des concepts juridiques neufs :

- ↗ Le *complot contre la paix* par la collaboration à la transformation illégale de l'Allemagne en dictature absolue et par la violation de nombreux traités internationaux ;
- ↗ Le *crime contre la paix* dans le processus immédiat du déclenchement de la guerre et lors de l'élargissement de la guerre en guerre mondiale ;
- ↗ Le *crime de guerre*, y inclus contre des civils ;
- ↗ Le *crime contre l'humanité*, en particulier dans les camps d'extermination.

La grande innovation de ce procès est le fait qu'on va mettre en accusation non seulement des individus, mais aussi les *organisations* auxquelles ces individus ont appartenu. Par ce biais, on pense pouvoir éviter à la fois une avalanche de procès individuels, impossibles à mener à terme, et l'écueil d'une thèse contestable : celle de la culpabilité collective.

Le crime contre l'humanité abolit le temps

Avec le procès de Nuremberg, une nouvelle catégorie de crime apparaît : le crime contre l'humanité. La définition de Nuremberg est donnée dans l'article 6 : « [...] c) crimes contre l'humanité : c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du tribunal, ou en liaison avec ce crime. »

La nouveauté juridique, c'est la notion d'imprescriptibilité. Ce crime ne peut être prescrit. Il « abolit le temps » et permet une convocation perpétuelle de l'Histoire.

Au départ, il y a une volonté de limiter la notion de crime contre l'humanité à ceux commis par l'Allemagne nazie. Ce n'est que le 16 décembre 1964 que l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité entre dans le droit français à la faveur d'une loi votée à l'unanimité. Mais cette loi vise les grands criminels nazis ayant sévi en France. Elle ne concerne pas les Français, dans la tête des législateurs. Il faut attendre les années soixante-dix pour que des Français puissent être poursuivis du chef de cette incrimination.

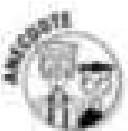
Arrêter et réunir les grands inculpés

Le 18 octobre 1945 la séance inaugurale du Tribunal militaire international a lieu à Berlin. Le 20 octobre, on déménage à Nuremberg où l'audience principale est ouverte avec la lecture de l'acte d'accusation. La ville n'a pas été choisie parce qu'y ont été adoptées en 1935 les sinistres lois raciales qui portent son nom. Elle dispose d'une infrastructure adaptée : un grand palais de justice et une prison non détruits par les bombardements, un grand hôtel apte à devenir la plaque tournante pour les quatre délégations très nombreuses. Vingt-quatre ex-personnalités du nazisme sont inculpées et six organisations (que les vingt-quatre accusés représentent simultanément au plus haut niveau) : le cabinet du Reich, le parti nazi NSDAP, la SS et le SD, la SA, la Gestapo et enfin le commandement et l'état-major de la *Wehrmacht*.

Certes, les plus grands responsables ne peuvent plus être jugés : le « Führer » nazi et chancelier du Reich, Adolf Hitler, le propagandiste en chef, Joseph Goebbels, et le chef des SS, Heinrich Himmler, se sont suicidés durant les derniers jours du régime. L'ex-chef de la police secrète et des services de sécurité nazis, Reinhard Heydrich, a été tué par la Résistance tchèque en 1942. Mais les Alliés ont été capables de tracer – et d'arrêter – tous ceux qui ont été inculpés à l'origine, sauf Martin Bormann, le secrétaire personnel d'Hitler et le chef de la chancellerie du parti nazi. Les hommes qui vont devoir s'asseoir à Nuremberg sur le banc des accusés ont effectivement été les hommes les plus puissants du régime déchu, encore en vie après la fin de la guerre. Et ils représentent effectivement les sommets de la hiérarchie des six organisations dont il s'agit de déterminer si elles ont été des organisations *criminelles*.



Les hommes accusés ont été arrêtés dans des conditions très diverses. Rudolf Hess, l'ex-dauphin d'Hitler, depuis 1941 et son épopée écossaise, est interné à la Tower de Londres. L'ex-« gouverneur général » de la Pologne, Hans Frank, a été identifié dans un camp de prisonniers américain après une tentative de suicide. Celui qui a frayé le chemin à Hitler à l'époque de la République de Weimar finissante en 1932 et en 1933, l'ex-chancelier Franz von Papen, a été déniché dans sa cachette, le chalet de chasse de son beau-fils.



Hermann Göring, lui, est arrêté le 7 mai, sur une petite route de campagne dans un coin pittoresque de l'Autriche en descendant de sa grosse Mercedes, à la tête d'un convoi de dix-sept camions chargés de « biens personnels ». Maniant avec larges gestes son bâton de maréchal, il va à la rencontre de l'officier américain en lui tendant la main. Ce dernier, frappé par tant de faste, puis de grandiloquence, ne sait pas résister. Il prend la main de Göring et invite son prisonnier de marque à prendre du champagne dans un hôtel limitrophe.



Mais comme les autres, Göring sera transféré aussitôt au Luxembourg dans le Palace Hôtel à Mondorf-les-Bains (on accepte qu'il soit accompagné de seize valises où se trouvent vingt mille pilules de morphine pour la consommation de cet opiomane de longue date). Depuis mai 1945, l'armée américaine y a installé sa prison secrète pour leaders nazis capturés. Bientôt, une bonne cinquantaine s'y trouveront réunis. Le palace gardé et camouflé porte alors le nom de code

de *camp ashcan* – « camp cendrier » – ; son équivalent britannique se trouve près de Francfort, le *camp dustbin* – « camp poubelle » – où se trouve alors, en particulier, le confident d'Hitler, architecte et ex-ministre de l'Armement, Albert Speer.

Les figures clés de l'État nazi

Le 10 août 1945, une bonne partie des prisonniers ont donc été transférés à Nuremberg pour y attendre le tribunal à venir. À ce moment, il y a encore eu des discussions entre les délégations pour établir la liste définitive des accusés. Quant aux six hommes suivants, il n'y a cependant guère eu de doute. Tous ont été au cœur de l'État national-socialiste.



Hermann Göring a occupé entre une panoplie d'autres fonctions celle de ministre de l'Air, il a longtemps été considéré comme le second homme du régime derrière Hitler. Rudolf Hess, au parti le numéro deux derrière Hitler. Joachim Ribbentrop, l'homme de la politique étrangère hitlérienne. Il y a aussi sur la liste les noms de Martin Bormann, chef de la chancellerie du parti, et de Robert Ley, chef du Front allemand du travail et de l'organisation du parti nazi. Mais on n'arrive pas à trouver Martin Bormann dont on ne sait pas encore (son corps n'a été trouvé qu'en 1972 et identifié avec certitude qu'en 1998) qu'il s'est suicidé. Robert Ley arrive à éviter son procès ; l'ex-chef du Front allemand du travail et organisateur du parti nazi se pend dans sa cellule de la prison de Nuremberg, à l'aide d'une serviette déchirée. La présence de Franz von Papen, vice-chancelier aux débuts de l'État nazi, semble moins évidente. La propagande, si cruciale pour l'avènement et le maintien du pouvoir hitlérien, est jugée, à défaut de Goebbels, à travers l'un des plus grands antisémites de la presse, Julius Streicher, et aussi le directeur de la radio au ministère de la Propagande, Hans Fritzsche, et enfin le leader des Jeunesses hitlériennes, Baldur von Schirach. Le successeur de Reinhard Heydrich, Ernst Kaltenbrunner, représente le côté le plus sombre de l'État, la Gestapo et la SS.



Puis, il y a les grands responsables des crimes commis dans l'Europe occupée, et en particulier dans les camps de concentration : le ministre pour les Territoires occupés à l'Est (et l'idéologue en chef du parti nazi) Alfred Rosenberg ; les chefs consécutifs du « Gouvernement général » de Pologne, Konstantin von Neurath et Hans Frank ; le « protecteur du Reich » en Bohême et Moravie, Wilhelm Frick ; le « commissaire du Reich » dans les Pays-Bas, Arthur Seyss-Inquart. L'armée de terre est représentée par le commandant en chef, Wilhelm Keitel, et le chef d'état-major Alfred Jodl ; la marine par son commandant en chef Karl Dönitz et son propre prédécesseur dans la même fonction, Erich Raeder. Enfin sont jugés à Nuremberg les organisateurs en chef de l'économie de guerre : le ministre de l'Armement, Albert Speer ; le « plénipotentiaire pour le service du travail », Fritz Sauckel ; l'ancien président de la Banque centrale du Reich, Hjalmar Schacht, et son successeur depuis 1939, Walther Funk, et enfin le grand patron de l'industrie lourde, Gustav Krupp.

La mise en place du tribunal de Nuremberg

Chaque inculpé a droit à un avocat de son choix pris sur une liste préétablie où ne figure aucun nazi. Parmi ces avocats de la défense, certains n'ont accepté qu'avec réticence. D'autres sont des hommes très convaincus du sens de la tâche qui leur était demandée, croyant pouvoir sauver en particulier l'honneur de l'armée allemande et de son état-major. Mais seulement trois parmi eux vont aller jusqu'à demander pour leurs clients un acquittement pur et simple. Les puissances victorieuses fournissent chacune un juge et un

procureur. Le juge britannique Geoffrey Lawrence, un homme calme et pondéré – et d'ailleurs proche du juge français, le professeur de droit à la faculté de Paris, Henri Donnedieu de Vabres – , présidera le procès. Les États-Unis choisiront comme procureur l'ancien ministre de la Justice et membre de la Cour suprême Robert Jackson, le juriste qui a préparé l'accord de Londres. L'un de ses collaborateurs à Munich est Raphael Lemkin, un jeune juriste d'origine polonaise, aujourd'hui célèbre comme créateur, dès 1943, de la notion de « génocide ». Le GPRF envoie le professeur de droit et résistant chrétien-démocrate de la première heure, François de Menthon ; la Grande-Bretagne, l'avocat et conseil du Roi, Hartley Shawcross. Le procureur soviétique est un juriste ukrainien qui a quelque expérience : Roman Rudenko vient d'être à Moscou le procureur lors du procès des chefs militaires de la Résistance polonaise, accusée « d'action criminelle et réactionnaire contre l'Union soviétique et contre les intérêts de la Pologne » ainsi que d'alliance « objective » avec les nazis !



À Nuremberg, le procès est toutefois mené selon le code d'instruction criminelle du droit américain. Un énorme appareil de collaborateurs et de traducteurs fournit et traduit les documents dans les quatre langues utilisées : l'accusation produit 2 930 pièces à conviction, la défense 2 700 documents à décharge. Durant deux cent dix-huit journées de procès, plus de deux cents témoins seront écoutés, trois cent mille *affidavits* sont donnés. Les protocoles sténographiés des séances compteront seize mille pages. Plus de deux cents correspondants de tous les grands journaux et radios du monde sont présents. Un grand nombre

d'intellectuels se rendent à Nuremberg pour assister à ce grand événement. Parmi eux, Louis Aragon, Elsa Triolet, Ernest Hemingway ou Erika Mann.

Les témoins accusent

Dans les documents produits par l'accusation, on compte nombre de pièces qui constituent depuis lors des sources historiques de toute première importance. Par exemple, le « protocole de Hossbach » de 1937 où Hitler présente ses projets de politique guerrière de conquête. Il y a aussi le rapport du général allemand chargé de la répression du soulèvement du ghetto de Varsovie ou des photos prises par les Britanniques et les Américains lors de la libération des camps de concentration présentées en séance. L'accusation est aussi en mesure de produire quelques témoins clés qui ont travaillé eux-mêmes au sein des organisations accusées. Parmi eux, le résistant allemand Hans Bernd Gisevius ou le résistant autrichien Erwin Lahousen, l'un des ex-directeurs de l'*Abwehr*, les services secrets de la *Wehrmacht*. Le général Lahousen est l'un des militaires qui ont préparé une tentative d'attentat contre Hitler et qui renseignaient régulièrement les Alliés. Ces antinazis deviennent par conviction profonde des témoins à charge. S'appuyant sur un journal où il a noté (sur initiative de son patron, l'amiral Wilhelm Canaris, pendu comme opposant en avril 1945) tous les ordres reçus, il fournit des informations précises, accablantes. Il est dès lors acquis que l'armée allemande a été profondément impliquée dans des meurtres de masse, en particulier par le traitement des prisonniers de guerre soviétiques. Le général de Stalingrad, Friedrich Paulus, présenté comme témoin par le côté soviétique, fait des déclarations dans le même sens.

Le procureur français, François de Menthon, se concentre dans la plainte française en janvier 1946 sur les crimes de guerre commis par l'Allemagne en Europe occidentale. Il traite du travail forcé, du pillage économique et de ce qu'il appelle les « crimes contre la condition humaine ». Se trouve une équipe de jeunes juristes brillants, comme Edgar Faure, qui dresse le bilan du crime pour la France : 2,6 millions de Français forcés à travailler pour l'effort de guerre de l'Allemagne nationale-socialiste ; 875 000 travailleurs français déportés en Allemagne, etc. Un autre jour, on évoque l'abominable crime d'Oradour-sur-Glane.



La résistante Marie-Claude Vaillant-Couturier témoigne de son expérience d'Auschwitz et, en particulier, de la sélection des déportés. Sur Auschwitz, l'une des dépositions les plus terrifiantes sera faite en avril 1946 par Rudolf Höss, l'ancien commandant d'Auschwitz, capturé peu auparavant. Il explique à Nuremberg, sans émotion apparente, et avec une abondance de détails, l'extermination des juifs dans les chambres à gaz. Au psychologue de la prison de Nuremberg, l'Américain Gustave Gilbert, Hess confie par la suite : « Vous voyez, nous, les SS, nous n'étions pas supposés réfléchir sur ces choses ; et il ne nous est pas venu à l'esprit de réfléchir. Et par ailleurs, c'était devenu une sorte d'évidence que les juifs étaient coupables de tout. Lors de notre formation militaire et idéologique, le but de protéger l'Allemagne des juifs était une sorte d'évidence fondamentale. Nous avons tous été dressés à exécuter des ordres, sans réfléchir sur ces ordres. La pensée de ne pas exécuter un ordre ne nous est tout simplement pas venue, à personne. »

Réaction des accusés

Confrontés aux dépositions des témoins, interrogés contradictoirement dans les séances, le comportement des accusés est très divers. L'ex-morphinomane Göring est plus alerte que jamais, après avoir subi en captivité une cure de désintoxication. Ribbentrop, très nerveux, ne montre nul signe de repentance. Kaltenbrunner nie tout en bloc, même sa propre signature sous des documents qu'on lui présente ! Frank, dans son « Gouvernement général », l'un des pires de tous, essaie de devenir un croyant catholique. Il avait d'ailleurs largement facilité son accusation en ayant rempli à Cracovie, onze mille pages d'un journal de fonction qu'il donne aux Américains une fois capturé. Albert Speer cultive son image de « gentleman nazi » et admet que « ce procès est nécessaire. Il y a une responsabilité collective pour des crimes si terribles – même sous un régime autoritaire ». Mais en même temps, il sait minimiser sa responsabilité pour le sort de millions de prisonniers de guerre et sa connaissance, voire son initiative (les historiens actuellement sont en train de clarifier ce point) lors de l'élargissement du camp d'Auschwitz.

À la fin du procès, les procureurs soviétiques, mais aussi français, exigent la peine capitale pour tous les accusés. Le procureur anglais exige des peines différencierées selon l'accusé, alors que son collègue américain ne souhaite pas formuler d'exigences précises. Après des consultations parfois serrées entre les juges qui, contrairement à une légende, ne suivent pas toujours l'accusation, les jugements sont arrêtés.



Les 30 septembre et 1 octobre 1946, trois des six organisations incriminées sont jugées criminelles : le corps dirigeant du parti nazi, la Gestapo et les SS/SD. Pour condamner un individu accusé, il faut que trois des quatre juges émettent un jugement concordant. Douze des vingt-quatre accusés reçoivent la peine capitale (dont Bormann par contumace). Sept sont condamnés à de longues peines de réclusion allant dans trois cas jusqu'à la perpétuité. Trois accusés sont acquittés : Fritzsché, Papen et Schacht. Göring parvient à se soustraire à l'exécution en se suicidant au moyen d'une capsule de cyanure, dont la provenance dans sa cellule reste sujette à débats. Ribbentrop est le premier des condamnés à mort à être exécuté par pendaison dans la prison de Nuremberg. Frank, Frick, Jodl, Kaltenbrunner, Keitel, Rosenberg, Sauckel, Seyss-Inquart et Streicher le suivent. Les corps de tous les exécutés sont ensuite transférés au crématoire d'un cimetière de Munich. Pour éviter que ne puisse naître un jour un lieu de mémoire d'extrême droite, les cendres anonymisées sont jetées à Munich dans un confluent de l'Isar. Les sept criminels de guerre condamnés à des peines de détention sont transférés en juillet 1947 de Nuremberg à Berlin, à la prison de Spandau spécialement aménagée à cette fin. Speer en sortira en 1966 ; le dernier détenu, Hess, s'y suicidera en 1987.

« *La paix par le droit ?* »

Le verdict de Nuremberg et ses conséquences ne sont pas restés sans critique. Un juge de la Cour suprême des États-Unis en a prononcé la plus sérieuse : « J'ai pensé à l'époque et je pense toujours que le tribunal de

Nuremberg n'a pas correspondu aux principes du droit. Le droit a été créé *ex post facto* en conséquence des passions et du bruit de l'époque. » Pourquoi ? Parce qu'il s'agit d'une législation *rétroactive*, créée en 1945 pour juger des faits qui se sont déroulés avant.



Le procureur américain à « Nuremberg », Robert Jackson, ajoute, dans une lettre au président Harry Truman d'octobre 1945, que les vainqueurs eux-mêmes ont « commis ou commettent quelques-uns des actes pour lesquels nous poursuivons les Allemands ». Pourquoi ? Parce qu'il n'y a pas eu de principe de réciprocité, comme si les Alliés n'avaient commis aucun crime de guerre... Mais il est difficilement contestable aussi que le Tribunal et son verdict ont correspondu à l'époque (et qu'ils correspondent toujours) aux sentiments de justice d'une immense majorité au sein des nations qui venaient de faire la guerre contre les puissances de l'Axe – et d'ailleurs aussi, et depuis des décennies, aux sentiments de justice, heureusement, d'une immense majorité au sein de l'Allemagne. Comme le dira Edgar Faure, Nuremberg a marqué « un élargissement de la conscience collective de l'Humanité ».

Des conflits au sein de la coalition anti-hitlérienne ont rendu caduc le projet original de se servir du Tribunal pour d'autres procès du même genre. Dès décembre 1945, le Conseil de contrôle allié stipule que la persécution de criminels de guerre se fera dorénavant dans chacune des quatre zones d'occupation respectives. Mais il n'y aura finalement que douze procès supplémentaires à Nuremberg sous

responsabilité américaine, parfois appelés les « procès successeurs ».



« La paix par le droit » est la thèse fondamentale qui se trouve à la base de « Nuremberg ». C'est le Tribunal de 1945 et avec lui le Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient de Tokyo de 1946 (vingt-huit dirigeants nippons ont été jugés, sept sont condamnés à mort, dont six militaires) qui ont, pour la première fois, donné une expression concrète à une grande idée : la guerre ne saurait plus être considérée comme l'une des prérogatives essentielles de l'État souverain, mais elle *peut* être considérée comme un crime. La lutte contre les « crimes contre l'humanité » n'est pas devenue beaucoup plus facile depuis « Nuremberg » ou « Tokyo ». Mais au moins, il y a depuis lors une idée plus claire de quelques notions essentielles et, à ce titre, quelques progrès précieux. C'est pour cette raison que le palais de justice de Nuremberg a été transformé en partie en un mémorial qui a ouvert ses portes en 2010.



En 1948, les Nations unies adoptent la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, directement inspirée par l'expérience du tribunal de Nuremberg. Et la même année, elles adoptent au Palais de Chaillot à Paris la Déclaration universelle des droits de l'homme. En 1950, les Nations unies élaborent une définition de la notion de « crime » en droit international, en appelant son texte les « Principes de Nuremberg ». Aujourd'hui, « la paix par le droit » est devenue la devise de la Cour pénale internationale de La Haye, créée par le traité de Rome en 1998 et opérationnelle depuis 2009.

Chapitre 45

La France dans le camp des vainqueurs

Dans ce chapitre :

- ► Le triomphe des valeurs républicaines
- ► Discordances franco-françaises sur l'Allemagne et l'Europe
- ► À Yalta, la France devient « allié-vainqueur »

La lutte contre l'occupant nazi visait d'abord à son éviction. Mais pour la France, il s'agit aussi d'exorciser la défaite et de se laver de la faute de Vichy. La France doit recouvrer sa liberté, sa souveraineté et son « rang », comme aimait à dire de Gaulle. Grâce à la Résistance et aux armées de la Libération qui ont dignement participé aux combats, mais contre un Staline ou un Roosevelt, le général de Gaulle réussit à imposer la France à la table des vainqueurs. Mais la libération de la France vise aussi à changer les mœurs politiques et à transformer les conditions économiques et sociales des Français.

Le triomphe des valeurs républicaines

Ce n'est pas la moindre victoire que celle des valeurs républicaines dans la France libérée. Certes, la Résistance n'a pas pu faire entrer dans la réalité cette révolution politique qu'elle portait en elle. Elle n'a pas réussi à mettre fin au régime des partis et à s'imposer comme la seule force de rassemblement. Le

bouleversement institutionnel n'a pas eu lieu. Le brassage social a été limité, la Résistance n'ayant concerné que des groupes intégrés dans la société française. On pourrait aller jusqu'à affirmer que la Résistance n'a pas été « le modèle d'une société nouvelle ».

Mais la colonne « actif » du bilan politique de la Libération existe ! Ce gouvernement « provisoire », dans un pays encore en guerre, avec des moyens dérisoires, a mis en œuvre une des mutations législatives les plus profondes que la France contemporaine ait connues.

Il convient de mettre en valeur l'élément fondamental que représente la puissance de l'attraction du modèle républicain touchant des hommes acquis avant la guerre à l'extrême droite. Le fort courant fascistoïde et antijuif de l'avant-guerre est définitivement tari. La découverte des camps et des exactions de l'occupant en France entraînent une stigmatisation radicale des collaborateurs et collaborationnistes. Vichy sombre avec la faillite morale, politique, économique qu'elle a organisée. Le premier discours du secrétaire général du Parti communiste français, Maurice Thorez, lorsqu'il revient d'exil moscovite le 30 novembre 1944, est un acte d'adhésion à la légalité républicaine.



Les principes républicains font l'objet d'un consensus large et assuré, l'avenir le montrera, d'une durabilité exceptionnelle. Le retour à la culture démocratique s'effectue sans heurt à l'occasion des élections municipales des 13 avril et 13 mai 1945, soit juste au moment de la capitulation de l'Allemagne. On assiste à une progression importante de la gauche, au

profit du PCF. Le journal socialiste *Le Populaire* titre : « 1936 confirmé avec éclat ! » On observe également un niveau important de renouvellement du personnel politique : l'Assemblée constituante élue le 21 octobre 1945 ne compte que 121 anciens des Chambres d'avant-guerre, sur 586. La configuration des rapports de force politiques a fortement évolué : la montée en puissance du PCF (26 % contre 24 % pour la SFIO) est une donnée nouvelle, de même que l'effacement des radicaux. Les démocrates-chrétiens, famille dans laquelle le noyau dur de la Résistance non communiste se reconnaissait, acquièrent une existence politique inespérée.

Cela dit, il est vrai que la *culture politique* française était plus profonde que la *culture résistante*, par trop redevable des circonstances, comme l'expliquera justement Henri Michel, le premier grand historien de la Résistance : « Née de l'action plus qu'elle ne l'inspirait, la pensée politique de la Résistance unie ne pouvait s'exprimer, une fois finie l'Occupation qui la nécessitait et la justifiait, qu'en se transformant en une mystique, confuse par nature, et toujours en porte-à-faux devant les situations nouvelles. »



Surtout, la principale raison de l'échec politique de la Résistance vient du fait que les résistants ont été une minorité qui ne pouvait pas ne pas renvoyer au pays l'image de ses propres manquements ; la prétention à incarner la France et l'unité nationale apportait comme conséquence l'effacement de ce statut de minoritaires et un certain oubli de la référence résistancialiste.

Consensus sur l'avènement d'un État social et d'une économie dirigée

La Résistance, de Gaulle et le CNR s'accordent pour penser que la France de la Libération ne doit pas ressembler à la France qui avait produit la défaite. Un consensus profond existe sur deux points fondamentaux : le rôle d'encadrement de l'État et l'exigence de modernisation. Contrairement aux lendemains de la Première Guerre mondiale, on trouve peu de gens favorables au retour au passé.

L'action de la Résistance n'a pas été que militaire. Elle a produit une pensée pour transformer la société. À Londres, à Alger et en France, des tribunes sont consacrées à ce à quoi la France doit ressembler demain. Prenons, entre autres exemples, la revue *La France libre* qui paraît à Londres (avec des rédacteurs de haut niveau comme Raymond Aron ou Robert Marjolin), ou les *Cahiers de l'OCM* (Organisation civile et militaire) composés par des industriels comme Maxime Blocq-Mascart, Aimé Lepercq ou Pierre Lefaucheur, futur patron de Renault.

Des commissions d'études économiques sont constituées à Londres, animées par des néolibéraux comme Hervé Alphand, René Pleven ou Étienne Hirsch. On y trouve des socialistes à l'instar d'André Philip ou Georges Boris. Jean Moulin lui-même a créé le Comité général d'études (CGE) où se retrouvent des universitaires (François de Menthon, Henri Teitgen), ou des hommes comme Robert Lacoste et Alexandre Parodi. Le CNR enfante d'un programme construit autour de la volonté de « créer une démocratie économique et sociale ».

Toutes tendances confondues, on veut créer un grand ministère de l'Économie nationale qui puisse soustraire l'économie et la finance au libre jeu du marché. Pierre Mendès France en est le premier titulaire, puis Gaston Cusin, figure de la CGT. L'unanimité se fait autour de l'idée que l'économie doit être au service de la satisfaction des besoins de la Nation, celle-ci devant casser les trusts et les monopoles privés.



S'il s'exprime rarement sur ce sujet, le général de Gaulle est parfaitement en phase avec cette politique. Il annonce la couleur le 20 avril 1943 à la radio de Londres en souhaitant « un régime économique et social tel qu'aucun monopole et aucune coalition ne puissent peser sur l'État ni régir le sort des individus, où, par conséquent, les principales sources de la richesse commune soient ou bien administrées ou tout au moins contrôlées par la Nation ».

Démocratie, efficacité, modernité

Dans son esprit, il s'agit aussi de dépasser la lutte des classes et tendre à un apaisement social. D'où l'idée d'une « participation » des ouvriers et salariés à la marche de leur entreprise. Le CNR avait imaginé les Comités d'établissement ou Comités d'entreprise (CE) qui associent les travailleurs et les employeurs. Nationalisation et démocratisation vont de pair. Les Comités d'établissement sont la grande nouveauté de la Libération. Ils marquent la volonté d'introduire plus de citoyenneté dans l'entreprise afin d'instituer un « ordre social plus juste ». Il s'agit aussi d'associer le personnel « dans le but d'améliorer le rendement de l'entreprise ».

Car les exigences de l'heure sont au productivisme. C'est l'époque où le communiste Maurice Thorez proclame que « produire est l'arme la plus élevée du devoir de classe » et qu'il faut « se relever les manches ». La Fédération des ouvriers des métaux écrit aux syndicats pour les implorer de comprendre que « notre pays ne peut donner que ce qu'il a ».

L'État doit guider l'économie pour opérer la modernisation de la France. C'est ainsi que la France reprend l'idée du Plan, confié à Jean Monnet. L'ambition n'est pas mince : moderniser les structures, rattraper le retard technologique, augmenter la productivité, et combler l'écart entre les prix de revient français et ceux des États-Unis ou de la Grande-Bretagne. Des secteurs nouveaux font l'objet d'un investissement décisif de l'État, comme le nucléaire avec la création du Commissariat à l'énergie atomique.

L'architecture de la nouvelle économie se présente ainsi :

- Un secteur nationalisé (énergie, banques, assurances) ;
- Un secteur contrôlé (les offices professionnels qui répartissent les matières premières) ;
- Un secteur libre (petites et moyennes entreprises).



Une série d'organismes, devenus familiers, sont créés pour accompagner cette refondation :

- ↗ Le Conseil économique et social (CES) ;
- ↗ L’Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) ;
- ↗ L’École nationale d’administration (ENA) ;
- ↗ Le Conseil national du patronat français (CNPF), etc.

En 1945, les gouvernements considèrent comme naturel d’intervenir activement dans l’économie. Autant que la remise en marche de l’appareil productif, leur priorité est le plein-emploi, condition de la stabilité sociale et politique.

Discordances franco-françaises sur l’Allemagne et l’Europe

Ce faisceau de concordances ne doit pas cacher des discordances sérieuses sur la question de l’Allemagne et de l’Europe. La Résistance intérieure non communiste a prôné l’idée d’un approfondissement de l’Europe au lendemain de la guerre et d’une réconciliation franco-allemande. Elle applaudira à l’action d’un Robert Schuman. Certains veulent même aller plus loin et réclament l’avènement d’un fédéralisme européen. La fin des frontières et l’abandon du souverainisme, pensent-ils, est la seule solution pour mettre fin au cycle des guerres.



Une initiative très forte et peu connue a lieu en Suisse, grâce à la fameuse Délégation de la Résistance française à Berne (qui a eu maille à partir avec Jean Moulin). Dès le début de l'année 1944 mais sans l'aval de De Gaulle, cette délégation se propose d'organiser une réunion générale des représentants exilés des diverses résistances européennes. L'idée est de rédiger en commun un « projet de collaboration des diverses résistances pour la réorganisation de l'Europe ».

À Genève, pas moins de cinq rencontres ont lieu clandestinement (31 mars, 29 avril, 20 mai, 6-7 juillet 1944), qui réunissent Français, Danois, Italiens, Hollandais, Tchèques, Norvégiens, Yougoslaves et même quelques Allemands antinazis. Ces combattants d'une même cause s'engagent à faire entendre leur voix au sein de leur pays.



Le 7 juillet 1944 est proclamée la Déclaration des Résistances européennes, « premier manifeste réellement européen » de la guerre. L'enjeu global de l'après-guerre : organiser pour l'avenir la sauvegarde de la liberté et de la civilisation sur le continent. Un enjeu particulier : l'Allemagne. Comment réintégrer celle-ci ? D'abord, il faut travailler à la résolution des « problèmes des tracés de frontières dans les zones de population mixte, qui cesseront ainsi d'être l'objet des folles convoitises nationalistes et deviendront de simples questions de délimitation territoriale, de pure compétence administrative ». Mais la solution globale et définitive, selon les auteurs, c'est la mise en œuvre d'une « Union fédérale » qui devrait remplacer « l'anarchie actuelle des trente États souverains » en s'appuyant sur la « solidarité » active qui, « dès aujourd'hui, unit tous les peuples et tous les mouvements qui luttent contre l'oppression nazie » et qui « ne devra pas cesser quand celle-ci sera vaincue ».

Un front gaullo-communiste pour une Europe antiallemande ?

Mais cette tendance a contre elle à la fois les gaullistes et les communistes.

La pensée gaullienne est marquée par la *realpolitik* et est vouée à la division de l'Allemagne. La visite du Général à Moscou, à l'extrême fin de l'année 1944, est largement motivée par la conclusion d'un pacte afin que les deux pays « se prémunissent en commun contre une nouvelle agression allemande ». Elle exprime bien le retour à « une vision géopolitique bien française, datant

en fait d'avant 1914 : le contrôle de l'Allemagne grâce à l'alliance avec la Russie » (G.-H. Soutou).

Henri Frenay, le grand résistant fédéraliste, a parlé et écrit à de Gaulle à ce sujet. Il lui a vanté les mérites de la solution fédéraliste qui vise à limiter le principe de souveraineté nationale, seule manière, croit-il, de rendre l'Europe moins belligène en tirant la vraie leçon de cette terrible guerre. Mais il ne convainc pas plus de Gaulle que le PCF, tous deux attachés au cadre national classique. Le 25 avril 1944, le Comité central a rédigé à Paris des « Remarques » qui condamnent l'idée même d'abandon de la souveraineté nationale, portant le principe fédéraliste. Les diplomates professionnels sourient devant les prétentions idéalistes des hommes de la Résistance qu'ils trouvent « un peu léger(s) ». René Massigli juge sévèrement un Menthon ou un Frenay, chez qui, pense-t-il, « l'idéalisme atteignait au manque de réalisme » en raison du fait qu'ils abordaient la vie internationale à travers « une sorte d'humanisme socialisant plutôt qu'en termes de réalité de puissance ».

Jean Monnet, l'Allemagne et l'Europe

Le 5 août 1943, à Alger, Jean Monnet, présenté aujourd'hui comme « le Père de l'Europe », rédige une longue note de réflexion sur ce que pourrait être une paix « constructive et durable ». Lui aussi craint que « l'exaltation nationaliste » ne surgisse du désarroi des pays meurtris, désarroi accentué par « la crainte de l'emprise bolchevique sur l'Europe ». Il voit comme un danger « la croyance que par le nationalisme et la souveraineté nationale affirmée sous toutes ses formes, politiques et économiques,

les anxiétés des peuples pourront être apaisées et les problèmes de l'avenir réglés». Lui aussi croit que la France est le seul pays d'où peut venir l'impulsion d'un « ordre nouveau européen ».

Mais la solution qu'il préconise s'arrête à « la coopération internationale » et hésite à franchir le pas pour accéder au fédéralisme politique. Son approche étant essentiellement économique, Monnet appelle de ses vœux une « unité économique commune » permettant des marchés « larges et fluides ».

Dans cette note fondamentale, l'Allemagne apparaît à peine, sinon négativement à travers la crainte que pourrait susciter sa position paradoxale d'avoir « la seule industrie capable de fonctionner » en Europe. En fait, on sait que Monnet n'est pas hostile à l'idée de recréer une Lotharingie nouvelle qui priverait l'Allemagne du charbon et de l'acier. Dans une conversation avec de Gaulle, le 17 octobre 1943, Monnet concède que, sous certaines conditions, « on peut désirer une division politique de l'Allemagne ».



Les résistants sont impuissants à aller contre la tendance générale de la diplomatie française de 1943 à 1947 à vouloir faire « une Europe antiallemande organisée autour de la France » (Gérard Bossuat).

Retour aux fondamentaux de la géopolitique française



De fait, les projets du CFLN et du GPRF sur l'Europe vont presque tous vers des solutions qui amputent l'Allemagne de la Ruhr, de la Rhénanie et de la Sarre. Les fondamentaux de la vieille école de la diplomatie française l'emportent sur l'idéalisme des résistants. En général, l'Europe que l'on conçoit vise à contenir l'Allemagne en imaginant la création d'un d'État rhénan séparé de l'Allemagne. 78 % des Français seraient favorables à cette partition.

Le discours du général de Gaulle à Baden-Baden (5 octobre 1945) témoigne de cet état d'esprit : « Établir la France ici, cela veut dire d'abord donner à la France la disposition des territoires [rive gauche du Rhin : Palatinat, Prusse rhénane, Sarre] qui, de par leur nature, font corps avec elle. » Il s'agit en fait d'une manière d'annexion qui s'inscrit dans une logique défensive, héritière du passé.

Les États-Unis partagent un tout autre point de vue. Ils souhaitent faire de la nouvelle Allemagne – ou du moins de la partie qui ne se trouve pas occupée par l'Armée rouge à la fin de la guerre – le centre économique de l'Europe occidentale puis un pôle de résistance face à la Russie soviétique. Ce sera une des pierres d'achoppement entre les deux pays et une source de frictions. Le général de Gaulle n'est pas prêt à s'embarquer dans le rêve fédéraliste qui entérinerait la dilution de la puissance, de la sécurité et de l'identité nationales ; il n'est pas hostile pour autant, et de moins

en moins le temps venant, à une certaine idée de l'Europe, qui, comme il l'écrit dans ses *Mémoires de guerre*, « pourrait être mise en chantier sous forme d'une association organisée de ses peuples, depuis l'Islande jusqu'à Stamboul et de Gibraltar à l'Oural ».



Les archives du ministère des Affaires étrangères français possèdent un document important : il s'agit d'une « Note sur les projets d'organisation économique européenne », datée du 3 avril 1944. Il y est dit que le CFLN est « favorable à l'idée d'un rapprochement étroit et d'une collaboration financière, économique et politique entre les pays de l'Europe occidentale ». Mais sous réserve des limites, précise l'auteur de cette note, que le Général a fixées dans son discours du 15 mars 1944, limites qui excluent l'atteinte à la sacro-sainte souveraineté nationale.

Le voyage de Charles de Gaulle à Moscou à l'automne 1945 s'inscrit dans cette logique de prévention à l'égard de l'Allemagne. Bien sûr, c'est aussi l'occasion de réaffirmer l'autonomie française face à la tutelle anglo-saxonne. Dès le 27 mai 1944, à Tipaza en Algérie, de Gaulle avait conféré avec Alexandre Bogomolov, l'ambassadeur de l'URSS. Le président du CFLN explique au Soviétaire : « La finalité profonde de la politique anglaise se révèle dans l'idée actuelle des Anglo-Américains : établir leur contrôle sur la France et son gouvernement, à mesure que la métropole sera libérée. » Il dit ne pas croire l'Angleterre lorsqu'elle affirme vouloir d'une alliance avec la France. Pour lui, « ni l'Angleterre ni les États-Unis ne veulent que l'Allemagne soit trop affaiblie ». Par contre, il fait confiance naturellement à la Russie, qu'un lien

historique fort unit à la France. La Russie, condition, selon de Gaulle, de l'indépendance et de la sécurité de la France ?



Le dessein de la diplomatie gaullienne, c'est de s'appuyer sur Staline pour créer « une union des États antiallemands ». À Moscou, Staline dit au Général : « Le peuple allemand [...] menace en premier lieu la France et la Russie. » La référence qui semble dominer dans les deux camps, c'est 1893, date de l'alliance franco-russe ! La guerre a-t-elle eu lieu ? Chez les décideurs français, la Russie de toujours rencontre la France de toujours face à l'Allemagne de toujours.

Le chef du gouvernement est invité, à sa demande, à Moscou, du 2 au 10 décembre 1944. Premier grand voyage diplomatique du général de Gaulle. La France veut une alliance. La contrepartie, pour Staline, c'est la question polonaise. Les Soviétiques souhaitent que la France envoie un délégué auprès du Comité polonais de libération nationale installé à Varsovie. Or, de Gaulle soutient le gouvernement de Pologne en exil à Londres. Il finit par accepter la condition soviétique, qui entend s'appuyer sur des autorités polonaises plus dociles. Le pacte peut dès lors être signé.

Ce pacte prévoit une assistance obligatoire en cas d'agression allemande, mais aussi si l'une des parties est « impliquée » dans des hostilités avec l'Allemagne pour avoir pris « toutes mesures nécessaires pour éliminer toute nouvelle menace provenant de l'Allemagne ».

À Yalta, la France devient « allié-vainqueur »



La conférence de Yalta (février 1945), en Crimée soviétique, compte un grand absent : le général de Gaulle. Et pourtant, la France ne s'en tire pas mal ! Parce que si Staline méprise la France, si Roosevelt s'en méfie, Churchill l'appuie.

Il avait tort. Churchill a bien compris que l'Europe, à cette date, est un champ de ruines, et que seule l'URSS est en mesure d'imposer sa loi, c'est-à-dire son système, aux peuples qu'elle « libère ». La France, seule, peut constituer un pôle de résistance, tant à l'Allemagne qu'au soviétisme. Churchill argumente pour convaincre le plus réticent, à savoir le « petit père des peuples », Staline : « J'admets que les Français ne nous ont guère aidés au cours de cette guerre, mais il n'en demeure pas moins que la France est voisine de l'Allemagne, c'est même sa voisine la plus importante. L'opinion publique britannique ne comprendrait pas que des décisions concernant l'Allemagne et ayant une importance vitale pour la France puissent se prendre en l'absence des Français. [...] Mais il n'en demeure pas moins que la France doit occuper la place qui lui revient. »



Ainsi donc, et même s'ils se sont opposés à ce que la France soit représentée à Yalta, Churchill et son ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, obtiennent que la France puisse :

- ➤ Occupier une zone en Allemagne ;
- ➤ Siéger au Conseil de contrôle à Berlin ;

- ➤ Devenir membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies.

En bref, la France peut reprendre sa place dans le concert des nations et prendre toute sa part à la construction d'une nouvelle communauté internationale. « Résultats plus importants que ceux que lui aurait apportés un strapontin à la Conférence » (Jean Laloy).



La France s'est battue en 1944 et 1945. Cinq cent mille hommes, c'est-à-dire 12,5 % des effectifs engagés en Europe en 1944. Ce n'est pas rien. En mai 1945, la France compte 1,3 million d'hommes sous les drapeaux, à comparer aux 5 millions de 1940 (contre 3 millions pour la Grande-Bretagne). Elle a encore un empire. Tous les partis célèbrent le « patriotisme impérial » comme une source du renouveau. La France compte. Et c'est pourquoi le GPRF est reconnu par les Alliés le 23 octobre 1944. Il faut bien comprendre aujourd'hui que cette reconnaissance internationale n'allait pas de soi ! Il a fallu la volonté prémonitoire d'un de Gaulle, mais aussi la légitimité que lui assurait la Résistance, et l'armée française combattant en Italie, en France, en Allemagne comme une composante importante des armées alliées. Ainsi, à Yalta, la France est élevée au rang d'« allié-vainqueur ».

Pour le général de Gaulle, acharné à entreprendre « l'ascension vers la puissance », Yalta a été une bonne chose. La France peut commencer à rêver d'une « grande ambition nationale ».

Chapitre 46

L'Allemagne occupée et «rééduquée»

Dans ce chapitre :

- ▶ Les quatre vainqueurs en désaccord sur l'avenir de l'Allemagne
- ▶ Les accords de Potsdam : la Pologne refondue, l'Allemagne réduite, l'Europe divisée
- ▶ Émergence de deux États allemands dans l'ombre de la guerre froide

Au printemps 1945, les vainqueurs sur l'Allemagne nazie sont bien trop lucides pour penser que la capitulation militaire suffirait pour garantir un avenir réussi. Ce qui est sûr cependant, c'est qu'il faut pour l'instant, bon gré mal gré, « gouverner » ces Allemands et ces Autrichiens sur lesquels on vient de remporter une victoire totale.

Un « rideau de fer » est tombé sur l'Europe

Depuis la Déclaration de Berlin des Alliés du 5 juin, ce sont ces Alliés qui, collectivement, détiennent de fait et de droit le pouvoir suprême en Allemagne. Sur proposition de la Grande-Bretagne, acceptée ensuite par les États-Unis et l'URSS, on avait prévu depuis la fin de 1944 qu'il y aurait non seulement trois, mais quatre zones d'occupation en Allemagne et aussi en Autriche. On fait appel à la France en acceptant la demande de

Staline qui insiste pour que le territoire de cette quatrième zone (française) soit pris sur les zones américaine et britannique uniquement. L'Allemagne est donc divisée en quatre zones dans lesquelles quatre gouverneurs militaires exercent le pouvoir. Les « trois Grands » ont défini le plus petit dénominateur commun quant au sens de leur exercice du pouvoir en Allemagne : désarmement d'abord, démilitarisation ensuite et enfin dénazification.

Quatre jours seulement après la capitulation de l'Allemagne, le Premier ministre britannique Winston Churchill écrit au nouveau président américain Harry Truman pour lui annoncer qu'un « rideau de fer » est tombé en Europe devant les troupes soviétiques. Le *fait* en Europe centrale n'a plus rien à voir avec le *projet* énoncé à Yalta. C'est pourquoi Churchill souhaite une conférence supplémentaire. Celle-ci a lieu à Potsdam, non loin de Berlin, entre le 17 juillet et le 2 août. Il s'agit de l'avenir à donner à l'Allemagne et de la guerre au Japon. Mais, en fait, la conférence Potsdam clôt la Seconde Guerre mondiale.

Des milliers d'Allemands transférés de gré ou de force

Les États-Unis et la Grande-Bretagne accordent à l'URSS le quart du territoire de l'Allemagne d'avant-guerre. Les populations allemandes de *tous* les États de l'Europe orientale et centrale auraient dû être « transférées » dans une nouvelle Allemagne « d'une manière ordonnée et humaine ». Il n'en sera rien, ou très peu, dans les faits. Entre onze et quatorze millions d'Allemands ont subi de manière volontaire ou forcée, cet exode. Ce n'est que tout récemment qu'en Russie, Pologne ou

République tchèque, un débat public se développe sur les exactions commises à cette occasion.

Les Polonais aussi subissent ces transferts. Les alliés occidentaux accordent à Staline que l'Union soviétique conserve cette partie même de la Pologne d'avant-guerre qu'elle s'est annexée, en août 1939, suite à la conclusion germano-soviétique. Les Polonais devront quitter ces territoires, dorénavant soviétiques (dont les grandes villes de Vilna ou de Lviv). Ils seront compensés par les territoires allemands plus à l'ouest (la Poméranie et la Silésie), annexés à une nouvelle Pologne. Ce déplacement du territoire de la nouvelle République de Pologne en direction occidentale a été, en fait, accepté par les communistes polonais du Comité de Lublin, dès l'été 1944, et le gouvernement provisoire (non pas le gouvernement en exil à Londres) a procédé, dès mars 1945, à la délimitation des frontières de nouveaux districts polonais dans les anciens territoires orientaux de l'Allemagne. L'un des résultats, et non des moindres, de cette manière de faire est de créer, durant des décennies, une tension germano-polonaise qui profitera surtout à l'URSS.

Les Soviétiques en position de force

Il n'y a pas de doute, dans quelque domaine que ce soit, l'Union soviétique a payé le prix le plus élevé pour la victoire parmi tous les belligérants au sein de la coalition anti-hitlérienne. Mais elle n'est entrée dans la guerre, au côté de la Grande-Bretagne (et de ses alliés), qu'après son attaque par l'Allemagne en juin 1941.



Tardivement venue dans la guerre contre l'Allemagne nazie (et ses alliés), elle en profite finalement plus que tous, et surtout plus que le véritable vainqueur : la Grande-Bretagne de Winston Churchill, l'ennemie la plus conséquente, la plus durable et la plus vaillante de l'Allemagne nazie. Outre le gain d'influence de l'époque du pacte germano-soviétique de 1939 (que Staline conservera en entier), l'URSS pourra étendre son influence en Europe du Sud-Est et sur la moitié du territoire de l'Allemagne déchue. Sa zone d'occupation en Allemagne même sera la plus grande.

Les puissances occupantes de l'Allemagne ratifieront à Potsdam, le 2 août 1945, leur « accord sur les principes politiques et économiques à appliquer à l'Allemagne au cours de la première période de contrôle ». Il s'agit donc, expressément, d'un accord sur un futur circonscrit. D'un avenir limité par la conclusion, un jour, d'un traité de paix. Les vainqueurs expriment dans le document leur volonté de donner au peuple allemand « l'occasion de se préparer à reconstruire leur vie sur des bases démocratiques et paisibles. Si son effort est inlassablement dirigé par la poursuite de ce but, il pourra, un jour donné, reprendre sa place parmi les peuples libres et pacifiques du monde ». Les quatre vainqueurs n'abandonnent pas la perspective d'une Allemagne unie. Mais des divergences s'annoncent à Potsdam quand il s'agit de discuter les questions de réparations à payer par l'Allemagne, du châtiment des criminels de guerre ou de la rééducation politique de ces citoyens qui ont vécu, durant douze années et demie, sous l'une des dictatures les plus dures que le monde ait connues. En fait, Potsdam annonce aussi la

guerre froide à venir dont l'Allemagne, ce pays désormais vaincu, divisé et occupé, deviendra l'un des enjeux.

Occupation et dénazification



Les quatre zones d'occupation correspondent, dans les grandes lignes, aux parties de l'Allemagne conquises par les armées respectives des quatre pays occupants (et non pas aux frontières des États traditionnels qui ont composé l'Allemagne avant 1933). Chaque administration militaire élit un siège : les Français à Baden-Baden, les Américains à Francfort, les Soviétiques à Karlshorst dans la banlieue berlinoise. Les Britanniques répartissent leur administration sur plusieurs villes allemandes du Nord-Ouest dont Hambourg. Ils prennent rapidement appui dans leur travail sur des Allemands anti- ou non-nazis, souvent des hommes (mais aussi certaines femmes) politiques qui se sont trouvés en exil ou en prison avant 1945.



Au début, des plans radicaux circulent, même chez certains représentants des alliés occidentaux. L'Américain Henry Morgenthau a développé un projet, adopté un moment par Roosevelt et Churchill, en automne 1944, selon lequel l'Allemagne devait être transformée en État agraire. Churchill a songé, un instant, à réorganiser fondamentalement l'ex-Reich, en créant un État danubien à partir de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bavière. Mais tout le monde est d'accord pour penser qu'il faut une occupation militaire assez longue afin d'exclure, d'une part, la renaissance du nazisme et, d'autre part, le réarmement de l'Allemagne.

Le premier levier de la politique de dénazification est l'arrestation rapide, par les alliés occidentaux, d'environ 180 000 individus soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre ou d'avoir appartenu à certaines organisations nazies considérées comme particulièrement dangereuses. Des individus dont on peut craindre une résistance active contre les autorités d'occupation. En zone d'occupation soviétique, 120 000 personnes sont arrêtées et détenues, non seulement dans d'anciens camps de prisonniers de guerre, mais aussi dans d'anciens camps de concentration. Arrêtés sous le chef de l'« antifascisme », on y trouve beaucoup de nazis avérés, mais aussi des libéraux, des conservateurs ou des sociaux-démocrates anticomunistes. Environ 40 000 personnes au total y mourront jusqu'en 1950. Nombre de procès ont lieu (suivant les principes adoptés à Yalta) dans des pays tiers, surtout en Pologne, où 1 800 Allemands sont jugés pour crimes de guerre dont 11 % sont condamnés à la peine capitale.

Le deuxième levier de la dénazification est l'examen, par les autorités d'occupation, de toutes les personnes soupçonnées de sympathies particulières avec le nazisme. En zone d'occupation soviétique, cette politique est, comme toujours, la plus radicale. Toute personne ayant possédé, avant 1945, quelque parcelle d'influence dans la société allemande, est suspecte. Plus de 500 000 personnes sont donc révoquées en particulier dans l'administration, la justice, la police, les universités et les écoles. Souvent, elles n'ont plus droit qu'à des tâches manuelles. Une bonne partie de la bourgeoisie et des classes moyennes sont ainsi exclues de leurs anciennes fonctions (et émigrent, par conséquent, vers les zones occidentales), tandis que les ouvriers et les paysans sont, de par leur situation de classe, exempts de punitions.



Les autorités d'occupation américaines frappent, au début, toute personne de l'interdiction d'exercer un métier si elle a appartenu au parti nazi avant 1937. Mais à partir de mars 1946, elles adoptent une nouvelle politique en envoyant un formulaire avec 131 questions aux douze millions de personnes majeures dans leur zone. Les questionnaires sont ensuite évalués et répartis en cinq catégories entre « personne exonérée », « sympathisant » et enfin « coupable principal ». Les Américains sont stricts. Seule une petite minorité est classée « exonérée ». Et ceux qui ne le sont pas passent devant l'une des cinq cents Chambres d'épuration (où siègent, d'ailleurs, des Allemands supervisés par les autorités américaines), chargées d'évaluer plus précisément chaque cas. Des centaines de milliers de sanctions sont alors édictées. C'est en zone d'occupation française que la politique de la dénazification a été la moins dure. Le souvenir de professeurs d'école (souvent particulièrement nazis) qui, pendant un certain temps, après mai 1945, ont été réduits à balayer les rues, reste présent dans les villes et villages d'Allemagne.

Après l'avoir mené de la manière la plus radicale, ce sont d'ailleurs les Soviétiques qui, les premiers, abandonnent, au printemps 1948, leur programme de dénazification. Ils sont suivis bientôt par les alliés occidentaux. Sans aucun doute, un certain nombre d'Allemands compromis, voire très compromis, ont ainsi échappé aux poursuites (parfois aussi parce que les Alliés eux-mêmes pensaient ne pas pouvoir renoncer à leur compétence). Sans doute aussi, nombre de

compromis ont pu regagner leur poste, après un temps d'absence plus ou moins long.



Un homme dont on ne sait se passer...

Reinhard Gehlen, né en 1902, a été un militaire de carrière ambitieux. À l'âge de 34 ans, il intègre l'état-major. Dès 1940, il y est chargé du département « Est » où il prépare, par conséquent, l'attaque de l'Union soviétique. En 1942, Gehlen est promu chef du département « Armées étrangères Est » du service secret de la *Wehrmacht*. Afin d'obtenir des informations, il utilise rapidement des méthodes cruelles d'interrogatoires sur des prisonniers de guerre soviétiques. Par son travail, il accumule une mine d'informations sur le fonctionnement et l'élite de l'Armée rouge et de l'URSS. Dès automne 1944, il anticipe sur la défaite de l'Allemagne en pariant que ces informations seront appréciées par les alliés occidentaux dans leur conflit inéluctable avec l'Union soviétique. Une poignée de collaborateurs discrets microfilme alors ses archives, les place dans des réceptacles étanches et les enfouit, en mars 1945, sous la terre de quelques prés alpins autrichiens. Deux semaines après la capitulation de l'Allemagne nazie, Gehlen se rend dans les Alpes bavaroises à l'armée américaine. Rapidement, les Américains réalisent l'intérêt de leur prisonnier de guerre. Selon les accords interalliés, ils auraient dû remettre Gehlen aux autorités soviétiques à cause des crimes de guerre commis, sous sa

responsabilité directe, sur les prisonniers de guerre soviétiques. Ils déterrent les archives de Gehlen, les évaluent dans leur propre « Document center » et décident aussitôt que cet homme (et toute son équipe) est des plus intéressants – et qu'il ne peut pas, par conséquent, être extradé à Moscou. Il passe la fin de 1945 et le début de 1946 aux États-Unis (où on examine de très près ses documents, qui d'ailleurs peuvent être consultés depuis 2002).

En juillet 1946, Gehlen revient en zone d'occupation américaine en Allemagne où il devient aussitôt le chef d'une officine financée par les États-Unis : l'« Organisation Gehlen ». Celle-ci a pour tâche de continuer son travail d'espionnage « à l'Est », partant d'un intérêt commun, allemand et américain, dans la défense anticomuniste. C'est une organisation allemande, mais qui reçoit ses ordres des États-Unis. Fin 1947, l'Organisation prend son siège à Pullach, près de Munich, où elle devient le germe des services secrets ouest-allemands, du *Bundesnachrichtendienst*. À la fin des années quarante, nombre d'anciens de la SS, de la police secrète de Heydrich ou de la *Wehrmacht* y trouvent un refuge bienvenu qui leur permet de se terrer et de ne pas être punis. Gehlen réussit à démanteler, au début des années cinquante, une organisation concurrente, fondée, elle, sur quelques militaires résistants, et en contact étroit avec les autorités d'occupation françaises, la *Zentrale für Heimatdienst*. Gehlen est alors aidé par un autre homme, du même gabarit : Hans Globke, secrétaire d'État du Premier chancelier de l'Allemagne de l'Ouest. Reinhard Gehlen reste président des services secrets ouest-allemands jusqu'en 1968.

La politique de « démocratisation » : déjà deux Allemagnes ?

De vraies différences dans les politiques d'occupation en Allemagne se font jour en ce qui concerne l'acception de la notion de la « démocratisation ». Tous les Alliés donnent une dimension « sociale » à cette notion, partant de la thèse que le « grand capital » aurait facilité l'accès d'Hitler au pouvoir. Les alliés britannique et américain procèdent, par exemple, à une décartellisation de l'industrie lourde et chimique. Ils laissent cependant tomber les plans visant à démanteler toutes les grandes industries, par crainte du coût social et budgétaire d'une telle opération. Cependant, dans la zone d'occupation soviétique, la démocratisation comme « politique antifasciste » comprend la transformation profonde des structures sociales. Dès juillet 1945, les banques et caisses d'épargne sont « collectivisées ». En septembre 1945, une « réforme agraire », saluée par de larges parties de la population, exproprie, sans dédommages, sept mille grands terriens (dont quelques antinazis notoires) en répartissant leurs terres parmi un demi-million de nouveaux fermiers. En octobre 1945, une « réforme industrielle » commence qui dépossédera jusqu'en 1948, sans dédommages, les propriétaires des dix mille entreprises les plus grandes. Ces mesures économiques sont augmentées de demandes de réparations massives, en particulier sous forme du démontage systématique d'entreprises transportées en Union soviétique, ce qui réduit, encore d'un tiers, la capacité de production en zone d'occupation soviétique. Enfin, l'occupant soviétique saisit directement une bonne partie de la production minière et industrielle en

mettant la main sur le produit de centaines d'entreprises.



Il est devenu d'usage courant d'appeler aujourd'hui « rééducation » ce que les Français ont appelé à l'époque leur « mission civilisatrice » en Allemagne, les Britanniques « *reconstruction* », les Soviétiques « refonte antifasciste et démocratique ». Ce sont les Américains qui ont opté pour la « *reeducation* ». Dans ce domaine, ils ont vécu des expériences pionnières. Ils ont commencé, dès 1943, à développer des mesures de « *reeducation* » dans le Mezzogiorno italien libéré du fascisme. Et ils appliqueront le concept aussi, à l'avenir, au Japon.



L'enjeu, dans les anciens pays de l'Axe, est de transformer les sociétés aussi rapidement et aussi profondément que possible en sociétés démocratiques et paisibles. À cette fin, il faut d'abord assurer une prise de distance par rapport aux idéologies et régimes du passé. On projette des films sur les camps ; on organise des débats avec des victimes. Mais rapidement, on s'attache à valoriser et à populariser les contenus positifs du concept de la « démocratie ». À cette fin, la radio et la presse sont mobilisées. Dès 1945, on octroie donc des licences à certains éditeurs, triés sur le volet. On recrée une radio en Allemagne, mais décentralisée, aux antipodes de la radio nazie (le paysage médiatique de l'Allemagne de 2010 porte encore la marque de cette toute première période d'après 1945). Vis-à-vis des jeunes Allemands scolarisés, les puissances occupantes conçoivent la rééducation surtout sous forme d'une refonte fondamentale (et toujours inspirée des systèmes d'éducation respectifs) de l'école. À Baden-Baden, on insiste tout particulièrement sur « l'exemplarité de la culture française » dans ce domaine. On ferme par conséquent les écoles confessionnelles et les écoles de garçons ou de filles en zone d'occupation française. On introduit non seulement les programmes scolaires français, mais aussi les manuels, tandis que Britanniques et Américains laissent cette responsabilité aux Allemands, bien sûr supervisés.

En zone d'occupation soviétique, l'école unique est immédiatement introduite, comme des manuels et programmes préparés à Moscou, avec la collaboration de communistes allemands en exil, dès l'époque de la

guerre. Les professeurs (parmi lesquels se trouvent, en effet, 70 % d'anciens membres du parti nazi) sont examinés à la loupe. Ceux qui seront compromis sont remplacés par autant de nouveaux professeurs, souvent très jeunes, sommairement formés dans des cours rapides de huit mois, mais dont on sait qu'ils seront de fidèles communistes. La rééducation dans ce sens ne sert pas seulement à éviter la résurgence du passé, mais aussi à assurer que l'avenir sera communiste dans le sens précis de Moscou.

Compte tenu des difficultés (surtout économiques) que rencontrent dans les premières années d'après-guerre la France et la Grande-Bretagne, ce sont surtout les Américains qui apparaissent du côté occidental comme la véritable puissance tutélaire. Et ce rôle ne fait que s'accroître à partir de 1947, avec le plan Marshall, l'aide économique américaine pour l'Europe. Les États-Unis ont une politique claire : ils souhaitent une Allemagne (occidentale), une Italie et un Japon assez prospères et assez forts pour que ces pays ne cèdent pas aux sirènes de Moscou ou des communismes locaux. Les Français et Britanniques partageant ce point de vue fondamental, ils se retirent comme les Américains, par étapes, de la politique intérieure en Allemagne et rendent possible la fondation, en 1949, de la République fédérale d'Allemagne, suivie, peu après mais dans la même année, de la fondation de la République démocratique allemande sur le territoire de la zone d'occupation soviétique.

La fin de l'après-guerre : de la division à la réunification



La Seconde Guerre mondiale a coûté la vie à 5,3 millions d'Allemands, souvent jeunes. Les bombardements aériens alliés de l'Allemagne ont tué 570 000 civils. Il faut aussi mentionner les 600 000 Allemands morts des conséquences de la fuite et de l'expulsion confondues des territoires orientaux de l'Allemagne. Il ne faut pas oublier que des dizaines de milliers d'Allemands sont morts entre 1945 et 1950 en zone d'occupation soviétique ou en URSS suite aux conditions de détention ou de travail de la plus grande dureté, comme prisonniers de guerre, prisonniers politiques ou travailleurs forcés déportés. En 1945, l'Allemagne est en ruine. Elle porte le fardeau moral de cette guerre en Europe et la responsabilité de la Shoah.

Et pourtant, sa rapide réintégration comme partenaire au niveau international apparaît étonnante rétrospectivement. Évidemment, le contexte de la guerre froide et l'émergence rapide de structures d'intégration internationale expliquent en partie ce phénomène. Dix années après la fin de la guerre, il y a non pas une mais *deux* armées allemandes. L'armée fédérale (*Bundeswehr*) à l'Ouest et l'armée nationale du peuple (*Nationale Volksarmee*) sont soumises à leurs alliances militaires respectives : l'OTAN à l'Ouest et le pacte de Varsovie à l'Est. La *Bundeswehr* de 1955, mais aussi celle de 2011, est une armée qui se distancie résolument de la *Wehrmacht* précédente. La conception du soldat qu'elle cultive est celle du « citoyen en uniforme », un homme capable de critiquer, lié plus aux normes de démocratie qu'aux ordres de ses supérieurs, de liberté et d'humanité. La construction de la

Communauté européenne jouera bien sûr un rôle majeur dans ce processus de réintégration.

Les Allemands de la République fédérale ont fini par se faire à cette idée de nation divisée, leur État devenant lentement mais sûrement leur véritable patrie. Ils sont arrivés à voir dans les accords de Potsdam, dans la division de leur pays, une punition, juste en somme, de leurs crimes et de leurs fautes ainsi assumés. Mais ils n'oublient pas les Allemands de la République démocratique à l'Est qui continuent à porter dans leur État sous domination soviétique le poids de la guerre. D'une certaine manière, on peut dire que, se situant à l'endroit charnière de la guerre froide mais fermement ancrés dans l'OTAN et la Communauté européenne, les Allemands de l'Ouest, démocratisés, pacifiés et prospères, mais non responsables de la « grande politique » laissée aux anciens vainqueurs devenus leurs amis, s'y sont installés pour leur mieux. On a pu parler en France du « miracle allemand » sur le plan politique comme sur le plan économique. À cet égard il ne faut pas oublier le fait que l'Allemagne, l'Italie et le Japon sont des nations dont les identités et les économies sont moins liées au fait colonial, et qu'elles souffrent donc moins que la Grande-Bretagne et la France d'une des conséquences majeures de la guerre, à savoir les conflits liés aux mouvements d'émancipation des peuples d'Afrique et d'Asie.



Quand le monde bipolaire issu de la Seconde Guerre mondiale commence à s'écrouler en 1989, rares sont les Allemands (surtout les jeunes) qui rêvent d'emblée d'une Allemagne réunifiée ! Il y a là l'œuvre du temps. Il y a, sans doute, une certaine mollesse chez ces

enfants du miracle économique. Mais il y a aussi le sentiment qu'une grande Allemagne unie a toujours posé un problème aux autres Européens, et à la paix. L'unité allemande est survenue, le 12 septembre 1990, avec le « Traité sur le règlement *définitif* par rapport à l'Allemagne ». Signé cinquante-cinq années après la fin de la Seconde Guerre mondiale, ce traité n'a pas été appelé un *traité de paix* (la guerre avec le Japon, au contraire, a débouché sur le traité de Paix de San Francisco, signé le 8 septembre 1951). Mais le petit mot « définitif » dans son titre rappelle qu'il s'agit bien de clore une époque qui a toujours été, sous beaucoup de rapports, un très long après-guerre.



« Écroulement » ou « libération »

En 2004, le chancelier allemand a été invité au soixantième anniversaire du débarquement en Normandie. Il a été invité aussi, la même année, aux manifestations du soixantième anniversaire de l'insurrection de Varsovie et, en 2005, du soixantième anniversaire de la victoire à Moscou. Les Allemands d'aujourd'hui ne parlent plus d'« écroulement » quand ils pensent à la fin du nazisme en 1945, mais de « libération ». Pour autant il serait naïf de croire que la Seconde Guerre mondiale ne joue plus aucun rôle dans les profondeurs des mémoires collectives, et par conséquent, dans la vie d'aujourd'hui. Ce ne sont pas seulement les procès intentés aujourd'hui contre les derniers acteurs survivants, ce ne sont

pas seulement des bombes retrouvées dans des travaux de construction dans nos villes, ce sont nos propres réactions spontanées qui nous rappellent combien ce passé révolu est proche.

Neuvième partie

La partie des Dix



Dans cette partie...

Par son ampleur, par sa violence, par les enjeux philosophiques et politiques qu'elle a posés, cette guerre mondiale n'a pas fini de susciter des débats et des interrogations. Sa mémoire elle-même est considérée comme un « devoir ». Son souvenir a inspiré tous les arts, surtout le cinéma, mais aussi la chanson. Tous les pays – vainqueurs comme vaincus – ont créé des musées et des

mémoriaux pour inscrire dans le temps long la mémoire de ce conflit avec l'espoir que cela serve de leçon à l'humanité.

Chapitre 47

Dix films sur la Seconde Guerre mondiale

Dans ce chapitre :

- ► La guerre, l'un des grands sujets du cinéma
- ► Propagande, documentaire, fiction
- ► Des héros aux victimes ?

Dès l'événement même, l'histoire de la Seconde Guerre mondiale est aussi une histoire du film. Chaque armée avait ses correspondants qui ont cueilli (parfois au risque de leur vie) ces images plus ou moins biaisées que les citoyens de Londres, de Paris, de Berlin ou de Tokyo ont vues dans les « actualités cinématographiques ». Retravaillés, augmentés d'autres sources, leurs films constituent la matière première dont sont faits aujourd'hui des documentaires parfois excellents.

Mais la guerre comme moment de la mort, de la souffrance, d'épreuves, de dilemmes a donné aussi la matière première à de très nombreux longs-métrages. Ce chapitre - où nous avons cru plus intéressant de présenter dix films non dans l'ordre chronologique de leur tournage, mais des événements qu'ils représentent - ne démontre pas seulement les diverses manières dont on peut traiter de l'un des grands sujets du cinéma. On voit aussi une évolution : de la propagande d'avant

1945, on est passé à l'éducation morale après 1945, puis enfin de la « révélation » (de la violence, de la collaboration, de la Shoah) à un moment d'« empathie » : la guerre comme expérience collective est si loin (et fort heureusement !) du spectateur moyen en Europe, en Amérique, qu'il faut, paradoxalement, le film pour nous laisser entrevoir la réalité de la guerre !

«*To be or not to be*» (États-Unis, 1942)



Aux États-Unis, à partir de 1942, la mobilisation se fait aussi sur le terrain de l'art, et particulièrement du cinéma. Un front est constitué par les films de propagande. Ainsi, en février 1942, le réalisateur préféré du président Roosevelt, Frank Capra, se voit proposer par le général Marshall, chef d'état-major des armées, une série de films destinés à justifier l'entrée de l'Amérique en guerre contre les Japonais et les Allemands : *Why we fight*. Tous les soldats américains devront les visionner !

Mais les réalisateurs, d'eux-mêmes, entendent participer à ce combat par l'image. C'est le cas du cinéaste Ernest Lubitsch (1892-1947) qui, en tant qu'émigré juif allemand, est particulièrement concerné par ce qui se passe en Europe. Il est déjà très célèbre. Ne citons que *Ninotchka*, *The Merry Widow*, *Angel*, *Trouble in Paradise*, *If I had a million* ou *Design for Living*.

Lubitsch, comme humaniste et artiste, ne peut que s'affliger de la nazification de l'Europe où il a fait ses premières armes de cinéaste au temps du muet. Il décide de faire une œuvre où, comme toujours chez lui

(c'est ce qu'on appelle « the Lubitsch Touch »), le comique se mêle au tragique, la profondeur de l'analyse se faufile sous l'ironie. Le souci didactique ne doit jamais apparaître comme tel. Il faut éduquer, signaler, alerter, mais sans jamais prendre le risque d'ennuyer. Vaste programme. Le film sort le 6 mars 1942. C'est peut-être le plus grand film de ce réalisateur génial.

Nous sommes en Pologne en septembre 1939. Une troupe de théâtre répète une pièce mettant en scène le chef du III Reich. Son titre : *Hitler*. C'est bien sûr une critique du dictateur, mais aussi du régime liberticide qu'il a mis en place, menaçant l'Europe entière, et d'abord la Pologne. La guerre est déclarée. Un représentant du ministère des Affaires étrangères polonais vient alors expliquer au metteur en scène que la pièce est désormais interdite. Les acteurs devront se contenter de jouer *Hamlet*. C'est un couple qui joue le rôle-titre dans les deux pièces : Maria Tura (Colette Lombard) et Joseph Tura (Jack Benny). Un jeune admirateur de Maria, le lieutenant Stanislav Sobinski (Robert Stack), arrive à entrer dans sa loge pour lui déclarer sa flamme.

Mais le fringant et sémillant lieutenant doit quitter la Pologne et se rendre à Londres pour s'engager dans l'armée de Sa Majesté. Là, on découvre qu'une opération d'espionnage, manipulée par les nazis, est à l'œuvre qui vise à démanteler la Résistance polonaise. Il reçoit alors pour mission de retourner en Pologne pour désamorcer l'opération de sabotage conduite par le mystérieux professeur Alexander Siletsky. Il retrouve Maria Tura, son mari et la troupe. Tous vont dès lors jouer le rôle qu'ils tenaient dans la pièce *Hitler*, mais cette fois ce sera dans la réalité et pour faire œuvre utile. Il s'agit de piéger la Gestapo. Le théâtre devient action et provoque

le réel. Et en toile de fond de ce drame, aux rebondissements surprenants et cocasses, une histoire d'amour où l'ironie douce-amère ne perd jamais ses droits. Ce chef-d'œuvre est plus efficace que bien des films de propagande.

« *Apocalypse* » (France, 2009)

Ce film, diffusé sur une chaîne publique française, a fait événement. Rarement documentaire télévisuel sur la Seconde Guerre mondiale a bénéficié d'une telle publicité, d'une telle audience (6,5 millions de téléspectateurs) et d'une telle attente. On a annoncé un « film exceptionnel » qui montre la guerre « telle qu'on ne l'a jamais vue », grâce à une foison d'images d'archives colorisées et inédites. Le titre même, emprunté à un film mythique (*Apocalypse Now* de Francis Ford Coppola, 1979) et référé à la Bible, devait laisser augurer du choc qui allait nous assaillir.

L'entreprise est portée par la réputation du réalisateur, Daniel Costelle, qui fait partie de la génération des grands documentaristes français du domaine historique. Le parti pris du réalisateur a été de faire parler les images pour nous immerger dans l'enfer de cette guerre. Parfois, le spectateur a l'impression que ce n'est pas un film *sur* la guerre, mais un film *dans* la guerre. L'accès à la violence de l'image a des vertus. Elle n'a pas qu'une valeur anecdotique ou illustrative. Cette stratégie immersive montre une redoutable efficacité.



Le risque, c'est de placer le spectateur en voyeur, dans une situation où il ne réussirait plus à faire la différence entre les morts des deux camps, des deux philosophies, des deux combats. Le refus de référencer les documents accroît ce risque. La technique de la colorisation est parfaitement maîtrisée. Mais c'est justement ce traitement des archives qui mérite réflexion. Est-ce un apport indispensable à la compréhension ? Le recours à la couleur a une visée pédagogique : elle est censée faciliter l'attention des générations qui n'ont pas connu le temps du noir et blanc et rendre plus « vivants » et plus proches personnages et paysages. Elle peut aussi avoir une fonction démythificatrice, le noir et blanc imposant une distance psychologique qui tiendrait le spectateur étranger à ce qu'il voit. Cela se discute. Mais le rose pastel convient-il à ces « années noires » ? Images retravaillées qui finissent par être trop belles et faire douter de leur réalité. Comme si ce documentaire voulait échapper à son statut de documentaire et tendre vers celui de film de fiction. Peut-on retoucher un document ? Pourquoi le réalisateur a-t-il décidé de ne pas coloriser les passages relatifs au camp d'Auschwitz. Y aurait-il deux réalités historiques hiérarchiquement ordonnées ?

La première séquence est quelque peu troublante. En raison non pas du flash-back mais du fait qu'on nous montre Berlin embrasée en 1945, à travers les viols commis par des Russes ou la violence des bombardements américains. C'est l'Allemagne vaincue, victime des « vainqueurs ». Autre originalité : le scénario évite le piège du francocentrisme et assume la

mondialité de cette guerre. On peut voir un camp d'internement pour Nippo-Américains aux États-Unis, les bombardements allemands sur Londres ou l'assaut de Saipan.

Globalement, on peut regarder ce documentaire comme un bon outil pédagogique. Il n'y a pas d'oubli rédhibitoire ou d'interprétation fautive. L'essentiel y est, même si des points importants méritent discussion. Comme, par exemple, l'absence de référence au procès de Nuremberg, qui aurait permis une démystification salutaire de ce mythe répulsif centré un peu trop sur la personne d'Hitler. Comme si l'Apocalypse ne se jugeait pas et demeurait hors de l'Histoire.

«Le Chagrin et la Pitié» (France, 1971)

Un film n'a pas seulement une existence en soi comme œuvre à part entière ; il est aussi le miroir du temps où il est créé. Il arrive même qu'il provoque des avancées dans la représentation que nous nous faisons de tel ou tel événement. C'est le cas du film de Marcel Ophuls (assisté d'André Harris et d'Alain de Sédouy), *Le Chagrin et la Pitié*, sorti en France en 1971.



Mai 68 a joué un rôle important dans une certaine forme de rejet du gaullisme et du « résistancialisme ». La mort du général de Gaulle, en 1970, a provoqué une volonté de savoir et de reconstruire la France dans la guerre. En 1973, le livre de l'historien américain Robert Paxton, *La France de Vichy*, a été une des expressions majeures de ce renouveau historiographique : on découvre que l'État français a développé une politique de discrimination

liberticide autonome (y compris dans le phénomène de la déportation), qui ne doit rien à l'occupant nazi, que donc sa part de responsabilité est totale. Deux ans avant, sort un film qui fait l'effet d'une bombe !

Le Chagrin et la Pitié porte un coup fatal à l'image d'une France sous le charme du mythe gaulliste qui avait privilégié l'unité et la fierté des Français. À « l'honneur inventé », Ophuls oppose une France provinciale moyenne (Clermont-Ferrand et l'Auvergne) qui est plus préoccupée à assurer l'ordinaire qu'à combattre l'occupant, plus prompte aux compromissions qu'à entreprendre la libération de la patrie. Le film est construit comme une chronique, à partir de témoignages entrecoupés d'images d'époque. Parmi ces témoignages, des pétainistes, des résistants anonymes, des indifférents, un collaborateur extrême, Christian de La Mazière, engagé dans la *Waffen-SS*.



Le film fait scandale à sa sortie. On lui reproche sa dimension caricaturale et de cultiver une image systématiquement noire des Français aux prises avec l'Occupation. Il est interdit de chaînes de télévision publique. Le président de l'ORTF, l'ancien résistant Jean-Jacques de Bresson, refuse sa diffusion car « le film détruit les mythes dont les Français ont encore besoin ». Il est projeté dans une petite salle du Quartier Latin. Il faudra attendre les 28 et 29 octobre 1981, après l'arrivée de la gauche au pouvoir, pour que les Français puissent le visionner : ils sont 15 millions sur FR3.

«Das Boot/Le Bateau» (Allemagne, 1981)

Ce film reste à l'échelle mondiale, trente ans après sa sortie, l'un des films les plus connus sur la Seconde Guerre mondiale. Il est même considéré par certains critiques comme l'un des meilleurs films allemands de tous les temps, au même titre que *Metropolis* de Fritz Lang ou *L'Ange bleu* avec Marlène Dietrich. *Das Boot* a en tout cas été l'un des films les plus chers à produire, mais aussi les plus profitables. Et il est définitivement le film qui est parvenu à reproduire de la manière la plus réaliste la vie à l'étroit et la tension psychologique dans un sous-marin. Il est impossible de ne pas devenir claustrophobe quand on est en train de voir ce long-métrage et de ne pas être reconnaissant, en sortant de la salle, de pouvoir respirer de l'air frais... et de vivre en paix ! À ce titre, l'un des buts du réalisateur Wolfgang Petersen (à qui *Das Boot* ouvrira une carrière fulgurante à Hollywood) a été pleinement atteint : offrir au spectateur « un voyage à la limite de l'esprit » en lui faisant sentir une parcelle de la réalité, surtout psychologique, de la guerre.



L'auteur du roman qui a servi de base à ce film, Lothar-Günther Buchheim (1918-2007), s'est porté volontaire en 1940, pour servir dans la marine où il est devenu un très jeune correspondant de guerre... et où il a fini dans la *Propagandakompanie* de la *Waffen-SS* ! Doué d'une plume allègre, Buchheim a immédiatement écrit sur son expérience de guerre dont une bonne partie s'est déroulée en France. Et contrairement à ce qu'on pourrait croire, ces textes précoces ne sont pas des glorifications du combat. Ultérieurement, vers 1970, ses notes prises sur-le-champ ont servi à ce journaliste – et d'ailleurs grand amateur et connaisseur de la France – pour écrire *Das Boot*, adapté ensuite au cinéma.



Le texte comme le gros du scénario du film traitent d'une seule mission du sous-marin U96 que Buchheim avait accompagnée comme correspondant. Sa mission réelle dans l'Atlantique était de couler, en partant de la base de Saint-Nazaire, autant de navires que possible puis de réussir le passage dangereux du détroit de Gibraltar pour aboutir à La Spezia, en Italie fasciste. Après avoir coulé un cargo, U96 est atteint lui-même par une grenade anti-sous-marine britannique lors de sa tentative de passer le Détrroit. Fortement endommagé, il réussit cependant à s'échapper et à rentrer à la base de La Rochelle. Le film vit non seulement de la tension créée par le danger omniprésent, mais aussi des dialogues au sein de l'équipage, de plus en plus stressé, où le fanatisme nazi des uns se heurte au réalisme antinazi des autres, et en particulier du capitaine.

Buchheim avait pris en 1941 cinq mille photos du navire et de son équipage en mission, ce qui permettra au réalisateur et aux acteurs, quatre décennies plus tard, de mieux se transporter à l'époque. En outre, Buchheim lui-même, l'ex-commandant et l'ex-premier officier de l'U96 historique ont été des consultants lors de la réalisation du film. Ce grand souci de la réalité historique est l'un des éléments du succès de cette œuvre (comme d'ailleurs le thème principal de la bande originale devenue un tube dans les années quatre-vingt avant d'être repris sous le titre *U96* dans les années quatre-vingt-dix pour devenir dans une version techno un succès mondial). Époustouflé par la qualité de la reconstitution du point de vue technique, Buchheim s'est cependant distancié du film une fois terminé : le

message pacifiste de son roman aurait été laminé et le film ressemblerait trop à une sorte de croisement entre un « film d'action américain, banal et plat » et un film « d'actualités tourné par la propagande allemande de l'époque ». À chacun de voir...

«L'Armée des ombres» (France, 1969)



C'est une œuvre majeure de la production cinématographique française sur la Résistance, signée par le grand cinéaste Jean-Pierre Melville en 1969. Melville, de son vrai nom Grumbach, avait lui-même été membre de la Résistance intérieure avant de gagner l'Angleterre pour se mettre au service des FFL du général de Gaulle. On lui doit, notamment, l'adaptation du célèbre livre de Vercors, *Le Silence de la mer*, publié aux Éditions de Minuit.

Il s'agit d'une adaptation du livre de Joseph Kessel publié pour la première fois à Alger à l'automne 1943, puis à New York un an plus tard. Kessel, qui a fait appel à ses propres souvenirs de résistant pour constituer le matériau du livre, revendique une œuvre qui se situe hors de la « propagande » et hors de la « fiction ». Une sorte de « docu-fiction » constitué de « faits authentiques, éprouvés, contrôlés ». Le cinéaste a respecté cette démarche, mais a un peu mis de lui-même et de son expérience personnelle : « D'un récit sublime, merveilleux documentaire sur la Résistance, dit Melville, j'ai fait une rêverie rétrospective ; un pèlerinage nostalgique à une époque qui a marqué profondément ma génération. »

L'action se passe entre octobre 1942 et février 1943. Elle met en scène un groupe de résistants impliqués dans des missions de renseignement et d'évasion. Missions obscures, ingrates, non spectaculaires, mais ô combien dangereuses.

Chef résistant, l'ingénieur Philippe Gerbier (Lino Ventura) est arrêté par la Gestapo à la suite d'une dénonciation. Il s'évade lors d'un transfert et rejoint son réseau à Marseille. Avec l'aide de son camarade Félix Lepercq, il exécute le responsable de son arrestation en l'étranglant. Jean-François Jardie (Jean-Pierre Cassel) se joint au réseau. Il est chargé d'acheminer en zone occupée des postes radio pour Mathilde (Simone Signoret). À l'occasion d'une mission, Jardie rend visite à son frère Luc Jardie (Paul Meurisse), dont il ignore qu'il est en fait le « grand patron ». Gerbier a pu rejoindre Londres pour demander une aide au général de Gaulle. Il doit revenir en urgence lorsqu'il apprend l'arrestation de Félix. Mathilde, qui le remplace pendant son absence, organise un plan d'évasion en se déguisant en infirmière allemande avec une fausse ambulance : elle est chargée de transférer Félix, torturé et blessé, à Paris. L'opération échoue car Félix est jugé intransportable. Mathilde et Gerbier se retrouvent dans un restaurant à Lyon. En sortant, par hasard, Gerbier est de nouveau arrêté et interné. C'est une équipe dirigée par Mathilde qui arrive à l'en sortir dans des conditions rocambolesques.

Le sort s'en prend à Mathilde. Elle est à son tour arrêtée. Ses convictions religieuses l'empêchent de se suicider. Pour la forcer à parler, les Allemands menacent de s'en prendre à sa fille. Elle est remise en liberté, mais elle constitue un danger : les Allemands ne vont pas manquer de la filer. Le risque est énorme pour le réseau.

Gerbier et Jean-François Jardie décident de l'exécuter alors qu'elle marche dans une rue de Paris.

Le film fut accueilli avec une certaine froideur par la critique, ce qui heureusement ne l'empêcha pas de devenir un monument du cinéma et un témoignage poignant et vrai, hors de toute emphase héroïsante, du drame intime que fut la Résistance.

«Le Pont de la rivière Kwaï» (Grande-Bretagne, 1957)

C'est probablement par ce très célèbre film (il a eu sept Oscars à l'époque et est considéré comme l'un des dix meilleurs du cinéma britannique) que beaucoup d'entre nous, aujourd'hui, ont eu une première idée de la Seconde Guerre mondiale en Extrême-Orient. Cette guerre combattue parfois avec une brutalité extrême en Asie tropicale.



Le scénario du film est fondé sur le roman de 1952 *Le Pont de la rivière Kwaï* de l'écrivain français Pierre Boulle (1912-1994). Après des études à Supélec, ce jeune Avignonnais quitte l'Hexagone pour travailler dans les années trente dans l'industrie du caoutchouc britannique en Malaisie. Intégré dans l'armée française d'Indochine en septembre 1939, ce jeune ingénieur (qui parle l'anglais à la perfection) rejoint après la défaite française de 1940 la France libre dont la mission pour cette partie du monde se trouve alors à Singapour. Sous un pseudonyme anglais, Boulle est alors chargé d'exécuter des opérations en Chine, en Birmanie et en Indochine française où il est arrêté en 1943 par des

militaires loyaux à Vichy et condamné à de durs travaux forcés. Mais en 1944, Boulle arrive à s'évader à Saigon et parvient à rejoindre (comme un autre agent français connu, le colonel Jean Le Morillon [1920-2009]) le *Special Operations Executive*, le service secret britannique le plus actif en Extrême-Orient, basé à Calcutta. Rentré en France en 1949, se trouvant au bord de la pauvreté, Boulle commence à écrire sur ses expériences d'agent et de prisonnier dans l'Asie tropicale en guerre. Outre *Le Pont de la rivière Kwaï*, qui reçoit le prix Sainte-Beuve en 1952, *La Planète des singes* de 1963 est adaptée au cinéma, faisant de Boulle non seulement l'un des pionniers de la science-fiction française mais aussi un auteur à très grand succès.



Le Pont de la rivière Kwaï se fonde sur l'histoire vraie de la construction, par des prisonniers de guerre alliés, du chemin de fer qui relie sur quatre cents kilomètres à travers la forêt tropicale Bangkok, au Siam (le Thaïlande d'aujourd'hui), et Rangoon, en Birmanie. Cette voie ferrée a été construite entre juin 1942 et octobre 1943 par le Japon qui souhaite consolider par cette œuvre d'ingénierie, exécutée à l'aide de 60000 prisonniers de guerre alliés et 180000 civils autochtones, sa domination sur la Birmanie, avant-poste occidental de son Empire en Asie continentale. Encore aujourd'hui on l'appelle souvent « Voie ferrée de la mort ». Et en effet, tout le projet a été considéré en 1945 comme un crime de guerre japonais : les travaux d'une inimaginable dureté dans des conditions climatiques extrêmes ont tué seize mille jeunes soldats alliés (dont environ 6 000 Britanniques, 3000 Australiens, 2500 Néerlandais et plusieurs centaines d'Américains et de Canadiens) et quatre-vingt-dix mille

civils, réduits à l'état d'esclavage (40 000 Malaisiens, 40000 Birmaniens, 3000 Indonésiens, 500 Singapouriens).

Bien que le livre de Boulle et le film soient considérés par des survivants comme « très loin de la réalité », le long-métrage de David Lean (1908-1991) et ses acteurs William Holden, Alec Guinness et Jack Hawkins donnent une idée réaliste des conditions de vie des prisonniers de guerre, continuellement menacés d'être torturés ou de mourir sous la férule japonaise. La tension dans le film est créée par la mission (fictive) d'un commando de parachutistes alliés chargés de plastiquer le pont qui, sur le point d'être inauguré, enjambera en Thaïlande la rivière Khwae Yai (le pont réel existe encore aujourd'hui). L'un des soldats du commando avait été prisonnier de guerre des Japonais et avait été forcé de travailler, avant de réussir à s'évader, à la construction de ce pont du chemin de fer qu'il est désormais chargé de détruire. Et cela au moment même où le premier train passera, transportant une délégation d'officiels japonais et des troupes. Le commando réussit à rejoindre le pont dans la jungle et à placer les explosifs. Suit alors entre les différents caractères principaux l'un des grands *showdown* de l'histoire du film : d'un côté, il y a l'ancien évadé parmi les soldats du commando, de l'autre côté il y a l'officier britannique au rang le plus élevé parmi les prisonniers. Ce colonel avait en effet choisi de collaborer activement à la construction parce qu'il avait vu que le moral des prisonniers montait du fait qu'ils travaillaient, même sous la pression, à l'exécution d'une œuvre d'ingénierie difficile.

«Va et regarde» (Union soviétique, 1985)

Ce film soviétique de 1985 (parfois aussi appelé *Requiem pour un massacre*) est souvent considéré comme le meilleur film jamais tourné au sujet de la guerre. Elem Klimov, le réalisateur, s'y est dépensé au point de ne plus avoir tourné après ce chef-d'œuvre qui a été, en même temps, l'un des premiers films de l'époque de la perestroïka (dont Klimov a été dans le domaine du cinéma l'un des acteurs clés). En 2001, deux années avant sa mort, le réalisateur avait dit au *New York Times* qu'il lui semblait avoir fait, avec ce long-métrage, « tout ce qui est possible » avec les moyens d'une caméra. Ce qui fascine dans *Va et regarde*, c'est sa dimension très politique, très pacifique, sans pour autant prendre une position idéologique toute faite (raison pour laquelle Klimov s'est souvent heurté à la censure à l'époque des Khrouchtchev ou Brejnev).

Le titre de son film est pris d'un passage de l'Apocalypse de Jean, un appel à voir la réalité de la Mort et la vérité de l'Enfer. Et l'histoire en effet infernale racontée par le film, l'éradication d'un village de Biélorussie en 1943 par des troupes allemandes (en plus, telle qu'elle est perçue par un jeune garçon de 12 ans !), l'est d'une manière si radicale, que le film se situe à la limite de ce que le spectateur peut supporter. Le cadre de l'action est formé par la lutte des partisans contre les troupes d'occupation allemandes et la sauvagerie de ces soldats dans la répression antipartisane. Dès le début du film, on voit deux garçons préadolescents qui cherchent des fusils enfouis sous le sable avec des cadavres de soldats afin d'acquérir les armes qui leur permettront de rejoindre les partisans. Dès le lendemain, l'un des garçons désormais armés, Florya, part avec eux, souriant, contre la volonté de sa mère qui craint le pire. Mais quand, en effet, des combats s'engagent avec

l'occupant, c'est Florya qui survit et c'est sa famille qui est assassinée dans la destruction de son village.

Le spectateur suit alors la spirale de la brutalisation, dans un contexte déprimant de détresse. La partie du film où les habitants d'un autre village sont réunis par la force dans une église en bois, mitraillée et incendiée ensuite par les Allemands, on pense immédiatement à ce qui s'est passé, en France, à Oradour-sur-Glane. Dans le film cependant, les partisans réussissent ensuite à capturer les criminels de guerre allemands. Une grande partie en est abattue, d'autres sont faits prisonniers. Le jeune garçon, entre-temps prêt à la plus grande violence pour venger la mort sauvage de sa propre famille, apporte de l'essence pour incendier les Allemands. Mais écœurés par le spectacle, les partisans abattent leurs prisonniers par balles avant d'y avoir mis le feu. En partant, Florya découvre un portrait d'Hitler dans une flaque d'eau et tire dessus. À chaque coup de son fusil, le portrait qu'il voit est celui d'un Hitler plus jeune. On le voit dans les années trente, dans les années vingt, à l'âge de Florya et enfin, on voit Hitler bébé. C'est en voyant cette image que le jeune partisan arrête ses exécutions symboliques : le nouveau-né n'est pas encore le monstre qu'Hitler est devenu par la suite.



Dans ce film sombre qui ne cache rien de la violence de la guerre, un brin d'espoir subsiste en effet. Il y a de la beauté malgré tout, dans la nature vierge, dans la profondeur des yeux. Il y a des scènes qui font voir que l'Homme qui surprend parce qu'il peut être si cruel, surprend aussi parce qu'il peut faire plus de bien qu'on ne l'aurait cru. C'est un film qu'on voudrait conseiller à tous ceux qui, oublious du passé si proche de leur propre pays, doutent de l'horreur de la guerre. Ils n'oublieront pas, eux non plus, le visage du jeune acteur Alexei Kravchenko (Florya), littéralement hypnotisé par la peur dans les séquences finales cette œuvre capitale.

« *Sobibor, 14 octobre 1943, 16 heures* » (France, 2001)

Le film *Sobibor* est sorti de l'œuvre de Claude Lanzmann, *Shoah*. C'est en préparant ce dernier film, sorti entre 1974 et 1985, que lui est venue l'idée de mettre en lumière le témoignage incroyable d'un homme hors du commun, résidant en Israël, Yehuda Lerner. Ce dernier fut l'acteur et le témoin du soulèvement des juifs du camp d'extermination de Sobibor en Ukraine, situé dans un immense domaine forestier. 365 prisonniers parvinrent à s'évader, mais seuls 47 d'entre eux survécurent aux atrocités de la guerre.

Les révoltes n'étaient pas au cœur de *Shoah* qui est, dira Lanzmann, « le contraire des révoltes ». Là, il s'agit de montrer des juifs qui, d'esclaves, deviennent des révoltés qui prennent en main leur destin contre une

force supérieure à eux. Et ils gagnent ! Ce film n'est pas seulement un film sur une révolte inouïe, il est aussi le récit d'un homme, un « trompe-la-mort » qui s'évade de huit camps en six mois... « Yehuda Lerner parle ici pour lui et pour les autres, les vivants et les morts. » Il parle pour nous et pour l'avenir. Une leçon pour tous les temps qui s'adresse à celles et ceux qui préfèrent mourir plutôt que d'accepter la fatalité et la servitude.

Avec force détails, Lerner raconte comment les internés se sont procurés dans l'atelier de menuiserie des haches qu'ils ont aiguisées comme des rasoirs. Lerner était chargé d'abattre l'officier à la hache. Il attend dans l'atelier de confection l'officier allemand qui doit arriver à 16 heures pour essayer une pelisse. « Ça a duré un millième de seconde. Je lui ai coupé le crâne en deux [...] J'étais un gosse mais je considérais comme un honneur de tuer un Allemand. Avant, je n'aurais pas tué une mouche »...

Ce film est tourné avec des images d'aujourd'hui. Car, comme le proclame le réalisateur, « il n'y a pas d'archives de l'extermination »... « Vous n'avez pas une seule photographie du camp de Belzec où huit cent mille juifs ont été tués. De Sobibor, il n'y a rien, et c'était cela l'extermination. Les gens arrivaient, étaient gazés et puis les corps étaient, soit jetés dans de gigantesques fosses communes qu'ils ont plus tard ouvertes pour brûler les corps sur des bûchers à l'air libre, soit, quand ils ont rationalisé les choses, en brûlant immédiatement les gens. Et les cendres étaient dispersées dans des lacs, les rivières. Aucune trace, le crime parfait. Le crime n'a pas eu lieu. Sans doute, les Allemands n'ont-ils pas seulement détruit les juifs, mais ils ont aussi cherché à détruire la destruction. »

Comme le dit Lanzmann, *Sobibor* est un « film d'espoir et de courage ».

«*Il faut sauver le soldat Ryan*» (États-Unis, 1998)

Le débarquement en Normandie, le 6 juin 1944, est devenu le sujet de deux films américains très célèbres : *Le Jour le plus long* de 1962 et *Le Soldat Ryan* de 1998. Le premier film basé sur le livre de l'ex-correspondant de guerre irlandais Cornelius Ryan (d'où le titre du second film) *The Longest Day* (1959) reste l'un des films de guerre les plus fastueux. Produit et dirigé par Darryl F. Zanuck, ce film a fait appel, pour plus d'authenticité, à de grands réalisateurs supplémentaires, de nationalités différentes, dirigeant leurs équipes américaine, britannique et allemande. Mais, impressionnant pour sa précision historique (des conseillers militaires de tous les anciens belligérants ont participé au tournage) et pour la panoplie de stars qu'il réunit (dont Jean-Louis Barrault, Richard Burton, Sean Connery ou Gert Fröbe), ce film, grand du point de vue technique, ne comporte ni thèse complexe ni émotions fortes. C'est pourquoi on peut lui préférer aujourd'hui *Il faut sauver le soldat Ryan* de Steven Spielberg dont la représentation de la cruauté de la guerre est devenue un modèle.

Là encore, le sujet historique est représenté de manière très impressionnante dans la longue partie introductory (consacrée aux terribles combats à Omaha Beach où les Alliés se voient confrontés à une division d'infanterie allemande particulièrement rude). Mais Spielberg a surtout accompli une œuvre sur l'expérience psychologique de la guerre, telle qu'elle peut avoir été vécue par les combattants. Ainsi le film commence avec une suite de « débarquements individuels » où une

caméra à main titubante filme ce qu'a pu apercevoir tel ou tel soldat le 6 juin 1944 : on n'a jamais démontré de manière si convaincante au cinéma à quel point la question de la vie ou de la mort dans une guerre peut être si absurdement aléatoire. La trame du récit de la deuxième partie est formée par la recherche, par un groupe de huit soldats d'élite commandés par un capitaine, d'un parachutiste américain qui avait été largué en territoire ennemi dans le bocage normand : James F. Ryan est cherché dans le cadre de la « politique du seul survivant » selon laquelle tout soldat qui reste le dernier fils d'une famille doit être éloigné du front et rapatrié. (Sur ce point précis, *Le Soldat Ryan* est inspiré d'un précédent historique). Deux frères de Ryan ont été tués sur les plages de Normandie. Un troisième dans la guerre du Pacifique.

Mais sauver le soldat Ryan est plus difficile que prévu et confronte les *rangers* avec des situations de la plus grande tension psychologique dont voici deux exemples : un soldat du groupe est blessé par un tireur d'élite allemand dans un bourg, au moment même où un homme français veut lui confier son enfant. Gisant sur la rue, ses camarades ne peuvent pas lui apporter de l'aide parce qu'ils se trouveraient aussitôt dans la ligne de mire. Le soldat doit mourir. Lors de l'assaut d'un nid de mitrailleuses allemand où tous les ennemis sauf un sont éliminés, un *ranger* a été tué. Un conflit éclate alors sur le traitement du seul survivant allemand fait prisonnier : le tuer pour venger le camarade ou le laisser vivre ? Le capitaine laisse filer le troupi en l'appelant à se rendre à la prochaine unité alliée qu'il rencontre. Mais le soldat arrive à rejoindre les lignes allemandes et finit par tuer le capitaine qui vient de lui sauver la vie. Et cela au moment même où celui-ci et ses *rangers* retrouvent le parachutiste Ryan en train de

défendre un pont. Dans les combats autour de ce pont, le tireur allemand est enfin forcé de se rendre et fait à nouveau prisonnier. Cette fois-ci, les deux soldats d'élite américains qui subsistent du groupe initial l'exécutent sur-le-champ. Quand enfin des renforts alliés arrivent le 13 juin, le capitaine mourant appelle Ryan à prouver, par la réussite de sa vie, que la mission qui avait pour tâche de le rapatrier avait porté un sens.

Vieil homme, Ryan revient en France, au *Normandy American Cemetery and Memorial* à Colleville-sur-Mer (où se trouvent les tombes de presque dix mille soldats américains), accompagné de son épouse, de ses enfants, de ses petits-enfants. À la fin du film, le vieux Ryan fait le salut militaire devant la tombe du capitaine tombé, jeune homme, pour sa propre survie.

«Rome, ville ouverte» (Italie, 1945)

C'est à l'époque même de la guerre, que le réalisateur Roberto Rossellini commence à tourner le film qui le rendra célèbre, *Roma, città aperta*. Cette œuvre phare du néoréalisme reste jusqu'à ce jour *le film par excellence* sur la *Resistenza* contre l'occupant allemand et ses collaborateurs fascistes italiens. *A priori*, rien ne semble prédestiner Rossellini à devenir le héraut du cinéma antifasciste : jusqu'en 1943, le jeune bourgeois romain avait été l'ami du fils du Duce, Vittorio Mussolini, alors jeune critique de cinéma, scénariste et producteur. Et entre 1941 et 1943, Rossellini tourne trois films qui sont en fait des films de propagande, parfois rassemblés sous l'étiquette de la « trilogie fasciste » du réalisateur. Mais comme pour beaucoup d'Italiens, l'expérience de l'Occupation et de la guerre terrible sur le sol de la Péninsule provoque un bouleversement.

Un film réaliste au point d'être considéré comme un quasi-documentaire : il raconte l'activité d'un réseau de résistants à Rome durant cinq journées consécutives au printemps 1944. Selon l'acte de capitulation signé par l'armée italienne le 10 septembre 1943 au quartier général allemand à Frascati, Rome devait être considérée comme une « ville ouverte » : il n'y aurait ni stationnement de troupes ni opérations militaires. Mais très rapidement, l'Allemagne nazie ne respecte plus cette clause : des parachutistes sont largués et un général est nommé commandant militaire. Le réseau dont parle le film est découvert par la police secrète allemande. Après une fuite sur les toits, le communiste Giorgio Manfredi parvient à se cacher dans un quartier ouvrier chez une jeune femme, Pina, la fiancée enceinte de son ami Francesco (l'appartement où ces scènes sont tournées avait servi réellement, quelques mois auparavant, à la Résistance communiste). Par l'intermédiaire du fils de Pina, Marcello, Manfredi peut entrer en contact avec le prêtre résistant Don Pietro (son caractère a été construit d'après deux prêtres réels). Après une action de sabotage de jeunes résistants dont Marcello, l'immeuble de Pina est cerné par la police italienne et par la Gestapo allemande. Manfredi arrive à s'enfuir. Mais Francesco est arrêté et déporté, emmené en camion. Pina suit en courant, mais est abattue sauvagement en pleine rue (là encore, il y a un précédent historique). Son fiancé est libéré ensuite par la Résistance ; Manfredi se cache dans un quartier bourgeois chez une petite actrice opiomane, Marina, qui devient sa maîtresse (l'actrice Maria Michis, qui la joue et qui avait fourni son appartement pour tourner ces scènes, avait réellement hébergé des communistes célèbres dont Palmiro Togliatti). Mais Marina trahit Manfredi à l'espionne allemande Ingrid dont elle

dépend pour ses approvisionnements de drogue. Le lendemain, Manfredi et Don Pietro sont arrêtés. La Gestapo soumet les deux à un interrogatoire mais n'arrive pas à les faire chanter. Manfredi est ensuite torturé et meurt sans trahir. Don Pietro est exécuté le lendemain.



L'extrême sobriété du film est en partie un résultat de la pénurie au moment du tournage : il n'y a pas eu, par exemple, assez de matériel pour fignoler des scènes ; il a fallu tourner les scènes d'intérieur de nuit parce qu'il n'y avait pas d'électricité à Rome le jour ; par manque d'argent pour des acteurs professionnels, Rossellini a eu recours à de nombreux figurants. Mais le langage épuré de *Roma, città aperta* est surtout voulu. Il s'oppose au pompeux de la propagande fasciste. Et, à l'opposé de ce que cette propagande a voulu faire croire, la morale, la clarté, la masculinité y sont du côté des communistes. Ce sont les nazis et les fascistes qui apparaissent faibles, décadents et efféminés. Le bien et le mal ont donc des contours clairs dans ce film. Le film a remporté immédiatement un grand succès en France et aux États-Unis (plus grand qu'en Italie même). Mais l'organisme de l'industrie du film qui avait suivi en Allemagne fédérale la censure militaire des Alliés avait considéré, en 1950, que Rossellini avait représenté la « vérité historique de manière exagérée » ! Il jugeait que le film « incitait à la haine entre les peuples » et avait décrété qu'il ne pouvait être montré que dans des « clubs ». Après seize années de quasi-censure sort enfin une version allemande, retravaillée : les scènes où la Gestapo torture sont coupées, de nombreuses autres modifications rendent l'occupant moins brutal, les résistants sont « socialistes » et non « communistes ». La

tendance est claire : on voulait l'apaisement alors qu'Italiens et Allemands venaient de s'associer dans la Communauté économique européenne par les traités de... Rome !

Chapitre 48

La Seconde Guerre mondiale en dix chansons

Dans ce chapitre :

- ▶ Des Français « excellents »
- ▶ « Katioucha », la femme destructrice
- ▶ L'hymne national français personnalisé
- ▶ De « Lili Marleen » à « Lily Marlène »
- ▶ « Nuit et brouillard », chanson non « conseillée »

En général, les auteurs de livres d'histoire savants ne considèrent pas que la chanson est digne d'intérêt autre qu'anecdotique. C'est donc la grande absente. Et pourtant, c'est par elle qu'on peut toucher ce qui fit le quotidien des hommes et des femmes de ce temps. C'est souvent par la chanson, de manière volontaire ou non, que cet événement resurgit dans la mémoire affective de ceux qui ont souffert de cette guerre. La chanson est un vecteur idéal de mémoire car c'est un mode d'expression intergénérationnelle et populaire. Une sorte de marqueur de mémoire et d'éveilleur de sensibilité. Comment pourrait-on imaginer le souvenir de la Résistance en France sans *Le Chant des partisans*? Qui ne connaît pas ce chant dont la mélodie par elle-même dit tout de la gravité du contexte où elle a été créée ? Il est des chansons qui sont des monuments ! Il est aussi des chansons qui dérangent, comme *Nuit et brouillard* de Jean Ferrat, car elles évoquent des réalités

historiques qu'on préférerait taire. Il est des chansons qui aident à tuer, comme *Blood on the Risers*, et d'autres qui aident à panser les plaies, comme *Lili Marleen*. La chanson, c'est plus qu'un divertissement ; c'est une source à part entière.

«Ça fait d'excellents Français !» (1939)



Il faut réviser notre image d'un peuple qui refuse la guerre et s'affranchir de la vision que le régime de Vichy a imposée pour se justifier : la défaite serait due au « défaitisme » des Français et à la « décadence » de la France. En fait, à la veille de la guerre, on assiste à l'acceptation de la guerre par les Français et à une forme d'unité nationale. Le pacifisme est devenu minoritaire. La mobilisation s'effectue dans de bonnes conditions.

Témoigne de cet état d'esprit responsable le grand succès d'une chanson comme « Et tout ça fait d'excellents Français » quelques semaines après la déclaration de guerre (31 octobre 1939). Cette chanson entend montrer que les Français, malgré leurs origines sociales et politiques différentes, malgré leurs prises de position antérieures, sont prêts à taire leurs querelles pour se transformer en bons soldats, lutter contre le nazisme, défendre la patrie et sauver la République.

Les paroles sont de Jean Boyer et la musique de Georges Van Parys. C'est le célèbre crooner Maurice Chevalier qui l'interprète, assurant à la chanson un succès magistral.

« Katioucha » (1938)

Katioucha est un diminutif affectueux du prénom russe Ekaterina. Apparemment, aucun rapport avec la guerre ! Mais c'est aussi le surnom que les Allemands donnèrent à l'« orgue de Staline » (*Stalinorgel*) : plusieurs batteries de camions alignées tirant des roquettes en rafales, en constituant un tir de barrage et de destruction, peu précis, certes, mais puissant et impressionnant.

Comme avec *Lili Marleen*, il s'agit d'évoquer l'amour d'une jeune fille avec un soldat parti au front et la souffrance que fait naître cette séparation. Cette chanson fut écrite pour Lidia Rouslanova, chanteuse russe à succès qui en fut l'interprète pendant toute la Seconde Guerre. Les paroles sont dues à Mikhaïl Issakovski et la musique à Matveï Blanter.



Cette chanson connut une vie après la guerre. Ivan Rebroff l'a intégrée à son répertoire en 1968. Puis, c'est Rika Zaraï qui reprit le thème musical en 1969 dans la chanson *Casatschok* («C'est l'hiver qui frappe à notre porte») sur des paroles françaises de Boris Rubaschkin.

«Maréchal, nous voilà !» (1941)



Le régime de Vichy a supprimé la devise républicaine « Liberté, Égalité, Fraternité », au profit de « Travail, Famille, Patrie ». Il a éliminé les bustes de Marianne au profit de ceux de Pétain, chef de l'État. Il a remplacé le 14 Juillet par la fête de Jeanne d'Arc, et la

Légion d'honneur par la Francisque. Il était logique qu'elle fasse un sort à l'hymne républicain, *La Marseillaise*, interdit en zone Nord par l'occupant dès 1940, puis partout en France à partir de 1942. Un nouvel hymne est joué lors des cérémonies officielles. À l'école, les petits Français apprennent un autre hymne, qui salue non pas la République, bien sûr, mais un homme, le maréchal Pétain, qui dirige une dictature antirépublicaine. « La France, c'est Pétain », ainsi se termine cette chanson, ainsi peut-on résumer le projet vichyste.

La partition est créée en 1941 et éditée par les Éditions musicales du Ver Luisant. Sur la couverture on peut lire : « Le serment de la France à son chef. » Les paroles sont dues à André Montagnard, la musique est cosignée par Charles Courtioux et Montagnard. Tous les deux seront accusés d'avoir plagié un auteur de chansons et compositeur d'opéra-bouffe, Casimir Oberfeld, mort en déportation à Auschwitz. Pour d'autres, l'hymne s'inspire de *La Fleur au guidon*, de Fredo Gardoni, chanson choisie par les organisateurs du Tour de France en 1937...

L'interprétation la plus célèbre est celle d'Andrex (alias André Dassary), chanteur d'opérette et acteur de second ordre, accompagné par l'orchestre de Ray Ventura.

« *Lili Marleen* » (1938-1942)

En 1938, la chanteuse allemande Lale Andersen découvre une chanson que le compositeur à succès Norbert Schultze venait d'écrire. Elle en connaissait le texte (écrit en 1915 par le poète Hans Leip avant de partir pour le front russe), puisqu'elle le chantait déjà, mais sur la mélodie du compositeur Rudolf Zink avec qui

elle avait fait toute sa carrière. En août 1939, Schultze la convainc cependant d'enregistrer à Berlin un disque avec sa mélodie. Ce sera le tube mondial de la Seconde Guerre mondiale ! Mais au départ, c'est un cuisant échec commercial avant la guerre : 700 exemplaires du disque sont vendus.



À l'été 1941, presque par hasard, le lieutenant Heinz-Karl Reintgen, directeur de la radio militaire allemande de Belgrade, programme ce disque. La tonalité nostalgique de la chanson séduit les soldats de la *Wehrmacht* éloignés de leurs foyers et de leurs amies. Ils demandent à la radio de passer des dédicaces personnelles. La chanson devient l'indicatif de la radio. Joseph Goebbels tente, en vain, d'interdire cette chanson qui risque de diminuer l'esprit combatif des soldats.



La célèbre chanteuse française, Suzy Solidor, tête d'affiche du cabaret parisien « La Vie parisienne », décide en 1942 d'en faire une version française – *Lily Marlène* – sur des paroles d'Henri Lemarchand. En Méditerranée, en 1942, les soldats alliés découvrent cette chanson et l'adoptent à leur tour... Ils l'attribuent à la chanteuse allemande antinazie Marlène Dietrich ! Succès mondial et paradoxal. La chanson est adaptée dans 48 langues. L'armée britannique produit une version anglaise et jazzy en mai 1943. Marlène Dietrich finit par accepter de l'interpréter, transformant alors cette chanson en hymne à la victoire contre le nazisme.

Le «Horst-Wessel-Lied» (1929)

Même aujourd'hui, beaucoup parmi les quelque huit millions d'Allemands assez âgés pour vraiment se souvenir de la Seconde Guerre mondiale ne peuvent s'empêcher de se rappeler cette chanson, chaque fois qu'ils entendent l'hymne national allemand. En fait le *Horst-Wessel-Lied* qui avait été depuis 1929 l'hymne des bataillons d'assaut du parti nazi, les SA, était devenu, après l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933, une sorte de deuxième hymne national : chaque fois que l'hymne traditionnel (composé par Joseph Haydn) était entonné, cette marche l'a suivi aussitôt. Chantée non seulement lors de toutes les occasions officielles, mais aussi et surtout à l'école, sa mélodie a résonné jusqu'au dernier recoin du Reich. Le texte a été composé à la fin des années vingt par un jeune SA devenu peu après un martyr du mouvement nazi et gonflé aussitôt par Goebbels en héros : Horst Wessel succombe en février 1930 à Berlin des blessures que lui avait infligées un communiste lui ayant tiré dans la tête. La mélodie est beaucoup plus ancienne. C'est elle qui a fait le succès de cette chanson, parce qu'elle a tout les éléments musicaux qu'il faut pour servir à la propagande : elle est allègre et, surtout, elle est assez simple pour être chantée par des voix et interprétée par des fanfares peu exercées. C'est pourquoi elle survit dans la mémoire collective, malgré le fait qu'elle est frappée depuis 1945 d'une interdiction totale (sauf dans des contextes précis et commentés, d'éducation ou d'historiographie comme dans ce livre-ci).



Bien entendu, les musicologues nazis ont trouvé tout de suite dans le *Horst-Wessel-Lied* « des éléments de mélodie typiquement germains ». Beaucoup de contemporains qui l'ont par ailleurs

chantée avec conviction, l'ont trouvée à la réflexion trop peu élaborée. En effet, le passage introductif où le texte dit : «Le drapeau haut !», la mélodie... descend !



Pour les critiques ou les ennemis du régime, la chanson qui représente le nazisme de manière si officielle devait devenir *le* sujet par excellence de blagues ou de parodies. L'une des plus célèbres reste celle de Bertolt Brecht de 1943, « La Marche des veaux » dans sa pièce *Schweik dans la Seconde Guerre mondiale* pour laquelle l'Autrichien, juif et communiste, Hanns Eisler a écrit la musique. Mais il y a aussi la parodie de Pierre Dac qui s'adresse aux collaborationnistes français. Chantée sur la radio de Londres, son texte commence par « Waffen SS, enfants de la milice, c'est nous les durs, les mecs au cœur de fer ». Elle se termine par : « Du nom "Français" nous n'avons plus que faire, d'être nazis nous sommes bien plus fiers. Et s'il le faut, nous égorgerons père et mère. Car nous tuons au nom d'Adolf Hitler. »

« Nuit et brouillard» (1963)



Jean Ferrat est un auteur-compositeur français engagé. Il sort un album en 1963 qui le rend d'un coup célèbre. Une chanson de cet album évoque le drame de la déportation pendant la Seconde Guerre mondiale. « Nuit et Brouillard » était le nom de code que les nazis utilisaient pour désigner les « ennemis du Reich » qu'il fallait éliminer. À cette époque, ce fut un événement car le sujet n'avait pas encore été traité et la société française n'était pas encore sensibilisée à la question de la déportation. À tel point que le président de l'ORTF de l'époque avait « déconseillé » sa diffusion. Il faudra attendre la fin des années soixante-dix pour que la prise de conscience ait lieu.



Jean Ferrat avait lui-même perdu son père, juif d'origine russe, dans l'enfer d'Auschwitz. Mais il n'avait pas voulu que son hommage ne concerne que les juifs. Comme il l'a dit lui-même : « *Nuit et brouillard* est dédiée à toutes les victimes des camps d'extermination nazis quelles que soient leurs religions et leurs origines, à tous ceux qui croyaient au ciel ou n'y croyaient pas et bien sûr, à tous ceux qui résistèrent à la barbarie et en payèrent le prix. »

« *Blood on the Risers* » (1942)

Pendant la Seconde Guerre mondiale, *Blood on the Risers* est le chant des parachutistes américains, ceux de la mythique 82 division aéroportée : la *82nd Airborne Division*, avec son insigne aux deux lettres AA blanches sur fond rouge et bleu. Sur l'air du *Battle Hymn of the*

Republic, ce chant raconte le dernier saut d'un parachutiste dont le parachute n'a pas fonctionné.

Née en 1917, puis reconstituée en 1942, c'est une division de parachutistes de l'armée des États-Unis d'Amérique. Elle débarque en Afrique du Nord en mars 1943, participe à l'invasion de la Sicile et de l'Italie. Elle se distingue lors du débarquement en Normandie : un détachement de l'unité s'empare de Sainte-Mère-l'Église dans la nuit du 5 au 6 juin 1944. Elle participe à l'opération *Market Garden* et à la bataille des Ardennes. En Allemagne, elle libère le camp de Neuengamme. En 2003, elle participa à la conquête de l'Irak.



Ce chant apparaît dans « *Brothers in Arms : Road to Hill 30* », un jeu vidéo de tir subjectif sorti en 2005, qui utilise comme trame scénaristique la Seconde Guerre mondiale, et plus précisément la bataille de Normandie.

« *Le Chant des partisans (Chant de la Libération)* » (1943)



C'est la chanson emblématique de la Résistance intérieure, l'hymne de la Résistance française. Elle a été écrite à Londres en 1943 par deux évadés de France par l'Espagne, tous deux écrivains : Joseph Kessel (1898-1979) et Maurice Druon (1918-2009), son neveu. La musique a été composée sur sa guitare par Anna Marly (1917-2006). Cette jeune femme de toute beauté était née en Russie. Son vrai nom : Bétoulincky. Elle était membre des FFI. Elle chante au micro de la BBC dans l'émission « Les Français parlent aux Français », ce qui lui vaut un succès immédiat.

Pourtant, ce n'est pas à la Résistance qu'elle pensa lorsqu'elle composa cette célébrissime chanson, mais à la bataille de Smolensk (août à octobre 1943), en Russie. Son âme russe trésaille alors. Elle raconte : « Bouleversée, je prends ma guitare, je joue une mélodie rythmée, et sortent tout droit de mon cœur ces vers en russe : "Nous irons là-bas où le corbeau ne vole pas/Et la bête ne peut se frayer un passage. Aucune force ni personne/Ne nous fera reculer." »

C'est en russe qu'elle l'interprète initialement. En l'entendant, subjugués, Kessel et Druon rédigent une version française. Son air mystérieux et enveloppant est rapidement connu grâce au fait qu'elle était sifflée comme indicatif de l'émission française de la BBC. Vite et largement diffusée, cette chanson fut une sorte de signe de reconnaissance dans les maquis.

Au même moment a été composée *La Complainte du partisan*. Si l'inspiration est la même et la musique toujours d'Anna Marly, les paroles sont différentes : elles

ont été écrites par Emmanuel d'Astier de La Vigerie, chef du mouvement Libération-Sud. Les chanteurs Joan Baez et Leonard Cohen lui ont conféré une dimension mondiale.

«*Kadimah (En avant)*» (1943)

Les Éclaireurs israélites de France, après trois refus, sont admis en 1939 au sein du Bureau interfédéral du scoutisme. Quand la France est occupée, les activités de l'EIF se poursuivent clandestinement en zone Nord. Cette interdiction s'étend à toute la France à partir de janvier 1943. Dès septembre 1942, est mise en place une « organisation clandestine de sécurité, d'autodéfense, de planquage et de fabrication de faux papiers » qui sauvera des milliers de jeunes juifs. Les responsables de ce mouvement seront massivement arrêtés, fusillés ou déportés. Les chantiers « ruraux » se transforment alors en maquis, dont la compagnie Marc Haguenau (qui sera fusillé) ou le maquis de la montagne Noire (Tarn). La compagnie participe à la libération de Mazamet et de Castres, avant d'être intégrée à la 1 armée et de prendre part, jusqu'au lac de Constance, aux combats de la Libération.



Le « Chant fédéral EIF » a été créé par Edmond Fleg avant-guerre. Il comporte un troisième couplet : « Comme Ézéchiel a béni/Le refuge des bannis,/Bénis la France où finit/La douleur qui t'a puni. »

Cet hommage à la France devenait difficile à soutenir sous le régime liberticide de Vichy... Un autre chant est alors composé, dont on ne connaît pas l'auteur. Il s'appelle *Kadimah*, c'est-à-dire « En avant ». En pleine

persécution, ce chant d'espérance et de volonté détonne !

« *Fischia il vento (Le vent siffle)* » (1943)



La célèbre chanson russe *Katioucha* fit des émules. En 1943, Felice Cascione, un médecin, membre de la Résistance communiste, tué par les fascistes en 1944, écrivit sur la même mélodie un texte italien. Son titre : *Fischia il vento* (« Le vent siffle »). Ce chant devint ainsi l'hymne des résistants italiens, avec *Bella Ciao*. Mais alors que les paroles de la chanson russe restent sur un régime poétique et très métaphorique, la chanson italienne gomme la dimension sentimentale pour mettre en valeur explicitement le message guerrier qui doit galvaniser le « partisan » contre le « fasciste ».

Chapitre 49

Dix musées et mémoriaux à visiter

Dans ce chapitre :

- ► Oradour, un village martyr devenu lieu de deuil
- ► Auschwitz, lieu de mémoire(s)
- ► Hiroshima, mémoire et paix
- ► Stalingrad, à la gloire de la « grande guerre patriotique »
- ► À Berlin, les Allemands n'oublient pas

La mémoire de la Seconde Guerre mondiale a très tôt fait l'objet d'un processus de mémorialisation. Pour conserver cette mémoire tragique ou héroïque, pour édifier la population et faire œuvre de pédagogie citoyenne, les mémoriaux et les musées se multiplient dès l'année 1946. En France, c'est la Résistance qui a d'abord été mise à l'honneur. Il y a pas moins de soixante-dix musées qui lui sont consacrés. Puis se développent les musées dédiés à l'internement et aux victimes, notamment juives. Un musée ou un mémorial sont nécessairement une prise de position historique. Ils sont censés susciter le consensus chez les contemporains au nom du « devoir de mémoire », mais il arrive qu'ils provoquent la polémique, comme le musée d'Auschwitz, ou qu'ils fassent l'objet de récupération, comme le mémorial de la Paix à Hiroshima. Car les mémoires sont plurielles et sont souvent fonction des enjeux du présent.

Le mont Valérien, mémorial de la France combattante (Suresnes, France)

Le fort du mont Valérien, construit en 1841, se situe sur une colline, à Suresnes, dans la périphérie proche de Paris. Il domine le bois de Boulogne. C'est dans ce lieu discret, au cœur d'une clairière, que les Allemands choisirent de fusiller les réfractaires à leur ordre.



Dès 1940, dix-huit syndicalistes des usines Renault de Boulogne-Billancourt sont exécutés. Ils ont été accusés d'entraver la marche normale de l'usine pour le compte des Allemands. C'est là, par exemple, qu'un des premiers résistants de la France libre, Henri d'Estienne d'Orves, avec huit de ses compagnons, a été fusillé le 29 août 1941. Le 23 mai 1942, le communiste Jacques Decour est exécuté, avec deux de ses camarades. La même année, ce sont les résistants du réseau du musée de l'Homme qui sont passés par les armes. Manouchian et une vingtaine de ses compagnons de L'Affiche rouge (FTP-MOI) y sont fusillés le 21 février 1944. Le « rituel » des exécutions était bien réglé. Les prisonniers étaient extraits des prisons de Fresnes, du Cherche-Midi, etc. Ensuite, ils devaient vivre leur dernière nuit dans une chapelle désaffectée avant d'être fusillés au lever du jour.

Le 25 août 1944, les résistants s'emparent du mont Valérien. La reddition allemande a lieu le lendemain. Le premier gouvernement français de la Libération a tenu à consacrer ce lieu où périrent tant de martyrs de la Résistance. En septembre 1944, les communistes y organisent la première cérémonie commémorative. Le général de Gaulle entend en faire un symbole national.

Il charge Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat, ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, de cette mission. C'est lui procède au tirage au sort des héros qui auront le privilège d'être inhumés au mont Valérien.



Ils sont quinze : deux déportés, un prisonnier de guerre, trois résistants « de l'intérieur », neuf combattants militaires. Parmi les quinze cercueils, celui de Berty Albrecht, la compagne de Frenay à Combat, qui s'est suicidée à la prison de Fresnes. Sur les neufs combattants, trois ont été tués dans le territoire de Belfort, au cours des ultimes combats libérateurs de l'automne 1944. On ne trouvera pas au mont Valérien de victimes juives du génocide. Seules les victimes combattantes ont alors droit à l'hommage de la Nation.

La cérémonie a lieu le 11 novembre 1945. Les cercueils sont conduits sur des affûts et des prolonges d'artillerie jusqu'à la place de l'Étoile. Ils arrivent à 9 h 55. Cinq minutes après, le général de Gaulle, chef du gouvernement, prononce une courte allocution : « Morts pour la France, mais triomphants comme elle ; tombés sur tous les champs de bataille, où, soit dans la lumière, soit dans l'ombre, s'est joué notre destin ; ramenés par tous les chemins de nos douleurs et de notre victoire, voici donc ces morts revenus ! [...] Il faut que nous comprenions combien demeure éternellement précaire le salut de notre pays, puisqu'il fallut au long de notre histoire tant de sacrifices pour surmonter tant de dangers. Il faut que nous reconnaissions que le bien de la patrie est toujours la loi suprême et que, dans la situation que lui font un monde

dur et un temps difficile, tout, oui tout, doit s'effacer devant le devoir de la servir. [...] »

La France entière se recueille au moment où, après un coup de canon et la sonnerie aux morts, retentissent les cloches de Notre-Dame et de toutes les églises de France. L'unité de la nation est, un court instant, retrouvée. Après le défilé des troupes, des milliers d'anonymes se recueillent devant les catafalques jusqu'à 18 heures. À 18 h 50, les cercueils sont chargés à nouveau sur les affûts pour un cortège qui les conduit jusqu'au mont Valérien. Ils sont alors déposés dans une crypte provisoire.

Avec le retour au pouvoir du général de Gaulle (en 1958), le site mémorial prend sa forme définitive, avec notamment l'installation de la dalle commémorative et l'érection d'une croix de Lorraine. Dans les années quatre-vingt, une enquête est menée relative au décompte des fusillés. Une liste est finalement établie : 1007 fusillés (on parlait de 4500 au lendemain de la guerre), dont 972 morts pour la France et 179 juifs. Un monument inauguré en 2003 porte cette liste.

Le mont Valérien est bien le lieu emblématique du martyre de la Résistance. C'est un lieu de recueillement où les présidents de la République prennent régulièrement la parole.

Oradour-sur-Glane (Limousin, France)



Il n'est pas facile de conserver la trace d'un crime de guerre gratuit comme celui qui s'est passé à

Oradour-sur-Glane. Ce petit village du Limousin a connu l'horreur le 10 juin 1944, quand les membres de la division SS *Das Reich* s'y installe, sûrement pour dissuader les maquisards des environs. Le village est encerclé, les maisons fouillées, les habitants sont rassemblés. On sépare les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autre. Les premiers sont répartis en groupes puis sont fusillés dans divers endroits du village. Les deuxièmes sont conduits à l'église. Des explosifs y sont allumés et le feu se propage. Les témoins furent pourchassés et abattus. Bilan : 642 victimes, dont plus de 200 enfants.

Dès la Libération, Oradour devient la figure archétypale du massacre des « innocents » (les civils ont payé un très lourd tribut dans cette guerre, contrairement à la Première Guerre) et de la barbarie nazie qui n'hésite pas à tuer femmes et enfants, mais aussi à profaner des lieux consacrés. En novembre 1944, la procédure de classement et de conservation des ruines est lancée. L'idée n'est pas de faire un musée, mais au contraire de laisser les lieux en l'état pour préserver l'émotion. Lieu de deuil et de mémoire à la fois. C'est le général de Gaulle lui-même, le 5 mars 1945, qui vient confirmer sur place sa volonté de classer ces ruines comme Monument historique et relevant de la nation. Il dira : « Oradour est le symbole de ce qui est arrivé à la patrie elle-même. »



Pourtant, cette union va se fracturer. La municipalité, alors communiste, entend dès 1948 utiliser Oradour pour nourrir des campagnes pacifistes antiaméricaines, hostiles à la création de la République fédérale d'Allemagne. Deux commémorations s'opposent, l'une initiée par la commune, l'autre par l'État et les associations de victimes. En 1953 a lieu le procès « de Bordeaux » qui jugea ceux qui ont participé au massacre. Parmi eux se trouvaient treize Alsaciens (sur vingt et un) incorporés de force dans l'armée allemande. C'est le drame de ces Français, les « malgré-nous », qui fut alors au cœur d'une vive controverse, au sein même du Parlement et dans la presse. L'amnistie pour eux fut votée. Deux régions s'affrontent : le Limousin et l'Alsace ! L'association des familles des victimes, par mesure de rétorsion contre l'État, refuse que les cendres des morts reposent dans le Mémorial construit par l'État. Ce n'est que le 10 juin 1998 qu'une délégation alsacienne, conduite par le maire de Strasbourg, fut invitée par le maire d'Oradour pour participer à la cérémonie commémorative.

Pendant ce temps, et à côté du lieu de mémoire, un nouveau bourg s'est peu à peu construit. Un travail de pédagogie s'est développé et s'est traduit par la création d'un Centre de la mémoire en 1999, initié par le conseil général de la Haute-Vienne et inauguré le 16 juillet par Jacques Chirac, président de la République.

Dans une salle ont été imaginés vingt carrés lumineux qui portent des citations et des messages de paix invitant à la réflexion. Parmi ces citations, une phrase du philosophe Vladimir Jankélévitch extraite de son livre

L'Imprescriptible : « Les déportés, les massacrés n'ont plus que nous pour penser à eux. Les morts dépendent entièrement de notre fidélité. »

Mémorial et musée d'Auschwitz-Birkenau (Oswiecim, Pologne)

Auschwitz est devenu *le* symbole tout court de la Shoah et donc des faits les plus criminels commis par l'Allemagne nazie à l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Jamais le besoin de savoir plus sur ces faits n'a été plus fort qu'aujourd'hui : dès 1947, l'État polonais a fait de l'ancien camp de concentration et d'extermination (s'étant situé entre 1940 et 1945 dans une partie de la Pologne annexée par l'Allemagne nazie) un musée qui a été vu par environ deux cent mille visiteurs par année. Mais ce n'est que depuis 1990 que le nombre de visiteurs atteint presque chaque année de nouveaux records. En 2006, le million a été dépassé. En 2009, 1,3 million de visiteurs (et parmi eux 50000 Français, 10000 Belges et 58000 Allemands) sont venus à Auschwitz pour voir ce lieu sinistre, conçu pour exploiter et assassiner.



Aujourd'hui, le Mémorial est beaucoup plus que les baraquements du camp qui subsistent, les tourelles de garde ou la célèbre porte d'entrée surplombée par les mots *Arbeit macht frei* (« Le travail libère »). C'est d'abord un musée : on y trouve conservés et (en petite partie) exposés comme autant de témoignages de la souffrance, les biens personnels dont les déportés ont été privés dès leur arrivée. Parmi eux, il y a par exemple deux mille valises sur lesquelles on lit encore les noms

de leurs propriétaires. On y trouve exposés les objets de la vie quotidienne dans le camp ou encore des petits objets d'art émouvants, façonnés par les déportés entre la vie et la mort. Mais y sont exposés aussi des objets en rapport direct avec l'extermination dans les chambres à gaz, dont des conteneurs du gaz Zyklon B. Le Mémorial est ensuite une institution d'archives importante où l'on trouve les sources originales essentielles sur Auschwitz. Et enfin, le Mémorial est une institution de recherche considérable et aussi, et de plus en plus, une institution d'éducation et... de lutte contre ceux qui pensent toujours pouvoir nier, malgré l'évidence accumulée précisément dans ce lieu, l'existence des chambres à gaz.

Comme tous les musées-mémoriaux dont les origines remontent aux premières années après la Seconde Guerre mondiale, celui d'Auschwitz est fortement marqué lui-même par l'histoire mouvementée des décennies qui se sont depuis lors écoulées. Une première exposition a ouvert en 1947. Elle était très modeste, marquée par les conflits, au sein de la Pologne de l'époque, entre les représentants de l'État et des juifs, limitée par des fonds très réduits. En 1955, l'exposition principale a néanmoins pu être complétée. Après plus d'un demi-siècle d'existence, elle sera remplacée prochainement. Ce n'est que depuis les années soixante que le musée-mémorial d'Auschwitz prend son essor. C'est alors qu'ouvrent l'une après l'autre les « expositions nationales ». Sous l'initiative d'anciens déportés, associés dans le Comité international d'Auschwitz, les expositions d'abord tchécoslovaque et hongroise (1960), puis soviétique et (est-)allemande (1961), mais aussi belge (1965) et française (1979) et d'autres encore ont pu être réalisées qui démontrent le sort terrible réservé aux citoyens respectifs déportés à Auschwitz.



Certaines de ces expositions sont devenues des enjeux politiques au plus haut niveau. Ainsi l'ancienne « Exposition nationale » de l'URSS a été fermée en 2003, suite à la proposition venue de la Russie de Vladimir Poutine de la remanier fondamentalement. Des désaccords sur le dénombrement des victimes « soviétiques » (résultant du différent entre la Pologne et la Russie sur la légalité de l'appartenance de la partie orientale de la Pologne à l'URSS à l'époque de la Shoah) empêchent jusqu'à ce jour sa réouverture. L'exposition de l'Autriche, ouverte en 1978, a représenté abusivement (sous les huées de nombreux observateurs) ce pays uniquement comme victime et non pas comme un lieu d'où ont été originaires nombreux acteurs de l'extermination des juifs. À l'État d'Israël, la Pologne communiste avait refusé le droit d'organiser une exposition en faisant valoir que cet État n'avait pas existé à l'époque.

L'exposition « Lutte et Martyre des juifs » à Auschwitz, conçue en 1968 par le grand écrivain polonais Andrzej Szczypiorski, a cependant été ouverte. Jusqu'à ce moment, les visiteurs avaient pu avoir l'impression que des non-juifs, en effet majoritaires parmi les déportés à Auschwitz jusqu'en mi-1942, y étaient représentés comme le groupe de victimes le plus important. En avril 2010, les directeurs des mémoriaux-musées d'Auschwitz et de Yad Vashem en Israël ont cependant signé un accord selon lequel cette exposition, devenue obsolète, sera remplacée par une nouvelle, préparée sous l'égide de l'institution israélienne. Cette coopération confiante marque une nouvelle ère. Le Musée d'État d'Auschwitz est d'ailleurs complété, depuis 2000, par le Centre juif

d'Oswiecim/Auschwitz, une institution financée par l'*Auschwitz Jewish Center Foundation* américaine. Ce Centre, composé d'un musée, d'une synagogue et d'un centre d'éducation très actif, tente de documenter la vie juive pluricentenaire dans la ville d'Oswiecim (dont la majorité de la population avait été juive dans les années trente) avant la Shoah. Mais il entend aussi rendre la jeune génération d'aujourd'hui (en particulier allemande, polonaise et américaine) sensible aux dangers du racisme et de l'antisémitisme.

Hiroshima (Japon)

Pendant la première guerre sino-japonaise, la ville d'Hiroshima est devenue l'une des principales bases logistiques de l'armée impériale japonaise. Pendant le second conflit mondial, Hiroshima est un centre stratégique assurant la défense terrestre du Sud du Japon ainsi qu'un centre industriel de première importance. En face du port de la ville, sur l'île d'Okunoshima, une usine de fabrication de gaz toxiques est créée, ces gaz étant notamment utilisés contre les soldats et les civils chinois mais aussi dans le cadre d'expérimentations sur des humains.



Le 6 août 1945, la ville subit le feu atomique. Les hommes sont brûlés, les maisons rasées. C'est la destruction totale. Cent cinquante mille morts, et peut-être quatre-vingt mille blessés. Le recours à l'arme absolue conduit l'empereur Hirohito à annoncer la capitulation du Japon.



Hiroshima fut entièrement reconstruite après la guerre. À l'initiative de son maire, Shinzo Hamai, elle fut proclamée Cité de la Paix par le Parlement japonais en 1949. En guise de témoignage, les ruines du Genbaku Dome, l'un des seuls bâtiments à ne pas avoir été entièrement détruit par l'explosion, furent conservées.

La reconstruction de la ville intègre un musée de la Paix, dont les bâtiments ont été conçus par l'architecte Kenzo Tange. Photos, témoignages et d'objets déformés par la chaleur et le souffle de l'explosion donnent une idée de l'horreur que les habitants de cette ville ont subie. Mais à la demande des États-Unis, le musée est complété par des témoignages des atrocités japonaises perpétrées sur le continent asiatique pendant la guerre. Un vaste parc, le parc de la Paix, s'étend sur 12 hectares, à proximité du centre de l'explosion. Un Mémorial national de la Paix dédié aux victimes de la bombe atomique a été inauguré en 2002. Une vaste salle ronde énumère la liste de toutes les victimes connues. Une flamme de la paix y brille, destinée à rester allumée tant que des armes nucléaires existeront.



Chaque année, le 6 août, une cérémonie commémorative est organisée dans le parc de la Paix. C'est le centre de rassemblement des pacifistes du monde entier. Le 6 août 2010, pour la première fois, l'ambassadeur des États-Unis et le secrétaire général des Nations unies ont participé aux cérémonies.

Carlton Gardens (Londres, Grande-Bretagne)

Il a fallu le soutien très puissant du Premier ministre Churchill pour que la France libre naissante puisse bénéficier d'un lieu digne de son chef. C'est un immeuble très cossu qui se trouve toujours 4 Carlton Gardens, une petite rue au plein de cœur du Londres prestigieux, entre le Mall et Pall Mall, non loin de Buckingham Palace, en lisière de St. James Park. Le comble, c'est qu'il s'agissait de la demeure de Lord Henry Palmerston, l'un des fondateurs de l'empire victorien résolument hostile à la France... Le professeur de droit René Cassin, un des premiers compagnons du chef de la France libre, se souvient dans ses Mémoires avoir été chargé d'y recevoir le 24 juillet Lady Churchill qui, « avec une bonne grâce touchante, avait tenu à porter elle-même des fleurs afin d'orner le cabinet du second étage, destiné au général de Gaulle ».



Cet immeuble d'affaires luxueux a été réquisitionné par le gouvernement de Sa Majesté. Moyennant une indemnité de 850 livres mensuelles, le général de Gaulle peut y emménager le 24 juillet 1940. Avant, depuis son arrivée sur le sol anglais le 17 juin 1940, le Général devait se contenter d'hôtels, d'une petite maison (à Seymour Place), d'étages dans l'immeuble vétuste et lugubre de St. Stephen's House, sur le quai Victoria, le long de la Tamise. Le siège des FFL a fière allure et participe au sérieux de l'image de cette représentation française officieuse. Deux hommes armés montent la garde. Le drapeau tricolore flotte sur le toit du building. De Gaulle est installé dans le bureau d'angle du deuxième étage, garni de boiseries sévères, non loin de celui de René Cassin, le premier étage étant occupé par l'état-major des forces navales.

L'administration naissante de la France libre a besoin d'espace, malgré le fait que les services secrets (le BCRA) aient pu trouver un autre local au 10 Duke Street et le commissariat à l'Intérieur dans Hill Street. Il y a 70 bureaux répartis sur sept étages. Y travaillent autant de militaires que de civils dans une atmosphère d'activité débordante. Le quartier général est commandé de main ferme par le capitaine de Soubeyrand, officier de cavalerie. Le Général loue alors un appartement meublé non loin de son nouveau quartier général, au 15 Grosvenor Square (avant d'emménager fin 1942 à Hampstead, au nord-ouest de Londres). Il déjeune au Royal Automobile Club ou au Savoy, avec les hiérarques de la France libre. Les services continueront de fonctionner même après que le général de Gaulle eut rejoint Alger, fin mai 1943. Pour les résistants de l'intérieur, se rendre à Carlton Gardens demeure un rite de passage obligé pour pouvoir prétendre appartenir au groupe restreint des VIP de la Résistance. C'est le lieu symbolique de la renaissance de la France institutionnelle. Aujourd'hui, un médaillon commémoratif de couleur bleue rappelle cet épisode de l'histoire de la France.

Ce n'est qu'en 1993 qu'une statue de Charles de Gaulle est érigée dans le prolongement de cette rue. C'est le résultat de l'action de Clementine Churchill, la veuve du Premier Ministre. Le grand homme est en uniforme, juché sur une stèle ornée de la croix de Lorraine. Le touriste français qui passe devant cet immeuble ne peut pas ne pas être ému. Ici, le destin de De Gaulle s'est scellé. Ici, dans ce coin cossu et discret de Londres, la nouvelle France est née. Mais à l'époque, rien n'était gagné ! La France libre pouvait être une aventure qui ne mène nulle part.

Churchill War Rooms (Londres)

Toute personne qui a visité ce lieu au cœur du quartier des ministères entre la Tamise et St. James's Park en sortira consciente une fois pour toutes de l'importance clé de la Grande-Bretagne pour la survie de la liberté à l'époque de la guerre. En 2009, cet ensemble de salles souterraines, enfouies sous une carapace de trois mètres de béton, a fêté ses soixante-dix années d'existence. La construction des *Cabinet War Rooms* a été commencée en 1938, après l'*Anschluss* de l'Autriche au Reich (et donc à l'époque de Chamberlain et de sa politique de l'apaisement, moins naïvement optimiste qu'on a tendance à le croire), et elle a été complétée en août 1939, une semaine avant la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne à l'Allemagne nazie. L'ensemble de 12 000 mètres carrés (seulement une petite partie peut être visitée !) a été construit pour servir d'abri au gouvernement et aux stratégies militaires dans le cas d'attaques aériennes. Conçu à l'origine pour de brèves périodes de menace, il restera en fait en service durant six années, jusqu'au dernier jour de la guerre en août 1945. L'authenticité saisissante du lieu provient du fait qu'il a été laissé inchangé depuis lors. Fermé à clé à ce moment, on n'y a pas touché. Une loi de 1948 a cependant assuré sa préservation comme site historique. Mais durant plus d'un tiers de siècle, seules quelques milliers de personnes sélectionnées ont pu profiter d'une visite guidée de ces salles à demi oubliées. Il a fallu une décision de la Première ministre Margaret Thatcher, grande admiratrice de son prédécesseur Winston Churchill, pour véritablement l'ouvrir, en 1984, au public.

Churchill doit faire face à Londres au *Blitz*, à la guerre aérienne germano-britannique dans le ciel d'Angleterre.

Dans l'espace des quatre semaines de septembre 1940, la *Luftwaffe* déverse plus de cinq mille tonnes d'explosifs sur la capitale. C'est à ce moment que les *Cabinet War Rooms* prennent toute leur importance, alors que les citoyens de Londres passent leurs nuits sur les quais du métro et enterrent dans leurs petits jardins des abris en tôle. Le cœur du musée des *Churchill War Rooms* est formé par la salle des Cartes, le *Map Room*, où les grandes décisions sur les opérations militaires ont été élaborées. Une autre salle clé est le *Cabinet Room* où Churchill a réuni en comité restreint quelques ministres et conseillers et les officiers d'état-major. Mais la salle a aussi été utilisée, jour et nuit – et souvent de nuit parce que Churchill a préféré travailler tard – par le Comité de la défense, l'instrument par lequel le Premier Ministre a véritablement mené la guerre. À l'époque du *Blitz*, Churchill a été obligé de passer ses nuits dans sa chambre adjacente au *Map Room*. C'est d'ici qu'il a parlé à plusieurs reprises au micro de la BBC pour exhorter ses compatriotes à ne pas cesser le combat contre l'Allemagne nazie.



Un tout petit cabinet, à l'origine conçu pour stocker des balais, a été changé mi-1943 en une sorte de cabine téléphonique transatlantique, déguisée en WC du Premier Ministre. C'est d'ici que Churchill a pu parler avec Roosevelt, en direct et en sécurité, car codé par l'un des premiers ordinateurs, secrètement installé dans la cave d'un grand magasin *Selfridges* limitrophe. (Le chef du contre-espionnage nazi, Walter Schellenberg, a cependant prétendu en 1950 que l'« Institut de recherche de la poste du Reich » aurait réussi à déchiffrer les ondes radio des conversations envoyées à travers l'Atlantique.)

En 2003, les *Cabinet War Rooms* ont été augmentés de la *Churchill Suite*, c'est-à-dire des pièces où, à partir de 1941, les personnes les plus proches de Churchill, sa femme Clementine, mais aussi ses collaborateurs personnels, ont pu se mettre à l'abri et travailler. En 2005, la partie historique du musée a été complétée par le *Churchill Museum*, un centre d'information très moderne, entièrement consacré à la politique et à la vie de ce très grand homme d'État, le véritable vainqueur d'Hitler. Les *Churchill War Rooms* sont visités par trois cent mille visiteurs par an, ce qui en fait l'un des grands musées-mémoriaux d'outre-Manche.

Mémorial de Stalingrad (Volgograd, Russie)

Le vaste ensemble du mémorial « Aux héros de la bataille de Stalingrad » à Volgograd reste, dans la Russie de 2010, le monument le plus visité de tous ! Ce fait suffit pour dire l'importance de la « Grande Guerre patriotique » pour l'identité russe aujourd'hui. Immédiatement après la victoire soviétique, en février 1943, le souhait a été exprimé de commémorer l'immense bataille par un mémorial. Vu le déroulement des combats (et la topographie), le lieu s'est imposé par lui-même : le Mémorial se trouve sur la « Hauteur 102,0 », la colline de Mamaïev (nommée d'après le chef de guerre légendaire de la Horde d'Or des Tatars au XIV siècle) qui, par son élévation au-dessus de la ville, a formé l'élément central de la chaîne de défense.



C'est l'un des lieux où la terre déchirée, saturée de métal, continue de porter les stigmates de la guerre. Après une longue période de conception, le complexe a

été construit entre 1959 et 1967, donc après la mort de Staline. L'immensité des espaces, la taille des sculptures, la longueur des reliefs, la largeur des escaliers sont faits pour réduire le visiteur à la taille d'un nain pour mieux lui faire sentir ce qu'il doit aux combattants de cette ville martyre de l'ex-URSS. Le mémorial est dominé par une gigantesque sculpture de femme élevant son épée vers le ciel, *L'Appel de la Mère Patrie*, la plus grande sculpture du monde (85 mètres de haut) quand elle avait été coulée en béton. Pour arriver à ses pieds, le visiteur emprunte un chemin ondulant où il passe devant les tombes de 34 505 combattants de Stalingrad. Ce monument central, impressionnant à tous les égards, est complété par toute une série d'autres ensembles sculpturaux, tous figuratifs, souvent héroïques, mais parfois aussi sentimentaux – et étonnamment « chrétiens » pour l'époque communiste. Ainsi en particulier la grande « pietà » sur la « place du Deuil » où se trouve, depuis sa mort en 1982, le tombeau du maréchal Vassili Tchouïkov, vainqueur avec sa 62 armée à Stalingrad.

Mais dans son ensemble, le Mémorial reste très « soviétique » dans la Russie d'aujourd'hui, marqué par le style réaliste-socialiste, tout exécuté en béton et granit pour mieux défier le temps. On le remarque dès l'entrée où l'on trouve des piédestaux remplis avec la terre « sainte » (comme dit le texte officiel) des grandes villes soviétiques reconquises par l'Armée rouge. Un bas-relief représentant la « Mémoire des générations » rappelle aux jeunes Russes de ne jamais oublier la grandeur de l'époque soviétique. En 1970, un relief monumental a été ajouté, où se trouve une pierre tombale symbolique sous laquelle a été placée une capsule contenant un message adressé aux générations futures par les vétérans et les citoyens de la ville. Il sera

ouvert le 9 mai 2045, le jour du centième anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie.



Le Mémorial est d'ailleurs continuellement complété : ainsi en 1994 par l'ouverture d'un nouveau Cimetière-mémorial militaire, ou en 2006 par le transfert du corps du célèbre tireur d'élite Vassili Zaïtsev qui a abattu pas moins de 225 soldats de l'Axe à Stalingrad. Espérons que la Russie trouvera les fonds nécessaires pour restaurer la « Mère Patrie », toujours plus inclinée, qui menace de s'écrouler à chaque instant !

Le camp des Milles (France)

C'était un camp d'internement en France. C'est devenu le Mémorial national des Milles, situé entre Aix-en-Provence et Marseille.

À la suite de la déclaration de guerre, le gouvernement français entend neutraliser les individus « dangereux pour la défense nationale ou la sécurité ». Une briqueterie qui vient de cesser son activité est réquisitionnée par le préfet le 31 août 1939. Dès le 7 septembre, les autorités y enferment une cinquantaine de « sujets ennemis ». Après la défaite de la France, certains éléments allemands décident d'être rapatriés en Allemagne (747). Le camp passe sous la tutelle du ministère de l'Intérieur et « accueille » les étrangers internés pour qui l'émigration n'est pas possible.

Les conditions d'hygiène sont déplorables, accrues par la promiscuité. Mais il n'y a pas maltraitance et des organisations humanitaires, comme l'*Emergency Rescue Committee*, réussissent à faire sortir du camp des

candidats à l'émigration. De nombreux intellectuels et artistes s'y trouvent, comme Max Ernst ou Golo Mann. Ils organisent des conférences ou des ateliers de création. Des juifs et des non-juifs polonais, allemands, autrichiens.

La mise en œuvre de la « solution finale » fait planer un danger mortel sur les juifs internés. Dès juillet 1942, la section antijuive de la Gestapo recense 1 192 personnes « déportables ». Le 3 août, des gardes mobiles français entourent le camp. Huit jours après, 262 juifs sont convoyés jusqu'au camp de transit de Drancy, d'où ils sont expédiés au camp d'Auschwitz. C'est la preuve qu'avant même l'invasion de la zone non occupée, les autorités françaises prêtent leur concours à la déportation et donc à l'extermination des juifs.



Le camp des Milles sert de lieu de regroupement des juifs (enfants compris) qui sont rafélés à partir d'août 1942, avant d'être redirigés sur Drancy ou d'autres camps comme ceux de Gurs ou de Noé. Ainsi, plus de 2 000 juifs sont partis des Milles pour rejoindre, via Drancy, les camps de la mort.

En mars 1943, le camp est fermé pour être transformé en dépôt de munitions. En 1946, la tuilerie des Milles retrouve son activité industrielle. La mémoire du site est redécouverte par des historiens dans les années soixante-dix. Des associations se créent. L'atelier de menuiserie, qui contient des peintures murales, est inscrit à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques en 1983 avant d'être acquis par l'État et transformé en mémorial. Un projet est lancé à partir de

2008 pour en faire un « lieu de mémoire, d'éducation et de culture ».

Le Mémorial aux juifs assassinés d'Europe (Berlin, Allemagne)

Ce monument, inauguré après un long débat en mai 2005 au centre même de Berlin, à quelques mètres du Parlement allemand et de la Porte de Brandebourg, est le mémorial central de la Shoah en Allemagne. Sobre sans être sévère, il est composé d'un champ de 2 711 stèles en béton (conçu par l'architecte américain Peter Eisenman) et d'un centre d'information souterrain (conçu par l'architecte allemande Dagmar von Wilcken). L'ensemble, financé par une fondation de la République fédérale d'Allemagne, a été largement salué pour son architecture et sa conception. Il exprime que la conscience de ce crime singulier et de la responsabilité historique qui en résulte est devenue un élément constitutif de l'identité de l'Allemagne contemporaine. En témoigne le mot formulé sur l'extermination des juifs d'Europe par le survivant d'Auschwitz Primo Levi et placé dans la salle d'accueil du centre d'information : « Elle a eu lieu, et c'est pourquoi elle peut avoir lieu à nouveau : c'est l'essence de ce que nous avons à dire. »

Bien adopté par le public, et en particulier par les touristes, allemands ou non, le Mémorial est aujourd'hui un élément de toute visite à Berlin. Le vaste champ de stèles légèrement inclinées et hautes jusqu'à quatre mètres, dépourvu de tout symbolisme évident, forme un paysage abstrait qui force à la réflexion. Isolé du bruit de la ville, ralenti par un sol légèrement mouvementé, entouré de béton, le visiteur qui y pénètre est saisi par un vertige provoqué par l'architecture, et qui répond au

vertige qui saisit toute personne qui se propose de prendre réellement connaissance de l'extermination des juifs décidée et élaborée à Berlin. Et ce besoin de savoir est à l'évidence énorme, car le Centre d'information est fréquenté par presque 1,5 million de visiteurs par année. La fondation qui finance le Mémorial a eu d'ailleurs pour tâche de le compléter : il y aura sous peu un mémorial à Berlin pour les Roms, également assassinés par les nazis et il y en a déjà un, réalisé en 2008, dans le parc central de Berlin.



Le Centre d'information (en contact permanent avec le mémorial de Yad Vashem de Jérusalem) présente une introduction à la politique raciste des nazis avant la Shoah, puis donne les informations essentielles sur l'extermination elle-même. Une approche plus personnelle est ensuite donnée à travers les histoires de persécution et d'extermination d'individus particuliers, puis de familles juives provenant de toute l'Europe occupée par l'Allemagne nazie. Les objets familiers et les photographies permettent de saisir la dimension humaine, et en même temps collective de ce crime qui a littéralement éradiqué une culture. Une chambre documentant les centaines de lieux où l'extermination des juifs d'Europe a été perpétrée sous les formes les plus diverses clôt la visite du Centre. On y trouve par ailleurs l'une des archives vidéo les plus considérables de récits de survivants de la Shoah. L'histoire de la Shoah et de la Seconde Guerre mondiale prend d'ailleurs une place très en relief au sein de l'exposition permanente sur l'histoire de l'Allemagne au *Deutsches Historisches Museum*, tout proche du Mémorial. Cette exposition est aujourd'hui la meilleure introduction muséographique au sujet en Allemagne. L'histoire

militaire (dans un sens moderne, étendu), laissée autrefois à de musées locaux souvent poussiéreux et parfois douteux, aura sous peu un nouveau domicile en Allemagne.

Attention : fin 2011 ouvrira à Dresde le *Militärhistorisches Museum der Bundeswehr*, entièrement rénové et refondu, dont un tiers de la très grande surface sera consacré à une exposition sur la Seconde Guerre mondiale qui s'annonce critique et compréhensive et qui fera sa place à l'implication de l'armée allemande dans la Shoah.

Musée de l'Insurrection de Varsovie (Varsovie)

Le musée de l'Insurrection de Varsovie (en polonais le *Muzeum Powstania Warszawskiego*) est, comme beaucoup de musées consacrés à la Seconde Guerre mondiale, un musée très récent. Il a été ouvert en juillet 2004, soixante années après ce moment clé pour l'identité de la Pologne contemporaine : le soulèvement de la population de sa capitale contre l'occupant nazi, à un moment où l'armée soviétique (qui allait déterminer le sort de la Pologne entre 1944 et 1990) se trouvait à quelques kilomètres de Varsovie. Les circonstances politiques n'ont pas permis à l'époque communiste la réalisation de ce musée, qui a aujourd'hui les traits d'un musée-mémorial national. On en avait discuté dans les années cinquante, après la mort de Staline, quand une brève période plus libérale semblait en ouvrir la possibilité. Une nouvelle tentative a été lancée en 1981, à l'époque de *Solidarnosc*, avant que la déclaration de l'état de guerre n'en enlève toute chance d'aboutir. En 1984, une section du Musée historique de la ville de Varsovie a finalement été consacrée à l'insurrection, et les muséographes ont pu commencer à constituer une

petite collection. Dix années plus tard, à l'époque postcommuniste, on a posé la première pierre du musée, mais sur un terrain dont la propriété n'a pas pu être clarifiée. Rien n'a pu être fait durant huit années supplémentaires. En 2002, Lech Kaczynski, alors maire de Varsovie, a promis à ses citoyens qu'on allait enfin aboutir, et cela jusqu'au soixantième anniversaire de l'Insurrection. Grâce à un engagement exceptionnel la promesse a pu être tenue ! Ainsi l'histoire du musée lui-même reflète les entraves de la mémoire.

Le musée très moderne, très bien fréquenté par les Varsoviens et les touristes, se situe au centre-ville dans l'ancienne centrale électrique des tramways, un joli bâtiment en brique de 1908, entièrement restauré. Se focalisant sur l'Insurrection de l'été 1944, le musée est en fait consacré à l'intégralité de l'époque de la Pologne en guerre, du 1 septembre 1939 au 8 mai 1945. On y trouve des objets de la vie quotidienne sous l'occupation nazie dans le « Gouvernement général » ou des informations sur le gouvernement polonais en exil à Londres. Mais le cœur du musée est consacré aux combats de 1944 et à la vie des Polonais qui ont participé à l'insurrection : les photos prises durant les premiers jours de l'insurrection par Eugeniusz Lokajski reflètent d'une manière émouvante la joie sur les visages de ces hommes qui ne savent pas encore que leur action se terminera dans le sang, la déportation et la destruction de leur ville par les nazis. Une seconde partie du musée, ouverte en 2006, présente l'histoire du soutien des insurgés par les alliés occidentaux. Elle est organisée autour d'un avion bombardier *Consolidated B24*, de fabrication américaine : ces avions, qui partaient de bases anglaises avec des équipes polonaises, ont fourni aux insurgés des armes et des vivres.

Le « parc de la Liberté » limitrophe contient le Mur du souvenir, long de cent cinquante mètres, où sont gravés les environ dix mille noms de ceux qui ont participé à l'insurrection. Dans le musée, on peut constater que leur sort à l'époque de la Pologne communiste n'a pas toujours été facile. Une tour d'une trentaine de mètres permet de découvrir d'en haut les lieux où se sont déroulés les combats lors de cette tentative héroïque d'une libération par les forces propres de la nation polonaise. Il est donc d'autant plus intéressant de trouver au sous-sol du musée une salle où l'occupation du *Generalgouvernement* et l'insurrection de Varsovie sont présentées à travers l'œil de l'occupant nazi. Le musée de l'Insurrection est aussi un lieu d'expositions temporaires et un lieu de recherche : il aspire à réunir l'ensemble des archives sur l'événement dont il possède déjà des milliers de photographies et enregistrements audio ou vidéo qui sont présentés dans des animations réussies.

Annexes



Dans cette partie...

Vous trouverez dans ces annexes des repères qui vous permettront de mieux replacer dans le temps et dans l'espace les événements de la Seconde Guerre mondiale. La chronologie rappelle les dates les plus importantes et permet, en particulier, de mieux voir ce qui s'est passé simultanément aux différents théâtres de guerre dans le monde. Viennent ensuite quelques cartes. On se rend compte d'un coup d'œil du caractère vraiment global du conflit, ce que nous avons tenu à faire voir tout au long

de ce livre. Enfin, il y a une partie pour ceux qui souhaitent approfondir leur savoir : vous trouverez une courte sélection (nécessairement partielle et personnelle) de livres marquants, de documentaires accessibles sur DVD et de sites internet. Nous vous invitons donc à poursuivre autrement cette dramatique aventure.

Annexe A

Chronologie

Tableau A-1 : Les grandes dates de la Seconde Guerre mondiale

<i>Date</i>	<i>Événement</i>
11 novembre 1918	Conclusion de l'armistice qui met fin à la Première Guerre mondiale.
28 juin 1919	Signature du traité de Versailles : l'Allemagne consent en particulier à un désarmement radical. Ses forces armées sont réduites à une armée professionnelle de cent mille hommes.
30 octobre 1922	Mussolini devient Premier ministre d'Italie.
27 août 1928	Signature du pacte Briand-Kellogg : 63 pays, dont l'Allemagne, « condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ».

- 18 Les Japonais occupent la Mandchourie ; le septembre Mandchoukouo est créé le 1 mars 1932.
- 1931
- 30 janvier Hitler devient chancelier du Reich et commence aussitôt à transformer l'Allemagne en dictature.
- 27 mars Retrait du Japon de la Société des Nations.
- 1933
- 16 mars L'Allemagne nazie réintroduit la conscription et 1935 officialise ainsi son effort de réarmement, deux mois après le rattachement de la Sâne.
- 7 mars Hitler réoccupe par la force la Rhénanie.
- 1936
- 25 Conclusion du pacte anti-Komintern entre novembre l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et le Japon.
- 1936
- 7 juillet Début de la seconde guerre sino-japonaise. Prise de 1937 Nankin en janvier 1938.
- 12 mars *L'Anschluss*, l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne 1938 nazie. Une grande partie de la population autrichienne salue l'événement.
- 30 Accords de Munich : Hitler obtient *in extremis* septembre l'accord de Chamberlain, de Daladier et de Mussolini 1938 pour l'annexion à l'Allemagne nazie des régions frontalières de la République tchécoslovaque, majoritairement de culture et de langue germaniques.
- 6 janvier La Pologne refuse d'accorder à l'Allemagne nazie 1939 l'annexion de la ville libre de Dantzig.
- 30 janvier Dans un discours devant le *Reichstag*, Hitler déclare 1939 « l'annihilation de la race juive en Europe » dans le

- cas d'une nouvelle guerre mondiale.
- 27 février 1939 Les puissances occidentales reconnaissent le gouvernement de Franco en Espagne ; le 28 mars, les troupes franquistes entrent dans Madrid.
- 15 mars 1939 L'Allemagne envahit la Bohême et Prague et démantèle la République tchécoslovaque ; le « protectorat du Reich Bohême et Moravie » ferait partie intégrante du «Grand Reich allemand».
- 22 mai 1939 Conclusion à Berlin du « Pacte d'acier », l'alliance militaire germanoitalienne.
- 19 août 1939 Accord commercial germano-soviétique : l'URSS livre des matières premières, l'Allemagne des machines-outils.
- 23 août 1939 Pacte germano-soviétique de non-agression ; dans un protocole additionnel secret l'URSS et l'Allemagne nazie fixent les frontières de leurs sphères d'influence respectives en Europe du Centre-Est.
- 1 septembre 1939 Après une opération de diversion d'un commando SS, l'« attaque » fictive de l'émetteur radio de Gleiwitz, l'Allemagne nazie attaque la Pologne sans avoir déclaré la guerre ; Dantzig déclare son adhésion au Reich allemand.
- 3 septembre 1939 La Grande-Bretagne, puis la France déclarent la guerre à l'Allemagne nazie ; déclarations de neutralité des États-Unis, de l'Italie fasciste et de l'Espagne franquiste.
- 28 septembre 1939 Conclusion d'un traité d'amitié germano-soviétique.
- 1 L'URSS annexe les parties orientales de la Pologne.

novembre

1939

30 novembre 1939 Attaque de la Finlande par l'URSS ; début de la « guerre d'hiver » ; la Finlande résiste puis contre-attaque à partir du 27 décembre.

5 mars 1940 Décision du Bureau politique à Moscou sur l'élimination physique de quinze mille officiers polonais faits prisonniers de guerre de l'URSS (drame de Katyn).

9 avril 1940 L'Allemagne nazie occupe, sans déclaration de guerre, le Danemark et commence à envahir la Norvège ; la Suède déclare sa neutralité.

10 mai 1940 L'Allemagne nazie commence la guerre sur son front occidental en envahissant les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, puis la France. Winston Churchill devient Premier ministre de Sa Majesté.

20 mai 1940 Les premières pointes de blindés allemands arrivent sur la côte de la Manche près de l'embouchure de la Somme. Les troupes françaises en Belgique et aux Pays-Bas sont coupées de l'arrière.

5 juin 1940 Début de la bataille de France.

14 juin 1940 Les troupes allemandes entrent dans Paris.

18 juin 1940 À Londres, le général de Gaulle appelle à poursuivre la lutte contre l'occupant nazi ; fondation des « Forces françaises libres ».

22 juin 1940 L'armistice entre la France et l'Allemagne nazie est signé à Compiègne. Il est suivi d'un armistice franco-italien deux jours plus tard.

- 28 juin 1940 La Grande-Bretagne reconnaît le général de Gaulle comme représentant de la «France libre ».
- 10 juillet 1940 L'Assemblée nationale, Chambre des députés et Sénat français réunis, confie par le vote de la loi du même jour les pleins pouvoirs au gouvernement « pour prendre toute mesure nécessaire à l'effet de promulguer une nouvelle Constitution de l'État français ». Cet acte sert de base à l'édification du régime de Vichy et à la dictature de Pétain.
- 27 août 1940 Le gouverneur du Tchad, Félix Éboué, premier gouverneur noir d'une colonie française, proclame le ralliement du Tchad à la France libre, qui entraîne celui de l'Oubangui-Chari, du Cameroun et du Congo français.
- 30 août 1940 Occupation du Tonkin français par le Japon.
- 16 septembre 1940 Les États-Unis introduisent la conscription en temps de paix.
- 27 septembre 1940 Le Pacte tripartite, germano-italo-japonais, fonde « l'Axe » entre l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et l'empire du Japon ; les tentatives allemandes de gagner l'Espagne de Franco et la France de Pétain à la cobelligérance échouent.
- 28 octobre 1940 Attaque italienne sur la Grèce. L'armée grecque, soutenue par l'armée britannique, repousse l'Italie fasciste.
- 14 novembre 1940 Attaque dévastatrice de l'armée de l'air allemande sur Coventry en Angleterre.

- 15 La police nazie verrouille le ghetto juif de Varsovie
novembre avec quatre cent mille habitants.
- 1940
- 18 Hitler ordonne le « plan Barbarossa » : même sans
décembre victoire sur la Grande- Bretagne, la *Wehrmacht* doit
1940 être capable d'attaquer et de vaincre l'URSS dans une
« guerre éclair » suivant le précédent français.
- 12 février Après les succès britanniques en Afrique du Nord,
1941 envoi d'unités blindées allemandes en Tripolitaine
sous le commandement du général Rommel.
- 11 mars La loi américaine « lend-and-lease » facilite l'achat
1941 de grandes quantités d'armes par la Grande-
Bretagne aux États-Unis.
- 13 avril Pacte de neutralité entre le Japon et l'URSS.
1941
- 22 juin L'Allemagne nazie attaque l'Union soviétique.
1941
- 12 août Proclamation de la «charte de l'Atlantique » :
1941 Churchill et Roosevelt affirment leur détermination
de combattre pour assurer la victoire des
démocraties et la liberté des peuples.
- 8 Les troupes allemandes encerclent la ville de
septembre Leningrad. Un siège commence qui provoquera la
1941 mort de centaines de milliers de personnes.
- 7 Attaque surprise de la marine japonaise sur le port
décembre de Pearl Harbor ; attaque de la Malaisie, des
1941 Philippines, de Hong Kong et de Guam.
- 22 Première conférence entre les « Grands » de la
décembre coalition anti-hitlérienne, Churchill, Roosevelt et
1941 Staline, à Washington.

- 20 janvier Conférence de Wannsee sur la « solution finale » de
1942 la « question juive ».
- 10 mars Les Forces françaises libres réussissent une percée
1942 en Libye italienne.
- 18 avril Pierre Laval redevient chef de gouvernement de
1942 l'État français.
- 6 mai Capitulation des dernières troupes américaines aux
1942 Philippines ; évacuation de la Birmanie par les
Britanniques.
- 30 mai Dans la nuit du 30 au 31 mai, la *Royal Air Force* lance
1942 sa première attaque avec mille avions bombardiers
(``opération Millennium''). La cible est le centre de la
ville de Cologne, presque totalement détruit.
- 4-6 juin Bataille de Midway.
1942
- 16 juillet Rafle du Vel' d'Hiv à Paris. Douze mille juifs sont
1942 arrêtés pour être déportés.
- 13 Début de l'offensive des troupes allemandes sur le
septembre centre de la ville de Stalingrad.
1942
- 3 octobre Premier lancement réussi d'une fusée A4 par
1942 l'Allemagne nazie. Elle est baptisée par la
propagande nazie « arme de vengeance 2 », V2.
- 4 Victoire alliée contre les troupes de l'Axe dans la
novembre seconde bataille d'El-Alamein, commencée le 23
1942 octobre ; Churchill : « *This is not the end, it is not even
the beginning of the end. But it is, perhaps, the end of
the beginning.* »
- 8 Début du débarquement des Alliés au Maroc et en
novembre Algérie (``opération Torch'').

- 1942
- 11 novembre Invasion de la «zone non occupée» par les armées allemande et italienne (« opération Anton »).
- 1942
- 27 janvier L'aviation américaine, après avoir participé depuis juillet 1942 à des bombardements de cibles militaires sur le continent, commence à participer au bombardement stratégique de villes allemandes.
- 2 février Capitulation de la 6 armée allemande à Stalingrad.
- 1943
- 19 avril Début du soulèvement du ghetto de Varsovie ; le soulèvement est réprimé avec la dernière brutalité par des unités policières allemandes jusqu'au 16 mai.
- 3 juin À Alger, Charles de Gaulle et Henri Giraud coprésident le Comité français de libération nationale (CFLN).
- 10 juillet 1943 Débarquement réussi de troupes britanniques, canadiennes et américaines en Sicile («opération Husky »). L'ouverture d'un «second front» sur le continent européen, demandée depuis longtemps par Staline, devient une réalité.
- 25 juillet 1943 Fin du premier État fasciste italien par la destitution de Benito Mussolini. Le nouveau Premier ministre, le maréchal Pietro Badoglio, déclare continuer la guerre contre les Alliés.
- 8 septembre 1943 Capitulation sans condition de l'armée italienne face à l'armée allemande après la signature de l'armistice secret de Cassibile (3 septembre) avec les Alliés.
- 30 Signature de la « Déclaration de Moscou » par les

- octobre 1943 trois ministres des Affaires étrangères, Eden, Hull et Molotov : les trois puissances tombent d'accord sur la politique à conduire en Allemagne et en Autriche après la fin de la guerre : désarmement, démilitarisation, dénazification, occupation.
- 28 novembre 1943 Conférence des «trois Grands» à Téhéran : Roosevelt, Churchill et Staline acceptent l'annexion de la partie orientale de la Pologne par Staline et la division de l'Allemagne en zones d'occupation ; la date pour l'invasion de l'Europe occidentale est fixée.
- 18 février 1944 L'Armée rouge arrive à repousser définitivement les troupes allemandes devant Leningrad ; 1,1 million de civils avaient trouvé la mort dans le siège le plus meurtrier de l'Histoire.
- 4 juin 1944 Rome est libérée par des troupes américaines ; des troupes françaises commandées par le général Juin ont aidé à préparer cette libération par la « bataille du Garigliano ».
- 6 juin 1944 « D-Day » : début du débarquement allié en Normandie dans le cadre de l'« opération Neptune ».
- 15 juin 1944 Débarquement américain à Saipan.
- 20 juillet 1944 La résistance militaire allemande lance son attentat contre Hitler et commence à mettre en œuvre l'« opération Valkyrie », une tentative de coup d'État ; échec.
- 23 juillet 1944 Le camp d'extermination nazi de Majdanek est libéré par l'Armée rouge. On y découvre la première

- chambre à gaz et des doses du gaz Zyklon B.
- 15 août 1944 Débarquement en Provence des troupes franco-américano-britanniques sous le commandement des généraux Patch et de Lattre de Tassigny.
- 25 août 1944 Paris est complètement libéré avec la capitulation des troupes allemandes commandées par le général von Choltitz devant le général Leclerc et le chef de la Résistance parisienne Henri Rol-Tanguy.
- 31 août 1944 Le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) s'installe officiellement à Paris.
- 12 septembre 1944 À Montbard, en Bourgogne, les troupes alliées remontant la vallée du Rhône rejoignent les troupes alliées du front Ouest.
- 19 octobre 1944 La *Wehrmacht* commence à détruire la ville de Varsovie.
- 23 octobre 1944 L'URSS, la Grande-Bretagne et les États-Unis reconnaissent officiellement le GPRF.
- 23-26 octobre 1944 Bataille navale du golfe de Leyte (Philippines), la plus grande de la guerre du Pacifique. Premier engagement des *kamikaze*.
- 23 novembre 1944 Libération de Strasbourg par la 2 division blindée française. Le lendemain, le camp du Struthof près de Natzwiller dans les Vosges est libéré.
- 27 janvier 1945 L'Armée rouge libère le camp de concentration et d'extermination d'Auschwitz où se trouvent encore 7 600 déportés.
- 3 février 1945 Début de la bataille de Manille.

- 4 février
1945 À la Conférence de Yalta qui dure jusqu'au 11 février, Churchill, Hitler et Staline fixent les frontières des zones d'occupation et les frontières de la future Pologne qui perdra ses territoires d'avant 1939 à l'est mais gagnera des territoires sur l'Allemagne à l'ouest. Sur proposition de Churchill, la France reçoit sa propre zone d'occupation en Allemagne et en Autriche.
- 9 mars
1945 Occupation totale de l'Indochine française par le Japon.
- 1 avril
1945 Début de la bataille d'Okinawa au Japon, le plus grand assaut amphibie de la campagne Pacifique. La bataille durera jusqu'au 21 juin.
- 12 avril
1945 Mort de Franklin D. Roosevelt. Harry S. Truman devient président des États-Unis.
- 25 avril
1945 L'Armée rouge a encerclé Berlin. Des troupes soviétiques et américaines se rencontrent pour la première fois sur territoire allemand aux rives du fleuve Elbe.
- 28 avril
1945 Mussolini est exécuté par des partisans italiens.
- 30 avril
1945 Adolf Hitler se suicide dans l'abri de la chancellerie du Reich à Berlin.
- 7 mai
1945 Dans la nuit, des représentants allemands signent au quartier général allié à Reims la capitulation générale. Cette capitulation prend effet le 8 mai. Le 9 mai, à 0 h 18, est signée au quartier général de l'Armée rouge à Berlin-Karlshorst, par les représentants de toutes les armées allemandes, une « ratification » de la capitulation.

- 26 juin 1945 Signature de la charte des Nations unies.
- 17 juillet 1945 Début de la conférence de Potsdam où se réunissent Truman, Staline et Churchill (puis, après les élections anglaises, Clement Attlee). La conférence se termine le 2 août avec un protocole où sont réglées les grandes questions concernant le futur de l'Allemagne vaincue, en particulier son occupation en quatre zones (y inclus donc une zone française), les réparations, la question d'un futur traité de paix, la question de territoires allemands mis «sous administration » soviétique ou polonaise ; le traitement des criminels de guerre et enfin la question du «transfert», en fait l'expulsion, des populations allemandes de Pologne, de l'URSS, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie vers les quatre zones d'occupation allemandes ; dans une déclaration de Potsdam du 26 juillet 1945, les conditions anglo-sino-britanniques pour la capitulation du Japon sont fixées.
- 23 juillet 1945 Ouverture du procès Pétain.
- 6 août 1945 La première bombe atomique américaine est larguée sur Hiroshima.
- 8 août 1945 Sur demande insistante des États-Unis, l'URSS déclare (enfin !) la guerre au Japon et commence l'«opération Tempête d'août», l'invasion de la Mandchourie par l'Armée rouge.
- 9 août 1945 La deuxième bombe atomique américaine est larguée sur Nagasaki.
- 15 août 1945 Le Conseil impérial japonais accepte la capitulation

- 1945 sans condition.
- 2 Fin de la Seconde Guerre mondiale avec la signature
septembre des actes de capitulation du Japon.
- 1945
- 20 Début du procès de Nuremberg intenté contre
novembre vingt-quatre des principaux responsables de
- 1945 l'Allemagne nazie, accusés de complot, crime contre
la paix, crime de guerre et crime contre l'humanité.
Le procès se termine au 1 octobre 1946.
- 3 mai Début du procès de Tokyo destiné à juger vingt-huit
1946 personnes appartenant aux hautes sphères du
pouvoir accusées de crimes contre la paix. Le verdict
est rendu le 12 novembre 1948: sept condamnés à
mort.

Annexe B

Cartes

Figure B-1 : La France attaquée.



Figure B-2 : La France occupée.



Figure B-3 : La progression des troupes de l'Axe en URSS.



Figure B-4 : La guerre dans le Pacifique.



Figure B-5 : Les camps de concentration et les camps de la mort.



Figure B-6 : L'Armée rouge repousse les armées de l'Axe.

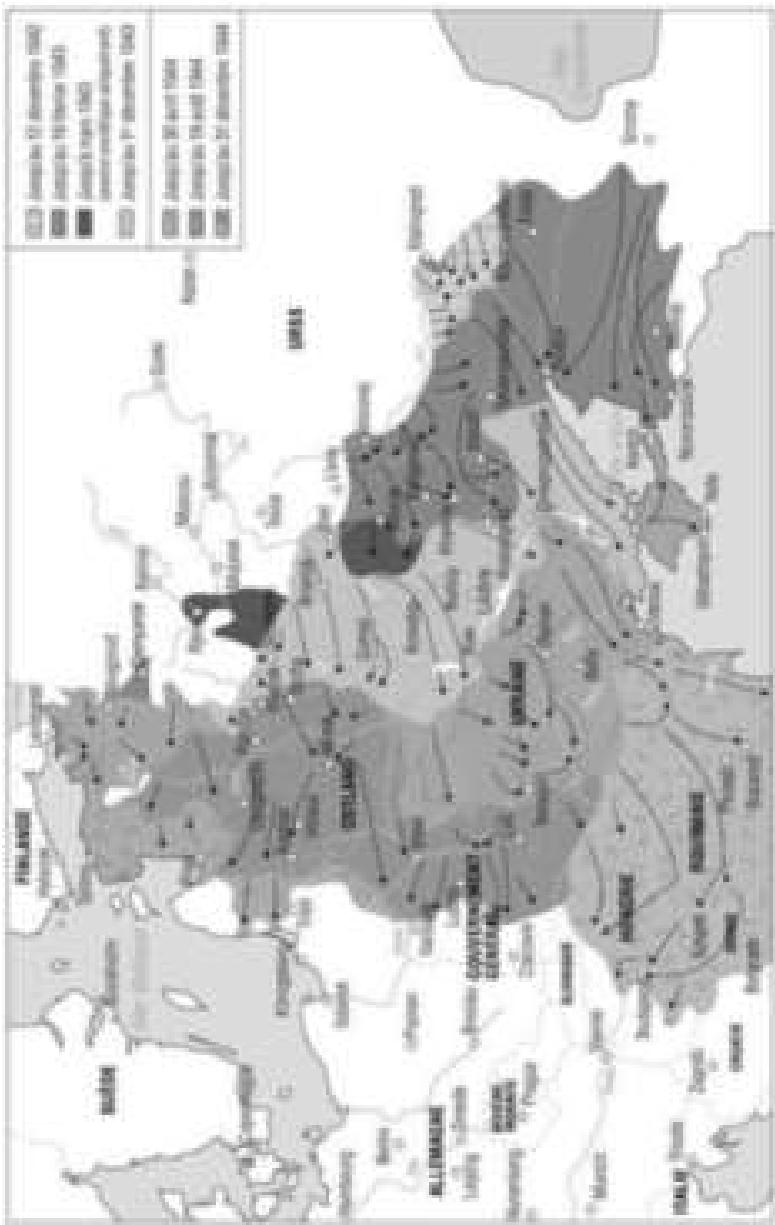


Figure B-7 : La libération de la France



Figure B-8 : La libération de l'Italie.



Figure B-9 : La guerre en Allemagne.

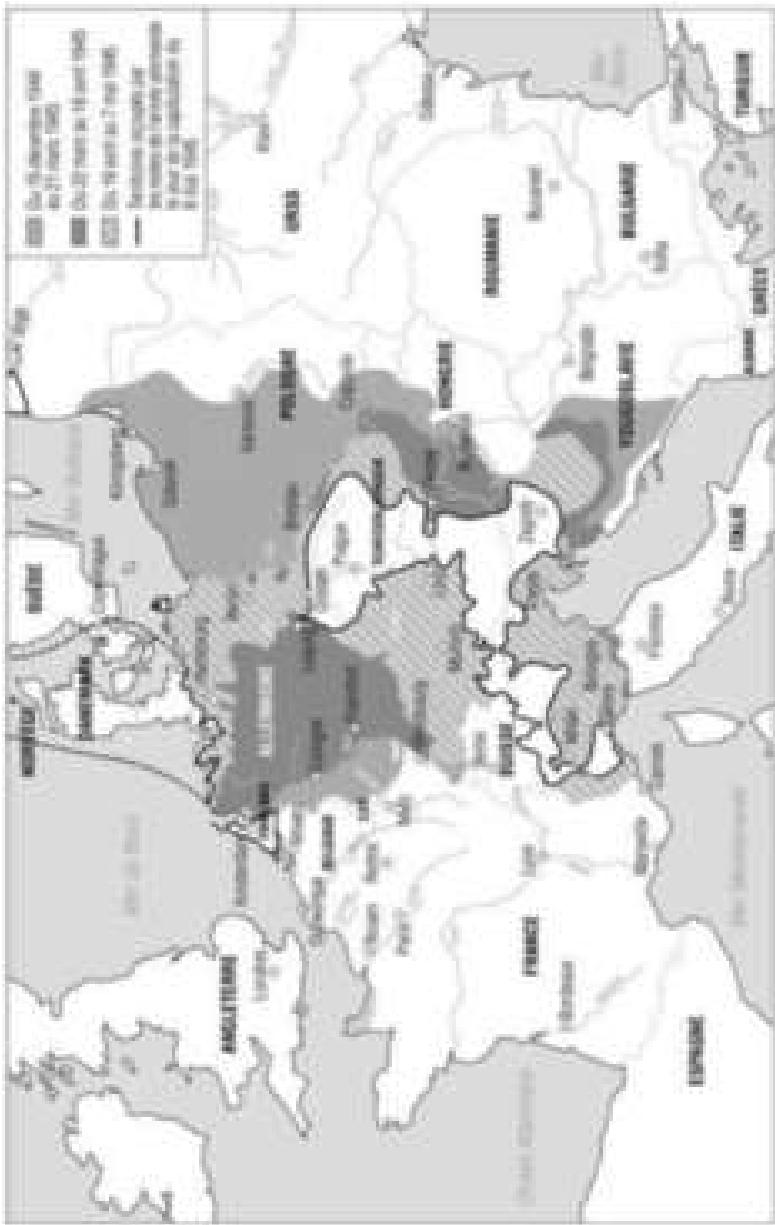


Figure B-10 : L'Allemagne en 1945.



Annexe C

Pour aller plus loin

Quelques livres marquants sur la Seconde Guerre mondiale

Depuis Thucydide, les guerres – ces périodes les plus dramatiques dans l'histoire des peuples – ont attiré les historiens. Il va de soi que cela vaut tout particulièrement pour la guerre la plus énorme et la plus intense de l'histoire de l'humanité. On a estimé que la liste de la littérature consacrée à cette guerre comprend aujourd'hui plus de cent mille titres. On trouvera ci-après quelques monographies qui ont fait date, et quelques bonnes synthèses, d'ailleurs plus rares qu'on ne pourrait le croire, et cela surtout en langue française.

Généralités

- ➤ **8 mai 1945. La Victoire en Europe**, Maurice VAÏSSE, dir., Complexe, 2005.
- ➤ **Les 50 discours qui ont marqué la 2^e Guerre mondiale**, Dominique MONGIN, André Versaille éditeur, 2010.
- ➤ **A World at Arms. A Global History of World War II**, Gerhard L. WEINBERG, Cambridge, University Press, 1994. Dans le genre de l'histoire politique et diplomatique, ce livre écrit par un historien qui a dû fuir son Allemagne natale à l'âge

de 10 ans, en 1938, est peut-être le meilleur. Et il prend au sérieux son titre : c'est vraiment une histoire *globale*. Un classique de l'historiographie classique !

- ➤ ***La Deuxième Guerre mondiale***, Pierre MIQUEL, Fayard, 1988.
- ➤ ***Histoire du débarquement en Normandie***, Olivier WIEVIORKA, Le Seuil, 2007. Une nouvelle approche démystificatrice d'un mythe fondateur, nourrie à des sources inédites.
- ➤ ***Le Procès de Nuremberg***, Annette WIEVIORKA, Ouest-France, 1995.
- ➤ ***La Seconde Guerre mondiale***, Henri MICHEL, Omnibus, 2001 (réédition de poche de la première édition parue en 2 tomes en 1968-1969). Un incontournable par le premier grand historien français de cette guerre.
- ➤ ***The Second World War. A Complete History***, Martin GILBERT, London, Weidenfeld & Nicholson, 1989. Une histoire particulièrement attentive au côté le plus sombre de la guerre – à la persécution puis à l'extermination des juifs et, plus largement à tous les crimes de guerre – presque jour par jour, par un célèbre historien anglais qui est aussi le biographe officiel de Winston Churchill.
- ➤ ***Stalingrad***, Antony BEEVOR, Éditions de Fallois, 1999.
- ➤ ***Strange Victory. Hitler's Conquest of France***, Ernest R. MAY, Hill & Wang, 2001.

Allemagne

- ➤ ***L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre***, Omer BARTOV, Hachette, 2003.
- ➤ ***La Chute de Berlin***, Antony BEEVOR, Éditions de Fallois, 2002.

- ➤ ***Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg***, Militärgeschichtliches Forschungsamt, vol. 1 à 10, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1979-2008. Douze mille pages, souvent magistrales et toujours critiques, sur la guerre de la Wehrmacht. Les volumes récents sur la société en guerre (vol. 9/1 et 2) sont un must. Écrits en allemand, les dix volumes sont heureusement accessibles, l'un après l'autre, en anglais à l'*Oxford University Press*.
- ➤ ***Le Grand Jeu de dupes. Staline et l'invasion allemande***, Gabriel GORODETSKY, Les Belles Lettres, 2000. Ce livre de l'historien israélien et grand connaisseur de l'URSS est l'un des livres trop rares, en français, sur la guerre « à l'Est ».
- ➤ ***Hitler 1936-1945 : Némésis*** (traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat), Ian KERSHAW, Flammarion, 2000.
- ➤ ***Journal***, Joseph GOEBBELS, 4 tomes, Tallandier, 2005-2009.
- ➤ ***Kalkulierte Morde : die deutsche Wirtschafts- und Vernichtungspolitik in Weissrussland 1941-1944***, Christian GERLACH, Hambourg, Hamburger Edition, 2000. Un exemple phare de la nouvelle historiographie allemande sur la guerre de race et d'extermination menée par la Wehrmacht en URSS. Malheureusement non encore traduit...
- ➤ ***Le Mythe de la guerre éclair***, Karl-Heinz FRIESER, Belin, 2001.
- ➤ ***La Résistance allemande contre Hitler***, Peter HOFFMAN, Balland, 1984. Ce livre (traduit de l'anglais) reste la meilleure introduction en français.
- ➤ ***Werner Best. Un nazi de l'ombre*** (traduit de l'allemand par Dominique Viollet), Ulrich HERBERT, Tallandier, 2010. Un livre très important sur ces administrateurs nazis intelligents et sans scrupule sans lesquels Hitler n'aurait pas pu dominer l'Europe - et très éclairant sur l'avenir de ces hommes en Allemagne après 1945.

France

- ➤ **1940, l'année noire**, Jean-Pierre AZÉMA, Fayard, 2010. Une mise à jour magistrale et pédagogique de cette année de l'effondrement français.
- ➤ **C'est nous les Africains : l'épopée de l'armée française d'Afrique. 1940-1945**, Dominique LORMIER, Calmann-Lévy, 2006.
- ➤ **D-Day et la bataille de Normandie**, Antony BEEVOR, Calmann-Lévy, 2009.
- ➤ **De Gaulle chef de guerre**, FONDATION CHARLES -DE-GAULLE, Plon, « Espoir », 2008.
- ➤ **De Gaulle et Churchill. La mésentente cordiale**, François KERSAUDY, Perrin, « Tempus », 2003. Le face-à-face de deux géants.
- ➤ **Dictionnaire De Gaulle**, Robert Laffont, « Bouquins », 2006.
- ➤ **Dictionnaire de la France libre**, Robert Laffont, « Bouquins », 2010.
- ➤ **Dictionnaire historique de la Résistance**, Robert Laffont, « Bouquins », 2006.
- ➤ **Enfants maudits : ils sont 200 000, on les appelait les "enfants de Boches"**, Jean-Paul PICAPER, Éditions des Syrtes, 2004. C'est un ancien correspondant de la grande presse française en Allemagne qui a considérablement contribué à éclaircir cet aspect souvent dramatique et émouvant. En 2005, une association très active de ces « enfants de la guerre » s'est fondée.
- ➤ **L'Étrange Défaite. Témoignage écrit en 1940**, Marc BLOCH, Société des Éditions Franc-Tireur, 1946. Ce livre pénétrant et continuellement réédité, écrit par un officier, puis résistant qui était (jusqu'à son assassinat par la Gestapo le 16 juin 1944) l'un des plus grands historiens français, reste jusqu'à ce jour le modèle d'une histoire immédiate réussie.
- ➤ **La France à l'heure allemande**, Philippe BURRIN, Le Seuil, 1995. Un livre devenu un classique, par un historien suisse.

- ➤ ***La France des années noires***, Jean-Pierre AZÉMA et François BÉDARIDA (dir.), 2 tomes, Le Seuil, 1993. Il y a plusieurs bonnes introductions à l'*Histoire de Vichy*. Pour éviter de choisir, voici l'une des grandes « sommes » qui réunit une bonne partie des experts sur des aspects plus précis (histoire économique, culturelle, etc.).
- ➤ ***La France de Vichy. 1940-1944***, Robert O. PAXTON, Le Seuil 1973 (nlle. éd. remise à jour 1997). C'est par ce livre du célèbre historien américain que les Français ont commencé à se pencher sur le passé de leur propre nation entre la défaite et la Libération. L'un des livres d'histoire les plus influents.
- ➤ ***La France sous l'Occupation, 1940-1944***, Julian JACKSON, Flammarion, 2004. Un regard britannique inspiré sur la France et les Français pendant l'Occupation.
- ➤ ***La Mémoire désunie : Le souvenir politique des années sombres, de la Libération à nos jours***, Olivier WIEVIORKA, Le Seuil, 2010.
- ➤ ***Le Mythe gaullien***, Sudhir HAZAREESINGH, Gallimard, 2010. Une lecture nécessaire pour mesurer la portée et la nature d'une aventure devenue un mythe.
- ➤ ***Le Naufrage. 16 juin 1940***, Éric ROUSSEL, Gallimard, 2009.
- ➤ ***Pétain***, Marc FERRO, Fayard, 1987. Une somme classique de huit cents pages, plusieurs fois rééditée. On peut la compléter par le *Pierre Laval* de Fred Kupferman (Balland, 1987) qui incite toujours à la réflexion.
- ➤ ***Politique étrangère de la France. L'Abîme. 1939-1944***, Jean-Baptiste DUROSELLE, Le Seuil, « Points Histoire », 1986. Un classique non dépassé.
- ➤ ***Les Prisonniers de guerre : dans les stalags, les oflags et les kommandos. 1939-1945***, Yves DURAND, Hachette, 1994. Une œuvre pionnière sur ceux qu'on appelle souvent «les oubliés de la guerre ».
- ➤ ***Le Prix du réarmement français***, Robert FRANK, Publications de la Sorbonne, 1978 (plusieurs rééditions).

- ➤ **Vichy. L'événement, la mémoire, l'histoire**, Henry ROUSSO, Gallimard «Folio Histoire», 1992. L'histoire de la mémoire de Vichy...

Génocide et captivités

- ➤ **L'Allemagne nazie et les Juifs**, t. 1 Les années de persécution 1933-1939, Saul FRIEDLÄNDER, Le Seuil, 1997 et t. 2 Les années d'extermination 1939-1945, Le Seuil, 2008. Une somme et une introduction incontournable dans ce domaine toujours plus important au sein de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.
- ➤ **Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli**, Annette WIEVIORKA, Hachette, «Pluriel», Paris, 2003.
- ➤ **Des hommes ordinaires : le 101^e bataillon de réserve de police allemande et la solution finale en Pologne** (traduit de l'anglais par Elie Barnavi), Christopher R. BROWNING, Les Belles Lettres, 1994. Le livre sur la Shoah par balles en Pologne occupée qui a fait date.
- ➤ **Femmes de prisonniers de guerre. 1940-1945** (traduit de l'américain par Cécile Veyrinaud), Sarah FISHMAN, L'Harmattan, 1996. Pour qui veut voir comment l'histoire des femmes et du genre peut ouvrir les yeux sur l'histoire de la guerre.
- ➤ **La Shoah à l'épreuve de l'image**, Jacques WALTER, PUF, 2005. Pourquoi et comment l'image mémorielle de la Shoah occupe-t-elle une place de plus en plus importante dans les médias ?
- ➤ **La Solution finale de la question juive**, Florent BRAYARD, Fayard, 2004.

Romans

- ➤ ***Au nom de tous les miens***, Martin GRAY, Robert Laffont, 1971.
- ➤ ***L'Aube***, Elie WIESEL, Le Seuil, 1960.
- ➤ ***Les Bienveillantes***, Jonathan LITTELL, Gallimard, 2006.
- ➤ ***Le Devoir de mémoire***, Primo LEVI, Mille et une nuits, 1997.
- ➤ ***L'Écriture ou la vie***, Jorge SEMPRUN, Gallimard, 1994.
- ➤ ***Le Journal d'Anne Frank***, Anne FRANK, Calmann-Lévy, 1950.
- ➤ ***Kaputt***, Curzio MALAPARTE, Le Livre de Poche, 1944.
- ➤ ***La mort est mon métier***, Robert MERLE, Gallimard, 1988.
- ➤ ***La mort n'oublie personne***, Didier DAENINCKX, Denoël et Gallimard, Folio, 1989.
- ➤ ***La Nuit***, Elie WIESEL, Éditions de Minuit, 1958.
- ➤ ***Le Patient anglais***, Michaël ONDAATJE, Le Seuil, 2000.
- ➤ ***Le Silence de la mer***, VERCORS (Jean BRULLER), Éditions de Minuit, 1945.
- ➤ ***La Tour d'Ezra***, Arthur KOESTLER, Le Livre de Poche, 1993.
- ➤ ***Un sac de billes***, Joseph JOFFO, Jean-Claude Lattès, 1973.
- ➤ ***Vie et Destin***, Vassili GROSSMAN, Le Livre de Poche, 1983.

Quelques documentaires DVD sur la Seconde Guerre mondiale

Cette guerre est la première qui a été autant filmée, par des professionnels comme par des amateurs. De nombreux documentaires ont puisé à cette source, qui permettent d'approcher au plus près la réalité de cette guerre.

- ➤ ***1940 – L'Année terrible. Bataille de France – Bataille d'Angleterre***, DVD documentaire réalisé par Daniel COSTELLE et Henri DE TURENNE, TF1, 2010.

- ➤ **1944. La France libérée - Du jour à la Libération**, DPM, 2009.
- ➤ **L'Album de la mémoire**, documentaire réalisé en 1984 par Alain JOUBERT, Montparnasse, 2005.
- ➤ **Apocalypse : La Deuxième Guerre mondiale**, documentaire réalisé par Isabelle CLARKE et Daniel COSTELLE, France 2, 2009.
- ➤ **Auschwitz - La Solution finale**, documentaire réalisé par Laurence REES (BBC-Londres), TF1, 2005. On peut aussi voir à ce sujet **Auschwitz. L'Asie en flammes. De la Chine à la guerre du Pacifique**, documentaire réalisé par Serge VIALLET, MK2 Doc, 2005.
- ➤ **De Nuremberg à Nuremberg**, documentaire réalisé par Frédéric ROSSIF et Philippe MEYER en 1987, diffusé sur Antenne 2 en 1989, coffret de 3 DVD, Éditions Montparnasse, 2004.
- ➤ **Desert Victory**, documentaire d'époque sur la bataille d'El-Alamein filmé par le *Royal Air Force Film Production Unit*, Imperial War Museum London, 2005.
- ➤ **Été 44. La Libération**, documentaire réalisé par Patrick ROTMAN, Warner Home Video, 2004.
- ➤ **Les Grandes Batailles**, documentaires réalisés sous la direction de Daniel COSTELLE, Coffret de 11 DVD, TF1, 2009.
- ➤ **La Guerre en couleurs**, Carlton Television Limited & Champion Television Limited, 1999, TF1 Vidéo EDV, 2001.
- ➤ **L'Histoire de la Résistance française**, coffret de 4 DVD, LCJ Éditions, 2007.
- ➤ **Images de guerre 1940-1945. Les actualités cinématographiques françaises**, Institut national de l'Audiovisuel, 2005.
- ➤ **Jour J - Bataille de Normandie**, documentaire réalisé par Claude QUÉTEL et Pascal VANNIER, Arcades Vidéo, 2004.
- ➤ **Juin 1940 - Le grand chaos**, documentaire réalisé par Christophe WEBER, France 2, 2009.
- ➤ **London Can Take It. The British Home Front at War**, des films d'époque sur le Blitz et les menaces de la capitale

britannique par les V1 et les V2, Imperial War Museum London, 2010.

- **Oradour - Retour sur un massacre**, documentaire réalisé par Christophe WEBER, France Télévisions, 2005.
- **La Prise du pouvoir par Philippe Pétain**, documentaire réalisé par Jean CHÉRASSE, DVD TF1-LCJ, 2008.
- **La Résistance. Ils ont osé face aux nazis, face à Vichy**, documentaire réalisé par Christophe NICK, Félix OLIVIER, Patricia BODET, coffret de 3 DVD, Gie Sphe, TF1, 2008.
- **Les Survivants** [des camps de concentration], documentaire réalisé par Patrick ROTMAN, France Inter, France 3, 2005.
- **The War - 1941-1945**, documentaire réalisé par Ken BURNS et Lynn NOVICK sur la guerre des États-Unis, Arte Vidéo, 2008.

Quelques sites internet sur la Seconde Guerre mondiale

S'informer sur le passé sans recourir à Internet est devenu impensable. Mais il faut être prudent. Il y a en ce qui concerne le sujet de ce livre, des forums de férus d'histoire militaire parfois bons, parfois inacceptables. Mais le lecteur critique peut trouver des articles informés (dont certains franchement brillants) sur Wikipédia – www.wikipedia.fr. L'encyclopédie comprend malheureusement, pour l'instant, dans le domaine de la Seconde Guerre mondiale beaucoup plus d'articles en anglais et en allemand qu'en français. Sinon, on peut recommander les sites d'institutions de recherche ou de musées-mémoriaux. Et n'oublions pas les sites des très grandes bibliothèques : elles sont comme des clés qui permettent de trouver... les livres. Car ce sont toujours les livres, ces petits condensés de

longues périodes de recherche, qui font progresser le savoir et les interprétations. Même à l'âge d'Internet.

- ➤ <http://auschwitz.org.pl> : Le site du Musée-Mémorial d'Auschwitz-Birkenau, accessible en anglais, informe de manière exemplaire non seulement sur l'histoire du lieu, mais aussi sur les activités très nombreuses du mémorial. Il permet en plus de mener une recherche *online* sur des déportés individuels.
- ➤ www.appel18juin70eme.org : Un tout nouveau site inauguré en juin 2010, conçu par la Fondation Charles-de-Gaulle et son conseiller historique, Philippe Oulmont. C'est une exposition virtuelle, comprenant de nombreux documents historiques commentés par des spécialistes, avec des productions multimédia et, par exemple, une carte interactive des lieux de guerre du général de Gaulle.
- ➤ www.bnf.fr : Le site de la Bibliothèque nationale de France reste l'une des sources les plus sûres. Il informe non seulement sur cette vénérable institution, mais surtout sur son fonds qui comprend tous les livres publiés en France (et beaucoup de livres publiés ailleurs) sur la Seconde Guerre mondiale. Le Catalogue général *online* permet des recherches rapides et ciblées de littérature, même de la plus récente : entre-temps, le catalogue est actualisé très rapidement.
- ➤ www.dhm.de : Ce site du Musée historique allemand à Berlin donne une bonne entrée visuelle dans l'histoire de l'Allemagne. Il propose, en particulier, un *Musée virtuel vivant* bien fait dont toute une partie est consacrée à la Seconde Guerre mondiale.
- ➤ www.iwm.org.uk : Le site énorme de l'*Imperial War Museum* de Londres, consacré à beaucoup plus qu'à la présentation des musées et lieux historiques de Londres, Duxford, Manchester. On peut y faire des recherches *online*

dans la vaste collection d'archives du IWM et dans son Centre d'histoire. Là encore, une librairie virtuelle spécialisée très bien faite. Pour l'instant, c'est beaucoup mieux que le site du musée correspondant de l'ancien allié américain, du *National World War II Museum* à La Nouvelle-Orléans, fondé en 2000 et massivement élargi depuis 2009 : wwwnationalww2museum.org.

- ➤ www.memorial-caen.fr : Le site du Mémorial de Caen, de la Cité de l'histoire pour la Paix, est une mine d'informations non seulement sur le mémorial-musée et son activité d'éducation intense. Il informe aussi sur le centre de recherche, propose une très bonne librairie en ligne spécialisée et un (sous-)site internet www.lescheminsdelamemoire.net, élaboré en commun avec les grands mémoriaux européens sur les conflits du xx siècle.
- ➤ www.ordredelaliberation.fr : C'est le site de l'ordre que le général de Gaulle a créé pour distinguer ses premiers compagnons.
- ➤ www.ushmm.org : On peut passer des heures sur le site du *United States Holocaust Memorial Museum*, de l'institution nationale des États-Unis pour la documentation, l'étude et l'interprétation de l'histoire de la Shoah. Ce site plurilingue propose, entre autres, une encyclopédie spécialisée et des expositions *online*. Site exemplaire, au faîte de ce que permet l'Internet.

Index des personnes

« Pour retrouver la section qui vous intéresse à partir de cet index, utilisez le moteur de recherche »

A

- Abetz (Otto)
- Albrecht (Berty)
- Alphand (Hervé)
- Althusser (Louis)
- Anami (Korechika)
- Andersen (Lale)
- Antonescu (Ion)
- Aragon (Louis)
- Arendt (Hannah)
- Argenlieu (Georges Thierry d')
- Aron (Raymond)
- Arthuys (Jean)
- Astier de La Vigerie (Emmanuel d')
- Aubrac (Raymond)
- Azéma (Jean-Pierre)

B

- Baarova (Lida)
- Badinter (Robert)
- Badoglio (Pietro)
- Baeck (Leo)
- Baez (Joan)
- Barrès (Philippe)
- Batty (Gaston)
- Baudoin (Paul)

Baumel (Jacques)
Beck (Jozef)
Beck (Ludwig)
Beitz (Berthold)
Belmondo (Paul)
Benda (Julien)
Bénouville (Guillain de)
Béthouart (Antoine)
Bidault (Georges)
Billotte (Pierre)
Blanter (Matveï)
Bloch (Marc)
Blocq-Mascart (Maxime)
Blomberg (Werner von)
Blum (Léon)
Boegner (Étienne)
Bogomolov (Alexandre)
Boislambert (Claude de)
Bonhoeffer (Dietrich)
Bonnet (Georges)
Boris (Georges)
Boris III
Bormann (Martin)
Boule (Pierre)
Bourdet (Claude)
Bousquet (René)
Boyer (Jacques)
Boyer (Jean)
Bradley (Omar)
Brasillach (Robert)
Brauchitsch (Walther von)
Braun (Eva)
Braun (Wernher von)
Brecht (Bertolt)
Bresson (Jean-Jacques de)
Bret (Paul-Louis)

Breton (André)
Breuer (Marcel)
Briand (Aristide)
Brosset (Diego)
Bruller (Jean)
Brüning (Heinrich)
Buchheim (Lothar-Günther)
Buck (Pearl)
Buckner (Simon Bolivar)
Bullitt (William)
Bürckel (Josef)
Bush (Vannevar)
Bussche (Axel von dem)
Byrnes (James)

C

Camus (Albert)
Capra (Frank)
Carné (Marcel)
Carol
Carpentier (Marcel-Maurice)
Casanova (Danielle)
Cascione (Felice)
Cassin (René)
Cassou (Jean)
Cathala (Pierre)
Catroux (Georges)
Céline (Louis-Ferdinand)
Chaban-Delmas (Jacques)
Chaldej (Jewgenij)
Char (René)
Châteaubriant (Alphonse de)
Chevalier (Maurice)
Chirac (Jacques)
Choltitz (Dietrich von)

Churchill (Clementine)
Churchill (Winston)
Ciano (Galeazzo)
Clair (René)
Clark (Mark)
Claudel (Paul)
Clausen (Frits)
Clercq (Staff de)
Cochet (Gabriel)
Cocteau (Jean)
Cohen (Leonard)
Coppi (Hans)
Corap (André Georges)
Corbin (Charles)
Costelle (Daniel)
Cot (Pierre)
Coulondre (Robert)
Courtiox (Charles)
Crémieux-Brilhac (Jean-Louis)
Cusin (Gaston)

D

Dac (Pierre)
Dahlerus (Johan Birger)
Daladier (Édouard)
Dannecker (Theodor)
Darlan (François)
Darnand (Joseph)
Darquier de Pellepoix (Louis)
Darrieux (Danielle)
Dassary (André)
Déat (Marcel)
Decoin (Henri)
Decour (Jacques)
Decoux (Jean)

Degrelle (Léon)
Delannoy (Marcel)
Delestraint (Charles)
Demjanjuk (John)
Dempsey (Miles C.)
Denoël (Robert)
Derain (André)
Devers (Jacob)
Dietrich (Marlène)
Dietrich (Otto)
Dirlewanger (Oskar)
Doisneau (Robert)
Dollfuss (Édouard)
Dönitz (Karl)
Donnedieu de Vabres (Henri)
Dorgelès (Roland)
Doriot (Jacques)
Druon (Maurice)
Dulles (Allen)
Dullin (Charles)
Dutourd (Jean)

E

Éboué (Félix)
Eden (Anthony)
Eichmann (Adolf)
Einstein (Albert)
Eisenhower (Dwight D.)
Eisenman (Peter)
Eisler (Hanns)
El-Husseini Hadj (Amin)
Elser (Georg)
Eltsine (Boris)
Ernst (Max)
Estienne d'Orves (Henri d')

F

Fabre-Luce (Alfred)
Falkenhausen (Alexander von)
Faral (Edmond)
Farben (Konzern I.G.)
Faure (Edgar)
Faure (Paul)
Faurisson (Jules)
Febvre (Lucien)
Fermi (Enrico)
Ferrat (Jean)
Filderman (Wilhelm)
Fleg (Edmond)
Ford (Henry)
Fouchier (Jacques de)
Fournier (Jean)
Franco (Francisco)
Frank (Anne)
Frank (Hans)
Frank (Robert)
Frederick (Robert T.)
Freisler (Roland)
Frenay (Henri)
Freud (Sigmund)
Frick (Wilhelm)
Fritzsche (Hans)
Froment (Pierre de)
Funk (Walther)

G

Galen (Clemens von)
Gamelin (Maurice)
Gance (Abel)
Gaulle (Charles de)

Gaylani (Rachid Ali)
Gehlen (Reinhard)
Gensoul (Marcel)
George VI
Gerstein (Kurt)
Gilbert (Gustave)
Giraud (Henri)
Gisevius (Hans Bernd)
Globke (Hans)
Globocnik (Odilo)
Goebbels (Joseph)
Gömbös (Gyula)
Gorbatchev (Mikhaïl)
Göring (Hermann)
Gourevitch (Anatoli)
Grass (Günter)
Gropius (Walter)
Groves (Leslie)
Gründgens (Gustaf)
Grynszpan (Hershel)
Guderian (Heinz)
Guillotin (René)

H

Hácha (Emil)
Haguenau (Marc)
Hahn (Otto)
Hakoon
Halder (Franz)
Halifax
Hamai (Shinzo)
Harnack (Arvid)
Harriman (Averell)
Harris (André)
Haubach (Theodor)

Heisenberg (Werner Karl)
Hemingway (Ernest)
Henry-Haye (Gaston)
Herriot (Édouard)
Hess (Rudolf)
Heydrich (Reinhard)
Himmler (Heinrich)
Hindenburg (Paul von)
Hirohito
Hirsch (Étienne)
Hitler (Adolf)
Hoare (Samuel)
Honegger (Arthur)
Horthy (Miklos)
Horthy (Nicolas)
Höss (Rudolf)
Hull (Cordell)
Huntziger (Charles)

I

Ichiki (Kiyono)
Issakovski (Mikhaïl)

J

Jackson (Robert)
Jeanneney (Jules)
Jeanson (Francis)
Jodl (Alfred)
Joliot-Curie (Frédéric)
Juin (Alphonse)
Jünger (Ernst)

K

Kaczynski (Lech)
Kaiser (Jakob)
Kallay (Miklós)
Kaltenbrunner (Ernst)
Karski (Jan)
Keitel (Wilhelm)
Kerillis (Henri de)
Kessel (Joseph)
Kieffer (Philippe)
Klarsfeld (Serge)
Kleist (Heinrich von)
Klimov (Elem)
Kluge (Günther von)
Knochen (Helmut)
Knoeringen (Waldemar von)
Koenig (Marie-Pierre)
Kohl (Helmut)
Konoe (Fumimaro)
Kriegel-Valrimont (Maurice)
Krivosein (Semen)
Krupp (Gustav)
Kuusinen (Otto)

L

Labarthe (André)
Lacoste (Robert)
La Gorce (Paul-Marie de)
Lahousen (Erwin)
La Laurencie (Benoît de)
La Mazière (Christian de)
Landowski (Paul)
Langlade (Paul de)
Lanzmann (Claude)
Lapie (Pierre-Olivier)
Larbarthe (André)

Lattro de Tassigny (Jean de)
Laugier (Henri)
Laval (Pierre)
Lawrence (Geoffrey)
Lean (David)
Leber (Julius)
Lebrun (Albert)
Leclerc de Hautecloque (Philippe)
Lefaucheux (Pierre)
Legentilhomme (Paul)
Léger (Alexis)
Leigh-Mallory (Trafford)
Leip (Hans)
Lemarchand (Henri)
Lemkin (Raphael)
Léopold
Lepercq (Aimé)
Lerner (Yehuda)
Leuschner (Wilhelm)
Levi (Primo)
Levy (Jean-Pierre)
Ley (Robert)
Liddell (Basil Henry)
Lindbergh (Charles)
Littel (Jonathan)
Litvinov (Maxime)
Lokajski (Eugeniusz)
Lubitsch (Ernest)
Luizet (Charles)

M

MacArthur (Douglas)
Mallet (Léo)
Mamoru (Shigemitsu)
Manhès (Henri)

Mann (Erika)
Mann (Golo)
Mann (Thomas)
Mannerheim (Carl)
Manouchian (Missak)
Manstein (Erich von)
Marc (Franz)
Maritain (Jacques)
Marjolin (Robert)
Marly (Anna)
Marshall (George)
Massigli (René)
Maurras (Charles)
McDonald (James G.)
Medvedev (Dimitri)
Melville (Jean-Pierre)
Mendès France (Pierre)
Mengele (Josef)
Menthon (François de)
Merle (Robert)
Michel (Henri)
Mierendorff (Carlo)
Mitscher (Marc Andrew)
Mittelhauser (Eugène-Désiré-Antoine)
Molotov (Viatcheslav)
Moltke (Helmuth James Graf von)
Monnet (Jean)
Monsabert (Joseph de Goislard de)
Montagnard (André)
Montgomery (Bernard)
Morgenthau (Henry)
Mosley (Oswald)
Moulin (Jean)
Mountbatten (Louis)
Müller (Hermann)
Murphy (Robert)

Muselier (Émile)
Mussert (Anton)
Mussolini (Benito)

N

Nagumo (Chūichi)
Nebe (Arthur)
Nedić (Milan)
Neuling (Ferdinand)
Neurath (Konstantin von)
Neville
Nimitz (Chester)
Nishihara (Issaku)
Noble (Percy)
Noguès (Charles)
Nordling (Raoul)

O

Oberg (Carl)
Ophuls (Marcel)
Oppenheimer (J. Robert)
Oster (Hans)
Ozawa (Jisaburō)

P

Pabst (Georg Wilhelm)
Pagnol (Marcel)
Papen (Franz von)
Papon (Maurice)
Parodi (Alexandre)
Patch (Alexander M.)
Patton (George)
Paugam (Blanche)

Paulus (Friedrich)
Pavelić (Ante)
Paxton (Robert)
Payr (Bernhard)
Pélicier (Marc-Georges)
Pendar (Kenneth)
Pershing (John J.)
Peschanski (Denis)
Petacci (Clara)
Pétain (Philippe)
Petersen (Erich)
Petersen (Wolfgang)
Philip (André)
Piaf (Édith)
Picasso (Pablo)
Pie XII
Pieck (Wilhelm)
Pierrepont (Albert)
Pineau (Christian)
Pleven (René)
Pomiane (Édouard de)
Popesco (Elvire)
Préjean (Albert)
Prinet (André)
Prokofieff de Seversky (Alexander)
Pu Yi

Q

Quisling (Vidkun)

R

Raeder (Erich)
Ramsay (Bertram)
Rapkine (Louis)

Rebatet (Lucien)
Rebroff (Ivan)
Reinhardt (Django)
Reintgen (Heinz-Karl)
Renaud (Madeleine)
Renault (Louis)
Renoir (Jean)
Reynaud (Paul)
Ribbentrop (Joachim von)
Riefenstahl (Leni)
Ritter (Gerhard)
Rol-Tanguy (Henri)
Romance (Viviane)
Rommel (Erwin)
Roosevelt (Franklin)
Rosenberg (Alfred)
Rossellini (Roberto)
Rouslanova (Lidia)
Rubaschkin (Boris)
Rudenko (Roman)
Rundstedt (Gerd von)
Ryan (Cornelius)

S

Saefkow (Anton)
Saint-Exupéry (Antoine de)
Saito (Yoshitsugu)
Saliège (Jules)
Salinger (Jérôme D.)
Sartre (Jean-Paul)
Sauckel (Fritz)
Sautot (Henri)
Sauvy (Alfred)
Schacht (Hjalmar)
Schellenberg (Walter)

Schindler (Oskar)
Schirach (Baldur von)
Scholl (Hans)
Scholl (Sophie)
Schultze (Norbert)
Schulze-Boysen (Harro)
Schumacher (Kurt)
Schuman (Robert)
Schuschnigg (Kurt von)
Sédouy (Alain de)
Seyss-Inquart (Arthur)
Shawcross (Hartley)
Siilasvuo (Hjalmar)
Sikorski (Władysław)
Sima (Horia)
Slitinsky (Michel)
Snell (David)
Solidor (Suzy)
Sorge (Richard)
Soustelle (Jacques)
Speer (Albert)
Speidel (Hans)
Spielberg (Steven)
Staline (Joseph)
Stark (Harold)
Stauffenberg (Claus Schenk von)
Stempfle (Bernhard)
Stettinius (Edward R.)
Stimson (Henry)
Strasser (Otto)
Streicher (Julius)
Stresemann (Gustav)
Stülpnagel (Otto von)
Szálasi (Ferenc)
Szczypiorski (Andrzej)
Szilar (Leo)

T

Tange (Kenzo)
Tchang Kaï-chek
Tchouïkov (Vassili)
Teitgen (Henri)
Terboven (Josef)
Thatcher (Margaret)
Thorez (Maurice)
Tibbets (Paul)
Tillion (Germaine)
Tiso (Joseph)
Tito (Josip)
Todt (Fritz)
Togo (Shigenori)
Tôjô (Hideki)
Tovi Blatt (Tomas)
Toyoda (Soemu)
Trenet (Charles)
Tresckow (Henning von)
Triboulet (Raymond)
Triplet (Elsa)
Truman (Harry)
Truscott (Lucian)
Tsushihasi (Yuichi)

V

Vaillant-Couturier (Marie-Claude)
Valin (Martial)
Vallat (Xavier)
Valois (Georges)
Vandergrift (Alexander)
Van Parys (Georges)
Van Roey (Joseph-Ernest)
Vasilevski (Vladimir)

Vergès (Michel)
Viannay (Philippe)
Vignaux (Paul)
Vinogradov (Alexei)
Vistel (Alban)
Victor-Emmanuel III
Vlaminck (Maurice de)
Voroshilov (Kliment)

W

Wagner (Robert)
Weizsäcker (Carl Friedrich)
Werth (Léon)
Wessel (Horst)
Weygand (Maxime)
Wiesel (Elie)
Wilcken (Dagmar von)
Wilder (Billy)
Wilson (Maitland)

Y

Yamamoto (Isoroku)

Z

Zaïtsev (Vassili)
Zanuck (Darryl F.)
Zaraï (Rika)
Zink (Rudolf)
Zukov (Georgy)

Index des lieux

« Pour retrouver la section qui vous intéresse à partir de cet index, utilisez le moteur de recherche »

A

- Adriatique, mer
- Afrique
 - Afrique du Nord
 - Afrique du Sud
 - Afrique équatoriale française (AEF)
 - Afrique française du Nord
 - Afrique occidentale française (AOF)
- Aisne
- Aix-en-Provence
- Aix-la-Chapelle
- Alamein (El-)
- Alamogordo
- Albanie
- Alexandrie
- Alger
- Allemagne
 - Allemagne de l'Est
 - Allemagne de l'Ouest
- Alsace
- Amsterdam
- Ancona
- Angers
- Angleterre
- Anvers
- Arctique, mer
- Ardennes

Argentine
Arnhem
Arras
Arromanches
Artois
Asie
Asie du Sud-Est
Asie orientale
Atlantique sud
Atlantique, mur de l'
Auschwitz
Auschwitz-Birkenau
Auschwitz-Monowitz
Australie
Autriche
Avasinis
Avranches

B

Babi Yar
Baden-Baden
Bagdad
Bali
Baltique, mer
Bandol
Barfleur
Basse-Normandie
Bataan
Bavière
Bayeux
Beaune-la-Rolande
Belfort
Belgique
Belgorod
Belzec

Berchtesgaden
Bérégina
Bergame
Bergen
Bergen-Belsen
Berlin
Bessarabie
Bialystok
Biélorussie
Bir-Hakeim
Birmanie
Birmingham
Bizerte
Bohême
Bologne
Bordeaux
Bornéo
Bougainville
Boulogne-sur-Mer
Bratislava
Brésil
Breslau
Brest
Bricquebec
Bristol
Brives
Bruxelles
Bucarest
Buchenwald
Bucovine
Bucovine du Nord
Budapest
Bulgarie
Bussang
Bzura

C

Caen
Calais
Cameroun
Canada
Cannes
Carélie
Carentan
Carlton Gardens
Casablanca
Catane
Caucase
Cavalaire
Célèbes
Charkov
Chelmno
Chemnitz
Cherbourg
Chine
Churchill War Rooms
Colmar
Compiègne
Congo
Congo belge
Copenhague
Corail, mer
Corée
Corregidor
Courlande
Courseulles-sur-Mer
Coutances
Coventry
Cracovie
Crète

Crimée
Croatie
Cyrénaïque

D

Dachau
Dakar
Damas
Danemark
Dantzig
Danube
Debrecen
Dieppe
Digne
Dinant
Djibouti
Dniepr, fleuve
Dobroudja
Donec
Donez, rivière
Dora
Dora-Mittelbau
Draguignan
Drancy
Dresde
Dumbarton Oaks
Dunkerque
Dyle, rivière

E

Eben-Emael, fort
Égypte
Eindhoven
Elbe

Elbrus, montagne
Emilia-Romagna
Empire britannique
Escaut, rivière
Espagne
Estonie
États baltes
États-Unis
Éthiopie
Europe
Europe centrale

F

Faroe, îles
Finlande
Flandre
Florence
France
Francfort
Frascati
Fréjus

G

Gabon
Gap
Gardelegen
Gdynia
Gènes
Genève
Gilbert, îles
Gleiwitz
Grande-Bretagne
Granville
Grasse

Grèce
Grenoble
Gross-Rosen
Guadalcanal
Guam, île
Guernica
Gurs

H

Haiphong
Halfaya, col
Hambourg
Hawaï
Helsinki
Hendaye
Hiroshima
Hollande
Honfleur
Hong Kong
Hongrie
Huertgen, forêt
Hyères

I

Inde
Indochine
Indonésie
Irak
Islande
Italie
Iwoshima, île
Izbica
Izbica Lubelska

J

Japon
Japon, mer
Java

K

Karlshorst
Karlsruhe
Katyn
Kazakhstan
Kehl
Kephallonia
Kienitz
Kiev
Königsberg
Koufra
Kouriles, îles
Koursk
Kristiansand
Krivoï-Rog

L

La Haye
Lampedusa
Landsberg
Lausanne
Laval
Lek
Leningrad
Lettonie
Leyte, île
Libreville
Liège

Limoges
Linosa
Lituanie
Liverpool
Locarno
Lodz
Loire
Londres
Lorient
Lorraine
Los Alamos
Luçon, île
Luxembourg
Lvov
Lyon

M

Macédoine
Maëstricht
Majdanek
Malacca
Malaisie
Maly Trostenëts
Mamaïev
Manche
Mandchoukouo
Mandchourie
Manille
Mantes
Mariannes, îles
Maroc
Marrakech
Marseille
Mauthausen
Mechelen-sur-Meuse

Méditerranée
Memel
Mers-el-Kébir
Messine
Metz
Meuse
Mexique
Midway
Milan
Minsk
Mittelbau-Dora
Modène
Modlin
Montbéliard
Monte Cassino
Montélimar
Monténégro
Montoire
Moravie
Moscou
Moselle
Mulhouse
Munda
Munich

N

Nagasaki
Namur
Nancy
Nankin
Nantes
Nantua
Naples
Narvik
Neisse, rivière

Neuengamme
Niger
Nijmegen
Noire, mer
Nord, mer
Normandie
Norvège
Nouvelle-Calédonie
Nouvelle- Géorgie
Nouvelle-Guinée
Nouvelles-Hébrides
Nouvelle-Zélande
Nuremberg

O

Oder
Odessa
Odon
Ohlau
Ohrdruf
Okinawa, île
Omaha Beach
Oradour-sur-Glane
Orel
Orne
Ortona
Oslo
Oswiecim
Oubangui-Chari
Ouistreham

P

Pacifique
Padoue

Palestine
Pantelleria
Paris
Pays baltes
Pays-Bas
Pays basque
Pearl Harbor
Pékin
Pescadores
Philippines
Piaski
Picardie
Pithiviers
Plymouth
Pologne
Poméranie
Poméranie orientale
Port-Gentil
Potsdam
Poznan
Prague
Privas
Provence
Prusse-Orientale
Pruth
Pskow

Q

Québec

R

Rabaul
Rangoon
Rastatt

Ravenne
Ravensbrück
Redon
Reggio
Remagen
République démocratique allemande (RDA)
République fédérale d'Allemagne (RFA)
République tchécoslovaque
Rethondes
Rhénanie
Rhin
Rhône
Riga
Riom
Rome
Rostov
Rotterdam
Roumanie
Royaume-Uni
Ruhr
Russie

S

Sachsenhausen
Saint-André-sur-Orne
Sainte-Marie-du-Mont
Sainte-Maxime
Saint-Jean-Pied-de-Port
Saint-Lô
Saint-Lô-d'Ourville
Saint-Malo
Saint-Nazaire
Saint-Pierre-et-Miquelon
Saint-Raphaël
Saint-Tropez

Saipan, île
Salerno
Salò
Salomon, îles
Sandbostel
San Francisco
Sarre
Scandinavie
Scapa Flow, port
Scheibenthal
Schirmeck
Schlucht, col
Sébastopol
Sedan
Serbie
Shanghai
Siam
Sibérie
Sicile
Sienna
Silésie supérieure
Singapour
Slovaquie
Smolensk
Sobibor
Sochaux
Somme
Spandau
Spire
Stalingrad
Stavanger
Steinau
Stonne
Strasbourg
Strehla
Struthof

Stuttgart
Sudètes
Suède
Syracuse
Syrie

T

Tahiti
Taiwan
Taranto
Tarawa
Tarbes
Tarente
Tchad
Tchécoslovaquie
Téhéran
Thaïlande
Theresienstadt
Timor
Tinian, île
Tokyo
Tonkin
Torgau
Torun
Toulon
Toulouse
Transnistrie
Transylvanie
Trawniki
Treblinka
Trondheim
Tulagi, île
Tunisie
Turin
Turquie

Tyrrhénienne, mer

U

Ukraine
Ukraine orientale
Ulm
Uman
URSS
Utah
Utah Beach
Utrecht

V

Valérien, mont
Vannes
Varsovie
Vél d'Hiv
Vernon
Versailles
Vichy
Vienne
Viipuri
Vilna
Vilnius
Volga
Volgograd
Vosges

W

Waal
Wake, île
Walcheren, île
Wannsee

Washington
Weimar
Wesel
Westerplatte, fort
Wilna
Wismar
Wissembourg

Y

Yalta
Yougoslavie
Ypres

Z

Zeeland